

MINISTÈRE DU TRAVAIL

DIRECTION DU TRAVAIL — (3^e BUREAU)

BULLETIN

DE

L'INSPECTION DU TRAVAIL

ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE

TRENTE-SIXIÈME ANNÉE

1928



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCXXVIII

ABRÉVIATIONS.

<i>Art.</i>	Article.
<i>Bibl.</i>	Bibliographie.
<i>C.</i>	Circulaire.
<i>Cass. cr.</i>	Cour de cassation, Chambre criminelle
<i>Cass. civ.</i>	Cour de cassation, Chambre civile.
<i>Cass. ch. des requ.</i>	Cour de cassation, Chambre des requêtes
<i>D.</i>	Décret.
<i>C. d'État.</i>	Décision du Conseil d'État.
<i>Cour d'app.</i>	Cour d'appel.
<i>C^e des A. et M.</i>	Comité consultatif des arts et manufactures.
<i>Hyg. et séc.</i>	Hygiène et sécurité.
<i>L.</i>	Loi.
<i>L. min.</i>	Lettre ministérielle.
<i>Rep. hebd.</i>	Repos hebdomadaire.
<i>S. pol.</i>	Tribunal de simple police.
<i>Trib. civ.</i>	Tribunal civil.
<i>Trib. corr.</i>	Tribunal correctionnel.
<i>V.</i>	Voir.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE ⁽¹⁾

DES MATIÈRES CONTENUES

DANS LA TRENTE-SIXIÈME ANNÉE (1928).

ACCIDENTS.

Pages.

A

Accidents du travail.

L'article 11 de la loi du 9 avril 1898 ne déterminant pas la commune où la déclaration qu'il impose à l'employeur doit être effectuée, aucune pénalité ne peut, en raison de l'imprécision de la loi sur ce point, être prononcée contre un employeur qui, dans les délais légaux, a fait une déclaration à une mairie autre que celle du lieu de l'accident (Cass. cr., 16 juin 1928)..... 207

Accidents du travail (Prévention des).

Conférence de M. Frois sur la prévention des accidents du travail. 345

Accumulateurs. — V. *Hydrargyrisme*.

Acétone.

Circulaire du 1^{er} mars 1928 communiquant le texte d'un règlement d'atelier relatif aux règles à observer dans les ateliers utilisant l'acétone..... 127

ALSACE ET LORRAINE.

Pages.

Age d'admission au travail.

Les dispositions de la loi du 30 juin 1928 étendent à tous les « établissements industriels et commerciaux » les prescriptions relatives à l'âge minimum d'admission des enfants au travail, qui n'étaient antérieurement applicables, aux termes de l'article 1^{er} du livre II, que dans les « usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances. » (C. du 6 août 1928).... 168

V. *Code du travail. — Commissions départementales.*

Alsace et Lorraine.

Loi du 26 janvier 1927 relative à l'application, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des lois du 30 janvier 1923 et du 18 juillet 1924 réservant des emplois à certaines catégories de militaires et aux veuves et orphelins de guerre, de la loi du 26 avril 1924 assurant l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, et des dispositions des lois des 1^{er} avril 1923 (art. 7), 31 mars, 17 avril et 18 juillet 1924 concernant l'avancement des fonctionnaires, candidats fonctionnaires,

(1) Ont été analysées dans cette table toutes les instructions contenues dans les circulaires et lettres ministérielles, ainsi que les interprétations des textes législatifs et réglementaires qui ont été données par les tribunaux.

	Pages.
agents, sous-agents et ouvriers civils de l'État, anciens militaires ou démobilisés	1

Apprentissage.

Loi du 20 mars 1928 relative à l'organisation de l'apprentissage ..	7
---	---

Arbre carré; arbre rond. — V. *Dégauchisseuses.*

Argenture chimique des glaces.

Note sur une cause d'accident par explosion dans l'argenture chimique des glaces, par M. Gaudiot, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	414
--	-----

B

Babaud. — V. *Organisation scientifique du travail.*

Ballastières.

En ce qui concerne les ballastières, c'est-à-dire les carrières ouvertes, par des entreprises privées, dans l'enceinte du chemin de fer, en vue de fournir de la pierre cassée pour ballast, il a été reconnu, d'accord avec M. le Ministre des Travaux Publics, que le contrôle peut, sans aucune difficulté d'ordre pratique, être assuré intégralement par le Service des mines, sous l'autorité du Ministre du Travail, les fonctionnaires du Service des mines ayant, en effet, libre accès dans l'enceinte du chemin de fer (C. du 3 avril 1928).....	133
---	-----

Le Service de l'Inspection du travail n'a donc pas à intervenir pour le contrôle des lois réglementant le travail dans les ballastières ouvertes dans l'enceinte du chemin de fer (<i>Ibid.</i>).....	134
---	-----

Balthazard. — V. *Laque japonaise.*

Banques.

Les travaux supplémentaires auxquels donne lieu l'émission de rentes par le Trésor peuvent être incontestablement rangés parmi les travaux exécutés dans un intérêt national, au sens de l'article 6, 2°, du décret des 27 juillet 1923-5 juin 1926, qui a déterminé les modalités d'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les banques et tous établissements de finance, de crédit et de change (C. du 10 mai 1928).....	140
---	-----

Baret (H.). — V. *Guide-navette.*

Baret (J.). — V. *Poussières.*

Becs de chasse.

Attendu qu'il n'existe pas de dispositifs de protection spéciaux pour becs de chasse, que ces pièces du métier ont toujours été et sont encore considérées comme « installées dans les meilleures conditions possibles de sécurité », dans les termes de l'article 66 du Code du travail, par leur place interne au centre du métier; dans ces conditions les becs de chasse ne sont pas des parties dangereuses au sens de l'article 2 du décret du 21 mars 1914 (S. pol. Lannoy, 9 mars 1928).....	213
--	-----

Bellon. — V. *Câbles. — Hydrocarbures.*

Biscuits (pour chiens).

Les biscuits pour chiens peuvent être considérés comme visés sous la rubrique « biscuiterie » du décret du 6 août 1925 réglementant les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie, la fabrication des biscuits pour chiens ne se différenciant de la biscuiterie ordinaire que par la qualité des farines employées (C. du 7 mai 1928).....	139
--	-----

Brasseries.

Arrêté du 12 juin 1928 autorisant l'organisation du travail par

relais dans les brasseries pour les opérations suivantes : brassage et refroidissement du moût dans les brasseries faisant normalement deux brassins au plus par jour, et soutirage..... 100

Pour les opérations du brassage et du refroidissement du moût, l'autorisation des relais est limitée aux brasseries faisant normalement deux brassins au plus par jour, les brasseries ayant une production journalière supérieure à deux brassins étant des établissements importants qui fonctionnent à trois équipes et où l'organisation des relais n'est par suite plus nécessaire (C. du 18 juin 1928)..... 149

En ce qui concerne l'opération du soutirage, l'autorisation de relais a paru nécessaire pour toutes les brasseries, même pour les grands établissements à marche continue, où le soutirage est bien effectué par une équipe unique spéciale, qui pourrait être considérée comme constituant une partie d'établissement, mais où la durée du travail de cette équipe dépasserait huit heures par jour (*Ibid.*)..... 149

Briqueteries.

Circulaire du 1^{er} mai 1928 prescrivant une enquête sur les travaux exécutés par des femmes dans les briqueteries..... 138

C

Câbles.

Note sur la sécurité des câbles métalliques dans les appareils de levage, par M. P. Bellon, inspecteur départemental du travail à Marseille..... 388

Cancers professionnels.

Les cancers professionnels, par MM. G. Roussy et A. Héreau..... 334

Caoutchouc. — V. *Hydrogène sulfuré.*

Cautionnements.

Loi du 1^{er} février 1928 portant modification des dispositions des articles 32 a, 32 d, 32 e et 99 b du livre I^{er} du Code du travail, relatives à la garantie des cautionnements des ouvriers et employés... 4

Travaux préparatoires de la loi du 1^{er} février 1928 portant modification des dispositions des articles 32 a, 32 d et 32 e du livre I^{er} du Code du travail, relatives à la garantie des cautionnements des ouvriers et des employés..... 219

La modification apportée aux articles 32 a, 32 d et 32 e, en ce qui concerne le maximum de valeur fixant la limite entre les cautionnements en espèces à verser sur un livret spécial de la Caisse nationale d'épargne ou d'une caisse d'épargne ordinaire, et les cautionnements en espèces à déposer à la Caisse des dépôts et consignations, a pour effet de substituer au maximum fixe institué par la loi du 18 octobre 1917 (3.000 francs) un maximum susceptible de suivre les variations apportées par la législation au chiffre du maximum des dépôts ordinaires dans les caisses d'épargne, maximum fixé présentement (loi du 20 août 1926) à 12.000 francs (C. du 15 février 1928)..... 124

Il est précisé que le maximum applicable au cautionnement en espèces est celui qui sera prévu, pour les dépôts dans les caisses d'épargne, par les lois en vigueur « au jour de la remise du cautionnement ». Ceci implique que, pour les cautionnements déjà constitués qui, n'atteignant pas 12.000 francs mais excédant l'ancien maximum de 3.000 francs, ont été déposés à la Caisse nationale des dépôts et consignations, il n'y a pas lieu, pour les déposants, de les transférer à une caisse d'épargne (*Ibid.*) 124

A l'article 32 d et à l'article 99 b sont visés désormais, non plus les cautionnements constitués en « titres

	Pages.
au porteur», mais les cautionnements constitués « en titres », c'est-à-dire aussi bien les titres nominatifs que les titres au porteur (<i>Ibid.</i>).....	124
Celluloïd. — V. <i>Acétone.</i>	
Charbon professionnel.	
Enquête sur les cas de charbon professionnel pendant l'année 1927.....	363
Chardin. — V. <i>Hydrogène sulfuré.</i>	
Charges de famille. — V. <i>Inspection du travail.</i>	
Chatelard. — V. <i>Ordures ménagères.</i>	
Ciment armé.	
Circulaire du 13 novembre 1928 prescrivant une enquête sur les mesures à prendre en vue de prévenir les accidents provoqués par l'écroulement d'immeubles en ciment armé, en cours de construction.....	201
Circonstances atténuantes.	
Loi du 29 décembre 1928 étendant l'application de l'article 463, § 9, du Code pénal, sur les circonstances atténuantes.....	21
Code du travail.	
Loi du 30 juin 1928 portant modification des articles 1 ^{er} , 2, 3, 21, § 1, 29, 52, 74, 86 et 182 du livre II du Code du travail (Déclaration des établissements; âge d'admission; travail de nuit; jours de fête, etc.).....	11
Travaux préparatoires de la loi du 30 juin 1928 portant modification des articles 1 ^{er} , 2, 3, 21, § 1, 29, 52, 74, 86 et 182 du livre II du Code du travail (Déclaration des établissements; âge d'admission; travail de nuit; jours de fête, etc.).....	242
V. <i>Age d'admission au travail.</i> — <i>Déclaration des établissements industriels et commerciaux.</i>	

Coiffure (Magasins et salons de).

	Pages.
Décret du 21 février 1928 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Grenoble.....	27
Décret du 21 décembre 1928 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Reims... ..	79
Arrêté du 7 août 1928 fixant, à titre provisoire, un régime de travail comportant une durée de présence réduite dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Nîmes.....	105
Pour l'application de la loi de huit heures dans les magasins et salons de coiffure, la tolérance prescrite en ces termes par la circulaire ministérielle du 17 février 1923 : « Si, au moment précis où se termine la période de présence réglementaire, l'ouvrier n'a pas fini d'accommoder le client qu'il avait entrepris, il y a lieu de tolérer qu'il continue jusqu'à achèvement » a donné lieu à des abus qui ne sont pas admissibles (C. du 4 octobre 1928).....	175
Les patrons ne doivent laisser pénétrer dans leurs salons que les clients qu'ils estiment être en mesure de faire servir par leurs ouvriers avant la fin de la journée de travail. Sans doute, il peut arriver qu'ils se trompent dans l'évaluation de la durée de l'opération, et une tolérance, qui peut aller jusqu'à dix minutes, peut être admise. Mais cette tolérance ne constitue pas un droit. S'il en est fait usage d'une façon habituelle et non à titre exceptionnel, l'inspecteur pourra dresser un procès-verbal (<i>Ibid.</i>).....	176

Combustibles.

Principes à consulter pour l'emploi des combustibles dans les administrations publiques.....	322
--	-----

	Pages.
Circulaire du 1 ^{er} juin 1928 communiquant le texte de la note adoptée par la Commission de carbonisation sur les principes à consulter pour l'emploi des combustibles dans les administrations publiques.....	148

Commerce de détail.

Décret du 29 avril 1928 portant règlement d'administration publique modifiant le décret du 15 août 1923, modifié par le décret du 3 avril 1925 et par le décret du 18 mai 1926 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires d'un certain nombre de villes.....	36
---	----

Le décret du 29 avril 1928 étend les dispositions du décret du 15 août 1923 modifié : 1° aux communes du département de la Seine non encore réglementées; 2° aux villes comptant moins de 50.000 et plus de 25.000 habitants, non encore réglementées; 3° à deux villes comptant moins de 25.000 habitants, où des accords sont intervenus pour l'extension de la réglementation : Chaumont et Lunéville (C. du 10 mai 1928).....	140
---	-----

Décret du 21 décembre 1928 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime spécial de répartition du travail dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires de la ville de Nancy.....	81
--	----

Commissions départementales du travail.

Instructions relatives à la constitution de commissions départementales (C. du 17 mars 1928).....	130
---	-----

La Commission départementale du travail qui, aux termes de l'article 115 du livre II du Code du travail est chargée de présenter, « sur l'exécution des dispositions

	Pages.
visées par l'article 113 et les améliorations dont elles seraient susceptibles, des rapports qui sont transmis au Ministre et communiqués à la Commission supérieure», voit, par la loi du 30 juin 1928, sa compétence, en matière de « travail des enfants et des femmes », étendue à tout ce qui concerne l'âge minimum d'admission des enfants au travail dans les établissements industriels et commerciaux (C. du 6 août 1928).....	170

Commission de réforme. — V. Inspection du travail.

Confiserie. — V. Pâtisserie.

Congés. — V. Fonctionnaires.

Conserves de légumes et de fruits.

L'organisation du travail par relais ne semble pas nécessaire dans les fabriques de conserves de petits pois. Les ouvriers chargés de l'écosage arrivent généralement une heure plus tôt que l'ensemble du personnel, mais partent une heure plus tôt; les ouvriers chargés de la stérilisation et du décageage arrivent généralement une ou deux heures après l'ensemble du personnel pour partir également deux heures plus tard. Dans ces conditions, il semble qu'il ne s'agisse pas à proprement parler de relais, mais d'un simple <i>décalage d'horaire</i> , les ouvriers occupés aux opérations en cause étant considérés comme constituant des parties d'établissement distinctes (C. du 17 mars 1928).....	129
---	-----

C'est cette solution qui pourrait être envisagée pour les fabriques de conserves de petits pois, et par suite pour les fabriques d'autres légumes et fruits (<i>Ibid.</i>).....	130
---	-----

Dans le langage courant, et notamment en termes de mercuriales, les truffes et champignons étant classés parmi les légumes, il semble que, en ce qui concerne

	Pages.
l'utilisation du crédit supplémen- taire de cinquante heures, prévu par l'article 6, 3°, du décret du 5 mars 1927, les fabriques de con- serves de truffes et de champignons peuvent être assimilées aux fa- briques de conserves de légumes et de fruits (C. du 1 ^{er} mai 1928).	137

Contrat de travail.

Loi du 19 juillet 1928 modi- fiant l'article 23 du livre I ^{er} du Code du travail (contrat de travail).	13
---	----

Coton (Ouvreuses et batteurs à).

Note sur un appareil de sûreté pour ouvreuses et batteurs à coton, par M. Gaudiot, inspecteur départe- mental du travail à Nancy	418
---	-----

Couches (Femmes en).

Loi du 4 janvier 1928 portant modification de l'article 29 du livre I ^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale, concernant le repos des femmes en couches. .	3
--	---

Cuir et peaux.

Décret du 11 mai 1928 portant règlement d'administration publi- que tendant à la modification et à la refonte des décrets intervenus pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les diverses in- dustries des cuirs et peaux	42
---	----

Le décret du 11 mai 1928 a pour objet d'assujettir à une régle- mentation unique les diverses in- dustries des cuirs et peaux, jusqu'ici soumises à cinq décrets distincts (C. du 31 mai 1928)	145
---	-----

D'autre part, le décret assujettit :
1° les établissements visés par les
deux décrets du 30 décembre 1920
(galoches, espadrilles, etc. et sel-
lerie-bourrellerie) occupant moins
de cinq ouvriers et situés dans
les localités comptant moins de
10.000 habitants, qui, jusqu'ici,
échappaient à la réglementation.
en vertu de l'article 1^{er}, § 2, des-
dits décrets du 30 décembre 1920;

	Pages.
2° la fabrication de chaussures sur mesure, et les ateliers de répara- tion de chaussures qui n'étaient visés par aucun règlement (<i>Ibid.</i>).	146

Le champ d'application du pré- sent décret est celui des cinq dé- crets actuellement existants, mais élargi et complété. L'article 1 ^{er} re- produit les rubriques de ces décrets, les unes textuellement, les autres avec des modifications tendant à leur donner une plus grande pré- cision (<i>Ibid.</i>)	146
---	-----

La première rubrique, qui en- globes toutes les industries des cuirs et peaux proprement dites visées par le décret du 30 août 1919 modifié par le décret du 10 avril 1925, est ainsi rédigée : « Toutes opérations ayant pour objet la conservation, la transfor- mation et la préparation des cuirs et peaux (<i>Ibid.</i>)	146
--	-----

Cette formule, qui a une portée générale, comprend toutes les opé- rations que peuvent subir les cuirs et peaux, même les opérations nouvelles qui pourront être mises en usage : le travail de la peau de serpent, qui est de date récente, par exemple (<i>Ibid.</i>)	146
--	-----

Elle vise notamment la « chamo- iserie » et la « parcheminerie », qui ne figuraient pas expressément à l'article 1 ^{er} du décret du 30 août 1919, ainsi que la « pelleterie », qui est la préparation, ou mieux la conservation des peaux en poil (<i>Ibid.</i>)	146
---	-----

En ce qui concerne l'industrie du délainage des peaux de mouton, il s'agit là de cas d'espèce ne pou- vant donner lieu à une décision de principe, mais le délainage, tel qu'il est pratiqué dans les mégisse- ries, est évidemment compris, au même titre que la couperie de poils, parmi les opérations ayant pour objet la préparation des cuirs et peaux (<i>Ibid.</i>)	146
---	-----

La deuxième rubrique : « Selle-
rie et bourrellerie; fabrication de
courroies mécaniques et de tous

articles de maroquinerie, gainerie, chasse, voyage, sport, équipement militaire, en cuir, cuir factice ou matières similaires» reproduit, avec des modifications, celles du décret du 30 décembre 1920. Les mots «tous objets en cuir» qui figuraient à ce décret ont été supprimés comme visant également les chaussures, qui font l'objet d'une rubrique spéciale. Aux «articles de maroquinerie, gainerie, chasse, voyage, sport», ont été ajoutés les articles d'équipement militaire» qui ont paru devoir être désignés expressément (*Ibid.*)..... 146

En ce qui concerne la question de savoir si les malles sont visées par les mots «articles de voyage», il y a lieu de s'en rapporter à la règle que l'accessoire suit le sort du principal, la fabrication des malles étant soumise à la réglementation, soit des industries du bois, soit des cuirs et peaux (*Ibid.*)..... 146

La troisième rubrique ainsi rédigée : «Fabrication de chaussures en toutes matières et de tous genres, en gros et sur mesure, y compris la réparation, et toutes opérations se rattachant à cette fabrication (fabrication et piqure de tiges, fabrication de talons en cuir, fabrication non mécanique de talons en bois, découpage de cuir pour chaussures, cambrure)», englobe : 1° toutes les industries visées par les deux décrets actuels réglementant, d'une part, les chaussures en gros, d'autre part, les galoches, espadrilles, sandales, pantoufles, chaussons et chaussures en tous genres, cette dernière énumération ayant paru inutile puisque la nouvelle rubrique vise les chaussures «en toutes matières et de tous genres»; 2° les industries qui ont fait l'objet de la publication d'un avis au *Journal officiel* du 25 septembre 1927, à savoir : la fabrication de chaussures sur mesure et la réparation de chaussures (*Ibid.*)..... 147

La quatrième rubrique : «Fabrication de ganterie de peau, y

compris toutes opérations se rattachant à cette fabrication (teinture, cousage, piqure, pose d'agrafes et de boutons» reproduit sans changement l'article 1^{er} du décret du 27 août 1920 (*Ibid.*)..... 147

Aux termes de l'article 2, § 2, du décret du 11 mai 1928, les industries qui, en vertu du décret du 19 novembre 1919 (chaussures en gros) et du 30 décembre 1920 (sellerie, bourrellerie) étaient tenues d'adopter le régime comportant la semaine dite «anglaise», conserveront ce régime. Toutefois, dans la nouvelle réglementation, le repos d'une demi-journée pourrait ne pas être obligatoirement donné le samedi après-midi. Il semble d'ailleurs qu'en fait aucun changement ne sera apporté à la situation actuelle (*Ibid.*)..... 147

Les travaux exécutés dans les tanneries, au moment de la rentrée des écorces, en mai ou juin, pour la préparation des solutions de chrome utilisées dans la fabrication des cuirs vernis (art. 5, 6°, du décret du 30 août 1919), rentrent dans les prévisions de l'article 5, 5°, du nouveau décret visant les opérations qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté. Cette dérogation de l'article 5, 5°, dont la portée est générale, vise d'ailleurs tous les cas prévus par le 6° de l'article 5 du décret du 30 août 1919 (*Ibid.*)... 147

Il y a lieu de noter que les dérogations prévues sous les n°s 5° et 7° du décret du 30 août 1919 ne sont pas reproduites dans le présent décret. Il a paru, en effet, que ces dérogations relèvent plus spécialement du repos hebdomadaire; les travaux dont il s'agit sont visés par le décret du 14 août 1907 relatif aux établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement (*Ibid.*)..... 147

Aux termes du nouveau décret, toutes les industries bénéficient de 90 heures, sauf la sellerie, bourrellerie et fabrications similaires

	Pages.
qui continueront à bénéficier de 120 heures (<i>Ibid.</i>).....	148

Cylindres de filature (Couverture de).

Les petits ateliers indépendants qui effectuent la couverture de cylindres pour le compte de filatures peu importantes ne disposant pas de l'outillage nécessaire, suivent la même réglementation que les filatures exécutant elles-mêmes des travaux analogues (C. du 1^{er} mai 1928).....

138

Au surplus, il semble bien que la couverture des cylindres de filature rentre dans les prévisions de l'article 1^{er} du décret précité du 12 décembre 1909, qui vise notamment les opérations suivantes : « ... filature, ... et toutes autres opérations se rattachant à ces traitements, manipulations ou fabrications » (*Ibid.*).....

138

D

Darier. — V. *Laque japonaise.*

Decailly. — V. *Incendie.*

Déclaration des établissements industriels et commerciaux.

L'article 1^{er} nouveau du livre II du Code du travail énumère les catégories d'établissements assujettis; il reproduit les termes de l'article 6 du même livre « établissements industriels et commerciaux et leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance ». Ce champ d'application ne laisse échapper que les administrations publiques et les professions dites libérales (C. du 6 août 1928).

167

Non seulement les établissements qui auront souscrit une déclaration préalable peuvent être astreints à

une nouvelle déclaration en raison des modifications survenues dans les conditions de leur fonctionnement, mais des modifications du même ordre entraînent l'obligation d'une déclaration pour les établissements même qui, fonctionnant avec du personnel antérieurement à la promulgation de la loi, ont, de ce fait, échappé à l'obligation de la déclaration préalable (*Ibid.*).....

167

L'article 1^{er} b indique la forme et le contenu de la déclaration. Celle-ci s'effectue par carte-lettre recommandée adressée à l'inspecteur du travail. Ce dernier n'a pas à accuser réception de la déclaration, le récépissé de recommandation étant, à cet égard, libératoire pour l'employeur. Celui-ci devra produire le récépissé à l'inspecteur du travail sur sa demande, à sa première visite, au cas où l'inspecteur contesterait avoir reçu la déclaration (*Ibid.*).....

167

La déclaration devra contenir tous renseignements permettant à l'inspecteur d'identifier l'établissement et de se rendre compte des dispositions légales ou réglementaires qui s'imposent à l'employeur en l'espèce (*Ibid.*).....

168

V. *Code du travail. — Commissions départementales.*

Dégauchisseuses.

Circulaire du 17 avril 1928 prescrivant une enquête au sujet de la substitution, sur les dégauchisseuses, des arbres ronds aux arbres carrés.....

135

Circulaire du 23 mai 1928 prescrivant une enquête complémentaire en ce qui concerne l'emploi de l'arbre carré sur les dégauchisseuses propres à la fabrication et à la réparation des foudres et tonneaux.....

144

Délégués-mineurs.

Loi du 25 mars 1928 modifiant la loi du 8 juillet 1890 et étendant

	Pages.
le pouvoir des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.	9

L'indemnité pour charges de famille s'incorpore au salaire; il suit de là que le préfet, dans la fixation du prix de journée des délégués-mineurs, est fondé à envisager l'allocation d'indemnités familiales en faveur des délégués-mineurs alors que les ouvriers mineurs bénéficiaient d'indemnités de cette nature (C. d'Etat, 18 mai 1928).	205
---	-----

Dentaire (Mécanique).

Décret du 17 janvier 1928 étendant aux ateliers de mécanique dentaire les dispositions du décret du 9 août 1920 modifié par le décret du 2 avril 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux.	22
---	----

Il va sans dire que les ateliers annexés à un cabinet dentaire n'échappent pas à l'application de la loi du fait que les dentistes ne sont ni industriels ni commerçants. Le décret vise les «ateliers de fabrication d'appareils de prothèse dentaire», qu'ils appartiennent à des chirurgiens-dentistes ou à des mécaniciens pour dentistes, si ces ateliers ont un caractère industriel, c'est-à-dire présentent, selon la définition de la Cour de cassation, «une organisation régulière et suivie du travail en commun» (C. du 2 février 1928).	120
--	-----

E

Éclairage.

Circulaire du 9 juillet 1928 prescrivant une enquête en vue de déterminer les conditions générales auxquelles doit satisfaire, au point de vue de l'hygiène de l'œil, un éclairage convenable des locaux de

	Pages.
travail, compte tenu des divers aspects de la production.	152

Électricité.

Circulaire du 17 septembre 1928 prescrivant une enquête sur les maladies professionnelles et accidents causés par l'électricité.	174
---	-----

Électriques (Installations).

Circulaire du 17 février 1928 prescrivant une enquête sur l'opportunité de porter à 250 volts, pour le courant alternatif, la tension de démarcation entre les installations de première et de deuxième catégorie, tension fixée actuellement à 150 volts par le décret du 1 ^{er} octobre 1913.	125
---	-----

Émaux.

Circulaire du 12 septembre 1928 prescrivant une enquête sur l'emploi des émaux à base de sels de plomb dans l'industrie de l'émailage sur métaux.	174
--	-----

Enfants.

C'est dorénavant à tous les enfants âgés de moins de 18 ans qui seront embauchés dans un établissement «industriel ou commercial» que devront être délivrés par les maires les livrets auparavant réservés aux enfants de moins de 18 ans employés dans les établissements industriels (C. du 6 août 1928). ..	170
--	-----

V. *Age d'admission. — Commissions départementales du travail. — Travail de nuit des femmes et des enfants.*

Étalages extérieurs des boutiques et magasins.

Décret du 23 décembre 1928 modifiant le décret du 22 septembre 1913 concernant les mesures particulières d'hygiène relatives aux étalages extérieurs des boutiques et magasins.	83
--	----

Explosifs.

Note sur l'emploi des explosifs

FEMMES.

dans les chantiers de travaux publics, par M. Peypoudat, inspecteur départemental du travail à Pau... 427

F

Femmes. — V. *Briqueteries.* — *Travail de nuit des femmes et des enfants.* — *Verreries.*

Femmes en couches. — V. *Couches (Femmes en).*

Feutre de drap (Fabrique de).

Dans toutes les circonscriptions où existent des fabriques de feutre de drap pour papeteries ou autres usages industriels, ces fabriques sont considérées sans contestation comme assujetties au décret du 12 décembre 1919 appliquant la loi de huit heures dans les industries textiles (C. du 28 avril 1928). 136

Fonctionnaires.

Loi du 19 mars 1928 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1927 (extraits). — Majorations d'ancienneté pour services militaires de guerre. — Pensions. — Congés..... 5

Fours. — V. *Verreries.*

Frais de bureau. — V. *Inspection du travail.*

Frais de tournées. — V. *Inspection du travail.* — *Mines (Inspection du travail dans les).*

Frigorifiques (Entrepôts).

Arrêté du 8 août 1928 autorisant l'organisation du travail par relais dans les entrepôts frigorifiques de la région lyonnaise annexés à des fabriques de glace artificielle, pour le service du transit et le service des entrepôts..... 106

Arrêté du 8 août 1928 autorisant l'organisation du travail par

HYDRARGYRISME.

relais pour certains travaux dans les entrepôts frigorifiques de la ville de Dijon, annexés à des fabriques de glace artificielle..... 107

Frois. — V. *Accidents du travail (Prévention des).*

G

Gaudiot. — V. *Argenture chimique des glaces.* — *Coton.* — *Machines à satiner, grainer, imprimer.* — *Siège réglable.*

Glaces. — V. *Argenture chimique des glaces.*

Glace artificielle (Fabriques de).

Arrêté du 22 juin 1928 autorisant l'organisation du travail par relais dans les fabriques de glace artificielle des ports de pêche, pour les ouvriers occupés aux opérations suivantes : démoulage, concassage et livraison de la glace destinée aux bateaux de pêche..... 101

Guide-navette.

Note sur un dispositif guide-navette pour métier à tisser, par M. H. Baret, inspecteur départemental du travail à Saint-Etienne. 376

H

Héreaux. — V. *Cancers professionnels.*

Hydrargyrisme.

Circulaire du 24 mai 1928 prescrivant une enquête sur les cas d'hydrargyrisme survenus dans les établissements qui fabriquent des accumulateurs en employant, dans la confection de ceux-ci, un mélange renfermant de l'oxyde de mercure..... 144

Hydrocarbures.

Note relative à des phénomènes électro-statiques, causes d'incendies des hydrocarbures liquides, par M. P. Bellon, inspecteur départemental à Marseille..... 383

Hydrogène sulfuré.

Note sur un procédé d'élimination de l'hydrogène sulfuré dans l'industrie du caoutchouc, par M. A. Chardin, inspecteur départemental du travail à Besançon... 392

I**Incendie.**

Note sur les extincteurs d'incendie et les précautions à prendre dans leur emploi, par M. Decailly, inspecteur départemental du travail à Lille..... 405

V. Hydrocarbures.**Incinération. — V. Ordures ménagères.****Inspection du travail.**

Décret du 20 mai 1928 fixant le maximum des frais de bureau à allouer au personnel de l'Inspection du travail..... 56

Décret du 7 décembre 1928 fixant les traitements et classes du personnel de l'Inspection du travail..... 75

Décret du 21 décembre 1928 modifiant le décret du 3 mai 1907 réglant l'avancement et la discipline du corps de l'Inspection du travail..... 78

Arrêté du 28 avril 1928 modifiant l'arrêté du 29 octobre 1919 répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail..... 94

Pages.

Arrêté du 16 mai 1928 fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail..... 96

Arrêté du 30 mai 1928 fixant le montant des indemnités pour frais de bureau au personnel de l'Inspection du travail..... 99

Arrêté du 31 juillet 1928 fixant le nouveau maximum des indemnités supplémentaires à allouer aux inspecteurs du travail assurant des intérimis..... 104

Arrêté du 20 août 1928 modifiant l'arrêté du 29 octobre 1919 répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail..... 108

Les inspecteurs du travail sont tenus d'habiter à leur résidence, en un domicile qui doit être connu, non seulement de l'Administration, mais encore des employeurs et des employés (C. du 11 janvier 1928). 117

Lorsque des inspecteurs sont amenés, par suite de circonstances exceptionnelles, à fixer leur domicile en dehors de leur résidence, fût-ce dans les environs immédiats de celle-ci, ils sont tenus de se pourvoir d'une autorisation spéciale de l'Administration (*Ibid.*)..... 117

A défaut d'une autorisation de ce genre, ils ne peuvent transporter leur lieu d'habitation en dehors de leur résidence, fût-ce à titre temporaire et même s'ils conservent à leur résidence un pied-à-terre ou un bureau (*Ibid.*)..... 117

Circulaire du 14 février 1928 invitant les inspecteurs du travail à élire leurs délégués à la Commission de réforme prévue par la loi du 14 avril 1924 sur les pensions. 121

Circulaire du 22 mars 1928 communiquant le texte d'une lettre par laquelle le Président du Conseil a fait connaître qu'il ne lui était pas possible de donner son assentiment au projet de décret portant

attribution aux inspecteurs du travail d'indemnités pour rédaction de rapports à la suite d'enquêtes sur les demandes d'exonération de taxe d'apprentissage. 131

Circulaire du 2 avril 1928 communiquant le texte d'une réponse du Ministère de l'Instruction publique au sujet des instructions tendant notamment à faire exécuter de préférence par les inspecteurs du travail la besogne de contrôle matériel résultant des dispositions de l'article 8, alinéa 2, de la loi de finances du 27 décembre 1927 concernant la taxe d'apprentissage. 132

Les inspecteurs et inspectrices du travail appelés à bénéficier des dispositions des articles 4 et 6 de la loi du 28 décembre 1923, comme ayant des enfants de 16 à 21 ans qui poursuivent leurs études ou des enfants de 16 à 18 ans qui sont placés en apprentissage en vertu d'un contrat écrit, doivent faire parvenir de nouveaux certificats établis à une date récente (C. du 19 octobre 1928). 176

Les inspecteurs et inspectrices du travail doivent aviser sans retard chaque fois que se produit dans leur situation de famille un changement susceptible de modifier le montant des indemnités qui leur sont attribuées pour leurs charges de famille (*Ibid.*). 177

Les inspecteurs qui utilisent des voitures de louage devront porter sur leurs états de frais de tournées certaines indications qui devront être suivies d'une certification donnée par l'inspecteur divisionnaire (C. du 17 décembre 1928). 202

V. Rapport annuel.

J

Jeanselme. — V. Laque japonaise.

Jours de fête. — V. Code du travail.

L

Lampes baladeuses.

Note sur l'installation de lampes baladeuses à basse tension, par M. Trégouet, inspecteur départemental à Paris. 443

Laque japonaise.

Rapport sur les éruptions dues à la laque japonaise, présenté par une commission composée de MM. Jeanselme, Balthazard et Darric. 342

Levage (Appareils de). — V. Câbles.

Livrets. — V. Enfants.

Lois.

Loi du 26 janvier 1927. — V. Alsace et Lorraine.

Loi du 4 janvier 1928. — V. Couches (*Femmes en*).

Loi du 1^{er} février 1928. — V. Cautionnements.

Loi du 16 mars 1928. — V. Placement.

Loi du 19 mars 1928. — V. Fonctionnaires.

Loi du 20 mars 1928. — V. Apprentissage.

Loi du 25 mars 1928. — V. Délégués-mineurs.

Loi du 30 juin 1928. — V. Code du travail.

Loi du 19 juillet 1928. — V. Contrat de travail.

Loi du 19 juillet 1928. — V. Placement.

Loi du 19 juillet 1928. — V. Tissage et bobinage.

Loi du 14 décembre 1928. — V. Salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement.

Loi du 29 décembre 1928. — V. Circonstances atténuantes.

Loi du 30 décembre 1928. —
V. *Pensions*.

Louage (Voitures de). — V. *Inspection du travail*.

M

Machines à satiner, grainer, imprimer.

Note sur un dispositif protecteur automatique pour machines à satiner, grainer, imprimer, employées dans l'industrie de la tannerie, par M. Gaudiot, inspecteur départemental du travail à Nancy..... 423

Maladies professionnelles.

L'article 5, alinéa 4, de la loi du 25 octobre 1919 dispose que le délai de prescription prévu par l'article 18 de la loi du 9 avril 1898, court du jour de la déclaration. Il ne s'ensuit pas que cette formalité présente un caractère substantiel et que, quand elle n'a pas été remplie dans le délai de quinzaine prévu par l'article 5, il n'en résulte contre l'ouvrier aucune déchéance : il appartient à ce dernier de faire valoir ses droits par les autres moyens légaux qui restent à sa disposition pendant la durée du délai de prescription qui, en pareil cas, court du jour de la cessation du travail (C. du 24 janvier 1928).. 118

Circulaire du 20 juin 1928 communiquant la notice relative à l'application de la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles pendant l'année 1927..... 150

Application, pendant l'année 1927, de la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles.. 356

V. *Électricité*.

Margarine. — V. *Suifs*.

Mélassés (Produits).

L'expression « produits mélassés »

Pages.

Pages.

(sucrasote, paille mélassée ou pailmel, tourbe mélassée pour la nourriture des animaux) vise des produits où entrent des ingrédients très divers, mêlés en nombre et en proportions variables selon les cas. Certains, d'ailleurs, ne contiennent pas de mélasse, mais ces produits ont pour caractère commun d'être formés principalement d'éléments végétaux (C. du 3 mai 1928).... 139

Il y a donc lieu de les considérer comme assujettis au décret du 5 mars 1927 réglementant les fabriques de conserves de légumes et de fruits et autres établissements de traitements industriels de produits alimentaires végétaux, sous la rubrique : « Dessiccation, décortication, épluchage, cassage et autres traitements de légumes, fruits et tous produits alimentaires végétaux (*Ibid.*)..... 13

Métiers à tisser. — V. *Guidenavette*.

Mines (Inspection du travail dans les).

Décret du 30 avril 1928 portant relèvement des indemnités fixes pour frais de tournées payables sur état, attribuées aux inspecteurs généraux, ingénieurs et ingénieurs des travaux publics de l'Etat, des mines, au titre de l'Inspection du travail..... 39

Arrêté du 5 mars 1928 déterminant les indemnités pour frais de tournées attribuées aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs en chef et aux ingénieurs ordinaires des mines, au titre de l'Inspection du travail... 88

Arrêté du 20 septembre 1928 déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et aux ingénieurs T. P. E. des mines, au titre de l'Inspection du travail... 110

V. Rapport annuel.

Minium. — V. Plomb.

Mutilés de guerre.

Décret du 9 juin 1928 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi des mutilés de guerre.....

57

Arrêté du 16 juillet 1925 fixant la proportion des mutilés à employer dans les entreprises assujetties à la loi du 26 avril 1924..

84

Arrêté du 9 mars 1928 prorogeant pour 1928 les dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1925 (emploi obligatoire des mutilés)..

94

C'est à partir de la publication au *Journal officiel* du décret du 9 juin 1928 que court le délai de quarante-huit heures pendant lequel les exploitations assujetties qui n'utilisent pas encore le nombre prescrit de pensionnés de guerre doivent demander ceux qui leur manquent aux offices publics de placement: ils ne seront exonérés de la redevance prévue à l'article 10 de la loi du 26 avril 1924 que dans la mesure où ils justifieront qu'ils les ont demandés aux offices et que ceux-ci n'ont pu les leur fournir (C. du 6 septembre 1928).

172

Seuls peuvent prétendre à être employés obligatoirement, en vertu de la loi du 26 avril 1924, dans l'industrie, le commerce ou l'agriculture, les mutilés de la guerre expressément spécifiés à l'article 1^{er} de la loi, soit: «les militaires des armées de terre et de mer, titulaires d'une pension définitive ou temporaire, en vertu de la loi du 31 mars 1919» et ce, quel que soit le taux de leur invalidité ou le degré de diminution de leur capacité professionnelle (C. du 1^{er} août 1928).....

153

Pour être assujetties à la loi du 26 avril 1924 les exploitations industrielles et commerciales visées à l'article 2 doivent occuper régu-

Pages.

lièrement plus de dix travailleurs de plus de 18 ans, Français ou étrangers; les exploitations agricoles, plus de quinze (*Ibid.*).....

154

L'article 16 de la loi a confié l'exécution des prescriptions légales aux officiers de police judiciaire et, en outre, en ce qui concerne seulement les exploitations industrielles et commerciales, aux inspecteurs du travail. Ils remplissent ces fonctions sous le contrôle de la commission départementale, mais si celle-ci peut provoquer leur action, ils ne relèvent pas d'elle, ils ne relèvent à cet égard que des préfets (*Ibid.*).....

166

Leur rôle consiste uniquement à opérer sur place les enquêtes nécessitées par le contrôle des déclarations et des justifications fournies par les employeurs en vue de l'établissement des redevances, ou en cas de contestation, pendant la période d'essai des pensionnés envoyés par les offices (*Ibid.*).....

166

Un inspecteur du travail fait partie, aux termes de l'article 15 de la loi, de la commission départementale de contrôle (*Ibid.*).....

166

Dans la plupart des cas, c'est aux officiers de police judiciaire qu'il conviendra de demander d'effectuer les enquêtes nécessaires. L'action des inspecteurs du travail sera limitée autant que possible aux cas où leur compétence technique serait reconnue indispensable ainsi notamment dans les contestations prévues à l'article 7 de la loi (*Ibid.*).....

166

Les inspecteurs du travail, au cours de leurs tournées normales d'inspection ne manqueront pas de s'entourer de tous renseignements relatifs à l'application de la loi quant à l'effectif du personnel des entreprises assujetties, à la répartition de ce personnel (âge, sexe, nombre d'apprentis, de volontaires, de bénéficiaires de la loi, etc.), qui seront mis utilement à la disposition des offices de placement (*Ibid.*).....

166

Pages.

Pages.

Pages.

(O)

Obstacle (Délit d'). — V. *Repos hebdomadaire.*

Œufs (Conservation des).

Les opérations que les établissements où s'effectue la conservation industrielle des œufs font subir aux œufs n'ont qu'un caractère complémentaire analogue à celui des opérations pratiquées dans le commerce de salage des poissons de mer ou dans le commerce des vins de champagne et vins mousseux, qui sont assujettis au décret du 17 mai 1921 visant le commerce en gros et demi-gros (C. du 7 mai 1928)..... 138

C'est donc à ce décret que doivent être assujettis les établissements effectuant la conservation des œufs (*Ibid.*)..... 138

Lorsque cette conservation est assurée par le froid, dans des entrepôts frigorifiques, ceux-ci ayant été inscrits, par le décret du 13 août 1927, à l'article 1^{er} du décret du 17 mai 1921, c'est encore ce décret qui s'applique (*Ibid.*)... 138

Il va sans dire que, s'il s'agit d'entrepôts frigorifiques soumis au décret du 29 avril 1921 visant les entreprises de manutention dans les ports maritimes, ou au décret du 9 décembre 1926 visant les entreprises de manutention dans les ports fluviaux, la réglementation applicable à ces entrepôts s'applique à la conservation des œufs dans de tels entrepôts (*Ibid.*)..... 138

Ordures ménagères.

Note sur l'incinération des ordures ménagères, par M. Chate-lard, inspecteur départemental du travail à Toulouse..... 396

Organisation scientifique du travail.

Note sur un principe d'organi-sation scientifique du travail tendant à diminuer la fatigue et à améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité, par M. Babaud, inspecteur départemental du travail à Castres..... 366

Oxyde de carbone.

Circulaire du 18 juin 1928 invi-tant le Service de l'Inspection du travail à faire connaître son avis sur l'opportunité d'imposer l'affi-chage, dans les établissements dont le personnel est exposé à l'intoxi-cation par l'oxyde de carbone, d'un avis indiquant les dangers de ce gaz ainsi que les précautions à prendre pour les prévenir..... 149

P

Pâtes alimentaires.

Arrêté du 8 février 1928 auto-risant l'organisation du travail par relais dans les fabriques de pâtes alimentaires pour le pétrissage des pâtes et la mise en œuvre des dé-chets de presse 87

Le pétrissage des pâtes, qui doit être obligatoirement commencé avant le travail de l'ensemble de l'établissement, nécessite la pré-sence des ouvriers chargés de cette préparation une heure et demie ou deux heures, selon l'importance des établissements, avant l'heure normale du commencement du travail (C. du 14 février 1928)... 122

En ce qui concerne la mise en œuvre des déchets de presse, il s'agit, dans certains établissements, de travailler, après l'heure normale de la fin du travail, les déchets obtenus à la dernière presse, qui, s'ils n'étaient pas traités immédia-tement, seraient inutilisables le lendemain. Toutefois, dans quelques établissements, les déchets de la dernière presse sont mis aux étuves

	Pages.
ou dans une cellule d'aération et peuvent ainsi se conserver, sans s'aigrir, jusqu'au lendemain; ils sont alors repassés aux pétrins, ou bien séchés pour servir à l'alimentation du bétail. Il n'y a pas lieu, dans ce cas, d'organiser des relais (<i>Ibid.</i>).....	122

Pâtisseries.

Décret du 10 mars 1928 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries du département de l'Aube.....	31
---	----

La dérogation permanente prévue à l'article 5, 2°, du décret du 10 mars 1928 et qui vise notamment les « porteurs » ne saurait donner lieu à des abus. Il va sans dire, en effet, que les dérogations permanentes de l'article 5 ne s'appliquent qu'aux ouvriers spécialisés dans les travaux visés par cet article. Au cas où les ouvriers ou apprentis occupés normalement à la fabrication seraient accessoirement employés à des travaux visés par les dérogations permanentes, au portage par exemple, ils ne pourraient l'être que dans les limites de l'article 2, § 1 (huit heures par jour ou quarante-huit heures par semaine), par application du principe que « l'accessoire suit le sort du principal » (C. du 31 mars 1928).....	132
--	-----

Décret du 24 janvier 1928 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Bordeaux et de diverses communes avoisinantes....	23
---	----

Décret du 11 mai 1928 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries et confiseries des villes d'Alès et de Nîmes.....	48
--	----

Décret du 11 mai 1928 portant règlement d'administration pu-

	Pages.
blique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Montpellier.....	52

Décret du 23 juin 1928 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries du département de Meurthe-et-Moselle.....	66
---	----

Arrêté du 23 juillet 1928 autorisant l'organisation du travail par relais dans les pâtisseries de la ville de Montpellier.....	103
--	-----

Pensions.

Loi du 30 décembre 1928 portant fixation du budget général de l'exercice 1929 (extrait). [Pensions.]	21
--	----

V. *Fonctionnaires.* — *Inspection du travail.*

Peypoudat. — V. *Explosifs.*

Pharmacies.

Décret du 22 février 1928 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de Grenoble, Fontaine, Saint-Martin-d'Hyères et La Tronche.....	28
---	----

Décret du 24 février 1928 portant règlement d'administration publique, d'une part pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail, d'autre part pour la réduction du crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail dans les pharmacies vendant au détail de Châlons-sur-Marne.....	29
--	----

Décret du 25 février 1928 portant règlement d'administration publique, d'une part, pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail, d'autre part pour la réduction du crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail dans

	Pages.
les pharmacies vendant au détail de la ville du Havre.....	30
Décret du 13 mars 1928 portant règlement d'administration publique, d'une part pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail, d'autre part pour la réduction du crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville de Cherbourg.....	35
Décret du 13 juin 1928 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville de Lyon et de diverses communes avoisinantes...	64
Décret du 13 juin 1928 portant règlement d'administration publique, d'une part pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail, d'autre part pour la réduction du crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail dans les pharmacies vendant au détail des villes de Troyes et Sainte-Savine..	65
Décret du 18 décembre 1928 portant règlement d'administration publique, d'une part pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail, d'autre part pour la réduction du crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville d'Évreux.....	77
Arrêté du 28 juin 1928 réduisant, à titre provisoire, le crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville de Lyon et de plusieurs communes avoisinantes.....	103
Placement.	
Loi du 16 mars 1928 relative au placement du personnel du spectacle.....	5
Loi du 19 juillet 1928 portant modification des articles 79, 81, 82, 83, 88 et 102 du livre I ^{er} du	

	Pages
Code du travail et de la prévoyance sociale (Placement des travailleurs).	14
Plastiques (Fabrique de matières).	
Arrêté du 10 janvier 1928 autorisant l'organisation du travail par relais dans les fabriques de matières plastiques où la caséine est travaillée à moins de 10 p. 100 d'humidité.....	85
Le régime des relais a été autorisé, non pas seulement dans l'établissement demandeur, mais dans toutes les fabriques de matières plastiques qui adopteraient le même mode de fabrication, c'est-à-dire où la caséine est travaillée à moins de 10 p. 100 d'humidité, les autorisations de cette sorte ne pouvant, aux termes de l'article 2, § 2, du décret du 10 mai 1925, viser que « les industries ou fabrications » et non un seul établissement (C. du 28 janvier 1928)...	117
Plomb.	
Note sur des perfectionnements apportés à la fabrication du minium de plomb, par M. Tournois, inspecteur départemental du travail à Marseille.....	435
V. Émaux.	
Poussières.	
Note sur le dépoussiérage d'une fabrique de ciment Portland artificiel par la précipitation électrique, par M. J. Baret, inspecteur départemental du travail à Castres.....	380
Précipitation électrique. — V. Poussières.	
R	
Rapport annuel.	
Instructions pour la rédaction du rapport et des statistiques annuelles 1928 (C. du 20 octobre 1928).....	182

	Pages.
Instructions pour la rédaction du rapport et des statistiques annuels (mines) [C. du 20 octobre 1928).....	194
Rayons X et rayons ultra-violet.	
Circulaire du 20 février 1928 prescrivant une enquête sur les conditions de travail du personnel exposé à l'action des rayons X et des rayons ultra-violet.....	127
Repos des femmes en couches. —	
V. Couches (Femmes en).	
Repos hebdomadaire.	
Est illégal un arrêté du maire de Saint-Nazaire déclarant jours de fête locale cinq dimanches de l'année pour l'unique motif que de nombreux achats seraient effectués ces jours-là dans les magasins et instituant un régime de dérogations au repos dominical dans l'intérêt du public et dans celui des établissements en cause, l'article 44 du livre II du Code du travail ne réservant au maire que la faculté de désigner les jours de fête locale ou de quartier, désignation qui doit entraîner de plein droit la suppression de l'obligation du repos hebdomadaire dans les établissements de détail lorsque ces jours coïncident avec un dimanche (C. d'État, 24 mars 1928).....	203
N'a pas le caractère d'un établissement industriel ou commercial astreint à assurer le repos hebdomadaire à son personnel, un établissement de bienfaisance tirant uniquement ses ressources de subventions et de dons, mais non d'un travail ou de la vente d'un produit quelconque, ne réalisant aucun bénéfice et ayant pour but de donner des soins à des enfants dont la santé laisse à désirer (Cass. cr., 26 octobre 1928).....	208
Un employeur, qui occupait des employés le dimanche matin a commis le délit d'obstacle en déclarant faussement à l'inspecteur qu'il n'y avait pas d'employés au	

	Pages.
premier étage, et surtout en faisant actionner une sonnerie électrique qui ne pouvait avoir d'autre but que de faire disparaître les employés (Trib. corr. de Nancy, 28 janvier 1928; Cour d'app. de Nancy, 28 mars 1928).....	209
Ne peut être occupé le dimanche un ouvrier prétendument associé qui produit un contrat ne lui conférant aucun droit de co-proprieté dans la valeur du fonds de commerce, éléments incorporels, matériel, marchandises, mais seulement une participation dans les bénéfices, sans participation aux pertes. (Trib. corr. de Caen).....	212
Lorsqu'un coiffeur dirige deux salons de coiffure séparés par la largeur de la rue et répartit son personnel suivant les besoins de sa clientèle, il s'agit, en réalité, d'un seul établissement. Le repos ne peut être donné sans autorisation par roulement le dimanche à une partie du personnel et du dimanche midi au mardi matin à une autre partie du même personnel (S. pol. de Douai, 6 avril 1928).....	215
L'autorisation accordée par le préfet à un établissement de déroger à l'obligation de donner le repos simultané le dimanche à tout son personnel est spéciale à cet établissement. Si la dérogation crée un droit au profit des autres établissements de la même ville dans les conditions prévues par l'article 36 du livre II du Code du travail (ancien article 8, § 1 et 4, de la loi du 13 juillet 1926), cette extension de l'autorisation reste subordonnée à la formalité de l'autorisation pour chacun de ces établissements (<i>Ibid.</i>).....	215
Repos hebdomadaire (Fermeture au public le jour du).	
L'arrêté du 25 mai 1924 de M. le Préfet de police ordonnant la fermeture au public, le dimanche, dans toute l'étendue du département de la Seine, des «établissements, parties d'établissements et leurs dépendances vendant	

Pages.

l'ameublement (meubles et literie) de quelque nature et de quelque provenance qu'il soit, de luxe ou d'imitation, neuf ou d'occasion», semble bien s'appliquer aux stands d'ameublement installés dans les foires et expositions. Mais le contrôle ne peut être exercé que par le Service de l'Inspection du travail, les agents de police ne pouvant pénétrer à l'intérieur des foires et expositions, qui sont le plus souvent des manifestations d'initiative privée, que lorsqu'ils en sont formellement requis pour constater des flagrants délits (C. du 11 juillet 1928)..... 152

Lorsqu'un arrêté préfectoral relatif à la fermeture des salons de coiffure pendant la durée du repos hebdomadaire prévoit que, par dérogation spéciale, les patrons coiffeurs peuvent être autorisés à donner ce repos à leur personnel le lundi, un coiffeur ne peut donner à son personnel le repos du dimanche midi au mardi matin sans y être dûment autorisé (Cass. cr., 10 novembre 1927)..... 206

Retraites ouvrières et paysannes.

Les inspecteurs du travail ne manqueront pas, s'il en était besoin, de faire appel aux sentiments d'humanité des employeurs pour détourner ceux-ci de se priver des services de quelques collaborateurs âgés pour l'unique raison que leur emploi entraîne l'obligation de verser la bien faible cotisation prévue par la loi de 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes (C. du 15 mai 1928)..... 144

L'attention des chefs d'établissement pourra même être appelée sur la responsabilité civile qu'en cas de résiliation du contrat de travail ils pourraient encourir par application des dispositions de l'article 23 du livre I^{er} du Code du travail (*Ibid.*) 144

Roussy. — V. *Cancers professionnels.*

Pages.

S

Salaires. — V. *Tissage et bobinage.*

Salaires des ouvriers à domicile dans l'industrie du vêtement.

Loi du 14 décembre 1928 modifiant la section I du chapitre I^{er} du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale. (Du salaire des ouvriers exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement.)... 19

Travaux préparatoires de la loi du 14 décembre 1928 modifiant la section I^{re} du chapitre I^{er} du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale. (Du salaire des ouvrières exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement.)..... 288

Sans doute les décisions des Comités d'expertise portant sur les temps nécessaires à l'exécution des travaux en série n'ont pas à être modifiées comme les décisions des commissions départementales chargées d'établir les taux de salaire horaire, chaque fois que, sous l'influence des fluctuations de la valeur de la monnaie ou du coût de la vie se produisaient des modifications dans le taux des salaires pratiqués en ateliers. Les décisions des commissions d'expertise devraient même être immuables tant que les travaux en série auxquels elles s'appliquent restent les mêmes et sont exécutés par les mêmes moyens (C. du 31 janvier 1928)..... 119

Mais il n'en est pas ainsi, les travaux exécutés en série se modifient au fur et à mesure que se transforme le vêtement, et, en particulier, la toilette féminine (*Ibid.*) 119

Il est donc nécessaire de réajuster d'une façon méthodique les travaux des Comités d'expertise aux conditions actuelles de l'industrie du vêtement (*Ibid.*)..... 119

Sections territoriales d'Inspection du travail. — V. *Inspection du travail*.

Pages.

Services militaires. — V. *Fonctionnaires*.

Siège réglable.

Note sur un dispositif de siège réglable pour ouvrières, par M. Gaudiot, inspecteur départemental du travail à Nancy. 416

Suifs (Fondoirs de) et fabriques de margarine.

Arrêté du 26 janvier 1928 autorisant l'organisation du travail par relais pour certaines opérations dans les fondoirs de suifs et les fabriques de margarine. 86

L'arrêté du 26 janvier 1928 autorise l'organisation du travail par relais ;

1° Dans les fondoirs de suifs, pour les opérations suivantes : réception, triage et mise à l'eau des suifs ;

2° Dans les fabriques de margarine, pour les opérations suivantes : fonte des matières grasses, centrifugation, pressage, barattage et travail mécanique de la margarine (C. du 8 février 1928). 120

T

Tabacs (Industrie des).

Décret du 10 août 1928 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie des tabacs. 71

Le champ d'application du décret du 10 août 1928 est ainsi défini : « Préparation, traitement et manipulation des tabacs à fumer, à priser ou à mâcher ; fabrication des cigarettes, des cigares » (C. du 8 septembre 1928). 172

Le mot « traitement » vise la préparation de la nicotine, quand elle est effectuée dans les manufactures de tabacs, cette industrie demeurant, lorsqu'elle est exercée d'une façon indépendante, assujettie au décret réglementant les industries chimiques (*Ibid.*) 173

Le mot « manipulation » vise notamment la mise du tabac en paquets (*Ibid.*) 173

C'est sur le crédit de cent heures pour surcroît extraordinaire de travail que seront imputées les heures supplémentaires faites par les agents chargés du service de surveillance et de contrôle à la sortie du personnel. La question s'était posée de savoir si une dérogation permanente spéciale devait être introduite à l'article 5 pour ce service. Mais il a paru qu'il n'y avait pas lieu de prévoir une dérogation pour un travail qui est exécuté non pas par un personnel spécialisé, mais par des employés ordinaires. Au surplus, le service en cause, qui ne fonctionne qu'à intervalles éloignés, une ou deux fois par mois tout au plus, et qui ne demande guère qu'une dizaine de minutes, est d'ores et déjà rétribué supplémentairement (*Ibid.*) 173

Le décret du 10 août 1928 s'applique aux magasins de tabacs en feuilles indigènes et exotiques, aucune suggestion tendant à exclure ces magasins de la définition inscrite à l'article 1^{er} (préparation, traitement et manipulation des tabacs...) ne s'étant fait jour au cours des travaux préparatoires du décret (C. du 26 novembre 1928). 201

Il va sans dire que la dérogation spécialement prévue à l'article 6 du décret pour les services de réception pendant la période d'achat des tabacs en feuilles et permettant de porter, pendant cette période, la durée journalière du travail à 11 heures, s'applique également aux magasins de tabacs en feuilles indigènes et aux magasins de tabacs en feuilles exotiques (*Ibid.*) 202

TANNERIE.

TISSAGE.

	Pages.
Arrêté du 21 août 1928 autorisant l'organisation du travail par relais dans l'industrie des tabacs pour les travaux suivants : torréfaction et garde de nuit.....	109

Tannerie. — V. *Machines à satiner, grainer, imprimer.*

Taxe d'apprentissage. — V. *Inspection du travail.*

Textiles (Industries).

Des objections peuvent être faites au système, qui a été en usage dans l'industrie textile, permettant, par le jeu combiné des dérogations et récupérations, de maintenir toute l'année ou presque une durée de travail hebdomadaire supérieure à la durée normale (C. du 1^{er} mai 1928)..... 137

Les 150 heures supplémentaires prévues par l'article 6, 3^e, du décret du 12 décembre 1919 ne peuvent être réparties que sur 150 jours au plus; quant aux récupérations des fêtes légales et locales, et autres événements locaux qui doivent être distingués, sur l'horaire, des dérogations temporaires proprement dites, le nombre n'en doit pas être calculé de telle sorte qu'elles permettent de suppléer le reste de l'année aux heures supplémentaires. Ce serait provoquer la suppression de celles-ci, qui sont essentiellement destinées à parer à des surcroîts extraordinaires de travail, que de les transformer, en fait, en heures normales (*Ibid.*)..... 137

Tissage et bobinage.

Loi du 19 juillet 1928 modifiant les articles 34, 34 a, 35, 37 3g de la section II du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale, et les articles 100 et 107 du titre V du même livre. (Conventions relatives aux salaires en matière de tissage et de bobinage.)..... 17

Travaux préparatoires de la loi du 19 juillet 1928 modifiant les

	Pages.
articles 34, 34 a, 35, 37 et 3g de la section II du titre III du livre I ^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale, et les articles 100 et 107 du titre V du même livre (conventions relatives aux salaires en matière de tissage et de bobinage).....	261

L'article 34 du livre I^{er} du Code du travail, modifié par la loi du 19 juillet 1928, prescrit à tout « fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui fera effectuer par un ouvrier un travail de tissage à domicile », « d'inscrire, au moment où le travail est donné, certaines mentions sur un livret spécial fourni par l'employeur et laissé entre les mains de l'ouvrier ». La loi n'a pas prévu de forme particulière pour le « livret spécial ». Par « spécial » il faut entendre : spécialement affecté à l'usage auquel il répond. Sous cette réserve, il suffit qu'il constitue un recueil de feuilles reliées ou brochées et paginées (C. du 20 octobre 1928)..... 178

Serait compatible avec les exigences de la loi, un livret, préalablement paginé et comportant le texte de la loi, sur les pages duquel seraient successivement collées les fiches portant les mentions réglementaires, qui serait remis aux tisseurs à domicile par chacun des fabricants qui les emploient (*Ibid.*)..... 179

Dans le travail en usine, la faculté a été donnée de remplacer le livret par une fiche attachée au métier. Mais si des usines de tissage ont adopté le livret à la fiche, le second alinéa de l'article 34 ne saurait être interprété comme imposant la substitution de la fiche au livret. Dans le cas de tissage à l'usine, le livret devra rester attaché au métier (*Ibid.*)..... 179

Les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution des articles 34 à 38 et des décrets pris en exécution de l'article 3g, des articles 40 à 42 (*Ibid.*)..... 182

Tournois. — V. Plomb.

Transport du personnel (Appareils utilisés pour).

Circulaire du 17 mars 1928 prescrivant une enquête sur l'usage pour le transport du personnel d'appareils ne rentrant pas nommément dans le champ d'application des prescriptions en vigueur sur la sécurité des travailleurs.....

128

Travail de nuit des femmes et des enfants.

Décret du 5 mai 1928 déterminant les tolérances et exceptions prévues par les articles 17, 24, 25 et 26 du livre II du Code du travail.....

40

L'article 1^{er} du décret du 5 mai 1928 énumère les industries qui, en vertu de l'article 24 du livre II du Code du travail, sont autorisées à déroger temporairement sur simple préavis, en ce qui concerne seulement les femmes âgées de plus de 18 ans, à l'interdiction du travail de nuit en tant que le travail dans ces industries s'applique « soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration qui seraient susceptibles d'altération très rapide » et « lorsque ce sera nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable » (C. du 11 mai 1928).....

141

Ces industries sont au nombre de quatre, savoir : les fabriques de fruits confits, les fabriques de conserves alimentaires de fruits et de légumes, les fabriques de conserves de poissons, les établissements industriels pour le traitement du lait. La dérogation est admise pour vingt-cinq jours par an au plus pour les conserves de fruits et de légumes, soixante jours pour le traitement industriel du lait, quatre-vingt-dix jours pour les deux autres industries (*Ibid*).....

141

L'article 2 du décret a trait au travail de nuit dans les usines à feu continu. Seuls, conformément aux termes de l'article 26 du livre II du Code du travail, les enfants du

Pages.

Pages.

sexe masculin âgés de plus de 16 ans, peuvent être occupés, dans les usines désignées, aux travaux énumérés les enfants du sexe masculin âgés de moins de 16 ans ne pourront donc, à partir de l'entrée en vigueur de cet article 2, être occupés la nuit dans ces usines (*Ibid*).....

142

L'article 3 du décret maintient la faculté de déroger temporairement aux restrictions relatives à la durée du travail pour les enfants âgés de moins de 18 ans et pour les femmes de tout âge dans les quatre industries ci-après, qui n'ont pas encore fait l'objet de règlement d'administration publique pour l'application de la loi de huit heures : beurreries industrielles, conserves de poissons, fromageries industrielles, établissements industriels pour le traitement du lait. Les dispositions de cet article seront abrogées automatiquement pour chacune des industries qui y sont énumérées à partir de la mise en application du règlement d'administration publique qui déterminera les modalités d'application de la loi sur la journée de huit heures dans l'industrie considérée (*Ibid*).....

143

V. Code du travail.

Travaux publics et fournitures (Marchés de).

Les bordereaux de salaires à annexer, en vertu des décrets du 10 août 1899, aux cahiers des charges des marchés de travaux publics et de fournitures ne valent que pour les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution des marchés passés au nom de l'État, des départements, des communes et des établissements publics de bienfaisance. Mais leur caractère officiel, la façon dont ils sont établis avec la collaboration des intéressés patrons et ouvriers, leur donne une autorité particulière, de telle sorte que les intéressés s'y réfèrent même pour l'exécution des travaux privés (C. du 26 juin 1928).....

150

Trégouët. — V. *Lampes baladeuses.*

Pages.

Pages.

V

Verreries.

Circulaire du 7 novembre 1928 prescrivant une enquête sur l'emploi des filles et des femmes dans les halls des fours des verreries... 200

Vitraux.

Décret du 8 août 1928 étendant les dispositions du décret du 19 février 1925, modifié par les décrets des 5 mars 1926 et 4 novembre 1926, appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les verreries en tous genres, aux industries ci-après : fabrication des vitraux, façonnage, taille, polissage, décoration et toutes autres opérations complémentaires sur verres ou vitraux... 70

Les industries que le décret du 8 août 1928 assujettit sont des industries complémentaires des industries du verre proprement dites, qu'il a paru nécessaire de viser expressément dans le décret précité du 19 février 1925, afin d'éviter toute contestation sur le point de savoir si elles étaient comprises sous la rubrique « verreries en tous genres » (C. du 29 août 1928)... 171

En ce qui concerne le façonnage, la taille, le polissage et la décoration du verre, il s'agit notamment de la fabrication de verres de montre et de verres optiques qui est exercée dans certains établissements indépendants travaillant les verres bruts qu'ils reçoivent des verreries proprement dites (*Ibid.*)... 171

L'expression « toutes autres opérations complémentaires » vise notamment le bouchage à l'émeri et le soufflage du verre (*Ibid.*)... 171

Quant à la fabrication des vitraux, elle consiste, pour les vitraux d'art, à tracer sur verre des peintures qui sont ensuite cuites au four; pour les vitraux ordinaires, à découper des verres de couleurs différentes et à les assembler en vue de la reproduction d'un modèle au moyen de cannelures de plomb soudées aux points de contact (*Ibid.*)... 171

Toutefois, pour les vitraux ordinaires, lorsque l'établissement qui les fabrique effectue la pose, ce qui semble d'ailleurs exceptionnel, cette industrie est assujettie, sous la rubrique « vitrerie », au décret intervenu pour les industries du bâtiment (*Ibid.*)... 171

Vote (Bulletins de).

L'impression et la distribution des bulletins de vote et des circulaires ordonnées par l'article 8 de la loi du 21 juillet 1927 portant rétablissement du scrutin uninominal peuvent être incontestablement rangées parmi les travaux exécutés dans l'intérêt d'un service public au sens de l'article 6, 2°, des divers décrets sur la journée de huit heures et notamment des décrets du 30 août 1919 concernant les industries du livre, du 16 avril 1924, sur les industries de transformation du papier, etc. D'autre part, le court délai dans lequel doivent être exécutés ces travaux rendra généralement nécessaire la dérogation prévue par ledit article 6, 2° (C. du 4 avril 1928).. 134

TABLE DES MATIÈRES

DE LA TRENTE-SIXIÈME ANNÉE (1928).

ACTES OFFICIELS.

(Par ordre chronologique.)

		Pages.
1925. — 16 juillet. — Arrêté.	— Fixant la proportion des mutilés à employer dans les entreprises assujetties à la loi du 26 avril 1924	84
1927. — 26 janv. — Loi.	— Relative à l'application, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des lois du 30 janvier 1923 et du 18 juillet 1924 réservant des emplois à certaines catégories de militaires et aux veuves et orphelins de guerre, de la loi du 26 avril 1924 assurant l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, et des dispositions des lois des 1 ^{er} avril 1923 (art. 7), 31 mars, 17 avril et 18 juillet 1924 concernant l'avancement des fonctionnaires, candidats fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers civils de l'Etat, anciens militaires ou démobilisés.	1
1928. — 4 janv. — Loi.	— Portant modification de l'article 29 du livre I ^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale concernant le repos des femmes en couches	3
1928. — 10 janv. — Arrêté.	— Autorisant l'organisation du travail par relais dans les fabriques de matières plastiques où la caséine est travaillée à moins de 10 p. 100 d'humidité	85
1928. — 11 janv. — Circulaire.	— Résidence des inspecteurs du travail	117
1928. — 17 janv. — Décret.	— Étendant aux ateliers de mécanique dentaire les dispositions du décret du 9 août 1920, modifié par le décret du 2 avril 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux	22

1928. — 23 janv. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Fabriques de matières plastiques. — Travail par relais.....	117
1928. — 24 janv. — Circulaire.	— Réparation des maladies professionnelles. — Déclaration tardive. — Arrêt de la Cour de cassation du 21 mars 1927.....	118
1928. — 24 janv. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Bordeaux et de diverses communes avoisinantes.....	23
1928. — 26 janv. — Arrêté.	— Autorisant l'organisation du travail par relais pour certaines opérations dans les fondoirs de suifs et les fabriques de margarine.....	86
1928. — 31 janv. — Circulaire.	— Loi du 10 juillet 1915 (art. 33 et suivants du livre I ^{er} du Code du travail). — Salaires des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement. — Comités d'expertise.....	119
1928. — 1 ^{er} févr. — Loi.	— Portant modification des dispositions des articles 32 a, 32 d, 32 e et 99 b du livre I ^{er} du Code du travail, relatives à la garantie des cautionnements des ouvriers et employés.....	4
1928. — 2 févr. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Ateliers de mécanique dentaire. — Décret du 17 janvier 1928.	120
1928. — 8 févr. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Décret du 3 mars 1927. — Fondoirs de suifs et fabriques de margarine. — Relais.....	120
1928. — 8 févr. — Arrêté.	— Autorisant l'organisation du travail par relais dans les fabriques de pâtes alimentaires pour le pétrissage des pâtes et la mise en œuvre des déchets de presse.....	87
1928. — 14 févr. — Circulaire.	— Loi du 14 avril 1924 sur les pensions. — Commissions de réforme. — Élection des délégués des inspecteurs du travail.....	121
1928. — 14 févr. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Pâtes alimentaires. — Décret du 4 mars 1927. — Relais.....	122
1928. — 15 févr. — Circulaire.	— Garantie des cautionnements des employés et ouvriers. — Loi du 1 ^{er} février 1928..	123

	Pages.
1928. — 17 févr. — Circulaire. — Sécurité des travailleurs. — Installations électriques. — Tension de démarcation entre la première et la deuxième catégorie.....	125
1928. — 20 févr. — Circulaire. — Hygiène du personnel. — Action des rayons X et des rayons ultra-violetes.....	126
1928. — 21 févr. — Décret. — Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Grenoble.....	27
1928. — 22 févr. — Décret. — Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de Grenoble, Fontaine, Saint-Martin-d'Hyères et La Tronche.....	28
1928. — 24 févr. — Décret. — Portant règlement d'administration publique, d'une part, pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail, d'autre part, pour la réduction du crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail dans les pharmacies vendant au détail de Châlons-sur-Marne.....	29
1928. — 25 févr. — Décret. — Portant règlement d'administration publique, d'une part, pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail, d'autre part, pour la réduction du crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville du Havre.....	30
1928. — 1 ^{er} mars. — Circulaire. — Hygiène et sécurité. — Façonnage du celluloid. — Emploi de l'acétone.....	127
1928. — 5 mars. — Arrêté. — Déterminant les indemnités pour frais de tournées attribuées aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs en chef et aux ingénieurs ordinaires des mines, au titre de l'Inspection du travail.....	88
1928. — 9 mars. — Arrêté. — Prorogeant pour 1928 les dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1925. (Emploi obligatoire des mutilés.).....	94
1928. — 10 mars. — Décret. — Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries du département de l'Aube.	31

1928. — 13 mars. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique, d'une part, pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail, d'autre part, pour la réduction du crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville de Cherbourg.....	35
1928. — 16 mars. — Loi.	— Relative au placement du personnel du spectacle.....	5
1928. — 17 mars. — Circulaire.	— Sécurité des travailleurs. — Emploi d'appareils pour le transport du personnel..	128
1928. — 17 mars. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Conserves de légumes et de fruits. — Décret du 5 mars 1927.....	129
1928. — 17 mars. — Circulaire.	— Commissions départementales du travail...	130
1928. — 19 mars. — Loi.	— Portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1927 (extraits). — Majorations d'ancienneté pour services militaires de guerre. — Pensions. — Congés.	5
1928. — 20 mars. — Loi.	— Relative à l'organisation de l'apprentissage.	7
1928. — 22 mars. — Circulaire.	— Taxe d'apprentissage. — Indemnités aux inspecteurs du travail pour rédaction de rapports.....	131
1928. — 25 mars. — Loi.	— Modifiant la loi du 8 juillet 1890 et étendant le pouvoir des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.....	9
1928. — 31 mars. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Pâtisseries du département de l'Aube. — Décret du 10 mars 1926....	131
1928. — 2 avril. — Circulaire.	— Taxe d'apprentissage. — Établissement des états matriciels. — Recherche des entreprises assujetties et contrôle des déclarations.....	132
1928. — 3 avril. — Circulaire.	— Ballastières. — Durée du travail. — Contrôle.....	133
1928. — 4 avril. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Elections législatives. — Impression et distribution des bulletins de vote.....	134
1928. — 17 avril. — Circulaire.	— Sécurité. — Dégauchisseuses. — Interdiction de l'arbre carré.....	135
1928. — 28 avril. — Circulaire.	— Ballastières. — Durée du travail. — Contrôle.....	135

		Pages.
1928. — 28 avril. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Fabriques de feutre et de drap. — Assujettissement.....	136
1928. — 28 avril. — Arrêté.	— Modifiant l'arrêté du 29 octobre 1919 répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux.....	94
1928. — 29 avril. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique modifiant le décret du 15 août 1923, modifié par le décret du 3 avril 1925 et par le décret du 18 mai 1926 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires d'un certain nombre de villes.....	36
1928. — 30 avril. — Décret.	— Portant relèvement des indemnités fixes pour frais de tournées payables sur état, attribuées aux inspecteurs généraux, ingénieurs et ingénieurs des travaux publics de l'Etat, des mines, au titre de l'Inspection du travail.....	39
1928. — 1 ^{er} mai. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Conserves de légumes et de fruits. — Décret du 5 mars 1927.....	136
1928. — 1 ^{er} mai. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Industries textiles. — Décret du 12 décembre 1919.....	137
1928. — 1 ^{er} mai. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Couverture des cylindres de filature.....	137
1928. — 1 ^{er} mai. — Circulaire.	— Travaux exécutés par des femmes dans les briqueteries.....	138
1928. — 5 mai. — Décret.	— Déterminant les tolérances et exceptions prévues par les articles 17, 24, 25 et 26 du livre II du Code du travail.....	40
1928. — 7 mai. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Conservation des œufs. — Assujettissement.....	138
1928. — 7 mai. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Biscuits pour chiens. — Produits mélassés. — Assujettissement..	139
1928. — 10 mai. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Banques. — Décret du 27 juillet 1923.....	140

	Pages.
1928. — 10 mai. — Circulaire. — Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Commerce de détail. — Décret du 19 avril 1928.....	140
1928. — 11 mai. — Circulaire. — Travail des femmes et des enfants. — Décret du 5 mai 1928.....	141
1928. — 11 mai. — Décret. — Portant règlement d'administration publique tendant à la modification et à la refonte des décrets intervenus pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les diverses industries des cuirs et peaux.....	42
1928. — 11 mai. — Décret. — Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries et confiseries des villes d'Alès et de Nîmes.....	48
1928. — 11 mai. — Décret. — Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Montpellier.	52
1928. — 15 mai. — Circulaire. — Retraites ouvrières et paysannes. — Emploi de salariés retraités ou âgés de 60 ans ou plus. — Versement des contributions patronales.....	143
1928. — 16 mai. — Arrêté. — Fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail....	96
1928. — 20 mai. — Décret. — Fixant le maximum des frais de bureau à allouer au personnel de l'Inspection du travail.....	56
1928. — 23 mai. — Circulaire. — Dégauchisseuses. — Interdiction de l'arbre carré. — Industrie de la tonnellerie....	144
1928. — 24 mai. — Circulaire. — Hygiène. — Hydrargyrisme. — Fabrique d'accumulateurs.....	144
1928. — 30 mai. — Lettre min. — Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Pâtisseries de Montpellier. — Décret du 11 mai 1928.....	145
1928. — 30 mai. — Arrêté. — Fixant le montant des indemnités pour frais de bureau au personnel de l'Inspection du travail.....	99
1928. — 31 mai. — Circulaire. — Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Cuirs et peaux. — Décret du 11 mai 1928.....	145
1928. — 1 ^{er} juin. — Circulaire. — Emploi des combustibles. — Note de la Commission de carbonisation.....	148

		Pages.
1928. — 9 juin. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi des mutilés de guerre.	57
1928. — 12 juin. — Arrêté.	— Autorisant l'organisation du travail par relais dans les brasseries pour les opérations suivantes : brassage et refroidissement du moût dans les brasseries faisant normalement deux brassins au plus par jour, et soutirage.....	100
1928. — 13 juin. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville de Lyon et de diverses communes avoisinantes.....	64
1928. — 13 juin. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique, d'une part, pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail, d'autre part, pour la réduction du crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail dans les pharmacies vendant au détail des villes de Troyes et Sainte-Savine.....	65
1928. — 18 juin. — Circulaire.	— Hygiène et sécurité. — Intoxication par l'oxyde de carbone.....	149
1928. — 18 juin. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Brasseries. — Décret du 23 août 1927. — Relais.....	149
1928. — 20 juin. — Circulaire.	— Loi sur les maladies professionnelles. — Application en 1927.....	150
1928. — 22 juin. — Arrêté.	— Autorisant l'organisation du travail par relais dans les fabriques de glace artificielle des ports de pêche, pour les ouvriers occupés aux opérations suivantes : démoulage, concassage et livraison de la glace destinée aux bateaux de pêche.....	101
1928. — 23 juin. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries du département de Meurthe-et-Moselle.....	66
1928. — 26 juin. — Circulaire.	— Décrets du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics et de fournitures.....	150
1928. — 28 juin. — Arrêté.	— Réduisant, à titre provisoire, le crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville de Lyon et de plusieurs communes avoisinantes..	103

		Pages.
1928. — 30 juin. — Loi.	— Portant modification des articles 1 ^{er} , 2, 3, 21 § 1, 29, 52, 74, 86 et 182 du livre II du Code du travail. (Déclaration des établissements; âge d'admission; travail de nuit, jours de fête, etc.).....	11
1928. — 9 juillet. — Circulaire.	— Hygiène des travailleurs. — Éclairage des locaux de travail.....	151
1928. — 11 juillet. — Lettre min.	— Fermeture obligatoire le jour du repos hebdomadaire. — Ameublement. — Stand des expositions.....	152
1928. — 19 juillet. — Loi.	— Modifiant l'article 23 du livre I ^{er} du Code du travail. (Contrat de travail.).....	13
1928. — 19 juillet. — Loi.	— Portant modification des articles 79, 81, 82, 83, 88 et 102 du livre I ^{er} du Code du travail et de la Prévoyance sociale. (Placement des travailleurs).....	14
1928. — 19 juillet. — Loi.	— Modifiant les articles 34, 34 a, 35, 37, 39 de la section II du titre III du livre I ^{er} du Code du travail et de la Prévoyance sociale, et les articles 100 et 107 du titre V du même livre. (Conventions relatives aux salaires en matière de tissage et de bobinage).....	17
1928. — 23 juillet. — Arrêté.	— Autorisant l'organisation du travail par relais dans les pâtisseries de la ville de Montpellier.....	103
1928. — 31 juillet. — Arrêté.	— Fixant le nouveau maximum des indemnités supplémentaires à allouer aux inspecteurs du travail assurant des intérimis.....	104
1928. — 1 ^{er} août. — Circulaire.	— Loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des pensionnés de guerre. — Mesures d'application.....	153
1928. — 6 août. — Circulaire.	— Emploi des enfants dans les établissements industriels et commerciaux.....	167
1928. — 6 août. — Circulaire.	— Loi du 30 juin 1928. — Emploi des enfants dans les établissements industriels et commerciaux.....	169
1928. — 7 août. — Arrêté.	— Fixant, à titre provisoire, un régime de travail comportant une durée de présence réduite, dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Nîmes.....	105
1928. — 8 août. — Arrêté.	— Autorisant l'organisation du travail par relais dans les entrepôts frigorifiques de la région lyonnaise annexés à des fabriques de glace artificielle, pour le service du transit et le service des entrepôts.....	106

		Pages.
1928. — 8 août. — Arrêté.	— Autorisant l'organisation du travail par relais pour certains travaux dans les entrepôts frigorifiques de la ville de Dijon, annexés à des fabriques de glace artificielle.....	107
1928. — 8 août. — Décret.	— Étendant les dispositions du décret du 19 février 1925, modifié par les décrets des 5 mars 1926 et 4 novembre 1926, appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les verreries en tous genres, aux industries ci-après : fabrication des vitraux, façonnage, taille, polissage, décoration et toutes autres opérations complémentaires sur verres ou vitraux.....	70
1928. — 10 août. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie des tabacs.....	71
1928. — 20 août. — Arrêté.	— Modifiant l'arrêté du 29 octobre 1919 répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux.....	108
1928. — 21 août. — Arrêté.	— Autorisant l'organisation du travail par relais dans l'industrie des tabacs pour les travaux suivants : torréfaction et garde de nuit.....	109
1928. — 29 août. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Fabrication des vitraux : façonnage, etc., du verre. — Décret du 8 août 1928.....	171
1928. — 6 sept. — Circulaire.	— Loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des pensionnés de guerre. — Mise en application.....	171
1928. — 8 sept. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Industrie des tabacs. — Décret du 10 août 1928.....	172
1928. — 12 sept. — Circulaire.	— Hygiène des travailleurs. — Émaillage des métaux. — Émaux sans plomb.....	174
1928. — 17 sept. — Circulaire.	— Maladies professionnelles. — Courants électriques.....	174
1928. — 20 sept. — Arrêté.	— Déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état allouées annuellement aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et aux ingénieurs T. P. E. des mines, au titre de l'Inspection du travail.	110

1928. — 4 oct.	— Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Décrets des 26 août 1920-30 octobre 1921. — Magasins et salons de coiffure.....	175
1928. — 19 oct.	— Circulaire.	— Indemnités pour charges de famille. — Enfants poursuivant leurs études ou placés en apprentissage en vertu d'un contrat écrit.....	176
1928. — 20 oct.	— Circulaire.	— Loi du 19 juillet 1928. — Conventions relatives aux salaires en matière de tissage et de bobinage.....	177
1928. — 20 oct.	— Circulaire.	— Rapport et statistiques annuels. — Inspection du travail.....	182
1928. — 20 oct.	— Circulaire.	— Rapport et statistiques annuels. — Mines..	194
1928. — 7 nov.	— Circulaire.	— Hygiène des travailleurs. — Travail des femmes dans les halls des fours de verreries.....	200
1928. — 13 nov.	— Circulaire.	— Sécurité des travailleurs. — Construction en ciment armé.....	201
1928. — 26 nov.	— Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Décret du 10 août 1928. — Industrie des tabacs.....	201
1928. — 7 déc.	— Décret.	— Fixant les traitements et classes du personnel de l'Inspection du travail.....	75
1928. — 14 déc.	— Loi.	— Modifiant la section I du chapitre I ^{er} du titre III du livre I ^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale (Du salaire des ouvriers exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement).. 19	19
1928. — 17 déc.	— Circulaire.	— Frais de tournées. — Voitures de louage..	202
1928. — 18 déc.	— Décret.	— Portant règlement d'administration publique, d'une part, pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail, d'autre part, pour la réduction du crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville d'Évreux. 77	77
1928. — 21 déc.	— Décret.	— Modifiant le décret du 3 mai 1907 réglant l'avancement et la discipline du corps de l'Inspection du travail.....	78
1928. — 21 déc.	— Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Reims. 79	79

	Pages
1928. — 21 déc. — Décret. — Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime spécial de répartition du travail dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires de la ville de Nancy.....	81
1928. — 23 déc. — Décret. — Modifiant le décret du 22 septembre 1913 concernant les mesures particulières d'hygiène relatives aux étalages extérieurs des boutiques et magasins.....	83
1928. — 29 déc. — Loi. — Étendant l'application de l'article 463, § 9, du Code pénal sur les circonstances atténuantes.....	21
1928. — 30 déc. — Loi. — Portant fixation du budget général de l'exercice 1929 (extrait). [Pensions.].....	21

JURISPRUDENCE.

1927. — 10 nov. — Cass. crim. — Repos hebdomadaire. — Fermeture obligatoire le jour du repos collectif. — Dérégations prévues par l'arrêté préfectoral. — Autorisation nécessaire.....	206
1928. — 28 janv. — Tr. cor. Nancy. — Repos hebdomadaire. — Infraction. — Délit d'obstacle. — Sonnerie destinée à prévenir le personnel irrégulièrement employé de la présence de l'inspecteur. — Condamnation.....	210
1928. — 9 mars. — S. pol. Lannoy. — Sécurité des travailleurs. — Inapplicabilité aux « becs de chasse », organes internes du métier à tisser, des prescriptions de l'article 2 du décret du 21 mars 1914.....	213
1928. — 24 mars. — Cons. d'État. — Repos hebdomadaire. — Fêtes locales. — Pouvoirs des préfets et des maires pour la désignation des fêtes locales.....	203
1928. — 28 mars. — C. d'ap. Nancy. — Repos hebdomadaire. — Infraction. — Délit d'obstacle. — Sonnerie destinée à prévenir le personnel irrégulièrement employé de la présence de l'inspecteur. — Condamnation.....	209
1928. — 6 avril. — S. pol. Douai. — Repos hebdomadaire. — Fermeture obligatoire le jour du repos collectif. — Dérégations prévues par l'arrêté préfectoral. — Autorisation nécessaire.....	215

	Pages
1928. — 18 mai. — Cons. d'État. — Délégués-mineurs. — Allocations familiales. — Validité des arrêtés préfectoraux qui font état des allocations familiales dans la fixation des indemnités des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, lorsque les ouvriers mineurs de la circonscription du délégué bénéficient de telles allocations ..	205
1928. — 16 juin. — Cass. crim. — Accidents du travail. — Déclaration. — Lieu non précisé par la loi. — Déclaration au lieu du siège de l'entreprise. — Défaut de sanction.	207
1928. — 18 juin. — Tr. cor. Caen. — Repos hebdomadaire. — Salon de coiffure. — Ouvrier prétendument associé, occupé le jour du repos collectif. — Production d'un contrat ne conférant à l'ouvrier aucun droit de co-propriété dans la valeur du fonds de commerce, éléments incorporels, matériel, marchandises, mais seulement une participation dans les bénéfices, sans participation aux pertes. — Simple contrat de louage de services avec clause de rémunération spéciale. — Infraction. — Condamnation.	212
1928. — 26 oct. — Cass. crim. — Repos hebdomadaire. — N'a pas le caractère d'un établissement industriel ou commercial astreint à assurer le repos hebdomadaire à son personnel, un établissement de bienfaisance tirant uniquement ses ressources de subventions et de dons, mais non d'un travail ou de la vente d'un produit quelconque, ne réalisant aucun bénéfice et ayant pour but de donner des soins à des enfants dont la santé laisse à désirer.	208

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Travaux préparatoires de la loi du 1^{er} février 1928 portant modification des dispositions des articles 32 a, 32 d et 32 e du livre I^{er} du Code du travail, relatives à la garantie des **cautionnements des ouvriers et des employés.**

CHAMBRE DES DÉPUTÉS :

Projet de loi présenté au nom de M. Alexandre Millerand par MM. Albert Peyronnet et Paul Strauss.	219
Rapport de M. René Lafarge.	222
Avis de M. André Escoffier.	225
Séance du 21 mars 1924. — Adoption.	226

SÉNAT :

Projet de loi adopté par la Chambre des députés.....	226
Rapport de M. Mario Rouston	227
Séance du 10 décembre 1926. — Adoption.....	233

CHAMBRE DES DÉPUTÉS :

Projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, présenté au nom de M. Gaston Doumergue par M. André Fallières.....	234
Rapport de M. Georges Mazerand.....	236
2 ^e séance du 24 mars 1927. — Adoption.....	238

SÉNAT :

Projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés.....	238
Rapport de M. Louis Pasquet.....	240
Séance du 26 janvier 1928. — Adoption.....	241

Travaux préparatoires de la loi du 30 juin 1928 portant modification des articles 1, 2, 3, 21, § 1^{er}, 29, 52, 74, 86 et 182 du livre II du Code du travail (Déclaration des établissements; âge d'admission; travail de nuit; jours de fête, etc.).

CHAMBRE DES DÉPUTÉS :

Projet de loi présenté au nom de M. Gaston Doumergue par M. André Fallières.....	242
Rapport de M. Chabrun.....	249
Séance du 20 janvier 1928. — Adoption.....	254

SÉNAT :

Projet de loi adopté par la Chambre des députés.....	254
Rapport de M. Louis Pasquet.....	256
1 ^{re} séance du 24 juin 1928. — Adoption.....	260

Travaux préparatoires de la loi du 19 juillet 1928 modifiant les articles 34, 34 a, 35, 37 et 39 de la section II du titre III du livre 1^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale, et les articles 100 et 107 du même livre (Conventions relatives aux salaires en matière de tissage et de bobinage).

CHAMBRE DES DÉPUTÉS :

Projet de loi présenté au nom de M. Gaston Doumergue par MM. André Fallières et Louis Barthou.....	261
Rapport de M. Lebas.....	269
2 ^e séance du 7 mars 1928. — Adoption.....	279

SÉNAT :

Projet de loi adopté par la Chambre des députés.....	279
Rapport de M. Louis Pasquet.....	281
Séance du 6 juillet 1928. — Adoption.....	288

Travaux préparatoires de la loi du 14 décembre 1928 modifiant la section 1^{re} du chapitre 1^{er} du titre III du livre 1^{er} du Code du travail et de la prévoyance so-

ciale (**Du salaire des ouvrières exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement**).

CHAMBRE DES DÉPUTÉS :

Projet de loi présenté au nom de M. Gaston Doumergue par MM. André Fallières et Louis Barthou	288
Rapport de M. Chassaing	294
Séance du 13 mars 1928. — Adoption	298

SÉNAT :

Projet de loi adopté par la Chambre des députés	298
Rapport de M. Marie Roustan	301
Séance du 7 décembre 1928. — Adoption	309

Principes à consulter pour l'emploi des combustibles dans les administrations publiques	322
Les cancers professionnels , par MM. G. Roussy et A. Héraux	334
Rapport sur les éruptions dues à la laque japonaise , présenté par une commission composée de MM. Jeanselme, Balthazard et Darier	342
Conférence de M. Frois sur la prévention des accidents du travail	345
Application, pendant l'année 1927, de la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles	356
Enquête sur les cas de charbon professionnel pendant l'année 1927	363

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

NOTE sur un principe d'organisation scientifique du travail tendant à diminuer la fatigue et à améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité , par M. Babaud, inspecteur départemental du travail à Castres	366
NOTE sur un dispositif guide-navette pour métier à tisser , par M. H. Baret, inspecteur départemental du travail à Saint-Étienne	376
NOTE sur le dépoussiérage d'une fabrique de ciment Portland artificiel par la précipitation électrique , par M. J. Baret, inspecteur départemental du travail à Castres	380
NOTE relative à des phénomènes électro-statiques, causes d'incendies des hydrocarbures liquides , par M. P. Bellon, inspecteur départemental du travail à Marseille	383
NOTE sur la sécurité des câbles métalliques dans les appareils de levage , par M. P. Bellon, inspecteur départemental du travail à Marseille	388
NOTE sur un procédé d'élimination de l'hydrogène sulfuré dans l'industrie du caoutchouc , par M. A. Chardin, inspecteur départemental du travail à Besançon	392

	Pages.
NOTE sur l'incinération des ordures ménagères, par M. Chatelard, inspecteur départemental du travail à Toulouse.....	396
NOTE sur les extincteurs d'incendie et les précautions à prendre dans leur emploi, par M. Decailly, inspecteur départemental du travail à Lille.....	405
NOTE sur une cause d'accident par explosion dans l'argenture chimique des glaces, par M. Gaudiot, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	414
NOTE sur un dispositif de siège réglable pour ouvrières, par M. Gaudiot, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	416
NOTE sur un appareil de sûreté pour ouvreuses et batteurs à coton, par M. Gaudiot, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	418
NOTE sur un dispositif protecteur automatique pour machines à satiner, grainier, imprimer, employées dans l'industrie de la tannerie, par M. Gaudiot, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	423
NOTE sur l'emploi des explosifs dans les chantiers de travaux publics, par M. Peypoudat, inspecteur départemental du travail à Pau.....	427
NOTE sur des perfectionnements apportés à la fabrication du minium de plomb, par M. Tournois, inspecteur départemental du travail à Marseille.....	435
NOTE sur l'installation de lampes baladeuses à basse tension, par M. Trégouet, inspecteur départemental du travail à Paris.....	443

**

MINISTÈRE DU TRAVAIL.....	446
PERSONNEL de l'Inspection du travail.....	446



MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

DIRECTION DU TRAVAIL. — 3^e BUREAU.

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL
ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE.

TRENTE-SIXIÈME ANNÉE (1928). — NUMÉROS 1 à 6.

ACTES OFFICIELS.

LOI DU 26 JANVIER 1927

relative à l'application, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des lois du 30 janvier 1923 et du 18 juillet 1924 réservant des emplois à certaines catégories de militaires et aux veuves et orphelins de guerre, de la loi du 26 avril 1924 assurant l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, et des dispositions des lois des 1^{er} avril 1923 (art. 7), 31 mars, 17 avril et 18 juillet 1924 concernant l'avancement des fonctionnaires, candidats fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers civils de l'Etat, anciens militaires ou démobilisés ⁽¹⁾.

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — L'ancienneté de services exigée pour les avancements des fonctionnaires, agents, sous-agents, auxiliaires, employés et ouvriers de l'Etat, devenus Français en exécution du traité de paix du 28 juin 1919, sera révisée en vue de leur tenir compte, pour une durée équivalente de services civils, dans le cas où les administrations intéressées ne l'auraient déjà fait, des services militaires obligatoirement accomplis par eux dans une armée autre que l'armée française, ladite révision ayant effet du 1^{er} avril 1923 en ce qui concerne le service actif

(1) *Journal officiel* du 28 janvier 1927.

légal, du 1^{er} janvier 1924 en ce qui concerne le service accompli pendant la guerre, au delà de la durée légale du service actif. Toutefois, le temps de service militaire actif légal entrant dans le décompte des années de services militaires à établir pour l'application des dispositions qui précèdent ne pourra excéder la durée du service militaire actif légal exigé des citoyens français appartenant aux mêmes classes.

ART. 2. — Les services, tant civils que militaires, rendus dans des administrations ou accomplis dans une armée autre que l'armée française par ceux des bénéficiaires des dispositions de l'article précédent soumis au régime général antérieurement aux dates prévues à l'article 1^{er}, entrent en compte pour la détermination des droits à pension des intéressés au même titre que les services de même nature rendus dans une administration française ou accomplis dans l'armée française. Il n'est pas dérogé, toutefois, en ce qui les concerne, aux dispositions de l'article 83 de la loi du 14 avril 1924 ni à celles de l'article 3 de la loi du 22 juillet 1923.

ART. 3. — La loi du 30 janvier 1923 réservant des emplois aux anciens militaires pensionnés pour infirmités de guerre, ainsi qu'aux veuves et aux orphelins de guerre, et la loi du 18 juillet 1924 réservant des emplois aux militaires des armées de terre et de mer engagés et rengagés, commissionnés ou appartenant au cadre de maistrance, sont déclarées applicables dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Un décret portant règlement d'administration publique rendu sur la proposition du Ministre des Pensions et à intervenir dans le délai de six mois à dater de la promulgation de la présente loi, déterminera les conditions d'application des dispositions qui précèdent; il fixera notamment les conditions d'obtention du certificat d'aptitude professionnelle ainsi que les règles selon lesquelles les candidats bénéficiaires de la loi du 17 avril 1923 seront inscrits sur les listes de reclassement.

Les administrations visées dans les tableaux d'emplois, annexés à la loi du 30 janvier 1923, ainsi que les entreprises industrielles ou commerciales jouissant d'une concession, d'un monopole ou d'une subvention de l'Etat, du département ou de la commune, établiront pour chacune, en ce qui la concerne, la liste des emplois non encore réservés, susceptibles d'être attribués dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, aux bénéficiaires des lois des 30 janvier 1923 et 18 juillet 1924, dans les conditions fixées par lesdites lois.

Les listes ainsi établies devront préciser pour chaque emploi les conditions d'accession imposées. Les administrations et entreprises intéressées pourront y comprendre la proportion non encore réservée par la loi du 30 janvier 1923 ou par celle du 18 juillet 1924 des emplois visés dans les tableaux annexés à la première de ces deux lois.

Les listes établies dans les conditions qui viennent d'être dites seront récapitulées en une seule comprenant à la fois les emplois mentionnés aux tableaux annexés à la loi du 30 janvier 1923 et les emplois nouveaux proposés par les administrations ou entreprises ci-dessus visées. Cette liste sera transmise au Ministre des Pensions dans les trois mois de la promulgation de la présente loi; elle sera arrêtée par décret rendu sur la proposition du Ministre des Pensions et contresigné par les Ministres intéressés.

ART. 4. — La loi du 26 avril 1924, assurant l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, est déclarée applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 26 janvier 1927.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Finances,*

RAYMOND POINCARÉ.

Le Ministre de la Guerre,

PAUL PAINLEVÉ.

Le Ministre des Pensions,

LOUIS MARIN.

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

LOI DU 4 JANVIER 1928

portant modification de l'article 29 du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale concernant le repos des femmes en couches (¹).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 29 du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

« *Art. 29.* — La suspension du travail par la femme pendant douze semaines consécutives, dans la période qui précède et suit l'accouchement, ne peut être une cause de rupture, par l'employeur, du contrat de louage de services, et ce, à peine de dommages-intérêts au profit de la femme. Celle-ci devra avertir l'employeur du motif de son absence.

« Au cas où l'absence de la femme, à la suite d'une maladie, attestée par certificat médical, comme résultant de la grossesse ou des couches, mettant l'intéressée dans l'incapacité de reprendre son travail, se prolongerait au delà du terme fixé à l'alinéa précédent, sans excéder quinze semaines, l'employeur ne pourra lui donner congé pendant cette absence.

« Toute convention contraire est nulle de plein droit.

« L'assistance judiciaire sera de droit pour la femme devant la juridiction du premier degré. »

Fait à Paris, le 4 janvier 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

Le Ministre des Travaux publics,

ANDRÉ TARDIEU.

(¹) J. O. du 5 janvier 1928, p. 155.

LOI DU 1^{er} FEVRIER 1928

portant modification des dispositions des articles 32 a, 32 d, 32 e et 99 b du livre I^{er} du Code du travail, relatives à la garantie des cautionnements des ouvriers et employés (¹).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — L'article 32 a, premier alinéa; l'article 32 d, premier alinéa, première phrase; l'article 32 e du livre I^{er} du Code du travail sont modifiés comme suit :

« Art. 32 a. — Tout commerçant ou industriel qui, à titre de cautionnement, se fera remettre en espèces par ses ouvriers ou employés des sommes d'argent d'une valeur égale ou inférieure au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne par les lois en vigueur au jour de la remise desdits cautionnements devra :

.....
« Art. 32 d. — Lorsque le cautionnement sera d'une somme supérieure au maximum établi pour les dépôts dans les caisses d'épargne et constitué par des espèces ou, quelle que soit sa valeur, constitué par des titres, il devra être l'objet de la mention au registre, prévue à l'alinéa 1^{er} de l'article 32 a dans les termes de cet alinéa et, en outre, être déposé dans les quinze jours par l'employeur à la Caisse des dépôts et consignations.

.....
« Art. 32 e. — Le retrait de tout ou partie des titres ou sommes déposés ne pourra être effectué que dans les conditions prévues à l'article 32 b pour le retrait des sommes d'argent égales ou inférieures au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

ART. 2. — L'article 99 b, deuxième alinéa, du livre I^{er} du Code du travail, est modifié comme suit :

« Art. 99 b. — ... Si l'employeur a retenu ou utilisé, dans un intérêt personnel ou pour les besoins de son commerce, les espèces ou titres remis à titre de cautionnement, les peines encourues seront celles de l'article 408, § 1^{er}, du Code pénal. »

ART. 3. — Les intitulés des sections I et II du chapitre V du titre II du livre I^{er} du Code du travail sont modifiés comme suit :

« Section I. — Cautionnements en espèces égaux ou inférieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne.

« Section II. — Cautionnements en espèces supérieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne et cautionnements en titres. »

Fait à Paris, le 1^{er} février 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

(¹) J. O. du 3 février 1928.

LOI DU 16 MARS 1928

relative au placement du personnel du spectacle ⁽¹⁾.

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 98 du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 98. — Les dispositions du présent titre sont également applicables à toutes les agences qui opèrent le placement des artistes dramatiques et lyriques et de tout le personnel des théâtres, cirques, concerts, music-halls, cinémas et autres entreprises de spectacles publics.

« Toutefois, l'article 96 ne sera pas applicable aux agences créées en vertu d'une autorisation antérieure au 1^{er} juillet 1927, lesquelles bénéficieront des dispositions de l'article 97. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 mars 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

LOI DU 19 MARS 1928

portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1927 ⁽²⁾.

(EXTRAITS.)

*Majorations d'ancienneté pour services militaires de guerre.
Pensions. — Congés.*

.....

ART. 32. — L'article 1^{er} de la loi du 17 avril 1924 réglant l'entrée en carrière et l'avancement des fonctionnaires, des candidats fonctionnaires, des agents, des sous-agents et des ouvriers démobilisés de l'État s'applique aux militaires et marins de carrière qui se trouvaient au 1^{er} août 1914, en cours d'engagement, de rengagement, de réadmission ou de commissionnement, ainsi qu'aux officiers marinières du cadre de maistrance.

En aucun cas, les reclassements auxquels pourrait donner lieu la présente disposition ne pourront entraîner des rappels de traitements, soldes ou salaires.

(1) J. O. du 17 mars 1928.

(2) J. O. des 19 et 20 mars 1928.

ART. 33. — L'article 23 de la loi du 9 décembre 1927⁽¹⁾ est complété comme suit :

« Toutefois, les fonctionnaires jouissant d'une pension d'invalidité égale ou supérieure à 40 p. 100 pour blessures reçues ou maladies contractées dans une unité combattante ne pourront pas recevoir une majoration d'ancienneté inférieure à celle attribuée *au plus favorisé des combattants non mutilés de leur classe de mobilisation*.

« Est compté comme temps de présence sous les drapeaux le temps passé à l'hôpital ou en congé de convalescence après la démobilisation ou la réforme, s'il s'agit de blessures ou de maladies contractées au cours de la mobilisation dans une unité combattante. »

ART. 34. — Le 5^e paragraphe de l'article 23 de la loi du 9 décembre 1927 est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, ces majorations seront portées à cinq dixièmes dudit temps pour les anciens prisonniers titulaires de la médaille des évadés, instituée par la loi du 20 août 1926. »

.....

ART. 36. — Le premier paragraphe de l'article 68 de la loi du 14 avril 1924 est remplacé, à dater du 1^{er} janvier 1928, par le texte suivant :

« Les veuves non remariées des fonctionnaires et employés civils, des militaires et marins qui, sans leur laisser de droits à pension, sont décédés avant la promulgation de la loi, soit en activité de service ou dans les deux ans qui ont suivi la cessation des services lorsque cette cessation n'a pas été motivée par des convenances personnelles ou des mesures disciplinaires, soit en position de retraite, recevront une allocation annuelle qui sera de 55, 70 ou 80 francs par année de service, suivant que l'agent décédé avait un traitement ou solde inférieur à 3.000 ou 6.000 francs ou un traitement ou solde de 6.000 francs et au-dessus.

« Cette allocation est exclusive de l'indemnité supplémentaire et temporaire attribuée en exécution des lois des 3 août 1926 et 16 juillet 1927. »

L'article 68 de la loi du 14 avril 1924 est, d'autre part, complété, à compter de la même date par la disposition suivante :

« Au cas de décès de la mère ou si celle-ci est inhabile à obtenir l'allocation ou déchu de ses droits, les droits qui lui appartiennent ou qui lui auraient appartenu, passent aux enfants âgés de moins de 21 ans issus de son mariage avec le décédé. »

.....

ART. 41. — Tout fonctionnaire ayant, pendant sa présence sous les drapeaux, au cours de la campagne de guerre contre l'Allemagne ou des expéditions postérieures à la promulgation de la loi du 23 octobre 1919 déclarées campagnes de guerre, soit reçu des blessures, soit contracté une maladie ayant ouvert droit à pension au titre de la loi du 31 mars 1919 et à la suite desquelles il est resté atteint d'infirmités et a été réformé à titre temporaire ou définitif, peut être, en cas d'indisponibilité constatée résultant de ses infirmités, mis en congé avec traitement intégral jusqu'à son rétablissement et éventuellement sa mise à la retraite, sans qu'en aucun cas le total des congés ainsi accordés puisse pour un même agent excéder deux ans.

(1) Voir *Bulletin* 1927, p. 12.

Ces congés sont accordés sur avis de la commission de réforme prévue à l'article 20 de la loi du 14 avril 1924 et s'il est constaté par elle que la maladie ou les infirmités du fonctionnaire ne le rendent pas définitivement inapte à l'exercice de ses fonctions, mais le mettent hors d'état de les remplir au moment où il formule sa demande.

ART. 42. — Les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 15 mars 1910 accordant un congé de deux mois avec traitement entier aux institutrices en couches, en dehors des congés de maladie prévus par le décret du 9 novembre 1853, sont applicables aux dames employées appartenant au cadre permanent de l'Administration ou des Etablissements de l'Etat désignés à l'article 1^{er} de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires.

.....

LOI DU 20 MARS 1928

relative à l'organisation de l'apprentissage ⁽¹⁾.

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er}, 2, 3 du livre I^{er} du Code du travail sont modifiés comme suit :

CHAPITRE PREMIER. — *De la nature et de la forme du contrat.*

« Art. 1^{er}. — Le contrat d'apprentissage est celui par lequel un chef d'établissement industriel ou commercial, un artisan ou un façonnier s'oblige à donner ou à faire donner une formation professionnelle méthodique et complète à une autre personne, qui s'oblige, en retour, à travailler pour lui, le tout à des conditions et pendant un temps convenus.

« Art. 2. — Le contrat d'apprentissage doit être constaté par écrit, soit par acte authentique, soit par acte sous seings privés. Il est exempt de tous droits de timbre et d'enregistrement. Les honoraires dus aux officiers publics sont fixés à 2 francs.

« Il doit être obligatoirement rédigé dans la quinzaine au plus tard de sa mise en exécution, faute de quoi l'employeur et le représentant de l'apprenti seront passibles de peine de simple police.

« Si le contrat d'apprentissage est rédigé par acte sous signatures privées, il le sera en trois originaux : un pour l'employeur, un pour le représentant légal de l'apprenti, le troisième sera adressé en franchise, par le maire, auquel il sera obligatoirement remis, au secrétaire du Conseil des Prud'hommes, à défaut de greffier de la justice de paix du canton de l'employeur. Ces derniers pourront en délivrer expédition au tarif habituel, sur papier libre.

« L'acte sous signature privée acquerra date certaine par les visas que lui donneront les maires et, à défaut, les secrétaires des Conseils de Prud'hommes ou les greffiers de justices de paix. L'auteur ou les auteurs d'une date fausse seront condamnés à une peine de 16 à 100 francs d'amende.

(1) J. O. du 22 mars 1928 et erratum au J. O. du 23 mars 1928.

« Mention du contrat d'apprentissage doit être faite par le chef d'établissement à sa date sur le livret individuel de l'apprenti prévu à l'article 88 du livre II du présent Code.

« Art. 3. — L'acte d'apprentissage est établi en tenant compte des usages et des coutumes de la profession, notamment des règles établies par les Chambres de commerce, les Chambres de métiers, les Comités départementaux de l'enseignement technique et les Commissions locales professionnelles et sous le contrôle et la garantie des Associations professionnelles en vue de l'apprentissage, partout où elles existeront régulièrement constituées.

« Il contient :

« 1° Les nom, prénoms, âge, profession, domicile du maître;

« 2° Les nom, prénoms, âge, profession, domicile de l'apprenti;

« 3° Les nom, prénoms, profession et domicile de ses père et mère, de son tuteur ou de la personne autorisée par les parents ou à leur défaut par le juge de paix;

« 4° La date et la durée du contrat;

« 5° Les conditions de prix, rémunération de l'apprenti, de nourriture, de logement et toute autre arrêtée entre les parties;

« 6° L'indication des cours professionnels que le chef d'établissement s'engage à faire suivre à l'apprenti, soit dans l'établissement, soit au dehors, conformément à la loi sur l'enseignement technique et sous les sanctions que cette loi comporte;

« 7° L'indemnité à payer en cas de rupture du contrat ou l'indication que cette indemnité sera fixée par le Conseil des Prud'hommes, à défaut par le juge de paix.

« Il doit être signé par le maître et par les représentants de l'apprenti. »

ART. 2. — Si le père, la mère ou le représentant d'un mineur entendent l'employer comme apprenti, ils seront obligatoirement tenus d'en faire la déclaration au secrétariat du Conseil des Prud'hommes ou, à défaut, au greffe de la justice de paix de leur résidence. Cette déclaration sera assimilée dans tous ses effets à un contrat écrit d'apprentissage.

ART. 3. — Il est ajouté au chapitre II deux articles 7 a et 7 b ainsi conçus :

« Art. 7 a. — Lorsque l'instruction professionnelle donnée par un chef d'établissement à ses apprentis sera manifestement insuffisante, comme en cas d'abus graves dont l'apprenti sera victime, le Conseil des Prud'hommes ou, à son défaut, le juge de paix peut, à la requête du Comité départemental de l'enseignement technique, limiter le nombre des apprentis dans l'établissement, ou même suspendre pour un temps le droit pour le chef de cet établissement de former des apprentis. »

« Art. 7 b. — Lorsque l'apprenti témoignera d'une mauvaise volonté tenace et habituelle ou d'une incapacité notoire, le Conseil des Prud'hommes ou, à défaut, le juge de paix peut résilier le contrat. »

ART. 4. — Il est ajouté au chapitre III un article 11 a :

« Art. 11 a. — L'apprenti dont le temps d'apprentissage est terminé passe un examen devant une commission désignée par la Commission locale professionnelle ou, à son défaut, par le Comité départemental de l'enseignement technique. En cas de succès, un diplôme lui sera délivré. »

ART. 5. — L'article 12 du chapitre III est modifié comme suit :

« Toute personne convaincue d'avoir employé sciemment, en qualité d'apprentis, d'ouvriers ou d'employés, des jeunes gens de moins de

18 ans, n'ayant pas rempli les engagements de leur contrat d'apprentissage, ou n'en étant pas régulièrement déliés, sera passible d'une indemnité à prononcer au profit du chef d'établissement ou d'atelier abandonné.

« Tout nouveau contrat d'apprentissage conclu sans que les obligations du précédent contrat aient été remplies complètement, ou sans qu'il ait été résolu légalement, est nul de plein droit. »

ART. 6. — L'article 107 est modifié comme suit :

« Art. 107. — Les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution de l'article 7 a et de l'alinéa 3 de l'article 8... » (Le reste sans changement.)

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 mars 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

*Le Ministre
de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,*

EDOUARD HERRIOT.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

LOUIS BARTHOU.

LOI DU 25 MARS 1928

*modifiant la loi du 8 juillet 1890 et étendant le pouvoir des délégués
à la sécurité des ouvriers mineurs (¹).*

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions du chapitre IV du livre II du Code du travail sont complétées par des articles 127 *bis* et 127 *ter* nouveaux et modifiés en ce qui concerne les articles 121, 123, 125, 128, 153, § 1^{er}, 155, § 1^{er}, 157, § 1^{er}, conformément au texte ci-après :

« Art. 121. — Un délégué et un délégué suppléant exercent leurs fonctions dans une circonscription souterraine dont les limites sont déterminées par arrêté du préfet, rendu sous l'autorité du Ministre du Travail, après rapport des ingénieurs des mines, l'exploitant et un représentant des ouvriers entendus.

« Art. 123. — A toute époque, le préfet peut, par suite de changements survenus dans les travaux, modifier, sur le rapport des ingénieurs des

(¹) J. O. des 26 et 27 mars 1928.

mines, l'exploitant, le délégué mineur et le représentant des ouvriers entendus, le nombre et les limites des circonscriptions.

« *Art. 125.* — Un arrêté du préfet, rendu sur le rapport des ingénieurs des mines, le représentant des ouvriers entendu, peut dispenser de délégués toute concession de mines, ou tout ensemble de concessions de mines contiguës, ou tout ensemble de travaux souterrains, de minières ou carrières qui, dépendant d'un même exploitant, emploierait moins de vingt-cinq ouvriers travaillant au fond.

« *Art. 127 bis.* — Si le délégué estime que l'exploitation présente dans le chantier ou le quartier qu'il vient de visiter un danger certain au point de vue de la sécurité ou de l'hygiène, soit par suite de l'inapplication des lois ou règlements en vigueur ou pour toute autre cause, il doit en aviser immédiatement par écrit l'exploitant ou son représentant, qui fera constater, en présence du délégué, l'état de choses signalé par ce dernier et prendra sous sa responsabilité les mesures appropriées.

« *Art. 127 ter.* — Chaque année, le délégué mineur adresse à l'ingénieur des mines un rapport faisant connaître son opinion sur les mesures à prendre en ce qui concerne la sécurité des ouvriers mineurs et donnant ses suggestions d'ordre strictement professionnel tendant à favoriser le développement de la production.

« Ce rapport est communiqué à l'exploitant qui fait connaître dans le délai d'un mois la suite qu'il compte donner aux observations du délégué.

« L'ingénieur des mines en rend compte dans son rapport annuel de surveillance.

« *Art. 128.* — Le délégué, dans ses visites, est tenu de se conformer à toutes les mesures prescrites par les règlements en vue d'assurer l'ordre, la sécurité et l'hygiène dans les travaux.

« *Art. 153, § 1^{er}.* — Tout délégué ou délégué suppléant peut, pour négligence grave ou abus dans l'exercice de ses fonctions, ou à la suite de condamnation qui le rendrait inéligible, être suspendu pendant trois mois au plus, par arrêté du préfet pris après enquête, sur avis motivé de l'ingénieur des mines, le délégué entendu.

« *Art. 155, § 1^{er}.* — Au mois de décembre de chaque année, le préfet, sur l'avis de l'ingénieur des mines, l'exploitant et le délégué entendus, fixe, sous l'autorité du Ministre du Travail, pour l'année suivante et pour chaque circonscription, le nombre maximum de journées que le délégué doit employer à ses visites et le prix de la journée. Il fixe également le minimum de l'indemnité mensuelle pour les circonscriptions comprenant au plus 250 ouvriers.

« *Art. 157, § 1^{er}.* — Les exploitations de mines, minières et carrières à ciel ouvert, peuvent, en raison des dangers qu'elles présentent, être assimilées aux exploitations souterraines pour l'application des dispositions du présent chapitre, par arrêté du préfet, rendu sur le rapport des ingénieurs des mines, l'exploitant et le représentant des ouvriers entendus. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 25 mars 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

LOI DU 30 JUIN 1928

portant modification des articles 1^{er}, 2, 3, 21 § 1^{er}, 29, 52, 74, 86 et 182 du livre II du Code du travail. (Déclaration des établissements. Age d'admission. Travail de nuit. Jours de fête, etc.) (¹).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Il est inséré, dans le livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, avant le titre I^{er}, les dispositions préliminaires ci-après :

Dispositions préliminaires.

SECTION UNIQUE. — Déclaration des établissements industriels et commerciaux.

« Art. 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la présente section les établissements industriels et commerciaux et leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

« Art. 1^{er} a. — Toute personne qui se propose d'occuper du personnel, quelle qu'en soit l'importance, dans un établissement visé à l'article 1^{er}, doit, avant d'occuper ce personnel, en faire la déclaration.

« Une déclaration préalable doit être faite en outre :

« 1° Si un établissement, ayant cessé d'employer du personnel pendant six mois au moins, se propose d'en occuper à nouveau;

« 2° Si un établissement occupant du personnel change d'exploitant;

« 3° Si un établissement occupant du personnel est transféré sur un autre emplacement ou s'il est l'objet d'extension ou de transformations entraînant une modification dans les industries ou commerces exercés;

« 4° Si un établissement, n'occupant pas d'enfants âgés de moins de 18 ans ou de femmes, se propose d'en occuper;

« 5° Si un établissement, n'utilisant pas de force motrice ou d'outillage mécanique, se propose d'en utiliser.

« Art. 1^{er} b. — La déclaration prévue à l'article 1^{er} a ci-dessus doit être effectuée par l'employeur, et dans le cas prévu au n° 2 du paragraphe 2 dudit article, par le nouvel employeur, au moyen d'une carte-lettre recommandée adressée à l'Inspecteur du travail.

« Le récépissé de cette carte-lettre recommandée doit être représenté par le chef d'établissement ou son préposé, sur la demande de l'Inspecteur du travail, à sa première visite.

« La déclaration devra préciser auxquels des cas prévus à l'article 1^{er} a ci-dessus elle répond et indiquer les nom et adresse du déclarant, l'emplacement de l'établissement, la nature exacte des industries ou des commerces exercés et, s'il y a lieu, l'emploi d'enfants âgés de moins de 18 ans ou de femmes et l'utilisation de force motrice ou d'outillage mécanique.

« La déclaration devra être datée, certifiée exacte et signée par le déclarant. »

(¹) J. O. du 3 juillet 1928.

ART. 2. — L'article 1^{er} du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale précité constituera désormais l'article 2.

A cet article, aux mots : « usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance », sont substitués les mots : « établissements visés à l'article 1^{er} ci-dessus ».

ART. 3. — L'article 2 du même livre constituera désormais le premier paragraphe de l'article 3, dont le texte de l'article 3 actuel constituera le second paragraphe.

ART. 4. — L'article 21, § 1^{er}, du même livre, sera désormais rédigé comme suit :

« Les enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de 18 ans, et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. »

ART. 5. — A l'article 29 du même livre, aux mots « article 1^{er} », sont substitués les mots « article 21 ».

ART. 6. — L'article 52 du même livre sera désormais rédigé comme suit :

« Les enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de 18 ans, et les femmes ne peuvent être employés dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier. »

ART. 7. — A l'article 74 du même livre, sont supprimés les mots : « par dérogation au paragraphe 3 de l'article 1^{er} ».

ART. 8. — A l'article 86 du même livre, aux mots « des articles 1^{er} à 5, 14 à 16, 20 à 25 » sont substitués les mots « des articles 2 à 5, 14 à 16, 21 à 25 ».

ART. 9. — A l'article 182 du même livre, aux mots « des articles 1^{er} à 5, 14 à 16, 20 à 28 » sont substitués les mots « des articles 2 à 5, 14 à 16, 21 à 28 ».

Fait à Paris, le 30 juin 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

LOI DU 19 JUILLET 1928

*modifiant l'article 23 du livre I^{er} du Code du travail
(Contrat de travail) (¹).*

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 23 du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 23. — Le louage de service fait sans détermination de durée peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes.

« L'existence et la durée du délai-congé sont fixées en conformité des usages pratiqués dans la localité et la profession ou, à défaut de ces usages, par des conventions collectives aux délais fixés par les usages.

« Toute clause d'un contrat individuel ou d'un règlement d'atelier fixant un délai-congé inférieur à celui qui est établi par les usages ou par les conventions collectives est nulle de plein droit.

« La résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts.

« Les dommages-intérêts qui peuvent être accordés pour inobservation du délai-congé ne se confondent pas avec ceux auxquels peut donner lieu, d'autre part, la résiliation abusive du contrat par la volonté d'une des parties contractantes; le tribunal, pour apprécier s'il y a abus, pourra faire une enquête sur les circonstances de la rupture. Le jugement devra, en tous cas, mentionner expressément le motif allégué par la partie qui aura rompu le contrat.

« Pour la fixation de l'indemnité à allouer le cas échéant, il est tenu compte des usages, de la nature des services engagés, de l'ancienneté des services combinés avec l'âge de l'ouvrier ou de l'employé, des retenues opérées et des versements effectués en vue d'une pension de retraite et, en général, de toutes les circonstances qui peuvent justifier l'existence et déterminer l'étendue du préjudice causé.

« S'il survient une modification dans la situation juridique de l'employeur, notamment par succession, vente, fusion, transformation du fonds, mise en société, tous les contrats de travail en cours au jour de la modification subsistent entre le nouvel entrepreneur et le personnel de l'entreprise.

« La cessation de l'entreprise, sauf le cas de force majeure, ne libère pas l'entrepreneur de l'obligation de respecter le délai-congé.

« Les parties ne peuvent renoncer par avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts en vertu des dispositions ci-dessus.

« Les contestations auxquelles pourra lieu l'application des paragraphes précédents, lorsqu'elles seront portées devant les tribunaux civils et devant la cour d'appel, seront instruites comme affaires sommaires et jugées d'urgence.

« Le privilège établi par l'article 2101, 4^o, du Code civil s'étend aux indemnités prévues par le présent article, soit à raison de l'inobservation du délai-congé, soit à raison de la résiliation abusive du contrat. »

La présent loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 19 juillet 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*

LOUIS BARTHOU.

LOI DU 19 JUILLET 1928.

*portant modification des articles 79, 81, 82, 83, 88 et 102 du livre I^{er}
du Code du travail et de la prévoyance sociale* (¹).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — L'article 79 du livre 1^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

« L'autorité municipale surveille les bureaux de placement pour y assurer le maintien de l'ordre, les prescriptions de l'hygiène et, en ce qui concerne les bureaux autorisés, elle surveille en outre l'observation des prescriptions auxquelles ils sont tenus de se conformer.

« Elle prend les arrêtés nécessaires à cet effet. »

ART. 2. — L'article 81 du livre 1^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

« Art. 81. — Aucun bureau de placement, payant ou gratuit, ne peut être géré ou exploité, directement ou indirectement, par une personne exerçant l'un des commerces ci-après : hôtelier, logeur, restaurateur, débitant de boissons, négociant ou courtier, ou représentant en denrées alimentaires ou en articles d'habillement, ou objets d'usage personnel, commerce d'achat et de vente de reconnaissances de mont-de-piété.

« Il est interdit d'établir le siège d'un bureau de placement dans les locaux ou dans les dépendances des locaux occupés par les exploitations visées au paragraphe précédent.

« Il est interdit à tout tenancier, gérant, préposé d'un bureau de placement de subordonner le placement à l'obligation de se fournir dans des magasins indiqués par lui. »

ART. 3. — Il est ajouté dans le livre 1^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale, après l'article 81, un article 81 *a* et un article 81 *b* ainsi conçus :

« Art. 81 *a*. — Dans chaque département, tout bureau de placement payant ou gratuit est tenu de faire parvenir chaque semaine et dans les conditions fixées par le préfet, à l'Office départemental de placement public la statistique des offres et demandes d'emplois et des placements effectués.

(¹) J. O. du 21 juillet 1928.

Art. 81 b. — Le contrôle de la sincérité des statistiques fournies par les bureaux de placement en exécution de l'article 81 a, le respect de la gratuité dans les bureaux de placement gratuits sont assurés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, par des agents appartenant aux services publics de placement, choisis par le Ministre du Travail, après consultation, si ces bureaux effectuent des placements dans l'agriculture, du Ministre de l'Agriculture, et désignés, après avis de l'autorité municipale, lorsque le bureau exerce son activité principale dans la commune où il est établi, du préfet lorsque cette activité s'exerce principalement en dehors de la commune et dans la limite du département. »

ART. 4. — Est inséré dans le livre 1^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale, après l'article 82, l'article 82 a ci-après :

« *Art. 82 a.* — Le recrutement pour la France et l'introduction en France des travailleurs coloniaux et étrangers, le placement en France des travailleurs étrangers, le recrutement en France de travailleurs de toutes nationalités pour l'étranger et les Colonies, ne sont pas soumis aux dispositions du présent titre.

« Il est interdit à tout individu ou groupement de se livrer à de telles opérations, s'il n'a obtenu préalablement l'autorisation :

« Soit du Ministre du Travail, si les opérations dont il s'agit doivent porter exclusivement sur les travailleurs industriels;

« Soit du Ministre de l'Agriculture, si les opérations dont il s'agit doivent porter exclusivement sur des travailleurs agricoles;

« Soit, enfin, du Ministre de l'Agriculture et du Ministre du Travail, si les opérations dont il s'agit doivent porter concurremment sur des travailleurs agricoles et industriels.

« Tout individu ou groupement qui a obtenu la ou les autorisations prévues ci-dessus doit se conformer aux règlements édictés par les Ministres intéressés qui ont droit, à tout moment, de faire constater la régularité des opérations.

« Lorsque ces opérations intéressent les colonies et les pays de protectorat, l'autorisation est donnée et les règlements édictés après avis conforme des Ministres dont dépendent les colonies et pays de protectorat et auxquels appartient le contrôle de telles opérations dans les colonies ou protectorats.

« En cas d'infraction auxdits règlements, l'autorisation pourra être rapportée.

« Il n'est rien innové en ce qui concerne les agences d'émigration et les compagnies de transport qui transportent les émigrants. »

ART. 5. — L'article 83 du livre 1^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est complété comme suit :

« Toutefois restent soumis à l'autorisation prévue à l'article 83 ci-après, les bureaux de placement gratuits créés par les groupements énumérés au paragraphe précédent, lorsque le placement des travailleurs adhérant à ces groupements en constitue le but principal. ».

ART. 6. — L'article 88 du livre 1^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

« *Art. 88.* — Nul ne peut tenir un bureau de placement, sous quelque titre, pour quelques professions, places ou emplois que ce soit, sans une permission spéciale qui ne peut être accordée qu'à des personnes de moralité reconnue. Cette permission est accordée, après avis de l'Office départemental de placement, par le maire, lorsque le bureau doit exercer son activité principale dans la commune où il est établi; par le préfet, lorsque cette activité doit s'exercer principalement en dehors de

la commune et dans la limite du département. Elle est accordée par le Ministre du travail, après consultation, si les bureaux effectuent des placements dans l'agriculture, du Ministre de l'Agriculture, lorsque cette activité doit s'étendre sur plusieurs départements. »

ART. 7. — Sont insérés dans le livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale, à la suite de l'article 88, les articles 88 *a* et 88 *b* ci-après :

« Art. 88 *a*. — Il est interdit aux gérants ou préposés de bureaux de placement :

« 1° De percevoir ou d'accepter, à l'occasion des opérations faites par eux, des dépôts ou cautionnements de quelque nature que ce soit;

« 2° D'annoncer, de quelque façon que ce soit, les emplois qu'ils n'auraient pas mission d'offrir.

« Art. 88 *b*. — Il est interdit de vendre, soit à l'abonnement, soit au numéro, des feuilles d'offres ou de demandes d'emplois.

« Ne sont pas considérés comme feuilles d'offres et de demandes d'emplois, les journaux ou périodiques qui, n'ayant manifestement pas pour objet des opérations de placement par voie d'annonces, insèrent des offres ou des demandes d'emplois, à condition qu'il ne soit pas consacré à ces offres ou demandes plus de la moitié de la superficie du journal ou du périodique.

ART. 8. — L'article 102 du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

« Art. 102. — Toute infraction, soit aux règlements édictés en vertu des articles 79, 82 *a* et 90, soit aux prescriptions des articles 81, 83, 87, 88 *a*, 88 *b*, 89, § 2, et 91, sera punie d'une amende de 16 à 100 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

« Le maximum des deux peines sera toujours appliqué au délinquant lorsqu'il aura été prononcé contre lui, dans les douze mois précédents, une première condamnation pour infraction aux articles 81, 83, 87, 88 *a*, 89, § 2, et 91 aux règlements pris en vertu de l'article 90.

« Tout tenancier, gérant, employé d'un bureau fonctionnant en contravention des articles 82 *a*, 84 et 88 sera puni des peines portées au présent article.

« Les mêmes peines s'appliquent aux tenanciers, gérants ou employés des bureaux payants autorisés lorsqu'ils se livrent au placement de professions non dénommées à leur arrêté d'autorisation.

« Ces peines seront indépendantes des restitutions et des dommages-intérêts auxquels pourront donner lieu les faits incriminés. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 19 juillet 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

Le Ministre de l'Agriculture,

HENRI QUEUILLE.

*Le Ministre
des Affaires étrangères,*

ARISTIDE BRIAND.

Le Ministre des Colonies,

LÉON PERRIER.

LOI DU 19 JUILLET 1928

modifiant les articles 34, 34 a, 35, 37, 39 de la section II, du titre III, du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale, et les articles 100 et 107 du titre V du même livre. (Conventions relatives aux salaires en matière de tissage et de bobinage) (1).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — L'article 34 de la section II du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

« Art. 34. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui fera effectuer par un ouvrier un travail de tissage à domicile sera tenu d'inscrire, au moment où le travail est donné, sur un livret spécial fourni par l'employeur et laissé entre les mains de l'ouvrier :

« 1° Le poids, la longueur et le nombre total des fils de chaînes;

« 2° Le poids de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface de tissu;

« 3° Les longueur et largeur de la pièce à fabriquer;

« 4° Le prix de façon, soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu, soit au nombre de duites introduites dans le tissu.

« Si le tissage est effectué chez l'employeur, celui-ci aura la faculté de substituer au livret une fiche attachée au métier de l'ouvrier, contenant les mentions visées ci-dessous :

« 1° Le nombre de fils de la chaîne par largeur ou par compte;

« 2° Le numéro de la trame et le nombre de fils à trame à introduire par unité de surface;

« 3° La largeur de la pièce à fabriquer;

« 4° Le prix de façon au mètre de tissu fabriqué;

« 5° La longueur prévue des pièces.

« Les mentions portées sur la fiche seront obligatoirement reportées par l'employeur sur un livret qui sera tenu à la disposition des ouvriers appelés à conduire le métier et ce, non seulement pendant que le livret est en usage, mais encore pendant une durée de six mois à compter de la date de la dernière mention inscrite sur le livret.

« Le livret devra être paginé et aucun feuillet n'en devra être détaché; il devra contenir le texte des articles 34 et 39 de la présente section. »

ART. 2. — L'article 34 a de la même section est modifié comme suit :

« Art. 34 a. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre des fils pour être bobinés est tenu d'inscrire sur un livret spécial fourni par lui et laissé entre les mains de l'ouvrier :

« 1°..., 2°..., 3°... »

(1) J. O. du 21 juillet 1928.

ART. 3. — Le second paragraphe de l'article 35 de la même section est abrogé.

ART. 4. — L'article 37 de la même section sera désormais rédigé comme suit :

« Art. 37. — Le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire inscrira sur un registre d'ordre toutes les mentions portées au livret spécial prévu aux articles 34, § 1^{er}, et 34 g.

« Ce registre d'ordre devra être paginé et aucun feuillet ne devra être détaché. »

ART. 5. — L'article 39 de la même section est modifié comme suit :

« Art. 39. — Les décrets pris après avis des Chambres de commerce, des Chambres consultatives des arts et manufactures, des Conseils de prud'hommes, des Syndicats patronaux et des Syndicats ouvriers intéressés pourront, pour certaines spécialités et pour certaines régions ou localités déterminées, autoriser la substitution d'autres mentions aux mentions à porter sur les livrets en vertu de l'article 34 de la présente section.

« Les dispositions de la présente section pourront, par des décrets, être étendues aux industries qui se rattachent au tissage et au bobinage. »

ART. 6. — L'article 100, § 1^{er}, du titre V du même livre, est modifié comme suit :

« Art. 100. — Seront punis d'une amende de 11 à 15 francs :

« 1^o...;

« 2^o Les contraventions à la disposition finale de l'article 37 et aux décrets pris en exécution de l'article 39. »

ART. 7. — L'article 107, alinéa 1^{er}, du même livre, est modifié comme suit :

« Les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution des articles 34 à 38 et des décrets pris en exécution de l'article 39, des articles 40 à 42, des articles 75, 76 et 77 et, en ce qui concerne le commerce et l'industrie, des articles 43, 44, 45 du présent livre. »

ART. 8. — La présente loi sera applicable six mois après la date de sa promulgation.

Fait à Paris, le 19 juillet 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*

LOUIS BARTHOU.

LOI DU 14 DECEMBRE 1928

modifiant la section I du chapitre I^{er} du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale (du salaire des ouvriers exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement) [1].

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — La section I du chapitre I^{er} du titre III du livre I^{er} du Code du travail sera désormais intitulée comme suit : « Du salaire des ouvriers exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement. »

ART. 2. — Les articles 33 *a* à 33 *k*, 33 *m* et 33 *n* de la section précitée sont modifiés comme suit :

1° A l'article 33, les mots : « à toutes les ouvrières » sont remplacés par les mots : « aux ouvriers et ouvrières » ;

2° A l'article 33 *a*, les mots : « de chacune des ouvrières ainsi occupées » sont remplacés par les mots : « de chaque ouvrière ou ouvrier ainsi occupés » ;

3° Aux articles 33 *b*, 33 *c*, 33 *d*, 33 *e*, 33 *f*, 33 *l* et 33 *m*, les mots « ouvrière », « ouvrières » et « une ouvrière » sont remplacés respectivement par les mots « ouvrière ou ouvrier », « ouvrières ou ouvriers » et « une ouvrière ou un ouvrier » ;

4° A l'article 33 *c*, il est ajouté un paragraphe conçu comme suit :
« En aucun cas, les salaires payés ne sauraient être inférieurs aux salaires portés sur les bulletins ou carnets » ;

5° A l'article 33 *d*, les mots : « dix heures » sont remplacés par les mots : « huit heures » ;

6° A l'article 33 *c*, § 3, après le mot : « journalière » sont ajoutés les mots : « ou s'il y a lieu, du journalier » ;

7° L'article 33 *f* est complété par l'addition des deux paragraphes 5 et 6 ci-après :

« Lorsque, par suite de l'absence dans le département d'un nombre suffisant de représentants patronaux de l'industrie en cause, le comité ne peut se constituer, le préfet peut faire appel à un employeur d'un département voisin appartenant à l'une des industries visées par la présente loi, pour siéger au comité en qualité de second membre patron. »

« S'il n'est pas possible de constituer le comité, le préfet détermine le salaire minimum en utilisant les renseignements recueillis auprès des groupements et personnalités compétentes, notamment auprès des inspecteurs du travail » ;

8° L'article 33 *g*, § 2, sera rédigé comme suit :

« Chacun de ces comités comprend deux patrons (hommes ou femmes), deux ouvrières ou deux ouvriers, ou bien une ouvrière et un ouvrier, selon la nature de l'industrie. Ces quatre membres doivent appartenir aux industries visées par la présente loi et exercer leur profession dans le département » ;

(1) J. O. du 15 décembre 1928.

9° L'article 33 *g* est complété par les deux paragraphes 9 et 10 ci-après :

« Les comités de salaires et les comités d'expertise peuvent appeler avec voix consultative, à participer à leurs délibérations, les inspecteurs ou inspectrices du travail de leur circonscription qui leur communiqueront les renseignements qu'ils auront recueillis et les constatations qu'ils auraient faites concernant l'objet des délibérations des comités.

« Des jetons de présence sont alloués aux membres ouvriers des comités de salaires ou d'expertise. Les dépenses en résultant sont portées au budget départemental comme dépenses obligatoires » ;

10° A l'article 33 *h* (§ 2, 8 et 9), les mots : « de trois mois » sont remplacés par les mots : « d'un mois » ;

11° L'article 33 *i*, § 2, sera désormais rédigé comme suit :

« La différence constatée en moins entre le salaire payé et celui qui aurait dû l'être doit être versé à l'ouvrière ou à l'ouvrier insuffisamment rétribué, sans préjudice de l'indemnité à laquelle l'employeur pourra être condamné au bénéfice de celle-ci ou de celui-ci » ;

12° L'article 33 *j*, § 1^{er}, sera désormais rédigé comme suit :

« Les réclamations des ouvrières ou ouvriers touchant le tarif appliqué au travail par eux exécuté ne sont recevables qu'autant qu'elles se seront produites au plus tard un mois après le payement de leurs salaires » ;

13° L'article 33 *k* est complété par un paragraphe 3 ainsi conçu :

« Les mêmes associations autorisées peuvent également exercer le droit de recours prévu à l'article 33 *h* » ;

14° Le premier paragraphe de l'article 33 *m* est supprimé ;

15° Est supprimée au deuxième paragraphe du même article la lettre *m* ;

16° L'article 33 *n* sera désormais rédigé comme suit :

« Art. 33 *n*. — Il est interdit aux fabricants, commissionnaires, intermédiaires ou préposés de payer aux ouvrières ou ouvriers occupés par eux à domicile des prix de façon inférieurs aux prix de façon déterminés dans les conditions prévues par les articles 33 *g* et 33 *l*. »

ART. 3. — Le titre V du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est ainsi modifié :

1° L'article 99 *a* sera rédigé comme suit :

« Art. 99 *a*. — Les fabricants, commissionnaires, intermédiaires ou leurs préposés qui auront contrevenu aux dispositions des articles 33 *a*, 33 *b*, 33 *c*, § 1^{er} à 5 inclus, et 33 *n* du présent livre seront punis d'une amende de cinq francs (5 francs) à quinze francs (15 francs).

« En cas d'infraction aux prescriptions de l'article 33 *c*, § 6, le contrevenant sera puni d'une amende de seize francs (16 francs) à cent francs (100 francs).

« Dans le cas de contravention aux articles 33 *c* et 33 *n*, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes à l'égard desquelles les prescriptions desdits articles n'auront pas été observées. »

(Le reste de l'article sans changement.)

2° Le deuxième paragraphe de l'article 107 est modifié comme suit :

« Les inspecteurs du travail sont, en outre, chargés de l'application

des articles 32 a, 32 d, 33 a, 33 b, 33 c et 33 n, dans les conditions prévues auxdits articles. »

Fait à Paris, le 14 décembre 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*

LOUIS BARTHOU.

LOI DU 29 DECEMBRE 1928

*étendant l'application de l'article 463, § 9, du Code pénal
sur les circonstances atténuantes (¹).*

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Le paragraphe 9 de l'article 463 du Code pénal est ainsi modifié :

« Sauf disposition contraire expresse, dans tous les cas où la peine est celle de l'emprisonnement ou de l'amende, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours et l'amende même au-dessous de 16 francs. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 décembre 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*

LOUIS BARTHOU.

LOI DU 30 DECEMBRE 1928

portant fixation du budget général de l'exercice 1929 (²).

(EXTRAIT.)

.....

Pensions.

ART. 153. — Le pourcentage de majoration attribué, par application des articles 68 et 69 de la loi de finances du 27 décembre 1927 (³), aux pen-

(¹) J. O. des 2 et 3 janvier 1929.

(²) J. O. du 31 décembre 1928.

(³) Voir *Bulletin* 1927, p. 13.

sions visées par ces articles et fixé pour l'exercice 1928 à 70 p. 100 est porté à 100 p. 100 à compter du 1^{er} septembre 1929.

.....

DECRET DU 17 JANVIER 1928

étendant aux ateliers de mécanique dentaire les dispositions du décret du 9 août 1920, modifié par le décret du 2 avril 1926 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux (*).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7, 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* des 4 et 5 janvier 1926, p. 234, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'extension du décret du 9 août 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les industries de la fabrication de la bijouterie, orfèvrerie, horlogerie et de bronze d'art et imitation aux ateliers de mécanique dentaire;

Vu le décret du 9 août 1920, modifié par le décret du 2 avril 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 9 août 1920, modifié par le décret du 2 avril 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux est complété après la rubrique : « Fabrique de tous instruments de précision, d'optique, de chirurgie, d'appareils orthopédiques », par ces mots : « Ateliers de fabrication d'appareils de prothèse dentaire. »

ART. 2. — L'alinéa 1^{er} du paragraphe 3^o de l'article 6 du décret susvisé du 9 août 1920, modifié par le décret du 2 avril 1926, sera désormais rédigé comme suit :

3^o Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Maximum : cent heures par an; soixante heures pour les ateliers de fabrication d'appareils de prothèse dentaire.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

(*) J. O. du 20 janvier 1928.

ART. 4. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 janvier 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

DECRET DU 24 JANVIER 1928

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Bordeaux et de diverses communes avoisinantes (¹).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7, 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu la demande présentée par une organisation syndicale;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 29 avril 1920 (p. 6505), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de denrées alimentaires à emporter dans les villes de plus de 25.000 habitants;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 26 novembre 1926 (p. 12508), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de marchandises de toute nature dans les villes comptant au moins 25.000 habitants;

Vu l'accord intervenu, le 9 décembre 1927, entre le Syndicat des patrons pâtisseries et confiseurs de Bordeaux et du Sud-Ouest et le Syndicat de concentration de la boulangerie de Bordeaux et du Sud-Ouest d'une part, et le Syndicat des ouvriers pâtisseries-glacières de Bordeaux et du Sud-Ouest et le Syndicat des ouvriers boulangers et viennois de Bordeaux et du département d'autre part;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans la ville de Bordeaux et dans les communes de Bègles, Villenave-d'Ornon, Talence, Pessac, Caudéran, Le Bouscat, Lormont, Cénon et Floirac aux établissements et parties d'établissement où s'exerce la vente au détail de pâtisserie et aux ateliers de fabrication annexés à ces établissements et fonctionnant pour les besoins de ceux-ci.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés à la préparation de cuisine lorsque cette

(¹) *J. O.* du 28 janvier 1928, p. 1201 et *erratum* au *J. O.* du 1^{er} février 1928.

préparation est effectuée dans les établissements visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret :

1° Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 6 août 1925, visant les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie;

2° Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 23 mai 1925 visant les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place de Bordeaux et des communes avoisinantes.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif de raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, afin de permettre le repos du samedi après-midi ou toute autre modalité équivalente. Dans ce cas, la durée journalière du travail ne pourra excéder neuf heures, sauf deux jours au plus par semaine où elle pourra être portée à dix heures.

Pour le personnel affecté à la vente, en raison du caractère intermittent du travail, il pourra être substitué aux régimes ci-dessus les régimes ci-après :

a. Dans les établissements ou parties d'établissement qui assurent à leur personnel, en sus du repos hebdomadaire, une demi-journée de repos par semaine, la durée du travail pourra atteindre au plus, le dimanche matin, quatre heures et demie, et, les autres jours, neuf heures et demie coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et demie;

b. Dans les pâtisseries proprement dites et dans les boulangeries-pâtisseries qui ne donnent pas le repos de l'après-midi du dimanche, la durée du travail pourra atteindre huit heures trois quarts par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à trois heures un quart, le personnel ayant, pendant un heure au moins, le droit de quitter l'établissement.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de compensation des heures de travail perdues, avec maximum de deux heures par jour, la récupération pouvant s'effectuer dans un délai maximum de six jours.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire

en vue de compenser les heures perdues ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera pour le personnel des ateliers de fabrication les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité du paragraphe 1^{er} de l'article 2.

Pour le personnel affecté à la vente, l'horaire fixera pour l'ensemble du personnel l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail, ainsi que la durée des repos prévus à l'article 2. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos, ne devra pas excéder, pour les établissements de la catégorie *a* : quatre heures et demie le dimanche et onze heures les autres jours ouvrables, et, pour les établissements de la catégorie *b* : douze heures. En outre, l'horaire devra indiquer les heures de repos pendant lesquelles le personnel aura le droit de quitter l'établissement. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit soit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du Travail dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret :

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du matériel de levage.

Une heure au maximum.

2° Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs et préposés au service de livraison.

Quatre heures au maximum sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

ART. 6. — La durée du travail effectif journalier peut être, à titre tem-

poraire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir les accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer les accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

Cent vingt heures par an, sans que la durée du travail journalier puisse être portée au delà de dix heures.

Toutefois cette limite de dix heures pourra être dépassée, sans cependant excéder onze heures, pendant vingt jours par an au maximum.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement, doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, où il restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté prévue au paragraphe 6 de l'article 4 de transcrire l'horaire sur un registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe 3 du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 2° de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 janvier 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

ANDRÉ FALLIÈRES.

DECRET DU 21 FEVRIER 1928

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la Ville de Grenoble ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure et notamment l'article 2, § 3, 6 et 7 conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée au premier paragraphe du présent article;

« 54 heures par semaine à Paris et dans les autres villes comptant plus de 500.000 habitants ;

« 57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 300.000 et au moins 100.000 habitants;

« 60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants.

« Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le maximum hebdomadaire de travail effectif dans les magasins et salons de coiffure pour dames correspond à une durée de présence inférieure à celle qui est fixée par le paragraphe 3 du présent article, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

« Si des organisations patronales et ouvrières de la profession, dans une région, comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe »;

Vu les accords intervenus les 27 juillet et 26 octobre 1927 entre la Chambre syndicale patronale des coiffeurs de Grenoble et de la région et la Chambre syndicale des ouvriers coiffeurs de Grenoble;

Vu les demandes formulées dans les accords susvisés;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la Ville de Grenoble, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence réduite à 57 heures par semaine :

1° Pour les magasins et salons de coiffure donnant le repos le dimanche :

Du lundi au samedi inclus : de 8 heures à 19 heures avec repos de 12 heures à 13 h. 30;

2° Pour les magasins et salons de coiffure donnant le repos hebdomadaire le lundi :

Mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi : de 7 h. 30 à 19 h. 30 avec repos de 12 heures à 13 h. 30;

Le dimanche de 7 h. 30 à 12 heures.

(1) J. O. du 26 février 1928.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 février 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

DECRET DU 22 FEVRIER 1928

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de Grenoble, Fontaine, Saint-Martin-d'Hères et La Tronche(¹).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 17 août 1921-5 mars 1926 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail et notamment l'article 3, § 3, conçu comme suit :

« Art. 3, § 3. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe. »

Vu l'accord intervenu, le 24 novembre 1927, entre le Syndicat des pharmaciens de l'Isère et la Chambre syndicale des préparateurs en pharmacie de Grenoble et de l'Isère;

Vu la demande contenue dans l'accord susvisé;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue des communes de Grenoble, Fontaine, Saint-Martin-d'Hères et la Tronche, pour tous les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du décret susvisé des 17 août 1921-5 mars 1926 est institué le régime uniforme ci-après de répartition des heures normales de travail :

Le lundi : de 14 h. 10 à 18 h. 50;

Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi : de 8 heures à 18 h. 50, avec, pour chaque employé, un repos intercalaire de 2 heures 10 minutes.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

(¹) J. O. du 28 février 1928.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 février 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

DECRET DU 24 FEVRIER 1928

portant règlement d'administration publique, d'une part, pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail, d'autre part, pour la réduction du crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail dans les pharmacies vendant au détail de Châlons-sur-Marne ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 17 août 1921-5 mars 1926 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail et notamment les articles 3, § 3 et 6, dernier paragraphe, conçus comme suit :

« Art. 3, § 3. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe. »

« Art. 6. —

« Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées que le nombre annuel d'heures supplémentaires nécessaires pour faire face à l'exécution des travaux urgents est inférieur au maximum fixé au paragraphe 3 du présent article, un nombre différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé à titre provisoire, par arrêté ministériel. Le nouveau crédit d'heures supplémentaires ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique. »

Vu l'accord intervenu le 30 avril 1926 entre la Chambre syndicale des pharmaciens de Châlons-sur-Marne et le Syndicat des préparateurs en pharmacie de Châlons-sur-Marne;

Vu la demande formulée le 9 octobre 1927 par les syndicats susvisés;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la Ville de Châlons-sur-Marne, pour tous les établissements ou parties d'établissement visés à

(1) J. O. du 1^{er} mars 1928.

l'article 1^{er} du décret susvisé des 17 août 1921-5 mars 1926 est institué le régime uniforme ci-après de répartition des heures normales de travail :

Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 8 h. 30 à 19 heures, avec un repos intercalaire d'une heure et demie;

Le lundi, de 13 h. 30 à 16 h. 30.

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article 6, 3^o du décret des 17 août 1921-5 mars 1926, le nombre des heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail ne devra pas excéder 130 par an.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 février 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

DECRET DU 25 FEVRIER 1928

portant règlement d'administration publique, d'une part, pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail, d'autre part, pour la réduction du crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail dans les pharmacies vendant au détail de la Ville du Havre (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 17 août 1921-5 mars 1926 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail et notamment les articles 3, § 3, et 6, dernier paragraphe, conçus comme suit :

« Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe. »

.....

« Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées que le nombre annuel d'heures supplémentaires nécessaires pour faire face à l'exécution des travaux urgents est inférieur au

(1) J. O. du 2 mars 1928.

maximum fixé au paragraphe 3 du présent article, un nombre différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé à titre provisoire, par arrêté ministériel. Le nouveau crédit d'heures supplémentaires ainsi fixé ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique. »

Vu le décret du 14 janvier 1927 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville du Havre;

Vu l'accord intervenu le 3 décembre 1927 entre le Syndicat des pharmaciens de l'arrondissement du Havre, le Syndicat des grandes pharmacies havraïses et le Syndicat des préparateurs en pharmacie de l'arrondissement du Havre;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la Ville du Havre, pour tous les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du décret susvisé des 17 août 1921-5 mars 1926 est institué le régime uniforme ci-après de répartition des heures normales de travail :

De 9 heures à 19 heures avec un repos de deux heures consécutives donné à chaque employé.

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article 6, 3^e, du décret des 17 août 1921-5 mars 1926, le nombre des heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail ne devra pas excéder 150 par an.

ART. 3. — Le décret susvisé du 14 janvier 1927 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de la Ville du Havre est abrogé.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 5. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

DECRET DU 10 MARS 1928

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries du département de l'Aube⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

(1) *J. O.* du 16 mars 1928 et errata *J. O.* du 20 mars 1928.

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu les avis insérés au *Journal officiel* du 29 avril 1920 (p. 6505) et du 26 novembre 1926 (p. 12508) relatifs, le premier, à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de denrées alimentaires à emporter, dans les villes de plus de 25.000 habitants; le second, à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de marchandises de toute nature dans les villes comptant moins de 25.000 habitants;

Vu l'accord intervenu le 1^{er} juin 1927, entre le Syndicat des pâtisseries, confiseurs, biscuitiers des départements de l'Aube, de l'Yonne et de la Haute-Marne, et le Syndicat des ouvriers pâtisseries et cuisiniers de l'Aube;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans le département de l'Aube aux établissements et parties d'établissement où s'exerce la vente au détail de pâtisserie et aux ateliers de fabrication annexés à ces établissements et fonctionnant pour les besoins de ceux-ci.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés à la préparation de cuisine lorsque cette préparation est effectuée dans les établissements visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Né sont pas soumis aux dispositions du présent décret :

1° Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 6 août 1925 visant les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie;

2° Les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, qui seront assujettis à un décret spécial.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos du samedi après-midi ou toute autre modalité équivalente.

Toutefois, pour le personnel affecté à la vente et en raison du caractère intermittent du travail, la durée journalière du travail pourra atteindre huit heures et demie.

Quelle que soit la répartition adoptée en exécution des paragraphes 1^{er} et 2^o ci-dessus, il devra être accordé au personnel deux repos, dont l'un n'aura pas une durée inférieure à deux heures, pendant lesquels le personnel aura le droit de quitter l'établissement.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, ou de courant électrique, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de compensation des heures de travail perdues, avec maximum de deux heures par jour, la récupération pouvant s'effectuer dans un délai maximum de six jours.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et, éventuellement, pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera, pour le personnel de fabrication et pour le personnel de vente, l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail, ainsi que la durée des repos prévus au paragraphe 3 de l'article 2. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos, ne devra pas excéder de plus de deux heures et demie les limites fixées par les paragraphes 1^{er} et 2^o de l'article 2. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit, soit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail, dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être

prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret :

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du matériel de levage.

Une heure au maximum.

2° Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs et préposés au service de livraison.

Deux heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

ART. 6. — La durée du travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Cent heures par an, sans que la durée du travail journalier puisse être prolongée de plus de deux heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement, doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, où il restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura fait usage de la faculté prévue au paragraphe 5 de l'article 4 de transcrire l'horaire sur un registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe 3 du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 2° de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées ou compensées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 mars 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

DECRET DU 13 MARS 1928

portant règlement d'administration publique, d'une part, pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail; d'autre part, pour la réduction du crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail dans les pharmacies vendant au détail de la Ville de Cherbourg⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret des 17 août 1921-5 mars 1926 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail et notamment les articles 3, § 3, et 6, dernier paragraphe, conçus comme suit :

« Art. 3, § 3. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe. »

« Art. 6. —

« Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées que le nombre annuel d'heures supplémentaire nécessaires pour faire face à l'exécution des travaux urgents est inférieur au maximum fixé au paragraphe 3 du présent article, un nombre différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé à titre provisoire, par arrêté ministériel. Le nouveau crédit d'heures supplémentaires ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique » ;

Vu l'accord intervenu le 9 décembre 1927 entre le Syndicat des pharmaciens du département de la Manche et le Syndicat des préparateurs en pharmacie de Basse-Normandie;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la Ville de Cherbourg, pour tous les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du décret précité des 17 août 1921-5 mars 1926, est institué le

(¹) J. O. du 17 mars 1928.

régime uniforme ci-après de répartition des heures normales de travail :

De 9 heures à 19 heures avec un repos de deux heures consécutives donné à chaque employé.

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article 6, 3°, du décret des 17 août 1921-5 mars 1926, le nombre des heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail ne devra pas excéder 52 par an.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 mars 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

DECRET DU 29 AVRIL 1928

portant règlement d'administration publique modifiant le décret du 15 août 1923, modifié par le décret du 3 avril 1925 et par le décret du 18 mai 1926 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires d'un certain nombre de villes (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du Travail tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu le décret du 15 août 1923, modifié par le décret du 3 avril 1925 et par le décret du 18 mai 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires d'un certain nombre de villes et, notamment l'article 10 conçu comme suit :

« Art. 10. — Dans le délai d'un an, un règlement spécial déterminera les conditions dans lesquelles le présent décret sera étendu aux autres communes suburbaines de la région parisienne.

« En outre, un règlement spécial déterminera les délais et conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 aux établissements et parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du présent décret et situés dans les autres régions » ;

(1) J. O. du 3 mai 1928.

Vu les avis insérés au *Journal officiel* du 29 avril 1920 (p. 6503) et du 26 novembre 1926 (p. 12.508), relatifs à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration de règlements d'administration publique applicables, le premier au commerce en détail de denrées autres que les denrées alimentaires dans les villes de plus de 25.000 habitants, le second au commerce de détail de marchandises de toute nature dans les villes comptant moins de 25.000 habitants;

Vu les accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières pour les commerces et régions ci-après énumérés et aux dates ci-après indiquées :

Habillement et commerces similaires, Chaumont, 10 juin 1919; quincaillerie, Roanne, 15 janvier 1927; nouveauté, vêtement et accessoires, Bayonne, 18 février 1927; commerce de détail, Vienne, 31 mars 1927; commerce de détail, Pau, 4 avril 1927; commerce de détail, Lunéville, 23 juin 1927;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} du décret du 15 août 1923, modifié par le décret du 3 avril 1925 et par le décret du 18 mai 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi de huit heures dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans les villes comptant plus de 100.000 habitants et dans certaines villes assimilées à ces dernières, sera désormais rédigé comme suit :

« Les dispositions du présent décret sont applicables aux établissements et parties d'établissement dans lesquels s'exerce le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires :

1° A Paris et dans le département de la Seine;

2° Dans les villes de Bordeaux, Dunkerque, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Nice, Roubaix, Rouen, Saint-Etienne, Toulon, Toulouse, Tourcoing, Villeurbanne et dans les communes limitrophes desdites villes;

3° Dans les villes d'Aix, Albi, Alès, Amiens, Angers, Angoulême, Argen-teuil, Arles, Arras, Avignon, Bastia, Bayonne, Belfort, Besançon, Béziers, Boulogne-sur-Mer, Bourges, Brest, Bruay-les-Mines, Caen, Calais, Cambrai, Cannes, Carcassonne, Castres, Châlons-sur-Marne, Chalon-sur-Saône, Châteauroux, Chaumont, Cherbourg, Clermont-Ferrand, Le Creusot, Denain, Dijon, Douai, Epinal, Grenoble, Laval, Limoges, Lorient, Lunéville, Le Mans, Montauban, Montceau-les-Mines, Montluçon, Montpellier, Narbonne, Nevers, Nîmes, Niort, Orléans, Pau, Périgueux, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes, Roanne, Rochefort, La Rochelle, Saint-Brieuc, Saint-Nazaire, Saint-Quentin, Sète, Tarbes, Tours, Troyes, Valence, Valenciennes, Versailles, Vienne.

ART. 2. — L'article 6, § 2° du décret précité du 15 août 1923, modifié par le décret du 3 avril 1925 et par le décret du 18 mai 1926, sera désormais rédigé comme suit :

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Maximum annuel : cent cinquante heures.

Ce chiffre pourra être augmenté de cinquante heures pendant les années 1928 et 1929, et de vingt-cinq heures pendant les années 1930 et 1931, pour les établissements visés à l'article 1^{er} situés dans les villes ci-après : Aix,

Albi, Alès, Angoulême, Argenteuil, Arles, Arras, Avignon, Bastia, Bayonne, Belfort, Bourges, Bruay-les-Mines, Cambrai, Canes, Castres, Châlons-sur-Marne, Chalon-sur-Saône, Châteauroux, Chaumont, Cherbourg, Le Creusot, Denain, Douai, Dunkerque et les communes limitrophes, Epinal, Laval, Lorient, Lunéville, Montauban, Montceau-les-Mines, Montluçon, Nevers, Niort, Pau, Périgueux, Poitiers, Roanne, Rochefort, La Rochelle, Saint-Brieuc, Saint-Nazaire, Saint-Quentin, Sète, Tarbes, Valence, Valenciennes, Vienne.

Pour le personnel affecté spécialement aux services d'expédition et d'emballage, les maxima prévus aux deux alinéas ci-dessus pourront être augmentés de cinquante heures par an.

ART. 3. — L'article 10 du décret précité du 15 août 1923, modifié par le décret du 3 avril 1925 et par le décret du 18 mai 1926, sera désormais rédigé comme suit :

« Art. 10. — Un règlement spécial déterminera les délais et conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 aux établissements et parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du présent décret et situés dans les autres régions. »

ART. 4. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 5. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 29 avril 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

DECRET DU 30 AVRIL 1928

portant relèvement des indemnités fixes pour frais de tournées et fixant le maximum des frais de tournées payables sur état, attribués aux inspecteurs généraux, ingénieurs et ingénieurs des travaux publics de l'Etat des mines, au titre de l'Inspection du Travail (¹).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et du Président du Conseil, Ministre des Finances;

Vu le paragraphe 1^{er} de l'article 95 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale ainsi conçu :

« En ce qui concerne l'exploitation des mines, minières et carrières, les attributions des inspecteurs du travail sont confiées aux ingénieurs et contrôleurs des mines, qui, pour ce service, sont placés sous l'autorité du Ministre du Travail »;

Vu l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919 concernant les indemnités de séjour et les avantages accessoires attribués aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'Etat;

Vu le décret du 4 janvier 1922 relatif à l'attribution des indemnités fixes pour frais de tournées et de frais de tournées payables sur état alloués aux inspecteurs généraux, ingénieurs et ingénieurs T. P. E. des mines, au titre de l'inspection du travail;

Vu les décrets des 8 janvier et 13 décembre 1927 portant modification du décret du 4 janvier 1922 précité,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant des indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux, aux ingénieurs et aux ingénieurs T. P. E. des mines, au titre de l'Inspection du Travail sont, pour chaque emploi et pour chaque résidence, fixés par arrêté du Ministre du Travail dans la limite des crédits budgétaires sans que le montant des indemnités fixes puisse dépasser 3.000 francs et le maximum des frais sur état 750 francs.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret auront effet du 1^{er} janvier 1928.

ART. 3. — Les décrets des 4 janvier 1922, 8 janvier et 13 décembre 1927 sont abrogés.

ART. 4. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, et le Président du Conseil, Ministre des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Rambouillet, le 30 avril 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Finances,*

RAYMOND POINCARÉ.

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

(¹) J. O. du 5 mai 1928.

DECRET DU 5 MAI 1928

déterminant les tolérances et exceptions prévues par les articles 17, 24, 25 et 26 du livre II du Code du travail (¹).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu l'article 3 de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures conçu comme suit :

« Art. 3. — Les dispositions du chapitre II (du livre II du Code du travail) actuellement en vigueur, seront abrogées dans chaque région et pour chaque profession, industrie, commerce ou catégorie professionnelle à partir de la mise en application des règlements d'administration publique intéressant ladite profession, industrie, ledit commerce ou ladite catégorie professionnelle dans cette région. »

Vu l'article 17 du livre II du Code du travail, compris dans les dispositions du chapitre II visées par l'article précité de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 24, 25, 26 et 185 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

Vu la loi du 13 juillet 1908, relative à la ratification de la convention internationale de Berne sur le travail de nuit des femmes employées dans l'industrie;

Vu le décret du 13 septembre 1910, rendant exécutoire la convention internationale de Berne, du 26 septembre 1906, sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie et l'article 8 de ladite convention, conçu comme suit :

« Art. 8. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées le 31 décembre 1908, au plus tard, auprès du Conseil fédéral suisse.

« Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

« La présente convention entrera en vigueur deux ans après la clôture du procès-verbal de dépôt.

« Le délai de mise en vigueur est porté de deux à dix ans :

« 1° Pour les fabriques de sucre brut de betterave;

« 2° Pour le peignage et la filature de laine;

« 3° Pour les travaux au jour des exploitations minières, lorsque ces travaux sont arrêtés annuellement quatre mois au moins, par des influences climatiques. »

Vu le décret du 30 juin 1913, déterminant les tolérances et exceptions prévues par les articles 17, 23, 24, 25 et 26 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

Vu l'avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures;

Vu l'avis de la Commission supérieure, instituée par l'article 112 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les industries énumérées ci-après sont autorisées à déroger temporairement en ce qui concerne les femmes âgées de plus de 18 ans aux dispositions relatives au travail de nuit.

INDUSTRIES.	—	NOMBRE DE JOURS PAR AN pendant lesquels les femmes pourront travailler tout ou partie de la nuit.
		—
Fruits confits.....	.....	90
Conserves alimentaires de fruits et de légumes.....	.....	25
Conserves de poissons.....	.....	90
Lait (Établissements industriels pour le traitement du)...	.....	60

(¹) J. O. du 10 mai 1928.

ART. 2. — Dans les usines à feu continu où des enfants du sexe masculin âgés de plus de 16 ans sont employés la nuit, les travaux tolérés pour cette catégorie de travailleurs sont les suivants :

USINES À FEU CONTINU.

TRAVAUX TOLÉRÉS.

Papeteries.....	Aider les surveillants de machines, couper, trier, ranger et apprêter le papier.
Fabriques de sucre brut...	Laver, peser, trier la betterave, manœuvrer les robinets à jus et à eau, surveiller les filtres, aider aux batteries de diffusion, coudre des toiles, laver des appareils et des ateliers.
Usines de fer et d'acier....	Aider aux travaux accessoires d'affinage, de laminage, de martelage et de tréfilage, de préparation des moules pour objets de fonte moulée en première fusion.
Verreries.....	Présenter les outils, faire les premiers cueillages, aider au soufflage, porter dans les fours à recuire, en retirer les objets, le tout dans les conditions prévues à l'article 7 du décret du 21 mars 1914.

ART. 3. — Les restrictions relatives à la durée du travail pourront être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire, pour les enfants âgés de moins de 18 ans et pour les femmes de tout âge, dans les industries ci-après :

Beurreries industrielles;
Conserves de poissons;
Fromageries industrielles;
Lait (Établissements industriels pour le traitement du).

Les dispositions du présent article seront abrogées, pour chacune des industries qui y sont énumérées, à partir de la mise en application des règlements d'administration publique qui détermineront, en vertu des articles 7 et 8 du livre II du Code du travail, les modalités d'application de la journée de huit heures dans l'industrie considérée.

ART. 4. — Les chefs des industries autorisées à déroger temporairement aux dispositions relatives au travail de nuit, en vertu de l'article 1^{er}, devront prévenir l'inspecteur ou l'inspectrice chaque fois qu'ils voudront faire usage de ces autorisations.

L'avis sera donné par l'envoi, avant le commencement du travail exceptionnel, d'une carte postale, d'une lettre sans enveloppe ou d'un télégramme, de façon que le timbre de la poste fasse foi de la date dudit avis.

Une copie de l'avis sera immédiatement affichée dans un endroit apparent des ateliers et y restera apposée pendant toute la durée de la dérogation.

Dans les cas prévus à l'article 3, une copie de l'autorisation sera également affichée. Toutefois, lorsque l'autorisation aura été accordée pour un nombre de jours déterminé, sans indication de la date de ces jours, les chefs d'industrie devront, en outre, procéder aux envois d'avis et affichage prévus par les paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

ART. 5. — Les chefs d'établissement qui veulent user de la faculté de déroger temporairement aux dispositions des articles 21 et 22 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, en vertu de l'article 25

dudit livre, devront, avant le commencement du travail exceptionnel, adresser à l'inspecteur dans la forme prévue par le paragraphe 2 de l'article 4 du présent décret un avis faisant connaître la nature de l'interruption accidentelle ou de force majeure d'où résulte le chômage, le nombre et la date des journées perdues, le nombre et la date des nuits pendant lesquelles il doit être fait usage de la dérogation, ainsi que le nombre des femmes majeures et des enfants du sexe masculin auxquels s'appliquera cette dérogation.

ART. 6. — Est abrogé l'article 1^{er} du décret du 30 juin 1913.

Entreront en vigueur un mois après la publication dudit règlement au *Journal officiel* : 1° les dispositions des articles 1^{er}, 3, 4 et 5 du présent règlement; 2° les dispositions de l'article 2 concernant les papeteries et les fabriques de sucre brut.

Dans les usines de fer et d'acier et dans les verreries, par dérogation aux dispositions dudit article 2, les garçons âgés de moins de 14 ans pourront être employés la nuit aux travaux visés audit article jusqu'au 1^{er} octobre 1928; les garçons de 14 à 15 ans y pourront être employés jusqu'au 1^{er} octobre 1929; les garçons de 15 à 16 ans jusqu'au 1^{er} octobre 1930.

Les dispositions du décret du 30 juin 1913 seront respectivement abrogées à partir de l'entrée en vigueur des diverses dispositions du présent décret.

ART. 7. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 5 mai 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

DECRET DU 11 MAI 1928

portant règlement d'administration publique tendant à la modification et à la refonte des décrets intervenus pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les diverses industries des cuirs et peaux⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

(1) *J. O.* des 18 et 19 mai 1928.

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du Travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 30 août 1919, modifié par le décret du 10 avril 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les industries de la préparation des cuirs et peaux;

Vu le décret du 19 novembre 1919, modifié par le décret du 16 mars 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les industries de la fabrication des chaussures en gros;

Vu le décret du 27 août 1920, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les industries de la ganterie de peau;

Vu le décret du 30 décembre 1920, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les industries de la fabrication des galoches, espadrilles, sandales, pantoufles, chaussons et chaussures en tous genres;

Vu le décret du 30 décembre 1920, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les industries de la sellerie et de la bourrellerie, de la fabrication des courroies mécaniques et de tous objets en cuir (maroquinerie, gainerie, articles de chasse, de voyage, de sport);

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu les avis insérés au *Journal officiel* du 26 février 1922 (p. 2393), ouvrant la procédure de revision du décret précité du 30 décembre 1920 visant la fabrication des galoches, espadrilles, sandales, pantoufles, chaussons et chaussures en tous genres; du 7 décembre 1924 (p. 10773), ouvrant la procédure de revision du décret précité du 19 novembre 1919; et du 10 juillet 1925 (p. 6458) ouvrant la procédure de revision des cinq décrets précités;

Vu les avis insérés au *Journal officiel* du 16 juin 1926 (p. 6637), relatifs à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration de règlements d'administration publique pour l'application de la loi de huit heures aux établissements visés par les décrets précités du 30 décembre 1920, occupant moins de cinq ouvriers et situés dans des localités comptant moins de 10.000 habitants;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 25 septembre 1927 (p. 10077), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi de huit heures dans les industries de la fabrication de chaussures en toutes matières et de tous genres sur mesure et de la réparation en atelier de chaussures en tous genres;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans tous les établissements ou parties d'établissement où s'exercent les industries et les fabrications ci-après énumérées :

Toutes opérations ayant pour objet la conservation, la transformation et la préparation des cuirs et peaux;

Sellerie et bourrellerie; fabrication de courroies mécaniques et de tous articles de maroquinerie, gainerie, chasse, voyage, sport, équipement militaire, en cuir, cuir factice ou matières similaires;

Fabrication de chaussures, en toutes matières et de tous genres, en gros et sur mesure, y compris la réparation, et toutes opérations se rattachant à cette fabrication (fabrication et piqure de tiges, fabrication de talons en cuir, fabrication non mécanique de talons en bois, découpage de cuir pour chaussures, cambrure);

Fabrication de ganterie de peau, y compris toutes opérations se rattachant à cette fabrication (teinture, cousage, piqure, pose d'agrafes et boutons).

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés par les établissements où s'exercent les industries ci-dessus énumérées, même dans le cas où leurs professions ne

ressortissent pas à ces industries, lorsque le travail de ces ouvriers et employés a pour objet exclusif l'entretien ou le fonctionnement desdits établissements et de leurs dépendances.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir l'un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos de l'après-midi du samedi ou toute autre modalité équivalente.

Dans la fabrication en gros de chaussures en cuir, dans la sellerie, la bourrellerie, la fabrication de courroies mécaniques et de tous articles de maroquinerie, gainerie, chasse, voyage, sport, équipement militaire, en cuir, cuir factice ou matières similaires, la répartition des quarante-huit heures hebdomadaires de travail devra obligatoirement s'effectuer suivant la modalité prévue au 2° ci-dessus.

L'organisation du travail par relais est interdite.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

A la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation des organisations intéressées, et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation aux régimes visés au 1° et 2° du premier paragraphe et à titre provisoire un régime équivalent basé sur une autre période de temps, à la condition que la durée du travail ne dépasse pas neuf heures. Ledit régime ne pourra être établi, à titre définitif, que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres) une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de récupération des heures de travail perdues, dans les conditions ci-après :

a. En cas d'interruption d'une journée au plus la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours à dater du jour de la reprise du travail;

b. En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de cinquante jours à dater du jour de la reprise du travail;

c. En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération ne pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent sans une autorisation écrite de l'inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

Dans les établissements où le régime hebdomadaire du travail comporte un repos d'une demi-journée par semaine, comme il est prévu au paragraphe 1^{er}, 2^e de l'article 2, la récupération pourra se faire par suspension de ce repos d'une demi-journée.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues au paragraphe 1^{er} du présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire, en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

L'augmentation exceptionnelle prévue à titre de récupération ne peut avoir en aucun cas pour effet de porter la durée journalière du travail à plus de dix heures.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant pour chaque journée et, éventuellement, pour chaque semaine, ou pour toute autre période de temps dans le cas d'application du paragraphe 5 de l'article 2, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité de l'article 2.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou sous la responsabilité de celui-ci par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

Un double de l'horaire et des modifications qui y seraient apportées éventuellement devra préalablement être adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées pour le travail de l'ensemble de l'établissement.

1^o Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage, du chauffage et du matériel de levage.

Travail des ouvriers spécialement employés à la conduite des calorifères, étuves, séchoirs, sous la condition que ce travail ait un caractère purement préparatoire.

2^o Travail des ouvriers employés d'une façon courante ou exceptionnelle pendant

Une heure et demie au maximum.

Deux heures au maximum le lendemain de chaque journée de chômage.

Une heure au maximum; deux heures au maximum les jours de

l'arrêt de la production, à l'entretien et au nettoyage des machines, fours, calorifères et autres appareils que la connexité des travaux ne permettrait pas de mettre isolément au repos pendant la marche générale de l'établissement.

chômage normal de l'établissement et les veilles desdits jours.

3° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable à la marche d'un atelier ou au fonctionnement d'une équipe dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant.

Durée de l'absence du chef d'équipe ou de l'ouvrier spécialiste remplaçant.

4° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent.

Une demi-heure au maximum.

5° Travail des ouvriers spécialement employés à des opérations qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté, lorsque ces opérations n'ont pu être terminées dans les délais réglementaires, par suite de circonstances exceptionnelles.

Deux heures au maximum.

6° Travail du personnel de maîtrise et des chefs d'équipe pour la préparation des travaux exécutés par l'établissement.

Une heure au maximum.

7° Travail des conducteurs d'automobiles, charretiers, livreurs magasiniers.

Quatre heures au maximum sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

Travail des surveillants, gardiens, aiguilleurs, personnel occupé au service des chemins de fer de l'établissement; préposés au service d'incendie.

Travail des préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leurs familles.

8° Pointeurs, garçons de bureau et agents similaires; personnel préposé au nettoyage des locaux.

Une heure au maximum.

Les dérogations énumérées ci-dessus sont applicables au personnel adulte de l'un et l'autre sexe, à l'exception des dérogations visées sous les numéros 1, 2 et 5 qui sont applicables exclusivement aux hommes adultes.

ART. 6. — La durée du travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées par l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement;

Faculté illimitée, pendant un jour au choix de l'industriel; les jours suivants deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation;

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Quatre-vingt-dix heures par an.
Cent vingt heures pour la sellerie, la bourrellerie, la fabrication des courroies mécaniques et de tous articles de maroquinerie, gainerie, chasse, voyage, sport, équipement militaire, en cuir, cuir factice ou matières similaires.

En outre, l'inspecteur départemental du travail pourra, après consultation des organisations patronales ou ouvrières intéressées, autoriser des heures supplémentaires, dont le nombre total ne pourra excéder quarante par an, en compensation des heures perdues par suite de chômage collectif résultant de l'observation de fêtes locales ou autres événements locaux consacrés par l'usage.

En aucun cas la durée du travail journalier ne pourra dépasser dix heures.

Lorsque dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le nombre annuel d'heures supplémentaires nécessaires pour faire face à l'exécution des travaux urgents est inférieur au maximum fixé au paragraphe 3° du présent article, un nombre différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Le nouveau crédit d'heures supplémentaires ainsi fixé ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée, évaluée en jours et en heures, de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3° de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

A la même date, cesseront d'être applicables les dispositions des décrets ci-après :

Décret du 30 août 1919, modifié par le décret du 10 avril 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les industries de la préparation des cuirs et peaux.

Décret du 19 novembre 1919, modifié par le décret du 16 mars 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les industries de la fabrication des chaussures en gros.

Décret du 27 août 1920, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les industries de la ganterie de peau;

Décret du 30 décembre 1920, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les industries de la fabrication des galoches, espadrilles, sandales, pantoufles, chaussons et chaussures en tous genres;

Décret du 30 décembre 1920, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les industries de la sellerie et de la bourrellerie, de la fabrication des courroies mécaniques et de tous objets en cuir (maroquinerie, gainerie, articles de chasse, de voyage, de sport).

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 mai 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

DECRET DU 11 MAI 1928

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries et confiseries des villes d'Alès et de Nîmes⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du Travail tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 29 avril 1920 (p. 6505), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce

(¹) *J. O.* des 18 et 19 mai 1928.

de détail des denrées alimentaires à emporter, dans les villes de plus de 25.000 habitants;

Vu l'accord intervenu le 4 mai 1926 entre le Syndicat des patrons pâtisseries et confiseurs de Nîmes et du Gard, et le Syndicat des ouvriers boulangers et pâtisseries de Nîmes;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans les villes d'Alès et de Nîmes aux établissements et parties d'établissement où s'exerce la vente au détail de pâtisserie et confiserie et aux ateliers de fabrication annexés à ces établissements et fonctionnant pour les besoins de ceux-ci.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés à la préparation de cuisine, lorsque cette préparation est effectuée dans les établissements visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret :

1^o Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 6 août 1925 visant les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie;

2^o Les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, qui seront soumis à un décret spécial.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}, devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir un des modes ci-après :

1^o Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2^o Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos du samedi après-midi ou toute autre modalité équivalente.

L'organisation du travail par relais est interdite.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la ville ou dans un quartier, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, arrêt pour réparations aux fours, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de récupération des heures de travail perdues, dans les conditions ci-après :

a. En cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours, à dater du jour de la reprise du travail;

b. En cas d'interruption excédant une journée, la récupération pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent, sur autorisation écrite de l'inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

L'augmentation exceptionnelle prévue à titre de récupération ne peut avoir en aucun cas pour effet de porter la durée journalière du travail à plus de dix heures.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire, précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé ainsi que la durée des repos. Le total des heures comprises dans les périodes de travail, ne devra pas excéder la limite fixée en conformité de l'article 2.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour les ouvriers spécialistes chargés de la préparation des pâtes.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire daté et signé par le chef d'établissement ou sous la responsabilité de celui-ci par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles, et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auquel il s'applique.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail, par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées pour le travail de l'ensemble de l'établissement.

1° Travail des ouvriers spécialement employés à la conduite des fours, fourneaux, étuves et appareils frigorifiques, sous la condition que ce travail ait un caractère purement préparatoire ou complémentaire et ne constitue pas un travail fondamental de l'établissement.

Une heure et demie au maximum; deux heures le lendemain de chaque journée de chômage.

2° Travail des ouvriers employés d'une façon courante ou exceptionnelle pendant l'arrêt de la production, à l'entretien et au

Une heure au maximum avec faculté de faire travailler ces ouvriers dix heures les jours de

nettoyage des machines, fours et autres appareils que la connexité des travaux ne permettrait pas de mettre isolément au repos, pendant la marche générale de l'établissement.

chômage normal de l'établissement et les veilles desdits jours.

3° Travail des ouvriers spécialement employés à des opérations qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté lorsque ces opérations n'ont pu être terminées dans les délais réglementaires, par suite de circonstances exceptionnelles.

Deux heures au maximum.

4° Travail des conducteurs d'automobiles, charretiers, livreurs.

Quatre heures au maximum sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

5° Personnel préposé au nettoyage des locaux et à la préparation des expéditions.

Deux heures au maximum.

Les dérogations énumérées dans le présent article sont applicables exclusivement aux hommes adultes.

ART. 6. — La durée du travail effectif journalier peut être à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Cent vingt heures par an. En aucun cas, la durée du travail journalier ne pourra dépasser dix heures. Toutefois, la durée du travail pourra être portée exceptionnellement à onze heures sur autorisation accordée par l'Inspecteur départemental du travail pendant une période qui ne pourra excéder vingt-cinq jours, pour la fabrication des marrons glacés et fruits confits.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes et hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent

décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au paragraphe 2° de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées ou compensées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 mai 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

DECRET DU 11 MAI 1928

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Montpellier (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu la demande présentée par une organisation syndicale;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 29 avril 1920 (p. 6505), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de denrées alimentaires à emporter dans les villes de plus de 25.000 habitants;

Vu l'accord intervenu, le 6 décembre 1927, entre le Syndicat des pâtisseries de Montpellier et le Syndicat des ouvriers pâtisseries de Montpellier;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

(1) *J. O.* des 18 et 19 mai 1928.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans la ville de Montpellier aux établissements et parties d'établissement où s'exerce la vente au détail de pâtisserie et aux ateliers de fabrication annexés à ces établissements et fonctionnant pour les besoins de ceux-ci.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés à la préparation de cuisine lorsque cette préparation est effectuée dans les établissements visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret :

1° Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 6 août 1925 visant les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie;

2° Les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, qui seront assujettis à un décret spécial.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos du samedi après-midi ou toute autre modalité équivalente.

Toutefois, pour le personnel affecté à la vente et en raison du caractère intermittent du travail, il pourra être substitué aux régimes ci-dessus les régimes ci-après :

a. Dans les établissements ou parties d'établissement qui assurent à leur personnel, en sus du repos hebdomadaire, une demi-journée de repos par semaine, la durée du travail pourra atteindre au plus, le dimanche matin, quatre heures et demie et les autres jours neuf heures et demie coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et demie;

b. Dans les pâtisseries proprement dites, qui ne donnent pas le repos de l'après-midi du dimanche, la durée du travail pourra atteindre huit heures trois quarts par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à trois heures un quart, le personnel ayant pendant une heure au moins, le droit de quitter l'établissement;

c. Dans les boulangeries-pâtisseries, la durée du travail pourra atteindre huit heures et demie par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à trois heures, le personnel ayant, pendant deux heures et demie au moins, le droit de quitter l'établissement.

L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, pour le personnel des ateliers de fabrication les dimanches et jours de fête où cette organisation serait justifiée.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans un quartier, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme

de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans le quartier, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de compensation des heures de travail perdues, avec maximum de deux heures par jour, la récupération pouvant s'effectuer dans un délai maximum de six jours.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera, pour le personnel des ateliers de fabrication, les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité du paragraphe 1^{er} de l'article 2.

Pour le personnel affecté à la vente, l'horaire fixera pour l'ensemble du personnel l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail, ainsi que la durée des repos prévus à l'article 2. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos, ne devra pas excéder, pour les établissements de la catégorie *a* : quatre heures et demie le dimanche et onze heures les autres jours ouvrables; pour les établissements de la catégorie *b*, douze heures, et pour les établissements de la catégorie *c*, onze heures et demie. En outre, l'horaire devra indiquer les heures de repos pendant lesquelles le personnel aura le droit de quitter l'établissement. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour les catégories de travailleurs pour lesquelles seraient intervenus les arrêtés visés au paragraphe 3 de l'article 2.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit, soit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du Travail, dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées

éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret :

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du matériel de levage.

Une heure au maximum.

2° Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs et préposés au service de livraison.

Quatre heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

ART. 6. — La durée du travail effectif journalier peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Cent quatre heures par an, sans que la durée du travail journalier puisse être prolongée de plus de deux heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté prévue au paragraphe 6 de l'article 4 de transcrire l'horaire sur un registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe 3 du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 2° de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords

et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 mai 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

DECRET DU 20 MAI 1928

*fixant le maximum des frais de bureau à allouer au personnel
de l'Inspection du travail* (¹).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919;

Vu le décret du 24 novembre 1920, modifié notamment par les décrets du 23 juin et du 10 décembre 1923, relatif aux frais de tournées et de bureau des inspecteurs du travail,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Il pourra être alloué aux inspecteurs divisionnaires, aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail des indemnités annuelles de frais de bureau payables par trimestre et à terme échu et comprises dans les maxima ci-après :

Inspecteurs divisionnaires.

Paris	5.000 francs.
Autres circonscriptions.....	4.000 —

Pour chaque circonscription, le montant de l'indemnité est fixé par arrêté ministériel publié au *Journal officiel* en tenant compte de l'importance de la circonscription.

Inspecteurs départementaux.

Inspecteurs et inspectrices départementaux.....	600 francs.
---	-------------

ART. 2. — L'article 2 du décret du 24 novembre 1920 est abrogé.

ART. 3. — Le présent décret aura son effet à compter du 1^{er} janvier 1928.

(¹) J. O. du 24 mai 1928.

ART. 4. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et le Président du Conseil, Ministre des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 mai 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

*Le Président du Conseil,
Ministre des Finances,*

RAYMOND POINCARÉ.

DECRET DU 9 JUIN 1928

*portant règlement d'administration publique pour l'application
de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi des mutilés de guerre (¹).*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés et notamment les dispositions ci-après :

« Art. 19, 1^{er}. — Les règlements d'administration publique relatifs à l'application de la présente loi seront élaborés par le Ministre du Travail, après avis du Ministre des Pensions, du Ministre de l'Agriculture, du Ministre du Commerce et de l'Office national des Mutilés »;

Vu la loi du 26 janvier 1927, rendant la loi du 26 avril 1924 applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle;

Vu le décret du 10 novembre 1927, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés, en ce qui concerne les commissions prévues par les articles 13, 14 et 15 de ladite loi;

Vu les avis du Ministre des Pensions et de l'Office national des Mutilés, du Ministre de l'Agriculture, du Ministre du Commerce, du Ministre de l'Intérieur et du Ministre des Colonies;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Tout chef d'entreprise qui, au cours de l'année précédente, a occupé pendant une période de plus de deux mois un nombre de salariés supérieur à dix ou quinze suivant les distinctions établies par les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 2 de la loi du 26 avril 1924, doit, conformément à l'article 5 de la même loi, adresser au préfet, dans la première quinzaine du mois de janvier, la liste des salariés visés par l'article 1^{er} et par l'article 3, § 5 de la loi, qu'il a employés pendant l'année écoulée, comprenant le relevé des offres d'emploi par lui faites aux offices de placement pendant ladite année.

Cette liste doit être établie conformément au modèle annexé au présent décret.

(¹) J. O. du 13 septembre 1928.

ART. 2. — Si le nombre des journées de travail effectuées dans l'établissement, pendant l'année écoulée, par lesdits bénéficiaires de la loi du 26 avril 1924 est inférieur au nombre minimum exigé par la loi, eu égard au nombre de journées de travail effectuées, pendant la même période, par le personnel total de l'établissement et à la proportion fixée, en exécution de l'article 3, § 1^{er} de la loi, pour la catégorie à laquelle appartient l'établissement considéré, et si l'employeur désire bénéficier du deuxième cas d'exemption de la redevance, prévu au 4^e alinéa de l'article 10 de la loi, il doit adresser au préfet, en même temps que la liste visée à l'article 1^{er} ci-dessus, toutes justifications utiles; ces justifications comprennent notamment les avis de réception prévus à l'article 6 de la loi.

ART. 3. — Les chefs d'exploitation qui emploient plus de 50 p. 100 de main-d'œuvre féminine, doivent, pour bénéficier de l'exonération du paiement de la redevance prévue au paragraphe 3 de l'article 2 de la loi, porter sur la quatrième partie de la liste mentionnée à l'article 1^{er} ci-dessus, les veuves de guerre et autres bénéficiaires de la loi appartenant au sexe féminin.

ART. 4. — En adressant aux Offices publics de placement leurs demandes d'emploi, les salariés visés par l'article 1^{er} de la loi doivent justifier qu'ils ont droit au bénéfice de cette disposition.

Chaque Office public de placement doit tenir constamment à jour, sous forme de registre ou de fichier, une liste des demandes d'emploi qui lui sont ainsi parvenues.

Cette liste doit faire ressortir de façon apparente que le demandeur a droit au bénéfice de l'article 1^{er}.

ART. 5. — Les Offices départementaux et municipaux doivent prendre note, sur une fiche spéciale portant la désignation précise de l'entreprise, des offres reçues du même employeur en vertu de l'article 6 de la loi. La fiche mentionne la date des offres reçues, la nature des emplois offerts, la suite donnée à chaque offre, ainsi que tous les renseignements relatifs à l'application de la loi dans l'établissement intéressé, notamment les contestations prévues par l'article 7 de la loi et la suite donnée à ces contestations.

Les fiches sont arrêtées au 31 décembre de chaque année. Celles des Offices municipaux sont adressées aussitôt à l'Office départemental, qui les classe avec les siennes et transmet le tout au Préfet le 15 janvier au plus tard.

ART. 6. — Lorsqu'un employeur oppose un refus motivé à la période d'essai, il doit en aviser sans délai le directeur de l'Office départemental de placement, alors même que la présentation aurait été faite par un Office municipal. L'employeur fait connaître les motifs invoqués au Directeur de l'Office départemental. Celui-ci statue dans le délai de quarante-huit heures et notifie sa décision motivée à l'employeur. Dans les trois jours de la réception de ladite décision, l'employeur peut former appel par lettre motivée et recommandée, adressée au préfet ou sous-préfet qui en saisit le président de la commission d'arrondissement, instituée par l'article 14 de la loi.

La commission se prononce au cours de la première réunion; si elle n'admet pas la légitimité des motifs invoqués par l'employeur, celui-ci ne peut bénéficier de l'exonération prévue au 2^e du quatrième paragraphe de l'article 10 de la loi, à compter du jour où il a avisé de son refus le Directeur de l'Office départemental de placement.

Notification de la décision de la Commission est adressée à l'employeur et au directeur de l'Office départemental de placement.

ART. 7. — En cas de contestation, soit sur la nature de l'affectation, soit sur la capacité et le rendement professionnels, le Préfet, saisi par lettre recommandée conformément au troisième alinéa de l'article 7 de la loi, transmet immédiatement cette lettre au Président de la Commission d'arrondissement, instituée par l'article 14 de la loi. La Commission examine l'affaire au cours de sa première réunion. Elle peut demander au Préfet de faire procéder à une enquête sur place par un agent chargé du contrôle.

Cet agent adresse les résultats de son enquête dans les huit jours, au Préfet, qui les transmet immédiatement au Président de la Commission d'arrondissement. Celle-ci statue au cours de sa plus prochaine séance et notification de sa décision est adressée aux deux parties dans les vingt-quatre heures.

Copie en est, en outre, envoyée à l'Office départemental de placement.

Appel peut être formé, dans les trois jours de la notification de la décision, par lettre recommandée adressée au Préfet avec la décision y annexée. Le Préfet en saisit immédiatement le Président de la Commission départementale de contrôle. Celle-ci est convoquée et se prononce dans les quinze jours qui suivent la réception de l'appel. Toutefois, si la Commission juge utile de faire procéder à une enquête sur place, il est procédé comme il est spécifié au premier alinéa du présent article, et la Commission se prononce dans les quinze jours qui suivent la réception du rapport de l'agent de contrôle.

En cas d'appel, les recours sont adressés, par lettres recommandées au Préfet qui en saisit le Président de la Commission départementale de contrôle.

ART. 8. — Les demandes de fixation de salaires prévues par l'article 8 de la loi sont adressées par lettres recommandées, au Préfet ou Sous-Préfet, qui les transmet au Président de la Commission d'arrondissement prévue à l'article 14 de la loi.

En cas d'appel, les recours sont adressés, par lettres recommandées, au Préfet qui en saisit le Président de la Commission départementale de contrôle.

ART. 9. — A défaut de paiement du salaire, tel qu'il a été déterminé en application des articles 8 et 9 de la loi, le Préfet, sur la réclamation du salarié ou des associations prévues au dernier alinéa de l'article 10 de la loi, ou d'office fait procéder à une enquête dont il transmet les résultats à la Commission départementale de contrôle.

La Commission décide s'il y a lieu, de faire application de la sanction prévue à l'avant-dernier paragraphe de l'article 10 de la loi. La commission fixe, le cas échéant, la redevance à payer par l'employeur.

Cette redevance est recouvrée dans les formes indiquées aux articles ci-après.

ART. 10. — Entre le 15 janvier et le 15 février de chaque année, le Préfet relève les décisions prises l'année précédente par la Commission départementale de contrôle en vertu de l'article précédent.

Dans la même période, le Préfet examine les renseignements qui lui sont fournis pour l'année précédente par les chefs d'entreprise visés par l'article 1^{er} du présent décret. Le Préfet rapproche ces renseignements de ceux qui sont fournis par l'Office de placement; il peut faire procéder

à toutes vérifications utiles, soit par ces Offices, soit sur place par les agents de contrôle.

Lorsqu'à la suite de cet examen, il constate qu'un chef d'entreprise est passible d'une redevance par application de l'article 10, § 1^{er} ou de l'article 2, § 3 de la loi, il prépare un projet de liquidation des sommes dues par ce chef d'entreprise.

ART. 11. — Lorsqu'un chef d'entreprise n'a pas employé au cours de l'année la proportion obligatoire de bénéficiaires et lorsqu'il n'est pas dans le deuxième cas d'exemption prévu au paragraphe 4 de l'article 10 de la loi, la redevance dont il est passible est calculée comme suit : après avoir établi à l'aide des indications portées en tête de la liste annuelle, vérifiées et rectifiées s'il y a lieu, le nombre de journées de travail qu'auraient dû faire, dans l'établissement et pendant l'année écoulée, les bénéficiaires de la loi, on soustrait de ce nombre le total des journées de travail effectivement faites par lesdits bénéficiaires, et des journées écoulées entre le jour où le chef d'entreprise a passé une offre d'emploi à l'Office de placement et celui où lui est envoyé par l'Office un pensionné, accepté par lui ou dont le refus a été reconnu justifié.

La différence ainsi obtenue donne le nombre des journées de travail pour lesquelles est due par l'employeur la redevance journalière de 6 francs.

Dans le calcul des journées de travail faites par les bénéficiaires de la loi, on compte comme journées de travail effectivement faites, les journées pendant lesquelles un bénéficiaire de la loi n'a pas travaillé par suite de maladie, de congé ou d'absence volontaire.

Les journées, ainsi assimilées aux journées de travail effectivement faites, doivent toutefois être mentionnées d'une manière distincte sur les listes fournies par les chefs d'entreprise en exécution de l'article 1^{er}.

ART. 12. — Pour les chefs d'établissement n'occupant pas plus de 50 p. 100 de main-d'œuvre féminine qui, après avoir été individuellement mis en demeure, n'auront pas fourni la liste annuelle visée à l'article premier ou n'auront pas complété, dans le délai imparti, les renseignements qui doivent figurer sur ladite liste, le projet de liquidation de la redevance sera établi comme s'ils n'avaient occupé aucun bénéficiaire de la loi pendant l'année envisagée et fera état de la base journalière de 6 francs prévue à l'article 10, § 1^{er} de la loi, du nombre de journées de fonctionnement de l'établissement et du nombre de bénéficiaires que l'établissement était tenu d'occuper, en raison tant de l'effectif total de son personnel que de la proportion obligatoire pour l'industrie dont il s'agit.

Lorsque le Préfet ne possède pas d'informations précises sur le nombre de journées de fonctionnement de l'établissement, ce nombre est fixé à 300 pour les établissements ayant fonctionné toute l'année et réduit proportionnellement pour ceux qui n'ont fonctionné que pendant une partie de l'année.

Le chef d'entreprise peut contester l'exactitude du projet de liquidation devant la Commission départementale de contrôle qui le rectifie s'il y a lieu.

ART. 13. — Lorsqu'il s'agit d'une entreprise employant plus de 50 p. 100 de main-d'œuvre féminine, visée par l'article 2, § 3 de la loi, la liquidation des redevances à payer est faite séparément, d'une part pour le personnel féminin, d'autre part pour le personnel masculin.

En ce qui concerne le personnel féminin, après avoir établi le nombre de journées de travail qu'auraient dû faire, dans l'établissement et pendant l'année écoulée les salariées visées à l'article 2, § 3, on soustrait de

ce nombre le total des journées de travail qu'elles ont effectivement faites dans l'établissement et les journées de congé, de maladie et d'absence volontaire. La différence ainsi obtenue donne le nombre de journées de travail pour lesquelles est due par l'employeur la redevance journalière, dont il appartient à la Commission départementale de contrôle de fixer le taux et le montant.

ART. 14. — Pour les employeurs qui, après une mise en demeure individuelle, n'ont pas fourni en temps utile la quatrième partie de la liste annuelle visée à l'article 1^{er} ou qui n'ont pas complété dans le délai imparti les renseignements qui doivent figurer sur ladite liste, le projet de liquidation de la redevance sera établi comme s'ils n'avaient employé aucune salariée des catégories prévues à l'article 2, § 3 de la loi. Le chef d'entreprise peut contester l'exactitude du projet de liquidation devant la Commission départementale de contrôle qui le rectifie s'il y a lieu.

ART. 15. — Les projets de liquidation de redevance sont transmis sans retard par le Préfet à la Commission départementale de contrôle, avec toutes pièces justificatives. Le Préfet transmet également à la Commission les dossiers relatifs aux entreprises pour lesquelles il a estimé qu'il n'y avait pas lieu à redevance.

La Commission examine les projets de liquidation et les dossiers transmis par le Préfet; elle peut demander tous renseignements complémentaires qu'elle juge utile : elle décide, le cas échéant, si les justifications produites par les employeurs rapprochées des renseignements fournis par les Offices de placement, permettent de prononcer l'exemption de redevance prévue à l'article 10 de la loi au bénéfice des employeurs qui se sont conformés aux prescriptions de l'article 6 de ladite loi; elle opère, s'il y a lieu, les rectifications prévues aux articles 12, § 3 et 14 du présent décret.

Enfin, la Commission arrête le montant des redevances dont le payement doit être réclamé au chef d'entreprise.

ART. 16. — Les décisions de la Commission départementale de contrôle relatives aux redevances à payer par les employeurs sont transmises par le Préfet à l'Administration des Contributions directes qui dresse les états des sommes à recouvrer.

Les états dressés par l'Administration des Contributions directes sont rendus exécutoires par le Préfet et transmis au Trésorier-Payeur général. Ils sont pris en charge et mis en recouvrement dans les mêmes conditions que les rôles des contributions directes, après avertissement envoyé aux chefs d'entreprises.

ART. 17. — Sont à la charge du fonds commun prévu par l'article 11 de la loi : les frais d'impression et d'expédition des rôles; les frais de confection et de distribution des avertissements et enfin les frais de perception proprement dits fixés à 3 p. 100 du montant des rôles.

ART. 18. — La présentation, l'instruction et le jugement des réclamations s'effectuent comme en matière de Contributions directes. Toutefois, l'instruction est assurée par la Commission départementale de contrôle.

ART. 19. — Des décrets ultérieurs, rendus dans la même forme que le présent décret, fixeront les conditions d'application de la loi du 26 avril 1924 en Algérie et dans les Colonies.

ART. 20. — A titre transitoire, les listes annuelles visées aux articles 1^{er} et 3 du présent décret devront être fournies du 1^{er} au 15 janvier 1929 pour la période écoulée entre la date de publication dudit décret et le 31 décembre 1928.

ART. 21. — Le Ministre du Travail, le Ministre des Pensions, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 juin 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil, Ministre des Finances,

RAYMOND POINCARÉ.

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

Le Ministre de l'Intérieur,

ALBERT SARRAUT.

Le Ministre des Colonies,

LÉON PERRIER.

Le Ministre des Pensions,

LOUIS MARIN.

MINISTÈRE DU TRAVAIL.

EMPLOI OBLIGATOIRE DES PENSIONNÉS DE GUERRE.

(LOI DU 26 AVRIL 1924.)

Liste des bénéficiaires occupés.

Année.....

Désignation de l'établissement.....

Adresse

Date de création de l'établissement (1).....

Chiffre du personnel occupé régulièrement (2)	{	Hommes.....
		Femmes
		Total.....

Nombre de journées pendant lesquelles l'entreprise a fonctionné.....

(1) Si cette création est postérieure à la publication du règlement d'administration publique du 9 juin 1928.

(2) Ne doivent pas être compris dans ces chiffres les apprentis et volontaires non rémunérés.

1^{re} PARTIE. — Ouvriers et employés du sexe masculin titulaires d'une pension de la loi du 31 mars 1919

NOM du PENSIONNÉ (1).	EMPLOI OCCUPÉ.	DATE	DATE	PÉRIODE D'UTILISATION.			OBSER- VATIONS (2).
		D'ENTRÉE	DE SORTIE	NOMBRE de journées de travail fournies par l'intéressé dans l'éta- blissement au cours de l'année.	NOMBRE de journées de maladie, de congé et d'absence volontaire.	TOTAL des colonnes 5 et 6.	
		dans l'éta- blissement.	de l'éta- blissement.	5	6	7	8

2^e PARTIE. — Ouvriers et employés du sexe masculin titulaires d'une pension à raison d'un accident du travail survenu dans l'établissement lui-même (3).

3^e PARTIE. — Relevé des déclarations adressées par le chef d'établissement en ce qui concerne les vacances d'emploi signalées aux offices publics de placement pour des ouvriers ou employés du sexe masculin titulaires d'une pension de la loi du 31 mars 1919.

NATURE DE L'EMPLOI.	NOMBRE D'OUVRIERS.	DATE DE LA DÉCLARATION.

4^e PARTIE. — Liste des veuves de guerre et assimilées occupées (4).

NOM de L'INTÉRESSÉE (5).	EMPLOI OCCUPÉ.	DATE	DATE	PÉRIODE D'UTILISATION.			OBSER- VATIONS.
		D'ENTRÉE	DE SORTIE	NOMBRE de journées de travail fournies dans l'éta- blissement par l'intéressée au cours de l'année (6).	NOMBRE de journées de congé de maladie et d'absence volontaire.	TOTAL des colonnes 5 et 6.	
1	2	3	4	5	6	7	8

5^e PARTIE. — Relevé des pièces jointes à titre de déclaration (art. 2 du décret).

- (1) Classer les pensionnés par catégorie professionnelle.
 (2) Signaler notamment les pensionnés qui, ayant 80 p. 100 d'invalidité physiologique, comptent pour deux unités. En ce qui concerne ces pensionnés, le chiffre à inscrire dans la colonne 5 doit être égal au double du nombre de journées de travail effectivement fournies par les intéressés.
 (3) Établir cet état sous la même forme que celui faisant l'objet de la 1^{re} partie.
 (4) Cette partie de la liste ne doit être fournie que par les établissements occupant plus de 50 p. 100 de main-d'œuvre féminine.
 (5) Classer les intéressées par catégories professionnelles.
 (6) C'est-à-dire nombre de journées de travail fournies dans l'établissement par l'intéressée au cours de l'année.

DECRET DU 13 JUIN 1928

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville de Lyon et de diverses communes avoisinantes (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret des 17 août 1921-5 mars 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail et notamment l'article 3, § 3, conçu comme suit :

« Art. 3, § 3. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles s'il en existe »;

Vu l'accord intervenu le 24 mars 1928, entre le Syndicat des pharmaciens de Lyon et du Rhône et le Syndicat des préparateurs en pharmacie de Lyon et du Rhône;

Vu la demande formulée à l'article 5 dudit accord;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Lyon et des communes de Villeurbanne, Caluire-et-Cuire, Oullins, Saint-Fons et Vénissieux, pour tous les établissements ou parties d'établissement visées à l'article 1^{er} du décret des 17-août 1921-5 mars 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pharmacies vendant au détail, est institué le régime uniforme ci-après de répartition des heures normales de travail :

Le lundi de 14 heures à 19 heures;

Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 8 h. 10 à 19 heures, avec, pour chaque employé, un repos intercalaire ininterrompu de deux heures quinze minutes.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 juin 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

(1) J. O. du 15 juin 1928.

DECRET DU 13 JUIN 1928

portant règlement d'administration publique d'une part, pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail, d'autre part, pour la réduction du crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail, dans les pharmacies vendant au détail, des villes de Troyes et Sainte-Savine ()*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret des 17 août 1921-5 mars 1926 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail et notamment les articles 3, § 3, et 6 dernier paragraphe, conçus comme suit :

« Art. 3, § 3. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles s'il en existe »;

« Art. 6. —

« Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées que le nombre annuel d'heures supplémentaires nécessaires pour faire face à l'exécution des travaux urgents est inférieur au maximum fixé au paragraphe 3^o du présent article, un nombre différent tenant compte de ces accords pourra être fixé à titre provisoire, par arrêté ministériel. Le nouveau crédit d'heures supplémentaires ainsi fixé ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique »;

Vu l'accord intervenu le 17 mars 1928 entre l'Union pharmaceutique de l'Aube, d'une part et le Syndicat des préparateurs et employés de pharmacie de l'Aube d'autre part;

Vu la demande formulée à l'article 9 dudit accord;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue des villes de Troyes et de Sainte-Savine, pour tous les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du décret susvisé des 17 août 1921-5 mars 1926 est institué le régime uniforme ci-après de répartition des heures normales de travail :

Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 8 heures à 19 heures avec un repos de deux heures consécutives;

Le lundi, de 14 heures à 17 heures.

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article 6, 3^o du décret des 17 août 1921-5 mars 1926, le nombre des heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail ne devra pas excéder 116 par an.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera

(*) J. O. du 15 juin 1928.

publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 juin 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 23 JUIN 1928

*portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi
du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries du
département de Meurthe-et-Moselle (*)*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 29 avril 1920 (p. 6505), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de denrées alimentaires à emporter, dans les villes de plus de 25.000 habitants;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 26 novembre 1926 (p. 12508), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de marchandises de toute nature dans les villes comptant moins de 25.000 habitants;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans le département de Meurthe-et-Moselle aux établissements et parties d'établissement où s'exerce la vente au détail de pâtisserie et aux ateliers de fabrication annexés à ces établissements et fonctionnant pour les besoins de ceux-ci.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés à la préparation de cuisine lorsque cette préparation est effectuée dans les établissements visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret :

1° Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret

(*) *J. O.* du 28 juin 1928.

du 6 août 1925 visant les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie;

2° Les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, qui seront assujettis à un décret spécial.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos du samedi après-midi ou toute autre modalité équivalente.

Toutefois, pour le personnel affecté à la vente et en raison du caractère intermittent du travail, il pourra être substitué aux régimes ci-dessus les régimes ci-après :

a. Dans les établissements ou parties d'établissement qui assurent à leur personnel, en sus du repos hebdomadaire, une demi-journée de repos par semaine, la durée du travail pourra atteindre au plus, le dimanche matin, quatre heures et demie et les autres jours neuf heures et demie, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et demie;

b. Dans les pâtisseries proprement dites et dans les boulangeries-pâtisseries qui ne donnent pas le repos de l'après-midi du dimanche, la durée du travail pourra atteindre huit heures et demie par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à deux heures et demie, le personnel ayant, pendant une heure au moins, le droit de quitter l'établissement.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres) une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de compensation des heures de travail perdues, avec maximum de deux heures par jour, la récupération pouvant s'effectuer dans un délai maximum de six jours.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facilités de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera, pour le personnel des ateliers de fabrication, les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité du paragraphe 1^{er} de l'article 2.

Pour le personnel affecté à la vente, l'horaire fixera pour l'ensemble du personnel l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail, ainsi que la durée des repos prévus à l'article 2. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos, ne devra pas excéder, pour les établissements de la catégorie *a*, quatre heures et demie le dimanche et onze heures les autres jours ouvrables et pour les établissements de la catégorie *b*, onze heures. En outre, l'horaire devra indiquer les heures de repos pendant lesquelles le personnel aura le droit de quitter l'établissement. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit, soit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail, dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret :

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du matériel de levage;

Une heure au maximum.

2° Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs et préposés au service de livraison.

Quatre heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

ART. 6. — La durée du travail effectif journalier peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou ré-

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà

parer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement; de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail). Cent cinquante heures par an, sans que la durée du travail journalier puisse être prolongée de plus de deux heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, où il restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté prévue au paragraphe 6 de l'article 4 de transcrire l'horaire sur un registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe 3 du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 2° de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées ou compensées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Paris, le 23 juin 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 8 AOÛT 1928

étendant les dispositions du décret du 19 février 1925, modifié par les décrets des 5 mars 1926 et 4 novembre 1926, appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les verreries en tous genres, aux industries ci-après : fabrication des vitraux, façonnage, taille, polissage, décoration, et toutes autres opérations complémentaires sur verres ou vitraux ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 19 février 1925 modifié par le décret du 5 mars 1926 et par le décret du 4 novembre 1926 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures dans les verreries en tous genres;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 6 janvier 1926, page 265, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'extension du décret précité du 19 février 1925, à la fabrication des vitraux et aux industries du façonnage, taille, polissage et décoration du verre;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er}, alinéa 2, du décret du 19 février 1925, modifié par le décret du 5 mars 1926 et par le décret du 4 novembre 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les verreries en tous genres, sera désormais rédigé comme suit :

« Verreries en tous genres, y compris la fabrication des vitraux, le façonnage, la taille, le polissage et la décoration et toutes autres opérations complémentaires sur verres ou vitraux ».

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Rambouillet, le 8 août 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

(¹) *J. O.* du 15 août 1928 et *erratum* au *J. O.* du 18 août 1928.

DECRET DU 10 AOUT 1928

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie des tabacs (¹).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du Livre II du Code du Travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 18 novembre 1927 (p. 11830) relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 manufactures de tabacs

Vu les observations formulées, d'une part, par l'organisation patronale constituée par le Conseil d'administration de la Caisse autonome de gestion des bons de la Défense nationale et d'amortissement de la Dette publique (Comité technique), et, d'autre part, par les organisations ouvrières;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans tous les établissements ou parties d'établissement où s'exercent les industries ci-après énumérées :

- Préparation, traitement et manipulation des tabacs à fumer, à priser ou à mâcher;

Fabrication des cigarettes, des cigares.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés par les établissements où s'exercent les industries ci-dessus énumérées, même dans le cas où leurs professions ne ressortissent pas à ces industries, lorsque le travail de ces ouvriers et employés a pour objet exclusif l'entretien ou le fonctionnement desdits établissements et de leurs dépendances.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir l'un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale, entre les jours ouvrables, des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos de l'après-midi du samedi ou toute autre modalité équivalente.

L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, dans les industries ou les fabrications où cette organisation sera justifiée par des raisons

(¹) *J. O.* du 23 août 1928.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

A la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation des organisations intéressées, et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser par dérogation aux régimes visés aux 1° et 2° du premier paragraphe du présent article et à titre provisoire, un régime équivalent basé sur une autre période de temps, à la condition que la durée du travail ne dépasse pas neuf heures. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée à titre de récupération des heures de travail perdues, dans les conditions ci-après :

a. En cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de trente jours à dater du jour de la reprise du travail;

b. En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de cinquante jours à dater du jour de la reprise du travail;

c. En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération ne pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent sans autorisation écrite de l'inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

Dans les établissements où le régime hebdomadaire de travail comporte un repos d'une demi-journée par semaine, comme il est prévu au paragraphe 1^{er} de l'article 2, la récupération pourra se faire par suspension de ce repos d'une demi-journée.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues dans le présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

L'augmentation exceptionnelle prévue à titre de récupération ne pourra en aucun cas avoir pour effet de porter la durée journalière du travail à plus de dix heures.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, ou pour toute autre période de temps dans le cas d'application du paragraphe 4 de l'article 2, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé, ainsi que la durée des repos. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité de l'article 2.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations énumérées à l'article 5 ci-après, ainsi que pour le personnel visé, par les arrêtés qui interviendraient en application du paragraphe 2 de l'article 2.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées pour le travail de l'ensemble de l'établissement :

1° Travail des ouvriers spécialement employés à la conduite des étuves, sécheries, chaudières autres que les générateurs des machines motrices, sous la condition que ce travail ait un caractère purement préparatoire ou complémentaire et ne constitue pas un travail fondamental de l'établissement;

Deux heures au maximum.

Travail des mécaniciens, électriciens, chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage, du chauffage et du matériel de levage;

2° Travail des ouvriers employés d'une façon courante ou exceptionnelle, pendant l'arrêt de la production, à l'entretien et au nettoyage des machines, chaudières, fours et tous autres appareils de production que la connexité des travaux ne permet pas de mettre isolément au repos pendant la marche générale de l'établissement;

Une heure au maximum; deux heures au maximum les jours de chômage normal de l'établissement et la veille desdits jours.

3° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable à la marche d'un atelier ou au fonctionnement d'une équipe dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant;

Durée de l'absence du chef d'équipe ou de l'ouvrier spécialiste remplaçant.

4° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent;

Une demi-heure au maximum.

5° Travail des contremaîtres chargés, à tour de rôle, d'effectuer la ronde après le départ du personnel;

Une heure au maximum.

6° Travail des gardiens, veilleurs de nuit, conducteurs d'automobiles, charretiers, garçons de bureau, préposés au service d'incendie; préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leurs familles;

Quatre heures au maximum sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

7° Personnel préposé au nettoyage des locaux;

Une heure au maximum.

8° La durée de présence des gardiens, concierges et agents similaires logés dans l'établissement dont ils ont la surveillance ou à proximité de cet établissement pourra être continuée sous réserve des repos prévus par le statut de ce personnel.

Les dérogations énumérées ci-dessus sont applicables au personnel adulte de l'un et l'autre sexe, à l'exception des dérogations visées sous les numéros 1°, 2°, et 5° qui sont applicables exclusivement aux hommes adultes.

ART. 6. — La durée du travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées par l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement;

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les autres jours deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation;

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Cent heures par an.
L'inspecteur départemental du travail pourra, en outre, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, autoriser des heures supplémentaires, dont le nombre total ne pourra excéder quarante par an, en compensation des heures perdues par suite de chômage collectif résultant de l'observation des fêtes locales ou autres événements locaux consacrés par l'usage.

En aucun cas la durée du travail journalier ne pourra dépasser dix heures. Toutefois, elle pourra atteindre onze heures, dans les services de réception, pendant la période d'achat des tabacs en feuille fixée par l'autorité préfectorale.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 5 du présent décret sera tenu d'adresser préalablement à l'Inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes), pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée, évaluée en jours et en heures, de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis de l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3^e de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Rambouillet, le 10 août 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 7 DECEMBRE 1928

fixant les traitements et classes du personnel de l'Inspection du travail (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu l'article 185 de la loi du 13 juillet 1925;

Vu le décret du 22 septembre 1913 relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail, modifié par les décrets des 13 janvier et 17 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919, 29 mars et 24 novembre 1920, 15 juillet 1922, 24 décembre 1926 et 14 avril 1927;

(1) *J. O.* du 23 décembre 1928.

Vu les décrets des 9 février et 29 décembre 1926 et 18 août 1927, relatifs aux traitements des inspecteurs divisionnaires et des inspecteurs et inspectrices départementaux du travail,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les nouveaux traitements que comportent les emplois du service de l'Inspection du travail, sont fixés ainsi qu'il suit :

Inspecteurs divisionnaires.

Hors classe.....	40.000 francs.
1 ^{re} classe.....	37.000 —
2 ^e classe.....	34.500 —
3 ^e classe.....	32.000 —

Inspecteurs et inspectrices départementaux.

Hors classe, 2 ^e échelon.....	28.000 francs.
Hors classe, 1 ^{er} échelon.....	25.600 —
1 ^{re} classe.....	23.200 —
2 ^e classe.....	20.900 —
3 ^e classe.....	18.600 —
4 ^e classe.....	16.300 —
5 ^e classe.....	14.000 —

ART. 2. — Les nouveaux traitements fixés par le présent décret sont exclusifs de toute gratification. Aucune indemnité ou avantage accessoire de quelque nature que ce soit ne peut être attribué aux fonctionnaires de l'Inspection du travail que dans les limites et conditions fixées par un décret contresigné par le Ministre des Finances et publié au *Journal officiel*.

ART. 3. — Il n'est apporté aucune modification à la répartition actuelle des agents entre les différentes classes. Les nouveaux traitements seront attribués aux agents suivant leur classe respective.

L'attribution des nouveaux traitements ne sera pas considérée comme un avancement et l'ancienneté des fonctionnaires dans leur nouveau traitement comptera du jour de leur dernière promotion.

Sous réserve des mesures spéciales qu'entraîne l'application des lois des 1^{er} avril 1923 (art. 7), 17 avril 1924, 31 mars 1924 et 9 décembre 1927, la répartition des agents entre les différentes classes doit être telle que la dépense totale pour l'ensemble du personnel ne dépasse pas celle qui résulterait de l'application du traitement moyen dans chaque emploi.

ART. 4. — Les améliorations de traitement résultant de l'application du présent décret auront leur effet à partir du 1^{er} janvier 1928.

Sont abrogées, à compter de la même date, toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret.

ART. 5. — Le Ministre des Finances et le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 7 décembre 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Finances,

HENRY CHÉRON.

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 18 DECEMBRE 1928

portant règlement d'administration publique, d'une part, pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail; d'autre part, pour la réduction du crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail dans les pharmacies vendant au détail de la Ville d'Evreux ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret des 17 août 1921-5 mars 1926 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail et notamment les articles 3, § 3, et 6, dernier paragraphe, conçus comme suit :

« Art. 3, § 3. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles s'il en existe. »

« Art. 6. —

« Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue de territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées que le nombre annuel d'heures supplémentaires nécessaires pour faire face à l'exécution des travaux urgents est inférieur au maximum fixé au paragraphe 3^o du présent article, un nombre différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé à titre provisoire, par arrêté ministériel. Le nouveau crédit d'heures supplémentaires ainsi fixé ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique » ;

Vu les accords intervenus les 25 juin et 31 juillet 1928 entre le Syndicat des pharmaciens du département de l'Eure et le Syndicat des préparateurs en pharmacie de Basse-Normandie;

Vu la demande formulée à l'article 9 de l'accord du 26 juin 1928;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la Ville d'Evreux, pour tous les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du décret des 17 août 1921-5 mars 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pharmacies vendant au détail, est institué le régime ci-après de répartition des heures normales de travail :

Le lundi, de 13 h. 30 à 19 heures;

Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 8 h. 30 à 19 heures avec, pour chaque employé, un repos intercalaire de deux heures consécutives.

Toutefois, pour les pharmacies ayant assuré le service de garde le dimanche, les heures normales de travail seront, dans la semaine suivante, réparties tous les jours comme suit : de 8 h. 30 à 18 h. 30, avec, pour chaque employé, un repos intercalaire de deux heures consécutives.

ART. 2. — Exceptionnellement, dans la semaine qui suit une fête légale tombant un samedi, la répartition des heures normales de travail se fera

⁽¹⁾ J. O. du 22 décembre 1928.

conformément au régime prévu au dernier paragraphe de l'article 1^{er} du présent décret.

ART. 3. — Par dérogation aux dispositions de l'article 6, 3°, du décret susvisé des 17 août 1921-5 mars 1926 le nombre des heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail ne devra pas excéder 150 par an jusqu'au 31 décembre 1929.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 5. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 21 DECEMBRE 1928

*modifiant le décret du 3 mai 1907 réglant l'avancement et la discipline
du corps de l'Inspection du Travail* (°).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu le chapitre II « Inspecteurs du travail » du titre III du livre II du Code du travail;

Vu le décret du 22 septembre 1913 relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail, modifié par les décrets des 13 janvier et 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919, 29 mars, 24 novembre 1920, 15 juillet 1922, 4 décembre 1926 et 14 avril 1927;

Vu le décret du 3 mai 1907 réglant l'avancement et la discipline du corps de l'inspection du travail, modifié par les décrets des 11 mars 1909, 6 février, 20 novembre 1911, 13 juillet 1912, 30 novembre 1919, 23 avril 1920 et 5 juillet 1927,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 du décret du 3 mai 1907, modifié, réglant l'avancement et la discipline du corps de l'Inspection du Travail est modifié comme suit :

« Art. 3. — La Commission de classement est nommée chaque année par le Ministre .

« Elle comprend :

« Le directeur du travail, président;

« Le chef du cabinet ou, à son défaut, un chef adjoint du cabinet;

« Deux membres élus par leurs collègues de la Commission supérieure du travail;

« Deux chefs de bureau de la Direction du travail.

(°) *J. O.* du 23 décembre 1928.

« Font, en outre, partie de la Commission de classement :

« 1° Pour l'établissement du tableau d'avancement des inspecteurs divisionnaires :

« Deux inspecteurs divisionnaires élus par leurs collègues et choisis parmi ceux ne remplissant pas les conditions prévues pour être inscrits au tableau d'avancement à dresser;

« 2° Pour l'établissement du tableau d'avancement de grade des inspecteurs départementaux :

« Les inspecteurs divisionnaires;

« 3° Pour l'établissement du tableau d'avancement de classe des inspecteurs départementaux :

« Les inspecteurs divisionnaires.

« Deux inspecteurs départementaux, élus par leurs collègues et choisis parmi ceux ne remplissant pas les conditions prévues pour être inscrits au tableau d'avancement à dresser.

« Un sous-chef d'un des bureaux de la Direction du travail remplit les fonctions de secrétaire de la Commission de classement.

« En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

« La Commission de classement délibère valablement lorsque les deux tiers de ses membres sont présents. »

ART. 2. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 21 décembre 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU. 21 DECEMBRE 1928

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la Ville de Reims (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 25 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, §§ 5 et 7, conçus comme suit :

(1) *J. O.* du 23 décembre 1928.

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée au premier paragraphe du présent article :

« 54 heures par semaine, à Paris et dans les autres villes comptant plus de 500.000 habitants;

« 57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 et au moins 100.000 habitants;

« 60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants.

« Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession dans une région comprenant une partie plus ou moins grande du territoire ou dans une localité déterminée demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe »;

Vu le décret du 23 novembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Reims;

Vu les demandes formulées, le 13 octobre 1927, par le Syndicat des Patrons coiffeurs de Reims, et le 14 octobre 1927 par le Syndicat des coiffeurs du centre de la ville de Reims;

Vu la consultation du Syndicat ouvrier;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la Ville de Reims, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes et pour dames, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence journalière maximum :

1° Maisons donnant le repos hebdomadaire le dimanche : de 8 h. 15 à 19 h. 15, avec repos de 12 heures à 13 h. 30;

2° Maisons donnant le repos hebdomadaire le lundi : les mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 7 h. 45 à 19 h. 45, avec repos de 12 heures à 13 h. 30; le samedi, de 7 h. 45 à 20 heures, avec repos de 12 heures à 13 h. 15; le dimanche, de 8 heures à 12 heures.

ART. 2. — Sont abrogées les dispositions du décret susvisé du 23 novembre 1924, portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la Ville de Reims.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 décembre 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 21 DECEMBRE 1928

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime spécial de répartition du travail dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires de la Ville de Nancy (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 15 août 1923, modifié par les décrets du 3 avril 1925, du 18 mai 1926 et du 29 avril 1928, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail des marchandises autres que les denrées alimentaires dans un certain nombre de villes, et notamment les articles 2, § 2 et 7, conçus comme suit :

« Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire, ou dans une localité déterminée demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe. »

.....

Art. 7. — Lorsque, dans une profession et dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que les travaux visés à l'article 5 ne nécessitent qu'une prolongation de la durée du travail inférieure aux durées prévues par ledit article, ou que les travaux urgents auxquels les établissements de la localité et de la profession ont à faire face ne nécessitent qu'un nombre d'heures supplémentaires inférieur au nombre fixé à l'article 6, 2^o, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par la voie de règlement d'administration publique » ;

Vu le décret du 1^{er} mai 1924, portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime spécial de répartition des heures de travail dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires de la ville de Nancy;

Vu l'accord intervenu le 20 mars 1928 entre la Fédération des commerçants détaillants de Nancy, le Syndicat des commerçants en chaussures de Nancy, le Syndicat des commerçants en bijouterie de Nancy, le Syndicat des commerçants en quincaillerie de Nancy, le Syndicat des commerçants en librairie de Nancy et divers chefs d'établissements de Nancy, d'une part et l'Association générale des employés de Meurthe-et-Moselle d'autre part;

Vu le nouvel accord, en date du 30 septembre 1928 modifiant l'article 4 de l'accord du 20 mars 1928;

Vu les demandes formulées par les signataires de l'accord susvisé;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la Ville de Nancy, pour tous les établissements ou parties d'établissement dans lesquels s'exerce le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, est établi le régime uniforme ci-après de répartition du travail :

Pour les commerces de quincaillerie, fers, articles de chauffage, de 8 heures à 18 heures, avec un repos de deux heures consécutives.

(1) J. O. du 29 décembre 1928.

Pour les autres commerces, de 8 h. 30 à 18 h. 30, avec un repos de deux heures consécutives.

ART. 2. — Le nombre des heures de dérogations temporaires prévues à l'article 6, 2°, du décret au titre des « travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face » sera réduit à 145, utilisables comme suit dans l'année pour chaque catégorie :

1° *Pour les commerces de quincaillerie, fers, articles de chauffage :*
à raison d'une heure par jour, pendant 145 jours, dans la période comprise entre le 1^{er} avril et le 30 septembre, les heures extrêmes de commencement et de fin de travail étant fixées dans tous les établissements de la profession à 7 heures et à 18 heures;

2° *Pour les commerces de librairie :*

a. A raison d'une heure par jour, pendant 85 jours, dans la période comprise entre le 16 septembre et le 31 décembre, les heures extrêmes de commencement et de fin du travail étant fixées à 8 heures et à 19 heures;

b. A raison d'une demi-heure par jour, pendant 120 jours, dans la période comprise entre le 1^{er} et le 31 janvier, le 1^{er} mars et le 15 juillet, les heures extrêmes de commencement et de fin du travail étant fixées à 8 h. 30 et 19 heures;

3° *Pour les autres commerces :*

a. A raison d'une demi-heure par jour, pendant 70 jours, dans la période comprise entre le 1^{er} et le 31 juillet, le 1^{er} et le 30 septembre, le 1^{er} et le 31 décembre, les heures extrêmes de commencement et de fin du travail étant fixées à 8 h. 30 et à 19 heures;

b. A raison d'une heure par jour, pendant 110 jours, dans la période comprise entre le 16 mars et le 30 juin, et le 1^{er} et le 31 octobre, les heures extrêmes de commencement et de fin du travail étant fixées à 8 heures et à 19 heures.

ART. 3. — Sont abrogées les dispositions du décret susvisé du 1^{er} mai 1924, portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime spécial de répartition des heures de travail dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires de la Ville de Nancy.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret entreranno en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 5. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 décembre 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 23 DECEMBRE 1928

modifiant le décret du 22 septembre 1913 concernant les mesures particulières d'hygiène relatives aux étalages extérieurs des boutiques et magasins ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu les articles 67, 68 et 69 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, ainsi conçus :

« Art. 67. — Des règlements d'administration publique déterminent :

« 1^o Les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, le couchage du personnel, etc.;

« 2^o Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines professions, soit à certains modes de travail.

« Art. 68. — En ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article précédent, les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, mettent les chefs d'établissement en demeure de se conformer aux prescriptions desdits règlements.

« Art. 69. — Cette mise en demeure est faite par écrit sur le registre prévu à cet effet par l'article 90 *a*. Elle sera datée et signée, indiquera les contraventions constatées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai, qui ne pourra en aucun cas être inférieur à quatre jours, devra être fixé en tenant compte des circonstances, à partir du minimum établi pour chaque cas, par le règlement d'administration publique »;

Vu l'article 186 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

Vu le décret du 22 septembre 1913 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale (titre II : hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières relatives aux étalages extérieurs des magasins et boutiques;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 22 septembre 1913 est complété comme suit :

« Lorsque la température est inférieure à 0 degré, il est interdit d'occuper des employés aux étalages extérieurs des magasins et boutiques.

« Toutefois, en ce qui concerne les établissements dans lesquels la rentrée des étalages extérieurs rendrait pratiquement impossible la vente à l'intérieur, les employés séjourneront à l'intérieur, mais pourront, lorsque les acheteurs se présenteront, effectuer des opérations de vente aux étalages, à condition que ces employés n'y restent que le temps strictement nécessaire auxdites opérations. »

ART. 2. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 décembre 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

⁽¹⁾ J. O. des 2 et 3 janvier 1929.

ARRETE DU 16 JUILLET 1925

fixant la proportion des mutilés à employer dans les entreprises assujetties à la loi du 26 avril 1924 (1).

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu la loi du 26 avril 1924 assurant l'emploi obligatoire des mutilés de la guerre;

Vu notamment les articles 2, 3 et 10, § 1^{er}, ainsi conçus :

ART. 2. — Toutes les exploitations, industrielles et commerciales, autres que celles visées par les articles 1^{er} et 7 de la loi du 30 janvier 1923, qui occupent régulièrement plus de dix salariés de l'un ou de l'autre sexe, âgés de plus de dix-huit ans, Français ou étrangers, seront tenus d'employer des pensionnés de guerre, au prorata de leur personnel total, dans les conditions fixées à l'article 3.

Toutes les exploitations agricoles et forestières, qui occupent régulièrement plus de quinze salariés, seront soumises aux mêmes obligations.

Toutes les exploitations qui emploient plus de 50 p. 100 de main-d'œuvre féminine seront soumises au paiement d'une redevance annuelle proportionnelle au nombre des pensionnés de guerre non employés. Ces exploitations seront exonérées du paiement de la redevance si elles justifient qu'elles emploient, au prorata de leur personnel masculin, le nombre des pensionnés de guerre prévu à l'article 3, et, pour l'effectif féminin, une égale proportion de veuves de guerre, non remariées ou remariées, avec enfants mineurs du conjoint mort pour la France, de mères ou filles mineures de militaires morts à la guerre ou de suite de la guerre, ou femmes d'aliénés internés, bénéficiaires de la loi du 31 mars 1919.

ART. 3. — Dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, le Ministre du Travail arrêtera, après avis conforme de l'Office national des mutilés, pour chaque catégorie d'établissements, la proportion des pensionnés de guerre dont l'emploi sera obligatoire, sans que cette proportion puisse dépasser 10 p. 100 du personnel total dans chaque exploitation. Ne sont pas compris dans ce décompte les apprentis et volontaires non rémunérés.

Sera compté pour deux unités, tout pensionné de la loi du 31 mars 1919 dont l'invalidité physiologique atteindra au moins 80 p. 100.

Dans les exploitations occupant un nombre de salariés égal ou supérieur à trente, cette proportion devra comprendre un tiers de pensionnés ne jouissant que d'une capacité professionnelle réduite. Si cette opération donne lieu à un reste au moins égal à une demi-unité, on ajoutera une unité au nombre qui en sera le produit.

L'employeur titulaire d'une pension en vertu de la loi du 31 mars 1919 sera compté pour une unité dans le pourcentage des mutilés qui lui est imposé, s'il est réformé avec moins de 80 p. 100 d'invalidité, ou pour deux unités s'il est pensionné avec un taux supérieur.

Il en sera de même des victimes d'accidents du travail titulaires d'une pension en vertu de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes relatives au même objet, lorsqu'elles seront au service de l'exploitation où l'accident s'est produit.

ART. 10, § 1^{er}. — Tout chef d'exploitation qui n'a pas employé le nombre des pensionnés prescrit par l'article 3 et qui n'a pas fait la déclaration visée à l'article 6, est assujéti à une redevance fixée à 6 francs par jour ouvrable et par pensionné;

Vu l'avis conforme de l'Office national des mutilés;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La proportion des bénéficiaires de la loi dont l'emploi est obligatoire en vertu de la loi du 26 avril 1924 dans les exploitations industrielles à l'exception des mines concédées et dans les entreprises commerciales visées à l'article 2, qui occupent régulièrement plus de dix salariés de l'un ou de l'autre sexe, âgés de plus de 18 ans, français ou étrangers, et dans les exploitations agricoles et forestières qui occupent régulièrement plus de quinze salariés, est fixé uniformément à 10 p. 100.

(1) J. O. du 22 juillet 1928.

ART. 2. — Dans les entreprises comportant des succursales, le pourcentage fixé par l'article 1^{er} est calculé sur l'ensemble du personnel de ces entreprises.

ART. 3. — Lorsque le jeu du pourcentage fixé par l'article 1^{er} donne lieu à un reste au moins égal à une demi-unité, on comptera ce reste pour une unité.

ART. 4. — Le présent arrêté est valable pour l'année 1925.

Au cours du dernier trimestre de chaque année, le Ministre du Travail arrête, après avis conforme de l'Office national des mutilés, les modifications reconnues nécessaires pour l'année suivante.

ART. 5. — Le Conseiller d'Etat, Directeur du Travail, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Journal officiel*.

Paris, le 18 juillet 1925.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

ARRETE DU 10 JANVIER 1928

autorisant l'organisation du travail par relais dans les fabriques de matières plastiques où la caséine est travaillée à moins de 10 p. 100 d'humidité⁽¹⁾.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 10 mai 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries chimiques et notamment l'article 2, § 2, conçu comme suit :

« L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, dans les industries ou les fabrications où cette organisation sera justifiée par des raisons techniques »;

Considérant que, dans les fabriques de matières plastiques où la caséine est travaillée à moins de 10 p. 100 d'humidité, l'interruption du travail pour les repos, dans la conduite des boudineuses, des presses et pour le traitement au formol, risquerait de causer la perte irrémissible d'une importante quantité de matière première;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les fabriques de matières plastiques où la caséine est travaillée à moins de 10 p. 100 d'humidité, le travail par relais est autorisé aux heures consacrées aux repos intercalaires, pour le personnel affecté à la conduite des boudineuses et des presses et à l'opération du traitement au formol, sous cette réserve que ces relais n'auront aucune répercussion sur les heures du commencement et de la

(1) J. O. du 13 janvier 1928.

fin de la journée de travail, qui devront demeurer uniformes pour tout le personnel intéressé.

ART. 2. — Les heures de repos de chaque ouvrier ou de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais seront portées sur un horaire établi, communiqué et affiché dans les conditions prévues par l'article 4, § 3, 4, 5 et 6, du décret du 10 mai 1925.

Un état **nominatif** de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais, constamment tenu à jour, sera affiché ou transcrit sur un registre mis à la disposition de l'inspecteur du travail.

ART. 3. — Le présent arrêté sera rapporté s'il est ultérieurement constaté que les opérations visées à l'article 1^{er} ne nécessitent plus l'organisation du travail par relais.

Paris, le 10 janvier 1928.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

ARRETE DU 26 JANVIER 1928

*autorisant l'organisation du travail par relais pour certaines opérations
dans les fondoirs de suifs et les fabriques de margarine (¹).*

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 3 mars 1927, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les fabriques de conserves de viandes, produits de charcuterie, graisses alimentaires, et notamment l'article 2, § 2, conçu comme suit :

« L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, dans les industries ou les fabrications où cette organisation sera justifiée par des raisons techniques. »

Vu la demande formulée par le Syndicat général des corps gras, rue du Louvre, n° 40, à Paris, et la Chambre syndicale des margariniers et fondeurs-margariniers, avenue de la République, n° 62, à Aubervilliers;

Vu la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les fondoirs de suifs, pour les opérations suivantes : réception, triage et mise à l'eau des suifs, et dans les fabriques de margarine, pour les opérations suivantes : fonte des matières grasses, centrifugation, pressage, barattage, travail mécanique de la margarine, l'organisation du travail par relais est autorisée, sous les conditions ci-après.

(¹) J. O. du 28 janvier 1928 et erratum au J. O. du 1^{er} février 1928.

ART. 2. — La durée du travail journalier de chaque ouvrier ou groupe d'ouvriers occupés par relais ne dépassera pas les limites fixées par l'article 2, § 1^{er}, du décret du 3 mars 1927, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les fabriques de conserves de viandes, produits de charcuterie, graisses alimentaires.

ART. 3. — Les heures de travail et de repos de chaque ouvrier ou de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais seront portées sur un horaire établi, communiqué et affiché dans les conditions prévues par l'article 4, §§ 3, 4, 5 et 6, du décret précité du 3 mars 1927.

Un état nominatif de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais, constamment tenu à jour, sera affiché ou transcrit sur un registre mis à la disposition de l'inspecteur du travail.

ART. 4. — Le présent arrêté sera rapporté s'il est ultérieurement constaté que les opérations visées à l'article 1^{er} ne nécessitent plus l'organisation du travail par relais.

Paris, le 26 janvier 1928.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

ARRETE DU 8 FEVRIER 1928

autorisant l'organisation du travail par relais dans les fabriques de pâtes alimentaires pour le pétrissage des pâtes et la mise en œuvre des déchets de presse (1).

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 4 mars 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la fabrication des pâtes alimentaires, et notamment l'article 2, § 2, conçu comme suit :

« L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales, et ouvrières intéressées, dans les industries où les fabrications où cette organisation sera justifiée par des raisons techniques » ;

Vu la demande formulée par le Syndicat général des fabricants de pâtes alimentaires de France, rue Lanterne, n° 9, à Lyon;

Vu la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

A ARTICLE PREMIER. — Dans les fabriques de pâtes alimentaires, pour les opérations suivantes : pétrissage des pâtes et mise en œuvre des déchets

(1) J. O. du 11 février 1928.

de presse, l'organisation du travail par relais est autorisée sous les conditions ci-après.

ART. 2. — L'amplitude journalière des opérations pratiquées par relais n'excédera, en aucun cas, de plus de deux heures les limites fixées à l'article 2, § 1^{er}, du décret du 4 mars 1927, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la fabrication des pâtes alimentaires.

ART. 3. — La durée du travail journalier de chaque ouvrier ou groupe d'ouvriers occupés par relais n'excédera, en aucun cas, les limites fixées par l'article 2, § 1^{er}, du décret précité du 4 mars 1927.

Un état nominatif de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais, constamment tenu à jour, sera affiché ou transcrit sur un registre mis à la disposition de l'inspecteur du travail.

ART. 5. — Le présent arrêté sera rapporté s'il est ultérieurement constaté que les opérations visées à l'article 1^{er} ne nécessitent plus l'organisation du travail par relais.

Paris, le 8 février 1928.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

ARRETE DU 5 MARS 1928

déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées attribuées aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs en chef et aux ingénieurs ordinaires des mines, au titre de l'Inspection du Travail.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu l'arrêté du 20 février 1922, modifié, déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et aux ingénieurs T. P. E. des mines, au titre de l'Inspection du travail;

Vu le décret du 13 décembre 1927 portant modification du décret du 4 janvier 1922 relatif à l'attribution des indemnités fixes pour frais de tournées et de frais de tournées payables sur état alloués aux inspecteurs généraux, ingénieurs et ingénieurs T. P. E. des mines, au titre de l'Inspection du travail;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les indemnités fixes pour frais de tournées attribuées aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs en chef et aux ingénieurs ordinaires des mines dans les conditions prévues par l'arrêté du 20 février 1922 modifié, sont fixées pour l'année 1927 aux chiffres suivantes :

RÉSIDENCES.	FONCTIONS.	FRAIS FIXES de tournées.
1 ^{re} DIVISION MINÉRALOGIQUE.		
Paris.....	Inspecteur général des mines.....	1.800 ^c
1 ^{er} ARRONDISSEMENT DE PARIS.		
Paris.....	Ingénieur en chef.....	700
Paris.....	Ingénieur ordinaire.....	500
ARRONDISSEMENT DE DOUAI.		
Douai.....	Ingénieur en chef.....	1.800
<i>Sous-arrondissement de Douai.</i>		
Douai.....	Ingénieur ordinaire.....	1.450
<i>Sous-arrondissement de Lille.</i>		
Lille.....	Ingénieur ordinaire.....	400
<i>Sous-arrondissement de Valenciennes.</i>		
Valenciennes.....	Ingénieur ordinaire.....	1.450
ARRONDISSEMENT DE BÉTHUNE.		
Béthune.....	Ingénieur en chef.....	1.800
<i>Sous-arrondissement d'Arras-Est.</i>		
Béthune.....	Ingénieur ordinaire.....	1.450
<i>Sous-arrondissement d'Arras-Centre.</i>		
Béthune.....	Ingénieur ordinaire.....	1.450
<i>Sous-arrondissement d'Arras-Ouest.</i>		
Béthune.....	Ingénieur ordinaire.....	1.450

RÉSIDENCES.	FONCTIONS.	FRAIS FIXES de tournées.
2 ^e DIVISION MINÉRALOGIQUE.		
Paris.....	Inspecteur général des mines.....	1.800
ARRONDISSEMENT DE NANCY.		
Nancy.....	Ingénieur en chef.....	1.250
<i>Sous-arrondissement de Nancy-Sud.</i>		
Nancy.....	Ingénieur ordinaire.....	1.100
<i>Sous-arrondissement de Nancy-Nord.</i>		
Nancy.....	Ingénieur ordinaire.....	950 ^t
ARRONDISSEMENT DE STRASBOURG.		
Strasbourg.....	Ingénieur en chef.....	1.800
<i>Sous-arrondissement de Strasbourg.</i>		
Strasbourg.....	Ingénieur ordinaire.....	1.450
<i>Sous-arrondissement de Metz-Nord.</i>		
Metz.....	Ingénieur ordinaire.....	1.450
<i>Sous-arrondissement de Metz-Sud.</i>		
Metz.....	Ingénieur ordinaire.....	1.450
3 ^e DIVISION MINÉRALOGIQUE.		
Paris.....	Inspecteur général des mines.....	1.800
2 ^e ARRONDISSEMENT DE PARIS.		
Paris.....	Ingénieur en chef.....	1.100

RÉSIDENCES	FONCTIONS.	FRAIS FIXES de tournées.
<i>Sous-arrondissement de Paris.</i>		
Paris.....	Ingenieur ordinaire.....	950
<i>Sous-arrondissement de Caen.</i>		
Caen.....	Ingenieur ordinaire.....	950
ARRONDISSEMENT DE NANTES.		
Nantes.....	Ingenieur en chef.....	1.250
<i>Sous-arrondissement de Nantes.</i>		
Nantes.....	Ingenieur ordinaire.....	1.100
<i>Sous-arrondissement de Rennes.</i>		
Rennes.....	Ingenieur ordinaire.....	1.100
ARRONDISSEMENT DE BORDEAUX.		
Bordeaux.....	Ingenieur en chef.....	1.100
<i>Sous-arrondissement de Bordeaux.</i>		
Bordeaux.....	Ingenieur ordinaire.....	800
<i>Sous-arrondissement de Limoges.</i>		
Limoges.....	Ingenieur ordinaire.....	1.100
4 ^e DIVISION MINÉRALOGIQUE.		
Paris.....	Inspecteur général des mines.....	1.800
<i>Arrondissement de Toulouse.</i>		
Toulouse.....	Ingenieur en chef.....	1.250

RÉSIDENCES.	FONCTIONS.	FRAIS FIXES de tournées.
<i>Sous-arrondissement de Toulouse.</i>		
Toulouse.....	Ingénieur ordinaire	950
<i>Sous-arrondissement de Rodez.</i>		
Rodez	Ingénieur ordinaire.....	1.250
ARRONDISSEMENT D'ALAIS.		
Alais	Ingénieur en chef.....	1.450
<i>Sous-arrondissement d'Alais.</i>		
Alais	Ingénieur ordinaire.....	1.450
<i>Sous-arrondissement de Montpellier.</i>		
Montpellier.....	Ingénieur ordinaire.....	800
5 ^e DIVISION MINÉRALOGIQUE.		
Paris	Inspecteur général des mines.....	1.800
ARRONDISSEMENT DE SAINT-ÉTIENNE.		
Saint-Étienne.....	Ingénieur en chef.....	1.800
<i>Sous-arrondissement de Saint-Étienne-Est.</i>		
Saint-Étienne.....	Ingénieur ordinaire	1.450
<i>Sous-arrondissement de Saint-Étienne-Ouest.</i>		
Saint-Étienne.....	Ingénieur ordinaire.....	1.450
ARRONDISSEMENT DE CLERMONT-FERRAND.		
Clermont-Ferrand	Ingénieur en chef.....	1.375

RÉSIDENCES.	FONCTIONS.	FRAIS FIXES de tournées.
<i>Sous-arrondissement de Clermont-Ferrand-Nord.</i>		
Clermont-Ferrand.....	Ingénieur ordinaire.....	1.200
<i>Sous-arrondissement de Clermont-Ferrand-Sud.</i>		
Clermont-Ferrand.....	Ingénieur ordinaire.....	1.200
6° DIVISION MINÉRALOGIQUE.		
Paris.....	Inspecteur général des mines.....	1.800
ARRONDISSEMENT DE LYON.		
Lyon.....	Ingénieur en chef.....	1.450
<i>Sous-arrondissement de Chalon-sur-Saône.</i>		
Chalon-sur-Saône.....	Ingénieur ordinaire.....	1.450
<i>Sous-arrondissement de Lyon.</i>		
Lyon.....	Ingénieur ordinaire.....	950
<i>Sous-arrondissement de Grenoble.</i>		
Grenoble.....	Ingénieur ordinaire.....	1.100
ARRONDISSEMENT DE MARSEILLE.		
Marseille.....	Ingénieur en chef.....	1.100
<i>Sous-arrondissement de Marseille-Nord.</i>		
Marseille.....	Ingénieur ordinaire.....	950
<i>Sous-arrondissement de Marseille-Sud.</i>		
Marseille.....	Ingénieur ordinaire.....	950

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté auront leur effet à dater du 1^{er} janvier 1927.

Paris, le 5 mars 1928.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

ARRETE DU 9 MARS 1928

prorogeant pour 1928 les dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1925⁽¹⁾.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu la loi du 26 avril 1924 assurant l'emploi obligatoire des mutilés de la guerre;

Vu notamment les articles 2, 3 et 10, § 1^{er};

Vu l'avis conforme de l'Office national des mutilés;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1925⁽²⁾, fixant uniformément à 10 p. 100 la proportion des bénéficiaires de la loi du 26 avril 1924 dont l'emploi est obligatoire dans les établissements assujettis, sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1928.

ART. 2. — Le Conseiller d'Etat, Directeur du Travail, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Paris, le 9 mars 1928.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

ARRETE DU 28 AVRIL 1928

modifiant l'arrêté du 29 octobre 1919 répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié, relatif à l'organisation du corps de l'inspection du travail;

Vu l'arrêté du 29 octobre 1919, modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail;

Vu les avis des inspecteurs divisionnaires du travail des 4^e, 5^e, 7^e et 11^e circonscriptions;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'arrêté du 29 octobre 1919 modifié répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail, est modifié comme suit :

.....

⁽¹⁾ J. O. du 11 mars 1928.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 84.

4^e CIRCONSCRIPTION. — NANCY.

.....

2^e Section (résidence à Reims).

Aisne : arrondissement de Château-Thierry;
Marne.

3^e Section (résidence à Charleville).

Ardennes.

4^e Section (résidence à Nancy).

Meuse;
Meurthe-et-Moselle : arrondissement de Toul moins le canton de Thiaucourt;
Nancy-Ville : 5^e et 8^e sections.

5^e Section (résidence à Nancy).

Meurthe-et-Moselle : arrondissement de Briey; cantons est et nord de Nancy moins la commune de Chaligny, de Nomeny, de Pont-à-Mousson de l'arrondissement de Nancy; canton de Thiaucourt de l'arrondissement de Toul;
Nancy-Ville : 7^e et 6^e sections.

6^e Section (résidence à Nancy).

Meurthe-et-Moselle : arrondissement de Lunéville; cantons de Nancy-Sud et de Saint-Nicolas de l'arrondissement de Nancy;
Nancy-Ville : 1^{re} et 2^e sections;
Vosges : cantons de Raon-l'Étape et de Senones de l'arrondissement de Saint-Dié.

7^e Section (résidence à Nancy).

Meurthe-et-Moselle : cantons ouest de Nancy, de Haroué et de Vézelize de l'arrondissement de Nancy; commune de Chaligny du canton de Nancy-Nord;
Nancy-Ville : 3^e et 4^e sections;
Vosges : arrondissements de Mirecourt et de Neufchâteau; canton de Rambervillers de l'arrondissement d'Épinal.

.....

9^e Section (résidence à Nancy).

Meurthe-et-Moselle : arrondissements de Nancy et de Lunéville.

5^e CIRCONSCRIPTION. — LILLE.

1^{re} Section (résidence à Lille).

Canton centre de Lille.

2^e Section (résidence à Lille).

Cantons ouest, sud-ouest, nord et nord-est *intra muros* de Lille; cantons de Quesnoy-str-Deule, d'Haubourdin, d'Armentières et de la Bassée de l'arrondissement de Lille.

3^e Section (résidence à Lille).

Cantons sud, sud-est, nord et nord-est *extra muros* de Lille; canton de Lauvoy, de Cysoing, de Pont-à-Marcq et de Seclin, de l'arrondissement de Lille.

7^e CIRCONSCRIPTION. — NANTES.

.....

6^e Section (résidence à Nantes).

Loire-Inférieure : 1^{er}, 5^e, 6^e et 7^e cantons de Nantes; canton de la Chapelle-sur-Erdre, de l'arrondissement de Nantes; arrondissement de Châteaubriant; cantons

de : Le Croisic, Guérande, Herbignac, Pontchâteau, Saint-Etienne-de-Montluc, Saint-Gildas-des-Bois, Saint-Nazaire et Savenay, de l'arrondissement de Saint-Nazaire;
Vendée.

7^e Section (résidence à Nantes).

Loire-Inférieure : 2^e, 3^e et 4^e cantons de Nantes; cantons de : Aigrefeuille, Ancenis, Bouaye, Carquefou, Clisson, Lédé, Ligné, Le Loroux-Botttereau, Mâche-coul, Riaillé, Saint-Mars-la-Jaille, Saint-Philbert-de-Grandlieu, Vallet, Varades et Vertou, de l'arrondissement de Nantes; cantons de : Bourgneuf-en-Retz, Paimbœuf, Le Pellerin, Pornic, Saint-Père-en-Retz, de l'arrondissement de Saint-Nazaire;
Deux-Sèvres.

11^e CIRCONSCRIPTION. — LYON.

2^e Section (résidence à Lyon).

Ain : moins l'arrondissement de Trévoux et les cantons de Bagé-le-Châtel, Pont-de-Vaux, Pont-de-Weyle et Saint-Trivier-de-Courtes, de l'arrondissement de Bourg;
Rhône : canton de Villeurbanne, de l'arrondissement de Lyon.

4^e Section (résidence à Lyon).

Rhône : 7^e arrondissement de la ville de Lyon;
Isère : arrondissement de Vienne, moins les cantons de Beaurepaire et de La Côte-Saint-André; cantons de Crémieu et de Morestel, de l'arrondissement de La Tour-du-Pin.

5^e Section (résidence à Lyon).

Ain : arrondissement de Trévoux; cantons de Bagé-le-Châtel, Pont-de-Vaux, Pont-de-Weyle et Saint-Trivier-de-Courtes, de l'arrondissement de Bourg;
Rhône : 2^e, 4^e et 5^e arrondissements de la ville de Lyon; cantons de Limonest et de Neuville-sur-Saône, de l'arrondissement de Lyon, et cantons d'Anse, de Beaujeu, du Bois-d'Oingt, de Belleville-sur-Saône, de Lamure, de Monsois et de Villefranche-sur-Saône, de l'arrondissement de Villefranche-sur-Saône.

6^e Section (résidence à Grenoble).

Isère : arrondissement de Grenoble; arrondissement de La Tour-du-Pin, moins les cantons de Crémieu et de Morestel; arrondissement de Saint-Marcellin : cantons de Beaurepaire et de La Côte-Saint-André, de l'arrondissement de Vienne.

Paris, le 28 avril 1928.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

ARRETE DU 16 MAI 1928

*fixant le maximum des frais de tournées payables sur état
aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail.*

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 13 janvier et 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919, 29 mars et 24 novembre 1920, 15 juillet

1922, 9 février, 24 décembre et 29 décembre 1926, 14 avril et 18 août 1927, relatif à l'organisation du Corps de l'Inspection du travail;

Vu l'article 1^{er} du décret du 24 novembre 1920 relatif au relèvement des frais de tournées et de bureau des Inspecteurs divisionnaires et des Inspecteurs et Inspectrices départementaux;

Vu le décret du 8 août 1926, modifié par les décrets des 8 janvier et 24 février 1927, allouant aux fonctionnaires et agents du Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales des indemnités pour frais de mission et de tournées;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le maximum de crédit alloué pour frais de tournées payables sur état est fixé à 9.000 francs pour les inspecteurs divisionnaires et à 6.000 francs pour les inspecteurs chargés du contrôle.

Toutefois, le maximum est fixé : en ce qui concerne la première circonscription, à 3.500 francs pour l'inspecteur divisionnaire et à 1.600 fr. pour les inspecteurs chargés du contrôle; et en ce qui concerne la douzième circonscription, à 6.000 francs pour l'inspecteur divisionnaire.

ART. 2. — Le maximum de crédit alloué pour frais de tournées payables sur état est fixé conformément au tableau ci-après pour les inspectrices et inspecteurs départementaux.

CIRCONSCRIPTIONS.	SECTIONS.	RÉSIDENCES.	MAXIMUM des frais sur état.
1 ^{re}	18 ^e	Paris.....	4.800 ^f
	19 ^e	Idem.....	4.500
	20 ^e	Versailles.....	4.500
2 ^e	1 ^{re}	Orléans.....	4.600
	2 ^e	Tours.....	4.900
	3 ^e	Poitiers.....	5.200
	4 ^e	Limoges.....	5.000
	5 ^e	Montluçon.....	5.300
	6 ^e	Bourges.....	5.300
	7 ^e	Tours (inspectrice).....	3.900
3 ^e	1 ^{re}	Nevers.....	5.100
	2 ^e	Troyes.....	5.100
	3 ^e	Dijon.....	5.100
	4 ^e	Idem.....	5.100
	5 ^e	Belfort.....	4.500
	6 ^e	Besançon.....	5.100
	7 ^e	Chalon-sur-Saône.....	5.100
	8 ^e	Dijon (inspectrice).....	4.100
4 ^e	1 ^{re}	Laon.....	5.900
	2 ^e	Reims.....	5.200
	3 ^e	Charleville.....	5.200
	4 ^e	Nancy.....	6.000
	5 ^e	Idem.....	5.700
	6 ^e	Idem.....	5.400
	7 ^e	Idem.....	5.200
	8 ^e	Épinal.....	5.400
	9 ^e	Nancy (inspectrice).....	1.000

5	1 ^{re}	Lille.....	..	"
	2 ^e	Idem.....	.....	2.400
	3 ^e	Idem.....	.....	2.400
	4 ^e	Roubaix.....	.....	1.100
	5 ^e	Tourcoing.....	.....	1.100
	6 ^e	Douai.....	.....	4.300
	7 ^e	Valenciennes.....	.....	4.300
	8 ^e	Maubeuge.....	.....	4.300
	9 ^e	Cambrai.....	.....	4.500
	10 ^e	Dunkerque.....	.....	4.700
	11 ^e	Calais.....	.....	4.300
	12 ^e	Arras.....	.....	4.700
	13 ^e	Amiens.....	.....	4.500
	14 ^e	Idem.....	.....	4.500
	15 ^e	Lille (inspectrice).....	.....	800
	16 ^e	Idem (inspectrice).....	.....	1.800
6	1 ^{re}	Creil.....	.....	4.600
	2 ^e	Rouen.....	.....	4.000
	3 ^e	Idem.....	.....	"
	4 ^e	Le Havre.....	.....	3.000
	5 ^e	Elbeuf.....	.....	4.800
	6 ^e	Chartres.....	.....	5.000
	7 ^e	Caen.....	.....	5.000
	8 ^e	Cherbourg.....	.....	4.800
	9 ^e	Rouen (inspectrice).....	.....	1.800
	10 ^e	Le Havre (inspectrice).....	.....	1.800
7	1 ^{re}	Le Mans.....	.....	4.600
	2 ^e	Laval.....	.....	5.000
	3 ^e	Rennes.....	.....	4.400
	4 ^e	Brest.....	.....	5.400
	5 ^e	Lorient.....	.....	5.500
	6 ^e	Nantes.....	.....	4.500
	7 ^e	Idem.....	.....	4.800
	8 ^e	Angers.....	.....	4.500
8	1 ^{re}	Bordeaux.....	.....	3.800
	2 ^e	Idem.....	.....	3.400
	3 ^e	Idem.....	.....	4.500
	4 ^e	Agen.....	.....	4.800
	5 ^e	Pau.....	.....	5.600
	6 ^e	La Rochelle.....	.....	4.500
	7 ^e	Angoulême.....	.....	5.600
9	1 ^{re}	Carcassonne.....	.....	5.300
	2 ^e	Montpellier.....	.....	5.000
	3 ^e	Rodez.....	.....	5.500
	4 ^e	Castres.....	.....	5.600
	5 ^e	Toulouse.....	.....	4.500
	6 ^e	Idem.....	.....	4.600
10	1 ^{re}	Marseille.....	.....	1.800
	2 ^e	Idem.....	.....	2.000
	3 ^e	Idem.....	.....	1.800
	4 ^e	Idem.....	.....	2.000
	5 ^e	Idem.....	.....	3.500
	6 ^e	Toulon.....	.....	3.500

10 ^e (suite).....	7 ^e	Nice	2.500
	8 ^e	Avignon.....	6.000
	9 ^e	Valence.....	6.000
	10 ^e	Nîmes	5.000
	11 ^e	Marseille (inspectrice).....	"
	12 ^e	Idem (inspectrice).....	2.500
11 ^e	1 ^{re}	Lyon	1.700
	2 ^e	Idem.....	4.300
	3 ^e	Idem.....	3.200
	4 ^e	Idem.....	3.200
	5 ^e	Idem.....	2.300
	6 ^e	Grenoble	5.000
	7 ^e	Chambéry	5.400
	8 ^e	Saint-Étienne	3.100
	9 ^e	Idem.....	3.900
	10 ^e	Roanne.....	4.400
	11 ^e	Clermont-Ferrand.....	5.500
	12 ^e	Lyon (inspectrice).....	2.400
	13 ^e	Idem (inspectrice).....	1.600
12 ^e	Conseiller médical		4.800
	1 ^{re}	Strasbourg.....	4.000
	2 ^e	Idem.....	4.000
	3 ^e	Idem.....	4.000
	4 ^e	Colmar	3.200
	5 ^e	Mulhouse	3.200
	6 ^e	Idem.....	3.200
	7 ^e	Metz	3.200
	8 ^e	Idem.....	5.600

ART. 3. — Ces dispositions auront leur effet à dater du 1^{er} janvier 1928.

ART. 4. — L'arrêté du 14 janvier 1921, modifié, fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail est abrogé.

Paris, le 16 mai 1928.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*
ANDRÉ FALLIÈRES.

ARRETE DU 30 MAI 1928

*fixant le montant des indemnités pour frais de bureau
au personnel de l'Inspection du Travail.*

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 13 janvier et 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919, 29 mars et 24 novembre 1920, 15 juillet 1922, 24 décembre 1926, et 14 avril 1927, relatif à l'organisation du corps de l'Inspection du travail;

Vu l'article 1^{er} du décret du 20 mai 1928 fixant le maximum des frais de bureau à allouer au personnel de l'Inspection du travail;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les indemnités annuelles pour frais de bureau, prévues à l'article 1^{er} du décret du 20 mai 1928, sont fixées ainsi qu'il suit :

Inspecteurs divisionnaires :

1 ^{re} circonscription.....	5.000 francs.
5 ^e circonscription.....	4.000 —
10 ^e et 11 ^e circonscriptions.....	3.600 —
Autres circonscriptions.....	3.000 —

Inspecteurs départementaux :

Inspecteurs départementaux chargés du contrôle dans la circonscription.....	600 francs.
Inspecteurs et inspectrices départementaux du travail.....	600 —

ART. 2. — Ces dispositions auront effet à dater du 1^{er} janvier 1928.

ART. 3. — L'arrêté du 14 janvier 1921 est abrogé.

Paris, le 30 mai 1928.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

ANDRÉ FALLIÈRES.

ARRETE DU 12 JUIN 1928

*autorisant l'organisation du travail par relais dans les brasseries
pour les opérations de brassage et refroidissement du moût (¹).*

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 23 août 1927, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les brasseries, malteries, cidreries, fabriques d'eaux et de boissons gazeuses, de glace artificielle, et notamment l'article 2, § 2, conçu comme suit :

« L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, dans les industries où les fabrications où cette organisation sera justifiée par des raisons techniques »;

Vu les demandes formulées par l'Union générale des Syndicats de la Brasserie française, rue Washington, n° 3, à Paris, et par le Syndicat des Brasseurs du Sud, Sud-Ouest à Béziers;

(¹) J. O. du 14 juin 1928.

Vu la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées;
Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les brasseries, l'organisation du travail par relais est autorisée, pour les opérations suivantes : brassage et refroidissement du moût, dans les brasseries faisant normalement deux brassins au plus par jour, et soutirage, sous les conditions ci-après.

ART. 2. — La durée du travail journalier de chaque ouvrier ou groupe d'ouvriers occupés par relais n'excédera, en aucun cas, les limites fixées par l'article 2, § 1^{er}, du décret du 23 août 1927, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les brasseries, malteries, cidreries, fabriques d'eaux et de boissons gazeuses, de glace artificielle.

ART. 3. — Les heures de travail et de repos de chaque ouvrier ou de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais seront portées sur un horaire établi, communiqué et affiché dans les conditions prévues par l'article 4, §§ 3, 4, 5, et 6 du décret précité du 23 août 1927.

Un état nominatif de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais, constamment tenu à jour, sera affiché ou transcrit sur un registre mis à la disposition de l'inspecteur du travail.

ART. 4. — Le présent arrêté sera rapporté s'il est ultérieurement constaté que les opérations visées à l'article 1^{er} ne nécessitent plus l'organisation du travail par relais.

Paris, le 12 juin 1928.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

ARRETE DU 22 JUIN 1928

autorisant l'organisation du travail par relais dans les fabriques de glace artificielle des ports de pêche pour les ouvriers occupés aux opérations suivantes : démoulage, concassage et livraison de la glace destinée aux bateaux de pêche (¹).

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 23 août 1927, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les brasseries, malteries, cidreries, fabriques d'eaux et de boissons gazeuses, de glace artificielle, et notamment l'article 2, § 2, conçu comme suit :

« L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières

(¹) J. O. du 27 juin 1928 et erratum au J. O. du 29 juin 1928.

intéressées, dans les industries ou les fabrications où cette organisation sera justifiée par des raisons techniques » ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 1927 autorisant le travail par relais dans les fabriques de glace artificielle de Boulogne-sur-Mer, pour les ouvriers occupés aux opérations suivantes : démoulage, concassage et livraison ;

Vu la demande formulée par la Société des glacières de l'alimentation Dieppoise, la Société industrielle de pêche et d'armement à Dieppe et le Comptoir des glacières de la Rochelle ;

Vu la consultation des associations patronales et ouvrières intéressées ;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les fabriques de glace artificielle des ports de pêche, l'organisation du travail par relais est autorisée pour les ouvriers occupés aux opérations suivantes : démoulage, concassage et livraison de la glace destinée aux bateaux de pêche, sous les conditions ci-après.

ART. 2. — La durée du travail journalier de chaque ouvrier ou groupe d'ouvriers occupés par relais ne dépassera pas les limites fixées par les articles 2 et 5, § 7°, du décret du 23 août 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les brasseries, malteries, cidreries, fabriques d'eaux et de boissons gazeuses, de glace artificielle.

ART. 3. — Les heures de travail et de repos de chaque ouvrier ou de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais seront portées sur un horaire établi, communiqué et affiché dans les conditions prévues par l'article 4, § 3, 4, 5 et 6, du décret précité du 23 août 1927.

Un état nominatif de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais, constamment tenu à jour, sera affiché ou transcrit sur un registre mis à la disposition de l'inspecteur du travail.

ART. 4. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté du 6 décembre 1927 autorisant le travail par relais dans les fabriques de glace artificielle de Boulogne-sur-Mer, pour les ouvriers occupés aux opérations suivantes : démoulage, concassage et livraison.

ART. 5. — Le présent arrêté sera rapporté s'il est ultérieurement constaté que les opérations visées à l'article 1^{er} ne nécessitent plus l'organisation du travail par relais.

Paris, le 22 juin 1928.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

ARRETE DU 28 JUIN 1928

réduisant, à titre provisoire le crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail dans les pharmacies vendant au détail de la Ville de Lyon et de plusieurs communes avoisinantes (1).

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret des 17 août 1921-5 mars 1926 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail, et notamment l'article 6, dernier paragraphe, conçu comme suit :

« Art. 6. —
« Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées que le nombre annuel d'heures supplémentaires nécessaires pour faire face à l'exécution des travaux urgents est inférieur au maximum fixé au paragraphe 3° du présent article, un nombre différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé à titre provisoire, par arrêté ministériel. Le nouveau crédit d'heures supplémentaires ainsi fixé ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique »;

Vu l'accord intervenu le 24 mars 1928 entre le Syndicat des pharmaciens de Lyon et du Rhône et le Syndicat des préparateurs en pharmacie de Lyon et du Rhône;

Vu la demande formulée dans ledit accord;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail;

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Dans toute l'étendue de la Ville de Lyon et des communes de Villeurbanne, Caluire-et-Cuire, Oullins, Saint-Fons et Vénissieux, pour tous les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du décret des 17 août 1921-5 mars 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919, sur la journée de huit heures dans les pharmacies vendant au détail, par dérogation aux dispositions de l'article 6, 3° dudit décret, le nombre des heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire du travail ne devra pas, à titre provisoire, excéder cinquante par an.

Paris, le 28 juin 1928.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

ARRETE DU 23 JUILLET 1928

autorisant l'organisation du travail par relais, dans les pâtisseries de la ville de Montpellier (2).

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

(1) J. O. des 2 et 3 juillet 1928.

(2) J. O. du 3 août 1928 et errata au J. O. du 10 août 1928.

Vu le décret du 11 mai 1928, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Montpellier, et notamment l'article 2, § 3, conçu comme suit :

« L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, pour le personnel des ateliers de fabrication, les dimanches et jours de fête où cette organisation serait justifiée » ;

Vu l'accord intervenu le 6 décembre 1927 entre le Syndicat des pâtisseries de Montpellier et le Syndicat des ouvriers pâtisseries de Montpellier ;

Vu la demande formulée dans cet accord par lesdites organisations ;

Vu la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées ;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les pâtisseries de la ville de Montpellier, pour le personnel des ateliers de fabrication, l'organisation du travail par relais est autorisée les dimanches, les jours fériés légaux et le mardi-gras, sous les conditions ci-après :

ART. 2. — La durée du travail journalier de chaque ouvrier ou groupe d'ouvriers occupés par relais n'excédera en aucun cas les limites fixées par l'article 2, § 1^{er} du décret du 11 mai 1928, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Montpellier.

ART. 3. — Les heures de travail et de repos de chaque ouvrier ou groupe d'ouvriers occupés par relais seront portées sur un horaire établi, communiqué et affiché dans les conditions prévues par l'article 4, §§ 4, 5, 6 et 7 du décret précité du 11 mai 1928.

Un état nominatif de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais, constamment tenu à jour, sera affiché ou transcrit sur un registre mis à la disposition de l'inspecteur du travail.

ART. 5. — Le présent arrêté sera rapporté s'il est ultérieurement constaté que l'organisation du travail par relais n'est plus justifiée.

Paris, le 23 juillet 1928.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

ARRETE DU 31 JUILLET 1928

*fixant le nouveau maximum des indemnités supplémentaires à allouer
aux Inspecteurs du travail assurant des intérim.*

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié, relatif à l'organisation du corps des Inspecteurs du travail ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 1927 relatif aux indemnités pour frais de tournées allouées aux Inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail ;

Vu les arrêtés des 20 février 1922 et 8 novembre 1926, relatifs à l'attribution d'indemnités supplémentaires pour frais fixes de tournées aux Inspecteurs du travail des 1^{re} et 11^e circonscriptions assurant des intérim;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'indemnité supplémentaire allouée aux inspecteurs du travail appelés à exercer l'intérim d'une ou plusieurs sections comportant des frais fixes de tournées sera, à partir du 1^{er} janvier 1928, déterminée en tenant compte, pour chaque intérim, des dépenses supplémentaires de déplacement entraînées par cet intérim, sans que l'indemnité puisse excéder les maxima ci-après :

1^o Si l'inspecteur est chargé d'une seule section supplémentaire, l'indemnité ne pourra dépasser les deux tiers des frais fixes prévus pour cette section;

2^o Si l'inspecteur est chargé de l'intérim de plusieurs sections, l'indemnité ne pourra dépasser, pour celle de ces sections comportant les frais fixes les plus élevés, les deux tiers de ces frais fixes et, pour chacune des autres sections, la moitié des frais fixes afférents à cette section.

ART. 2. — Les arrêtés des 20 février 1922 et 8 novembre 1926 sont abrogés.

Paris, le 31 juillet 1928.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

ARRETE DU 7 AOUT 1928

fixant, à titre provisoire, un régime de travail comportant une durée de présence réduite, dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Nîmes ⁽¹⁾.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, § 3 et 6, conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspondant à la durée maximum de travail effectif au premier paragraphe du présent article :

« 54 heures par semaine à Paris, et dans les autres villes comptant plus de 500.000 habitants;

« 57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 habitants et au moins 100.000 habitants;

« 60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants. »

(1) J. O. du 10 août 1928.

« Lorsque dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées que le maximum hebdomadaire de travail effectif dans les magasins et salons de coiffure pour dames correspond à une durée de présence inférieure à celle qui est fixée par le paragraphe 3 du présent article, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique » ;

Vu l'accord intervenu le 1^{er} mai 1928 entre le Syndicat des patrons coiffeurs de Nîmes et le Syndicat des ouvriers coiffeurs de Nîmes ;

Vu la demande formulée par le Syndicat des ouvriers coiffeurs de Nîmes ;

Vu la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées ;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames de la ville de Nîmes, il est admis, à titre provisoire, qu'une durée de présence de cinquante-sept heures par semaine correspond à la durée maximum de travail effectif fixée au premier paragraphe de l'article 2 du décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921.

Paris, le 7 août 1928.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Sous-Secrétaire d'Etat,

OBERKIRCH.

ARRETE DU 8 AOUT 1928

autorisant l'organisation du travail par relais dans les entrepôts frigorifique de la région lyonnaise annexés à des fabriques de glace artificielle, pour le service du transit et le service des entrepôts ()*.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu le décret du 23 août 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les brasseries, malteries, cidreries, fabriques d'eau et de boissons gazeuses, de glace artificielle, et notamment l'article 2, § 2, conçu comme suit :

« L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, dans les industries ou les fabrications où cette organisation sera justifiée par des raisons techniques » ;

Vu l'arrêté en date de ce jour, autorisant, dans les entrepôts frigorifiques de la région lyonnaise annexés à des fabriques de glace artificielle, l'organisation du travail par relais pour certains travaux déterminés ;

Vu, à défaut d'organisations patronales et ouvrières susceptibles d'être consultées, l'enquête du service de l'Inspection du Travail ;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les entrepôts frigorifiques de la ville de Dijon annexés à des fabriques de glace artificielle, l'organisation du travail par relais est autorisée pour les travaux suivants : service de manutention des

(*) J. O. du 15 août 1928.

produits de laiterie, de boucherie et du poisson, dans l'entrepôt frigorifique, et service de manutention en vue de la livraison de la glace, dans la fabrique de glace artificielle.

Cette autorisation est subordonnée aux conditions ci-après :

ART. 2. — La durée du travail journalier de chaque ouvrier ou de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais n'excédera en aucun cas les limites fixées par l'article 2, § 1^{er} du décret du 23 août 1927, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les brasseries, malteries, cidreries, fabriques d'eaux et de boissons gazeuses, de glace artificielle.

ART. 3. — Les heures de travail et de repos de chaque ouvrier ou de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais seront portées sur un horaire établi, communiqué et affiché dans les conditions prévues par l'article 4, §§ 3, 4, 5 et 6 du décret précité du 23 août 1927.

Un état nominatif de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais, constamment tenu à jour, sera affiché ou transcrit sur un registre mis à la disposition de l'Inspecteur du travail.

ART. 4. — Le présent arrêté sera rapporté s'il est ultérieurement constaté que les opérations visées à l'article 1^{er} ne nécessitent plus l'organisation du travail par relais.

Paris, le 8 août 1928.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Sous-Secrétaire d'Etat,

OBERKIRCH.

ARRETE DU 8 AOUT 1928

autorisant l'organisation du travail par relais pour certains travaux dans les entrepôts frigorifiques de la ville de Dijon annexés à des fabriques de glace artificielle (1).

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu le décret du 23 août 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les brasseries, malteries, cidreries, fabriques d'eaux et de boissons gazeuses, de glace artificielle, et notamment l'article 2 § 2, conçu comme suit :

« L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, dans les industries ou les fabrications où cette organisation sera justifiée par des raisons techniques » ;

Vu la demande formulée par les Entrepôts frigorifiques lyonnais ;

Vu, à défaut d'organisations patronales et ouvrières susceptibles d'être consultées, l'enquête du Service de l'Inspection du travail ;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les entrepôts frigorifiques de la région lyonnaise annexés à des fabriques de glace artificielle, l'organisation du tra-

(1) J. O. du 15 août 1928.

vail par relais est autorisée pour les travaux suivants : service du transit et service des entrepôts.

ART. 2. — La durée du travail journalier de chaque ouvrier ou de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais n'excédera en aucun cas les limites fixées par l'article 2, § 1^{er} du décret du 23 août 1927, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les brasseries, malteries, cidreries, fabriques d'eaux et de boissons gazeuses, de glace artificielle.

ART. 3. — Les heures de travail et de repos de chaque ouvrier ou de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais seront portées sur un horaire établi, communiqué et affiché dans les conditions prévues par l'article 4, §§ 3, 4, 5 et 6 du décret précité du 23 août 1927.

Un état nominatif de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais, constamment tenu à jour, sera affiché ou transcrit sur un registre mis à la disposition de l'Inspecteur du travail.

ART. 4. — Le présent arrêté sera rapporté s'il est ultérieurement constaté que les opérations visées à l'article 1^{er} ne nécessitent plus l'organisation du travail par relais.

Paris, le 8 août 1928.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Sous-Secrétaire d'Etat,

OBERKIRCH.

ARRETE DU 20 AOUT 1928

modifiant l'arrêté du 29 octobre 1919 répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux ().*

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié, relatif à l'organisation du corps de l'Inspection du travail;

Vu l'arrêté du 20 octobre 1919, modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux Inspecteurs et Inspectrices départementaux du travail;

Vu les avis des Inspecteurs divisionnaires du travail de la 1^{re} et de la 2^e circonscriptions;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'arrêté du 29 octobre 1919 modifié répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail, est modifié comme suit :

1^{re} CIRCONSCRIPTION.

(Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise.)

I. — INSPECTEURS (Seine).

(*) J. O. du 23 août 1928.

10^e Section (résidence à Paris).

6^e arrondissement : Monnaie, Odéon, Notre-Dame-des-Champs, Saint-Germain-des-Près.

14^e arrondissement : Moniparnasse, Santé, Petit-Montrouge, Plaisance.

15^e arrondissement : Saint-Lambert, Necker, Grenelle, Javel.

11^e Section (résidence à Paris).

7^e arrondissement : Saint-Thomas-d'Aquin, Invalides, Ecole Militaire, Gros-Caillou.

11^e CIRCONSCRIPTION (Lyon).

9^e Section (résidence à Saint-Etienne).

Loire : cantons sud-est et sud-ouest de la ville de Saint-Etienne, Bourg-Argeat, Chambon-Feugerolles, Firminy et Saint-Genest-Malifaux, de l'arrondissement de Saint-Etienne.

Haute-Loire : arrondissement d'Yssingeaux.

Paris, le 20 août 1928.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Sous-Secrétaire d'Etat,

OBERKIRCH.

ARRETE DU 21 AOUT 1928

autorisant l'organisation du travail par relais dans l'industrie des tabacs pour les travaux suivants : torréfaction et garde de nuit.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 10 août 1928, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie des tabacs et notamment l'article 2, § 2, conçu comme suit :

« L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, dans les industries ou les fabrications où cette organisation sera justifiée par des raisons techniques »;

Vu la demande formulée par la Caisse autonome de gestion des bons de la Défense nationale, Direction générale du Service d'Exploitation industrielle des Tabacs;

Vu la consultation des organisations ouvrières intéressées;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les établissements et parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du décret du 10 août 1928, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie des tabacs, pour les travaux suivants : torréfaction et garde de nuit, l'organisation du travail par relais est autorisée, sous les conditions ci-après :

ART. 2. — La durée du travail journalier de chaque ouvrier ou groupe d'ouvriers occupés par relais n'excédera en aucun cas les limites fixées par l'article 2, § 1^{er} du décret précité du 10 août 1928.

ART. 3. — Les heures de travail et de repos de chaque ouvrier ou de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais seront portées sur un horaire établi, communiqué et affiché dans les conditions prévues par l'article 4, §§ 3, 4, 5 et 6 du décret précité du 10 août 1928.

Un état nominatif de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais, constamment tenu à jour, sera affiché ou transcrit sur un registre mis à la disposition de l'Inspecteur du travail.

ART. 4. — Le présent arrêté sera rapporté s'il est ultérieurement constaté que les opérations visées à l'article 1^{er} ne nécessitent plus l'organisation du travail par relais.

Paris, le 21 août 1928.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Sous-Secrétaire d'Etat,

OBERKIRCH.

ARRETE DU 20 SEPTEMBRE 1928

déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et aux ingénieurs T. P. E. des mines, au titre de l'Inspection du travail.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu l'article 1^{er} du décret du 30 avril 1928 relatif à l'attribution des indemnités fixes pour frais de tournées et des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux, ingénieurs et ingénieurs T. P. E. des mines, au titre du Service de l'Inspection du travail;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état prévus à l'article 1^{er} du décret du 30 avril 1928 sont fixés comme il suit :

RÉSIDENCES.	FONCTIONS.	FRAIS de TOURNÉES sur état.	FRAIS FIXES de tournées.	TOTAL des FRAIS.	TOTAL PAR DIVISION et par ARRONDIS- SEMENT.	OBSER- VATIONS.
1 ^{re} DIVISION MINÉRALOGIQUE.						
Paris, ...	Inspecteur général des Mines.	"	3.000 ^f	3.000 ^f	3.000 ^f	
1 ^{er} ARRONDISSEMENT DE PARIS.						
Paris	Ingénieur en chef.	150 ^f	900 ^f	1.050 ^f	"	
Paris	Ingénieur ordin ^{re} .	150	600	750	"	
Paris	Ingénieur T. P. E.	3 x 150	"	450	2.250 ^f	

RÉSIDENCES.	FONCTIONS.	FRAIS de TOURNÉES sur état.	FRAIS FIXES DE TOURNÉES.	TOTAL DES FRAIS.	TOTAL PAR DIVISION et par ARRONDIS- SEMENT.	OBSER- VATIONS.
ARRONDISSEMENT DE DOUAI.						
Douai.....	Ingénieur en chef.	250 ^f	2.500 ^f	2.750 ^f	—	
<i>Sous-arrondissement de Douai.</i>						
Douai.....	Ingénieur ordin ^{re} .	350 ^f	2.000 ^f	2.350 ^f	"	
Idem.....	Ingénieur T. P. E.	2 x 500	"	1.000	"	
<i>Sous-arrondissement de Lille.</i>						
Lille.....	Ingénieur ordin ^{re} .	150 ^f	500 ^f	650 ^f	"	
Idem.....	Ingénieur T. P. E.	2 x 500	"	1.000	"	
<i>Sous-arrondissement de Valenciennes.</i>						
Valenciennes....	Ingénieur ordin ^{re} .	350 ^f	2.000 ^f	2.350 ^f	"	
Idem.....	Ingénieur T. P. E.	3 x 500	"	1.500	11.600 ^f	
ARRONDISSEMENT DE BÉTHUNE.						
Béthune.....	Ingénieur en chef.	250 ^f	2.800 ^f	3.050 ^f	"	
<i>Sous-arrondissement d'Arras-Est.</i>						
Béthune.....	Ingénieur ordin ^{re} .	425 ^f	2.000 ^f	2.425 ^f	"	
Arras.....	Ingénieur T. P. E.	3 x 500	"	1.500	"	
<i>Sous-arrondissement d'Arras-Centre.</i>						
Béthune.....	Ingénieur ordin ^{re} .	425 ^f	2.000 ^f	2.425 ^f	"	
Arras.....	Ingénieur T. P. E.	3 x 500	"	1.500	"	
Amiens.....	Idem.....	200	"	200	"	
<i>Sous-arrondissement d'Arras-Ouest.</i>						
Béthune.....	Ingénieur ordin ^{re} .	425 ^f	2.000 ^f	2.425 ^f	"	
Idem.....	Ingénieur T. P. E.	3 x 500	"	1.500	15.025 ^f	
2 ^e DIVISION MINÉRALOGIQUE.						
Paris.....	Inspecteur général des mines.	"	3.000 ^f	3.000 ^f	3.000 ^f	
ARRONDISSEMENT DE NANCY.						
Nancy.....	Ingénieur en chef.	250 ^f	2.200 ^f	2.450 ^f	"	

RÉSIDENCES.	FONCTIONS.	FRAIS de TOURNÉES sur état.	FRAIS FIXES de tournées.	TOTAL DES FRAIS.	TOTAL PAR DIVISION et par ARRONDIS- SEMENT.	OBSER- VATIONS.
<i>Sous-arrondissement de Nancy-Sud.</i>						
Nancy	Ingénieur ordin ^{re} .	425 ^f	1.400 ^f	1.825 ^f	"	
Vesoul	Ingénieur T. P. E.	425	"	425	"	
Reims	<i>Idem.</i>	200	"	200	"	
Épinal	<i>Idem.</i>	200	"	200	"	
Bar-le-Duc	<i>Idem.</i>	425	"	425	"	
<i>Sous-arrondissement de Nancy-Nord.</i>						
Nancy	Ingénieur ordin ^{re} .	300 ^f	1.800 ^f	2.100 ^f	"	
<i>Idem.</i>	Ingénieur T. P. E.	500	"	500	"	
Briey	<i>Idem.</i>	500	"	500	"	
Charleville	<i>Idem.</i>	425	"	425	9.050 ^f	
ARRONDISSEMENT DE STRASBOURG.						
Strasbourg	Ingénieur en chef.	250 ^f	2.500 ^f	2.750 ^f	"	
<i>Sous-arrondissement de Strasbourg.</i>						
Strasbourg	Ingénieur ordin ^{re} .	425 ^f	2.000 ^f	2.425 ^f	"	
<i>Idem.</i>	Ingénieur T. P. E.	250	"	250	"	
Mulhouse	<i>Idem.</i>	350	"	350	"	
<i>Sous-arrondissement de Metz-Nord.</i>						
Metz	Ingénieur ordin ^{re} .	425 ^f	2.000 ^f	2.425 ^f	"	
<i>Idem.</i>	Ingénieur T. P. E.	500	"	500	"	
Thionville	<i>Idem.</i>	500	"	500	"	
<i>Sous-arrondissement de Metz-Sud.</i>						
Metz	Ingénieur ordin ^{re} .	425 ^f	2.000 ^f	2.425 ^f	"	
Forbach	Ingénieur T. P. E.	2 x 500	"	1.000	12.625 ^f	
3 ^e DIVISION MINÉRALOGIQUE.						
Paris	Inspecteur général des mines.	"	3.000 ^f	3.000 ^f	3.000 ^f	
2 ^e ARRONDISSEMENT DE PARIS.						
Paris	Ingénieur en chef.	200 ^f	1.600 ^f	1.800 ^f	"	

RÉSIDENCES.	FONCTIONS.	FRAIS de TOURNÉES sur état.	FRAIS FIXES de tournées.	TOTAL des FRAIS.	TOTAL PAR DIVISION et par ARRONDIS- SEMENT.	OBSER- VATIONS.
<i>Sous-arrondissement de Paris.</i>						
Paris	Ingénieur ordin ^{re} .	200 ^f	1.200 ^f	1.400 ^f	"	
Idem.	Ingénieur T. P. E.	2 x 250	"	500	"	
Versailles	Idem.	250	"	250	"	
Chartres	Idem.	250	"	250	"	
Auxerre	Idem.	250	"	250	"	
Orléans	Idem.	250	"	250	"	
Creil	Idem.	250	"	250	"	
Laon	Idem.	250	"	250	"	
<i>Sous-arrondissement de Caen.</i>						
Caen	Ingénieur ordin ^{re} .	200 ^f	1.200 ^f	1.400 ^f	"	
Idem.	Ingénieur T. P. E.	350	"	350	"	
Evreux	Idem.	250	"	250	"	
Argentan	Idem.	300	"	300	"	
Rouen	Idem.	300	"	300	7.800 ^f	
ARRONDISSEMENT DE NANTES.						
Nantes	Ingénieur en chef.	250 ^f	2.200 ^f	2.450 ^f	"	
<i>Sous-arrondissement de Nantes.</i>						
Nantes	Ingénieur ordin ^{re} .	425 ^f	1.400 ^f	1.825 ^f	"	
Idem. (1 ^{re})	Ingénieur T. P. E.	250	"	250	"	
Idem. (2 ^e)	Idem.	350	"	350	"	
Angers	Idem.	2 x 350	"	700	"	
La Roche-sur-Yon	Idem.	300	"	300	"	
<i>Sous-arrondissement de Rennes.</i>						
Rennes	Ingénieur ordin ^{re} .	425 ^f	1.400 ^f	1.825 ^f	"	
Idem.	Ingénieur T. P. E.	250	"	250	"	
Le Mans	Idem.	250	"	250	"	
Laval	Idem.	300	"	300	"	
Brest	Idem.	300	"	300	"	
Saint-Brieuc	Idem.	300	"	300	9.100 ^f	
ARRONDISSEMENT DE BORDEAUX.						
Bordeaux	Ingénieur en chef.	150 ^f	1.600 ^f	1.750 ^f	"	
<i>Sous-arrondissement de Bordeaux.</i>						
Bordeaux	Ingénieur ordin ^{re} .	150 ^f	1.000 ^f	1.150 ^f	"	
Idem.	Ingénieur T. P. E.	2 x 250	"	500	"	
Mont-de-Marsan	Idem.	250	"	250	"	
Pau	Idem.	250	"	250	"	

RÉSIDENCES.	FONCTIONS.	FRAIS de TOURNÉES sur état.	FRAIS FINES de tournées.	TOTAL DES FRAIS.	TOTAL PAR DIVISION et par ARRONDIS- SEMENT.	OBSER- VATIONS.
<i>Sous-arrondissement de Limoges.</i>						
Limoges	Ingénieur ordin ^{re} .	300 ^f	1.400 ^f	1.700 ^f	"	
Idem	Ingénieur T. P. E.	425	"	425	"	
Guéret	Idem	425	"	425	"	
Tours	Idem	250	"	250	"	
Périgueux	Idem	250	"	250	"	
Angoulême	Idem	250	"	250	7.200 ^f	
 4 ^e DIVISION MINÉRALOGIQUE.						
Paris	Inspecteur général des mines.	"	3.000 ^f	3.000 ^f	3.000 ^f	
 ARRONDISSEMENT DE TOULOUSE.						
Toulouse	Ingénieur en chef.	250 ^f	2.200 ^f	2.450 ^f	"	
 <i>Sous-arrondissement de Toulouse.</i>						
Toulouse	Ingénieur ordin ^{re} .	425 ^f	1.200 ^f	1.625 ^f	"	
Idem	Ingénieur T. P. E.	425	"	425	"	
Tarbes	Idem	300	"	300	"	
 <i>Sous-arrondissement de Rodez.</i>						
Rodez	Ingénieur ordin ^{re} .	425 ^f	1.600 ^f	2.025 ^f	"	
Idem	Ingénieur T. P. E.	425	"	425	"	
Cahors	Idem	250	"	250	"	
Decazeville	Idem	425	"	425	"	
Albi	Idem	425	"	425	8.350 ^f	
 ARRONDISSEMENT D'ALÈS.						
Alès	Ingénieur en chef.	250 ^f	2.200 ^f	2.450 ^f	"	
 <i>Sous-arrondissement d'Alès.</i>						
Alès	Ingénieur ordin ^{re} .	425 ^f	2.000 ^f	2.425 ^f	"	
Idem	Ingénieur T. P. E.	5 × 500	"	2.500	"	
Privas	Idem	250	"	250	"	
 <i>Sous-arrondissement de Montpellier.</i>						
Montpellier	Ingénieur ordin ^{re} .	300 ^f	1.200 ^f	1.500 ^f	"	
Idem	Ingénieur T. P. E.	2 × 350	"	700	"	
Car cassonne	Idem	300	"	300	10.125 ^f	

RÉSIDENCES.	FONCTIONS.	FRAIS de TOURNÉES sur état.	FRAIS FIXES de tournées.	TOTAL DES FRAIS.	TOTAL PAR DIVISION et par ARRONDIS- SEMENT.	OBSER- VATIONS.
5 ^e DIVISION MINÉRALOGIQUE.						
Paris.	Inspecteur général des mines.	•	3.000 ^f	3.000 ^f	3.000 ^f	
ARRONDISSEMENT DE SAINT-ÉTIENNE.						
Saint-Étienne. ...	Ingénieur en chef.	150 ^f	2.500 ^f	2.650 ^f	•	
<i>Sous-arrondissement de Saint-Étienne-Est.</i>						
Saint-Étienne....	Ingénieur ordin ^{re} .	200 ^f	1.800 ^f	2.000 ^f	•	
Idem.....	Ingénieur T. P. E.	2 × 500	•	1.000	•	
<i>Sous-arrondissement de Saint-Étienne-Ouest.</i>						
Saint-Étienne....	Ingénieur ordin ^{re} .	200 ^f	1.800 ^f	2.000 ^f	•	
Idem.....	Ingénieur T. P. E.	3 × 500	•	1.500	9.150 ^f	
ARRONDISSEMENT DE CLERMONT-FERRAND.						
Clermont-Ferrand.	Ingénieur en chef.	200 ^f	1.900 ^f	2.100 ^f	•	
<i>Sous-arrondissement de Clermont-Ferrand-Nord.</i>						
Clermont-Ferrand.	Ingénieur ordin ^{re} .	200 ^f	1.500 ^f	1.700 ^f	•	
Montluçon.....	Ingénieur T. P. E.	250	•	250	•	
Moulins.....	Idem.....	250	•	250	•	
Bourges.....	Idem.....	250	•	250	•	
<i>Sous-arrondissement de Clermont-Ferrand-Sud.</i>						
Clermont-Ferrand.	Ingénieur ordin ^{re} .	200 ^f	1.500 ^f	1.700 ^f	•	
Idem.....	Ingénieur T. P. E.	250	•	250	6.750 ^f	
Brionde.....	Idem.....	250	•	250	•	
6 ^e DIVISION MINÉRALOGIQUE.						
Paris.	Inspecteur général des mines.	•	3.000 ^f	3.000 ^f	3.000 ^f	

RÉSIDENCES.	FONCTIONS.	FRAIS de TOURNÉES sur état.	FRAIS FIXES de tournées.	TOTAL des FRAIS.	TOTAL PAR DIVISION et par ARRONDIS- SEMENT.	OBSER- VATIONS.
ARRONDISSEMENT DE LYON.						
Lyon.	Ingénieur en chef.	250 ^f	2.200 ^f	2.450 ^f	"	
<i>Sous-arrondissement de Chalon-sur-Saône.</i>						
Chalon-sur-Saône.	Ingénieur ordin ^{re} .	425 ^f	1.800 ^f	2.225 ^f	"	
Idem.	Ingénieur T. P. E.	2 x 425	"	850	"	
Creusot	Idem.	500	"	500	"	
Dijon.	Idem.	250	"	250	"	
<i>Sous-arrondissement de Lyon.</i>						
Lyon.	Ingénieur ordin ^{re} .	300 ^f	1.200 ^f	1.500 ^f	"	
Lyon (1 ^{re})	Ingénieur T. P. E.	350	"	350	"	
Bourg	Idem.	250	"	250	"	
Lons-le-Saunier.	Idem.	250	"	250	"	
<i>Sous-arrondissement de Grenoble.</i>						
Grenoble.	Ingénieur ordin ^{re} .	300 ^f	1.400 ^f	1.700 ^f	"	
Idem.	Ingénieur T. P. E.	2 x 350	"	700	"	
Lyon (2 ^e)	Idem.	300	"	300	"	
Chambéry	Idem.	350	"	350	"	
Annecy.	Idem.	300	"	300	11.975 ^f	
ARRONDISSEMENT DE MARSEILLE.						
Marseille.	Ingénieur en chef.	250 ^f	1.900 ^f	2.150 ^f	"	
<i>Sous-arrondissement de Marseille-Nord.</i>						
Marseille	Ingénieur ordin ^{re} .	250 ^f	1.200 ^f	1.450 ^f	"	
Avignon	Ingénieur T. P. E.	425	"	425	"	
Valence.	Idem.	300	"	300	"	
Briançon	Idem.	300	"	300	"	
<i>Sous-arrondissement de Marseille-Sud.</i>						
Marseille	Ingénieur ordin ^{re} .	700 ^f	1.400 ^f	2.100 ^f	"	
Idem.	Ingénieur T. P. E.	2 x 500	"	1.000	"	
Toulon	Idem.	425	"	425	"	
Nice-Ajaccio	Idem.	700	"	700	8.850 ^f	

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté auront leur effet à compter du 1^{er} janvier 1928.

Paris, le 20 septembre 1928.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Sous-Secrétaire d'Etat,

OBERKIRCH.

CIRCULAIRE DU 11 JANVIER 1928 (¹).

Résidence des Inspecteurs du travail.

Les inspecteurs du travail sont tenus d'habiter à leur résidence, en un domicile qui doit être connu, non seulement de l'Administration, mais encore des employeurs et des employés. L'article 84 du livre II du Code du travail fait, en effet, une obligation aux premiers d'afficher dans chaque atelier les noms et adresses des inspecteurs chargés de la surveillance de leurs établissements.

Lorsque des inspecteurs sont amenés, par suite de circonstances exceptionnelles, à fixer leur domicile en dehors de leur résidence, fût-ce dans les environs immédiats de celle-ci, ils sont tenus de se pourvoir d'une autorisation spéciale de l'Administration.

A défaut d'une autorisation de ce genre, ils ne peuvent transporter leur lieu d'habitation en dehors de leur résidence, fût-ce à titre temporaire et même s'il conservent à leur résidence un pied-à-terre ou un bureau. L'urgence de certaines enquêtes exige, en effet, que l'Administration et les intéressés sachent à toute heure où trouver l'inspecteur et toucher celui-ci, s'il y a lieu, immédiatement.

Je vous serais très obligé de vérifier si les inspecteurs de votre circonscription se conforment exactement aux règles qui précèdent.

CIRCULAIRE DU 23 JANVIER 1928 (¹).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.

Fabriques de matières plastiques. — Travail par relais.

Par lettre du 21 novembre 1927, je vous ai fait connaître que j'avais été saisi d'une demande formulée par la Compagnie française de l'Omni-lith, fabrique de matières plastiques, à Montendre, Charente-Inférieure, en vue d'obtenir l'autorisation d'organiser le travail par relais pour le service des boudineuses, mélangeurs et presses. Je vous informais que ce régime paraissait nécessaire dans l'établissement en cause par les conditions spéciales dans lesquelles la caséine y est travaillée (à moins de 10 p. 100 d'humidité), et je vous demandais s'il existe dans votre circonscription des établissements fonctionnant dans des conditions analogues.

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

L'enquête a établi, d'une part, que le procédé employé par la Compagnie l'Omnilith n'est usité dans aucun autre établissement, d'autre part, que les nécessités techniques de ce mode de fabrication justifient l'organisation du travail par relais pour les ouvriers occupés à la conduite des boudineuses, des presses et à l'opération du traitement au formol; dans ces services, en effet, l'interruption du travail pour les repos risquerait de causer la perte irrémédiable d'une importante quantité de matière première.

Pour ces raisons, le régime des relais a été autorisé par arrêté du 10 janvier (publié au *Journal officiel* du 13 janvier), non pas seulement dans l'établissement intéressé, mais dans toutes les fabriques de matières plastiques où la caséine est travaillée à moins de 10 p. 100 d'humidité, les autorisations de cette sorte ne pouvant aux termes de l'article 2, § 2, du décret du 10 mai 1925 viser que « les industries ou fabrications » et non un seul établissement.

En conséquence, si, dans votre circonscription, des fabriques de matières plastiques adoptaient le mode de fabrication visé par l'arrêté, elles bénéficieraient, de droit, de l'autorisation d'organiser le travail par relais, pendant les repos intercalaires, pour les services désignés dans l'arrêté en question.

CIRCULAIRE DU 24 JANVIER 1928 (¹).

*Réparation des maladies professionnelles. — Déclaration tardive.
Arrêt de la Cour de Cassation du 21 mars 1927.*

J'ai l'honneur de vous faire part ci-dessous, à titre documentaire, de l'état actuel de la jurisprudence, en ce qui concerne l'interprétation des alinéas 1 et 4 de l'article 5 de la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles, alinéas ainsi conçus :

Alinéa 1^{er}. — Toute maladie professionnelle dont la victime demande réparation en vertu de la présente loi doit être, par ses soins, déclarée, dans les quinze jours qui suivront la cessation du travail, au maire de la commune, qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

Alinéa 4. — Du jour de la déclaration court le délai de prescription prévu par l'article 18 de la loi du 9 avril 1898.

La question s'est posée de savoir si un ouvrier peut obtenir réparation d'un cas de maladie professionnelle en vertu de la loi du 25 octobre 1919 sur la matière, bien que le délai de quinze jours, à dater de la cessation du travail, fixé pour la déclaration par l'article 5, alinéa 1^{er} précité, n'ait pas été observé.

Sans doute la Chambre des requêtes de la Cour de Cassation, dans un arrêt du 3 décembre 1924, a déclaré forcloz l'ouvrier qui ne fait une déclaration de maladie professionnelle qu'après un délai supérieur à quinze jours, à compter de la cessation du travail.

Mais, d'une part, les tribunaux et cours d'appels n'ont pas suivi sur ce point, la Chambre des requêtes (notamment Cour de Paris, 6 juillet 1925, Cour de Caen, 27 avril 1926) et, d'autre part, la Chambre civile de la Cour de Cassation, dans un arrêt du 21 mars 1927 (²), a jugé que si l'article 5, alinéa 4 de la loi du 25 octobre 1919 dispose que le délai de prescription

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(²) Voir *Bulletin* 1927, p. 170.

prévu par l'article 18 de la loi du 9 avril 1898 court du jour de la déclaration, il ne s'ensuit pas que cette formalité présente un caractère substantiel et que, quand elle n'a pas été remplie dans le délai de quinzaine prévu par l'article 5, il n'en résulte contre l'ouvrier aucune déchéance : il appartient à ce dernier de faire valoir ses droits par les autres moyens légaux qui restent à sa disposition pendant la durée du délai de prescription qui, en pareil cas, court du jour de la cessation du travail.

J'ajoute que l'arrêt de la Cour de Cassation du 21 mars 1927 susvisé a été publié au *Bulletin du Ministère du Travail* (juillet-août-septembre 1927, page 354).

CIRCULAIRE DU 31 JANVIER 1928 ⁽¹⁾.

Loi du 10 juillet 1915 (art. 33 et suivants du livre I^{er} du Code du travail).

Salaires des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement. — Comités d'expertise.

La loi du 10 juillet 1915 (art. 33 et suivants du livre I^{er} du Code du travail), relative au salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement, a institué des *Comités professionnels d'expertise*, chargés de dresser le tableau des temps nécessaires à l'exécution des travaux en série pour les divers articles et les diverses catégories d'ouvrières visés par la loi.

Il existe encore, à l'heure actuelle, des départements où aucun Comité d'expertise n'a été créé; d'autres où les Comités n'ont jamais fonctionné. Parmi ceux qui ont fonctionné au début de l'application de la loi, bon nombre n'ont pas encore révisé leurs premières décisions. Lorsqu'il a été procédé à cette revision, celle-ci a généralement porté sur l'adaptation du nouveau salaire horaire minimum à la durée de confection.

Sans doute les décisions des Comités d'expertise portant sur les temps nécessaires à l'exécution des travaux en série n'ont pas à être modifiées comme les décisions des commissions départementales chargées d'établir les taux de salaire horaire, chaque fois que, sous l'influence des fluctuations de la valeur de la monnaie ou du coût de la vie se produisaient des modifications dans le taux des salaires pratiqués en ateliers. Les décisions des commissions d'expertise devraient même être immuables tant que les travaux en série auxquels elles s'appliquent restent les mêmes et sont exécutés par les mêmes moyens.

Mais il n'en est pas ainsi, les travaux exécutés en série se modifient au fur et à mesure que se transforme le vêtement et, en particulier, la toilette féminine.

Pour prendre des exemples, il suffira d'indiquer que les décisions de certains Comités mentionnent encore dans la lingerie le grand jupon de costumes, l'antique chemise dite « à pattes », le cache-corset désuet, alors qu'elles ne visent, pour la plupart, aucun des articles nouveaux de confection courante dont l'usage est si répandu.

Dans un autre ordre de travaux figurent encore sur les listes des Comités retardataires les articles de confection militaire de la guerre dont les modèles avaient été simplifiés à l'époque, les masques contre les gaz asphyxiants, les gants de l'Intendance, les tentes individuelles.

Il serait donc nécessaire de réajuster d'une façon méthodique, les travaux des Comités d'expertise aux conditions actuelles de l'industrie du vêtement.

Je vous serais très obligé de communiquer cette circulaire aux Comités

(¹) Adressée aux **Préfets**.

d'expertise de votre département, en les invitant à se réunir le plus rapidement possible. Dans le cas où aucun Comité n'existerait encore dans votre département, vous voudrez bien prendre les mesures nécessaires en vue de la création d'un ou plusieurs de ces Comités.

CIRCULAIRE DU 2 FEVRIER 1928 ⁽¹⁾.

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.
Ateliers de mécanique dentaire. — Décret du 17 janvier 1928.*

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le *Journal officiel* du 20 janvier 1928, p. 895, a publié le texte du décret du 17 janvier 1928 ⁽²⁾ étendant aux ateliers de fabrication d'appareils de prothèse dentaire les dispositions du décret du 9 août 1920, modifié par le décret du 2 avril 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux.

L'application de ce décret ne semble pas devoir soulever de difficultés, la journée de huit heures étant déjà de pratique courante dans les ateliers en cause, et le crédit de soixante heures supplémentaires prévu pour ces ateliers semblant largement suffisant pour leur permettre de faire face à tous leurs besoins.

Toutefois, lors de l'élaboration du décret, plusieurs syndicats, régionaux ou locaux, de chirurgiens-dentistes ont émis l'avis que ne sont pas soumis à la loi de huit heures les ateliers de prothèse dentaire annexés à des cabinets dentaires, la profession de chirurgien-dentiste étant une profession libérale. Pour ces organisations, seuls seraient visés par le nouveau règlement les ateliers appartenant à des mécaniciens qui travaillent pour le compte des dentistes.

La question pourrait être soulevée à nouveau à l'occasion de la mise en vigueur du décret du 17 janvier 1928.

Il va sans dire que les ateliers annexés à un cabinet dentaire n'échappent pas à l'application de la loi du fait que les dentistes ne sont ni industriels ni commerçants. Le décret vise les « ateliers de fabrication d'appareils de prothèse dentaire », qu'ils appartiennent à des chirurgiens-dentistes ou à des mécaniciens pour dentistes, si ces ateliers ont un caractère industriel, c'est-à-dire présentent, selon la définition de la Cour de cassation, « une organisation régulière et suivie du travail en commun ».

Le décret du 17 janvier 1928 entre en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*, soit le 5 février 1928.

CIRCULAIRE DU 8 FEVRIER 1928 ⁽¹⁾.

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Décret du 3 mars 1927
Fondoirs de suifs et fabriques de margarine. — Relais.*

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte d'un arrêté en date du 26 janvier 1928 ⁽²⁾ autorisant l'organisation du travail par relais :

1° Dans les fondoirs de suifs, pour les opérations suivantes : réception, triage et mise à l'eau des suifs;

⁽¹⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 22.

⁽³⁾ Voir ci-dessus, p. 86.

2° Dans les fabriques de margarine, pour les opérations suivantes : fonte des matières grasses, centrifugation, pressage, barattage et travail mécanique de la margarine.

Cet arrêté a été publié au *Journal officiel* du 28 janvier 1926, p. 1203; erratum au *Journal officiel* du 1^{er} février, p. 1396.

Il vous appartient d'aviser de cette publication les organisations patronales et ouvrières locales intéressées, ou, s'il n'existe pas d'organisations, les chefs d'établissement intéressés, et de leur donner toutes explications utiles, touchant les prescriptions relatives au contrôle, prévues par l'arrêté.

L'autorisation d'organiser des relais avait été également sollicitée, dans les margarineries, pour le lavage des locaux et le chargement des voitures, opérations qui seraient effectuées par une équipe spéciale.

L'enquête à laquelle j'ai fait procéder, avant de prendre l'arrêté ci-joint, n'a pas fait ressortir la nécessité des relais pour ces deux catégories de travaux. Il a paru notamment que le lavage des locaux qui, de l'aveu même du Syndicat général des corps gras, comporte aussi le nettoyage des machines, n'est pas effectué par une équipe spéciale, mais par le personnel même de fabrication, et que le temps nécessaire pour cette opération est compris dans la journée de travail. L'inspecteur divisionnaire de la 6^e circonscription notamment, qui a sous sa surveillance d'importantes fabriques de margarine, a donné un avis défavorable à l'autorisation des relais pour le lavage des locaux et le chargement des voitures.

CIRCULAIRE DU 14 FEVRIER 1928 (1).

*Loi du 14 avril 1924 sur les pensions. — Commissions de réforme.
Election des délégués des Inspecteurs du travail.*

Par circulaire du 1^{er} juillet 1925, je vous ai informé qu'en exécution de l'article 22 du décret du 2 septembre 1924 relatif à l'application de l'article 20 de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, l'arrêté du 15 juin 1925 avait, en vue des élections des représentants du personnel aux commissions de réforme, groupé en catégories les fonctionnaires relevant du Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Copie de cet arrêté vous a été communiqué.

Ainsi qu'il ressort de l'arrêté, les inspecteurs divisionnaires, d'une part, les inspecteurs et inspectrices départementaux, d'autre part, sont groupés en catégories distinctes pour l'élection de leurs représentants à la commission de réforme du département de la Seine. En vue de l'application de la législation sur les pensions, cette commission a compétence pour constater l'invalidité des inspecteurs divisionnaires, des inspecteurs et inspectrices départementaux du travail sans considération de résidence, les inspecteurs départementaux ayant, au sens des dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article 22 du décret du 2 septembre 1924, été considérés comme des chefs des services des départements.

Les inspecteurs divisionnaires, d'une part, les inspecteurs et inspectrices départementaux, d'autre part, sont ainsi appelés à élire deux délégués titulaires et deux délégués suppléants. Ces délégués, *renouvelables tous les deux ans*, sont membres de la Commission de réforme de la Seine

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

pour les affaires concernant les agents de la catégorie à laquelle ils appartiennent.

J'ai l'honneur de vous informer qu'en exécution des dispositions ci-dessus rappelées, les scrutins sont ouverts, dès la réception de la présente circulaire, en vue de la nomination de deux délégués titulaires et de deux délégués suppléants des inspecteurs divisionnaires, d'une part, et des inspectrices et inspecteurs départementaux, d'autre part, à la Commission de réforme du Ministère du Travail.

Le scrutin sera clos le mercredi 29 février prochain; il sera dépouillé le jeudi 1^{er} mars à 14 heures dans les conditions prévues par la circulaire du 10 juin 1907. Le résultat sera porté à la connaissance du personnel par voie de circulaire.

Je vous prie de répartir entre les inspecteurs et inspectrices placés sous vos ordres les circulaires et enveloppes ci-jointes.

CIRCULAIRE DU 14 FEVRIER 1928 (*).

*Loi du 23 avril 1929 sur la journée de huit heures. — Pâtes alimentaires.
Décret du 4 mars 1927. — Relais.*

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte d'un arrêté, en date du 8 février 1928 (*), autorisant l'organisation du travail par relais dans les fabriques de pâtes alimentaires, pour les opérations ci-après : pétrissage des pâtes et mise en œuvre des déchets de presse.

Cet arrêté a été publié au *Journal officiel* du 11 février 1928, p. 1712.

L'enquête à laquelle il a été procédé, à la suite de la demande formulée par le Syndicat général des fabricants de pâtes alimentaires de France a établi que le pétrissage des pâtes, qui doit être obligatoirement commencé *avant* le travail de l'ensemble de l'établissement, nécessite la présence des ouvriers chargés de cette préparation une heure et demie ou deux heures, selon l'importance des établissements, avant l'heure normale de commencement du travail.

En ce qui concerne la mise en œuvre des déchets de presse, le Syndicat général des fabricants de pâtes alimentaires de France a exposé qu'il s'agit de travailler, après l'heure normale de la fin du travail, les déchets obtenus à la dernière presse, qui, s'ils n'étaient pas traités immédiatement seraient inutilisables le lendemain. L'enquête a établi que, dans quelques établissements, les déchets de la dernière presse sont mis aux étuves ou dans une cellule d'aération et peuvent ainsi se conserver sans s'aigrir, jusqu'au lendemain; ils sont alors repassés aux pétrins, ou bien séchés pour servir à l'alimentation du bétail. Il n'y a pas lieu, dans ce cas, d'organiser des relais.

Mais cette manière de procéder n'est pas générale : dans d'autres établissements, les déchets de la dernière presse sont immédiatement traités, afin que la pâte ne perde rien de ses qualités, et quelques ouvriers doivent nécessairement rester une heure et demie ou deux heures après la journée normale de travail.

Il a donc paru que, pour la mise en œuvre des déchets de presse, comme pour le pétrissage des pâtes, des raisons techniques justifient l'établissement des relais.

(*) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(*) Voir ci-dessus, p. 87.

Je vous serai obligé d'aviser de la publication de cet arrêté les organisations patronales et ouvrières et les industriels intéressés de votre circonscription, et de leur donner toutes explications utiles touchant les mesures de contrôle prévues par l'arrêté.

CIRCULAIRE DU 15 FEVRIER 1928 ⁽¹⁾.

Garantie des cautionnements des employés et ouvriers. Loi du 1^{er} février 1928.

La loi du 1^{er} février 1928 ⁽²⁾ publiée au *Journal officiel* du 3 février 1928, a apporté aux dispositions des articles 32 *a*, 32 *d*, 32 *e*, et 99 *b*, du livre I^{er} du Code du travail, relatives à la garantie des cautionnements des employés et ouvriers, les modifications ci-après :

ARTICLE PREMIER. — L'article 32 *a*, premier alinéa; l'article 32 *d*, premier alinéa, première phrase; l'article 32 *e*, du Livre I^{er} du Code du travail sont modifiés comme suit :

« Art. 32 *a*. — Tout commerçant ou industriel qui, à titre de cautionnement, se fera remettre en espèces par ses ouvriers ou employés des sommes d'argent d'une valeur égale ou inférieure au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne par les lois en vigueur au jour de la remise desdits cautionnements devra :

.....

« Art. 32 *d*. — Lorsque le cautionnement sera d'une somme supérieure au maximum établi pour les dépôts dans les caisses d'épargne et constitué par des espèces ou, quelle que soit sa valeur, constitué par des titres, il devra être l'objet de la mention au registre, prévue à l'alinéa 1^{er} de l'article 32 *a* dans les termes de cet alinéa et, en outre, être déposé dans les quinze jours par l'employeur à la Caisse des dépôts et consignations.

« Art. 32 *e*. — Le retrait de tout ou partie des titres ou sommes déposés ne pourra être effectué que dans les conditions prévues à l'article 32 *b* pour le retrait des sommes d'argent égales ou inférieures au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

ART. 2. — L'article 99 *b*, deuxième alinéa, du Livre I^{er} du Code du travail, est modifié comme suit :

« Art. 99 *b*. — Si l'employeur a retenu ou utilisé, dans un intérêt personnel ou pour les besoins de son commerce, les espèces ou titres remis à titre de cautionnement, les peines encourues seront celles de l'article 408, paragraphe 1^{er}, du Code pénal.

ART. 3. — Les intitulés des sections I et II du chapitre V du titre II du Livre I^{er} du Code du travail sont modifiés comme suit :

« Section I. — Cautionnements en espèces égaux ou inférieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne.

« Section II. — Cautionnements en espèces supérieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne et cautionnements en titres. »

⁽¹⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 4.

*
* *

La modification apportée aux articles 32 *a*, 32 *d* et 32 *e*, en ce qui concerne le maximum de valeur fixant la limite entre les cautionnements en espèces à verser sur un livret spécial de la Caisse nationale d'épargne ou d'une caisse d'épargne ordinaire et les cautionnements en espèces à déposer à la Caisse des dépôts et consignations, a pour effet de substituer au maximum fixe institué par la loi du 18 octobre 1917 (3.000 francs) un maximum susceptible de suivre les variations apportées par la législation au chiffre du maximum des dépôts ordinaires dans les caisses d'épargne.

Présentement, ce maximum, fixé par la loi du 20 août 1926, est de 12.000 francs. C'est donc jusqu'à concurrence de ce chiffre que les cautionnements en espèces doivent désormais être versés sur un livret spécial de caisse d'épargne.

Toutefois, il est précisé que le maximum applicable au cautionnement en espèces est celui qui sera prévu, pour les dépôts dans les caisses d'épargne, par les lois en vigueur « au jour de la remise du cautionnement ».

Ceci implique que, pour les cautionnements *déjà constitués* qui, n'atteignant pas 12.000 francs, mais excédant l'ancien maximum de 3.000 francs, ont été déposés à la Caisse nationale des dépôts et consignations, il n'y a pas lieu pour les déposants de les transférer à une Caisse d'épargne.

*
* *

A l'article 32 *d* et à l'article 99 *b* sont visés désormais, non plus les cautionnements constitués en « titres au porteur », mais les cautionnements constitués « en titres », c'est-à-dire aussi bien les titres nominatifs que les titres au porteur.

Voici en quels termes le rapporteur du projet de loi à la Chambre commentait cette modification du texte des anciens articles 32 *d* et 99 *b* ⁽¹⁾.

Ce texte concerne les cautionnements constitués en *titres*, il ne vise que les *titres au porteur*, laissant en dehors de la réglementation les *titres nominatifs*. L'interdiction, si importante cependant, de constituer le cautionnement en titres *émis par l'employeur*, ne s'applique, en conséquence, qu'aux titres au porteur et laisse à l'employeur la faculté d'imposer à l'employé la constitution de *cautionnements en titres nominatifs émis par l'entreprise*.

Or ceci est directement contraire aux intentions du législateur, qui entendait avant tout empêcher l'employeur d'utiliser les cautionnements comme fonds de roulement.

D'une part, l'acquisition de titres nominatifs émis par l'entreprise constitue en fait un versement indirect d'espèces entre les mains de la Société émettrice de ces titres. D'autre part, la valeur de ces titres risque de se trouver compromise en cas de mauvaise gestion ou de déconfiture. C'est dire que tous les inconvénients auxquels la loi a voulu parer, et auxquels elle pare, en effet, quand il s'agit de titres au porteur (notamment en spécifiant que ces titres au porteur ne pourront être que ceux qui sont admis par la Banque de France en garantie de prêts) se retrouvent dans les cas du cautionnement en titres nominatifs émis par l'employeur.

En conséquence, il vous est proposé de supprimer, aux articles 32 *d*, § 1, et 99 *b*, les mots « au porteur ».

⁽¹⁾ Chambre des députés, 13^e législature, séance du 3 mars 1927. Rapport de M. Georges Mazerand (doc. n° 4065).

Cette nouvelle rédaction ne fait nullement obstacle à ce que les employés ou ouvriers puissent, s'il le désirent, devenir actionnaires de l'entreprise. Ils pourront toujours acquérir personnellement des titres émis par l'employeur, mais ces titres ne seraient pas admis pour la constitution d'un cautionnement et soustraits ainsi à la libre disposition de leurs propriétaires.

*
* *

La modification apportée à l'article 99 *b* consiste dans la substitution à la fin du deuxième alinéa de cet article, aux mots « les peines encourues sont celles de l'article 408, paragraphe 2, du Code pénal », de la rédaction suivante : « les peines encourues sont celles de l'article 408, paragraphe 1^{er}, du Code pénal. »

Voici comment le rapporteur de ce texte à la Chambre justifiait cette modification :

L'article 408, en ces deux paragraphes, prévoit des peines différentes : le paragraphe premier n'envisage que des peines *correctionnelles* (emprisonnement, amendes), le second paragraphe fixe la peine de la *réclusion*, qui doit être prononcée par la Cour d'assises.

Or, le délit à réprimer, en l'occurrence, est le fait pour l'employeur d'avoir « retenu ou utilisé, dans un intérêt personnel, ou pour les besoins de son commerce, les espèces ou titres au porteur remis à titre de cautionnement ». Ce délit paraît bien rentrer dans la manière contenue au paragraphe premier et constituant d'une manière générale l'*abus de confiance*, et n'avoir aucun rapport avec les cas particuliers énoncés au second paragraphe et constituant l'*abus de confiance* commis par certaines personnes de la *catégorie des serviteurs ou des fonctionnaires*, entraînant des sanctions beaucoup plus graves.

*
* *

Les diverses modifications ainsi apportées au texte des articles 32 *a*, 32 *d*, 32 *c* appelaient une modification corrélatrice de l'intitulé des sections I et II du chapitre V du livre 1^{er} du Code du travail. Cette modification fait l'objet de l'article 3 de la loi, qui n'appelle aucun commentaire.

CIRCULAIRE DU 17 FEVRIER 1928 (1).

Sécurité des travailleurs. — Installations électriques.

Tension de démarcation entre la première et la deuxième catégorie.

L'article 1^{er} du décret du 1^{er} octobre 1913 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques stipule que les installations électriques doivent comporter des dispositifs de sécurité en rapport avec la plus grande tension de régime existant entre les conducteurs et la terre. Suivant cette tension, les installations électriques sont classées en deux catégories, à savoir :

PREMIÈRE CATÉGORIE.

a. *Courant continu*. — Installations dans lesquelles la plus grande tension de régime entre les conducteurs et la terre ne dépasse pas 600 volts.

b. *Courant alternatif*. — Installations dans lesquelles la plus grande tension efficace entre les conducteurs et la terre ne dépasse pas 150 volts.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

DEUXIÈME CATÉGORIE.

Installations comportant des tensions respectivement supérieures aux tensions ci-dessus.

La même classification a été longtemps adoptée par le Ministre des Travaux publics pour la réglementation des conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie. Mais au cours de ces dernières années, la réglementation applicable aux entreprises de distribution d'énergie électrique a été modifiée. C'est ainsi que l'arrêté en date du 30 avril 1924 de M. le Ministre des Travaux publics a porté de 150 à 250 volts pour le courant alternatif la tension de démarcation entre la première et la seconde catégorie. Cette disposition a été reproduite dans l'arrêté du 30 avril 1927 qui annule et remplace en principe, l'arrêté du 30 avril 1924 susvisé. Il en résulte une dissemblance avec la réglementation concernant la sécurité du personnel dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

La question se pose de savoir si le souci d'harmoniser les deux réglementations doit conduire à porter également à 250 volts, pour le courant alternatif, la tension de démarcation entre les installations de première et de deuxième catégorie, tension fixée actuellement à 150 volts par le décret du 1^{er} octobre 1913. Envisagée du point de vue de la sécurité du personnel — qui n'est pas aussi averti des dangers des courants et des précautions à prendre que les ouvriers des distributions d'électricité — la question est d'autant plus délicate que l'expérience des dernières années a révélé les dangers, en certaines circonstances, des bas voltages. C'est pourquoi je vous serais obligé de me faire connaître par un rapport :

1° Si vous avez eu connaissance, depuis la mise en application de la réglementation nouvelle édictée en 1924 par M. le Ministre des Travaux publics, de cas concrets où cette dualité de classification a provoqué des difficultés, en me fournissant, le cas échéant, des précisions sur les plus caractéristiques de ces cas concrets;

2° Votre avis sur la question de la fixation éventuelle à 250 volts (alternatif) de la tension de démarcation entre les installations de première et de deuxième catégorie dans le décret du 1^{er} octobre 1913;

3° Au cas où la démarcation à 250 volts (alternatif) serait adoptée, si vous estimez qu'il y a lieu de reproduire pour la première catégorie une partie des dispositions applicables à la deuxième, au moins en ce qui concerne les tensions de 150 à 250 volts.

CIRCULAIRE DU 20 FEVRIER 1928 (*).

Hygiène du personnel. — Action des rayons X et des rayons ultra-violet.

Par application de ma circulaire du 23 septembre 1926, vous avez procédé, dans les établissements soumis à la surveillance du Service, à une enquête sur les conditions d'hygiène du personnel occupé à la préparation et à la manipulation des produits radioactifs.

(*) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

Il m'a paru qu'il y aurait lieu d'étendre ces recherches à l'action des rayons X et des rayons ultra-violet.

Vous voudrez bien dans ce but procéder, dans les établissements soumis à la surveillance du Service, à une enquête :

a. Sur les conditions d'hygiène du personnel exposé à l'action des rayons X et des rayons ultra-violet;

b. Sur les mesures qui pourraient être prises en vue de soustraire ce personnel aux maladies diverses que peuvent provoquer les radiations envisagées.

En me faisant connaître les résultats de cette enquête, vous voudrez bien indiquer notamment :

1° Le nombre des cas de maladie dus aux radiations en question parvenus à la connaissance du Service et la nature des affections constatées;

2° La nature précise des industries où le personnel est soumis au risque considéré.

CIRCULAIRE DU 1^{er} MARS 1928 (1).

Hygiène et sécurité. — Façonnage du celluloid. — Emploi de l'acétone.

A la suite d'un accident grave survenu dans un atelier de façonnage du celluloid à Oyonnax, M. l'Inspecteur divisionnaire du travail à Lyon a examiné, de concert avec le bureau de la Chambre syndicale des fabricants de peignes d'Oyonnax, les mesures particulières de protection à prendre dans les ateliers où il est fait usage d'acétone. Cet examen a abouti à la rédaction d'un règlement d'atelier.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, à titre documentaire, le texte de ce règlement d'atelier.

RÈGLES A OBSERVER DANS LES ATELIERS UTILISANT L'ACÉTONE.

L'acétone est un liquide très volatil.

Ses vapeurs, dangereuses pour la santé, peuvent constituer avec l'air un mélange inflammable et même détonant.

Les ateliers qui l'emploient devront se conformer aux prescriptions et recommandations suivantes :

1° Les bonbonnes d'acétone ne seront jamais entreposées dans les locaux de travail, mais dans un local spécial construit en matériaux incombustibles s'il n'est pas parfaitement isolé de toute construction voisine.

Ce local devra être distinct du dépôt du celluloid;

2° En aucun cas, la quantité d'acétone introduite dans un atelier ne sera supérieure à deux litres;

3° Les ateliers seront munis de fenêtres ou autres ouvertures à châssis mobiles donnant directement sur le dehors;

4° Dans les ateliers où s'effectue le « passage à l'acétone », les séances de travail seront suspendues au moins pendant cinq minutes toutes les heures. Pendant cet arrêt, l'air des ateliers devra être totalement renouvelé par l'ouverture des portes et des fenêtres;

5° Il ne pourra être dérogé à cette règle que si, indépendamment des portes et des fenêtres prévues à l'article 4, les ateliers disposent de moyens propres à assurer le renouvellement continu de l'air, soit par une ventilation mécanique, soit par des cheminées d'aération constamment ouvertes;

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

6° Dans les ateliers de « collage à l'acétone », où l'interruption du travail toutes les heures ne peut être pratiquée, le renouvellement constant de l'air, par les moyens supplémentaires visés à l'article précédent, sera de rigueur;

7° Afin d'éviter l'inflammation des vapeurs d'acétone, seront proscrits des ateliers tous appareils électriques pouvant produire une étincelle :

- a. Aucun moteur à balai ne pourra être installé.
- b. Les interrupteurs, commutateurs, coupe-circuits seront placés à l'extérieur.
- c. Les lampes à incandescence seront à double enveloppe.
- d. Les canalisations électriques seront, autant que possible, placées sous tubes. Leur bon état sera vérifié au moins une fois par an.
- e. Les fiches reliant les fils électriques aux résistances des bouilloires utilisées pour l'évaporation de l'acétone, seront disposées de telle façon qu'elles ne puissent être retirées pendant le travail.

L'interruption momentanée du courant pendant les séances de travail ne pourra être obtenue par le moyen d'un commutateur placé sur les fils d'amenée du courant, que si ce commutateur est d'un type ne pouvant donner lieu à étincelle;

8° Le chauffage des ateliers à l'aide d'appareils à feu nu est interdit.

A titre provisoire, le chauffage à l'aide de poêles à feu nu sera toléré aux conditions suivantes :

- a. Les postes de travail seront placés à proximité de la porte d'accès.
- b. Le poêle sera placé à l'extrémité opposée.
- c. Aucun poste de travail ne sera à moins de 4 mètres de distance d'un appareil de chauffage.
- d. Les poêles seront entourés d'une plaque ou d'un grillage métallique de 1 mètre de hauteur au moins.

Il est précisé que les mesures générales de sécurité applicables aux ateliers de façonnage du celluloid s'appliquent aux ateliers utilisant l'acétone, même si on n'y travaille que des matières inflammables.

Il est notamment rappelé que :

- a. Les portes doivent s'ouvrir de dedans en dehors;
- b. Les sorties doivent être en nombre suffisant;
- c. Les passages ne doivent jamais être encombrés;
- d. Il est formellement interdit d'entreposer, même momentanément, des déchets de celluloid dans les ateliers;
- e. Il est de même formellement interdit de fumer dans les ateliers et entrepôts. Cette interdiction sera affichée en caractères apparents à l'entrée de l'établissement;
- f. Toutes précautions utiles doivent être prises pour combattre tout commencement d'incendie.

Ce règlement, élaboré de concert avec l'Inspection du travail et la Chambre syndicale des fabricants, sera affiché dans les locaux de travail où il s'applique.

Fait à Oyonnax, le 22 novembre 1927.

L'Inspecteur divisionnaire du travail : Le Président de la Chambre syndicale :

BERTHIOT.

LOUIS COLLETTA.

CIRCULAIRE DU 17 MARS 1928⁽¹⁾.

Sécurité des travailleurs.. Emploi d'appareils pour le transport du personnel.

Mon attention a été appelée sur le cas d'une entreprise de construction qui utilise, pour transporter du personnel, un chariot circulant sur un

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

plan d'une longueur de 600 mètres environ, construit par cette entreprise pour le transport des matériaux.

La question s'est posée de savoir si l'interdiction d'utiliser les monte-charges ou les bennes des transporteurs pour transporter du personnel, édictée par l'article 10 du décret du 9 août 1925 sur la sécurité des travailleurs dans les chantiers du bâtiment est applicable à l'appareil en question. Celui-ci est, par ailleurs, utilisé dans des conditions de sécurité satisfaisantes. Le plan incliné est muni d'un treuil de 8 tonnes, actionné par un moteur de 85 chevaux, avec frein électrique et frein à main; la charge de rupture du câble qui relie la plate-forme de transport au treuil est de 80 tonnes, tandis que la charge maxima de la plate-forme est de 8 tonnes. La plate-forme est elle-même pourvue d'un dispositif de sécurité; en cas de rupture du câble, l'arrêt automatique doit s'effectuer sur un très court trajet.

J'ai soumis cette affaire au Comité consultatif des arts et manufactures.

Le Comité a émis l'avis que dans ce cas particulier, eu égard aux conditions d'installation de l'appareil, il n'y a pas lieu de considérer comme applicable à celui-ci l'interdiction édictée par l'article 10 susvisé.

Il y a lieu toutefois de procéder à l'étude des mesures particulières de sécurité qu'il conviendrait d'édicter, par application de l'article 67 du livre II du Code du travail, en ce qui concerne l'usage pour le transport du personnel d'appareils ne rentrant pas nommément dans le champ d'application des prescriptions en vigueur sur la sécurité des travailleurs, les mesures envisagées s'inspireraient des progrès de la technique et, éventuellement de nouvelles nécessités d'exploitation.

Je vous serais obligé de me faire connaître vos propositions à cet égard.

CIRCULAIRE DU 17 MARS 1928 (¹).

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.
Conserves de légumes et de fruits. — Décret du 5 mars 1927.*

Par circulaires des 24 et 31 mai 1927, je vous ai consulté sur les demandes formulées par plusieurs syndicats de fabricants de conserves en vue d'obtenir l'autorisation d'organiser le travail par relais : 1° dans les fabriques de conserves de petits pois pour les opérations suivantes : écossage, stérilisation dans les autoclaves, et même cuisson et emboîtage des pois, et sertissage des boîtes; 2° dans les fabriques de conserves de tous légumes ou fruits, pour les opérations suivantes : préparation des légumes et des fruits, emboîtage, décaillage.

D'après les avis qui me sont parvenus, il semble qu'en ce qui concerne les conserves de petits pois, l'organisation du travail par relais ne saurait être envisagée que pour les premières opérations : écossage et criblage, et pour les opérations finales : stérilisation et enlèvement des boîtes ou décaillage.

Mais l'enquête n'a pas fait ressortir la nécessité d'organiser des *relais*. Les ouvriers chargés de l'écossage arrivent généralement une heure plus tôt que l'ensemble du personnel, mais partent une heure plus tôt; les ouvriers chargés de la stérilisation et du décaillage arrivent généralement une ou deux heures après l'ensemble du personnel pour partir

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

également deux heures plus tard. Dans ces conditions, il semble qu'il ne s'agisse pas à proprement parler de relais, mais d'un simple *décalage d'horaire*, les ouvriers occupés aux opérations en cause étant considérés comme constituant des parties d'établissement distinctes.

C'est cette solution qui pourrait être envisagée pour les fabriques de conserves de petits pois, et par suite pour les fabriques d'autres légumes et fruits, lors de la prochaine campagne. Il y aurait lieu d'en aviser les industriels intéressés de votre circonscription et de les inviter à établir leurs horaires en conséquence.

Au cas où, dans les fabriques de votre circonscription, en raison de l'interchangeabilité du personnel, les catégories d'ouvriers occupés aux opérations en cause ne sauraient être considérés comme formant des parties d'établissement, je vous serai obligé de me le faire connaître d'urgence.

CIRCULAIRE DU 17 MARS 1928 (¹).

Commissions départementales du travail.

Aux termes de l'article 115 du livre II du Code du travail, les Conseils généraux doivent instituer une ou plusieurs commissions chargées de présenter, sur l'exécution des dispositions concernant le travail des femmes et des enfants et sur les améliorations dont ces dispositions seraient susceptibles, des rapports qui sont transmis au Ministre du Travail et communiqués à la Commission supérieure du travail.

Ces commissions, comme vous ne l'ignorez pas, ont pour tradition de tenir annuellement un Congrès national qui réunit plusieurs de leurs délégués et auquel le Gouvernement se fait représenter; le huitième de ces Congrès se tiendra, cette année, à Paris, vers le 15 octobre.

A cette occasion, je tiens à vous rappeler les instructions contenues dans les circulaires qui vous ont été adressées par mon Département les 28 juin 1912 (²) et 16 juillet 1926 (³), touchant l'organisation et le fonctionnement de ces Commissions départementales du travail; ces circulaires précisaient notamment qu'il y avait lieu d'inviter les Conseils généraux à inscrire aux budgets départementaux des crédits suffisants pour couvrir les frais d'administration desdites commissions.

Au cas où le fonctionnement régulier de ces commissions serait entravé dans votre Département, faute de crédits susvisés, je vous prierais d'intervenir auprès du Conseil général pour qu'il inscrive, comme beaucoup de Conseils généraux l'ont déjà fait, des crédits suffisants pour couvrir les diverses dépenses occasionnées par le fonctionnement des Commissions en cause, et à ce sujet vous voudrez bien lui signaler l'intérêt que présente pour ces Commissions l'envoi de délégués à leurs Congrès nationaux annuels.

(¹) Adressée aux Préfets.

(²) Voir *Bulletin* 1912, p. 158.

(³) Voir *Bulletin* 1926, p. 114.

CIRCULAIRE DU 22 MARS 1928 (1).

*Taxe d'apprentissage. — Indemnités aux Inspecteurs du travail.
pour rédaction de rapports.*

M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, a été saisi par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, pour contreseing, d'un projet de décret portant attribution aux Inspecteurs du travail d'indemnités pour rédaction de rapports à la suite d'enquêtes sur les demandes d'exonération de taxe d'apprentissage. M. le Président du Conseil n'a pas donné son assentiment à cette proposition.

Sur ma demande, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est intervenu de nouveau auprès de M. le Président du Conseil en vue de faire admettre le principe de l'attribution aux Inspecteurs du travail des indemnités dont il s'agit.

J'ai l'honneur de vous informer que M. le Président du Conseil vient de confirmer à mon collègue qu'il ne lui est pas possible de se rallier à la proposition qui lui a été présentée, pour les raisons de principe ci-après :

Les études dont il s'agit doivent être considérées comme rentrant dans le cadre normal des attributions des Inspecteurs du travail. Une indemnité spéciale qui leur serait allouée à ce titre ne saurait donc en aucun cas être justifiée.

Au surplus, les attributions dévolues à chaque catégorie de fonctionnaires ne sont pas fixées *ne varietur*, certaines nécessités peuvent conduire à les modifier sensiblement sans qu'à cette occasion les intéressés puissent prétendre à aucune indemnité.

Ce cas se présente d'une façon générale pour tous les agents ressortissant à des administrations dont les attributions se sont étendues ou compliquées du fait de l'évolution de notre législation. Le traitement qui leur est alloué rémunère l'ensemble des services que l'Etat est amené à réclamer d'eux pour la bonne gestion des intérêts dont il a la charge. Il n'y a pas lieu dès lors d'envisager, dans ces circonstances, l'octroi, sous une forme quelconque, de rémunérations indépendantes.

M. le Président du Conseil ajoute :

Je vous rappelle, en outre, que mon Département s'est déjà opposé à l'attribution d'indemnités spéciales aux employés des préfectures en vue de les rémunérer des travaux qui leur sont imposés par l'application de la réglementation sur la taxe d'apprentissage.

Dans ces conditions, je ne puis que vous inviter, ainsi que notre collègue du travail, à renoncer à la proposition que vous m'avez soumise.

LETTRE MINISTERIELLE DU 31 MARS 1928 (2).

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.
Pâtisseries du département de l'Aube. — Décret du 10 mars 1926.*

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le *Journal officiel* du 16 mars 1928, p. 2920 (Errata, J. O. 19-20 mars 1928, p. 3068) a publié le texte

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Adressée à l'Inspecteur divisionnaire du travail de la 3^e circonscription à Dijon.

du décret du 10 mars 1928 ⁽¹⁾ portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries du département de l'Aube.

Il semble que l'application de ce décret, qui tient compte des dispositions de l'accord intervenu le 1^{er} juin 1927, ne soulèvera aucune difficulté, même en ce qui concerne la dérogation permanente prévue sous le 2^e de l'article 5, qui, d'après la crainte exprimée par le syndicat ouvrier, pourrait donner lieu à des abus, si cette dérogation, qui vise notamment les « porteurs » était appliquée aux apprentis employés à la fabrication.

Ainsi que je vous l'ai exposé, dans ma lettre du 7 février dernier, « il va sans dire, en effet, que les dérogations permanentes de l'article 5 ne s'appliquent qu'aux ouvriers *spécialisés* dans les travaux visés par cet article. Au cas où les ouvriers ou apprentis occupés normalement à la fabrication seraient accessoirement employés à des travaux visés par les dérogations permanentes, au portage par exemple, ils ne pourraient l'être que dans les limites de l'article 2, § 1^{er} (huit heures par jour ou quarante-huit heures par semaine), par application du principe que « l'accès-soire suit le sort du principal ».

Le décret entre en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*, c'est-à-dire le 17 avril prochain.

Il vous appartient d'en aviser les organisations patronales et ouvrières intéressées.

D'autre part, vous voudrez bien les inviter, au cas où elles désireraient l'intervention d'un décret établissant un régime uniforme pour les villes de Troyes et de Sainte-Savine, à m'adresser une demande en ce sens dans le plus bref délai possible. L'article 2 de l'accord précité du 1^{er} juin 1927 prévoyait, pour les pâtisseries de Troyes et de Sainte-Savine, le choix entre trois modes de répartition du travail pour le personnel occupé à la fabrication : pour les établissements qui donnent le repos hebdomadaire le mercredi, soit huit heures le lundi, cinq heures le mardi, huit heures le jeudi et neuf heures les vendredi, samedi et dimanche; soit huit heures chacun des six jours autres que le mercredi; et, pour les établissements donnant le repos hebdomadaire le lundi, huit heures chacun des six autres jours de la semaine.

L'accord ne fixe pas les heures de commencement et de fin du travail du personnel de fabrication. Au cas où les organisations désireraient que le décret établissant le régime uniforme fixât ces heures, elles devraient conclure un accord à cet égard, complétant l'accord du 1^{er} juin 1927.

CIRCULAIRE DU 2 AVRIL 1928 ⁽²⁾.

*Taxe d'apprentissage. — Etablissement des états matriciels.
Recherche des entreprises assujetties et contrôle des déclarations.*

En vertu de l'article 8, alinéa 2, de la loi de finances du 27 décembre 1927, l'Administration des Contributions directes est déliée du secret professionnel vis-à-vis des Comités départementaux de l'enseignement technique ou des sections de ces comités qui, en vue de l'établissement des états matriciels afférents à la taxe d'apprentissage, lui demandent communication des renseignements qu'elle détient, pour la recherche

(1) Voir ci-dessus p. 31.

(2) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

des entreprises assujetties à ladite taxe et pour le contrôle des déclarations s'y rapportant.

Ces nouvelles dispositions ont fait l'objet d'une circulaire adressée le 25 janvier dernier par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts à MM. les Préfets. Cette circulaire contient des instructions tendant notamment à faire exécuter de préférence par les Inspecteurs du travail la besogne de contrôle matériel résultant des dispositions de l'article 8, alinéa 2 susvisé.

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai appelé l'attention de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts sur cette question.

Je vous adresse ci-dessous, à titre d'information, le texte de la réponse de mon collègue.

Paris, le 20 mars 1928.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (ENSEIGNEMENT TECHNIQUE),

A Monsieur le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

Vous avez bien voulu me faire connaître que les occupations normales très nombreuses et très absorbantes des Inspecteurs du travail ne leur permettraient pas de procéder aux vérifications et recherches prévues par ma circulaire du 25 janvier et vous m'avez demandé, en conséquence, de signaler aux Préfets que la collaboration de ces fonctionnaires ne pourrait être requise que dans des cas exceptionnels.

Je ne manquerai donc pas, dans une prochaine circulaire, de modifier, dans le sens que vous indiquez, les dispositions qui tendaient à faire exécuter de préférence par les Inspecteurs du travail le contrôle matériel résultant des prescriptions de l'article 8 de la loi de finances de 1927. Il m'avait paru, en effet, que les Inspecteurs du travail, eux-mêmes tenus par le secret professionnel, étaient les premiers qualifiés pour entrer en rapport avec les Contrôleurs des contributions directes.

J'ajoute également que les dispositions de l'article 8 précité ont surtout pour but de faire connaître aux assujettis à la taxe d'apprentissage que l'Administration possède désormais les moyens de contrôle suffisants pour vérifier l'exactitude des déclarations et qu'elle est en mesure de réprimer toute tentative de fraude fiscale. Mais le contrôle dont il s'agit ne saurait être effectué d'une manière habituelle et doit seulement porter, en fait, sur un très petit nombre de déclarations.

Le Ministre de l'Instruction publique,

Par autorisation :

Le Directeur général de l'Enseignement technique,

LABBÉ.

CIRCULAIRE DU 3 AVRIL 1928 (1).

Ballastières. — Durée du travail. — Contrôle.

A l'occasion de l'ouverture, par une entreprise privée, d'un chantier (carrière) dans l'enceinte du chemin de fer, en vue de fournir de la pierre cassée pour ballast à l'un des grands réseaux d'intérêt général, la question s'est posée de savoir dans quelles conditions doit s'exercer dans ces carrières, dites « ballastières », le contrôle des lois réglementant le

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

travail. Il s'agissait notamment de décider si les dispositions concertées entre le Département des Travaux publics et mon Département pour le contrôle des ateliers et chantiers des entreprises privées fonctionnant sur le domaine du chemin de fer, devaient s'appliquer en ce qui concerne les ballastières; ou si, plutôt que de conclure une entente entre le Service de l'Inspection du Travail et le Service du Contrôle du travail des agents des chemins de fer, il n'y avait pas lieu d'établir une liaison entre ce dernier service et le Service des mines.

Il a été reconnu, d'accord avec M. le Ministre des Travaux publics, que le contrôle des ballastières dont il s'agit peut, sans aucune difficulté d'ordre pratique, être assuré intégralement par le Service des mines, sous l'autorité du Ministre du Travail, les fonctionnaires du Service des mines ayant, en effet, libre accès dans l'enceinte du chemin de fer.

Le Service de l'Inspection du Travail n'a donc pas à intervenir pour le contrôle des lois réglementant le travail dans les ballastières ouvertes dans l'enceinte du chemin de fer.

CIRCULAIRE DU 4 AVRIL 1928 (*).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.

Elections législatives. — Impression et distribution des bulletins de vote.

L'article 8 de la loi du 21 juillet 1927 portant rétablissement du scrutin uninominal pour l'élection des députés est ainsi conçu :

ART. 8. — Pour toutes les élections législatives, douze jours au moins avant le premier tour de scrutin et trois jours avant le second, une commission composée des candidats en présence ou de leurs mandataires, à raison d'un mandataire par candidat, sera constituée au chef-lieu de chaque département, sous la présidence du président du tribunal civil ou d'un juge désigné par lui, assisté du receveur principal des postes ou de son délégué et du greffier en chef du tribunal, secrétaire.

Cette commission sera chargée d'assurer l'impression et la distribution de tous les bulletins de vote et des circulaires dont le texte ou les exemplaires lui seront remis par les candidats.

Elle aura son siège au Palais de justice.

L'impression et la distribution des bulletins et circulaires ordonnées par ce dit article peuvent être incontestablement rangées parmi les travaux exécutés dans l'intérêt d'un service public au sens de l'article 6, 2°, des divers décrets sur la journée de huit heures et notamment des décrets du 30 août 1919 concernant les industries du livre, du 16 avril 1924, sur les industries de transformation du papier, etc. D'autre part, le court délai dans lequel doivent être exécutés ces travaux rendra généralement nécessaire la dérogation prévue par ledit article 6, 2°.

Il n'est pas possible de soumettre à l'instruction ordinaire toutes les demandes de dérogation qui pourront être formées à ce sujet. Comme, d'autre part, mon collègue de l'Intérieur est d'accord avec moi sur le principe de la nécessité de la dérogation, il ne me paraît pas nécessaire de statuer moi-même sur les nombreuses demandes de dérogation qui vont être formées à l'occasion de l'impression et de la distribution des bulletins et circulaires prévus par l'article 8 de la loi du 21 juillet 1927.

J'ai donc décidé de vous déléguer le pouvoir de statuer sur ces

(*) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

demandes et de fixer vous-même la limite des dérogations à accorder. S'agissant d'un travail urgent et à enlever en quelques jours, cette limite peut être largement fixée et excéder exceptionnellement le maximum de dix heures qui n'est d'ailleurs prévu expressément que pour les dérogations indiquées à l'article 6 sous le n° 3.

D'autre part, les industries du livre et du papier auront souvent à faire face, au cours de la période électorale, à d'autres surcroîts extraordinaires de travail. Il va sans dire que vous ne devrez opposer aucun obstacle à l'utilisation, par ces industries, des dérogations prévues en pareil cas, par l'article 6, 3°, des décrets.

Le service devra éviter, pendant la période électorale, comme il l'a fait lors des précédentes, tout ce qui pourrait entraver le libre exercice des droits des électeurs et des candidats, à quelque opinion qu'ils appartiennent.

CIRCULAIRE DU 17 AVRIL 1928 (¹).

Sécurité. — Dégauchisseuses. — Interdiction de l'arbre carré.

Grâce, notamment, à l'action persuasive du Service de l'Inspection du Travail, il est entré peu à peu dans la pratique de substituer, sur les dégauchisseuses, des arbres ronds aux arbres carrés, dont l'emploi a causé de si nombreux accidents. Le moment semble venu de rendre obligatoire cette mesure de sécurité, à la fois très simple et très efficace.

Je vous serais obligé de me faire connaître votre avis à ce sujet en me donnant toutes indications de fait qu'il vous paraîtra utile de me communiquer sur cette question et en me fournissant, le cas échéant, des propositions, en ce qui concerne le texte des dispositions propres à réaliser la mesure envisagée.

J'attacherais du prix à recevoir votre réponse avant le 15 mai prochain.

CIRCULAIRE DU 28 AVRIL 1928 (²).

Ballastières. — Durée du travail. — Contrôle.

A l'occasion de l'ouverture, par une entreprise privée, d'un chantier (carrière) dans l'enceinte du chemin de fer, en vue de fournir de la pierre cassée pour ballast à l'un des grands réseaux d'intérêt général, la question s'est posée de savoir dans quelle conditions doit s'exercer dans ces carrières, dites « ballastières », le contrôle des lois réglementant le travail. Il s'agissait notamment de décider si les dispositions concertées entre le Département des Travaux publics et mon Département pour le contrôle des ateliers et chantiers des entreprises privées fonctionnant sur le domaine du chemin de fer, devaient s'appliquer en ce qui concerne les ballastières; ou si, plutôt que de conclure une entente entre le Service de l'Inspection du Travail et le Service du Contrôle du travail des agents des chemins de fer, il n'y avait pas lieu d'établir une liaison entre ce

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(²) Adressée aux Ingénieurs en chef des mines.

dernier service et le Service des mines, les carrières dont il s'agit étant visées par les articles 9 et suivants du livre II du Code du travail (loi du 24 juin 1919) dont l'application incombe au Service des mines.

Il a été reconnu, d'accord avec M. le Ministre des Travaux publics, que le contrôle des ballastières peut, sans aucune difficulté d'ordre pratique, être assuré intégralement par le Service des mines, sous l'autorité du Ministre du Travail, les fonctionnaires du Service des mines ayant, en effet, libre accès dans l'enceinte du chemin de fer.

Je vous serai obligé d'en aviser les ingénieurs placés sous vos ordres.

CIRCULAIRE DU 28 AVRIL 1928 (¹).

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.
Fabriques de feutre de drap. — Assujettissement.*

Par circulaire du 14 septembre 1927, je vous ai posé la question de savoir si, dans votre circonscription, l'assujettissement des fabriques de feutre de drap pour papeteries ou autres usages industriels au décret du 12 décembre 1919, appliquant la loi de huit heures dans les industries textiles, avait soulevé des difficultés.

L'enquête a établi que, dans toutes les circonscriptions où existent des fabriques de feutre de cette nature, ces fabriques sont considérées, sans contestation, comme assujetties au décret précité du 12 décembre 1919.

J'ai répondu en ce sens à la Chambre syndicale du commerce et de l'industrie du feutre (8, rue Montesquieu, à Paris) qui avait soulevé la question.

CIRCULAIRE DU 1^{er} MAI 1928 (¹).

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.
Conserves de légumes et de fruits. — Décret du 5 mars 1927.*

Le Syndicat des fabricants de conserves du Périgord a demandé que les fabriques de conserves de truffes et de champignons bénéficient du crédit exceptionnel de cinquante heures supplémentaires prévu par l'article 6, 3°, du décret du 5 mars 1927 (²), appliquant la loi de huit heures dans les fabriques de conserves de légumes et de fruits, en vue de sauver d'une perte inévitable des matières premières ou des matières en élaboration.

L'enquête à laquelle j'ai fait procéder sur cette demande par les inspecteurs divisionnaires des circonscriptions intéressées, a fait ressortir que les fabriques de conserves de truffes et de champignons ont, en raison de l'irrégularité des apports et de la rapidité d'altération des produits mis en œuvre, à répondre aux mêmes besoins et à parer aux mêmes difficultés que les fabriques de conserves de légumes proprement dits.

La seule question qui se pose est celle de savoir si les fabriques de conserves de truffes et de champignons qui, à l'article 1^{er} du décret précité du 5 mars 1927, figurent sous une rubrique spéciale, peuvent être

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(²) Voir *Bulletin* 1927, p. 45.

considérées comme rentrant dans les prévisions de l'article 6, 3°, dudit décret visant les « fabriques de conserves de légumes et de fruits ».

Dans le langage courant, et notamment en termes truffes et champignons étant classés parmi les légumes, il semble que, en ce qui concerne l'utilisation du crédit supplémentaire de cinquante heures, prévu par l'article 6, 3°, précité, les fabriques de conserves de truffes et de champignons peuvent être assimilées aux fabriques de conserves de légumes et de fruits.

Je vous serai obligé d'en aviser les inspecteurs départementaux placés sous vos ordres.

CIRCULAIRE DU 1^{er} MAI 1928 (1).

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.
Industries textiles. — Décret du 12 décembre 1919.*

La Fédération nationale ouvrière de l'industrie textile (siège social, 211, rue La Fayette, Paris), proteste contre l'usage abusif que feraient de nombreux employeurs des heures supplémentaires, qui seraient « également réparties entre tous les jours ouvrables de l'année ».

Je vous serai obligé de me faire connaître s'il existe encore actuellement des établissements qui répartissent uniformément les heures de dérogation temporaire
Fédération.

Ainsi que je l'ai rappelé cas d'espèce, des objections peuvent être faites au système, qui a été en usage dans l'industrie textile, permettant, par le jeu combiné des dérogations et récupérations, de maintenir toute l'année, ou presque, une durée de travail hebdomadaire supérieure à la durée normale.

Les 150 heures supplémentaires prévues par l'article 6, 3°, du décret du 12 décembre 1919 ne peuvent être réparties que sur 150 jours au plus, quant aux récupérations des fêtes légales et locales et autres événements locaux qui doivent être distingués, sur l'horaire, des dérogations temporaires proprement dites, le nombre n'en doit pas être calculé de telle sorte qu'elles permettent de suppléer le reste de l'année aux heures supplémentaires. Ce serait provoquer la suppression de celles-ci, qui sont essentiellement destinées à parer à des surcroîts extraordinaires de travail, que de les transformer, en fait, en heures normales.

Au cas où des pratiques de ce genre seraient encore en usage dans l'industrie textile de votre circonscription, il y aurait lieu d'inviter les industriels à revenir, pendant une partie de l'année, au régime normal de durée du travail.

CIRCULAIRE DU 1^{er} MAI 1928 (1).

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.
Couverture des cylindres de filature.*

Par circulaire du 8 décembre 1926, je vous
savoir à quel règlement doit être assujettie, pour l'application de la loi de huit heures, l'industrie de la couverture des cylindres de filatures.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

L'enquête a établi qu'il s'agit de travaux d'entretien que les filatures importantes exécutent par leurs propres moyens. En ce cas, il va sans dire que les ouvriers spéciaux appelés « cylindreaux », qui sont chargés de ces travaux, suivent le régime du décret du 12 décembre 1919, qui a déterminé les modalités d'application de la loi de huit heures dans les industries textiles.

D'autre part, il existe, dans quelques circonscriptions, de petits ateliers indépendants qui effectuent la couverture de cylindres pour le compte de filatures peu importantes ne disposant pas de l'outillage nécessaire.

Il y a lieu d'appliquer à ces ateliers la même réglementation qu'aux filatures exécutant elles-mêmes des travaux analogues.

Au surplus, il semble bien que la couverture des cylindres de filature rentre dans les prévisions de l'article 1^{er} du décret précité du 12 décembre 1919, qui vise notamment les opérations suivantes : « ... filature, ... et toutes autres opérations se rattachant à ces traitements, manipulations ou fabrications ».

CIRCULAIRE DU 1^{er} MAI 1928 (1).

Travaux exécutés par des femmes dans les briqueteries.

Mon attention a été appelée sur les dangers que présenteraient, spécialement pour la santé des femmes, les travaux exécutés dans les briqueteries, notamment en ce qui concerne le démoulage et la cuisson des briques en plein air.

J'ai été saisi à ce sujet d'une suggestion tendant à interdire l'emploi des femmes dans les opérations désignées ci-après :

1° Dans les briqueteries actionnées mécaniquement : opérations de moulage, démoulage, enfournement, cuisson et défournement;

2° Dans la fabrication à la main : travail de la presse mécanique et construction des meules.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître votre avis sur cette suggestion.

CIRCULAIRE DU 7 MAI 1928 (1).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. Conservation des œufs. — Assujettissement.

Par circulaire du 1^{er} septembre 1927, je vous ai posé la question de savoir à quel règlement doivent être assujettis, pour l'application de la loi de huit heures, les établissements où s'effectue la conservation industrielle des œufs. Est-ce le décret du 17 mai 1921, visant le commerce en gros et demi-gros, qui est applicable, ou bien, si le caractère industriel de ces établissements est prédominant, faut-il les assujettir au décret réglementant les fabriques de conserves de viandes, produits de charcuterie, graisses alimentaires ?

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

Les résultats de l'enquête ont fait ressortir que les opérations, que les établissements en cause font subir aux œufs, n'ont qu'un caractère complémentaire analogue à celui des opérations pratiquées dans le commerce de salage des poissons de mer ou dans le commerce des vins de champagne et vins mousseux, qui sont assujettis au décret précité du 17 mai 1921.

C'est donc à ce décret que doivent être assujettis les établissements effectuant la conservation des œufs.

Lorsque cette conservation est assurée par le froid, dans des entrepôts frigorifiques, ceux-ci ayant été inscrits, par le décret du 13 août 1927, à l'article 1^{er} du décret du 17 mai 1921, c'est encore ce décret qui s'applique.

Il va sans dire que, s'il s'agit d'entrepôts frigorifiques soumis au décret du 29 avril 1921, visant les entreprises de manutention dans les ports maritimes, ou au décret du 9 décembre 1926, visant les entreprises de manutention dans les ports fluviaux, la réglementation applicable à ces entrepôts s'applique à la conservation des œufs dans de tels entrepôts.

CIRCULAIRE DU 7 MAI 1928 (1).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.

Biscuits pour chiens. — Produits mélassés. — Assujettissement.

Par circulaire du 14 mars 1927, je vous ai posé la question de savoir à quel règlement doivent être assujettis, pour l'application de la loi de huit heures, les établissements fabriquant des produits pour la nourriture des animaux : biscuits pour chiens, produits mélassés (sucrasote, paille mélassée ou pail-mel, tourbe mélassée), lorsque ces produits sont fabriqués dans des établissements indépendants.

Les résultats de l'enquête ont fait ressortir qu'il y a lieu de distinguer selon la nature des produits fabriqués.

Les biscuits pour chiens peuvent être considérés comme visés sous la rubrique « biscuiterie » du décret du 6 août 1925 réglementant les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie, la fabrication des biscuits pour chiens ne se différenciant de la biscuiterie ordinaire que par la qualité des farines employées.

Quant aux produits mélassés, il semble que cette expression vise des produits où entrent des ingrédients très divers, mêlés en nombre et en proportions variables selon les cas. Certains, d'ailleurs, ne contiennent pas de mélasse, mais ces produits ont pour caractère commun d'être formés principalement d'éléments végétaux.

Il y a donc lieu de les considérer comme assujettis au décret du 5 mars 1927, réglementant les fabriques de conserves de légumes et de fruits et autres établissements de traitements industriels de produits alimentaires végétaux, sous la rubrique : « Dessiccation, décortication, épluchage, casage et autres traitements de légumes, fruits et tous produits alimentaires végétaux. »

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

CIRCULAIRE DU 10 MAI 1928 (¹).

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.
Banques. — Décret du 27 juillet 1923.*

Le Trésor procède, depuis le 7 de ce mois, à une opération de conversion au moyen de l'émission de rentes 5 p. 100 amortissables en 75 ans. Cette opération va nécessairement entraîner pour les banques et établissements de crédit un surcroît de travail relativement considérable dû, tant à l'importance et à la complexité de l'émission elle-même qu'au nombre des négociations en Bourse qu'elle ne manquera pas de provoquer.

Les travaux supplémentaires auxquels donnera lieu cette émission peuvent être incontestablement rangés parmi les travaux exécutés dans un intérêt national, au sens de l'article 6, 2º, du décret des 27 juillet 1923-5 juin 1926, qui a déterminé les modalités d'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les banques et tous établissements de finance, de crédit et de change.

Il n'est pas possible de soumettre à l'instruction ordinaire toutes les demandes de dérogation qui pourront être formées à ce sujet. Comme, d'autre part, mon collègue des Finances est d'accord avec moi sur le principe de la nécessité de la dérogation, il ne me paraît pas nécessaire de statuer moi-même sur les nombreuses demandes de dérogation qui vont être formées à l'occasion de l'émission actuellement en cours.

J'ai donc décidé de vous déléguer le pouvoir de statuer sur ces demandes et de fixer vous-même la limite des dérogations à accorder. S'agissant d'un travail urgent et à enlever rapidement, cette limite peut être largement fixée et excéder exceptionnellement le maximum de dix heures qui n'est d'ailleurs prévu expressément que pour les dérogations indiquées à l'article 6 sous le nº 3 et qui, même pour celles-ci, peut être exceptionnellement dépassé.

CIRCULAIRE DU 10 MAI 1928 (¹).

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.
Commerce de détail. — Décret du 19 avril 1928.*

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte du décret du 29 avril 1928 (²), modifiant le décret du 15 août 1923, modifié par les décrets du 3 avril 1925 et du 18 mai 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures au commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans un certain nombre de villes.

Ce décret, qui a été publié au *Journal officiel* du 3 mai 1928 (p. 4988), étend les dispositions du décret précité :

1º Aux communes du département de la Seine non encore réglementées;

2º Aux villes comptant moins de 50.000 et plus de 25.000 habitants, non encore réglementées;

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(²) Voir ci-dessus, p. 36.

3° A deux villes comptant moins de 25.000 habitants, où des accords sont intervenus pour l'extension de la réglementation : Chaumont et Lunéville.

Il ne semble pas que l'application de ce décret puisse soulever des difficultés. D'ailleurs, des facilités, analogues à celles dont ont bénéficié les villes déjà réglementées, sont prévues pour les villes auxquelles est étendue la réglementation : le crédit d'heures supplémentaires pourra, pour ces villes, être augmenté de cinquante heures pendant les années 1928 et 1929 et de vingt-cinq heures pendant les années 1930 et 1931.

Ce décret entre en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*, c'est-à-dire le 4 juin 1928.

CIRCULAIRE DU 11 MAI 1928 ⁽¹⁾.

Travail des femmes et des enfants. — Décret du 5 mai 1928.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte du décret du 5 mai 1928 ⁽²⁾ (*Journal officiel* du 10 mai 1928, p. 5198) déterminant les tolérances et exceptions prévues par les articles 17, 24, 25 et 26 du livre II du Code du travail.

Ce décret abroge et remplace le décret du 30 juin 1913 relatif au même objet.

Il entre en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*, c'est-à-dire le 11 juin prochain, sauf en ce qui concerne certaines dispositions de son article 2, ainsi qu'il sera expliqué ci-après.

Le nouveau décret comporte un article de moins que le texte qu'il remplace. En effet, l'article 1^{er} du décret du 30 juin 1913, qui permettait, pour deux industries, d'employer des femmes et des filles de plus de 18 ans jusqu'à 10 heures du soir, un certain nombre de jours par an, n'avait plus de raison d'être depuis la promulgation de la loi du 24 janvier 1925 qui a fixé à 22 heures (art. 22 du livre II du Code du Travail) le début de la période dite de nuit, pendant laquelle le travail des femmes et des enfants est interdit.

L'article 1^{er} du nouveau décret énumère les industries qui, en vertu de l'article 24 du livre II du Code du Travail, sont autorisées à déroger temporairement sur simple préavis, *en ce qui concerne seulement les femmes âgées de plus de 18 ans*, à l'interdiction du travail de nuit en tant que le travail dans ces industries s'applique « soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration qui seraient susceptibles d'altération très rapide » et « lorsque ce sera nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable ».

Ces industries sont au nombre de quatre, savoir : les fabriques de fruits confits, les fabriques de conserves alimentaires de fruits et de légumes, les fabriques de conserves de poissons, les établissements industriels pour le traitement du lait. La dérogation est admise pour vingt-cinq jours par an au plus pour les conserves de fruits et de légumes, soixante jours pour le

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir ci-dessus, p. 40.

traitement industriel du lait; quatre vingt-dix jours pour les deux autres industries.

Ainsi désormais, ne pourront plus bénéficier de ces dérogations les « beurreries industrielles, les fabriques de colles et gélatines, les confiseries (en général), le délainage des peaux de moutons, les fromageries industrielles, l'extraction de parfum de fleurs, les fabriques de pâtes alimentaires et de biscuits employant du beurre frais; les réparations urgentes de navires et de machines motrices »; qui figuraient à l'article 3 du décret du 30 juin 1913.

L'article 2 du décret a trait au travail de nuit dans les usines à feu continu. Seuls, conformément aux termes de l'article 26 du livre II du Code du Travail, *les enfants du sexe masculin âgés de plus de 16 ans*, peuvent être occupés, dans les usines désignées, aux travaux énumérés; les enfants du sexe masculin âgés de moins de 16 ans ne pourront donc, à partir de l'entrée en vigueur de cet article 2, être occupés la nuit dans ces usines.

Du rapprochement de l'article 2 précité et de l'article 6 du même décret il ressort que :

a. A partir du 11 juin prochain, seuls les enfants du sexe masculin âgés de plus de 16 ans pourront être occupés la nuit dans les « papeteries », à « aider les surveillants de machines, couper, trier, ranger et apprêter le papier », et dans les « fabriques de sucre brut », à « laver, peser, trier la betterave, manœuvrer les robinets à jus et à eau, surveiller les filtres, aider aux batteries de diffusion, coudre des toiles, laver des appareils et des ateliers »;

b. Dans les « usines de fer et d'acier », d'une part, pour les travaux ci-après : « aider aux travaux accessoires d'affinage, de laminage, de martelage et de tréfilage, de préparation des moules pour objets de fonte moulée en première fusion », et d'autre part dans les « verreries », pour « présenter les outils, faire les premiers cueillages, aider au soufflage et au moulage, porter dans les fours à recuire, en retirer les objets, le tout dans les conditions prévues à l'article 7 du décret du 21 mars 1914 », les garçons de moins de 14 ans seront tolérés, la nuit, jusqu'au 1^{er} octobre 1928. A partir de cette date et jusqu'au 1^{er} octobre 1929 seront encore tolérés la nuit les garçons de 14 à 15 ans. Les enfants de 15 à 16 ans seront encore tolérés jusqu'au 1^{er} octobre 1930. A cette date, toutes les dispositions de l'article 2 du décret seront d'application obligatoire.

Je rappellerai que, dès le 11 juin prochain, est interdit l'emploi des enfants du sexe masculin de moins de 18 ans la nuit dans celles des usines à feu continu qui, énumérées au décret du 30 juin 1913, ne figurent plus au présent décret, savoir : distilleries de betteraves; fabriques d'objets en fer et fonte émaillée; usines pour l'extraction des huiles; raffineries de sucre; usines métallurgiques (sauf les usines de fer et d'acier visées plus haut).

Les deux derniers paragraphes de l'article 3 du décret du 30 juin 1913 visaient la durée du travail de nuit; ils ne sont pas reproduits dans le décret du 5 mai 1928. La durée du travail de nuit est déterminée, comme celle du travail de jour, par les termes des règlements d'administration publique pris pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.

L'article 4 du décret du 30 juin 1913 énumérait cinquante-huit catégories d'industries ou professions « pour lesquelles les restrictions relatives à la durée du travail pourront être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire pour les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge ».

Il s'agissait là de l'application de l'article 17 du livre II du Code du Travail (ancien article 7 de la loi du 2 novembre 1892). Cette législation est abrogée, aux termes de la loi du 23 avril 1919 « dans chaque région et pour chaque profession, industrie, commerce ou catégorie professionnelle, à partir de la mise en application des règlements d'administration publique intéressant ladite profession, industrie, ledit commerce ou ladite catégorie professionnelle ». Sur les cinquante-huit catégories d'industries ou professions énumérées, il n'en reste à ce jour que quatre qui n'aient pas encore fait l'objet de règlement d'administration publique pour l'application de la loi de huit heures. En conséquence, l'article 3 du nouveau décret maintient cette faculté de dérogation pour les quatre industries en cause : beurreries industrielles, conserves de poissons, fromageries industrielles, établissements industriels pour le traitement du lait. Le second paragraphe du même article stipule que les dispositions dudit article seront abrogées automatiquement, pour chacune des industries qui y sont énumérées, à partir de la mise en application du règlement d'administration publique qui déterminera les modalités d'application de la loi sur la journée de huit heures dans l'industrie considérée.

Les articles 4 et 5 du décret, relatifs aux avis ou demandes d'autorisation que doivent adresser au Service de l'inspection les chefs d'industrie usant des facultés prévues par le décret, ne diffèrent en rien des dispositions correspondantes du décret du 30 juin 1913 et n'appellent aucun éclaircissement.

J'ai dit plus haut que l'article 6 précisait les conditions d'entrée en vigueur du nouveau décret. Les dispositions du décret du 30 juin 1913 sont respectivement abrogées à partir de l'entrée en vigueur des diverses dispositions du nouveau décret.

CIRCULAIRE DU 15 MAI 1928 (¹).

Retraites ouvrières et paysannes. — Emploi de salariés retraités ou âgés de 60 ans ou plus. — Versement des contributions patronales.

En exécution de l'article 11, alinéa 4, de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, complété et modifié par l'article 265 de la loi de finances du 13 juillet 1925, les chefs d'établissement doivent effectuer le versement à la caisse du percepteur des contributions patronales correspondant à l'emploi de leurs salariés retraités, ou âgés de 60 ans ou plus.

J'ai été informé qu'un certain nombre d'employeurs auraient exprimé l'intention, au cas où ce versement leur serait imposé, de se priver des services de ceux de leurs salariés qui sont retraités ou ont atteint ou dépassé l'âge de 60 ans.

Les services des retraites ouvrières et paysannes des Préfectures s'attachent à aplanir ces difficultés et pourront être appelés à faire appel, dans ce but, au concours du Service de l'inspection du travail.

Je vous serais obligé d'inviter les Inspecteurs du travail de votre circonscription à joindre, en pareil cas, leurs efforts à ceux des services intéressés pour essayer d'aplanir, dans toute la mesure du possible, les difficultés en question. Les Inspecteurs du travail ne manqueront pas, s'il en était besoin, de faire appel aux sentiments d'humanité des employeurs pour

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

détourner ceux-ci de se priver des services de quelques collaborateurs âgés pour l'unique raison que leur emploi entraîne l'obligation de verser la bien faible cotisation prévue par la loi. L'attention des chefs d'établissement pourra même être appelée sur la responsabilité civile qu'en cas de résiliation du contrat de travail ils pourraient encourir par application des dispositions de l'article 23 du livre 1^{er} du Code du travail.

Je ne doute pas que le nouveau concours des Inspecteurs du travail à l'application de la législation sur les retraites ouvrières et paysannes ne donne d'heureux résultats.

CIRCULAIRE DU 23 MAI 1928 (¹).

Dégauchisseuses. — Interdiction de l'arbre carré. Industrie de la tonnellerie.

Par circulaire du 17 avril dernier (²), je vous ai prié de me faire connaître votre avis au sujet de l'interdiction éventuelle, en vue de la sécurité des travailleurs, de l'emploi de l'arbre carré sur les dégauchisseuses; je vous ai invité en même temps à me donner toutes indications de fait qu'il vous paraîtra utile de me communiquer sur cette question, et à me fournir, le cas échéant, des propositions en ce qui concerne le texte des dispositions de nature à réaliser la mesure envisagée.

Il ressort des renseignements qui me sont parvenus que l'interdiction dont il s'agit rencontrerait certaines difficultés d'application en ce qui concerne les dégauchisseuses propres à la fabrication et à la réparation des foudres et tonneaux.

Vous voudrez bien examiner — si vous ne l'avez particulier de la question dans votre réponse à la circulaire susvisée; il y aura lieu, éventuellement, de m'adresser un rapport ce point.

CIRCULAIRE DU 24 MAI 1928 (¹).

Hygiène. — Hydrargyrisme. — Fabrique d'accumulateurs.

J'ai été informé que certains teurs emploient, dans la confection de ceux-ci, un mélange renfermant de l'oxyde de mercure. Des cas d'hydrargyrisme se seraient produits.

Je vous prie de me faire se rencontre dans votre circonscription et, dans l'affirmative, de me fournir tous les renseignements que le service aura pu se procurer sur les répercussions que l'emploi de composés mercuriels aurait pu avoir sur la santé du personnel.

J'attacherais du prix à recevoir votre réponse avant le 15 juin prochain.

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(²) Voir ci-dessus, p. 135.

LETTRE MINISTERIELLE DU 30 MAI 1928 ⁽¹⁾.

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Pâtisseries de Montpellier. — Décret du 11 mai 1928. — Fête de Jeanne d'Arc tombant un dimanche.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le *Journal officiel* des 18 et 19 mai 1928, p. 5598, a publié le texte du décret du 11 mai 1928, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Montpellier.

Il semble que l'application de ce décret, qui sanctionne l'accord intervenu, le 3 décembre 1927, entre le Syndicat des pâtisseries de Montpellier et le Syndicat des ouvriers pâtisseries de Montpellier, et qui a reçu l'agrément desdites organisations, ne soulèvera aucune difficulté.

Ce décret entre vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*, c'est-à-dire le 20 juin prochain.

Conformément à la demande formulée par les intéressés, c'est à cette même date que doit intervenir l'arrêté autorisant, en vertu de l'article 2, § 3 du décret, l'organisation du travail par relais, dans les ateliers de fabrication, les dimanches et jours de fête où cette organisation est justifiée.

Aux termes de l'accord du 6 décembre 1927, il s'agit, pour ces jours de fêtes, « des neuf fêtes légales, du mardi-gras et de la fête de Jeanne d'Arc ».

La fête de Jeanne d'Arc tombant toujours un dimanche (le deuxième dimanche de mai), il m'a paru inutile de prévoir ce jour dans le projet d'arrêté ci-joint, qui autorise l'organisation du travail par relais, pour le personnel de fabrication, « les dimanches, les jours fériés légaux et le mardi-gras ».

Vous voudrez bien soumettre ce projet d'arrêté aux organisations intéressées, et me faire connaître s'il leur donne satisfaction.

CIRCULAIRE DU 31 MAI 1928 ⁽²⁾.

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Cuirs et peaux. Décret du 11 mai 1928.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte du décret du 11 mai 1928 ⁽³⁾, portant modification et refonte des règlements d'administration publique intervenus pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les diverses industries des cuirs et peaux.

Ce décret a été publié au *Journal officiel* des 18 et 19 mai 1928, p. 5595.

Il a pour objet d'assujettir à une réglementation unique les diverses industries des cuirs et peaux, jusqu'ici soumises à cinq décrets distincts, qui ont fait l'objet de plusieurs demandes de revision émanant d'organisations patronales et d'organisations ouvrières :

Décret du 30 août 1919, modifié par le décret du 10 avril 1925, visant les industries des cuirs et peaux;

⁽¹⁾ Adressée à M. l'Inspecteur divisionnaire du travail de la 9^e circonscription à Toulouse.

⁽²⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

⁽³⁾ Voir ci-dessus, p. 42.

Décret du 19 novembre 1919, modifié par le décret du 16 mars 1921, visant la fabrication des chaussures en gros;

Décret du 27 août 1920, visant les industries de la ganterie de peau;

Décret du 30 décembre 1920, visant les industries de la fabrication des galoches, espadrilles, sandales, pantoufles, chaussons et chaussures en tous genres;

Décret du 30 décembre 1920, visant les industries de la sellerie et de la bourrellerie, et de la fabrication des courroies mécaniques et de tous objets en cuir (maroquinerie, gainerie, articles de chasse, de voyage, de sport).

D'autre part, le décret assujettit : 1° les établissements visés par les deux décrets précités du 30 décembre 1920, occupant moins de cinq ouvriers et situés dans les localités comptant moins de 10.000 habitants, qui, jusqu'ici, échappaient à la réglementation, en vertu de l'article 1^{er}, § 2 desdits décrets du 30 décembre 1920; 2° la fabrication de chaussures sur mesure, et les ateliers de réparation de chaussures qui n'étaient visés par aucun règlement.

Il ne semble pas que l'application de cette nouvelle réglementation soulève de difficultés. Toutefois, j'appelle particulièrement votre attention sur les points suivants qui ont donné lieu à des échanges de vues en commission mixte.

Champ d'application (Art. 1^{er}). — Le champ d'application du présent décret est celui des cinq décrets actuellement existants, mais élargi et complété. L'article 1^{er} reproduit les rubriques de ces décrets, les unes textuellement, les autres avec des modifications tendant à leur donner une plus grande précision.

C'est ainsi que la première rubrique, qui englobe toutes les industries des cuirs et peaux proprement dites visées par le décret du 30 août 1919 modifié par le décret du 10 avril 1925, est ainsi rédigée : « Toutes opérations ayant pour objet la conservation, la transformation et la préparation des cuirs et peaux ».

Il a été précisé, en Commission mixte, que cette formule, qui a une portée générale, comprend toutes les opérations que peuvent subir les cuirs et peaux, même les opérations nouvelles qui pourront être mises en usage : le travail de la peau de serpent, qui est de date récente, a été cité à titre d'exemple.

Il a été reconnu, d'autre part, que cette formule vise notamment la « chamoiserie » et la « parcheminerie », qui ne figuraient pas expressément à l'article 1^{er} du décret du 30 août 1919, ainsi que « la pelletterie », qui est la préparation, ou mieux la conservation des peaux en poil.

La question a été posée de savoir si l'industrie du délainage des peaux de mouton doit être réglementée avec les cuirs et peaux ou avec les industries textiles. La Commission a estimé qu'il s'agit là de cas d'espèce ne pouvant donner lieu à une décision de principe, mais que le délainage, tel qu'il est pratiqué dans les mégisseries, est évidemment compris, au même titre que la couperie de poils, parmi les opérations ayant pour objet la préparation des cuirs et peaux.

La deuxième rubrique : « Sellerie et bourrellerie; fabrication de courroies mécaniques et de tous articles de maroquinerie, gainerie, chasse, voyage, sport, équipement militaire, en cuir, cuir factice ou matières similaires », reproduit, avec des modifications, celles du décret du 30 décembre 1920. Les mots « tous objets en cuir » qui figuraient à ce décret ont été supprimés comme visant également les chaussures, qui font l'objet d'une rubrique spéciale. Aux « articles » de maroquinerie, gainerie, chasse, voyage, sport, ont été ajoutés les articles d'« équipement militaire » qui ont paru devoir être désignés expressément.

La question a été posée en Commission de savoir si les malles sont visées par les mots « articles de voyage »; des difficultés se seraient produites à

cet égard. Il a été précisé que la fabrication des malles est, sans aucun doute, soumise à la réglementation, soit à celle des industries du bois, soit à celle des cuirs et peaux, mais qu'en la manière il y a lieu de s'en rapporter à la règle que l'accessoire suit le sort du principal.

La troisième rubrique est ainsi rédigée : « Fabrication de chaussures, en toutes matières et de tous genres, en gros et sur mesure, y compris la réparation, et toutes opérations se rattachant à cette fabrication (fabrication et piqure de tiges, fabrication de talons en cuir, fabrication non mécanique de talons en bois, découpage de cuir pour chaussures, cambrure) ».

Elle englobe : 1° toutes les industries visées par les deux décrets actuels réglementant, d'une part, les chaussures en gros, d'autre part, les galoches, espadrilles, sandales, pantoufles, chaussons et chaussures en tous genres, cette dernière énumération ayant paru inutile puisque la nouvelle rubrique vise les chaussures « en toutes matières et de tous genres » ; 2° les industries qui ont fait l'objet de la publication d'un avis au *Journal officiel* du 25 septembre 1927, à savoir : la fabrication de chaussures sur mesure et la réparation de chaussures.

La quatrième rubrique : « Fabrication de ganterie de peau, y compris toutes opérations se rattachant à cette fabrication (teinture, cousage, piqure, pose d'agrafes et de boutons) » reproduit sans changement l'article 1^{er} du décret du 27 août 1920.

Répartition des heures de travail (art. 2). — L'article 2, § 1^{er}, du décret prévoit le choix entre les deux régimes habituels de répartition des heures de travail : 1° huit heures chacun des six jours ouvrables de la semaine; 2° répartition inégale des quarante-huit heures de travail, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos de l'après-midi du samedi ou toute autre modalité équivalente.

Conformément à l'entente intervenue en Commission mixte, le paragraphe 2 de l'article 2 stipule que « la répartition des quarante-huit heures hebdomadaires de travail devra obligatoirement s'effectuer suivant la modalité prévue au 2° ci-dessus » d'une part « dans la fabrication en gros des chaussures en cuir », d'autre part, « dans la sellerie la bourrellerie, la fabrication de courroies mécaniques et de tous articles de maroquinerie, gainerie, chasse, voyage, sport, équipement militaire, en cuir, cuir factice ou matières similaires ».

Ainsi, les industries qui, en vertu du décret du 19 novembre 1919 (chaussures en gros) et du 30 décembre 1920 (sellerie, bourrellerie) étaient tenues d'adopter le régime comportant la semaine dite « anglaise », conserveront ce régime. Toutefois, dans la nouvelle réglementation, le repos d'une demi-journée pourrait ne pas être obligatoirement donné le samedi après-midi. Il semble d'ailleurs qu'en fait aucun changement ne sera apporté à la situation actuelle.

Dérogations permanentes (art. 5). — Il a été précisé, en Commission, que les travaux exécutés dans les tanneries, au moment de la rentrée des écorces, en mai ou juin, pour la préparation des solutions de chrome utilisées dans la fabrication des cuirs vernis (art. 5, 6°, du décret du 30 août 1919), rentrent dans les prévisions de l'article 5, 5° du nouveau décret, visant les opérations qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté.

Cette dérogation de l'article 5, 5°, dont la portée est générale, vise d'ailleurs tous les cas prévus par le 6° de l'article 5 du décret du 30 août 1919.

Il y a lieu de noter que les dérogations prévues sous les nos 5° et 7° du décret du 30 août 1919 ne sont pas reproduites dans le présent décret. Il a paru, en effet, que ces dérogations relèvent plus spécialement du repos hebdomadaire; les travaux dont il s'agit sont visés par le décret du 14 août 1907, relatifs aux établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement.

Déroations temporaires (art. 6). — Sous le régime des cinq décrets actuellement en vigueur, la situation est la suivante, en ce qui concerne le crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail; deux décrets (chaussures et galoches) prévoient 60 heures; deux (cuirs et peaux et ganterie) prévoient 90 heures; un (sellerie et bourrellerie) prévoit 120 heures.

Aux termes du nouveau décret, toutes les industries bénéficient de 90 heures, sauf la sellerie, bourrellerie et fabrications similaires qui continueront à bénéficier de 120 heures. Il a paru en effet que le maintien du *statu quo* s'imposait, pour ces industries particulièrement saisonnières et rurales, d'autant plus que la réglementation s'appliquera désormais aux petites localités.

Quant aux industries qui bénéficiaient d'un crédit de 90 heures, il a paru également qu'il n'y avait pas lieu de modifier leur situation.

Le seul changement apporté par le nouveau décret, au régime actuel d'heures supplémentaires des industries en cause, concerne les industries de la fabrication des chaussures qui, au lieu de 60 heures, bénéficieront désormais de 90 heures. Le caractère de plus en plus saisonnier d'une industrie comme celle de la chaussure, soumise, en outre, aux fluctuations de la mode, a paru justifier l'octroi à cette industrie d'un crédit qui ne soit pas inférieur à celui dont bénéficient des industries manifestement moins saisonnières, comme celles des cuirs et peaux proprement dites.

Les facultés de récupération des jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales et autres événements locaux, que prévoyaient les cinq décrets jusqu'ici en vigueur, ne figurent pas à l'article 3 du nouveau décret. L'article 6, 3°, dudit décret prévoit toutefois certaines possibilités de récupérations, mais dans les conditions adoptées par les derniers règlements intervenus pour l'application de la loi de huit heures; seule, la récupération des fêtes locales et autres événements locaux consacrés par l'usage peut être autorisée, par l'inspecteur départemental du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, les heures ainsi effectuées, dont le nombre ne peut dépasser quarante par an, ayant le caractère d'heures supplémentaires.

Entrée en vigueur (art. 9). — La nouvelle réglementation entre en vigueur quinze jours après la publication du décret au *Journal officiel*, c'est-à-dire le 4 juin prochain.

Il va sans dire qu'à cette même date, les dispositions des cinq décrets actuels cesseront d'être applicables.

CIRCULAIRE DU 1^{er} JUIN 1928 (¹).

Emploi ds combustibles. — Note de la Commission de carbonisation.

Comme suite à un vœu du conseil d'administration de l'Office national des Combustibles liquides, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie m'a adressé, pour être communiquée à mes services, une note adoptée par la Commission de carbonisation sur les principes à consulter pour l'emploi des combustibles dans les administrations publiques (²).

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(²) Voir ci-après, p. 322.

Les suggestions exposées dans cette note me paraissent présenter également un intérêt en ce qui concerne les établissements privés que le Service de l'Inspection du travail est appelé à visiter.

Je vous serais en conséquence obligé d'inviter les inspecteurs du travail de votre circonscription à répandre, au cours de leurs tournées, les suggestions dont il s'agit dans les établissements de leurs sections respectives.

Je vous adresse, à cet effet, en nombre suffisant d'exemplaires pour distribution aux inspecteurs placés sous vos ordres, le texte : *a* de la présente circulaire; *b* de la note susvisée.

CIRCULAIRE DU 18 JUIN 1928 (1).

Hygiène et sécurité. — Intoxication par l'oxyde de carbone.

J'ai été saisi d'une suggestion tendant à imposer, par voie de règlement, l'affichage dans les établissements dont le personnel est exposé à l'intoxication par l'oxyde de carbone, d'un avis indiquant les dangers de ce gaz ainsi que les précautions à prendre pour les prévenir.

Je vous serais obligé de me faire connaître votre avis sur cette question, notamment en ce qui touche la nomenclature des établissements où il y aurait lieu, éventuellement, de prescrire l'affichage envisagé.

CIRCULAIRE DU 18 JUIN 1928 (1).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Brasseries. Décret du 23 août 1927. — Relais.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, le texte de mon arrêté, en date du 12 juin 1928 (2), autorisant l'organisation du travail par relais dans les brasseries pour les opérations suivantes : brassage et refroidissement du moût, dans les brasseries faisant normalement deux brassins au plus par jour, et soutirage. J'appelle votre attention sur les points suivants :

Pour les opérations du brassage et du refroidissement du moût, l'autorisation des relais est limitée aux brasseries faisant normalement deux brassins au plus par jour : l'enquête a établi que les brasseries ayant une production journalière supérieure à deux brassins sont des établissements importants fonctionnant à trois équipes, où l'organisation des relais n'est par suite pas nécessaire.

En ce qui concerne l'opération du soutirage, l'autorisation de relais a paru nécessaire pour toutes les brasseries, même pour les grands établissements à marche continue, où le soutirage est bien effectué par une équipe unique spéciale, qui pourrait être considérée comme constituant une partie d'établissement, mais où la durée du travail de cette équipe dépasserait huit heures par jour.

Cet arrêté a été publié au *Journal officiel* du 14 juin 1928, p. 6546.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir ci-dessus, p. 10-.

Il vous appartient d'aviser de cette publication les organisations patronales et ouvrières, et à défaut d'organisations, les industriels intéressés de votre circonscription, et de leur donner toutes explications utiles touchant les prescriptions relatives au contrôle prévues par l'arrêté.

CIRCULAIRE DU 20 JUIN 1928 (1).

Loi sur les maladies professionnelles. — Application en 1927.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une notice relative à l'application de la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles pendant l'année 1927.

Je ne verrais que des avantages à ce que cette notice fût, comme l'ont été les notices précédentes, concernant les années 1921 à 1925, communiquées par les soins du Service aux personnes appelées à aider à la diffusion des principes de la législation sur les maladies professionnelles: médecins, hygiénistes, publicistes, personnalités diverses s'intéressant d'une manière particulière à l'hygiène industrielle et à la garantie contre le risque professionnel. Vous voudrez bien me faire connaître le nombre des notices qui, à cet effet, vous seront nécessaires.

CIRCULAIRE DU 26 JUIN 1928 (2).

Décrets du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics et de fournitures.

Tout indique qu'après la période de stagnation qui a marqué l'année 1927, une reprise du travail s'annonce dans les industries du bâtiment. Les demandes en autorisation de bâtir sont, depuis le début de l'année, en augmentation sensible. De nombreux projets de construction de maisons sont à l'étude.

Pour que cette reprise ne soit pas entravée et puisse se développer normalement, il importe qu'entrepreneurs et ouvriers soient, le plus tôt possible, exactement fixés sur les conditions de travail qui vont régir leurs professions, et en premier lieu sur les salaires qui seront pratiqués.

Il importe donc, sans retard, de procéder à la revision des bordereaux de salaires à annexer, en vertu des décrets du 10 août 1899 aux cahiers de charges des marchés de travaux publics et de fournitures.

Sans doute, ces bordereaux ne valent que pour les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution des marchés passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics de bienfaisance. Mais leur caractère officiel, la façon dont ils sont établis avec la collaboration des intéressés patrons et ouvriers, leur donne une autorité particulière, de telle sorte que les intéressés s'y réfèrent même pour l'exécution des travaux privés.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Adressée aux Préfets (en communication aux Inspecteurs divisionnaires du travail).

Leur autorité est d'autant plus grande et ils s'imposent d'autant plus facilement aux intéressés que ceux-ci ont contribué plus étroitement à leur élaboration.

C'est pourquoi les décrets du 10 août 1899 prévoient que, pour l'établissement de ces bordereaux de salaires, l'Administration doit en premier lieu se référer aux accords existants entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité et de la région. Déjà, dans plusieurs départements, les organisations ouvrières adhérant à la Fédération nationale confédérée des travailleurs du bâtiment ont saisi les organisations patronales de projets de convention tendant à fixer les taux de salaires dans les diverses professions du bâtiment pour une certaine durée; des accords sont même déjà obtenus à ce sujet; notamment dans le Nord. Je n'ai pas besoin d'insister sur l'intérêt que présente l'existence de ces ententes. L'Administration doit donc accueillir favorablement la demande qui lui serait faite par l'une ou l'autre des deux parties pour les rapprocher et favoriser la conclusion de tels accords. Vous pourrez, à cet effet, faire appel utilement au concours des inspecteurs du travail qui sont déjà en relations avec les organisations patronales et ouvrières du bâtiment, pour la détermination du régime de durée du travail applicable dans chaque région pour les diverses professions de cette industrie.

A défaut d'entente, les décrets prévoient la réunion de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers. L'Administration s'efforcera également de réaliser l'accord dans ces commissions où sont confrontés les dires des uns et des autres en ce qui concerne les salaires pratiqués normalement et couramment dans les diverses professions.

Il appartiendra ensuite à la Commission administrative prévue par la circulaire du 14 novembre 1899, et à laquelle seront communiqués les accords entre syndicats patronaux et ouvriers et, à défaut, les procès-verbaux des Commissions mixtes, de déterminer les salaires normaux et courants des diverses professions, en se munissant de tous renseignements utiles auprès des syndicats professionnels, conseils de prud'hommes, ingénieurs, architectes départementaux et communaux et autres personnes compétentes, ainsi qu'auprès de l'Office régional de la main-d'œuvre.

Je vous serais très obligé de me faire connaître d'urgence, et en tout cas avant le 15 juillet, les mesures que vous aurez prises pour assurer l'exécution des présentes instructions.

CIRCULAIRE DU 9 JUILLET 1928 (¹).

Hygiène des travailleurs. — Eclairage des locaux de travail.

La question de l'éclairage des locaux de travail a fait l'objet, dans le décret du 10 juillet 1913 concernant les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, des dispositions visées ci-après :

Les unes tendent à prévenir les accidents; ce sont les dispositions contenues dans l'article 16, alinéa 6, et dans l'article 17 a.

Les autres, plus succinctes, ont pour objet la préservation de la vue des

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

travailleurs. D'une part, en vertu de l'article 5, alinéa 5, les locaux fermés affectés au travail ne doivent pas recevoir le jour indirectement à travers d'autres locaux. D'autre part, l'alinéa 7 dudit article 5 stipule :

Ces locaux (les locaux fermés affectés au travail), leurs dépendances et, notamment, les passages et escaliers seront convenablement éclairés.

La multiplicité des nouveaux modes d'éclairage, l'intensité croissante des sources de lumière font apparaître la nécessité d'étudier de plus près la question de la préservation de la vue des travailleurs; cette étude aura pour but de déterminer les conditions générales auxquelles doit satisfaire, au point de vue de l'hygiène de l'œil, un éclairage convenable des locaux de travail, compte tenu des divers aspects de la production.

La question a déjà fait l'objet d'études qui ont été publiées dans le *Bulletin de l'Inspection du Travail et de l'Hygiène industrielle*. En outre, une société a été spécialement créée dans le but de faire réaliser de meilleures conditions d'éclairage; il s'agit de la Société pour le perfectionnement de l'éclairage, 134, boulevard Haussmann, à Paris. Ce groupement a édité des brochures illustrées dont une collection vous sera adressée, à titre documentaire.

Les inspecteurs et les inspectrices du travail n'ont certainement pas manqué, de leur côté, de faire des observations et constatations sur le même sujet au cours de leurs visites. Ils ont dû certainement se préoccuper de l'interprétation qu'il convenait de donner aux dispositions réglementaires actuelles et de l'application précisée, qu'il y avait lieu notamment de faire dans telle ou telle industrie déterminée, de l'alinéa 7 de l'article 5 susvisé; ils ont eu à rechercher ce qu'il faut entendre par « éclairage convenable » au sens de l'article 5.

Je vous prie de demander à tous les inspecteurs et inspectrices placés sous vos ordres de vous adresser un rapport résumant les résultats de leur expérience à ce sujet. Ces rapports devront m'être adressés avant le 1^{er} janvier 1929.

LETTRE MINISTERIELLE DU 11 JUILLET 1928 (*).

Fermeture obligatoire le jour du repos hebdomadaire. — Ameublement. Stands des expositions.

La Chambre syndicale patronale de l'ameublement de la région parisienne, 10, place de la Station, à Asnières, a appelé mon attention sur le fait que de nombreux marchands et fabricants de meubles ouvrent leurs stands et vendent des meubles, le dimanche, dans les foires et expositions. Elle demande que ces stands soient assujettis à l'arrêté du 25 mai 1924 de M. le préfet de police ordonnant la fermeture au public, le dimanche, dans toute l'étendue du département de la Seine, des « établissements, parties d'établissement et leurs dépendances vendant l'ameublement (meubles et literie) de quelque nature et de quelque provenance qu'il soit, de luxe ou d'imitation, neuf ou d'occasion ».

Après examen de la question avec M. le préfet de police, il a paru que l'arrêté précité s'appliquait bien aux stands d'ameublement installés dans les foires et expositions, mais que le contrôle ne pouvait être exercé que par le Service de l'Inspection du Travail, les agents de police ne

(*) Adressée à M. l'Inspecteur divisionnaire du travail de la 1^{re} circonscription, à Paris.

pouvant pénétrer à l'intérieur des foires et expositions, qui sont le plus souvent des manifestations d'initiative privée, que lorsqu'ils en sont formellement requis pour constater des flagrants délits.

Il n'y aura, du reste, pas lieu pour le Service d'exiger obligatoirement la fermeture matérielle; ainsi que vous le savez, la « fermeture au public » peut être considérée comme réalisée s'il est apposé bien en évidence des écriteaux indiquant qu'aucune transaction commerciale ne peut avoir lieu ce jour.

CIRCULAIRE DU 1^{er} AOUT 1928 (1).

*Loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des pensionnés de guerre.
Mesures d'application.*

Comme suite au décret du 10 novembre 1927, qui a réglé le mode de constitution et de fonctionnement des commissions prévues par la loi du 26 avril 1924, sur l'emploi obligatoire des pensionnés de guerre, va paraître incessamment au *Journal officiel* le décret portant règlement d'administration publique qui détermine les autres mesures nécessaires pour la mise en exécution de ladite loi.

Les présentes instructions, en analysant les principales dispositions de la loi et du décret, tendent à vous faciliter l'application de ces textes, sur lesquels j'appelle tout spécialement votre attention.

I. — BÉNÉFICIAIRES DE LA LOI.

Seuls peuvent prétendre à être employés obligatoirement, en vertu de la loi du 26 avril 1924 (2) dans l'industrie, le commerce ou l'agriculture, les mutilés de la guerre expressément spécifiés à l'article 1^{er} de la loi, soit : « les militaires des armées de terre et de mer, titulaires d'une pension définitive ou temporaire, en vertu de la loi du 31 mars 1919 » et ce, quel que soit le taux de leur invalidité ou le degré de diminution de leur capacité professionnelle.

Sans doute les veuves de guerre ainsi que les autres catégories de femmes visées au paragraphe 3 de l'article 2 de la loi, et les victimes d'accidents du travail, qui tiennent lieu, en certaines circonstances pour les chefs d'exploitation qui les occupent, de mutilés de guerre peuvent toujours s'adresser aux Offices de placement pour obtenir un emploi, mais ils ne tirent aucun droit particulier de la loi du 26 avril 1924.

Il appartient aux salariés visés à l'article 1^{er}, lorsqu'ils forment une demande d'emploi près des Offices de placement, de produire toutes justifications utiles établissant qu'ils sont fondés à réclamer le bénéfice de la loi (art. 4 du décret).

Quant aux pensionnés de guerre déjà en place, ni la loi, ni le règlement d'administration publique ne leur fait une obligation de décliner leur qualité de mutilé; aussi bien, même si leur mutilation n'est pas apparente, sont-ils dans de nombreux cas, connus de leur employeur, notamment dans les petites localités. S'il en est parmi eux au sujet desquels l'employeur ait quelque doute, il lui est, toujours loisible, en vue de l'établissement de la liste des pensionnés occupés par lui qu'il doit fournir annuellement,

(1) Adressée aux Préfets et aux Inspecteurs du travail.

(2) Voir *Bulletin* 1924, p. 25.

de chercher à se renseigner à leur sujet par tels moyens qu'il juge à propos.

II. — EXPLOITATIONS ASSUJETTIES.

La loi soumet en principe à l'obligation d'employer des pensionnés de guerre toutes les exploitations industrielles, commerciales, agricoles et forestières, quel que soit le sexe des travailleurs occupés. Elle excepte, toutefois, les petits employeurs qui n'occupent pas plus de dix salariés, de plus de 18 ans, chiffre porté à quinze pour les exploitations agricoles et forestières (art. 2 de la loi).

Sont, en outre, exceptées les exploitations visées par les articles 1^{er} et 7 de la loi du 30 janvier 1923, qui a déjà réservé des emplois aux pensionnés de guerre; il s'agit des administrations « de l'Etat, des établissements publics, des départements de la ville de Paris, de l'Algérie et des colonies », ainsi que des entreprises industrielles ou commerciales qui obtiennent « une concession, un monopole ou une subvention de l'Etat, du département, de la commune, de l'Algérie et des colonies ».

C'est ainsi que, M. le Ministre des Pensions, qui a dans ses attributions l'application de la loi du 30 janvier 1923, a estimé que les exploitations minières concédées, qu'elles l'aient été antérieurement ou postérieurement à la loi du 30 janvier 1923, étant soumises aux obligations de cette loi, ne peuvent pas l'être également aux dispositions prévues par la loi du 26 avril 1924.

Quant aux administrations et établissements de l'Etat, je noterai simplement la disposition qui fait l'objet de l'article 18 de la loi et d'après laquelle les bénéficiaires de la loi qui sont occupés, à titre d'employés ou ouvriers, comme auxiliaires dans ces administrations, seront titularisés dans leur emploi s'ils justifient d'une année de présence. Cette disposition, d'une nature toute spéciale, introduite par voie d'amendement, est sans rapport avec le reste de la loi. Elle a d'ailleurs fait l'objet d'un règlement d'administration publique particulier, dont il n'y a pas lieu de s'occuper ici.

Pour être assujetties à la loi du 26 avril 1924 les exploitations industrielles et commerciales visées à l'article 2 doivent occuper *régulièrement* plus de dix travailleurs de plus de 18 ans, français ou étrangers, les exploitations agricoles, plus de quinze.

N'entrent donc pas dans le décompte du chiffre de dix ou de quinze les travailleurs de 18 ans et au-dessous, ni ceux occupés d'une façon non régulière.

On s'est demandé si ce terme « régulièrement » devait être interprété dans le sens « d'une façon permanente », ou s'il pouvait être appliqué au personnel employé à certaines époques périodiques. Si l'on se reporte aux travaux préparatoires de la loi, les intentions du législateur ne sont pas douteuses : les industries saisonnières, que la question intéresse tout particulièrement, doivent être assujetties à la loi. Le décret a précisé le sens qu'il convient de donner au mot « régulièrement » dans l'article 1^{er} qui n'astreint à l'établissement de la liste des pensionnés de guerre employés par eux que les employeurs qui, au cours de l'année, ont occupé *pendant une période de plus de deux mois*, un nombre de salariés supérieur à dix ou quinze, suivant la distinction susvisée. La loi se trouve ainsi applicable aux exploitations qui ne fonctionnent que pendant une partie de l'année, mais pour une durée supérieure à deux mois, telles que les sucreries, les fabriques de conserves, les hôtels ou casinos de stations estivales ou hivernales, etc.

III. — OBLIGATIONS DES CHEFS D'ENTREPRISE.

a. *Pourcentage des mutilés à employer.* — Les entreprises assujetties à la loi sont tenues d'employer un certain nombre de pensionnés de guerre au prorata de leur personnel *total* et non au prorata de chaque catégorie de ce personnel. Cette proportion qui ne peut dépasser 10 p. 100 est fixée annuellement par arrêté ministériel. Pour 1928, un arrêté ci-annexé du 9 mars 1928, pris sur avis conforme de l'Office national des mutilés, a prorogé les dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1925, fixant uniformément à 10 p. 100 la proportion des bénéficiaires de la loi dont l'emploi est obligatoire. Il est bien entendu que ce pourcentage est un minimum et que les employeurs peuvent et doivent, lorsqu'ils le peuvent, le dépasser.

Aux termes de l'article 3 de la loi, n'entrent pas dans le décompte du personnel total de l'exploitation les apprentis *et volontaires non rémunérés*. Le terme apprentis doit s'entendre des jeunes gens occupés en vertu d'un contrat d'apprentissage écrit, conformément à la loi du 20 mars 1928. Le pourcentage étant fixé par rapport à la totalité du personnel, il n'y a qu'un seul taux pour une entreprise, quels que soient l'âge et le sexe des salariés, et la répartition des emplois au sein de cette entreprise (ouvriers spécialistes, manœuvres, employés de bureau).

Une obligation spéciale est imposée (§ 3 de l'article 3 de la loi) aux exploitations occupant un nombre de salariés au moins égal à trente. Un tiers au moins du nombre des pensionnés qu'elles devront occuper ne devra posséder qu'une capacité professionnelle réduite, c'est-à-dire une capacité de travail inférieure à la capacité normale; le législateur n'a d'ailleurs pas fixé de taux à cette diminution de capacité. Il appartiendra aux employeurs de préciser le nombre de pensionnés de cette catégorie dans la liste des pensionnés qu'ils sont tenus d'envoyer aux préfets.

Afin d'encourager les employeurs à utiliser les grands mutilés, le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi dispose que tout pensionné de guerre dont l'invalidité physiologique atteindra au moins 80 p. 100 sera compté dans le pourcentage obligatoire pour deux unités. La question s'est posée de savoir à ce sujet, si un mutilé dans cette catégorie doit, en cas de départ, être remplacé par l'employeur par un mutilé ayant au moins le même degré d'invalidité. Pour atteindre le pourcentage qui lui est imposé, l'employeur devra, en pareil cas, soit embaucher à la place du mutilé parti un autre mutilé atteint lui-même d'une invalidité d'au moins 80 p. 100, soit embaucher deux mutilés d'invalidité moindre qui comptent chacun pour une unité.

D'autre part, sont comptés pour une unité aux termes du paragraphe 5 de l'article 3 de la loi, les hommes ou les femmes pensionnés pour accidents du travail en vertu de la loi du 9 avril 1898 à la condition qu'ils soient au service de l'exploitation où l'accident s'est produit.

Il convient enfin d'envisager la situation faite à ce point de vue aux exploitations utilisant en majorité la main-d'œuvre féminine et qui est réglée par le paragraphe 3 de l'article 2 de la loi.

Dans ces exploitations, le pourcentage obligatoire de mutilés porte en principe aussi bien sur le personnel féminin que sur le personnel masculin. Toutefois, le législateur, tenant compte de la situation particulière de ces entreprises, a décidé de les dispenser de cette obligation d'emploi moyennant le paiement d'une redevance annuelle proportionnelle au nombre de pensionnés de guerre non employés.

Mais elles peuvent échapper à cette redevance si elles justifient qu'elles emploient au prorata de leur personnel masculin le nombre de pensionnés de guerre obligatoire, et pour l'effectif féminin, une égale proportion de veuves de guerre ou de femmes appartenant aux catégories expressément spécifiées au paragraphe 3 de l'article 2 de la loi.

Cette disposition doit être interprétée de la façon suivante. Pour être exonérées de la redevance, ces entreprises doivent, tout d'abord, et en tous cas, occuper, au prorata de leur personnel masculin, 10 p. 100 de mutilés de guerre. Elles doivent, en outre, au prorata de leur personnel féminin occuper 10 p. 100, soit de mutilés de guerre, soit de veuves de guerre ou de femmes y assimilées par la loi, le nombre total des pensionnés de guerre et des femmes pensionnées employés correspondant à 10 p. 100 de l'effectif total du personnel.

Un exemple éclairera ces observations.

Supposons une entreprise de cette nature occupant un effectif total de 100 personnes dont 40 hommes et 60 femmes. Pour être exonérée de la redevance, cette entreprise devra occuper au moins 4 pensionnés de guerre, mais elle pourra en occuper davantage, puisque pour les 60 femmes employées elle pourra occuper indifféremment 6 pensionnés de guerre ou femmes pensionnées; autrement dit, elle sera en règle si elle occupe au total 10 pensionnés de l'un et l'autre sexe, avec un minimum de 4 pensionnés de guerre.

J'ajoute que dans ces entreprises les victimes du travail pensionnées en vertu de la loi du 9 avril 1898 entrent en compte pour le pourcentage dans les conditions précisées ci-dessus, aussi bien dans le décompte des pensionnés de guerre que des femmes pensionnées.

J'appelle, enfin, votre attention sur les dispositions de l'article 4 de la loi qui a fixé le délai imparti aux exploitations pour avoir le nombre de pensionnés de guerre prescrit. Les exploitations créées depuis la promulgation de la loi ont dû atteindre immédiatement le pourcentage prévu.

Par contre, pour celles qui existaient au 26 avril 1924, un délai de deux ans a été donné à compter de la promulgation de la loi, soit du 29 avril 1924, pour atteindre le pourcentage de pensionnés qui leur est imposé. Ces exploitations doivent donc être en règle avec la loi depuis le 29 avril 1926 et elles sont, dans les conditions qui seront indiquées ci-après, passibles de la redevance à compter de la date de promulgation du règlement d'administration publique, qui a rendu *ipso facto* la loi applicable dans toutes ses dispositions.

b. Procédure d'embauchage. — L'article 6 de la loi a fixé la procédure que doivent suivre les employeurs pour se procurer les pensionnés de guerre qu'ils sont tenus d'occuper.

Tout d'abord, et ceci découle des observations présentées plus haut à propos des bénéficiaires de la loi, les employeurs à main-d'œuvre en majorité féminine ne sont pas astreints à cette procédure pour se procurer des veuves de guerre ou des femmes appartenant aux catégories visées au paragraphe 3 de l'article 2 de la loi. Ils peuvent toujours passer aux Offices publics de placement des offres d'emplois pour des veuves de guerre, auxquelles les Offices s'efforceront de donner satisfaction, mais le fait de ne pouvoir y répondre efficacement ne saurait en aucun cas exonérer les employeurs de la redevance dont ils peuvent être passibles s'ils n'occupent pas le pourcentage de pensionnés de guerre imposé. En vertu du même principe, les Offices ne sauraient eux-mêmes invoquer la loi du 26 avril 1924 pour imposer aux exploitants l'emploi de femmes pensionnées.

D'autre part, tant que, malgré les vacances qui se manifestent dans un personnel, un employeur occupe le chiffre minimum de pensionnés de guerre qui lui est imposé, il est en règle avec la loi et n'est par suite tenu d'aucune déclaration de vacance.

Ce n'est que du jour où il n'utilise plus le nombre de pensionnés réglementaire qu'il doit se conformer aux prescriptions de l'article 6 de la loi.

Encore convient-il de remarquer que, s'il est à même de combler aussitôt ce déficit, en trouvant par ses propres moyens des pensionnés, il n'est plus nécessaire qu'il sollicite l'intervention de l'Office de placement.

Il y a lieu, par ailleurs, de souligner que le chef d'entreprise n'est jamais tenu d'affecter le pensionné qu'il embauche à l'emploi même devenu vacant. A supposer cet emploi précédemment occupé par un mutilé, il peut remplacer ce dernier par un homme valide et confier un autre emploi au nouveau pensionné.

Il suffira qu'il précise, en signalant la vacance, de quelle nature est l'emploi auquel sera affecté le pensionné.

Reste le cas où le pourcentage de pensionnés de guerre n'étant pas atteint et l'employeur n'ayant pu en recruter lui-même, il doit recourir à la procédure prévue à l'article 6 de la loi.

Dans les quarante-huit heures de toute vacance, que cette vacance soit due au départ d'un salarié mutilé ou non, ou à la création d'un nouveau poste, il doit déclarer cette vacance, par lettre recommandée avec avis de réception à l'Office public de placement de la localité, à défaut à l'Office municipal le plus proche ou à l'Office départemental. L'Office a huit jours francs à dater de la réception de la déclaration pour lui présenter un pensionné de guerre; pendant ce délai, l'employeur peut embaucher directement, même un non pensionné, mais il doit accueillir le pensionné qui serait envoyé par l'Office, et si celui-ci répond aux conditions spécifiées, l'employeur est tenu de l'occuper sans pouvoir opposer l'ouvrier qu'il aurait lui-même embauché, à moins que cet ouvrier ne soit un pensionné de guerre.

A l'expiration de ce délai, si l'Office n'a pu présenter aucun pensionné de guerre, l'employeur reprend sa liberté d'embauchage pour une nouvelle période de huit jours pendant lesquels il peut embaucher qui bon lui semble et refuser de prendre en considération les présentations qui seraient faites par l'Office. S'il pourvoit à la vacance, il se trouve en règle avec la loi et n'est passible d'aucune redevance. S'il n'a pas, à l'expiration de ce nouveau délai, pourvu à la vacance, l'offre d'emploi passée à l'Office reste valable tant que la vacance n'est pas comblée, même par un homme valide.

En spécifiant l'envoi par l'employeur à l'Office d'une lettre recommandée avec avis de réception, la loi a eu pour but de mettre celui-ci à même de faire la preuve indiscutable qu'il a fait appel à l'Office de placement, dans les délais voulus. Les employeurs ont donc intérêt à conserver soigneusement les avis de réception des déclarations qu'ils passent aux Offices ainsi que toutes pièces relatives à la procédure consécutive. Mais, l'employeur peut user de tous les autres moyens à sa disposition: téléphone, télégraphe, démarche personnelle, etc.

Parmi les emplois qui feront l'objet de déclaration aux Offices, il en est que ceux-ci savent ne pouvoir habituellement satisfaire, soit qu'ils ne disposent pas de demandes d'emplois correspondantes, soit que les emplois offerts ne puissent être exercés par des mutilés. Il serait excessif en pareil cas d'exiger des employeurs le renouvellement journalier de semblables offres pour un résultat qui ne peut être que négatif. Un tel échange de correspondances serait une charge à la fois pour les industriels et pour les Offices, sans la moindre utilité, et sans le moindre bénéfice pour les pensionnés de guerre.

La procédure prévue par l'article 6 de la loi peut s'appliquer non seulement à une vacance d'emploi particulière, mais aussi à un ensemble de vacances d'emplois et pour un temps déterminé. Les Offices pourraient adopter une telle procédure dans les conditions suivantes, pour les entreprises qui accepteraient de s'y conformer et qui leur paraîtraient présenter les garanties nécessaires. Dès à présent, pour 1928, et dès le début

de l'année pour les années à venir, ces entreprises connaissant, d'après le pourcentage imposé, le nombre de pensionnés qui leur manque, adresseraient à l'Office de placement par lettre recommandée, une déclaration de toutes les vacances d'emplois présentes et à prévoir, sous forme par exemple d'un tableau indiquant les différentes catégories ou spécialités professionnelles auxquelles ils font appel dans leur entreprise, le nombre d'ouvriers utilisé dans chacune d'elles, et le nombre de pensionnés nécessaire pour parfaire dans l'ensemble des catégories le pourcentage réglementaire.

En réponse à une telle déclaration, l'Office ferait connaître aussitôt à l'employeur, d'une part les catégories dans lesquelles il se réserve de fournir des pensionnés jusqu'à concurrence du chiffre demandé et, d'autre part, les catégories professionnelles pour lesquelles il n'est pas en état *jusqu'à nouvel ordre* de procurer des pensionnés. Pour ces dernières, l'employeur se trouverait dès lors dispensé des déclarations de vacances individuelles à venir et recouvrerait sa liberté d'embauchage, étant entendu que si, ultérieurement, dans l'une de ces catégories, l'Office avait des pensionnés à présenter, il en aviserait l'employeur qui devrait à l'avenir se conformer à la procédure des déclarations individuelles de vacances tant que ces pensionnés ne seraient pas placés.

Je n'ai pas besoin d'insister sur l'intérêt que présente pour les employeurs qui, éventuellement, n'atteignent pas le pourcentage des pensionnés de guerre prescrit, le recours à cette procédure dès la publication du règlement d'administration publique pour être exonérés de la redevance dont ils seraient passibles à compter de cette même publication.

Cette façon de procéder, tout en réduisant les correspondances au strict nécessaire, n'en sauvegarde pas moins les intérêts des pensionnés de guerre en instance d'emploi, même dans les catégories professionnelles où la liberté d'embauche a été rendue provisoirement à l'employeur puisque l'Office peut, à tout moment, suspendre cette liberté d'embauche.

c. Période d'essai. — Refus de l'employeur. — C'est au directeur de l'Office qu'il appartient de choisir l'entreprise à laquelle le pensionné de guerre doit être présenté. Comme ils le font d'ailleurs quand il s'agit d'ajuster les offres et les demandes d'emploi, les directeurs devront tenir compte des aptitudes et de toutes autres circonstances de nature à guider leur choix, notamment, en l'espèce, de la nature des infirmités du pensionné. Le pensionné envoyé par l'Office doit, en principe, être soumis à une période d'essai. Sans doute, l'employeur peut refuser d'essayer ce pensionné, mais, en pareil cas, il doit faire connaître au directeur de l'Office *départemental* de placement les motifs pour lesquels, selon lui, c'est à tort que l'Office lui a envoyé ce pensionné. Si le directeur de l'Office reconnaît fondées les raisons alléguées, la présentation est annulée et l'Office peut, jusqu'à expiration du délai de huit jours depuis la déclaration de la vacance, envoyer d'autres candidats. Si, au contraire, les motifs invoqués ne paraissent pas légitimes au directeur de l'Office, l'employeur doit soumettre l'intéressé à l'essai. S'il ne s'incline pas, il est passible de la redevance prévue par la loi, à moins qu'il ne fasse appel de la décision du directeur de l'Office devant la commission d'arrondissement prévue à l'article 14 de la loi qui se prononcera en dernier ressort (art. 7, § 2).

Si celle-ci donne raison à l'employeur, l'offre d'emploi de celui-ci est considérée comme n'ayant pas reçu satisfaction de la part de l'Office. Dans le cas contraire, l'employeur s'expose à la redevance prévue, ainsi qu'il sera précisé ci-après.

Pour les détails de cette procédure, je ne puis que vous renvoyer à l'article 6 du décret, et, au surplus, au passage de mes instructions du

15 novembre 1927, concernant les attributions de la commission d'arrondissement prévue à l'article 14 de la loi.

Je souligne seulement la nécessité de respecter le court délai — quarante-huit heures — imparti en l'espèce au directeur de l'Office départemental de placement pour prendre sa décision, et la notifier à l'employeur. Il va sans dire que si l'employeur maintient son refus ou fait appel de la décision du directeur de l'Office, l'Office doit sans attendre s'efforcer de replacer le pensionné en cause.

Du jour où le pensionné présenté par l'Office est admis par l'employeur commence la période d'essai dont la loi a fixé la durée *maximum* et pendant laquelle va se préciser le degré de capacité professionnelle de l'intéressé. Au cours de cette période, qui peut ne pas atteindre les limites fixées par la loi, ou bien l'entente se fait entre les parties, ou bien un désaccord se manifeste, soit sur la nature de l'affectation, pensionné prétende à un rendement professionnel supérieur à celui qui lui est reconnu par le patron et par suite à un salaire plus élevé. La loi a fixé dans ses articles 7 (§ 3 et 4) et 8, et le décret a précisé dans ses articles 7 et 8 les procédures à suivre pour le règlement de ces différends. Vous voudrez bien, également à cet égard, vous reporter à mes instructions du 15 novembre 1927. Je préciserai seulement que les décisions rendues en appel par la commission départementale de contrôle ne sont susceptibles d'aucune voie de recours.

d. Salaires. — Réductions de salaires. — Pour en terminer avec les obligations des employeurs vis-à-vis des pensionnés qu'ils embauchent, il convient de souligner qu'ils sont, en principe, aux termes de l'article 8 de la loi, tenus de leur verser le salaire normal et courant de la profession et de la région dont le taux sera fixé suivant les règles inscrites dans les décrets du 10 août 1899, sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat, des départements et des communes. Toutefois, on ne pouvait imposer aux employeurs qui embauchent de grands invalides à capacité sensiblement réduite l'obligation de les payer au même tarif que les ouvriers valides. Mais, d'autre part, il importait d'assurer à ces pensionnés un salaire raisonnable et de prévenir des taux arbitraires. Le législateur a donc prévu à l'article 8 de la loi des taux maxima de réduction qui tiennent compte de la diminution de capacité du pensionné sans réduire cependant le salaire dans la proportion exacte où l'incapacité se trouve elle-même réduite.

En cas de désaccord entre les parties, il appartiendra aux commissions contentieuses d'apprécier dans quelle mesure elles devront ne pas tenir compte de l'insuffisance du rendement pour la détermination du salaire. Je signalerai, toutefois, à ce sujet qu'en aucune circonstance la pension accordée en vertu de la loi du 31 mars 1919 ne saurait servir de base ou de prétexte à une réduction quelconque du salaire et que, aux termes de l'article 9 de la loi, le salaire normal et courant est toujours dû pendant la période d'essai du pensionné, et, pour celui qui est titulaire d'un certificat de capacité professionnelle, en cas de contestation, jusques et y compris le troisième jour qui suivra la décision définitive.

Les décisions rendues en ces matières en appel par les commissions départementales sont irrévocables et sans recours.

Il y a lieu d'insister sur le fait que les commissions d'arrondissement et les commissions

sans se prononcer sur le montant de la somme que l'employeur doit au pensionné qu'il emploie. Elles n'ont pas à statuer sur les contestations qui s'élèvent à propos des sommes dues comme salaires entre les parties, ces contestations relèvent de la juridiction normalement compétente, en principe, le conseil de prud'hommes. Mais celle-ci sera liée, quant au taux du salaire, par la décision de la commission intervenue, et pourra, le cas

échéant, allouer, en outre, aux pensionnés lésés des dommages-intérêts.

Toutefois, il appartient à la commission départementale, par application des articles 10, § 6, et 15, § 2, au cas où le pensionné n'aurait pas touché le salaire dûment fixé de déterminer, dans les formes prévues par l'article 9 du décret, le montant de la redevance due par l'employeur pour le nombre de jours pendant lesquels il n'aura pas payé au pensionné le salaire auquel il avait droit.

e. Renseignements périodiques à fournir par les chefs d'entreprises. — Afin de permettre aux organes de contrôle de s'assurer de l'observation des prescriptions légales, les employeurs sont astreints à certaines formalités.

Tout d'abord, en vertu de l'article 5, § 1^{er}, de la loi, complété par l'article 1^{er} du décret, ils doivent adresser au préfet, dans la première quinzaine de janvier de chaque année, la liste des salariés visés par l'article 1^{er} et par l'article 3, § 5, qu'ils ont employés pendant l'année écoulée en spécifiant la période d'utilisation de chacun d'eux.

Le modèle de cette liste est annexé au décret.

Ils doivent, en outre, aux termes du paragraphe 3 de l'article 5 de la loi, notifier au préfet les modifications qui se produiraient en cours d'année en ce qui concerne le renvoi ou l'embauchage des ouvriers mutilés ou la nature de leur emploi.

S'ils n'ont pas employé le nombre de pensionnés qui leur est imposé, ils sont, en principe, susceptibles du paiement de la redevance en argent prévue à l'article 10 de la loi. Toutefois, la loi prévoit l'exonération de la redevance pour les pensionnés que les employeurs justifient avoir demandé aux Offices de placement et que ceux-ci n'ont pu leur fournir.

Il importe donc aux employeurs qui désirent être exemptés de ce fait de la redevance d'indiquer sur la liste susvisée le relevé de toutes les déclarations de vacances d'emplois faites aux Offices de placement au cours de l'année et de produire à l'appui toutes justifications utiles et, le cas échéant, comme il a été indiqué plus haut, les avis de réception à l'appui des lettres recommandées qu'ils ont envoyées, ainsi que les réponses des Offices (art. 2 du décret).

Il convient de noter que ces justifications doivent être fournies, non seulement par les employeurs qui n'auraient occupé aucun bénéficiaire de la loi, mais aussi par ceux qui n'auraient occupé qu'un nombre de bénéficiaires inférieur à celui qu'ils auraient dû employer.

Enfin, aux termes de l'article 3 du décret, les chefs d'exploitation à main-d'œuvre en majorité féminine doivent, s'ils veulent bénéficier de l'exonération de la redevance prévue au paragraphe 3 de l'article 2 de la loi, mentionner sur la quatrième partie de la liste susvisée, les veuves de guerre et femmes y assimilées. Il est bien entendu que les exploitations à main-d'œuvre en majorité masculine n'ont, en aucun cas, à faire figurer sur la liste dont il s'agit, les veuves de guerre ou les femmes y assimilées qu'elles emploient puisque celles-ci n'entrent pas en compte dans le calcul des pensionnés qui leur est imposé.

IV. — SANCTIONS.

Taux et calcul des redevances. — Il eût été vain d'édicter dans la loi le principe de l'obligation d'emploi si ce principe n'avait pas été sanctionné.

Si donc les employeurs entendent se dégager de cette obligation, ce ne peut être que moyennant paiement d'une indemnité qualifiée redevance. Ils ont, par suite, tout intérêt à se conformer aux prescriptions légales et réglementaires.

La loi et le règlement prévoient quatre cas où l'employeur est passible de redevance.

1° *Article 10 de la loi.* — L'employeur n'a pas occupé le nombre de pensionnés de guerre qu'il était tenu réglementairement d'employer et il n'a pas fait les déclarations de vacances d'emplois prévues à l'Office de placement. La redevance qui le frappe est fixée au taux uniforme de 6 francs par jour ouvrable et par pensionné, ce qui doit s'entendre par pensionné manquant pendant tous les jours où la proportion légale n'est pas atteinte.

Il est à noter que cette sanction ne joue que si cumulativement le pourcentage n'était pas atteint et si les vacances d'emploi n'ont pas été déclarées.

En effet, à lui seul, le défaut de déclaration de vacances ne constitue pas une contravention puisque l'employeur n'est tenu d'aucune déclaration tant que le pourcentage des pensionnés est atteint. Quant au défaut de pourcentage, il n'est pas davantage en soi une cause nécessaire de sanction puisque l'employeur peut, en ce cas, être exonéré de la redevance en justifiant qu'il a demandé à l'Office de placement des pensionnés que celui-ci n'a pas pu lui fournir.

Il n'en est pas de même des exploitations à main-d'œuvre féminine qui, bien qu'astreintes à un pourcentage de pensionnés de guerre, ne sont tenues de déclarer aux Offices de placement leurs vacances d'emplois qu'en ce qui concerne leur personnel masculin. Elles sont soumises, en principe, à une redevance aux termes du paragraphe 3 de l'article 2 de la loi et ce n'est qu'à titre subsidiaire, ainsi qu'il a été déjà signalé, qu'elles peuvent en être exonérées.

En outre, à défaut du pourcentage réglementaire, la redevance n'est pas établie pour elles, sur la base uniforme de 6 francs par jour prévue à l'article 10 de la loi; cette disposition n'est pas applicable, en effet, au personnel féminin des établissements à main-d'œuvre en majorité féminine: le législateur a confié aux commissions départementales de contrôle, le soin de déterminer le taux et le montant des redevances dues par les chefs de ces exploitations en tenant compte de la nature particulière de leurs établissements, et de l'écart normalement constaté entre le salaire des femmes et celui des hommes. Le taux journalier ne sera donc pas nécessairement celui de 6 francs prévu à l'article 10 de la loi.

Les articles 11 et 13 du décret déterminent le mode de calcul de la redevance qui sanctionne l'obligation d'emploi. Il ressort de ces dispositions qu'il n'est pas indispensable que la proportion légale soit atteinte chaque jour de fonctionnement de l'établissement, et, par suite, il n'y a pas lieu de rechercher pour chacun de ces jours, si et dans quelle mesure les exigences de cette proportion ont été satisfaites ou non, ce qui eut entraîné pour les employeurs la tenue d'écritures assez compliquées. La méthode instaurée par le décret est plus souple. Considérant l'année entière dans son ensemble, on prend pour base le nombre total des journées de travail qu'auraient dû faire le nombre exigé de bénéficiaires au cours de cette année, et on soustrait de ce nombre le nombre des journées de travail effectivement faites par les bénéficiaires de la loi, auquel doit être ajouté le nombre des journées écoulées entre le jour où l'employeur a passé une offre d'emploi à l'Office de placement et celui où l'Office lui a envoyé un pensionné; l'employeur ne saurait, en effet, être tenu pour responsable du temps mis par l'Office à satisfaire son offre; de même, il va de soi que si le pensionné adressé par l'Office refuse l'emploi, l'offre doit être tenue pour non satisfaite jusqu'au jour où l'Office enverra un nouveau bénéficiaire.

La différence obtenue entre les deux nombres précités donne le nombre de jours pour lesquels est due la redevance journalière. Le modèle des

listes annuelles à fournir par les employeurs a été établi en conséquence. La liste doit indiquer notamment le nombre de journées pendant lesquelles l'entreprise a fonctionné, aucune redevance ne pouvant être imposée pour les jours où elle a été fermée (art. 10, § 4).

J'ajouterai qu'il n'y a pas lieu à ce propos de retenir la disposition qui fait l'objet du paragraphe 2 de l'article 10 et qui vise les déclarations des emplois de direction devenues vacants pendant la période transitoire, cette période étant expirée comme je l'ai signalé plus haut, depuis le 29 avril 1926;

2° Sont passibles de la redevance les employeurs, qui, après mise en demeure individuelle, ne fournissent pas la liste annuelle prévue à l'article 5 de la loi ou qui ne complètent pas, dans les délais impartis, les renseignements qui doivent figurer sur lesdites listes.

Ces chefs d'entreprise sont de ceux visés à l'article 15 de la loi, qui ne se sont pas conformés aux prescriptions de la loi, et notamment de son article 5 dont l'observation est essentielle, puisque l'établissement et l'examen des listes annuelles sont les seuls moyens permettant de parvenir à l'établissement d'un décompte exact et d'assurer l'application de la loi. Les articles 12 et 14 du décret considèrent donc les intéressés, au point de vue de la redevance, comme s'ils n'avaient occupé aucun bénéficiaire de la loi pendant l'année envisagée; il ne s'agit, toutefois, là que d'une présomption dont les employeurs peuvent établir l'inexactitude ainsi que l'inexactitude des bases de calcul dont il leur aura été fait application, en vue de faire réduire la redevance dont ils seraient passibles, compte tenu du nombre de salariés et de bénéficiaires de la loi qu'ils ont employés, du temps passé par eux à leur service, du nombre de bénéficiaires qu'ils étaient tenus d'occuper.

Dans ce cas, comme dans le précédent, la redevance est calculée sur la base journalière de six francs, sauf pour les entreprises à main-d'œuvre en majorité féminine, pour lesquelles le taux sera fixé par les commissions départementales;

3° Donne lieu également au paiement d'une redevance le défaut de paiement du salaire tel qu'il a été déterminé en application des articles 8 et 9 de la loi. L'article 10, § 6, de la loi a fixé le montant de la redevance dont est passible le contrevenant au double de la différence entre le salaire effectivement payé et le salaire « normal et courant » auquel il faut assimiler le salaire dûment fixé, en cas de contestation, par les commissions. Il s'agit, bien entendu, de la différence, non entre les taux du salaire journalier payé et du salaire journalier dû, mais entre le *montant total* des salaires versés et des salaires dus.

L'article 9 du décret précise les conditions d'application de cette disposition;

4° Enfin, dans le cas où un employeur se refuse sans motif ou pour des motifs reconnus non fondés à procéder à l'essai du bénéficiaire qui lui est envoyé par l'Office, il ne peut plus bénéficier de l'exonération de la redevance prévue au 2° du quatrième paragraphe de l'article 10 de la loi, pour les pensionnés que les Offices publics de placement n'ont pu fournir aux employeurs. Alors qu'en cas de refus reconnu justifié, les journées écoulées entre le jour où a été passée l'offre d'emploi à l'Office de placement et le jour où intervient la décision reconnaissant la légitimité des motifs invoqués par l'employeur, ne comptent pas pour la redevance, en cas de refus dont les motifs ont été reconnus non justifiés l'exonération s'arrête au jour où l'employeur a avisé de son refus le directeur de l'Office départemental de placement (art. 6 du décret).

La commission d'arrondissement n'a pas en l'espèce à fixer le montant de la redevance due par l'employeur, mais seulement à dire si, en pré-

sence des motifs allégués par l'employeur et reconnus non fondés, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 10 de la loi.

Quant à l'employeur qui refuse l'essai sans donner aucun motif de son refus, il doit être considéré comme n'ayant fait aucune offre d'emploi et, par suite, il y a lieu de tenir compte, pour le calcul de la redevance, des journées écoulées depuis le jour où il avait déclaré la vacance.

Etablissement et recouvrement des redevances. — C'est aux préfets qu'il appartient, chaque année, entre le 15 janvier et le 15 février, de préparer le projet de liquidation des sommes dues par les employeurs contrevenants (art. 10 du décret).

Ils établissent ces projets à l'aide des renseignements recueillis dans les listes annuelles fournies par les employeurs, en tenant compte naturellement des justifications fournies par les offres d'emplois qui n'ont pas été satisfaites par les Offices de placement; ils rapprochent ces renseignements de ceux fournis par les Offices, complétés s'il y a lieu par les vérifications auxquelles ils peuvent faire procéder. Ils ont, en outre, à utiliser dans le même but les diverses décisions prises par les commissions d'arrondissement ou les commissions départementales, soit en vertu de l'article 7, § 2 (refus d'essai non justifié de bénéficiaire), soit en vertu de l'article 10, § 6 (défaut de paiement du salaire dûment déterminé).

Les projets de liquidation ainsi établis sont transmis par leurs soins à la commission départementale de contrôle qui arrête le montant des redevances reconnues exigibles d'après les infractions relevées et d'après toutes les constatations auxquelles il a été procédé ou auxquelles elle a fait procéder. Ses décisions ne sont pas susceptibles de recours en cassation.

Elle renvoie les états de liquidation une fois arrêtés au préfet qui les transmet à l'Administration des contributions directes chargée de dresser les états des sommes à recouvrer. Les recouvrements sont effectués dans les mêmes conditions que les rôles des contributions directes après avertissement envoyé aux chefs d'entreprise (art. 16 du décret). Il appartient à ces derniers, s'ils s'estiment lésés, de former un recours suivant la procédure prévue en matière de contributions directes. Toutefois, l'article 18 du décret dispose que l'instruction de ces réclamations est assumée par la commission départementale.

Afin de ne pas multiplier les avertissements, il ne sera pas établi de rôles en cours d'année pour permettre le recouvrement immédiat des redevances dues pour défaut de paiement aux bénéficiaires du salaire fixé. La commission saisie de l'affaire fera savoir aussitôt à l'employeur en défaut qu'il aura une redevance à payer, mais celle-ci sera recouvrée avec l'ensemble des autres redevances; le délai de recours en pareil cas partira donc pour l'employeur, non pas du jour de la décision de la commission, mais du jour de l'établissement du rôle.

Conformément à l'article 11 de la loi, le produit des redevances sera affecté à un fonds commun devant être utilisé au profit des pensionnés de guerre, suivant un règlement à intervenir. Il ressort de l'article 17 du décret que le produit des redevances à verser au fonds commun, doit s'entendre du produit *net*, c'est-à-dire après prélèvement sur le montant brut des redevances perçues des divers frais de recouvrement indiqués audit article 17.

V. — ORGANES CONCOURANT A L'EXÉCUTION ET AU CONTRÔLE DE LA LOI.

Le placement des pensionnés de guerre est confié aux Offices publics de placement.

L'exécution des prescriptions de la loi est assurée par les officiers de police judiciaire et les inspecteurs du travail.

L'examen des différends que l'application de la loi peut soulever est confié aux commissions spéciales prévues aux articles 14 et 15. Trois sortes d'organisation sont donc appelées à concourir à l'exécution de la loi.

Commissions. — En ce qui concerne les diverses commissions instituées par la loi, je vous prie de vous reporter aux instructions qui vous ont été adressées le 15 novembre dernier à la suite du décret du 10 du même mois, complétées par les présentes instructions quant aux dispositions du règlement qui précisent sur certains points leur rôle et leur fonctionnement.

Je n'ai rien à ajouter au commentaire qui a été donné plus avant de ces dispositions.

Offices de placement. — Je crois devoir, par contre, insister sur le rôle confié aux Offices publics de placement, rôle essentiel puisque c'est à ces organismes que sont tenus de s'adresser les employeurs pour se procurer les mutilés qui leur feraient défaut.

Afin de s'assurer si tous les employeurs assujettis à la loi s'adressent à lui, il sera nécessaire avant tout que chaque Office établisse une fiche, non seulement au nom des entreprises qui lui passeront des offres d'emplois, mais au nom de toutes les entreprises ayant leur siège dans sa circonscription et qui, en raison de l'importance de leur effectif, sont soumises à la loi.

Ces fiches, pour les années à venir seront dressées à l'aide des listes annuelles fournies par les employeurs. Pour l'année 1928, elles le seront à l'aide des états fournis par les employeurs qui auront accepté la procédure indiquée plus haut pour l'embauchage des pensionnés et pour les autres d'après tous renseignements que les Offices pourront recueillir, notamment auprès des inspecteurs du travail.

Ces fiches qui seront classées par ordre alphabétique devront comporter tous les renseignements nécessaires pour assurer l'exécution de la loi : nature de l'entreprise ; chiffre total du personnel régulièrement employé, âgé de plus de 18 ans ; nombre d'hommes ; nombre de femmes ; nombre d'apprentis et de volontaires non rémunérés ; nombre de bénéficiaires de la loi employés ; nombre de ceux ayant 80 p. 100 d'invalidité physiologique ; nombre des mutilés du travail employés qui ont été accidentés dans l'entreprise ; indication le cas échéant que le chef de l'entreprise est lui-même pensionné de guerre ;

Dans les entreprises occupant au moins 30 salariés, nombre de pensionnés à capacité professionnelle réduite ;

Dans les entreprises à main-d'œuvre féminine nombre des pensionnés, d'une part, du sexe masculin, d'autre part, des veuves de guerre et des femmes y assimilées en vertu du paragraphe 3 de l'article 2 de la loi ;

Enfin, à l'aide de ces divers éléments, nombre réglementaire des bénéficiaires que l'employeur est tenu d'occuper.

En outre, afin de satisfaire au mieux les offres d'emplois qui lui seront passées par les chefs d'entreprise, l'Office de placement devra exiger de ceux-ci que leurs offres fournissent des indications précises sur la nature des emplois offerts, sur le genre de travaux auxquels les pensionnés demandés seront affectés, sur les capacités physiques et les aptitudes professionnelles que ces emplois exigent, sur les conditions du travail, sur le montant du salaire de façon à éviter le plus possible l'envoi de pensionnés qui ne seraient pas susceptibles de remplir l'emploi et à prévenir le refus de l'employeur d'essayer les bénéficiaires qui lui seraient adressés. L'article 5 du décret précise les mentions qui devront être portées

sur la fiche spéciale de l'entreprise, en ce qui concerne les offres reçues et la suite donnée.

Dans le même esprit, afin d'assurer la correspondance entre les offres et les demandes d'emplois, il est indispensable comme contre-partie que l'Office soit exactement renseigné sur les pensionnés de guerre qui se réclament près de lui de la loi pour obtenir un emploi : l'article 4 du décret précise à ce sujet que chaque Office doit tenir à jour une liste des demandes d'emploi présentées par ceux-ci et faisant ressortir de façon apparente que les demandeurs ont droit au bénéfice de la loi.

Les Offices pourront établir un fichier spécial, ou s'ils préfèrent, souligner dans le fichier général des demandes d'emploi, celles émanant de pensionnés à l'aide d'une marque distincte (couleur spéciale, onglets, par exemple, etc.).

Les fiches des bénéficiaires seront classées par catégorie professionnelle; elles devront fournir tous renseignements précis sur les intéressés, leur degré d'invalidité, de capacité physique et professionnelle, la nature de l'emploi qu'ils sollicitent et mentionner, le cas échéant, que le demandeur est muni du certificat d'aptitude professionnelle. En pareil cas, il sera utile que sur la fiche soient reproduites les indications figurant sur le certificat et qui précisent les travaux auxquels le titulaire a été reconnu apte et les spécialités qu'il est réputé à même d'exercer.

Quant aux veuves de guerre et autres femmes y assimilées par la loi, si le devoir des Offices est avant tout de présenter des pensionnés du sexe masculin, il n'en reste pas moins que la préférence doit ensuite leur être donnée et j'insiste sur l'intérêt qui s'attache à un classement très soigné, des offres et demandes concernant ces salariées.

L'utilité qu'il y a pour les employeurs à être très promptement fixés sur la suite donnée à leurs offres d'emplois fait ressortir la nécessité pour les Offices d'avoir des fiches constamment à jour, qui seules permettent des réponses rapides et judicieuses.

Il ne faut pas oublier, d'autre part, qu'en vue de l'établissement des projets de liquidation des redevances, les fiches doivent être envoyées au début de chaque année aux préfets qui les rapprochent des listes annuelles de pensionnés envoyées par les chefs d'entreprises (art. 10 du décret). De même, les commissions départementales auront à les rapprocher des justifications produites par les employeurs pour exempter ou non ceux-ci de la redevance en vertu du paragraphe 6 de l'article 10 de la loi (art. 15 du décret). A cet effet, également, il est indispensable que les fiches soient très complètes et très exactes; en particulier, comme l'exige l'article 5 du décret, les Offices ne manqueront pas d'y mentionner toutes les contestations prévues par l'article 7 de la loi ainsi que la suite qu'elles auront reçues.

Le décret dispose (art. 10) qu'au moment où le préfet a à faire usage de ces fiches, il peut demander aux Offices de procéder au sujet des mentions qui y figurent, à toutes vérifications utiles. De telles vérifications peuvent également être demandées par la commission départementale de contrôle; je précise qu'il ne s'agit là que de vérifications d'écritures, d'après les pièces que possèdent les Offices (offres des employeurs, correspondance échangée avec eux, fiches des bénéficiaires intéressés, etc.). Les Offices n'ont pas à opérer de vérifications sur place, ces enquêtes sont réservées aux agents chargés du contrôle.

J'ajouterai, en terminant que les Offices ne devront pas manquer de se mettre en rapports avec les chambres syndicales patronales intéressées pour obtenir de celles-ci qu'elles facilitent, par voie de recommandation auprès de leurs adhérents, particulièrement auprès de ceux qui se trouvent à la tête de grandes entreprises, l'embauchage des grands mutilés et des pensionnés à capacité sensiblement réduite.

Agents de contrôle. — L'article 16 de la loi a confié l'exécution des prescriptions légales aux officiers de police judiciaire et, en outre, en ce qui concerne seulement les exploitations industrielles et commerciales, aux inspecteurs du travail. Ils remplissent ces fonctions sous le contrôle de la commission départementale, mais si celle-ci peut provoquer leur action, ils ne relèvent pas d'elle, ils ne relèvent à cet égard que des préfets. Seule l'autorité préfectorale peut les saisir, soit directement, soit sur la demande des commissions d'arrondissement ou de la commission départementale. Leur rôle consiste uniquement à opérer sur place les enquêtes nécessitées par le contrôle des déclarations et des justifications fournies par les employeurs en vue de l'établissement des redevances, ou en cas de contestation pendant la période d'essai des pensionnés envoyés par les Offices.

Je rappelle, toutefois, qu'un inspecteur du travail fait partie, aux termes de l'article 15 de la loi, de la commission départementale de contrôle.

Dans la plupart des cas, c'est aux officiers de police judiciaire qu'il conviendra de demander d'effectuer les enquêtes nécessaires. Vous limiterez autant que possible l'action des inspecteurs du travail aux cas où leur compétence technique serait reconnue indispensable, ainsi notamment dans les contestations prévues à l'article 7 de la loi.

Dans tous les cas, étant donné l'urgence que présente un règlement rapide de ces contestations, vous voudrez bien insister près des agents chargés du contrôle pour que leurs enquêtes soient effectuées immédiatement.

Pour le surplus, les inspecteurs du travail, au cours de leurs tournées normales d'inspection ne manqueront pas de s'entourer de tous renseignements relatifs à l'application de la loi quant à l'effectif du personnel des entreprises assujetties, à la répartition de ce personnel (âge, sexe, nombre d'apprentis, de volontaires, de bénéficiaires de la loi, etc.), qui seront mis utilement à la disposition des Offices de placement.

Les autres dispositions légales ou réglementaires ne me paraissent pas appeler d'observations spéciales.

Vous trouverez à la suite des présentes instructions le texte de la loi, du décret du 9 juin 1928 ⁽¹⁾ et de l'arrêté du 9 mars 1928 ⁽²⁾, fixant le pourcentage obligatoire pour l'année 1928.

Je vous serais obligé de leur donner, toute la publication nécessaire et de les signaler à l'attention des autorités et organismes intéressés : Offices de placement, comités départementaux de mutilés, commissions visées aux articles 13, 14 et 15 de la loi.

De leur côté, les Offices de placement et les inspecteurs du travail ne manqueront pas d'insister auprès des chefs d'entreprises sur les obligations qui leur incombent et sur les sanctions qu'ils encourent en cas d'infraction.

Je n'ignore pas que l'application de la loi du 26 avril 1924 est délicate. Je ne doute cependant pas que grâce aux efforts attentifs des services devant concourir à son application et à la bonne volonté des organisations patronales, les bénéficiaires de la loi qui sont encore en instance d'emploi seront promptement replacés. J'ai enregistré avec satisfaction que, déjà, sans attendre la mise en vigueur de cette loi, ces organisations avaient recommandé à leurs adhérents d'accorder la préférence aux victimes de la guerre.

Je suis donc assuré de ne pas faire appel en vain à leur esprit de solidarité sociale.

(1) Voir ci-dessus p. 57.

(2) Voir ci-dessus, p. 91.

CIRCULAIRE DU 6 AOUT 1928 (1).

Loi du 30 juin 1928. — Emploi des enfants dans les établissements industriels et commerciaux.

La loi du 30 juin 1928 (*J. O.* du 3 juillet 1928) est venue modifier un certain nombre d'articles du livre II du Code du travail, en vue de donner effet aux vœux émis par le Conseil supérieur du travail dans sa session de novembre 1926, touchant la déclaration obligatoire des établissements industriels ou commerciaux occupant du personnel et l'âge minimum d'admission des enfants au travail dans les professions autres que les industries visées à l'article 1^{er} dudit livre II.

I. — *Déclaration des établissements.*

La déclaration obligatoire des établissements occupant du personnel fait l'objet d'une section nouvelle, insérée en tête du livre II du Code du travail sous le titre de « dispositions préliminaires ». Cette section comporte trois articles, numérotés article 1^{er}, article 1^{er} a, article 1^{er} b.

L'article 1^{er} énumère les *catégories d'établissements assujettis* aux dispositions de la présente section; il reproduit les termes de l'article 6 du même livre « établissements industriels et commerciaux et leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance ». C'est, comme vous le savez, le champ d'application le plus vaste que comporte le Code du travail. Il ne laisse échapper que les administrations publiques et les professions dites libérales.

L'article 1^{er} a précise les *cas dans lesquels il y a lieu à déclaration préalable*. Celle-ci s'impose, d'une façon générale, « à toute personne qui se propose d'occuper du personnel, quelle qu'en soit l'importance, dans un établissement visé à l'article 1^{er} ». Elle s'impose, en outre, dans un certain nombre de cas spécifiquement énumérés : « 1° si un établissement ayant cessé d'employer du personnel pendant six mois au moins, se propose d'en occuper à nouveau; 2° si un établissement, occupant du personnel, change d'exploitant; 3° si un établissement occupant du personnel est transféré sur un autre emplacement ou s'il est l'objet d'extension ou de transformations entraînant une modification dans les industries ou commerces exercés; 4° si un établissement, n'occupant pas d'enfants âgés de moins de 18 ans ou de femmes, se propose d'en occuper; 5° si un établissement, n'utilisant pas de force motrice ou d'outillage mécanique, se propose d'en utiliser. »

Ainsi, non seulement les établissements qui auront souscrit une déclaration préalable peuvent être astreints à une nouvelle déclaration en raison des modifications survenues dans les conditions de leur fonctionnement, mais des modifications du même ordre entraînent l'obligation d'une déclaration pour les établissements même qui, fonctionnant avec du personnel antérieurement à la promulgation de la loi, ont, de ce fait, échappé à l'obligation de la déclaration préalable.

L'article 1^{er} b indique la *forme et le contenu de la déclaration*. Celle-ci s'effectue *par carte-lettre recommandée* adressée à l'Inspecteur du travail. Ce dernier n'a pas à accuser réception de la déclaration, le récépissé de

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

recommandation étant, à cet égard, libératoire pour l'employeur. Celui-ci devra produire le récépissé à l'Inspecteur du travail sur sa demande, à sa première visite, au cas où l'Inspecteur contesterait avoir reçu la déclaration.

La déclaration devra contenir tous renseignements permettant à l'Inspecteur d'identifier l'établissement et de se rendre compte des dispositions légales ou réglementaires qui s'imposent à l'employeur en l'espèce. Il a été entendu, en effet, lors de la discussion, au Conseil supérieur du travail, des vœux relatifs à la déclaration des établissements, que l'Inspecteur du travail ferait connaître à l'employeur quelles obligations s'imposent à ce dernier dans le domaine de la protection ouvrière. Je me propose de provoquer, au cours d'une prochaine conférence des Inspecteurs divisionnaires du travail, un échange de vues touchant la forme à donner à la communication que l'Inspecteur aurait à adresser à l'employeur pour renseigner ce dernier sur ce point. J'annexe à la présente circulaire un avant-projet de notice sur lequel je serai heureux de recueillir, à cette occasion, vos observations.

II. — *Age minimum d'admission des enfants au travail dans l'industrie et le commerce.*

L'article 1^{er} du livre II du Code du travail, qui a cédé la place au nouvel article 1^{er}, devient l'article 2. Pour étendre à la généralité des professions les dispositions relatives à l'âge d'admission, qui ne s'appliquaient jusqu'ici qu'aux « usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances », la loi a substitué à cette énumération une référence au nouvel article 1^{er}. Dorénavant, c'est « dans les établissements visés à l'article 1^{er} ci-dessus », c'est-à-dire dans tous « les établissements industriels et commerciaux et leurs dépendances » que s'appliquent les dispositions relatives à l'âge d'admission, dispositions auxquelles il n'est rien changé, la loi s'étant bornée à fondre en un seul article les articles 2 et 3, qui deviennent les paragraphes 1 et 2 de l'article 3 nouveau.

Ainsi, dès ce jour, *dans tous les établissements industriels et commerciaux*, il ne peut être employé ni admis que des enfants âgés au moins de 13 ans, ou, s'ils ont de 12 à 13 ans, des enfants munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 et d'un certificat d'aptitude physique délivré dans les conditions prévues par l'article 3 ancien (§ 2 de l'article 3 nouveau), les Inspecteurs conservant le droit, prévu par l'article 4, de requérir un examen médical de tous les enfants au-dessous de 16 ans et, le cas échéant, d'exiger leur renvoi sur l'avis conforme du médecin.

Les règles édictées par le chapitre 1^{er} du titre III relatives aux affiches, registres et livrets étant applicables, en vertu de l'article 82, aux établissements énumérés à l'article 1^{er} occupant des enfants et des femmes, il suit de là que ces dispositions, qui ne concernaient jusqu'ici que l'emploi des enfants dans l'industrie, s'appliquent désormais aux enfants de moins de 18 ans occupés dans les établissements industriels *ou commerciaux*.

Cependant la loi a excepté spécifiquement certaines dispositions, qui demeurent applicables aux catégories de personnel visées auparavant par l'article 1^{er}.

L'article 21, § 1^{er}, relatif à l'interdiction du travail de nuit, comportait une référence à l'ancien article 1^{er}. A cette référence est substitué le texte même qui, dans l'ancien article 1^{er}, en définissait le champ d'application. Aux termes de cette nouvelle rédaction, « les enfants, ouvriers ou apprentis âgés de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit *dans les usines, manufactures, mines, minières et*

carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance ».

L'article 29, relatif au travail de nuit des apprentis, s'appliquait « en dehors des établissements visés à l'article 1^{er} ». C'est « en dehors des établissements visés à l'article 21 » qu'il s'applique désormais.

L'article 52 interdisait le travail des enfants âgés de moins de 18 ans et des femmes, les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier, « dans les établissements visés à l'article 1^{er} ». A cette référence est substituée, comme dans l'article 21, § 1^{er}, l'énumération figurant à l'ancien article 1^{er} (usines, manufactures, etc...).

A l'article 74, la loi s'est bornée à supprimer les mots « par dérogation au paragraphe 3 de l'article 1^{er} », qui n'ajoutaient rien au sens de l'article.

Enfin, aux articles 86 et 182 du même livre, ont été apportées les modifications nécessaires, par substitution des mots « article 2 » aux mots « article 1^{er} ». En même temps, la référence à l'article « 21 » a été substituée à la référence à l'article « 20 », devenue inexacte depuis les lois du 28 mars 1919 et du 24 janvier 1925, qui avaient fait, de l'article 20 primitif, successivement l'article 20 a et l'article 21.

Ainsi, la loi du 30 juin 1928 comporte deux parties très distinctes, dont l'une — celle qui concerne l'âge d'admission des enfants au travail industriel et commercial — est applicable immédiatement et dont l'autre — relative à la déclaration obligatoire des établissements occupant du personnel — ne saurait être pleinement mise à exécution que lorsque les Inspecteurs du travail seront à même de répondre aux employeurs déclarants par l'envoi de la documentation nécessaire à l'édification de ceux-ci.

Cependant, même pour la mise en vigueur des dispositions relatives à l'âge d'admission, il me paraît indispensable de laisser aux employeurs un certain délai pour se mettre en règle avec la loi, se procurer auprès des mairies les livrets des enfants âgés de moins de 18 ans, tenir les registres, etc...

En conséquence, les Inspecteurs du travail devront se contenter, jusqu'au 1^{er} octobre prochain, de donner aux employeurs les avertissements nécessaires, en s'abstenant de provoquer des poursuites pénales à l'égard de ceux qui auraient tardé à se conformer à la nouvelle loi.

Je vous adresse sous ce pli un nombre suffisant d'exemplaires de la présente circulaire, pour vous permettre de la porter à la connaissance des Inspecteurs départementaux de votre circonscription.

Il vous appartiendra de provoquer l'insertion dans la presse locale, d'avis informant les intéressés des modifications apportées par la nouvelle loi au Code du travail et des mesures à prendre par eux pour s'y conformer. Vous voudrez bien également en aviser les organisations patronales et ouvrières intéressées.

CIRCULAIRE DU 6 AOUT 1928 (1).

Loi du 30 juin 1928.

Emploi des enfants dans les établissements industriels et commerciaux.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, à titre documentaire, le texte de la circulaire que j'adresse, à la date de ce jour, aux Inspecteurs

(1) Adressée aux Préfets.

divisionnaires du travail, en vue de l'application de la loi du 30 juin 1928 ⁽²⁾ [J. O. du 3 juillet 1928], qui a modifié certains articles du livre II du Code du travail.

Je dois plus spécialement signaler à votre attention les dispositions de cette loi qui étendent à tous les « établissements industriels et commerciaux » les prescriptions relatives à l'âge minimum d'admission des enfants au travail, qui n'étaient antérieurement applicables, aux termes de l'article 1^{er} du livre II, que dans les « usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances ».

Parmi ces prescriptions, il en est qui prévoient l'intervention des Préfets et des Maires. Encore qu'elles soient connues de longue date — puisqu'elles remontent, dans leur principe, aux lois du 22 mars 1841 et du 19 mai 1874 et figuraient déjà, sous leur forme présente, dans la loi du 2 novembre 1892, codifiée par la loi du 26 novembre 1912 — il me paraît utile de les rappeler ici succinctement.

L'article 3 du livre II (qui devient le paragraphe 2 du nouvel article 3) confère au Préfet la mission de désigner, le cas échéant, le « médecin chargé d'un service public » à qui il appartiendra de délivrer le « certificat d'aptitude physique » exigé pour l'admission au travail des enfants âgés de 12 ans au moins munis du certificat d'études primaires. Ce même médecin peut, d'ailleurs, être appelé à procéder, sur la demande de l'Inspecteur du travail, à l'examen médical « de tous les enfants audessous de 16 ans déjà admis dans les établissements susvisés, à l'effet de constater si le travail dont ils sont chargés excède leurs forces » (art. 4).

L'article 88 du même livre stipule : « Les Maires sont tenus de délivrer gratuitement aux père, mère, tuteur ou patron, un livret sur lequel sont portés les noms et prénoms des enfants des deux sexes âgés de moins de 18 ans, la date, le lieu de leur naissance et leur domicile. Si l'enfant a moins de 13 ans, le livret doit mentionner qu'il est muni du certificat d'études primaires institué par la loi du 29 mars 1882. »

C'est donc dorénavant à tous les enfants âgés de moins de 18 ans qui seront embauchés dans un établissement « industriel ou commercial » que devront être délivrés par les Maires les livrets auparavant réservés aux enfants de moins de 18 ans employés dans les établissements *industriels*.

Enfin, la Commission départementale du travail qui, aux termes de l'article 115 du même livre, est chargée de présenter, « sur l'exécution des dispositions visées par l'article 113 et les améliorations dont elles seraient susceptibles, des rapports qui sont transmis au Ministre et communiqués à la Commission supérieure », voit sa compétence, en matière de « travail des enfants et des femmes », étendue à tout ce qui concerne l'âge minimum d'admission des enfants au travail dans les établissements *industriels et commerciaux*.

Je vous serai obligé de porter à la connaissance de MM. les Maires — et du Président de la Commission départementale du travail — par la voie du Recueil des Actes administratifs de votre département, les observations contenues dans la présente circulaire, dont vous voudrez bien m'accuser réception.

(2) Voir ci-dessus, p. 11.

CIRCULAIRE DU 29 AOÛT 1928 ⁽¹⁾.

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Fabrication des vitraux, façonnage, etc., du verre. — Décret du 8 août 1928.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte du décret du 8 août 1928 ⁽²⁾, étendant les dispositions du décret du 19 février 1925, modifié par les décrets du 5 mars 1926 et du 4 novembre 1926, appliquant la loi de huit heures dans les verreries en tous genres, aux industries ci-après : fabrication des vitraux, façonnage, taille, polissage, décoration et toutes autres opérations complémentaires sur verres ou vitraux.

Il ne semble pas que l'application de ce décret soulève de difficultés.

Les industries qu'il assujettit sont des industries complémentaires des industries du verre proprement dites, qu'il a paru nécessaire de viser expressément dans le décret précité du 19 février 1925, afin d'éviter toute contestation sur le point de savoir si elles étaient comprises sous la rubrique « verreries en tous genres ».

En ce qui concerne le façonnage, la taille, le polissage et la décoration du verre, il s'agit notamment de la fabrication de verres de montre et de verres optiques qui est exercée dans certains établissements indépendants travaillant les verres bruts qu'ils reçoivent des verreries proprement dites.

L'expression « toutes autres opérations complémentaires » vise notamment le bouchage à l'émeri et le soufflage du verre.

Quant à la fabrication des vitraux, elle consiste, pour les vitraux d'art, à tracer sur verre des peintures qui sont ensuite cuites au four; pour les vitraux ordinaires, à découper des verres de couleurs différentes et à les assembler en vue de la reproduction d'un modèle au moyen de cannelures de plomb soudées aux points de contact.

Ces fabrications ont paru ressortir plus particulièrement aux industries du verre.

Toutefois, pour les vitraux ordinaires, lorsque l'établissement qui les fabrique effectue la pose, ce qui, d'après l'enquête à laquelle il a été procédé, semble d'ailleurs exceptionnel, cette industrie est assujettie, sous la rubrique « vitrerie », au décret intervenu pour les industries du bâtiment.

Ce décret entre en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*, c'est-à-dire le 15 septembre prochain.

CIRCULAIRE DU 6 SEPTEMBRE 1928 ⁽³⁾.

Loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des pensionnés de guerre. Mise en application.

Comme suite aux instructions que je vous ai adressées sur l'application de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des pensionnés de guerre, j'ai l'honneur de vous informer que le décret du 9 juin 1928 ⁽⁴⁾

⁽¹⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 70.

⁽³⁾ Adressée aux Préfets (Office départemental de placement), aux Inspecteurs divisionnaires du travail (en communication aux chefs des Offices régionaux de la main-d'œuvre).

⁽⁴⁾ Voir ci-dessus, p. 57.

portant règlement d'administration publique pour l'application générale de la loi et dont la publication au *Journal officiel* déclanchera cette application, paraîtra dans le numéro du *Journal officiel* portant la date du 10-11 septembre.

C'est à partir de cette publication que court le délai de 48 heures pendant lequel les exploitations assujetties qui n'utilisent pas encore le nombre prescrit de pensionnés de guerre doivent demander ceux qui leur manquent aux offices publics de placement et ils ne seront exonérés de la redevance prévue à l'article 10 que dans la mesure où ils justifieront qu'ils les ont demandés aux offices et que ceux-ci n'ont pu les leur fournir.

Un très grand nombre de chefs d'établissement, sans attendre la publication au *Journal officiel* du décret, ont déjà adressé leurs demandes aux Offices publics de placement dans les formes prévues par les instructions et arrêtées d'accord avec ceux-ci. Ils n'auront pas à renouveler leurs demandes; celles-ci devront être considérées comme valables, ainsi que les justifications qui leur auront été délivrées par les offices, concernant les pensionnés de guerre que ceux-ci n'auront pu leur fournir.

Par contre, les chefs d'établissements qui, dans les 48 heures, n'auront pas présenté de demandes sont passibles, tant qu'ils n'auront pas régularisé leur situation, de la redevance pour les pensionnés de guerre qui leur manquent. Ils ne sauraient arguer de leur ignorance; en dehors de la publication au *Journal officiel* des actes législatifs et réglementaires, de nombreux avis ont été insérés dans la presse par mes soins et par les vôtres, les organisations patronales ont été invitées à avertir leurs adhérents des obligations qui leur incombent.

CIRCULAIRE DU 8 SEPTEMBRE 1928 ⁽¹⁾.

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.
Industrie des Tabacs. — Décret du 10 août 1928.*

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint :

1° Le texte du décret du 10 août 1928 ⁽²⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie des tabacs, qui a été publié au *Journal officiel* du 23 août 1928, p. 9634;

2° Le texte de l'arrêté ministériel du 21 août 1928 ⁽³⁾ autorisant l'organisation du travail par relais dans l'industrie des tabacs pour les travaux suivants : torréfaction et garde de nuit (*J. O.* 23 août 1928, p. 9635).

Il ne semble pas que l'application de ce décret soulève de difficultés. Au cours de son élaboration, il n'a pas été réuni de commission mixte, aucune des parties n'en ayant exprimé le désir, et les points sur lesquels l'entente n'était pas complète étant peu importants et visant des catégories de personnel peu nombreuses.

J'appelle toutefois particulièrement votre attention sur les dispositions suivantes :

I. *Champ d'application* (art. 1^{er}). — Le champ d'application du règlement est ainsi défini : « Préparation, traitement et manipulation des

⁽¹⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 71.

⁽³⁾ Voir ci-dessus, p. 109.

tabacs à fumer, à priser ou à mâcher; fabrication des cigarettes, des cigares ».

Le mot « traitement » vise la préparation de la nicotine, quand elle est effectuée dans les manufactures de tabacs, cette industrie demeurant, lorsqu'elle est exercée d'une façon indépendante, assujettie au décret réglementant les industries chimiques.

Le mot « manipulation » vise notamment la mise du tabac en paquets.

II. *Relais* (art. 2, § 2). — Le deuxième paragraphe de l'article 2 interdit en principe l'organisation du travail par relais, mais prévoit toutefois que cette organisation pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, dans les industries ou dans les fabrications où cette organisation sera justifiée par des raisons techniques.

Au cours de la préparation du décret, la Direction générale du Service de l'Exploitation industrielle des tabacs a demandé l'autorisation des relais pour deux catégories de travaux : la torréfaction et la garde de nuit. L'enquête réglementaire a été menée parallèlement aux travaux de préparation du décret, afin que l'arrêté pût être publié au *Journal officiel* à la même date que le décret lui-même.

III. *Récupération des arrêts accidentels* (art. 3, § 1^{er}). — L'alinéa a de l'article 3, § 1^{er}, fixe à trente jours le délai — habituellement fixé à quinze jours — pour la récupération d'une interruption accidentelle d'une journée au plus. Ce délai a été adopté pour tenir compte du désir exprimé en ce sens par les deux parties, et des méthodes en usage dans l'industrie des tabacs.

IV. *Déroptions permanentes* (art. 5). — Pour la dérogation inscrite sous le n° 1^o, il est prévu une durée maximum de deux heures, cette durée ayant été rendue nécessaire, par les grands froids, pour les ouvriers occupés à la conduite des chaudières afin que la température soit suffisante dans les ateliers à l'entrée des ouvrières.

Au 5^o, est prévue une dérogation d'une heure au maximum pour le « travail des contremaîtres chargés, à tour de rôle, d'effectuer la ronde après le départ du personnel ».

Au 8^o, la rédaction de la dérogation visant les gardiens et les concierges logés dans l'établissement ou à proximité, est celle qui a été adoptée dans le décret du 16 janvier 1925 applicable aux agents des grands réseaux de chemins de fer; la durée de présence de ces catégories de personnel « pourra être continue, sous réserve des repos prévus par le statut de ce personnel ».

V. *Déroptions temporaires* (art. 6). — L'article 6, 3^o, prévoit un crédit de cent heures par an pour surcroît extraordinaire de travail qui, avec le crédit de quarante heures pouvant être autorisé par l'inspecteur, après les formalités d'usage, en compensation du chômage des fêtes locales ou autres événements locaux, semble de nature à satisfaire aux besoins de l'industrie des tabacs.

C'est sur ce crédit de cent heures que seront imputées les heures supplémentaires faites par les agents chargés du service de surveillance et de contrôle à la sortie du personnel. La question s'était posée de savoir si une dérogation permanente spéciale devait être introduite à l'article 5 pour ce service. Mais il a paru qu'il n'y avait pas lieu de prévoir une dérogation pour un travail qui est exécuté non pas par un personnel spécialisé, mais par des employés ordinaires. Au surplus, le service en cause, qui ne fonctionne qu'à intervalles éloignés, une ou deux fois par mois tout au plus, et qui ne demande guère qu'une dizaine de minutes, est d'ores et déjà rétribué supplémentairement.

Le dernier alinéa de l'article 6, 3^o, prévoit que la limite de dix heures

ne pourra être dépassée que dans les services de réception, pendant la période d'achat des tabacs en feuilles fixée par l'autorité préfectorale, sans que la journée de travail puisse jamais dépasser onze heures.

VI. *Entrée en vigueur* (art. 9). — Le décret entre en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*, c'est-à-dire le 24 septembre prochain.

CIRCULAIRE DU 12 SEPTEMBRE 1928 (*).

Hygiène des travailleurs. — Emaillage des métaux. — Émaux sans plomb.

Dans sa séance du 10 juillet dernier, la Commission d'hygiène industrielle a émis un vœu favorable à la mise à l'étude d'un projet de loi tendant à interdire l'emploi des émaux à base de sels de plomb dans l'industrie de l'émaillage sur métaux.

Je vous serais obligé de me fournir un rapport sur l'état de la question en ce qui concerne votre circonscription. Vous voudrez bien indiquer, avec vos observations et votre avis, dans quelle mesure l'interdiction envisagée répond déjà à la pratique industrielle dans les établissements soumis à votre surveillance; sur ce point, il conviendra, en particulier, d'énumérer d'une part, les produits, pour lesquels la substitution des émaux sans plomb aux émaux plombés est d'ores et déjà réalisée et, d'autre part, les produits, pour la fabrication desquels, au contraire, l'emploi des émaux plombés est encore pratiqué. Vous voudrez bien également indiquer après consultation des intéressés : industriels, organisations patronales et ouvrières, si la mesure envisagée soulève de graves objections de leur part.

CIRCULAIRE DU 17 SEPTEMBRE 1928 (*).

Maladies professionnelles. — Courants électriques.

J'ai l'honneur de vous communiquer, ci-joint, un extrait d'un article paru, sous le titre « Electricité (maladies professionnelles et accidents causés par l') », dans la publication *Hygiène du travail* émanant du Bureau international du travail. Ce document a trait aux risques que comporterait, pour la santé des électriciens l'exercice de leur profession.

Je vous serais obligé de me faire savoir si, à votre connaissance, il a été constaté chez les électriciens des établissements soumis à votre surveillance, des troubles de la nature de ceux qui sont visés dans le document en question. Dans l'affirmative, vous voudrez bien me faire part des observations ou propositions que les troubles constatés peuvent appeler de votre part, au point de vue de la protection des travailleurs.

Il conviendra de m'adresser votre réponse avant le 15 octobre prochain.

ÉLECTRICITÉ (MALADIES PROFESSIONNELLES ET ACCIDENTS CAUSÉS PAR L').

Il n'y a pas que l'électricité atmosphérique qui émette constamment de l'énergie rayonnante; cette émission a lieu également avec l'électricité technique; les ondes

(*) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

produites par les courants à haute tension en sont un exemple. Nous nous trouvons sous l'influence de cette énergie rayonnante, mais ceux que leur profession oblige à travailler dans un champ électrique sont traversés par un flux particulièrement dense.

L'expérience suivante montre que notre corps présente une capacité électrique considérable et peut fonctionner comme condensateur; lorsque dans un appareil de T. S. F., on substitue un homme à l'antenne, l'appareil fonctionne, quoique plus faiblement. Les ondes électriques ont donc bien une influence sur le corps humain.

De même, lorsque l'on approche la tête d'un puissant électro-aimant, la charge électrique se révèle par une sensation particulière de chaleur. Enfin, si on pose la main contre la paroi isolante en bois qui protège un appareil donnant des décharges à haute tension (transformateur de 70.000 volts, $1/10^6$ d'ampère), et si on la retire ensuite lentement, on peut observer qu'elle se charge et se décharge avec production d'étincelles.

On a fait déjà de nombreuses communications sur les troubles généraux dont sont atteints les ingénieurs et les ouvriers qui travaillent dans les salles de transformateurs à haute tension, dans les laboratoires ou près des tableaux de distribution. Dès 1900, Jellinek a signalé, dans les *Beobachtungen an Elektrizitätsarbeiten*, une rigidité des artères périphériques (artères radiale et temporale). En examinant 80 ouvriers d'usines électriques âgés de 20 à 30 ans, on a pu constater vingt cas absolument certains de cette rigidité artérielle; l'artère radiale présentait la dureté d'un tuyau de plume et souvent de légères sinuosités; les artères temporales faisaient sensiblement saillie et présentaient des sinuosités; les pulsations étaient fortes. Ces symptômes étaient parfois accompagnés d'une augmentation des réflexes des tendons et du périoste. On a pu établir de plus en plus que les vieux ouvriers sont d'une nervosité assez accentuée, ce qui faisait dire au directeur d'une usine que « les vieux électriciens sont comme des accumulateurs nouvellement chargés ».

A ces faits des téléphonistes professionnelles. Il s'agit de troubles nerveux analogues à la neurasthénie ou aux névroses et dont on peut chercher la cause dans un travail fatigant exigeant une attention de tous les instants.

Il faut cependant remarquer que la santé des personnes sensibles peut être altérée par l'action prolongée de champs électriques et électro-magnétiques et aussi par de petites décharges statiques. Ces faits doivent, vu l'emploi répandu des courants à haute fréquence, retenir l'attention des médecins.

Nous connaissons mieux les maladies chroniques des yeux dont sont atteints les ouvriers occupés à l'essai des lampes à arc ou au réglage des crayons de charbon et qui ne se servent pas de moyens de protection prescrits : lunettes, écrans de verre coloré, diaphragmes, etc. L'action thermique, chimique, ainsi que celle purement électrique de l'arc ou du courant électrique, provoque souvent des irritations (catarrhe de la conjonctive, inflammation du bord des paupières, larmoiements) et aussi des troubles plus graves ou des affectations de l'iris ou de la rétine.

Même en admettant que les constatations ci-dessus permettent l'étude des dommages professionnels causés par l'électricité, il faut remarquer que les observations cliniques ne sont pas encore assez nombreuses recherches assez concordantes pour permettre d'envisager clairement cette question, aussi importante du point de vue social que du point de vue scientifique, et pour permettre de prendre position.

CIRCULAIRE DU 4 OCTOBRE 1928 (1).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.

Décrets des 26 août 1920-30 octobre 1921. — Magasins et salons de coiffure.

Par circulaire en date du 17 février 1923, à la suite d'une protestation de l'Union fédérale des Syndicats patronaux des coiffeurs de France et

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

des colonies, se plaignant que certains inspecteurs du travail exigent que l'ouvrier coiffeur cesse son travail « immédiatement quand sonne l'heure fixée par l'horaire, sans se préoccuper si le client en train de servir est terminé ou non, et sans s'inquiéter davantage de ce qu'il adviendra des autres clients entrés dans le salon de coiffure avant l'heure de cessation ou d'interruption du travail fixée par l'horaire », je vous ai fait connaître la manière de voir du Ministère du Travail à cet égard :

Si, au moment précis où se termine la période de présence réglementaire, l'ouvrier n'a pas fini d'accommoder le client qu'il avait entrepris, il y a lieu de tolérer qu'il continue jusqu'à achèvement. Mais il faut encore que l'on soit assuré que ce soit bien le cas, et que cette tolérance ne soit pas invoquée pour des clients entrés dans le salon après l'heure de la fin de la période de présence réglementaire. Pour concilier les exigences du travail et la nécessité du contrôle, il est un moyen pratique qui a été accepté par la Chambre syndicale patronale des coiffeurs de Paris, et qui consiste à interdire l'accès des salons à de nouveaux clients en bloquant, par un procédé quelconque (par exemple en enlevant le bec de canne), la porte d'entrée des salons.

Mais des abus se sont produits.

Alors que la tolérance s'appliquait uniquement à la terminaison d'une opération que l'on pouvait raisonnablement supposer devoir être terminée à l'heure de la fin de la période de présence, mais qui n'avait pu l'être par suite de circonstances exceptionnelles, certains patrons coiffeurs en ont tiré cette conséquence qu'ils pouvaient accepter tous les clients qui se présentaient avant l'heure à laquelle la période de présence doit être terminée, fût-ce quelques secondes avant, c'est-à-dire alors qu'ils étaient certains de dépasser la durée réglementaire de cette période. On a vu ainsi des dépassements d'une demi-heure, de trois-quarts d'heure, d'une heure même.

Ceci n'est pas admissible. Les patrons ne doivent laisser pénétrer dans leurs salons que les clients qu'ils estiment être en mesure de faire servir par leurs ouvriers avant la fin de la journée du travail. Sans doute, il peut arriver qu'ils se trompent dans l'évaluation de la durée de l'opération, et une tolérance, qui peut aller jusqu'à dix minutes, peut être admise. Mais cette tolérance ne constitue pas un droit. S'il en est fait usage d'une façon habituelle et non à titre exceptionnel, et surtout si elle est dépassée, l'inspecteur pourra dresser procès-verbal.

CIRCULAIRE DU 19 OCTOBRE 1928 (1).

Indemnités pour charges de famille. — Enfants poursuivant leurs études ou placés en apprentissage en vertu d'un contrat écrit.

Je vous ai adressé, le 25 janvier 1924, pour distribution aux inspecteurs et inspectrices du travail placés sous vos ordres, un nombre suffisant d'exemplaires de la circulaire de M. le Ministre des Finances, réglant les conditions d'application des articles 4 et 6 de la loi du 28 décembre 1923 portant majoration des indemnités pour charges de famille. Les justifications prévues par la circulaire sont constituées par des certificats, établis conformément aux modèles figurant aux annexes I et II de la circulaire de M. le Ministre des Finances et qui, aux termes de cette circulaire, doivent être reçus, *au moins une fois par an* et, en général, pour les jeunes gens poursuivant des études, dans les premiers mois de l'année scolaire.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

Dans ces conditions, les inspecteurs et inspectrices du travail appelés à bénéficier des dispositions des articles 4 et 6 de la loi du 28 décembre 1923, comme ayant des enfants de 16 à 21 ans qui poursuivent leurs études ou des enfants de 16 à 18 ans qui sont placés en apprentissage en vertu d'un contrat écrit, devront me faire parvenir, par votre intermédiaire, de nouveaux certificats établis à une date postérieure au 1^{er} octobre 1928. Ces certificats devront me parvenir avant le 15 novembre prochain.

Vous voudrez bien rappeler aux inspecteurs et inspectrices du travail de votre circonscription qu'ils doivent m'aviser sans retard chaque fois que se produit dans leur situation de famille un changement susceptible de modifier le montant des indemnités qui leur sont attribuées pour leurs charges de famille.

CIRCULAIRE DU 20 OCTOBRE 1928 (1).

Loi du 19 juillet 1928.

Conventions relatives aux salaires en matière de tissage et de bobinage.

Le livre I^{er} du Code du travail contient, sous le titre III « Détermination du salaire », art. 34 à 42, un ensemble de dispositions concernant les moyens de constater les conventions relatives aux salaires en matière de tissage, de bobinage, de coupe du velours de coton, de teinture, blanchiment et apprêts des étoffes.

Par une loi promulguée le 19 juillet 1928 (2) et publiée au *Journal officiel* du 21 juillet 1928, p. 1851, le Parlement a apporté à ces dispositions d'importantes modifications et, point essentiel, a chargé les inspecteurs d'en assurer l'application, mission précédemment confiée aux seuls officiers de police judiciaire.

C'est donc un texte entièrement nouveau pour les inspecteurs. Aussi, paraît-il indispensable de rappeler rapidement l'origine et les caractéristiques de cette législation.

I. --- ORIGINES DE LA LÉGISLATION.

Les articles 34 à 42 précités du livre I^{er} du Code du travail codifient les dispositions des lois du 7 mars 1850 et du 21 juillet 1856. La première de ces lois, codifiée par les articles 34 à 39, avait été votée à la suite de vives réclamations, tant patronales qu'ouvrières, suscitées par le fait que les ouvriers tisseurs ne recevaient pas la rémunération correspondant au travail qu'ils avaient fourni. En effet, afin de lutter contre la concurrence du tissage en usine, certains patrons tisserands, faisant travailler à domicile, allongeaient de plus en plus la chaîne qu'ils remettaient à leurs ouvriers, mais payaient le même prix la pièce d'étoffe terminée : les chaînes de 80 mètres avaient été ainsi portées à 100, les chaînes de 120 à 140, 160 et même 200 mètres. Pour mettre fin à cet abus, la loi du 7 mars 1850 avait prévu un certain nombre de mesures de contrôle que devait observer « tout fabricant commissionnaire ou intermédiaire qui livre des fils pour être tissés ». La loi du 21 juillet 1856 étendit les mêmes

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir ci-dessus, p. 17.

mesures à la coupe de velours de coton, ainsi qu'à la teinture, au blanchiment et à l'apprêt des étoffes (art. 40 à 42 du livre I^{er} du Code du travail).

Les dispositions légales ainsi votées n'obtinrent pas, en pratique, une réelle application; en outre, des contestations s'élevèrent en ce qui touchait le champ d'application de ces dispositions : certains tribunaux les interprétèrent comme visant uniquement le tissage à la main et relaxèrent des patrons poursuivis pour application de la loi aux ouvriers travaillant sur métiers mécaniques, il fallut que la question fût portée, en 1908, par un syndicat ouvrier, devant la Cour de cassation. Celle-ci, par un arrêt du 31 juillet 1909, cassant un jugement de relaxe, prononça que la loi était applicable aussi bien au tissage mécanique qu'au tissage à la main (1).

Mais l'espèce portant sur le tissage mécanique *à domicile*, la question de savoir si la loi était applicable au tissage *en usine* restait controversée. Cependant, un très grand nombre d'industries textiles avaient spontanément appliqué au tissage en usine les principes posés par la loi de 1850, en adoptant, dans la pratique, certaines modalités spéciales — telles que la substitution au livret d'une fiche attachée au métier.

D'autre part, l'inobservation de la loi avait provoqué de telles protestations que deux projets de loi avaient été élaborés. L'un, déposé à la Chambre des députés le 6 décembre 1904, chargeant les inspecteurs du travail de l'application des lois du 7 mars 1850 et du 21 juillet 1856, fut voté par la Chambre le 9 février 1905, transmis au Sénat le 21 février suivant, et demeura sans suite; l'autre, modifiant les deux lois elles-mêmes, déposé au Sénat le 4 novembre 1909, renvoyé à la Commission déjà chargée de l'examen du projet voté par la Chambre le 9 février 1905, ne fit pas l'objet d'un rapport de cette commission.

Un projet reprenant et améliorant les dispositions des deux projets de 1904 et 1909, fut déposé sur le bureau de la Chambre le 3 novembre 1927 (2). Adopté sans débat, sur le rapport de M. Lebas (3), le 7 mars 1928, transmis au Sénat le 9 mars, rapporté par M. Louis Pasquet, sénateur, le 28 juin 1928 (4), il a été adopté sans discussion par la Haute Assemblée, le 6 juillet 1928, et est devenu la loi du 19 juillet 1928.

Le texte de la loi, qui ne vise que les articles sur lesquels portent des modifications, serait en soi inintelligible si l'on prétendait l'examiner sans se reporter au texte dans son entier. D'autre part, les inspecteurs du travail n'avaient pas jusqu'ici à intervenir. Aussi trouverez-vous en annexe à la présente circulaire le texte des articles 34 à 42 du livre I^{er} du Code du travail *in extenso*, tel qu'il ressort des modifications apportées par la nouvelle loi. C'est sur ce texte tout entier que porteront les commentaires qui vont suivre.

II. — CONSTATATION DES SALAIRES DANS LE TISSAGE.

a. Tissage à domicile.

L'article 34 du livre I^{er} du Code du travail, modifié par la loi du 19 juillet 1928, prescrit à tout « fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui fera effectuer par un ouvrier un travail de tissage à domicile », « d'inscrire, au moment où le travail est donné, sur un livret spécial fourni par

(1) *Bulletin de l'Inspection du travail*, 1909, p. 188.

(2) Chambre, XIII^e législature, n^o 4946.

(3) Chambre, XIII^e législature, n^o 5497, 10 février 1928.

(4) Sénat, année 1928, n^o 582.

l'employeur et laissé entre les mains de l'ouvrier : 1° le poids, la longueur et le nombre total des fils de la chaîne; 2° le poids de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface de tissu; 3° la longueur et la largeur de la pièce à fabriquer; 4° le prix de façon soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu, soit au nombre de duites introduites dans le tissu.

La loi n'a pas prévu de forme particulière pour le « livret spécial ». Par « spécial » il faut entendre : spécialement affecté à l'usage auquel il répond. Sous cette réserve, il suffit qu'il constitue un recueil de feuilles reliées ou brochées et paginées (art. 34 *in fine*). A cet égard, certains fabricants ont fait observer, qu'en raison de l'éloignement des ouvriers, qui ne prennent pas eux-mêmes livraison des matières premières qui leur sont confiées, ou par suite de la nature des commandes dans le cas de tissus fantaisie qui nécessitent, après l'envoi de la chaîne de fond, l'envoi de chaînes et de matières comportant des coloris différents, il ne peut y avoir chaque fois présentation effective du livret par l'ouvrier au patron pour l'inscription des mentions requises. En conséquence, ils ont suggéré le système suivant : le fabricant remettrait au convoyeur chargé de transporter la matière première chez l'ouvrier une fiche de même largeur que les pages du livret, sur le recto de laquelle seraient inscrites les mentions prévues par l'article 34 ou éventuellement par un décret rendu conformément aux dispositions de l'article 39, et dont le verso serait revêtu d'une matière collante. Le convoyeur, toutes les fois que des matières seraient envoyées à l'ouvrier à domicile, collerait cette fiche sur le livret que détient l'ouvrier. Ce livret, préalablement paginé et comportant le texte de la loi, sur les pages duquel seraient successivement collées les fiches portant les mentions réglementaires, devrait être remis aux tisseurs à domicile par chacun des fabricants qui les emploient. Ce système me paraît parfaitement compatible avec les exigences de la loi et je vous invite à l'admettre dans tous les cas où les industriels croiraient devoir y recourir.

b. Tissage en usine.

Si le tissage est effectué chez l'employeur, celui-ci aura la faculté de substituer au livret une fiche attachée au métier de l'ouvrier, contenant les mentions visées ci-dessous : 1° le nombre de fils de la chaîne par largeur ou par compte; 2° le numéro de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface; 3° la largeur de la pièce à fabriquer; 4° le prix de façon au mètre de tissu fabriqué; 5° la longueur prévue des pièces.

Dans le travail en usine, la faculté a été donnée de remplacer le livret par une fiche attachée au métier. Ici la loi s'est bornée à sanctionner une manière de procéder déjà très répandue dans les ateliers de tissage, et c'est sur la demande des organisations patronales du textile que cette stipulation a été introduite. On a fait observer, au cours des enquêtes qui ont précédé l'élaboration des projets, que, dans le tissage en usine, le livret doit être considéré « comme un accessoire du métier, dont il consigne pièce par pièce les détails de fabrication ». Si un ouvrier, quittant son métier, emporte avec lui le livret, son successeur ne possèdera aucun élément lui permettant de se renseigner sur le travail fourni par ce métier. Or, il arrive qu'un ouvrier, pour une raison ou pour une autre, commence une pièce et ne la termine pas; le travail est repris par un autre ouvrier; plusieurs ouvriers peuvent ainsi se succéder dans la confection d'une même pièce. Mais il va sans dire que si des usines de tissage ont adopté le livret, ou préfèrent le livret à la fiche, le second

alinéa de l'article 34 ne saurait être interprété comme *imposant* la substitution de la fiche au livret. Mais dans le cas de tissage à l'usine, le livret devra rester attaché au métier. Le paragraphe 3 du même article impose la transcription des mentions portées sur la fiche « sur un livret qui sera tenu à la disposition des ouvriers appelés à conduire le métier et ce, non seulement pendant que le livret est en usage, mais encore pendant une durée de six mois à compter de la date de la dernière mention portée sur le livret ». Il est ainsi paré à la difficulté, signalée par la réponse à l'enquête rappelée plus haut, qui peut se présenter quand une pièce, entamée par un ouvrier, est achevée par un autre ouvrier.

Le paragraphe final de l'article 34 stipule que le livret devra être paginé et qu'aucun feuillet n'en devra être détaché. Il devra contenir le texte des articles 34 à 39.

III. — BOBINAGE.

L'article 34 *a* vise le bobinage. Il ne s'applique qu'au bobinage à domicile, le bobinage en usine s'effectuant par des procédés mécaniques qui ne nécessitent aucun contrôle de cet ordre. « Le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre des fils pour être bobinés est tenu d'inscrire sur un livret spécial fourni par lui et laissé entre les mains de l'ouvrier : 1° le poids brut et le poids net de la matière à travailler; 2° le numéro du fil; 3° le prix de façon, soit au kilogramme de matière travaillée, soit au mètre de longueur de cette même matière. »

IV. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

L'article 35 stipule que « le salaire sera indiqué en monnaie légale, sur le livret, par le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire ». Cette disposition s'applique évidemment de même à l'indication du prix de façon sur la fiche substituée au livret dans le cas prévu par l'article 34, § 2.

L'article 36 réglemente les conditions de la remise du travail exécuté par l'ouvrier. « L'ouvrage exécuté sera remis au fabricant, commissionnaire ou intermédiaire de qui l'ouvrier a reçu directement la matière première. Le compte de façon sera arrêté au moment de cette remise. Toute convention contraire aux deux paragraphes précédents sera mentionnée sur le livret par le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire. » Ces dispositions visent plus spécialement le travail à domicile.

C'est aussi au travail à domicile que s'applique l'article 37. « Le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire inscrira sur un registre d'ordre toutes les mentions portées au livret spécial prévu aux articles 34, § 1^{er}, et 34 *a*. Ce registre d'ordre devra être paginé et aucun feuillet ne devra en être détaché. » L'article 34, § 3, ayant prévu, dans le cas où le tissage serait effectué chez l'employeur, la transcription des mentions de la fiche sur un livret paginé, le registre d'ordre serait ici sans aucune utilité. Il est, au contraire, essentiel dans le tissage à domicile pour permettre le contrôle éventuel chez l'employeur, puisque, dans le cas de l'article 34, § 1^{er}, et de l'article 34 *a*, c'est l'ouvrier qui détient le livret.

L'article 38 impose à l'employeur l'obligation de tenir « constamment exposés aux regards, dans le lieu où se règlent habituellement les comptes entre lui et l'ouvrier : 1° les instruments nécessaires à la vérification des poids et mesures; 2° un exemplaire des dispositions des articles 33 à 39, 100 et 101 du présent livre en forme de placard ».

L'article 39 prévoit le cas où des circonstances particulières rendraient malaisées l'adaptation des prescriptions formelles de l'article 34 à des spécialités professionnelles dans des régions ou localités déterminées. Dans ce cas, « des décrets, pris après avis des chambres de commerce, des

chambres consultatives des arts et manufactures, des conseils de prud'hommes, des syndicats patronaux et des syndicats ouvriers intéressés, pourront, pour certaines spécialités et pour certaines régions ou localités déterminées, autoriser la substitution d'autres mentions aux mentions à porter sur les livrets en vertu de l'article 34 de la présente section. — Les dispositions de la présente section pourront, par des décrets, être étendues aux industries qui se rattachent au tissage et au bobinage ».

V. — COUPE DE VELOURS DE COTON, TEINTURERIE, BLANCHIMENT ET APPRÊT DES ÉTOFFES.

Les articles 40, 41 et 42, concernant la coupe de velours de coton, la teinture, le blanchiment et l'apprêt des étoffes, prévoient l'inscription « sur un livre spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains », des mentions ci-après, dans le cas de la remise d'une pièce de velours à couper (art. 40) : 1° longueur, largeur et poids de la pièce à couper; 2° prix de façon, au mètre de longueur; dans le cas de la remise d'une pièce d'étoffe pour être teinte, blanchie ou apprêtée (art. 41) : 1° longueur, largeur et poids de la pièce à teindre, blanchir ou apprêter; 2° prix de façon, soit au mètre de longueur, soit au kilogramme de son poids. — Aux termes de l'article 42, les dispositions des articles 35 (prix de façon indiqué en monnaie légale sur le livret), 36 (remise directe du travail effectué par l'ouvrier à la personne de qui il a reçu directement la matière première; le compte de façon étant arrêté au moment de cette remise, sauf convention contraire, inscrite dans les deux cas, au livret), 37 (registre d'ordre), 38 (exposition aux regards des instruments nécessaires à la vérification des poids et mesures, affichage — non pas cette fois des articles 33 à 39, 100 et 101, mais des articles 35 à 39, 40 (ou 41 suivant le cas), 100 et 101, 39 (décrets spéciaux dans des cas déterminés), ainsi que les articles 100 et 101, relatifs aux sanctions, s'appliquent aux travaux visés par les articles 40 et 41.

VI. — SANCTIONS.

Seront punies, aux termes de l'article 100, d'une amende de 11 à 15 fr. (simple police) :

1° Les contraventions aux articles 33, 34, 35, 37, 38, 40, 41 et 42 du présent livre;

2° Les contraventions à la disposition finale de l'article 38 (pagination du registre d'ordre) et aux décrets pris en exécution de l'article 39.

Enfin, l'article 107, alinéa 1^{er}, du livre I^{er} du Code du travail est modifié comme suit :

« Les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution des articles 34 à 38 et des décrets pris en exécution de l'article 39, des articles 40 à 42, etc. » (le reste sans changement).

VII. — RÔLE DES INSPECTEURS.

Le rôle des inspecteurs du travail, dans le contrôle de l'application de la loi, consiste à s'assurer :

1° Lorsque le travail est exécuté à domicile, que les mentions prévues par les articles 34, § 1^{er}, 40 ou 41, ou par un décret intervenu en vertu de l'article 39, figurent bien toutes sur le livret et que ce livret est laissé entre les mains de l'ouvrier;

2° Lorsque le travail est effectué chez l'employeur :

a. Que la fiche est bien attachée au métier, conformément à l'article 34, § 2, et que les mentions prévues par ledit article ou par un décret intervenu en vertu de l'article 39, figurent bien sur la fiche attachée au métier; au cas où l'employeur aurait préféré le livret, que le livret est bien attaché au métier et comporte les mentions requises;

b. Que les mentions portées sur la fiche ont bien été exactement reportées sur le livret; que le livret dont la dernière mention remonte à six mois ou à moins de six mois est tenu à la disposition des ouvriers; que le livret est paginé; qu'aucun feuillet n'en a été détaché; qu'il reproduit le texte des articles 34 à 39;

3° Que le livret prévu à l'article 34 a (bobinage) et les livrets prévus aux articles 40 et 41 sont tenus à jour et laissés entre les mains de l'ouvrier et qu'ils comportent les mentions requises;

4° Que, sur le livret ou sur la fiche, dans tous les cas, le prix de façon est indiqué en monnaie légale;

5° Que le registre d'ordre (art. 37) existe et est tenu dans les conditions prescrites, tant en ce qui concerne le tissage à domicile et le bobinage qu'en ce qui concerne la coupe de velours de coton (art. 40), la teinture, le blanchiment et l'apprêt (art. 41);

6° Que les mesures de publicité prévues par l'article 38 sont observées dans tous les cas (tissage, bobinage, coupe de velours, teinture, blanchiment et apprêt).

VIII. — MISE EN VIGUEUR DE LA LOI.

Les nouvelles dispositions, aux termes de l'article 8 de la loi, n'entreront en application que six mois après la date de la promulgation, soit le 20 janvier 1929.

Les inspecteurs du travail auront donc tout loisir pour renseigner les industriels sur les obligations qui leur incombent. La tâche leur sera facilitée, au surplus, par l'Union des Syndicats patronaux des industries textiles de France, qui a décidé d'adresser à tous les syndicats affiliés à son organisation, un commentaire de la loi et des conseils en vue d'en faciliter l'application.

CIRCULAIRE DU 20 OCTOBRE 1928 (¹).

Rapport et statistiques annuels.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint les états qui doivent servir à l'établissement des tableaux statistiques annexés au rapport sur l'application, en 1928, des lois réglementant le travail, ainsi que le cadre de ce rapport.

Comme les années précédentes, les états n^{os} 1, 2, 5, 10, 11, 12, ne vous sont pas demandés.

Je vous rappelle à nouveau qu'en vue de rendre plus facilement comparables avec ceux de vos collègues vos renseignements sur chaque point particulier, il est indispensable que votre rapport soit établi rigoureusement suivant le plan qui vous est tracé, en distinguant exactement les divers paragraphes qui composent chacun des chapitres.

Vous ne manquerez pas de signaler les faits ou les incidents qui se

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

seraient produits au cours de l'année et qui mériteraient de fixer l'attention d'une façon particulière. Vous ne devez pas oublier, lorsque vous signalez des irrégularités, de mentionner en même temps les mesures qui ont pu être prises pour y remédier.

J'appelle votre attention, comme les années précédentes, sur l'inutilité que présente l'insertion, dans le rapport même, de tableaux statistiques reproduisant les renseignements contenus dans les états joints audit rapport et réunis dans la statistique générale : afin d'éviter à cet égard tout double emploi, on a pris le soin d'éliminer du cadre du rapport annuel tous les renseignements statistiques qui peuvent être extraits des états. Par contre, lorsque les questions posées exigent des réponses numériques, vous devez y répondre par des chiffres aussi exacts que possible.

Il y aurait intérêt à ce que ces chiffres soient présentés sous forme de tableaux, établis en se conformant aux cadres adoptés dans les tableaux d'ensemble incorporés dans le rapport de la Commission supérieure du travail ainsi que dans le Rapport général à M. le Président de la République, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Vous remarquerez qu'aucun des chiffres qui sont demandés dans le cadre du rapport n'exige d'enquête spéciale. Ces chiffres s'appliquent exclusivement aux établissements connus du service et sur lesquels il possède actuellement des indications précises touchant les conditions du travail. Le calcul de ces chiffres par les inspecteurs départementaux et leur vérification, le cas échéant par les inspecteurs divisionnaires, n'exigent donc que la consultation des documents (fiches, horaires, avis, etc.) dont la conservation est prescrite par les instructions.

En ce qui concerne les tableaux statistiques, je vous rappelle que les circulaires antérieures ont défini comme un seul établissement « tout ensemble de locaux de travail, bâtiments et cours, ateliers et chantiers communiquant entre eux à l'intérieur d'une même enceinte et dans lesquels, sous une même direction, une ou plusieurs personnes sont occupées d'une façon habituelle, soit à des travaux relevant d'un même groupe professionnel, soit à des travaux industriels ou commerciaux accessoires ».

Dès lors, un établissement industriel auquel serait annexé un magasin de vente au détail ne devra être porté qu'à la catégorie professionnelle de l'établissement industriel principal. À l'inverse, un grand magasin de vente qui posséderait un atelier de réparation sera porté seulement à la catégorie professionnelle de l'établissement principal (commerce, banque).

Cette manière de procéder vous permettra, tout en maintenant dans la statistique le caractère d'unité de ces établissements, de répartir exactement leurs diverses catégories de personnel sous l'indication des lois qui les protègent.

Je vous prie de veiller à ce qu'il y ait une concordance absolue entre les chiffres de votre rapport et ceux qui sont inscrits aux tableaux annexés, ainsi qu'entre les totaux applicables aux mêmes espèces qui doivent se retrouver dans les différents tableaux. Si, dans les comparaisons rétrospectives, vous étiez amenés à modifier les chiffres donnés dans les rapports antérieurs, vous ne manquerez pas d'en exposer les raisons.

Vous devrez, selon l'usage, me faire parvenir les états statistiques dès qu'ils seront établis et sans attendre que la rédaction de votre rapport soit terminée, afin de permettre d'accélérer le travail de dépouillement qui précède la préparation du rapport d'ensemble.

Quand au rapport, il devra me parvenir, écrit *sur le recto des feuilles seulement*, et, autant que possible, *en deux exemplaires, le 1^{er} mars au plus tard*.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire que j'adresse, d'autre part directement, avec les états statistiques nécessaires, à chacun des inspecteurs départementaux placés sous vos ordres.

CADRE DU RAPPORT ANNUEL (1928).

INSPECTION DU TRAVAIL.

CHAPITRE PREMIER. — Généralités.

§ 1^{er}. — *Déclaration des établissements industriels et commerciaux.* — Nombre de déclarations reçues en vertu des articles 1^{er}, 1^{er} a, 1^{er} b du livre II du Code du travail (loi du 30 juin 1928). — Observations auxquelles a donné lieu l'application de ces articles.

§ 2. — *Ateliers de famille soumis ou non soumis aux lois sur le travail.* Le nombre de ces ateliers paraît-il en augmentation ou en diminution ? — Faits nouveaux constatés dans ces ateliers.

§ 3. — *Quelles sont les catégories nouvelles d'établissements ou de travailleurs pour lesquelles des contestations ont été élevées sur le point de savoir si elles sont ou non visées, d'une manière générale, par les lois sur le travail ?*

CHAPITRE II. — Âge d'admission. — Livrets.

§ 1^{er}. — *Enfants de 12 à 13 ans.* — Mesures nouvelles prises, soit par l'administration préfectorale, soit par les municipalités, pour faciliter la délivrance des certificats prescrits par la loi pour ces enfants.

§ 2. — *Livrets.* — Irrégularités constatées en ce qui concerne la délivrance des livrets par les mairies. — Autres irrégularités concernant les livrets. — Mesures prises par le service pour mettre fin à ces irrégularités.

§ 3. — *Enfants étrangers.* — Nationalité et, si possible, nombre des enfants nés hors de France, employés dans les établissements industriels de la région. — La circulaire du 20 avril 1899-8 juillet 1926 relative à la délivrance des livrets à ces enfants a-t-elle été régulièrement appliquée ? — Abus auxquels l'emploi de ces enfants a donné lieu. — Application de l'arrangement franco-italien du 15 juin 1910 et de la circulaire du 20 décembre 1912.

§ 4. — *Mesures nouvelles prises par les industriels pour restreindre l'emploi des enfants dans les industries où la main-d'œuvre enfantine fait défaut, notamment dans les verreries, la grosse métallurgie et la papeterie (transformation de l'outillage, modification de l'organisation du travail, remplacement des enfants par des hommes adultes, etc.).*

§ 5. — *Enfants de 13 à 16 ans.* — A-t-on réclamé au cours de l'année l'examen médical prévu par l'article 4 du livre II du Code du travail ? Dans quelles conditions cet examen a-t-il eu lieu ? — Quelles en ont été les conséquences ?

§ 6. — Extension des dispositions qui précèdent aux établissements industriels et commerciaux qui n'y étaient pas encore soumis (loi du 30 juin 1928). — Indiquer les mesures prises pour assurer l'exécution de ces dispositions et les résultats obtenus.

CHAPITRE III. — Durée du travail.

A. — *Application des règlements d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.*

§ 1^{er}. — Difficultés nouvelles d'ordre général rencontrées (assujettissement de certaines professions non désignées nommément dans les règlements d'administration publique; assujettissement de parties d'établissement où s'exercent des professions visées par des règlements d'administration publique, encore que l'établissement principal appartienne à une profession pour laquelle il n'a pas été pris de règlement, etc.).

§ 2. — Régime le plus généralement adopté dans le cas où le règlement laisse le choix entre plusieurs régimes (répartition égale des 48 heures sur les 6 jours ouvrables; répartition inégale des 48 heures avec liberté de l'après-midi ou de la journée entière du samedi (ou d'un autre jour); répartition sur des périodes autres que la semaine (96 heures en deux semaines, 144 heures en trois semaines).

§ 3. — Récupération des heures perdues. — La récupération sous la forme forfaitaire tend-elle à se répandre? — Ententes nouvelles entre organisations patronales et ouvrières pour l'utilisation des récupérations.

§ 4. — Dérogations permanentes.

§ 5. — Dérogations temporaires. — Dans quelle mesure et de quelle façon a été utilisé le crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail? — Des difficultés se sont-elles rencontrées pour la subdivision de l'établissement en parties d'établissement en vue de l'utilisation du crédit annuel d'heures de dérogation?

§ 6. — Contrôle. — Horaires, registres, tableaux récapitulatifs, avis et demandes de récupérations et de dérogations.

B. — *Application de la législation antérieure dans les établissements non visés par des règlements d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.*

Durées normales pratiquées en fait dans ces établissements, en distinguant les diverses catégories professionnelles.

CHAPITRE IV. — Travail de nuit.

§ 1^{er}. — *Travail de nuit.* — Indiquer, sous forme de tableau, le nombre et la nature des établissements industriels ⁽¹⁾ dans lesquels le travail de

(1) Par établissements industriels, il faut entendre exclusivement les usines, manufactures, ateliers et chantiers, tels qu'ils sont définis pour l'application de l'article 21 du livre II du Code du travail.

nuît des hommes adultes a été pratiqué d'une façon habituelle à la connaissance du service, en dehors des « usines à feu continu » visées par l'article 3 du décret du 30 juin 1913. — Personnel occupé de nuit et personnel total de ces établissements.

§ 2. — *Repos de nuit de onze heures consécutives.* — Nombre de cas où, par suite de dérogations régulières ou contraventionnelles, le repos de nuit des femmes employées dans l'industrie aurait été inférieur à ce minimum.

§ 3. — Le service a-t-il constaté que des femmes auraient encore été employées la nuit au brochage des imprimés et au pliage des journaux dans les locaux industriels des imprimeries? L'emploi de femmes la nuit au travail commercial de mises sous bandes tend-il à diminuer?

§ 4. — *Travail de nuit temporaire* (art. 2 du décret du 30 juin 1913). — Nombre d'avis reçus par le service. — Application de l'article 1^{er} du décret du 5 mai 1928.

§ 5. — *Usines à feu continu.* — Le service a-t-il constaté que des femmes auraient été encore employées la nuit dans des usines à feu continu, y compris les fabriques de sucre brut? — Dans chacune des catégories d'usines à feu continu visées à l'article 2 du décret du 5 mai 1928, rappeler le nombre d'établissements occupant encore des enfants la nuit en indiquant spécialement le nombre des enfants âgés de moins de 14, 15 et 16 ans occupés la nuit au 31 décembre 1928.

§ 6. — *Boulangeries.* — Quelles mesures nouvelles ont été prises pour parer aux difficultés rencontrées pour l'application de la loi du 28 mars 1919 sur l'interdiction de l'emploi d'ouvriers dans les boulangeries? — Ententes locales entre patrons boulangers pour la suppression du travail de nuit des patrons travaillant seuls.

CHAPITRE V. — Tolérances accordées par les inspecteurs.

Pour quels motifs (incendies, inondations, etc.) l'interdiction du travail de nuit des enfants et des femmes a-t-elle été levée au cours de l'année (livre II, art. 25)? — Nombre de cas où l'interdiction a été levée par simple préavis; par autorisation de l'inspecteur.

CHAPITRE VI. — Registres. — Affichage.

§ 1^{er}. — *Registres d'inscription et d'usine.* — Application de l'article 90 a du livre II. — Extension des dispositions concernant le registre d'inscription aux établissements industriels et commerciaux qui n'y étaient pas encore soumis (loi du 30 juin 1928). — Mesures prises pour assurer l'exécution de ces dispositions et résultats obtenus.

§ 2. — *Affichage* des lois, des règlements d'administration publique.

CHAPITRE VII. — Repos hebdomadaire et repos des jours fériés.

Champ d'application de l'article 30 du livre II. — Pour quelles professions l'application des prescriptions légales a-t-elle été contestée pour

la première fois? — Pour quels motifs? — Solution intervenue. — Litiges nouveaux concernant l'application de la loi à certaines catégories d'employés (associés, directeurs, ingénieurs, gérants de succursales, membres de la famille, etc.).

Modes de repos hebdomadaire. — Répartition, sous forme de tableau, des établissements dont le régime général de repos hebdomadaire est connu du service⁽¹⁾, d'après ce régime; nombre des établissements pratiquant : le repos collectif du dimanche; — le repos collectif un autre jour; — le repos du dimanche midi au lundi midi; — le repos collectif de l'après-midi du dimanche avec repos compensateur; — le repos par roulement; — les repos spéciaux du décret du 31 août 1910; — les modes de repos temporairement tolérés dans certaines professions (boulangeries, hôtels). — Distinguer dans chaque catégorie les établissements industriels et les établissements commerciaux.

Circonstances dans lesquelles des autorisations, accordées précédemment par les préfets, ont été retirées ou modifiées.

Constatations nouvelles touchant la fermeture des magasins pendant le repos collectif.

ART. 38. — Des difficultés nouvelles se sont-elles présentées pour l'interprétation des différentes rubriques du paragraphe 1^{er}?

ART. 39. — Tableau indiquant le nombre des adultes appartenant à chacune des 18 catégories visées par le décret du 31 août 1910 auxquelles ont été appliqués les modes spéciaux de repos autorisés par le décret.

Tableau donnant le nombre total des usines à feu continu et la répartition de celles de ces usines, énumérées ou non par les décrets du 30 juin 1913 et du 31 août 1910, qui s'arrêtent chaque semaine, d'après la nature de ces usines et la durée de l'arrêt hebdomadaire.

ART. 40 et 41. — L'interprétation de ces articles a-t-elle donné lieu à des contestations nouvelles?

ART. 43 a. — Localités (ou régions) et professions pour lesquelles, à la connaissance du service, des arrêtés préfectoraux sont intervenus dans l'année pour prescrire la fermeture au public des établissements le jour du repos hebdomadaire collectif ou pour modifier ou rapporter des arrêtés antérieurs. — Quelles difficultés a soulevées l'application de ces arrêtés?

ART. 44. — Localités dans lesquelles, à la connaissance du service, des arrêtés municipaux ont été pris en vertu de cette disposition et répartition de ces localités d'après le nombre de repos du dimanche suspendus dans l'année.

ART. 45 à 48. — Quelles difficultés a soulevées la distinction entre industries et commerces? — Les déclarations sont-elles faites régulièrement? — (Ces renseignements seront donnés en distinguant les dérogations prévues par chacun de ces articles.)

Contrôle. — Difficultés rencontrées à l'occasion de l'application du repos par roulement au personnel affecté à la rédaction dans les entreprises de journaux et d'informations.

ART. 52. — *Repos des jours de fêtes reconnus par la loi.*

(1) Les établissements du département du Rhône, dont le contrôle a été confié spécialement aux officiers de police judiciaire, en ce qui concerne le repos hebdomadaire, doivent être laissés en dehors.

CHAPITRE VIII. — Repos des femmes en couches et des femmes allaitant leurs enfants.

§ 1^{er}. — Application des articles 54 *a*, 54 *b* et 54 *c* du livre II du Code du travail.

§ 2. — Chambres d'allaitement. — Fournir la liste des chambres d'allaitement connues du service, fonctionnant dans les conditions prévues par l'article 54 *d* du livre II du Code du travail et par le décret du 11 mars 1926.

CHAPITRE IX. — Hygiène et sécurité des travailleurs.

§ 1^{er}. — Indiquer, à propos de l'article 66 *a* du livre II du Code du travail et de chacun des articles du décret du 10 juillet 1913, les améliorations obtenues et les installations nouvelles qui peuvent être données en exemple. — Indiquer les catégories d'établissements sur lesquels a porté plus particulièrement l'effort du service pendant l'année et faire ressortir, autant que possible par des chiffres, les résultats obtenus.

On indiquera notamment, dans un tableau⁽¹⁾, pour l'évacuation des poussières dans les fabriques de chaux et de ciments, pour l'évacuation des vapeurs de benzine dans les ateliers travaillant le caoutchouc, pour l'évacuation des poussières des cardes, pour l'évacuation des buées dans les teintureries et les filatures de soie, pour l'évacuation des poussières du bois dans les scieries et autres ateliers de l'industrie du bois employant des machines-outils mues mécaniquement, pour l'élimination des poussières dans les ateliers de polissage :

1° Le nombre des établissements connus du service dans lesquels ces mesures sont applicables;

2° Le nombre de ceux dans lesquels ces mesures sont actuellement appliquées à la connaissance du service, soit à la suite de mises en demeure, soit spontanément, soit à la suite d'ententes amiables avec les industriels;

3° Le nombre de ceux dans lesquels ces mesures ont fait l'objet de mises en demeure non encore exécutées.

En ce qui concerne les prescriptions de l'alinéa 3 de l'article 8 du décret du 10 juillet 1913, les inspecteurs feront connaître si l'application de la circulaire du 25 juin 1912 (analyse des eaux de boisson) a donné lieu à des difficultés. Ils indiqueront le nombre des analyses provoquées par eux en 1927 et en 1928.

D'autre part, les inspecteurs mentionneront les nouvelles remarques auxquelles aurait pu les conduire l'examen des conditions d'éclairage des locaux de travail.

§ 2. — Application du décret du 13 août 1913 sur le couchage du personnel.

⁽¹⁾ La première colonne de ce tableau doit reproduire la première colonne du tableau récapitulatif relatif au même objet, figurant dans le rapport adressé par le Ministre au Président de la République sur l'application de la loi du 12 juin 1893 pendant l'année 1912.

§ 3. — Industries et commerces particulièrement dangereux de la circonscription au point de vue de l'hygiène; maladies professionnelles dont ils sont la cause (*). — Indiquer les mesures nouvelles prises, pendant l'année, pour remédier à ces dangers. — Y a-t-il lieu de prendre, pour ces industries, des règlements spéciaux par application de l'article 67, 2°, du livre II?

§ 4. — Remarques auxquelles a donné lieu l'application des décrets pris en vertu de l'article 67, 2°, spécialement en ce qui concerne les décrets relatifs à l'air comprimé, à l'intoxication saturnine, à l'infection charbonneuse, aux couperies de poils, au soufflage à la bouche dans les verreries. Indiquer, dans un tableau, le nombre des établissements connus du service auxquels s'applique chacun de ces décrets, et le nombre de ceux : 1° où le médecin prévu par lesdits décrets a été désigné; 2° où le registre sanitaire est ouvert; 3° où ce registre est tenu à jour.

§ 5. — *Céruse*. — *a.* Application du chapitre IV du titre II du livre II du Code du travail. — Exposer l'action du service pendant l'année écoulée. — Nombre de visites faites dans les chantiers de peinture en bâtiment en vue de l'application des dispositions interdisant l'emploi de la céruse. — Nombre de cas où il a été reconnu sur place que la céruse n'était pas employée. — Nombre de cas où l'emploi de la céruse a été constaté sur place. — Nombre de cas où des échantillons ont été prélevés pour analyse. — Résultats de ces analyses. — Nombre des procès-verbaux dressés. — Suites données à ces procès-verbaux. — Appréciation d'ensemble sur l'état de la question dans la circonscription.

b. Application du décret du 1^{er} octobre 1913 sur l'emploi de la céruse dans les industries autres que la peinture en bâtiments.

§ 6. — *Chantiers*. — Résultats des constatations concernant l'application de l'article 90 *b* du livre II du Code du travail. — Nombre de cas où la liste des chantiers prévue par le premier alinéa a été trouvée tenue à jour. — Nombre de cas où cette liste n'a pas été trouvée tenue à jour. — Nombre de procès-verbaux dressés. — Nombre des avis prévus par le deuxième alinéa reçus pour l'ouverture de chantiers occupant dix ouvriers au moins pendant plus d'une semaine. — Nombre de cas dans lesquels il a été constaté que cet avis n'avait pas été envoyé. — Nombre de procès-verbaux dressés.

§ 7. — *Sécurité dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics*. — Mesures prises par le Service pour faire connaître les dispositions du décret du 9 août 1925. — Premiers résultats obtenus. — Remarques suggérées par la mise en vigueur du décret. — Conditions dans lesquelles il a été fait usage, par les ouvriers, de la faculté de consigner leurs observations sur le registre prévu par l'article 2, § 2, du décret.

§ 8. — Prescriptions spéciales aux enfants, aux filles mineures et aux femmes (décret du 21 mars 1914). — En particulier, application de l'article 7 concernant le travail des enfants dans les verreries.

§ 9. — *Surcharges*. — Application du décret du 28 décembre 1909.

(*) Ces industries pourront faire l'objet, en dehors du rapport annuel, de monographies ou de notes spéciales destinées au *Bulletin de l'Inspection du travail*.

Les inspecteurs n'insisteront dans leurs rapports que sur les mesures prises pour atténuer l'insalubrité de ces industries.

§ 10. — Application de l'article 76 du livre II (sièges pour les femmes employées dans les magasins).

§ 11. — *Etablissements publics.* — Constatations relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs consignées sur le registre prévu par le décret du 2 mars 1905. — Suite donnée à ces constatations.

CHAPITRE X. — Accidents.

§ 1^{er}. — Nombre d'accidents de plus de quatre jours non déclarés dont le service a eu connaissance.

§ 2. — Industries ou travaux qui causeraient fréquemment des accidents⁽¹⁾. — Envisager spécialement, à cet égard, la situation des industries du bâtiment. — Mesures nouvelles prises pour prévenir ces accidents. — Indiquer les modifications qu'il conviendrait d'apporter à cet égard au décret du 10 juillet 1913, ou les règlements qui pourraient être pris en vertu de l'article 67, 2°, du livre II.

§ 3. — Fournir en particulier des renseignements sur les accidents qui auraient pu se produire :

a. Par suite de l'éclatement de récipients ou canalisations à l'intérieur desquels s'exerce une pression autre que celle de la vapeur d'eau;

b. Par l'usage des ponts roulants;

c. Par la circulation sur les passerelles et les ponts volants;

d. Par l'action des courants électriques à basse tension.

CHAPITRE XI. — Maladies professionnelles.

§ 1^{er}. — Nombre de déclarations d'emploi de procédés de travail visés par la loi du 25 octobre 1919 (art. 2 du décret du 31 décembre 1920). — Répartir ce nombre suivant les rubriques des tableaux annexés à la loi. — Nombre des ouvriers occupés dans chacune des catégories de travaux ainsi visés. — Mentionner à part les déclarations se rapportant, pour un même établissement, à plusieurs rubriques.

§ 2. — Nombre de déclarations de cessation d'assujettissement (art. 1^{er} du décret du 31 décembre 1920). — Répartition comme ci-dessus. — Nombre d'ouvriers intéressés.

§ 3. — Nombre de déclarations de maladies professionnelles communiquées au service par les maires (art. 5 de la loi du 25 octobre 1919).

§ 4. — Nombre de déclarations de maladies professionnelles adressées au service par les médecins (art. 12 de la loi du 25 octobre 1919. — Décret du 19 février 1927).

(1) Ces industries ou ces travaux pourront faire l'objet, en dehors du rapport annuel, de monographies spéciales destinées au *Bulletin de l'Inspection du travail*. Les inspecteurs n'insisteront dans leurs rapports que sur les mesures prises pour prévenir les accidents.

§ 5. — Observations sur les conditions dans lesquelles la nouvelle législation sur les maladies professionnelles est appliquée. — Propositions relatives à l'extension des dispositions de cette législation à d'autres maladies professionnelles ou à d'autres travaux.

CHAPITRE XII. — Établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Application de l'article 11 de la loi du 19 décembre 1917. — Nombre d'examen de demandes d'autorisation auxquelles il a été procédé par le service en vertu des dispositions de l'alinéa 5 dudit article.

CHAPITRE XIII. — Cautionnements.

Difficultés nouvelles rencontrées dans l'application des articles 32 *a* et 32 *d* du livre I^{er} du Code du travail. — Registres. — Certificats de dépôt.

CHAPITRE XIV. — Salaires des ouvrières à domicile de l'industrie du vêtement.

§ 1^{er}. — Difficultés nouvelles rencontrées à l'occasion de l'application des articles 33 *a*, 33 *b*, 33 *c* du livre I^{er} du Code du travail ou des décrets des 10 août 1922 et 30 juillet 1926. — Travaux dont l'assujettissement à la loi aurait été contesté.

§ 2. — Le contrôle a-t-il donné l'occasion au service de constater des salaires inférieurs aux minima établis? — Quelle a été l'efficacité des observations officiellement présentées à cet égard aux entrepreneurs?

§ 3. — Collaboration des inspecteurs aux travaux des comités de salaires ou des comités professionnels d'expertises.

§ 4. — Concurrence des ouvriers, ateliers de charité ou de bienfaisance. — Résultats des interventions du service (circulaire du 9 juillet 1917).

§ 5. — Décisions de jurisprudence particulièrement intéressantes et qui n'auraient pas été publiées dans le *Bulletin de l'Inspection* ou dans le *Bulletin du Ministère du Travail* (circulaire du 19 février 1918).

§ 6. — Propositions éventuelles d'extension du bénéfice de la loi à d'autres catégories de travaux exécutés à domicile.

CHAPITRE XV. — Paiement des salaires et économats.

§ 1^{er}. — *Paiement des salaires.* — L'interprétation des articles 43 à 45 du livre I^{er} du Code du travail a-t-elle donné lieu à des difficultés nouvelles, notamment en ce qui concerne :

La distinction des ouvriers et des employés;

La fixation d'un délai pour l'établissement des fiches de paye;

La définition du travail aux pièces (art. 44, § 2);

Le payement des primes;

Le local dans lequel la paye est effectuée (art. 45).

A l'occasion de l'application des articles 43 et 45 du livre I^{er}, le service a-t-il pu constater les conditions dans lesquelles sont appliqués les articles 50, 51, 61 à 63 du même livre?

Quels sont les documents et renseignements dont il a pu disposer pour constater l'application des articles 43 à 45?

§ 2. — *Economats*. — Les économats dont l'existence avait été signalée par le service ont-ils été tous fermés ou transformés en coopératives? — De nouveaux économats ont-ils été ouverts?

Le service a-t-il eu l'occasion de constater des infractions au 2^o de l'article 73 du livre I^{er} du Code du travail (pressions exercées par les employeurs sur leurs ouvriers ou employés pour les obliger à se fournir dans des magasins désignés par eux)?

Signaler les résultats du contrôle exercé par le service sur les cantines non exploitées par les employeurs et ne constituant pas, par suite, des économats.

CHAPITRE XVI. — Établissements de bienfaisance.

§ 1^{er}. — Enfants au-dessous de 13 ans occupés à un travail manuel dans les établissements de bienfaisance visités pendant l'année. — Ce travail avait-il exclusivement le caractère d'enseignement professionnel? — La durée en dépassait-elle trois heures? — L'instruction primaire était-elle donnée aux enfants? (Circ. du 11 juillet 1900.)

§ 2. — Comment s'exerce votre contrôle dans ces établissements? — Difficultés que vous avez rencontrées. — Établissements dont l'accès vous aurait été refusé. — Dans quelles circonstances?

CHAPITRE XVII. — Théâtres et cafés-concerts sédentaires. Professions ambulantes.

§ 1^{er}. — Application des articles 58 et 59 du livre II sur l'emploi des enfants dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires. — Quelle application ont reçue dans votre circonscription la circulaire du Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-Arts du 10 mars 1913 portée à votre connaissance par ma circulaire du 22 avril 1913 et la lettre-circulaire du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts du 26 juin 1924? — Les abus signalés au sujet de l'octroi des autorisations, de l'âge des enfants et du répertoire ont-ils cessé?

§ 2. — Professions ambulantes (art. 60 et suivants du livre II). — Décret du 21 mars 1914, tableau C (ménageries).

CHAPITRE XVIII. — Travailleurs étrangers.

Remarques auxquelles a donné lieu la mise en application de la loi du 11 août 1926 sur la protection du travail national.

CHAPITRE XIX. — Commissions départementales. Comités de patronage.

Les commissions départementales et les comités de patronage existant dans votre circonscription se sont-ils réunis? (¹) — Participation des inspecteurs à leurs travaux.

CHAPITRE XX. — Inspection.

§ 1^{er}. — Sur quelles catégories d'établissements a porté l'effort principal du service pendant l'année? — Les projets d'itinéraires ont-ils été régulièrement envoyés et ont-ils été suivis par les inspecteurs départementaux?

§ 2. — Relations avec les organisations patronales et ouvrières. — Concours apporté par ces organisations à l'application des dispositions légales et réglementaires. — Ententes intervenues à ce sujet entre ces organisations, d'une part, et entre ces organisations et le service, d'autre part. — Nombre et objet des conférences faites sur la demande de ces organisations. — Interventions du service pour le règlement des différends collectifs.

§ 3. — Citer les départements ou les arrondissements où les rapports de l'inspection avec l'autorité préfectorale, avec l'autorité judiciaire, avec les employeurs et les ouvriers ou employés, ont donné lieu à des remarques.

§ 4. — Nombre de cas d'obstacle apporté à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur, par les employeurs; — par les ouvriers et employés; — par d'autres personnes (indiquer lesquelles).

§ 5. — Concours des officiers de police judiciaire.

CHAPITRE XXI. — Pénalités.

§ 1^{er}. — *Pénalités.* — Taux des pénalités. — Application des circonstances atténuantes, de la loi de sursis, etc.

§ 2. — Récidives; nombre de cas. — Nombre d'affaires portées en appel ou en cassation. — Décisions intéressantes au point de vue de la jurisprudence et qui n'auraient pas été citées au cours du rapport ou publiées dans les bulletins. — Indication des décisions illégales.

§ 3. — Interventions de syndicats patronaux ou ouvriers et des associations autorisées (art. 33 k du livre I^{er} du Code du travail) comme partie civile dans les poursuites pour infractions aux lois réglementant le travail.

(¹) Les procès-verbaux des réunions des Commissions et les vœux émis par celles-ci devant être communiqués par les préfets, il est inutile de reproduire ces textes dans les rapports annuels.

CHAPITRE XXII.

Observations ne rentrant dans aucun des chapitres précédents.

CIRCULAIRE DU 20 OCTOBRE 1928 (1).

Rapports et statistiques annuels.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint les états qui doivent servir à l'établissement des tableaux statistiques annexés au rapport annuel que vous avez à m'adresser sur l'application en 1928, dans les exploitations soumises à votre contrôle du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et des dispositions du livre I^{er} du Code du travail, relatives aux cautionnements, au paiement des salaires et aux économats.

Au nombre de ces états ne figure plus l'état E (suspension du repos hebdomadaire) qui, cette année encore, ne vous est pas demandé.

Quant au rapport lui-même, il devra être établi suivant le cadre qui est également ci-joint.

J'insiste à nouveau d'une façon toute particulière pour qu'il soit répondu de la façon la plus précise et la plus complète aux diverses questions contenues dans le cadre du rapport, notamment en ce qui concerne la durée du travail.

Les états statistiques que vous aurez à m'adresser devront s'appliquer à l'ensemble de votre arrondissement minéralogique. Vous devrez me les faire parvenir dès qu'ils seront établis, sans attendre que la rédaction de votre rapport soit terminée, et, en tous cas, *avant le 1^{er} mars*. Ce mode de procéder permettra d'accélérer le travail de dépouillement qui précède la préparation du rapport de la Commission supérieure du travail.

Je vous prie de veiller à ce qu'il y ait une concordance absolue entre les chiffres de votre rapport et ceux qui sont inscrits aux tableaux annexés ainsi qu'entre les totaux applicables aux mêmes espèces qui doivent se retrouver dans les différents tableaux.

Je crois utile de rappeler qu'il est indispensable que votre rapport me parvienne, écrit sur le recto des feuilles seulement, en double exemplaire si possible, le *15 avril au plus tard*.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire des états qui l'accompagnent, dont vous voudrez bien répartir les exemplaires entre les ingénieurs placés sous vos ordres.

(1) Adressée aux Ingénieurs en chef des mines.

APPLICATION

DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL

DANS

LES MINES, MINIÈRES ET CARRIÈRES.

CADRE DU RAPPORT ANNUEL (1928).

CHAPITRE PREMIER. — Généralités.

Nombre et nature des exploitations existantes. — Distinguer, parmi les mines : les mines de combustibles, les mines de fer, les mines métalliques autres que les mines de fer et les mines d'autres substances; parmi les carrières, distinguer les carrières d'ardoises.

Nombre et nature des exploitations qui n'ont jamais été visitées (les tourbières non comprises).

Signaler spécialement les visites faites à des dépendances qui ne rentrent pas dans la police des mines.

Constatations auxquelles a pu donner lieu l'assujettissement de certains établissements aux différentes lois réglementant le travail et conflits d'attributions qui ont pu se produire avec le Service de l'Inspection du travail.

CHAPITRE II. — Âge d'admission. — Livrets.

§ 1^{er}. — Conditions habituelles de l'admission des enfants au fond et au jour.

Nombre d'enfants au-dessous de 13 ans rencontrés employés contrairement à l'article 1^{er} du livre II du Code du travail. — Mesures spéciales pour remédier aux abus constatés à cet égard.

Mesures prises, soit par l'administration préfectorale, soit par les municipalités, pour faciliter la délivrance des certificats prescrits par la loi pour les enfants de 12 à 13 ans.

Livrets. — Nombre d'enfants rencontrés sans livrets. — Les livrets sont-ils tenus constamment à la disposition du Service par les chefs d'industrie ? — Irrégularités constatées en ce qui concerne la délivrance des livrets par les mairies. — Autres irrégularités concernant les livrets.

Enfants étrangers. — Nationalité et, si possible, nombre des enfants nés hors de France, employés dans les établissements soumis au contrôle du

service des mines. — La circulaire du 20 avril 1899-8 juillet 1926 relative à la délivrance des livrets à ces enfants a-t-elle été régulièrement appliquée ? — Abus auxquels l'emploi de ces enfants a donné lieu. — Contraventions relevées. — Application de l'arrangement franco-italien du 15 juin 1910 et de la circulaire du 20 décembre 1912.

§ 2. — Enfants de 13 à 16 ans. — Proportion pour laquelle ils entrent dans le personnel. — A-t-on réclamé au cours de l'année l'examen médical prévu par l'article 4 du livre II du Code du travail ? Dans quelles conditions cet examen a-t-il eu lieu ? — Quelles en ont été les conséquences ?

CHAPITRE III. — Durée du travail.

I. — *Durée du travail du personnel protégé par la loi du 24 juin 1919.*

II. — *Durée du travail des employés du fond et des ouvriers et employés du jour occupés dans les mines et leurs dépendances légales.*

III. — *Durée du travail du personnel des établissements annexes.*

§ 1^{er}. — Infractions constatées à la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures (dans les établissements annexes assujettis à la loi en vertu d'un règlement d'administration publique).

§ 2. — Infractions constatées à l'article 14 du livre II du Code du travail (dans les établissements industriels annexes occupant des enfants ou des femmes et non visés par un règlement d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919).

§ 3. — Durée du travail normale ⁽¹⁾ dans les établissements annexes qui ne sont ni visés par un règlement d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919, ni assujettis à l'article 14 du livre II du Code du travail.

CHAPITRE IV. — Travail de nuit.

Travail de nuit. — Nombre et nature des exploitations et établissements dans lesquels le travail de nuit est pratiqué d'une façon permanente, périodique ou accidentelle. — Indiquer pour chaque catégorie d'exploitations ou d'établissements le nombre des personnes occupées exclusivement de jour et le nombre des personnes occupées de jour et de nuit en distinguant les enfants de moins de 18 ans, les femmes et les hommes adultes.

Pour quels motifs (incendies, inondations, avaries de machines, etc.) l'interdiction du travail de nuit a-t-elle été levée temporairement pour cause de chômage en vertu de l'article 25 du livre II du Code du travail ? — Comment dans ce cas le travail a-t-il été organisé ?

(1) La durée du travail normale est la durée s'appliquant, dans une exploitation, à la majorité des ouvriers de la catégorie considérée, abstraction faite des prolongations ou réductions temporaires.

CHAPITRE V. — Registres. — Affichage.

Registre d'inscription. — Nombre d'exploitations occupant des enfants de moins de 18 ans rencontrées sans registre ou dont le registre n'était pas à jour. — Le registre est-il tenu constamment à la disposition du service des mines ?

Registre d'usine. — Application de l'article 90 *a* du livre II du Code du travail dans les établissements annexes.

CHAPITRE VI. — Hygiène et sécurité des travailleurs.

§ 1^{er}. — Nombre et répartition, *par grandes catégories professionnelles* ⁽¹⁾, des établissements annexes des exploitations minérales, qui ne sont pas soumis aux lois et règlements sur la police des mines et où le service des mines doit assurer l'application du titre II du livre II du Code du travail. — Enfants, femmes et hommes adultes occupés dans les établissements de chacune des catégories professionnelles. — Indiquer, à propos de chacun des articles du décret du 10 juillet 1913, les exemples les plus saillants d'améliorations obtenues et les installations nouvelles. — Renseignements qui auraient pu parvenir à la connaissance du service concernant les diverses affections dont pourraient être atteints les ouvriers travaillant le brai et les goudrons. — Accidents dus aux courants électriques à basse tension.

§ 2. — Application de l'article 2 du décret du 3 mai 1893 qui définit la nature des travaux interdits aux enfants employés au fond. Le service des mines a-t-il eu notamment l'occasion de faire application du paragraphe 1^{er} de cet article en cas de surcharges ?

§ 3. — Application du décret du 21 mars 1914. (Travaux dangereux pour les enfants et les femmes.)

CHAPITRE VII. — Repos hebdomadaire et des jours fériés.

§ 1^{er}. — Application des prescriptions légales relatives au repos hebdomadaire. — Difficultés d'ordre général ou spéciales à certains établissements, travaux ou catégories de personnel (notamment des machinistes et chauffeurs).

§ 2. — Répartition des mines, carrières souterraines continues et temporaires, carrières à ciel ouvert continues et temporaires, établissements annexes des mines et carrières, dont le régime général de repos hebdomadaire est connu du service, d'après ce régime; nombre de ces exploitations pratiquant : le repos collectif du dimanche; le repos collectif un autre jour; le repos de l'après-midi du dimanche avec repos compensateur; le repos par roulement; les repos spéciaux du décret du 31 août 1910.

(1) Pour les grandes catégories professionnelles, s'en référer au tableau A de l'état n° 19 (Statistique des accidents du travail).

§ 3. — *Dérogation de l'article 40.* — L'interprétation de cet article a-t-elle donné lieu à des contestations ?

§ 4. — *Dérogation de l'article 41.* — Difficultés d'interprétation.

§ 5. — *Décret du 14 août 1907, article 2.* — Quels établissements ont fait usage du régime prévu par cet article ? Pour quels travaux ? Le service a-t-il été saisi de réclamations du personnel ?

§ 6. — *Décret du 31 août 1910.* — Nombre d'adultes appartenant à chacune des catégories visées par ce décret, auxquels ont été appliqués les modes spéciaux de repos autorisés par le décret.

§ 7. — *Repos des jours fériés reconnus par la loi.* — Infractions aux articles 52 et 53 du livre II du Code du travail.

CHAPITRE VIII. — Accidents.

§ 1^{er}. — Nombre d'accidents ayant entraîné une incapacité de plus de quatre jours, non déclarés, dont le service a eu connaissance.

§ 2. — Accidents résultant de contraventions au livre II du Code du travail ou aux décrets qui le complètent et ayant pu donner lieu à enquête. — Mesures prises par le service dans ce cas.

§ 3. — Industries ou travaux qui causeraient fréquemment des accidents. — Mesures nouvelles prises pour prévenir ces accidents. — Indiquer les modifications qu'il conviendrait d'apporter à cet égard au décret du 21 mars 1914 ou au décret du 10 juillet 1913 ou les règlements qui pourraient être pris en vertu de l'article 67 du livre II du Code du travail.

§ 4. — Fournir, en particulier, des renseignements sur les accidents qui auraient pu se produire : a) par suite de l'éclatement de récipients ou canalisations à l'intérieur desquels s'exerce une pression autre que celle de la vapeur d'eau; b) par l'usage des ponts roulants; c) par la circulation sur les passerelles et ponts volants; d) par l'action des courants électriques à basse tension.

CHAPITRE IX. — Payement des salaires et éconômats.

§ 1^{er}. — *Payement des salaires.* — L'interprétation des articles 43 à 45 du livre I^{er} du Code du travail a-t-elle donné lieu à des difficultés particulières, notamment en ce qui concerne :

La distinction des ouvriers et des employés;

La fixation d'un délai pour l'établissement des fiches de paye;

La définition du travail aux pièces (art. 44, § 2);

Le payement des primes;

Le local dans lequel la paye est effectuée (art. 45).

Nombre des réclamations dont le service a été saisi sur chacun de ces points.

A l'occasion de l'application des articles 43 et 45 du livre I^{er}, le service a-t-il pu constater les conditions dans lesquelles sont appliqués les articles 50, 51, 61 à 63 du même livre ?

Quels sont les documents et renseignements dont il a pu disposer pour constater l'application des articles 43 à 45 ?

§ 2. — *Economats*. — Les économats dont l'existence avait été signalée par le service ont-ils été tous fermés ou transformés en coopératives ? — De nouveaux économats ont-ils été ouverts ?

Le service a-t-il eu l'occasion de constater des infractions au 2° de l'article 73 du livre 1^{er} du Code du travail (pressions exercées par les employeurs sur leurs ouvriers ou employés pour les obliger à se fournir dans des magasins désignés par eux) ?

Signaler les résultats du contrôle exercé par le service sur les cantines non exploitées par les employeurs et ne constituant pas, par suite, des économats.

CHAPITRE X. — Travailleurs étrangers.

Remarques auxquelles a donné lieu l'application de la loi du 11 août 1926 sur la protection du travail national.

CHAPITRE XI. — Délégués mineurs⁽¹⁾.

§ 1^{er}. — Nombre des exploitations ayant des délégués.

Nombre des sièges d'extraction.

Nombre des circonscriptions de délégués.

§ 2. — Nombre des délégués titulaires	{	travaillant au fond dans leur circonscription;
		travaillant au fond en dehors de leur circonscription;
		ne travaillant pas au fond dans les mines ou carrières.

§ 3. — Nombre des délégués suppléants	{	travaillant au fond dans leur circonscription;
		travaillant au fond en dehors de leur circonscription;
		ne travaillant pas au fond dans les mines ou carrières.

§ 4. — Prix moyen de la journée du délégué rapprochée de la journée de l'ouvrier adulte employé au fond.

(¹) Sous chacun des numéros, présenter les observations que comporte la matière, les réclamations qui se sont produites, création ou modification de circonscription, renvoi de délégués par les exploitants, réclamations relatives aux visites, prix de la journée, mesures disciplinaires, etc.

- § 5. — Nombre des interventions spéciales du Service des Mines (visites, rapports ou lettres) motivées par les observations des délégués.
- § 6. — Application du paragraphe 2 de l'article 137. (Délégués débitants.)
- § 7. — Application de l'article 120, § 2, du livre II du Code du travail.
— Nombre de cas dans lesquels des délégués ont signalé des contraventions aux prescriptions concernant le travail des enfants et des femmes, la durée du travail et le repos hebdomadaire. — Suite donnée à ces indications des délégués.
- § 8. — Application de la loi du 13 décembre 1912 sur les accidents du travail survenus aux délégués mineurs.

CHAPITRE XII. — Contrôle de l'État.

Intervention respective de l'ingénieur en chef, des ingénieurs ordinaires, des contrôleurs, pour l'application des lois sur le travail; nombre des tournées au fond et au jour consacrées en totalité ou en partie par chacun d'eux à l'application des livres I et II du Code du travail et des règlements pris pour leur exécution.

Indications sur les procès-verbaux dressés et la suite qui y a été donnée. — Détail des contraventions par industrie. — Affaires jugées par le tribunal de simple police et affaires jugées par le tribunal correctionnel. — Récidives. — Affaires portées en appel et en cassation. — Décisions intéressantes au point de vue de la jurisprudence.

CHAPITRE XIII.

Observations ne rentrant dans aucun des chapitres précédents. — Vœux divers.

CIRCULAIRE DU 7 NOVEMBRE 1928 (¹).

Hygiène des travailleurs.

Travail des femmes dans les halls des fours de verreries.

Un nombre important de filles et de femmes seraient encore occupées dans les halls des fours de certaines verreries appartenant notamment aux catégories suivantes : verreries à bouteilles, gobeletteries, flaconneries, fabriques de verres pour lampes.

Or, mon attention a été appelée sur les dangers auxquels est exposée la santé des femmes, ainsi appelées à pénétrer et à travailler dans les halls des fours des verreries.

En vue de l'étude de cette question, je vous serais obligé de procéder

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

à une enquête afin de me faire connaître, en ce qui concerne les verreries des catégories précitées existant dans votre circonscription :

- 1° La liste des verreries;
- 2° Le nombre d'ouvriers occupés dans chacune d'elles dans les halls des fours, en distinguant :
 - a. Le nombre total d'ouvriers;
 - b. Le nombre de filles de 13 à 15 ans;
 - c. Le nombre de filles de 13 à 18 ans;
 - d. Le nombre de femmes;
 - e. Le nombre de garçons de 13 à 18 ans.

Il y aurait lieu, en outre, de rechercher :

- 1° Depuis quelle date des filles et des femmes sont occupées dans les halls de ces verreries;
- 2° Si la main-d'œuvre féminine dans ces verreries pourrait être, sans gros inconvénients, remplacée par la main-d'œuvre masculine.

CIRCULAIRE DU 13 NOVEMBRE 1928 ⁽¹⁾.

Sécurité des travailleurs. — Constructions en ciment armé.

Mon attention a été appelée sur un certain nombre d'accidents provoqués par l'écroulement d'immeubles en ciment armé. S'agissant d'immeubles en cours de construction, ce sont des ouvriers qui se trouvent plus particulièrement exposés à être les victimes de tels sinistres : mon Département ne saurait se désintéresser de la question.

Je vous prie, en conséquence, de me faire parvenir les observations et avis que les Inspecteurs placés sous vos ordres et vous-même pourriez avoir à présenter sur la matière, ainsi que toutes suggestions sur les mesures qui pourraient être utilement prises, dans le cadre de la réglementation du travail, dans le but de contribuer à éviter de tels accidents ou à atténuer leurs conséquences.

CIRCULAIRE DU 26 NOVEMBRE 1928 ⁽¹⁾.

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. Décret du 10 août 1928. — Industrie des Tabacs.

Comme suite à ma circulaire du 8 septembre 1928 ⁽²⁾, relative à l'interprétation du décret du 10 août 1928 ⁽³⁾ appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie des tabacs, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la question s'est posée de savoir si

⁽¹⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 172.

⁽³⁾ Voir ci-dessus, p. 71.

ledit décret s'appliquait bien aux magasins de tabacs en feuilles indigènes et exotiques.

Après examen de la question, il a été reconnu, d'accord avec M. le Directeur général du Service d'exploitation industrielle des tabacs, qu'aucune suggestion tendant à exclure ces magasins de la définition inscrite à l'article 1^{er} (préparation, traitement et *manipulation* des tabacs...) ne s'étant fait jour au cours des travaux préparatoires du décret, les magasins en cause rentrent bien dans la définition susvisée.

Il va sans dire que la dérogation spécialement prévue à l'article 6 du décret pour les services de réception pendant la période d'achat des tabacs en feuilles et permettant de porter, pendant cette période, la durée journalière du travail à 11 heures, s'applique également aux magasins de tabacs en feuilles indigènes et aux magasins de tabacs en feuilles exotiques.

CIRCULAIRE DU 17 DECEMBRE 1928 (1).

Frais de tournées. — Voitures de louage.

Un certain nombre d'inspecteurs du travail mentionnent sur leurs états de frais de tournées les dépenses qui leur ont été occasionnées par l'utilisation de voitures de louage.

Le décret du 8 août 1926, modifié, a déterminé, dans son article 9, § 4, les conditions dans lesquelles les frais de cette nature pourraient être remboursés. Ce paragraphe 4 est ainsi conçu :

Les voitures particulières ne doivent être utilisées qu'à défaut de voitures publiques ou de tout autre mode de transport plus économique, à moins qu'un cas d'urgence dûment justifié en impose l'emploi. Le remboursement des frais de transport est effectué, dans ce cas, sur état certifié des dépenses réelles et nécessaires faites directement en vue de l'accomplissement de la mission.

En conséquence, les inspecteurs qui utilisent des voitures de louage devront porter sur leurs états de frais de tournées (par exemple à la page 3, qui généralement n'est pas employée), les indications ci-après :

- 1° Dates des voyages effectués en voitures de louage;
- 2° Voyages effectués et localités parcourues;
- 3° Sommes déboursées;
- 4° Pièces jointes (reçus, etc.).

Ces indications devront être suivies de la mention : « Certifiée la dépense ci-dessus comme réelle et nécessaire et faite directement en vue de l'accomplissement du service ». Cette certification devra être donnée par l'inspecteur divisionnaire.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

JURISPRUDENCE.

CONSEIL D'ETAT.

Décision du 24 mars 1928.

REPOS HEBDOMADAIRE. — FÊTES LOCALES. — POUVOIRS DES PRÉFETS
ET DES MAIRES POUR LA DÉSIGNATION DES FÊTES LOCALES.

Le Conseil d'Etat, statuant au contentieux (section du contentieux, 2^e sous-section),

Sur le rapport du 4^e Comité d'instruction de la section du contentieux;

Vu la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés pour la demoiselle Raboteau, demeurant à Saint-Nazaire, avenue de Lesseps, n^o 43, agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de présidente du Syndicat des employés de commerce et de l'industrie de Saint-Nazaire, ladite requête et ledit mémoire enregistrés au Secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, les 26 mai 1925 et 12 août 1926 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler pour excès de pouvoir un arrêté, en date du 27 mars 1925, par lequel le maire de Saint-Nazaire a déclaré jours de fête locale les dimanches 29 mars, 5 avril, 25 octobre, 20 et 27 décembre 1925 :

Ce faire, attendu que le Maire a fait un usage irrégulier des pouvoirs qu'il tient de l'article 4 du livre II du Code du travail en déclarant jours de fête locale cinq dimanches de l'année par l'unique motif que de nombreux achats seraient effectués ces jours-là dans les magasins et en instituant par l'arrêté attaqué un régime de dérogations au repos dominical dans l'intérêt du public et dans celui des établissements en cause; que la jurisprudence du Conseil d'Etat a seulement reconnu au Maire la faculté de constater l'existence d'une tradition fixant aux jours envisagés la célébration d'une fête locale; que l'article 35 du même livre du Code du travail a attribué au Préfet le pouvoir de statuer, après avis des Conseils municipaux, Chambres de commerce et Syndicats intéressés sur les demandes de dérogation au repos collectif du dimanche;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu les observations présentées au nom de la ville de Saint-Nazaire, par son maire en exercice, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 11 août 1926, et tendant au rejet de la requête par le motif que les habitants de ladite ville et des environs ont l'habitude de faire leurs achats au moment de la Toussaint, de Noël, du 1^{er} janvier et de Pâques et que les dimanches visés par l'arrêté attaqué prenaient le caractère de jours de fête;

Vu les observations présentées par le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 16 octobre 1926, et tendant au rejet de la requête par le motif que le maire de Saint-Nazaire a fait un usage régulier des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'article 44 du livre II du Code du travail et par la circulaire du 10 avril 1907;

Vu, enregistrées comme ci-dessus, le 6 décembre 1926, les observations présentées par le Ministre de l'Intérieur, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi et tendant au rejet de la requête par les motifs exposés par le Ministre du Travail;

Vu, enregistrées comme ci-dessus, le 17 décembre 1926, les observations en réplique présentées par la demoiselle Raboteau et tendant aux mêmes fins que la requête par les mêmes moyens;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu le livre II du Code du travail;

Où M. Chardon, Auditeur, en son rapport;

Où M. Souriac, avocat de la demoiselle Raboteau, en ses observations;

Où M. Andrieux, Maître des requêtes, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant qu'en vertu des articles 34 et 35 du livre II du Code du travail, les dérogations au repos hebdomadaire justifiées par l'intérêt du public ou par celui du bon fonctionnement des établissements en cause, doivent être accordées par le Préfet après avis du Conseil municipal, de la Chambre de commerce et des Syndicats intéressés; que ledit livre ne réserve au maire, par son article 44, que la faculté de désigner les jours de fête locale ou de quartier, désignation qui doit entraîner de plein droit la suppression de l'obligation du repos hebdomadaire dans les établissements de détail lorsque ces jours coïncident avec un dimanche; qu'ainsi, le maire de Saint-Nazaire qui a entendu accorder des dérogations d'ordre général dans l'intérêt du public et dans celui des établissements en cause et a suspendu le repos hebdomadaire les dimanches 29 mars, 5 avril, 25 octobre, 20 et 27 décembre 1925, alors que l'instruction n'établit pas que ces dimanches constituaient des jours de fête locale ou de quartier, a excédé les pouvoirs qu'il tient dudit article 44 du livre II du Code du travail,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté susvisé du maire de Saint-Nazaire, en date du 27 mars 1925, est annulé.

ART. 2. — Les frais de timbre exposés par la demoiselle Raboteau sont mis à la charge de la ville de Saint-Nazaire.

ART. 3. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail et au Ministre de l'Intérieur.

Décision du 18 mai 1928.

DÉLÉGUÉS MINEURS. — ALLOCATIONS FAMILIALES. — VALIDITÉ DES ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX QUI FONT ÉTAT DES ALLOCATIONS FAMILIALES DANS LA FIXATION DES INDEMNITÉS DES DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS MINEURS LORSQUE LES OUVRIERS MINEURS DE LA CIRCONSCRIPTION DU DÉLÉGUÉ BÉNÉFICIENT DE TELLES ALLOCATIONS.

Le Conseil d'Etat statuant au Contentieux (section spéciale du Contentieux, 3^e sous-section);

Vu la requête présentée par la société en commandite simple Les Petits-Fils de François de Wendel, à Hayange (Moselle), ladite requête enregistrée au Secrétariat de la section spéciale du Contentieux du Conseil d'Etat, le 5 juin 1924, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler trois arrêtés en date du 19 mars 1924 par lesquels le tribunal administratif d'Alsace-Lorraine a rejeté leur demande en réduction de la redevance pour rétribution des délégués-mineurs à laquelle elle a été imposée pour l'année 1923 sur les rôles des communes de Fontoy, Moyeuvre-Grande, Moyeuvre-Petite et Hayange (Moselle) :

Ce faisant, attendu que c'est à tort que les allocations familiales sont entrées en compte pour le calcul de la redevance dont il s'agit;

Accorder la réduction demandée;

Vu les arrêtés attaqués;

Vu la réclamation présentée devant le Conseil de préfecture;

Vu les avis des agents de l'Administration des Contributions directes;

Vu le rapport du Directeur des Contributions directes;

Vu les observations présentées par le Ministre du Travail, et le Ministre des Finances, en réponse à la communication qui leur a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, les 5 août 1924 et 2 mai 1927, et tendant au rejet de la requête;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu les articles 154, 155 et 156 du Code du travail;

Oùï M. Blondel, Auditeur, en son rapport;

Oùï M. Fatou, Auditeur, Commissaire-adjoint du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que pour demander l'annulation des arrêtés attaqués, la société requérante se fonde sur ce que dans le montant de la redevance pour rétribution des délégués mineurs l'Administration a fait état, à tort, d'allocations familiales;

Considérant que aux termes des articles 155 et 156 du Code du travail rendus applicables à l'Alsace et à la Lorraine par un arrêté du Commissaire général en date du 1^{er} octobre 1929 « le Préfet, sur l'avis des ingénieurs des Mines et sous l'autorité du Ministre du Travail fixe pour l'année suivante et pour chaque circonscription le nombre maximum des journées que le délégué doit employer à ses visites et le prix de la journée. La somme due à chaque délégué lui est payée par le Trésor. Les frais avancés par le Trésor sont recouvrés sur les exploitants comme en matière de contributions directes »; que l'indemnité pour charges de famille s'incorpore au salaire; qu'il suit de là que le Préfet, dans la fixation du prix

de journées des délégués mineurs pour l'année 1923 était fondé à envisager l'allocation d'indemnités familiales en faveur des délégués mineurs alors que les ouvriers mineurs bénéficiaient d'indemnités de cette nature; que par suite les redevances dont il s'agit, établies conformément à la décision préfectorale, sont régulières,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — La requête susvisée de la société Les Petits-Fils de François de Wendel est rejetée.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre des Finances et au Ministre du Travail.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

Arrêt du 10 novembre 1927.

REPOS HEBDOMADAIRE. — FERMETURE OBLIGATOIRE LE JOUR DU REPOS COLLECTIF. — DÉROGATIONS PRÉVUES PAR L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL. — AUTORISATION NÉCESSAIRE.

Sur le pourvoi du Ministère public près le tribunal de simple police de Lille en cassation d'un jugement rendu, le 5 mars 1927, par ledit tribunal qui a relaxé Biver.

LA COUR,

Oùï M. le Conseiller Thuriot, en son rapport et M. l'Avocat général Bloch-Laroque, en ses conclusions;

Sur le moyen unique, pris de la violation des articles 33, 34 et 35 du livre II du Code du travail, des articles 3 et 4 de l'arrêté du Préfet du Nord du 25 janvier 1926, de l'article 471, § 15 du Code pénal et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale;

Vu lesdits articles;

Attendu qu'il résulte des textes ci-dessus visés du Code du travail qu'un établissement ne peut bénéficier d'une des exceptions à la règle suivant laquelle le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche qu'en vertu d'une autorisation du Préfet.

Attendu qu'en ce qui concerne spécialement les salons de coiffure de Lille, l'arrêté préfectoral susvisé relatif à la fermeture des établissements pendant la durée du repos hebdomadaire prévoit que, par dérogation spéciale, les patrons coiffeurs peuvent être autorisés à donner ce repos à leur personnel le lundi;

Attendu que Biver qui exploitait à Lille deux salons de coiffure était poursuivi pour avoir donné le repos hebdomadaire au personnel d'un de ses salons un autre jour que le dimanche sans y avoir été autorisé par le Préfet;

Attendu que le jugement attaqué constate que Biver octroie le repos hebdomadaire sans roulement le dimanche au personnel d'un de ses salons et du dimanche midi au mardi matin au personnel de l'autre; que, sans rechercher si, pour ce second cas, le prévenu était dûment autorisé à donner le repos hebdomadaire un autre jour que le dimanche, le juge de police a décidé que l'infraction relevée contre Biver n'existait pas et n'était d'ailleurs pas établie, dès lors que ces deux salons étaient exploités dans deux immeubles séparés et distincts et que leur personnel était indépendant l'un de l'autre.

Attendu qu'en l'état des constatations, ces seuls motifs sont insuffisants pour justifier la décision de relaxe, laquelle a été rendue en violation des textes visés au moyen;

Par ces motifs.

CASSE et ANULE le jugement du tribunal de simple police de Lille, en date du 5 mars 1927 qui a relaxé le nommé Biver et pour être statué à nouveau conformément à la loi, renvoie la cause et le prévenu devant le tribunal de simple police de Douai à ce désigné par délibération spéciale prise en la Chambre du Conseil;

Arrêt du 16 juin 1928.

ACCIDENTS DU TRAVAIL. — DÉCLARATION. — LIEU NON PRÉCISÉ PAR LA LOI.
DÉCLARATION AU LIEU DU SIÈGE DE L'ENTREPRISE. — DÉFAUT DE SANC-TION.

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 11 et 14 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 22 mars 1902 et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de motifs et manque de base légale, en ce que le jugement attaqué a considéré le demandeur comme ayant contrevenu aux dispositions de l'article 11 précité, après avoir constaté que ledit demandeur avait fait, dans les délais légaux, la déclaration prévue par ledit texte, par le motif que la déclaration d'accident devait, aux termes de l'article 11, être faite à la mairie de la commune où a eu lieu l'accident :

Vu lesdits articles;

Attendu qu'une disposition légale, sanctionnée par une peine ne peut donner lieu à l'application de cette peine en dehors des conditions qu'elle prévoit;

Attendu que l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail porte, sous la sanction édictée par l'article 14 de la même loi, que tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré dans les 48 heures par le chef d'entreprise ou ses préposés « au maire de la commune »;

Attendu que le jugement attaqué ne méconnaît pas que Jeanson a déclaré dans le délai légal à la mairie d'Asnières, lieu où se trouve le siège de son établissement, un accident survenu, sur le territoire de la commune de Montigny-les-Cormeilles, à un sieur Barbut, son employé; que néanmoins il retient à l'encontre du prévenu une contravention aux dispositions de l'article 11 précité, en décidant que, dans les conditions

où elle a été faite, la déclaration est inopérante, parce qu'elle ne pouvait être valablement effectuée qu'à la mairie du lieu où l'accident s'est produit;

Mais attendu que ledit article 11 ne détermine pas la commune où la déclaration qu'il prescrit doit être effectuée et qu'en raison de l'imprécision de la loi sur ce point, aucune pénalité ne peut en l'espèce, être prononcée; qu'en décidant le contraire, le juge de police a violé les articles de loi visés aux moyens;

Par ces motifs,

Casse...

Et attendu que le fait objet de la poursuite n'est pas punissable et qu'il n'y a pas de partie civile en cause, dit qu'il n'y a lieu à renvoi.

Arrêt du 26 octobre 1928.

REPOS HEBDOMADAIRE. — N'A PAS LE CARACTÈRE D'UN ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL OU COMMERCIAL ASTREINT A ASSURER LE REPOS HEBDOMADAIRE A SON PERSONNEL, UN ÉTABLISSEMENT DE BIENFAISANCE TIRANT UNIQUEMENT SES RESSOURCES DE SUBVENTIONS ET DE DONS, MAIS NON D'UN TRAVAIL OU DE LA VENTE D'UN PRODUIT QUELCONQUE, NE RÉALISANT AUCUN BÉNÉFICE ET AYANT POUR BUT DE DONNER DES SOINS A DES ENFANTS DONT LA SANTÉ LAISSE A DÉSIRER.

Sur le pourvoi formé par l'officier du Ministère public près le Tribunal de simple police de Troyes, contre un jugement du Tribunal de simple police de cette ville qui a relaxé des fins de la poursuite le sieur Bertrand (Paul), 60 ans, inculpé d'infraction à l'article 1^{er}, n° 2, du décret du 24 août 1906 et aux articles 150 et 160 du Code du travail;

La Cour,

Oùï M. Saillard, Conseiller en son rapport; M^e Texier, Avocat, en ses observations, M. Bloch-Laroque, Avocat général, en ses conclusions;

Vu la requête dudit officier du Ministère public;

Sur le moyen tiré de la violation de l'article premier n° 2 du décret du 24 août 1906, art. 150 et 160 du livre II du Code de travail, en ce que le jugement attaqué a refusé de reconnaître à l'établissement dirigé par le prévenu le caractère d'un établissement industriel ou commercial et, comme tel, soumis aux dispositions de la loi sur le repos hebdomadaire;

Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que le préventorium de Nazareth, dirigé par le docteur Bertrand, est un établissement de bienfaisance tirant uniquement ses ressources de subventions et de dons, mais non d'un travail ou de la vente d'un produit quelconque; qu'il ne réalisait aucun bénéfice et qu'il avait pour but de donner des soins à des enfants ou à des adolescents dont la santé laissait à désirer;

Attendu qu'en l'état de ces constatations, le jugement attaqué a donné une base légale à sa décision et que le moyen doit être rejeté;

Par ces motifs :

Rejette le pourvoi.

COUR D'APPEL DE NANCY.

Audience publique du 28 mars 1928.

REPOS HEBDOMADAIRE. — INFRACTION. — DÉLIT D'OBSTACLE. — SONNERIE DESTINÉE A PRÉVENIR LE PERSONNEL IRRÉGULIÈREMENT EMPLOYÉ DE LA PRÉSENCE DE L'INSPECTEUR. — CONDAMNATION.

.....

A l'audience publique de ce jour, la Cour, vidant son délibéré;

Attendu que l'appel n'est pas recevable, en tant qu'il porte sur les deux condamnations à 10 francs d'amende pour contraventions à la loi sur le repos hebdomadaire;

Sur le délit d'entrave à l'exercice des fonctions de l'inspecteur du travail, adoptant les motifs des premiers juges;

Sur la qualification : attendu qu'elle est régulière;

Sur la peine : attendu qu'elle est justifiée;

Sur l'intervention de l'Association générale des employés de Meurthe-et-Moselle;

Attendu que cette association est régulièrement constituée, conformément aux lois des 21 mars 1884 et 12 mars 1920;

Que, dès lors, elle est recevable à se constituer partie civile, dans une poursuite pour infractions à la loi sur le repos hebdomadaire (Cass. 14 mars 1924).

Attendu que les dommages-intérêts accordés par le tribunal ne sont pas exagérés, mais qu'il y a lieu d'ordonner une seule insertion dans un journal corporatif.

Pour ces motifs :

La Cour dit que l'appel n'est pas recevable en tant qu'il porte sur les deux condamnations à 10 francs d'amende pour contraventions à la loi sur le repos hebdomadaire;

Confirme le jugement⁽¹⁾ en ce qui concerne la peine de 300 francs d'amende et les dommages-intérêts;

Ordonne qu'un extrait du présent arrêt sera inséré dans le journal *Le Trait d'Union*, publié à Nancy, rue Gambetta, n° 50, sans que le coût de cette insertion puisse dépasser 100 francs;

Condamne le prévenu aux frais d'appel liquidés avec ceux de première instance;

Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps, le tout par application des articles de la loi visés au jugement.

(1) Voir ci-après ce jugement, p. 210.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE NANCY.

Audience du 28 janvier 1928.

REPOS HEBDOMADAIRE. — INFRACTION. — DÉLIT D'OBSTACLE. — SONNERIE DESTINÉE A PRÉVENIR LE PERSONNEL IRRÉGULIÈREMENT EMPLOYÉ DE LA PRÉSENCE DE L'INSPECTEUR. — CONDAMNATION.

Le Tribunal

Attendu que le sieur Lévy-Bernard, étant poursuivi par M. le Procureur de la République, pour infractions au Code du travail, le sieur Petit, es-qualité de président de l'Association des employés de Meurthe-et-Moselle, s'est porté partie civile au débat;

Attendu que la recevabilité de son action n'est pas contestée, mais que le sieur Lévy-Bernard demande que cette action soit déclarée non fondée, aucun préjudice n'ayant pu, selon lui, découler des faits qui lui sont reprochés;

Attendu que la prévention vise à une infraction à la loi sur le repos hebdomadaire;

Attendu que l'Association plus haut désignée subit un préjudice moral incontestable du fait que Lévy-Bernard aurait violé une loi qu'elle considère comme faite dans l'intérêt de ses adhérents;

Qu'elle subit aussi, si la prévention est établie, un préjudice matériel certain, puisque les objets qui auraient été illégalement vendus échappent à la guelte à répartir entre les employés des établissements où les prescriptions de la loi sont observées;

Attendu, en ce qui concerne les poursuites dirigées par le Ministère public, que le sieur Lévy-Bernard reconnaît qu'il a commis une infraction à la loi sur le repos hebdomadaire en faisant travailler dans son magasin deux employés dans la matinée du dimanche 20 novembre 1927;

Attendu qu'il nie, par contre, le délit d'obstacle à l'exercice des fonctions de M. l'Inspecteur du travail, qui lui est également reproché;

Mais attendu que les faits sur la matérialité desquels tout le monde est d'accord, se sont passés de la façon suivante :

M. l'Inspecteur du travail se présente chez Lévy-Bernard à la date visée par la prévention, et fut reconnu par le prévenu et Mme Lévy-Bernard qui était à la caisse;

Le sieur Lévy-Bernard, répondant à une demande de l'inspecteur, lui assura qu'il n'y avait personne, sauf un de ses fils dans la salle de vente du premier étage;

Qu'au moment où l'inspecteur montait l'escalier une sonnerie, qu'il avait déjà remarquée à l'occasion de précédentes visites, se fit entendre, et, qu'arrivé au premier étage, il y trouva plusieurs clients dans une attitude d'attente, dont un en bras de chemise. Pas de vendeur, mais en revanche, une porte entr'ouverte, donnant sur un palier;

Que d'ailleurs, le client interpellé déclara qu'il était servi par d'autres employés que le fils Lévy-Bernard et que ces employés s'étaient précipitamment enfuis en entendant la sonnerie;

Attendu que la culpabilité du sieur Lévy-Bernard ressort d'une façon éclatante de l'exposé des faits ci-dessus;

Qu'en déclarant faussement à l'inspecteur qu'il n'y avait pas d'employés au premier étage, il commettait déjà, aux termes de la jurisprudence, le délit d'obstacle;

Qu'il l'a commis surtout en faisant actionner la sonnerie électrique, qui ne pouvait avoir d'autre but que de faire disparaître les employés;

Que le seul fait que ces employés sont partis, en abandonnant le client, lorsqu'ils ont entendu une sonnerie, qui aurait dû normalement leur annoncer un travail à faire, prouve qu'il s'agissait là d'un signal convenu pour faire obstacle à la loi;

Que d'ailleurs, cette sonnerie ne pouvait à l'avance annoncer l'arrivée d'un client, puisque l'inspecteur déjà connu avait en outre fait connaître le but de sa visite et que Mme Lévy-Bernard, elle-même, lui avait dit, avant d'actionner le signal : « ...Je ne vous avais pas reconnu... », ce qui explique qu'elle savait, avant de sonner, quelle était la personne qui se rendait au premier étage et pour quelles raisons elle y montait;

Attendu qu'il y a lieu de se montrer sévère dans l'application de la loi au prévenu;

Que l'observation des dispositions légales lui était en fait particulièrement facile, en raison de l'importance de son commerce et de sa situation de fortune;

Attendu que l'Association des employés de Meurthe-et-Moselle a réclamé 500 francs à titre de dommages-intérêts;

Que cette somme ne paraît pas exagérée;

Attendu, par contre, qu'il n'y a pas lieu de prononcer l'insertion *in extenso* du présent jugement, dans les trois journaux indiqués aux conclusions de la partie civile, mais simplement par extraits, cette insertion paraissant au tribunal une réparation suffisante;

Attendu que les faits incriminés constituent les délits et contraventions prévus et réprimés par les articles 178, 33, 158 du Code du travail;

Par ces motifs :

Appliquant les dispositions des articles 33, 159, 178 du Code du travail, 52 du Code pénal, 2 et 9 de la loi du 22 juillet 1887, 151 et suivants du décret du 5 octobre 1920, 194 du Code d'instruction criminelle, qui ont été lues par M. le Président,

Déclare Lévy-Bernard atteint et convaincu d'avoir à Nancy, le 20 novembre 1927 :

1° Mis obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur du travail;

2° Occupé le dimanche deux employés;

Et pour réparation, statuant sur les réquisitions du Ministère public, le condamne en une amende de 300 francs pour le délit, en deux amendes de 10 francs pour les deux contraventions et aux dépens liquidés : 140 fr. 70 dont 55 fr. 90 par le Ministère public;

Statuant sur les conclusions de la partie civile, déclare ladite partie civile recevable et fondée dans son intervention, condamne le sieur Lévy-Bernard à payer et à porter au sieur Petit, ès qualité de Président de l'Association des employés de Meurthe-et-Moselle, la somme de 500 francs à titre de dommages-intérêts;

Dit que le présent jugement sera inséré par extraits une fois et aux

frais du condamné, dans *l'Est Républicain*, *l'Eclair de l'Est* et le *Trait d'Union*, sans que le coût de chaque insertion puisse dépasser 100 francs;

Fixe contre le condamné au maximum la durée de la contrainte par corps pour opérer le recouvrement des frais, amendes et dommages-intérêts, s'il y a lieu de l'exercer.

Jugé et prononcé à l'audience pénale du tribunal de première instance, chambre correctionnelle, le 28 janvier 1928, Président M. Latrobe; Vice-Président, Liégeois; juge, Le Masson; juge suppléant appelé pour compléter le siège en remplacement de M. Huot, juge retenu aux assises, au moment des plaidoiries; Barchère, Substitut du Procureur de la République, assistés du commis greffier soussigné.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE CAEN.

Audience du 18 juin 1928.

REPOS HEBDOMADAIRE. — SALON DE COIFFURE. — OUVRIER PRÉTENDUMENT ASSOCIÉ, OCCUPÉ LE JOUR DU REPOS COLLECTIF. — PRODUCTION D'UN CONTRAT NE CONFÉRANT A L'OUVRIER AUCUN DROIT DE CO-PROPRIÉTÉ DANS LA VALEUR DU FONDS DE COMMERCE, ÉLÉMENTS INCORPORELS, MATÉRIEL, MARCHANDISES, MAIS SEULEMENT UNE PARTICIPATION DANS LES BÉNÉFICES, SANS PARTICIPATION AUX PERTES. — SIMPLE CONTRAT DE LOUAGE DE SERVICES AVEC CLAUSE DE RÉMUNÉRATION SPÉCIALE. — INFRACTION. — CONdamnATION.

Le Tribunal,

Attendu que par jugement du tribunal de simple police de Caen, en date du 16 septembre 1927, C... a été condamné pour infraction aux articles 33 et 161 du livre I du Code du travail;

Attendu que le 16 mars 1928, C... poursuivi devant la même juridiction, pour un fait de même nature, a été relaxé des fins de la poursuite sans peines ni dépens;

Attendu que le Procureur de la République a porté appel de cette décision, que l'appel interjeté est régulier en la forme.

Au fond :

Attendu que le dimanche 11 décembre 1927, l'Inspecteur départemental du travail Py (Eugène), constata que B... était occupé au travail de coiffure dans le salon de coiffure de C...

Attendu que pour sa défense C... produisit un acte sous seings privés enregistré en date du 28 septembre 1927, aux termes duquel un contrat serait intervenu entre C... et B... que le prévenu soutient être un contrat d'association;

Attendu que depuis lors il est versé aux débats une seconde pièce sous signatures privées non encore enregistrée, en date du 25 mars 1927, dont le texte est identique à la première;

Que si l'acte du 26 septembre 1927 n'avait pas, au sens juridique du mot, date certaine lors du procès-verbal dressé le 11 décembre 1927, son existence ne saurait être mise en doute, l'inspecteur Py l'ayant eue en communication et en ayant pris copie; qu'il doit donc en être fait état;

Mais attendu qu'entre les parties il a notamment été convenu que C... continuerait à gérer seul son établissement, que B... pourrait seulement l'aider dans cette gestion accidentellement à la requête de C... sauf et notamment les dimanches et jours fériés;

Attendu qu'il est en outre spécifié que B... en n'apportant que ses connaissances professionnelles et son travail n'a aucun droit de co-propriété dans la valeur du fonds de commerce, éléments incorporels, matériel, marchandises qui demeureront la propriété exclusive de C... ses droits étant restreints aux seuls bénéfices réalisés au cours de son intervention;

Attendu qu'un tel contrat a été à tort dénommé association par les parties dans le but de brider la loi; que le tribunal a l'obligation de rechercher quelle a été leur commune intention, sans s'arrêter à la qualification par elles donnée à l'acte qui les lie;

Attendu que la convention dont s'agit, qui affranchit B... de toute participation aux pertes n'est en fait qu'un contrat de louage de services entraînant une invite de rémunération spéciale;

Par ces motifs, le Tribunal,

Reçoit M. le Procureur de la République appelant du jugement de relaxe rendu en faveur du sieur C... le 16 mars 1928;

Déclare régulier au fond et en la forme l'appel par lui formé le 12 avril 1928, en conformité des articles 170 du décret du 5 novembre 1926 et 205 du Code d'instruction criminelle;

Réforme le jugement entrepris.

Condamne le nommé C... en une amende de 50 francs.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE LANNOY.

Audience du 9 mars 1928.

SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS. — INAPPLICABILITÉ AUX BECS DE CHASSE, ORGANES INTERNES DU MÉTIER A TISSER, DES PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 2 DU DÉCRET DU 21 MARS 1914.

Audience publique du Tribunal
dissement de Lille, département du Nord, tenue le vendredi 9 mars 1928, à 9 heures, au prétoire, en l'une des salles de l'hôtel de ville de Lannoy.

Entre M. Samuel Dujardin, maire de Lannoy, remplissant les fonctions de ministère public près ce tribunal, demandeur, comparant, d'une part;

Et M. Henri Blanchard, directeur de tissage, demeurant à Leers, rue de Roubaix, défendeur, comparant en personne aux audiences publiques des 9 décembre 1927 et 13 janvier 1928, assisté de M^e Dhellemmes, avocat au barreau de Lille, demeurant à Roubaix, d'autre part.

La cause appelée à l'audience publique du 9 décembre 1927 a été remise au 13 janvier 1928.

A cette dernière audience, le greffier a donné lecture d'un procès-verbal dressé par M. l'Inspecteur du travail Decailly, en date du 4 octobre 1927,

affirmé et enregistré, duquel il résulte que le prévenu a commis une contravention à l'article 2 du décret du 21 mars 1914.

Le ministère public a exposé l'affaire.

Le prévenu, par l'organe de son avocat, a présenté ses observations et moyens de défense et a déposé des conclusions.

Le ministère public a résumé l'affaire et donné ses conclusions.

L'affaire a été mise en délibéré.

A l'audience publique de ce jour, la cause appelée, le tribunal a rendu le jugement suivant :

Le Tribunal,

Où le prévenu en ses réponses et conclusions et le ministère public en ses conclusions;

Vu le rapport de M. l'Inspecteur du travail Decailly en date du 9 octobre 1927;

Vu l'enquête à laquelle le tribunal s'est livré, au sujet de l'accident qui a entraîné la mort de l'apprenti Miclotte;

Attendu que par procès-verbal n° 33 du 4 octobre 1927, dressé par l'Inspecteur départemental du travail, Henri Blanchard est prévenu de contravention à l'article 2 du décret du 21 mars 1914, à l'occasion de l'accident mortel survenu le 31 septembre 1927, au jeune Baptiste Miclotte, âgé de 16 ans;

Mais attendu que l'accident a eu pour cause une faute lourde et inexusable de la victime qui, s'étant introduite sous un métier en marche, a eu la tête broyée entre le bec de chasse et le sol;

Que la preuve en résulte des termes du procès-verbal constatant qu'il n'a pas été possible de déterminer la raison pour laquelle le jeune apprenti s'était introduit dans le métier;

Attendu que dans l'hypothèse où Miclotte serait allé sous le métier pour en faire le nettoyage, il aurait contrevenu au règlement affiché dans l'atelier, d'après lequel le nettoyage se fait à jour et heures déterminés pendant lesquels le moteur de l'usine est arrêté et à la défense de nettoyer en marche répétée en de multiples pancartes dans le tissage;

Attendu que pour faire l'application de l'article 2 du décret du 21 mars 1914, il faut *définir les parties dangereuses* visées par le législateur, qui doivent être couvertes de couvre-engrenages, garde-mains et autres organes protecteurs;

Qu'à ce point de vue, l'article 66 du livre II, titre II du Code du travail édicte que « les machines, mécanismes, appareils de transmissions, outils et engins, doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions *possibles* de sécurité »;

Or, attendu en fait que le bec de chasse est un organe interne du métier à tisser, protégé par le bâti, les anserèuils et les autres pièces de la structure, ou en d'autres termes par la configuration même du métier; que les ouvriers tisserands ne s'approchent de cet organe interne, dit « Bec de chasse », ni en circulant autour du métier, ni même en y travaillant; qu'il faut, comme l'a fait Miclotte, se livrer à une manœuvre extraordinaire, c'est-à-dire ramper et se coucher sous le métier pour en subir l'atteinte;

Attendu qu'il n'existe pas de dispositifs de protection spéciaux pour becs de chasse, que ces pièces du métier ont toujours été et sont encore considérées comme « installées dans les meilleures conditions possibles de sécurité », dans les termes de l'article 66 du Code du travail, par leur place interne au centre du métier;

Que dans ces conditions les bees de chasse ne sont pas des *parties dangereuses* au sens de l'article 2 du décret du 21 mars 1914, qui ne doit pas être appliqué dans l'espèce;

Que décider le contraire serait pratiquement interdire l'apprentissage dans la fabrication des tissus et entraver cette industrie, ce qui n'est pas dans l'intention du législateur;

Par ces motifs :

Statuant contradictoirement, en dernier ressort; disons que Blanchard n'a pas commis de contravention à l'article 2 du décret du 21 mars 1914; et le renvoyons des fins des poursuites sans amende ni dépens.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE DOUAI.

Audience du 6 avril 1928.

REPOS HEBDOMADAIRE. — FERMETURE OBLIGATOIRE LE JOUR DU REPOS COLLECTIF. — DÉROGATIONS PRÉVUES PAR L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL. — AUTORISATION NÉCESSAIRE.

En l'audience publique du tribunal de simple police de Douai, le 3 février 1928, tenue par M. Valin, Juge de paix, Président du tribunal de simple police de Douai, en son prétoire à Douai, en présence de M. Vieillard, Commissaire central de police, Ministère public près le tribunal de simple police, et de M. Achin, greffier du tribunal de simple police de Douai,

A été rendu le jugement suivant :

Entre : le ministère public, demandeur, présent à l'audience.

D'une part :

Biver (Albert), né à Lille, le 19 mars 1893, coiffeur, demeurant place de la Gare, n° 1, à Lille,

Assisté de M^r Delmotte, Avoué à la Cour d'appel de Douai, présent à l'audience;

D'autre part :

La cause appelée, il a été donné lecture d'un arrêt de la Cour de cassation en date du 10 novembre 1927⁽¹⁾, qui casse et annule le jugement du tribunal de simple police de Lille, en date du 5 mars 1927, qui a relaxé le nommé Biver, et pour être statué à nouveau conformément à la loi, renvoie la cause et le prévenu devant le tribunal de simple police de Douai, à ce désigné par délibération spéciale prise en Chambre du conseil.

Puis le tribunal renvoie l'affaire à l'audience du 2 mars 1928.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, p. 206.

En l'audience publique du tribunal de simple police de Douai, tenue le 2 mars 1928, la cause appelée, il a été donné lecture d'un procès-verbal dressé le 19 août 1926, par M. Piton (Emile-Eugène-Louis), Inspecteur départemental du travail du département du Nord, duquel il résulte que le nommé Biver (Albert) possède deux salons de coiffure à Lille, l'un situé place de la Gare, n° 1, l'autre rue de Tournai, n° 2; que dans le premier salon, le repos hebdomadaire est donné le dimanche, tandis qu'il est donné du dimanche midi au mardi matin dans le second;

Que ces deux salons qui se font face sont dirigés effectivement par M. Biver et ne forment donc qu'un seul et même établissement.

Ensuite, il a été procédé à l'audition du témoin produit par le ministère public; avant de déposer, le témoin a fait serment de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité, et déclaré qu'il n'est ni parent, ni allié, ni au service du prévenu.

Et le prévenu a été interrogé.

Le greffier a tenu note des déclarations du témoin et des réponses du prévenu.

Le Ministère public a résumé l'affaire et requis contre le prévenu l'application de la loi.

Le prévenu et son défenseur ont présenté leurs moyens de défense.

Puis le tribunal mit l'affaire en délibéré.

Et en l'audience du 6 avril 1928, le tribunal vidant son délibéré :

Vu l'arrêt de la Cour de cassation en date du 10 novembre 1927;

Attendu que le 18 août 1926, l'Inspecteur départemental du travail du département du Nord s'est rendu chez M. Biver qui exploitait à Lille deux salons de coiffure, l'un situé place de la Gare, n° 1, l'autre rue de Tournai, n° 2, et a constaté :

Que M. Biver avait organisé le repos hebdomadaire du dimanche midi au mardi matin dans le salon de coiffure de la rue de Tournai;

Que, par contre, le repos hebdomadaire était donné le dimanche aux employés du salon de coiffure de la place de la Gare;

Attendu que, pour ces faits, cinq contraventions ont été relevées à la charge de M. Biver pour l'octroi à une fraction du personnel (cinq employés) du repos hebdomadaire un autre jour que le dimanche, sans l'autorisation préfectorale prévue par l'article 35 du livre II du Code du travail et contrairement aux dispositions de l'article 33 du livre II du même Code;

Attendu que Biver oppose qu'il était en droit d'organiser le repos hebdomadaire à des jours différents dans ses deux salons de coiffure parce que ces salons ne sont pas dans le même corps de bâtiment; qu'il était redevable de deux patentes inscrites sous deux numéros du rôle et faisant l'objet de deux avertissements distincts, un pour le salon de la place de la Gare, l'autre pour celui de la rue de Tournai, et qu'il avait une comptabilité différente pour chacun de ces deux salons; que, de plus, il n'a pas commis d'infraction à l'arrêt préfectoral du 25 janvier 1926, du fait qu'une autorisation de changer le jour du repos hebdomadaire a été accordée à l'un des coiffeurs du quartier de la Gare, à Lille, et ce, conformément à l'article 36 du livre II du Code du travail;

Attendu qu'il a été procédé à l'audition de l'Inspecteur du travail qui a déposé après avoir prêté serment de dire la vérité, rien que la vérité, et que le greffier a pris note de son serment et de sa déposition;

Attendu que le Ministère public a résumé l'affaire et, dans ses conclusions, a soutenu la contravention et requis l'application des dispositions des articles 158, 159 et 160 du livre II du Code du travail.

Le prévenu, par son mandataire, a ensuite présenté sa défense.

Attendu qu'il résulte des documents de la cause, des débats et de la déposition du témoin, que Biver exploitait à Lille, place de la Gare, n° 1, et rue de Tournai, n° 2, deux salons de coiffure pour hommes et dames, que ces salons sont séparés par la largeur de la rue, mais qu'ils étaient, en réalité, dirigés par Biver, qui répartissait son personnel suivant les besoins de sa clientèle; que les produits du travail des employés ou la vente de parfumerie étaient consignés sur un registre dans chaque salon, mais que Biver les centralisait ainsi que l'indiquent ses prélèvements et ses remises et les opérations indiquées dans les livres produits. Les deux salons ne formaient donc qu'un seul établissement au sens juridique du mot et peu importe que Biver ait été imposé à la contribution des patentes sous deux articles en 1926;

Attendu qu'il est établi, ce qui n'est d'ailleurs pas contesté par le prévenu, qu'il a donné à une partie de son personnel le repos hebdomadaire le dimanche et à une autre partie du même personnel le repos hebdomadaire du dimanche midi au mardi matin; qu'il a ainsi organisé sans autorisation et contrairement à la loi, le repos de son personnel par roulement;

Attendu qu'en vain, Biver invoquerait qu'une autorisation de changer le jour de repos hebdomadaire ayant été accordée à l'un des coiffeurs du quartier de la Gare de Lille, l'autorisation accordée à un même établissement doit être étendue aux établissements similaires de la même ville en vertu de l'article 36 du livre II du Code du travail;

Attendu que l'autorisation accordée par le préfet à un établissement de déroger à l'obligation de donner le repos simultané le dimanche à tout son personnel est spéciale à cet établissement. Si la dérogation crée un droit au profit des autres établissements de la même ville dans les conditions prévues par l'article 36 du livre II du Code du travail (ancien article 8, § 1 et 4, de la loi du 13 juillet 1926), cette extension de l'autorisation reste subordonnée à la formalité de l'autorisation pour chacun de ces établissements (Cassation criminelle, 20 avril 1927);

Attendu que Biver n'apporte pas la preuve d'avoir demandé et obtenu cette autorisation;

Attendu du reste, qu'aucun doute ne saurait subsister dans l'espèce; qu'il est constant que Biver a organisé dans son salon de coiffure de la rue de Tournai, n° 2, le repos hebdomadaire du dimanche midi au mardi matin, sans avoir demandé et obtenu l'autorisation préfectorale prévue par l'article 35 du livre II du Code du travail et que l'octroi à une fraction du personnel (cinq employés) d'un repos hebdomadaire un autre jour que le dimanche sans l'autorisation préfectorale susappelée, l'autorisation préfectorale ne pouvant s'appliquer que pour la totalité du personnel, constitue cinq contraventions à l'article 33 du livre II du Code du travail, contraventions prévues et punies par les articles 158, 159 et 160 du livre II du Code du travail, ainsi conçus :

Article 33 du livre II du Code du travail : « Le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche. »

Article 35 du même Code : « Lorsqu'un établissement quelconque veut bénéficier de l'une des exceptions prévues à l'article précédent, il est tenu d'adresser une demande au préfet du département.

« Celui-ci doit demander d'urgence les avis du conseil municipal, de la Chambre de commerce de la région et des Syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune. Ces avis doivent être donnés dans le délai d'un mois. Le préfet statue ensuite par un arrêté motivé qu'il notifie dans la huitaine. »

Article 158 du même Code : « Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à toutes les infractions au présent livre et aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution pour lesquels les dispositions spéciales ne sont pas prévues dans les sections du chapitre 2 ci-après. »

Article 159 du même Code : « Les chefs d'établissements, directeurs ou gérants qui ont commis une des infractions visées par l'article précédent sont poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs. »

Article 160 du même Code : « L'amende est appliquée autant de fois qu'il y a de personnes employées dans les conditions contraires aux prescriptions visées à l'article 158. »

Toutefois, le total des amendes ne pourra pas dépasser 500 francs s'il s'agit d'infractions aux articles « loi du 31 décembre 1913, 9, 12 b » ou aux dispositions du chapitre IV du titre I^{er} (repos hebdomadaire). »

Par ces motifs; Statuant contradictoirement et en premier ressort;

Faisant application au prévenu Biver des dispositions légales susénoncées qui ont été lues à l'audience;

Le condamne à cinq amendes de 5 francs;

Le condamne, en outre, aux dépens...

Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA LOI DU 1^{ER} FÉVRIER 1928

PORTANT MODIFICATION DES DISPOSITIONS DES ARTICLES 32 *a*,
32 *d* ET 32 *e* DU LIVRE 1^{ER} DU CODE DU TRAVAIL, RELATIVES
À LA GARANTIE DES CAUTIONNEMENTS DES OUVRIERS ET DES
EMPLOYÉS.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PROJET DE LOI

*portant modification des dispositions des articles 32 a, 32 d et 32 e
du livre 1^{er} du Code du travail, relatives à la **garantie des
cautionnements des ouvriers et employés**, présenté au
nom de M. ALEXANDRE MILLERAND, Président de la Répu-
blique française, par M. Albert PEYRONNET, Ministre du Travail,
et par M. Paul STRAUSS, Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales. (Renvoyé à la Commission du
travail.)* ⁽¹⁾

EXPOSE DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La loi du 2 avril 1914 sur la garantie des cautionnements des ouvriers et employés a été modifiée et codifiée aux articles 32 *a* à 32 *f* du livre 1^{er} du Code du travail, par la loi du 18 octobre 1917.

Aux termes des dispositions de l'article 32 *a*, tout commerçant ou industriel qui se fera remettre en espèces par ses ouvriers ou employés des sommes d'argent d'une valeur égale ou inférieure à trois mille francs

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 7 mars 1922. Doc. parl. n° 4916.

(3.000 fr.), à titre de cautionnement, devra verser ces sommes, au nom de l'ouvrier ou employé, sur un livret spécial de la Caisse nationale d'épargne ou d'une caisse d'épargne ordinaire, qui portera de façon apparente l'indication de sa destination, et qui ne se confondra pas avec celui que l'ouvrier ou l'employé pourrait posséder déjà ou qu'il pourrait acquérir ultérieurement.

L'article 32 *d* dispose que lorsque le cautionnement sera d'une somme supérieure à 3.000 francs et constitué par des espèces ou, quelle que soit sa valeur, constitué par des titres au porteur, il devra être déposé par l'employeur à la Caisse des dépôts et consignations.

Ces dispositions des articles 32 *a* et 32 *d* étaient en concordance avec celles de la loi du 29 juillet 1916, qui a modifié les articles 4 et 10 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne. Mais, postérieurement, la loi du 18 octobre 1919 a modifié à nouveau les articles 4 et 10 ci-dessus et élevé de 3.000 à 5.000 francs le maximum des dépôts d'épargne.

Or, il n'est pas douteux que le législateur a entendu établir une corrélation entre les dispositions fixant le maximum des dépôts dans les caisses d'épargne et celles concernant le maximum des cautionnements constitués en espèces qui doivent être versés à ces caisses.

La loi du 20 juillet 1895 fixait à 1.500 francs le maximum des dépôts d'épargne; la loi du 2 avril 1914 sur les cautionnements prévoyait le versement à ces caisses des cautionnements en espèces d'une valeur égale ou inférieure à 1.500 francs.

Le maximum des dépôts d'épargne, ayant été porté de 1.500 à 3.000 francs par la loi du 29 juillet 1916, M. Paul Strauss, rapporteur du projet de loi devenu la loi du 18 octobre 1917 modifiant et codifiant la loi du 2 avril 1913, s'exprimait ainsi dans son rapport (doc. parlementaire, Sénat, annexe n° 264, séance du 27 juillet 1917) :

« La loi du 29 juillet 1916 ayant élevé le maximum des dépôts d'épargne de 1.500 francs à 3.000 francs, il y a lieu de prévoir le dépôt aux caisses d'épargne, non plus des cautionnements en argent égaux ou inférieurs à 1.500 francs, mais des cautionnements égaux ou inférieurs à 3.000 francs, actuellement déposés à la Caisse des dépôts et consignations. »

Ces considérations amenèrent le Sénat à adopter le taux de 3.000 fr., qui fut sanctionné par la loi. Postérieurement, la corrélation existant ainsi entre le maximum des dépôts dans les caisses d'épargne et le maximum de valeur des cautionnements à déposer dans ces caisses a été rompue par la loi du 18 octobre 1919, laquelle a élevé de 3.000 francs à 5.000 francs le maximum des dépôts dans les caisses d'épargne.

On s'est demandé s'il ne convenait pas de relever de même le maximum de valeur des cautionnements. Mais faut-il envisager des remaniements successifs des textes relatifs aux cautionnements toutes les fois que seront modifiées les dispositions fixant le maximum des dépôts dans les caisses d'épargne ? Il nous a paru qu'une procédure plus pratique consisterait à faire disparaître de ces articles les indications de chiffre et à stipuler (art. 32 *a*) que les cautionnements en espèces d'une valeur égale ou inférieure au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne par les lois en vigueur au jour de la remise desdits cautionnements à l'employeur seront versés sur un livret spécial de la Caisse nationale d'épargne ou d'une caisse d'épargne ordinaire et (art. 32 *d*) que les cautionnements d'une somme supérieure au maximum établi pour les dépôts d'épargne et constitués par des espèces, ou quelle que soit leur valeur, constitués par des titres au porteur, seront déposés à la Caisse des dépôts et consignations.

Selon la rédaction proposée, le maximum des dépôts d'épargne à retenir pour l'application des dispositions des articles 32 *a* et 32 *d* est celui

qui est établi au moment où l'ouvrier ou l'employé remet le cautionnement à l'employeur. Ainsi, dans le cas d'abaissement du maximum des dépôts d'épargne entre le jour de la remise du cautionnement par le salarié et le jour du versement que doit faire l'employeur, le cautionnement de valeur comprise entre le nouveau maximum et le maximum antérieur pourra être versé à la Caisse d'épargne par l'employeur.

En ce qui concerne les mesures transitoires à prendre en cas d'abaissement du maximum des comptes d'épargne, il appartiendrait au législateur d'en faire l'objet de dispositions spéciales insérées dans le texte de la loi fixant un nouveau maximum. C'est ainsi que l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 accordait un délai de cinq ans aux déposants dont le compte excédait 1.500 francs, maximum alors substitué à celui de 2.000 francs, pour en effectuer la réduction.

Les modifications ainsi apportées aux stipulations essentielles des sections I et II du chapitre V du livre I^{er} du Code du travail entraîneraient des modifications correspondantes des dispositions de détail, savoir : le libellé des intitulés des sections, qui visent le maximum de 3.000 francs et la teneur de l'article 32 *e*, relative au retrait des titres ou sommes déposés, où il est fait référence à l'article 32 *b* et au maximum de 3.000 francs fixé par cet article.

Telles sont les dispositions du projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre aujourd'hui à vos délibérations.

PROJET DE LOI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Ministre du Travail et le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion :

ARTICLE PREMIER. — L'article 32 *a*, premier alinéa, l'article 32 *d*, premier alinéa, première phrase, l'article 32 *e* du livre I^{er} du Code du travail, sont modifiés comme suit :

« Art. 32 *a*. — Tout commerçant ou industriel qui, à titre de cautionnement, se fera remettre en espèces par ses ouvriers ou employés des sommes d'argent d'une valeur égale ou inférieure au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne par les lois en vigueur au jour de la remise desdits cautionnements devra :

« Art. 32 *d*. — Lorsque le cautionnement sera d'une somme supérieure au maximum établi pour les dépôts dans les caisses d'épargne et constitué par des espèces ou, quelle que soit sa valeur, constitué par des titres au porteur, il devra être l'objet de la mention au registre prévue à l'alinéa 1^o de l'article 32 *a* dans les termes de cet alinéa, et, en outre, être déposé dans les quinze jours par l'employeur à la Caisse des dépôts et consignations. »

« Art. 32 *e*. — Le retrait de tout ou partie des titres ou sommes déposés ne pourra être effectué que dans les conditions prévues à l'article 32 *b* pour le retrait des sommes d'argent égales ou inférieures au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

ART. 2. — Les intitulés des sections I^{re} et II du chapitre V du titre II du livre I^{er} du Code du travail sont modifiés comme suit :

« Section I. — Cautionnements en espèces égaux ou inférieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

« Section II. — Cautionnements en espèces supérieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne et cautionnements en titres. »

RAPPORT

fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner le projet de loi portant *modification des dispositions des articles 32 a, 32 d et 32 e du livre I^{er} du Code du travail, relatives à la garantie des cautionnements des ouvriers et employés*, par M. René LAFARGE, député ⁽¹⁾.

MESSIEURS,

Le projet de loi déposé par le Gouvernement le 7 mars 1922, tendant à la modification des dispositions des articles 32 a, 32 d et 32 e du livre I^{er} du Code du travail, relatives à la garantie des cautionnements des ouvriers et employés, a un double objet : d'une part, il modifie le maximum des cautionnements pouvant être déposés dans les caisses d'épargne, en vue de rétablir la corrélation qui a toujours été maintenue entre ce maximum et le maximum des dépôts dans les caisses d'épargne; d'autre part, il assure cette corrélation une fois pour toutes, afin d'éviter des remaniements successifs, tel qu'il s'en est déjà produit, des articles 32 a, 32 d et 32 e précités.

Ces articles font partie des dispositions relatives aux cautionnements, établies par la loi du 2 avril 1914, sur la garantie des cautionnements des ouvriers et employés, qui a été modifiée, et codifiée aux articles 32 a à 32 f du livre I^{er} du Code du travail, par la loi du 18 octobre 1917.

L'article 32 a prescrit à tout commerçant ou industriel, qui se fera remettre en espèces par ses ouvriers ou employés des sommes d'argent d'une valeur égale ou inférieure à 3.000 francs à titre de cautionnement : de verser ces sommes au nom de l'ouvrier ou de l'employé sur un livret spécial de la Caisse nationale d'épargne ou d'une caisse d'épargne ordinaire, qui portera de façon apparente l'indication de sa destination et qui ne se confondra pas avec celui que l'ouvrier ou employé pourrait posséder déjà ou qu'il pourrait acquérir ultérieurement.

L'article 32 d dispose que, lorsque le cautionnement sera d'une somme supérieure à 3.000 francs et constitué par des espèces ou, quelle que soit sa valeur, constitué par des titres au porteur, il devra être déposé par l'employeur à la Caisse des dépôts et consignations.

L'article 32 e, relatif au retrait des titres ou sommes déposés, ne fait que se référer à l'article 32 b et au maximum de 3.000 francs fixés par cet article.

Le taux maximum des cautionnements qui peuvent être déposés dans les caisses d'épargne a déjà été modifié une première fois. La loi du 2 avril 1914 avait fixé ce taux à 1.500 francs, ce chiffre étant, depuis la loi du 20 juillet 1895, le maximum des dépôts dans les caisses d'épargne. La loi du 12 octobre 1917, qui a codifié la loi du 2 avril 1914, a relevé à 3.000 francs le taux des cautionnements, afin de tenir compte de la modification intervenue par suite de la loi du 29 juillet 1916 qui a porté le maximum des dépôts d'épargne de 1.500 francs à 3.000 francs.

⁽¹⁾ Annexe au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1928. Doc. parl. n° 6868.

Le maximum des dépôts dans les caisses d'épargne ayant été par la loi du 18 octobre 1919, élevé de 3.000 à 5.000 francs, la corrélation entre les textes relatifs aux cautionnements et aux dépôts d'épargne se trouvait encore une fois rompue, il a paru nécessaire de la rétablir.

Mais on peut trouver excessive l'obligation de recourir à tels remaniements qui ont, entre autres inconvénients, celui de ne pas permettre immédiatement le rétablissement de la concordance entre les deux réglementations; on pourra s'en convaincre en comparant les dates des lois qui ont modifié, d'une part, le maximum des dépôts dans les caisses d'épargne, d'autre part, le maximum des cautionnements qui doivent être versés à ces caisses. Pour éviter le retour de ces inconvénients, ainsi que l'emploi d'une procédure inutilement compliquée, le projet de loi qui fait l'objet du présent rapport, au lieu de chiffrer le maximum de valeur du cautionnement à déposer à la Caisse d'épargne, prévoit que ce maximum sera égal au maximum fixé pour les dépôts ordinaires dans les caisses d'épargne et suivra automatiquement les variations éventuelles de ce dernier maximum.

C'est ainsi que l'article 32 *a* stipule que les cautionnements en espèces, d'une valeur égale ou inférieure au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne par les lois en vigueur au jour de la remise desdits cautionnements à l'employeur, seront versés sur un livret spécial de la Caisse nationale d'épargne ou d'une caisse d'épargne ordinaire, et l'article 32 *d*, que les cautionnements d'une somme supérieure au maximum établi pour les dépôts d'épargne et constitué par des espèces, ou quelle que soit leur valeur, constitués par des titres au porteur, seront déposés à la Caisse des dépôts et consignations.

La question s'est posée de savoir quel serait le maximum applicable au cautionnement, dans le cas de variation du maximum des dépôts ordinaires dans les caisses d'épargne, si une telle variation vient à se produire entre le moment où l'employeur se fait remettre le cautionnement par l'ouvrier ou l'employé, et le moment — qui peut se placer à l'expiration d'un délai de quinze jours — où l'employeur se présente effectivement au guichet de la Caisse d'épargne pour y faire le dépôt prescrit. Le projet a adopté, pour fixer ce maximum, la date du jour de la remise du cautionnement par l'ouvrier ou l'employé à l'employeur. Le cautionnement est, en effet, véritablement effectué dès ce jour; le dépôt de cette somme par l'employeur n'est qu'une obligation de garantie imposée à celui-ci qui a d'ailleurs, dans la limite de quinze jours, toute liberté d'effectuer le versement au jour qui lui convient. D'autre part, en cas d'abaissement de ce maximum, l'employeur, à qui la loi interdit de garder par devers lui, fût-ce une fraction de la somme qui lui est remise à titre de cautionnement, pourra ainsi verser la somme totale à la Caisse d'épargne.

Les autres dispositions du projet de loi sont simplement le corollaire de la modification apportée à la définition du maximum; à l'article 32 *e*, la référence au maximum de 3.000 francs serait remplacée par une référence à la nouvelle rédaction de l'article 32 *d*. Les intitulés des sections I et II du chapitre V du titre II du livre 1^{er} du Code du travail, qui faisaient mention du maximum de 3.000 francs, seraient modifiés dans le même sens. Ces propositions de modifications n'appellent aucun commentaire.

*
* *

Votre Commission est, en conséquence, d'avis de ratifier les propositions du Gouvernement.

Toutefois, elle estime qu'il y aurait avantage, à l'occasion du remaniement partiel du texte du Code du travail, relatif aux cautionnements, de

rectifier sur un autre point, qui paraît avoir échappé à l'attention du Gouvernement, les stipulations en vigueur. Il s'agit de la rédaction de l'article 99 *b* du livre 1^{er} du Code du travail visant les sanctions applicables aux cas d'infractions aux articles 32 *a* et 32 *d*, paragraphes 1 et 3. Aux termes du premier paragraphe dudit article, ces infractions sont passibles d'une amende de 16 à 500 francs. Le deuxième paragraphe du même article ajoute :

« Si l'employeur a retenu ou utilisé, dans un intérêt personnel ou pour les besoins de son commerce, les espèces ou titres au porteur remis à à titre de cautionnement, les peines encourues seront celles de l'article 406, § 2, du Code pénal. »

La peine prévue à l'article 408, paragraphe 2 du Code pénal, est celle de la réclusion; par suite, ce n'est plus le tribunal correctionnel qui est compétent, mais la Cour d'assises.

C'est le seul cas où une infraction à des dispositions du Code du travail entraîne juridiction d'assises. Les infractions de cette nature n'ont jamais été considérées comme ayant le caractère de crimes. Elles constituent, suivant les cas, des contraventions (simple police) ou des délits (tribunal correctionnel). Comment s'explique cette exception ?

Le texte actuel du paragraphe 2 de l'article 99 *b* a été codifié par la loi du 18 octobre 1917. Cette loi modifiait et codifiait la loi du 2 avril 1914 sur le même objet. Une des dispositions du texte tel qu'il fut présenté, rapporté et voté, visait la codification pure et simple de l'article 3, paragraphe 2, de la loi du 2 avril 1914. Alors que ce paragraphe 2 comportait une référence à « l'article 408 du Code pénal », le texte proposé pour la codification contenait une référence à l'article 408, paragraphe 2 », sans que rien dans l'exposé des motifs du projet, ni dans les considérations du rapporteur indiquât les raisons de cette modification de texte.

On ne peut expliquer cette modification que par une erreur de lecture ou de copie.

Elle a, cependant, la plus grande importance. Dans le cas où la référence vise l'article 408 en entier, c'est l'autorité judiciaire qui apprécie s'il y a lieu à application du paragraphe premier (tribunal correctionnel) ou du paragraphe 2 (Cour d'assises). Dans le cas où l'on vise l'article 408, § 2 seul, l'infraction échappe obligatoirement au tribunal correctionnel. En fait, c'est le premier paragraphe et non le second de l'article 408 qui jouera.

En présence de cette modification, qui paraît avoir été accidentelle et que rien ne justifiait, votre Commission propose de rétablir la rédaction antérieure à la codification et d'ajouter, à cet effet, au texte du projet de loi, un article additionnel, qui deviendrait l'article 2 (l'article 2 actuel devenant l'article 3). Le nouvel article serait rédigé comme suit :

« ART. 2. — L'article 99 *b*, deuxième alinéa du livre I^{er} du Code du travail est modifié comme suit :

« Art. 99 *b*. — Si l'employeur a retenu ou utilisé, dans un intérêt personnel ou pour les besoins de son commerce, les espèces ou titres au porteur remis à titre de cautionnement, les peines encourues seront celles de l'article 408 du Code pénal. »

C'est pour ces motifs que votre Commission vous propose l'adoption du projet de loi ci-après :

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — L'article 32 *a*, premier alinéa, l'article 32 *d*, premier alinéa, première phrase, l'article 32 *e* du livre I^{er} du Code du travail, sont modifiés comme suit :

« Art. 32 *a*. — Tout commerçant ou industriel qui, à titre de cautionnement, se fera remettre en espèces par ses ouvriers ou employés des sommes d'argent

d'une valeur égale ou inférieure au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne par les lois en vigueur au jour de la remise desdits cautionnements devra :

« Art. 32 d. — Lorsque le cautionnement sera d'une somme supérieure au maximum établi pour les dépôts dans les caisses d'épargne et constitué par des espèces ou, quelle que soit sa valeur, constitué par des titres au porteur, il devra être l'objet de la mention au registre prévue à l'alinéa 1° de l'article 32 a dans les termes de cet alinéa, et, en outre, être déposé dans les quinze jours par l'employeur à la Caisse des dépôts et consignations. »

« Art. 32 e. — Le retrait de tout ou partie des titres ou sommes déposés ne pourra être effectué que dans les conditions prévues à l'article 32 b pour le retrait des sommes d'argent égales ou inférieures au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

ART. 2. — L'article 99 b, deuxième alinéa, du livre I^{er} du Code du travail, est modifié comme suit :

« Art. 99 b. — Si l'employeur a retenu ou utilisé, dans un intérêt personnel ou pour les besoins de son commerce, les espèces ou titres au porteur remis à titre de cautionnement, les peines encourues seront celles de l'article 408 du Code pénal. »

ART. 3. — Les intitulés des sections I^{re} et II du chapitre V du titre II du livre I^{er} du Code du travail sont modifiés comme suit :

« Section I. — Cautionnements en espèces égaux ou inférieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

« Section II. — Cautionnements en espèces supérieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne et cautionnements en titres. »

AVIS

présenté au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales sur le projet de loi portant *modification des dispositions des articles 32 a, 32 d et 32 e du livre I^{er} du Code du travail, relatives à la* **garantie des cautionnements des ouvriers et employés**, par M. André ESCOFFIER, député ⁽¹⁾.

MESSIEURS,

Le projet de loi déposé par le Gouvernement le 7 mars 1922 tendant à la modification des dispositions des articles 32 a, 32 d et 32 e du livre I^{er} du Code du travail relatives à la garantie des cautionnements des ouvriers et employés a un double objet :

1° Modifier le maximum des cautionnements pouvant être déposés dans les caisses d'épargne, afin de rétablir la corrélation existante entre le maximum des dépôts dans les caisses d'épargne et le maximum de valeur des cautionnements à déposer dans ces caisses;

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 14 mars 1924. Doc. parl. n° 7309.

2° Pour empêcher que cette corrélation ne soit continuellement rompue, comme cela s'est fait par les lois successives du 29 juillet 1916, ayant élevé le maximum des dépôts d'épargne de 1.500 à 3.000 francs et du 18 octobre 1919 portant de 3.000 à 5.000 francs, le maximum dans les caisses d'épargne, assurer cette corrélation une fois pour toutes en remplaçant dans les articles 32 a, 32 d et 32 e précités les sommes fixées en chiffres par les mots : « des sommes d'argent d'une valeur égale ou inférieure au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne par les lois en vigueur au jour de la remise desdits cautionnements ».

C'est pour ces motifs que votre Commission vous propose d'adopter le projet de loi qui vous est soumis.

SEANCE DU 21 MARS 1924 (1).

(Adoption sans débat.)

SÉNAT.

PROJET DE LOI

adopté par la Chambre des députés *portant modification des dispositions des articles 32 a, 32 d et 32 e du livre I^{er} du Code du travail, relatives à la garantie des cautionnements des ouvriers et employés*, présenté au nom de M. ALEXANDRE MILLERAND, Président de la République française, par M. DANIEL-VINCENT, Ministre du Travail et de l'Hygiène. (*Renvoyé à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes* (1).)

EXPOSE DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Un projet de loi portant modification des dispositions des articles 32 a, 32 d et 32 e du livre I^{er} du Code du travail, relatives à la garantie des cautionnements des ouvriers et employés, a été présenté à la Chambre des députés qui l'a adopté dans sa séance du 21 mars 1924.

(1) J. O. du 22 mars 1924.

(2) Annexe au procès-verbal de la séance du 8 avril 1924. Doc. parl. n° 346.

J'ai l'honneur de vous demander aujourd'hui de vouloir bien donner votre haute sanction à ce projet.

Je n'ai rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi et dont la distribution a été faite à MM. les Sénateurs en même temps qu'à MM. les Députés.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté au Sénat par le Ministre du Travail et de l'Hygiène, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — L'article 32 *a*, premier alinéa, l'article 32 *d*, premier alinéa, première phrase, l'article 32 *e* du livre I^{er} du Code du travail, sont modifiés comme suit :

« Art. 32 *a*. — Tout commerçant ou industriel qui, à titre de cautionnement, se fera remettre en espèces par ses ouvriers ou employés des sommes d'argent d'une valeur égale ou inférieure au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne par les lois en vigueur au jour de la remise desdits cautionnements devra :

.....
« Art. 32 *d*. — Lorsque le cautionnement sera d'une somme supérieure au maximum établi pour les dépôts dans les caisses d'épargne et constitué par des espèces ou, quelle que soit sa valeur, constitué par des titres au porteur, il devra être l'objet de la mention au registre prévue à l'alinéa 1^o de l'article 32 *a* dans les termes de cet alinéa, et, en outre, être déposé dans les quinze jours par l'employeur à la Caisse des dépôts et consignations. »

« Art. 32 *e*. — Le retrait de tout ou partie des titres ou sommes déposés ne pourra être effectué que dans les conditions prévues à l'article 32 *b* pour le retrait des sommes d'argent égales ou inférieures au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

ART. 2. — L'article 99 *b*, deuxième alinéa, du livre I^{er} du Code du travail, est modifié comme suit :

« Art. 99 *b*. — Si l'employeur a retenu ou utilisé, dans un intérêt personnel ou pour les besoins de son commerce, les espèces ou titres au porteur remis à titre de cautionnement, les peines encourues seront celles de l'article 408 du Code pénal. »

ART. 3. — Les intitulés des sections I^{re} et II du chapitre V du titre II du livre I^{er} du Code du travail sont modifiés comme suit :

« Section I. — Cautionnements en espèces égaux ou inférieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

« Section II. — Cautionnements en espèces supérieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne et cautionnements en titres. »

RAPPORT

fait au nom de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, *portant modification des dispositions*

*des articles 32 a, 32 d et 32 e du livre I^{er} du Code du travail, relatives à la **garantie des cautionnements des ouvriers et des employés**, par M. Mario ROUSTAN, sénateur ⁽¹⁾.*

I. — *But du projet de loi.*

MESSIEURS,

Le projet de loi, déposé par le Gouvernement le 7 mars 1922, « portant modification des articles 32 a, 32 d, 32 e du livre I^{er} du Code du travail, relatives à la garantie des cautionnements et des employés » (n° 4016, session de 1922), avait un double but :

1° Modifier le maximum des cautionnements pouvant être déposés dans les Caisses d'épargne, afin de rétablir la corrélation qui a toujours été maintenue entre ce maximum et le maximum des dépôts dans les Caisses d'épargne;

2° Empêcher la rupture de cette corrélation et l'assurer une bonne fois pour toutes, en remplaçant, dans les articles précités, les sommes fixées en chiffres, par ces mots : « des sommes d'argent d'une valeur égale ou inférieure au maximum fixé pour les dépôts dans les Caisses d'épargne par les lois en vigueur au jour de la remise desdits cautionnements. »

II. — *Des cautionnements, et pourquoi le titre qui leur est réservé, dans le Code, est divisé en deux sections, suivant que les sommes sont inférieures ou supérieures à 3.000 francs.*

Les modifications portent sur le chapitre V du Code du travail, livre I^{er}, titre II, intitulé : « Des cautionnements, section première, cautionnements en espèces égaux ou inférieurs à 3.000 francs (art. 32 a) et aussi sur la section II : « Cautionnements en espèces supérieures à 3.000 francs et cautionnements en titres » (art. 32 d, 32 e).

Personne n'ignore que certaines catégories d'employés, de comptables, d'ouvriers, de receveurs, de garçons de recettes, etc., versent à l'employeur des cautionnements. Lorsque l'employeur faisait de mauvaises affaires, ces sommes étaient compromises, la jurisprudence ne les considérant que comme de simples créances chirographaires. La loi du 2 avril 1914 y a pourvu; elle a été modifiée par la loi du 18 octobre 1917.

Le commerçant ou l'industriel qui reçoit d'un employé ou d'un ouvrier un cautionnement en espèces, *égal ou inférieur à 3.000 francs*, doit :

1° Mentionner les sommes versées sur un registre spécial, émargé par l'ouvrier ou l'employé et tenu à la disposition de l'inspecteur du travail;

2° Dans un délai de quinze jours, verser ces sommes au nom de son employé sur un livret spécial de la Caisse nationale d'épargne ou d'une Caisse d'épargne ordinaire, qui portera, de façon apparente, l'indication de sa destination et qui ne se confondra pas avec celui que l'employé ou

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 19 juin 1925. Doc. parl. n° 320.

l'ouvrier pourrait posséder déjà ou qu'il pourrait acquérir ultérieurement (art. 32 a).

Le commerçant ou l'industriel qui reçoit d'un employé ou d'un ouvrier un cautionnement en espèces *supérieur à 3.000 francs* ou en titres, quelle que soit sa valeur, doit, outre la formalité du registre spécial, déposer le cautionnement dans un délai de quinze jours à la Caisse des dépôts et consignations (art. 32 d).

Si le cautionnement est *inférieur ou égal à 3.000 francs*, le retrait de tout ou partie des sommes déposées peut, après accord entre l'employeur et l'employé, être effectué sur la double signature de l'un et de l'autre (art. 32 b) ; mêmes formalités quand il s'agit de retirer tout ou partie des sommes déposées en espèces, *supérieures à 3.000 francs*.

Le taux maximum des cautionnements qui peuvent être déposés à la Caisse d'épargne était fixé à 1.500 francs par la loi du 2 avril 1914 : la corrélation signalée est observée.

« La loi du 29 juillet 1916 ayant élevé le maximum des dépôts d'épargne à 3.000 francs : il y a rupture de la corrélation. M. Paul Strauss, notre éminent collègue, rapportant le projet de loi devenu la loi du 18 octobre 1917 (n° 264, Sénat, année 1917), observait :

« La loi du 29 juillet 1916 ayant élevé le maximum des dépôts d'épargne de 1.500 francs à 3.000 francs, il y a lieu de prévoir aux Caisses d'épargne, non plus des cautionnements en argent égaux ou inférieurs à 1.500 francs, mais des cautionnements égaux ou inférieurs à 3.000 francs, actuellement déposés à la Caisse des dépôts et consignations. »

La Haute Assemblée adopte ce chiffre de 3.000 francs : la corrélation est rétablie.

La voici rompue de nouveau par la loi du 18 octobre 1919, laquelle élève de 3.000 à 5.000 francs le maximum des dépôts d'épargne. Il s'agit de la rétablir une fois encore.

III. — *Moyen de maintenir une corrélation définitive entre le maximum des dépôts d'épargne et les chiffres indiqués par le Code.*

Ou plutôt, une bonne fois pour toutes ⁽¹⁾, si l'on admettait la méthode suivie jusqu'à ce jour, il suffirait d'introduire, dans les articles cités, le chiffre de 5.000 qui remplacerait celui de 3.000. Puis, on se disposerait à recommencer une opération de ce genre, si demain le maximum des dépôts d'épargne était modifié. Il paraît préférable de régler la question définitivement. Le résultat est obtenu :

a. En rédigeant ainsi l'article 32 a : « Tout commerçant ou industriel qui, à titre de cautionnement, se fera remettre en espèces par ses ouvriers ou employés des sommes d'argent d'une valeur *égale ou inférieure au maximum fixé pour les dépôts dans les Caisses d'épargne par les lois en vigueur au jour de la remise desdits cautionnements* devra... »

Votre Commission vous propose d'adopter ce texte; les mots « à titre de cautionnement » qui étaient dans la rédaction actuelle de l'article 32 a

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, la loi du 25 avril 1925 a porté de 5.000 à 7.500 francs le maximum que peut atteindre le compte de chaque déposant. Signalons, d'ores et déjà, une proposition de loi, due à M. Dubois-Fresney, déposée à la Chambre des Députés le 1^{er} décembre 1924 (n° 792), tendant à porter à 10.000 francs le maximum des dépôts d'épargne.

sont simplement transposés de la fin au commencement; les mots : « au jour de la remise desdits cautionnements » répondent à la préoccupation suivante :

Si le maximum des dépôts d'épargne venait à varier entre la date où l'employeur se fait remettre le cautionnement et le moment où il se présentera pour verser ces sommes à la Caisse d'épargne (n'oublions pas qu'il a quinze jours pour cette opération), que se passera-t-il ? Réponse : le cautionnement est effectué le jour même du versement; ce jour-là seul est valable.

Quand l'employeur se présente au guichet de la Caisse d'épargne, le cautionnement est versé; ce que fait l'employeur, conformément à la loi, c'est de donner une garantie à son employé, et, pour cela, il choisit dans la quinzaine, le jour qui lui convient. Mais le maximum des dépôts d'épargne à retenir pour l'application de la loi ne peut être que celui qui est établi au moment où l'ouvrier ou l'employé verse son cautionnement. Supposons que le maximum s'abaisse entre le jour où l'ouvrier verse son cautionnement à l'employeur et celui où l'employeur verse ce cautionnement à la Caisse d'épargne, l'employeur, qui ne peut garder, d'après la loi, aucune partie de la somme du cautionnement, pourra verser la somme totale à la Caisse d'épargne.

b. En rédigeant l'article 32 d comme suit :

« Lorsque le cautionnement sera d'une somme supérieure au maximum établi pour les dépôts dans les Caisses d'épargne et constitué en espèces... »

c. En rédigeant ainsi l'article 32 c :

« Le retrait de tout ou partie des titres ou sommes déposés ne pourra être effectué que dans les conditions prévues à l'article 32 b pour le retrait des sommes d'argent égales ou inférieures au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

Telles sont les dispositions nouvelles que votre Commission vous propose d'adopter : elles font l'objet de l'article 1^{er} du texte qui vous est soumis.

IV. — La Commission du travail de la Chambre ajoute un autre article.

Le projet du Gouvernement ajoutait un article 2, logique et nécessaire; le titre des deux sections du chapitre V : « Des cautionnements » devait, en effet, être modifié, et devenir :

Section I : « Cautionnements en espèces égaux ou inférieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne » (au lieu de : égaux ou inférieurs à 3.000 francs);

Section II : « Cautionnements en espèces supérieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne et cautionnements en titres » (au lieu de : cautionnements en espèces supérieurs à 3.000 fr.).

A cela se bornait le projet de loi du Gouvernement. Il s'est enrichi en cours de discussion, pour ainsi parler : je veux dire que la Commission du travail de la Chambre des députés a profité de ce remaniement pour en proposer un autre. Nous allons rapidement l'examiner.

V. — *Une adjonction inexplicable : une erreur à réparer.*

L'article 99 *b* du Code du travail (livre I^{er}, titre V : Des pénalités) comprend deux paragraphes (loi du 18 octobre 1917) :

1° Toute infraction aux prescriptions de l'article 32 *a* et des paragraphes 1 et 3 de l'article 32 *d* du présent livre sera passible d'une amende de 16 à 500 francs;

2° Si l'employeur a retenu ou utilisé, dans un intérêt personnel ou pour les besoins de son commerce, les espèces ou titres au porteur remis à titre de cautionnement, les peines encourues seront celles de l'article 408, § 2 du Code pénal.

La peine prévue par l'article 408, § 2, est la réclusion: ce n'est plus le tribunal correctionnel qui est compétent, c'est la cour d'assises. On ne trouve pas d'autre cas, dans le Code du travail, d'une infraction relevant de la juridiction de la Cour d'assises : contraventions ou délits, simple police ou tribunal correctionnel, mais jamais crimes et Cour d'assises, dans le Code du travail. Comment expliquer ce cas unique ?

La loi du 18 octobre 1917 a ce titre : « Loi portant modification et codification de la loi du 2 avril 1914 sur la garantie des cautionnements des ouvriers et employés. »

L'article 3 de la loi du 2 août 1914 était le suivant :

« ...Si l'employeur a retenu ou utilisé, dans un intérêt personnel ou pour les besoins de son commerce, les espèces ou titres au porteur remis à titre de cautionnement, les peines encourues seront celles de l'article 408 du Code pénal. »

Le texte est devenu dans l'article 3 de la loi du 18 octobre 1917 :

« Les peines encourues seront celles de l'article 408, § 2, du Code pénal. »

Comment se rendre compte de l'introduction de ces mots « paragraphe 2 » ? Rien ne le permet, ni dans l'exposé des motifs, ni dans les considérations des rapporteurs. Les « modifications » annoncées ont trait : 1° au mode de constitution des cautionnements; 2° au retrait; 3° à la procédure du contrôle. Rien, absolument rien sur les sanctions pénales. Tout le reste est « codification ». D'où viennent donc ces mots supplémentaires ? Qu'on reprenne notamment le rapport de M. Strauss (n° 264, année 1917, Sénat) : on n'y verra pas la moindre allusion à ce changement, pas plus qu'on n'en trouvera une dans le rapport de M. Viollette qui fait cependant la revue des moindres « modifications de détail » (2.956, 1917, Chambre).

On est donc bien forcé de croire qu'il y a là « erreur de lecture ou de copie », ou « accident » : tels sont les termes employés, dans son rapport sur le projet actuel, par l'honorable M. René Lafarge, député.

Il est juste de faire disparaître cette erreur.

En effet, si le texte reste ce qu'il était, avant cette addition imprévue et inexplicable, il renvoie à l'article 408 en entier : c'est l'autorité judiciaire qui apprécie s'il y a lieu d'appliquer les peines portées à l'article 406 (tribunal correctionnel) ou la peine de la réclusion (cour d'assises). Paragraphe 1 : tribunal correctionnel (emprisonnement de deux mois à deux ans au plus, amende qui ne peut excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts qui seront dus aux parties lésées, ni

être moindre de 25 francs). Paragraphe 2 : cour d'assises (abus de confiance commis par un officier public ou ministériel, homme de service à gages, élève, clerc, commis, ouvrier, compagnon ou apprenti).

Si le texte garde l'addition inexplicable et imprévue, l'infraction échappe obligatoirement au tribunal correctionnel. On voit pourquoi la rédaction antérieure à celle de la codification doit être rétablie sans retard; il suffit de faire disparaître les termes : « paragraphe 2 »; c'est l'objet de l'article 2 proposé par la Commission du travail de la Chambre (l'ancien article 2 devenant l'article 3) et adopté, avec les deux autres articles, dans la deuxième séance du 29 décembre 1924. Votre Commission vous propose à son tour de l'adopter; dans ce cas, le titre du projet devrait être ainsi rédigé :

« *Projet de loi portant modification des dispositions des articles 32 a, 32 d, 32 e et 99 b du livre I^{er} du Code du travail, relatives à la garantie des cautionnements des ouvriers et employés.* »

Votre Commission vous propose, en conséquence, de donner votre approbation au texte dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

portant modification des dispositions des articles 32 a, 32 d, 32 e et 99 b du livre I^{er} du Code du travail, relatives à la garantie des cautionnements des ouvriers et employés.

ARTICLE PREMIER. — L'article 32 a, premier alinéa, l'article 32 d, premier alinéa, première phrase, l'article 32 e du livre I^{er} du Code du travail, sont modifiés comme suit :

« Art. 32 a. — Tout commerçant ou industriel qui, à titre de cautionnement, se fera remettre en espèces par ses ouvriers ou employés des sommes d'argent d'une valeur égale ou inférieure au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne par les lois en vigueur au jour de la remise desdits cautionnements devra :

.....

« Art. 32 d. — Lorsque le cautionnement sera d'une somme supérieure au maximum établi pour les dépôts dans les caisses d'épargne et constitué par des espèces ou, quelle que soit sa valeur, constitué par des titres au porteur, il devra être l'objet de la mention au registre prévue à l'alinéa 1^o de l'article 32 a dans les termes de cet alinéa, et, en outre, être déposé dans les quinze jours par l'employeur à la Caisse des dépôts et consignations. »

« Art. 32 e. — Le retrait de tout ou partie des titres ou sommes déposés ne pourra être effectué que dans les conditions prévues à l'article 32 b pour le retrait des sommes d'argent égales ou inférieures au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

ART. 2. — L'article 99 b, deuxième alinéa, du livre I^{er} du Code du travail, est modifié comme suit :

« Art. 99 b. — Si l'employeur a retenu ou utilisé, dans un intérêt personnel ou pour les besoins de son commerce, les espèces ou titres au porteur remis à titre cautionnement, les peines encourues seront celles de l'article 408 du Code pénal. »

ART. 3. — Les intitulés des sections I^{re} et II du chapitre V du titre II du livre I^{er} du Code du travail sont modifiés comme suit :

« *Section I.* — Cautionnements en espèces égaux ou inférieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

« *Section II.* — Cautionnements en espèces supérieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne et cautionnements en titres. »

SEANCE DU 10 DECEMBRE 1926 (1).

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification des dispositions des articles 32 *a*, 32 *d* et 32 *e* du livre 1^{er} du Code du travail, relatives à la garantie des cautionnements des ouvriers et employés.

Je rappelle au Sénat qu'il a précédemment déclaré l'urgence, puis ajourné la discussion, afin de permettre à la Commission d'examiner un amendement qui venait d'être déposé.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'article 1^{er} :

ARTICLE PREMIER. — L'article 32 *a*, premier alinéa, l'article 32 *d*, premier alinéa, première phrase, l'article 32 *e* du livre 1^{er} du Code du travail, sont modifiés comme suit :

« Art. 32 *a*. — Tout commerçant ou industriel qui, à titre de cautionnement, se fera remettre en espèces par ses ouvriers ou employés des sommes d'argent d'une valeur égale ou inférieure au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne par les lois en vigueur au jour de la remise desdits cautionnements devra :

.....
« Art. 32 *d*. — Lorsque le cautionnement sera d'une somme supérieure au maximum établi pour les dépôts dans les caisses d'épargne et constitué par des espèces ou, quelle que soit sa valeur, constitué par des titres au porteur, il devra être l'objet de la mention au registre prévue à l'alinéa 1^o de l'article 32 *a* dans les termes de cet alinéa, et, en outre, être déposé dans les quinze jours par l'employeur à la Caisse des dépôts et consignations. »

« Art. 32 *e*. — Le retrait de tout ou partie des titres ou sommes déposés ne pourra être effectué que dans les conditions prévues à l'article 32 *b* pour le retrait des sommes d'argent égales ou inférieures au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

Il n'y a pas d'observation ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « ART. 2. — L'article 99 *b*, 2^e alinéa, du livre 1^{er} du Code du travail est modifié comme suit :

« Art. 99 *b*. — Si l'employeur a retenu ou utilisé, dans un intérêt personnel ou pour les besoins de son commerce, les espèces ou titres au porteur remis à titre de cautionnement, les peines encourues seront celles de l'article 408 du Code pénal. »

Cette première partie de l'article 2 ne soulevant aucune observation, je la mets aux voix.

(Ce texte est adopté.)

(1) J. O. du 11 décembre 1926.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Curral demande d'ajouter à la fin du deuxième alinéa ces mots : « paragraphe 1^{er} ».

M. Mario ROUSTAN, *rapporteur*. — Cet amendement a été examiné et adopté par la Commission.

M. CURRAL. — Je n'ai rien à ajouter et je remercie la Commission.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement de M. Curral.
(L'amendement est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets maintenant aux voix l'ensemble de l'article 2 ainsi complété :

ART. 2. — L'article 99 b, deuxième alinéa, du livre I^{er} du Code du travail, est modifié comme suit :

« Art. 99 b. — Si l'employeur a retenu ou utilisé, dans un intérêt personnel ou pour les besoins de son commerce, les espèces ou titres au porteur remis à titre de cautionnement, les peines encourues seront celles de l'article 408 du Code pénal, § 1^{er}. »

(L'article 2 est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — « ART. 3. — Les intitulés des sections I et II du chapitre V du titre II du livre I^{er} du Code du travail sont modifiés comme suit :

ART. 3. — Les intitulés des sections I^{re} et II du chapitre V du titre II du Code du travail sont modifiés comme suit :

« Section I. — Cautionnements en espèces égaux ou inférieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

« Section II. — Cautionnements en espèces supérieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne et cautionnements en titres. » (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission demande que l'intitulé de la loi soit modifié comme suit :

« Projet de loi portant modification des dispositions des articles 32 a, 32 d, 32 e et 99 b du livre I^{er} du Code du travail relatives à la garantie des cautionnements des ouvriers et employés. »

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PROJET DE LOI

adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, *portant modifications des dispositions des articles 32 a, 32 d, 32 e et 99 b du livre I^{er} du Code du travail, relatives à la*

garantie des cautionnements des ouvriers et employés, présenté au nom de M. GASTON DOUMERGUE, Président de la République française, par M. André FALLIÈRES, Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. (*Renvoyé à la Commission des finances* ⁽¹⁾.)

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Dans sa séance du 10 décembre 1926, le Sénat a adopté avec modifications, le projet de loi, portant modification des dispositions des articles 32 *a*, 32 *d*, 32 *e* et 99 *b* du livre I^{er} du Code du travail relatives à la garantie des cautionnements des ouvriers et employés.

Nous avons l'honneur de soumettre ce nouveau texte à vos délibérations, en vous priant de vouloir bien l'adopter à votre tour.

PROJET DE LOI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER. — L'article 32 *a*, premier alinéa, l'article 32 *d*, premier alinéa, première phrase, l'article 32 *e* du livre I^{er} du Code du travail, sont modifiés comme suit :

« Art. 32 *a*. — Tout commerçant ou industriel qui, à titre de cautionnement, se fera remettre en espèces par ses ouvriers ou employés des sommes d'argent d'une valeur égale ou inférieure au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne par les lois en vigueur au jour de la remise desdits cautionnements devra :

.....
« Art. 32 *d*. — Lorsque le cautionnement sera d'une somme supérieure au maximum établi pour les dépôts dans les caisses d'épargne et constitué par des espèces ou, quelle que soit sa valeur, constitué par des titres au porteur, il devra être l'objet de la mention au registre prévue à l'alinéa 1^o de l'article 32 *a* dans les termes de cet alinéa, et, en outre, être déposé dans les quinze jours par l'employeur à la Caisse des dépôts et consignations. »

« Art. 32 *e*. — Le retrait de tout ou partie des titres ou sommes déposés ne pourra être effectué que dans les conditions prévues à l'article 32 *b* pour le retrait des sommes d'argent égales ou inférieures au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

ART. 2. — L'article 99 *b*, deuxième alinéa, du livre I^{er} du Code du travail, est modifié comme suit :

« Art. 99 *b*. — Si l'employeur a retenu ou utilisé, dans un intérêt personnel ou pour les besoins de son commerce, les espèces ou titres au porteur remis

(¹) Annexe au procès-verbal de la séance du 17 décembre 1926. Doc. parl. n^o 3695.

à titre de cautionnement, les peines encourues seront celles de l'article 408 du Code pénal, § 1^{er}.

ART. 3. — Les intitulés des sections I^{re} et II du chapitre V du titre II du Code du travail sont modifiés comme suit :

« *Section I.* — Cautionnements en espèces égaux ou inférieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

« *Section II.* — Cautionnements en espèces supérieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne et cautionnements en titres. »

RAPPORT

fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, *portant modification des articles 32 a, 32 d, 32 e et 99 b du livre I^{er} du Code du travail*, relatives à la **garantie des cautionnements des ouvriers et employés**, par M. Georges MAZERAND, député ⁽¹⁾.

MESSIEURS,

La Chambre des députés a voté, le 21 mars 1924, un projet tendant simplement à substituer au chiffre fixé par les articles 32 a, 32 d, 32 e et 99 b du livre I^{er} du Code du travail relatifs à la garantie des cautionnements des ouvriers et employés, pour le montant maximum des cautionnements à déposer à la Caisse nationale d'épargne ou dans une caisse d'épargne ordinaire (maximum fixé à 3.000 francs par la loi du 18 octobre 1917), une formule plus élastique permettant à ce maximum de s'élever automatiquement lorsque serait relevé le maximum des *dépôts ordinaires* dans les caisses d'épargne.

Mais au Sénat, le 20 novembre 1925, M. Mario Roustan, rapporteur, proposa l'ajournement de la discussion, en raison du dépôt d'un amendement dont la Commission du commerce n'avait pas reçu communication en temps utile pour l'examiner.

Cet amendement, déposé par M. Currat, sénateur, visait l'article 2 du projet de loi et tendait à remplacer la fin du deuxième alinéa de l'article 99 b, ainsi conçue : « ...les peines encourues sont celles de l'article 408 du Code pénal », par la rédaction suivante : « les peines encourues sont celles de l'article 408 du Code pénal, § 1^{er} ».

En effet, l'article 408, en ces deux paragraphes, prévoit des peines différentes : le paragraphe 1^{er} n'envisage que des peines *correctionnelles* (emprisonnement, amendes), le second paragraphe fixe la peine *de la réclusion*, qui doit être prononcée par la cour d'assises.

Or, le délit à réprimer, en l'occurrence, est le fait pour l'employeur d'avoir « retenu ou utilisé, dans un intérêt personnel ou pour les besoins de son commerce, les espèces ou titres au porteur remis à titre de cau-

(1) Annexe au procès-verbal de la deuxième séance du 3 mars 1927. Doc. parl. n° 4065.

tionnement ». Ce délit paraît bien rentrer dans la matière contenue au paragraphe 1^{er} et constituant d'une manière générale l'*abus de confiance*, et n'avoir aucun rapport avec les cas particuliers énoncés au second paragraphe et constituant l'abus de confiance commis par certaines personnes de la *catégorie des serviteurs ou des fonctionnaires*, entraînant des sanctions beaucoup plus graves.

Le Gouvernement ayant donné son adhésion à cet amendement, le texte ainsi modifié a été adopté par le Sénat dans sa séance du 10 décembre 1926. (*Journal officiel* 11 décembre, Débats, Sénat, p. 1752.)

Mais à l'occasion du retour du projet devant la Chambre, il paraît utile d'apporter une modification additionnelle au texte actuel des articles 32 d, § 1^{er}, et 99 b.

Ce texte concerne les cautionnements constitués en *titres*; il ne vise que les *titres au porteur*, laissant en dehors de la réglementation les *titres nominatifs*. L'interdiction, si importante cependant, de constituer le cautionnement en titres *émis par l'employeur*, ne s'applique, en conséquence, *qu'aux titres au porteur* et laisse à l'employeur la faculté d'imposer à l'employé la *constitution du cautionnement en titres nominatifs émis par l'entreprise*.

Or, ceci est directement contraire aux intentions du législateur qui entendait avant tout empêcher l'employeur d'utiliser les cautionnements comme fonds de roulement.

D'une part, l'acquisition de titres nominatifs émis par l'entreprise constitue, en fait, un versement indirect d'espèces entre les mains de la Société émettrice de ces titres. D'autre part, la valeur de ces titres risque de se trouver compromise en cas de mauvaise gestion ou de déconfiture. C'est dire que tous les inconvénients auxquels la loi a voulu parer, et auxquels elle pare, en effet, quand il s'agit de titres au porteur (notamment en spécifiant que ces titres au porteur ne pourront être que ceux qui sont admis par la Banque de France en garantie de prêts) se retrouvent dans le cas du cautionnement en titres nominatifs émis par l'employeur.

En conséquence, il vous est proposé de supprimer, aux articles 32 d, § 1^{er}, et 99 b, les mots « au porteur ».

Cette nouvelle rédaction ne fait nullement obstacle à ce que les ouvriers ou employés puissent, s'ils le désirent, devenir actionnaires de l'entreprise. Ils pourront toujours acquérir personnellement des titres émis par l'employeur, mais ces titres *ne seraient pas admis pour la constitution d'un cautionnement* et soustraits ainsi à la libre disposition de leurs propriétaires.

Le projet de loi serait rédigé ainsi qu'il suit :

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — L'article 32 a, premier alinéa, l'article 32 d, premier alinéa, première phrase, l'article 32 e du livre 1^{er} du Code du travail, sont modifiés comme suit :

« Art. 32 a. — Tout commerçant ou industriel qui, à titre de cautionnement, se fera remettre en espèces par ses ouvriers ou employés des sommes d'argent d'une valeur égale ou inférieure au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne par les lois en vigueur au jour de la remise desdits cautionnements devra :

« Art. 32 d. — Lorsque le cautionnement sera d'une somme supérieure au maximum établi pour les dépôts dans les caisses d'épargne et constitué par des espèces ou, quelle que soit sa valeur, constitué par des titres, il devra être l'objet de la mention au registre prévue à l'alinéa 1^o de l'article 32 a dans les termes de cet alinéa, et, en outre, être déposé dans les quinze jours par l'employeur à la Caisse des dépôts et consignations. »

« Art. 32 e. — Le retrait de tout ou partie des titres ou sommes déposés ne pourra être effectué que dans les conditions prévues à l'article 32 b pour le retrait des sommes d'argent égales ou inférieures au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

ART. 2. — L'article 99 b, deuxième alinéa, du livre I^{er} du Code du travail, est modifié comme suit :

« Art. 99 b. — Si l'employeur a retenu ou utilisé, dans un intérêt personnel ou pour les besoins de son commerce, les espèces ou titres remis à titre de cautionnement, les peines encourues seront celles de l'article 403, § 1^{er}, du Code pénal. »

ART. 3. — Les intitulés des sections I^{re} et II du chapitre V du titre II du livre I^{er} du Code du travail sont modifiés comme suit :

« Section I. — Cautionnements en espèces égaux ou inférieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

« Section II. — Cautionnements en espèces supérieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne et cautionnements en titres. »

DEUXIEME SEANCE DU 24 MARS 1927 (1).

(Adoption *sans* débat.)

SÉNAT.

PROJET DE LOI

adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat modifié par la Chambre des députés, *portant modification des dispositions des articles 32 a, 32 d, 32 e et 99 b du livre I^{er} du Code du travail relatives à la* **garantie des cautionnements des ouvriers et employés**, présenté au nom de M. GASTON DOUMERGUE, Président de la République française, par M. André FALLIÈRES, Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. (*Renvoyé à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes.*) (2)

EXPOSE DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, portant modification des articles 32 a, 32 d, 32 e et

(1) J. O. du 25 mars 1927.

(2) Annexe au procès-verbal de la séance du 31 mars 1927. Doc. parl. n° 176.

99 *b* du livre I^{er} du Code du travail, relatives à la garantie des cautionnements des ouvriers et employés, a été présenté à la Chambre des députés, qui l'a adopté, avec de nouvelles modifications, dans sa séance du 24 mars 1927.

Nous avons l'honneur de vous demander aujourd'hui de vouloir bien donner votre haute sanction à ce projet.

Nous n'avons rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi et dont la distribution a été faite à MM. les sénateurs en même temps qu'à MM. les députés.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté au Sénat par le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — L'article 32 *a*, premier alinéa, l'article 32 *d*, premier alinéa, première phrase, l'article 32 *e* du livre I^{er} du Code du travail, sont modifiés comme suit :

« Art. 32 *a*. — Tout commerçant ou industriel qui, à titre de cautionnement, se fera remettre en espèces par ses ouvriers ou employés des sommes d'argent d'une valeur égale ou inférieure au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne par les lois en vigueur au jour de la remise desdits cautionnements devra :

« Art. 32 *d*. — Lorsque le cautionnement sera d'une somme supérieure au maximum établi pour les dépôts dans les caisses d'épargne et constitué par des espèces ou, quelle que soit sa valeur, constitué par des titres, il devra être l'objet de la mention au registre prévue à l'alinéa 1^{er} de l'article 32 *a* dans les termes de cet alinéa, et, en outre, être déposé dans les quinze jours par l'employeur à la Caisse des dépôts et consignations. »

« Art. 32 *e*. — Le retrait de tout ou partie des titres ou sommes déposés ne pourra être effectué que dans les conditions prévues à l'article 32 *b* pour le retrait des sommes d'argent égales ou inférieures au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

ART. 2. — L'article 99 *b*, deuxième alinéa, du livre I^{er} du Code du travail, est modifié comme suit :

« Art. 99 *b*. — Si l'employeur a retenu ou utilisé, dans un intérêt personnel ou pour les besoins de son commerce, les espèces ou titres remis à titre de cautionnement, les peines encourues seront celles de l'article 408, § 1^{er}, du Code pénal. »

ART. 3. — Les intitulés des sections I^{re} et II du chapitre v du titre II du livre I^{er} du Code du travail sont modifiés comme suit :

« Section I. — Cautionnements en espèces égaux ou inférieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

« Section II. — Cautionnements en espèces supérieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne et cautionnements en titres. »

RAPPORT

fait au nom de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, *portant modification des dispositions des articles 32 a, 32 d, 32 e et 99 b du livre 1^{er} du Code du travail, relative à la* **garantie des cautionnements des ouvriers et employés**, par M Louis PASQUET, sénateur ⁽¹⁾.

MESSIEURS,

Sur le rapport de notre honorable collègue, M. Mario Roustan, le Sénat a voté, le 10 décembre 1926, un projet de loi portant modifications des dispositions des articles 32 a, 32 d, 32 e et 99 b du livre 1^{er} du Code du travail relatives à la garantie des cautionnements des ouvriers et employés. Ce projet a dû faire retour à la Chambre, en raison des changements introduits par la Haute Assemblée dans le texte initial.

A son tour, la Chambre a entendu apporter des précisions nouvelles dans le texte rectifié par le Sénat.

Aux termes de l'article 32 d du livre 1^{er} du Code du travail les cautionnements devaient être constitués *en titres au porteur*. Il y avait là un danger, car l'employeur pouvait de la sorte imposer à l'employé ou à l'ouvrier la constitution du cautionnement en titres nominatifs émis par l'entreprise.

Cette conséquence, contraire à la volonté du législateur, doit être écartée.

Il faut éviter — sous forme de cautionnement — le versement indirect d'espèces entre les mains de la société émettrice; il faut aussi éviter le risque de la dépréciation, de la perte même du titre, par suite de mauvaise gestion ou de déconfiture. Sans doute, il reste loisible à l'employé d'acquiescer des actions de l'entreprise à laquelle il appartient, mais, dans aucun cas, les titres ainsi achetés ne peuvent être admis pour la constitution d'un cautionnement.

Pour atteindre ce résultat, la Chambre a supprimé les mots : *au porteur*, à la suite du mot : *titres*, dans le texte de l'article 32 d.

C'est cette suppression que nous vous demandons d'approuver.

Le texte du projet serait alors le suivant :

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — L'article 32 a, premier alinéa, l'article 32 d, premier alinéa, première phrase, l'article 32 e du livre 1^{er} du Code du travail, sont modifiés comme suit :

« Art. 32 a. — Tout commerçant ou industriel qui, à titre de cautionnement, se fera remettre en espèces par ses ouvriers ou employés des sommes d'argent

(1) Annexe au procès-verbal de la 1^{re} séance du 21 décembre 1927. (Doc. parl. n° 721.)

d'une valeur égale ou inférieure au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne par les lois en vigueur au jour de la remise desdits cautionnements devra :

.....

« Art. 32 d. — Lorsque le cautionnement sera d'une somme supérieure au maximum établi pour les dépôts dans les caisses d'épargne et constitué par des espèces ou, quelle que soit sa valeur, constitué par des titres, il devra être l'objet de la mention au registre, prévue à l'alinéa premier de l'article 32 a dans les termes de cet alinéa et, en outre, être déposé dans les quinze jours par l'employeur à la Caisse des dépôts et consignations.

« Art. 32 e. — Le retrait de tout ou partie des titres ou sommes déposés ne pourra être effectué que dans les conditions prévues à l'article 32 b pour le retrait des sommes d'argent égales ou inférieures au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

ART. 2. — L'article 99 b, deuxième alinéa, du livre I^{er} du Code du travail, est modifié comme suit :

« Art. 99 b. — ... Si l'employeur a retenu ou utilisé dans un intérêt personnel ou pour les besoins de son commerce, les espèces ou titres remis à titre de cautionnement, les peines encourues seront celles de l'article 408, paragraphe premier, du Code pénal. »

ART. 3. — Les intitulés des sections I^{re} et II du chapitre V du titre II du livre I^{er} du Code du travail sont modifiés comme suit :

« Section I. — Cautionnements en espèces égaux ou inférieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne. »

« Section II. — Cautionnements en espèces supérieurs au maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne et cautionnements en titres. »

SEANCE DU 26 JANVIER 1928 (1).

(Adoption sans débat.)

LOI DU 1^{er} FEVRIER 1928

portant modification des dispositions des articles 32 a, 32 d et 32 e et 99 b du livre I^{er} du Code du travail, relatives à la garantie des cautionnements des ouvriers et employés (2).

(1) J. O. du 27 janvier 1928.

(2) Voir ci-dessus, p. 4.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA LOI DU 30 JUIN 1928

PORTANT MODIFICATION DES ARTICLES 1^{er}, 2, 3, 21 § 1^{er},
29, 52, 74, 86 ET 182 DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PROJET DE LOI

portant modification des articles 1^{er}, 2, 3, 21, § 1^{er}, 29, 52, 74, 86 et 182 du Code du travail, présenté au nom de M. GASTON DOUMERGUE, Président de la République française, par M. André FALLIÈRES, Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. (Renvoyé à la Commission du travail ⁽¹⁾.)

EXPOSE DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que nous avons l'honneur de vous présenter aujourd'hui tend à modifier un certain nombre d'articles du livre II du Code du travail conformément à deux des vœux émis par le Conseil supérieur du Travail au cours de sa trentième session, en novembre 1926, et concernant, d'une part, la déclaration obligatoire préalable à l'ouverture des établissements industriels et commerciaux, d'autre part, l'âge d'admission des enfants dans le commerce et dans les transports.

Ces vœux étaient conçus comme suit :

a. En ce qui concerne la déclaration obligatoire des établissements :

Une déclaration au Service de l'Inspection du travail devra être faite avant l'ouverture de tout établissement industriel ou commercial devant occuper du personnel, quelle que soit l'importance du personnel à occuper.

La déclaration devra faire connaître la nature exacte de l'industrie ou du commerce à exercer dans l'entreprise et indiquer si l'établissement doit occuper des femmes ou des enfants.

(¹) Annexe au procès-verbal de la séance du 3 novembre 1927. (Doc. parl. n° 4949.)

En ce qui concerne les établissements déjà ouverts, une déclaration devra être faite lorsqu'il s'agira d'exercer dans l'établissement une industrie autre que celle précédemment déclarée, ou bien lorsque le chef d'entreprise voudra commencer à employer des femmes ou des enfants.

L'inspecteur du travail n'a pas d'autorisation à accorder, mais il devra accuser réception au chef d'entreprise de sa déclaration, en lui faisant connaître les prescriptions légales et réglementaires auxquelles il aura à se conformer.

b. En ce qui concerne l'âge d'admission des enfants au travail :

Le Conseil supérieur du travail adopte le principe de l'extension au commerce et, en général, à toutes les professions autres que les professions agricoles, de la limite d'âge actuellement appliquée dans l'industrie.

L'emploi des enfants de moins de 18 ans doit être interdit dans les entreprises industrielles et commerciales :

Pour la conduite des voitures à moteur;

Pour la conduite des chevaux et voitures hippomobiles;

Pour la perception des places dans les transports en commun.

Le Conseil supérieur du travail émet l'avis qu'il ya lieu de fixer légalement :

1° A 18 ans, l'âge d'admission des enfants et des adolescents, occupés au service de la clientèle, dans les débits de boissons, cafés, bars, casinos, maisons de jeu, salles de spectacle, cafés-concerts et dancings;

2° A 18 ans pour les filles occupées au service de la clientèle et à 15 ans pour les garçons occupés à ce service, l'âge d'admission des enfants et des adolescents dans les auberges, hôtels, restaurants et buffets. L'âge de 16 ans, fixé pour les garçons dans les établissements précités, comporte pour ces enfants, et jusqu'à l'âge de 18 ans, l'interdiction du travail entre 21 heures et 7 heures du matin.

La vente des journaux, fleurs ou autres marchandises est interdite aux filles et garçons mineurs dans tous les établissements désignés aux deux précédents paragraphes.

Le Conseil supérieur du Travail émet l'avis que peuvent être employés dans les établissements visés les enfants des deux sexes âgés de 15 ans travaillant sous la surveillance de leurs père, mère ou tuteurs légaux. Cette dérogation ne s'applique pas aux casinos, maisons de jeu, salles de spectacle, cafés-concerts et dancings.

L'emploi des enfants de l'un et l'autre sexe pour les hôpitaux et maisons de santé doit être interdit :

1° Dans les services où le personnel est en rapport avec les malades;

2° Pour tous les travaux où le personnel est exposé à des risques de contagion (blanchissage du linge des malades, etc.).

Le Ministre du Travail a examiné quelle suite pourrait être donnée à ces vœux du Conseil supérieur du Travail.

Pour ce qui concerne les restrictions de l'emploi des enfants visées dans les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 du second vœu, il a paru qu'il y pouvait être satisfait par la voie réglementaire. L'article 72 du livre II du Code du travail, modifié par la loi du 7 décembre 1926, stipule : « Pour tous les établissements désignés à l'article 1^{er}, à l'article 30 et à l'article 65, les différents genres de travail présentant des causes de dangers, ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui sont interdits aux enfants âgés de moins de 18 ans et aux femmes, sont déterminés par des règlements d'administration publique. »

Les termes « établissements désignés à l'article 1^{er}, à l'article 30 et à l'article 65 » couvrent l'ensemble des établissements industriels et commerciaux. Il est donc possible de prendre des règlements d'administration publique spécifiant les travaux qui seront interdits, en raison des dangers qu'ils présentent pour la santé ou la moralité, aux enfants n'ayant pas atteint l'âge prévu, dans chaque cas, par le vœu du Conseil supérieur du Travail.

Il ne saurait être procédé de même en ce qui concerne la mesure d'ordre général que réclame le premier paragraphe du vœu. Ici l'intervention du législateur est indispensable. Elle l'est également pour consacrer l'obligation de la déclaration préalable.

La question s'est posée de savoir sous quelle forme devaient se présenter les additions ou modifications au Code du travail répondant à ces deux objets.

L'obligation de la déclaration préalable, s'appliquant à l'ensemble des établissements industriels et commerciaux, n'a pu rentrer dans aucune des divisions actuelles du livre II (titre I^{er}. Conditions du travail; titre II. Hygiène et sécurité des travailleurs; titre III. De l'Inspection du travail; titre IV. Des pénalités). C'est donc comme « Dispositions préliminaires » avant le titre I^{er}, que figureraient les stipulations relatives à la déclaration obligatoire.

L'extension à l'ensemble des professions de la réglementation de l'âge d'admission, présentement limitée aux professions *industrielles* désignées à l'article 1^{er}, appelait une simple modification du champ d'application ainsi défini. Les « dispositions préliminaires », relatives à la déclaration obligatoire devant s'appliquer à l'ensemble des établissements industriels et commerciaux, il a suffi de substituer au champ d'application de l'article 1^{er} actuel celui de ces dispositions préliminaires.

*
* *

Les stipulations relatives à la déclaration obligatoire constituent la « section unique » des dispositions préliminaires, section comprenant trois articles numérotés de 1 à 1 b.

L'article 1^{er} définit les établissements soumis aux dispositions de cette section. Ce sont « les établissements industriels et commerciaux et leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance ». Cette énumération est celle qui figure déjà à l'article 6 du même livre (loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures).

Aux termes de l'article 1 a, § 1^{er}, « toute personne qui se propose d'occuper du personnel dans un établissement visé à l'article 1^{er}, doit, quelle que soit l'importance du personnel à occuper, avant d'occuper ce personnel, en faire la déclaration ».

Cette déclaration préalable ayant pour objet essentiel de permettre à l'industriel d'être renseigné par l'inspecteur du travail sur les lois et règlements de protection ouvrière applicables à la profession exercée, il a paru que la déclaration devait être exigée, non pas avant l'ouverture de l'établissement, mais avant d'occuper du personnel dans l'établissement. Comme conséquence logique de ce principe, la déclaration est obligatoire, non seulement dans le cas d'un établissement qui va, pour la première fois, occuper du personnel, mais dans cinq autres cas spécifiquement définis par le paragraphe 2 du même article : 1° si un établissement, ayant cessé d'occuper du personnel pendant six mois au moins, se propose d'en occuper à nouveau; 2° si un établissement occupant du personnel change d'exploitant; 3° si un établissement occupant du personnel

est transféré sur un autre emplacement ou s'il est l'objet d'extension ou de transformations entraînant une modification dans les industries ou commerces exercés; 4° si un établissement n'occupant pas d'enfants âgés de moins de 18 ans ou de femmes, se propose d'en occuper; 5° si un établissement n'utilisant pas de force motrice ou d'outillage mécanique, se propose d'en utiliser.

L'article 1^{er} *b* précise la forme que doit prendre la déclaration et les indications qu'elle doit contenir.

La déclaration doit être effectuée par l'employeur, ou, dans le cas où un établissement change d'exploitant, par le nouvel employeur, au moyen d'une carte-lettre recommandée adressée à l'inspecteur du travail. Le récépissé de cette carte-lettre recommandée doit être représenté par le chef d'établissement ou son préposé, sur la demande de l'inspecteur du travail, à sa première visite.

La procédure d'envoi d'une carte-lettre recommandée est celle qui comporte le minimum de formalités. La carte-lettre a cet avantage que le texte de correspondance est inséparable de la suscription portée sur le côté réservé à l'adresse, et que la date d'envoi est attestée par le cachet de la poste apposé sur ce même côté. La carte sera recommandée, afin que l'envoyeur ait entre les mains une preuve de l'envoi de la déclaration, qui sera le récépissé de recommandation. En effet, l'identification de la carte-lettre reçue par l'inspecteur avec celle dont le récépissé est entre les mains du déclarant est assurée par la confrontation du numéro d'enregistrement porté sur le récépissé et reproduit par l'Administration des Postes sur le côté de la carte-lettre réservé à l'adresse.

Ainsi l'employeur, *sans avoir à attendre un accusé de réception* de l'inspecteur du travail, s'est acquitté de l'obligation de la déclaration par le seul fait de l'envoi de la carte-lettre recommandée. Il doit seulement conserver le récépissé de recommandation au moins jusqu'à la première visite de l'inspecteur, et cela, dans son propre intérêt, pour attester l'envoi de la déclaration au cas où l'inspecteur contesterait l'avoir reçue. Il est, dès ce moment, en droit d'occuper du personnel dans son établissement s'il ne lui convient pas d'attendre les bons avis que l'inspecteur pourrait lui fournir touchant les obligations légales diverses qu'entraîne l'emploi de personnel protégé par les lois ouvrières.

Le paragraphe 3 de ce même article 1 *b* définit le contenu de la déclaration.

La déclaration devra préciser auxquels des cas prévus à l'article précédent elle répond. Elle devra indiquer les nom et adresse du déclarant, l'emplacement de l'établissement, la nature exacte des industries ou des commerces qui y seront exercés. Elle devra préciser s'il doit y être employé des enfants âgés de moins de 18 ans ou des femmes et s'il doit y être utilisé un outillage mécanique.

La déclaration devra être datée, certifiée exacte et signée par le déclarant.

Ainsi la déclaration contiendra en principe tous les renseignements utiles pour éclairer l'inspecteur du travail sur les conditions d'emploi du personnel dans l'établissement et lui permettre d'aider de ses conseils le chef d'entreprise. A cet égard, le Conseil supérieur du Travail, dans son vœu rappelé plus haut, demandait que l'inspecteur du travail fit connaître au chef d'entreprise les prescriptions légales et réglementaires auxquelles il aura à se conformer. Il n'a pas paru possible d'inscrire dans la loi une obligation aussi absolue à la charge de l'inspecteur du travail. Celui-ci, au surplus, jusqu'à sa première visite, ne connaîtra la profession exercée que par les termes de la déclaration. Celle-ci, quelle que puisse être la bonne foi qui aura présidé à sa rédaction, pourra omettre de préciser tels détails qui appelleraient des instructions spéciales. L'inspecteur du travail n'aurait pu dans ce cas, fournir *exactement* les prescriptions légales

et réglementaires auxquelles l'établissement aurait à se conformer. L'industriel qui aurait méconnu une obligation lui incombant serait alors fondé à imputer à l'inspecteur une part de responsabilité.

Il semble qu'il y ait lieu de déterminer les limites de l'intervention de l'inspecteur. Il appartiendra au Ministre du Travail d'y pourvoir par voie d'instructions. L'inspecteur devra, suivant l'opportunité, donner au chef d'établissement, soit par lettre, soit après une visite et par inscription sur le registre d'usine, des indications permettant au chef d'établissement de s'éclairer sur les dispositions légales et réglementaires qui s'imposent à lui. Il lui fournira les références des textes généraux applicables, et si la déclaration est assez précise pour le lui permettre, des textes *spéciaux* concernant l'exercice de la profession exercée.

Les « dispositions préliminaires » relatives à la déclaration obligatoire constituant le nouvel article 1^{er}, l'article 1^{er} actuel deviendrait article 2. La rédaction du premier paragraphe de cet article prendrait la forme suivante, qui répond au vœu du Conseil supérieur du Travail :

« Les enfants ne peuvent être employés, ni être admis *dans les établissements visés à l'article 1^{er}* avant l'âge de 13 ans révolus. »

Pour restreindre autant que possible le remaniement du numérotage des articles, nous vous proposons de fondre en un seul article les articles 2 et 3.

Il est d'autant plus facile de réunir ces deux articles qu'ils étaient, avant la codification, réunis dans le même article de la loi du 2 novembre 1892 (art. 2, § 2 et 3).

L'article 3 nouveau serait donc rédigé comme suit :

« Toutefois, les enfants munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 peuvent être employés à partir de douze ans.

« Aucun enfant âgé de moins de treize ans ne pourra être admis au travail dans les établissements ci-dessus visés, s'il n'est muni d'un certificat d'aptitude physique, délivré, à titre gratuit, par l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge ou l'un des médecins inspecteurs des écoles, ou tout autre médecin chargé d'un service public, désigné par le préfet. Cet examen sera contradictoire, si les parents le réclament. »

*
* *

Les modifications apportées à la teneur et au numérotage de l'article premier actuel entraînent certains remaniements, d'autres dispositions du livre II comportant référence à cet article.

L'article 21, paragraphe premier, relatif au travail de nuit des enfants et des femmes, interdit d'employer ces personnes à aucun travail de nuit « dans les établissements énumérés à l'article premier ». L'article premier ainsi visé étant devenu l'article 2 et ayant reçu un champ d'application différent de celui auquel se réfère ce paragraphe, il y a lieu de substituer à la référence l'énumération même qui figurait à l'article premier. Au lieu de « dans les établissements énumérés à l'article premier », il faut dire : « dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. »

A l'article 29, qui fait partie de la même section que l'article 21, la modification est simple : au lieu de « établissements visés à l'article premier », on dira : « établissements visés à l'article 21. »

A l'article 52 (repos des jours fériés) se retrouve une référence à l'article premier. On pourrait sans doute y substituer une référence à l'article 21 ; mais il paraît préférable de ne pas lier le sort d'une disposition visant le

repos des jours fériés à celui d'une disposition visant le travail de nuit. Nous nous proposons de remplacer, ici encore, les mots « établissements énumérés à l'article premier » par l'énumération même de ces établissements (usines, manufactures, mines, minières et carrières, etc.).

L'article 74, qui prévoit l'assujettissement aux dispositions d'hygiène et de sécurité prévues spécialement par les articles 71, 72 et 73 en ce qui concerne le travail des enfants et des femmes, des ateliers de famille où le travail se fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des industries dangereuses ou insalubres, débute par ces mots : « Par dérogation au paragraphe 3 de l'article 1^{er} ». Or, le paragraphe 3 de l'article 1^{er} (art. 2 du présent projet) ne vise les ateliers de famille qu'en ce qui concerne l'âge d'admission des enfants. L'article 74 ne porte donc pas, à proprement parler, dérogation à cet article 1^{er}. Il semble que ce membre de phrase puisse être supprimé sans inconvénient.

L'article 1^{er} est encore visé aux articles 86 et 182 du même livre, où il convient de lui substituer l'article 2 nouveau. A cette occasion, il y a lieu de réparer une omission qui s'est produite lors d'une refonte des articles 20 et suivants du même livre. L'article 20 qui est visé dans ces deux articles est relatif au travail de nuit des enfants et des femmes. Successivement, il est devenu article 20 *a* (loi du 28 mars 1919 sur le travail de nuit dans la boulangerie), puis, article 21 (loi du 24 janvier 1925 sur le travail de nuit des enfants et des femmes). Nous proposons de substituer dans le texte de ces deux articles, la référence à l'article 20 par la référence à l'article 21.

*
* *

Telles sont les dispositions du présent projet de loi qui, en ce qui concerne tant la déclaration des établissements que l'extension au commerce des prescriptions générales concernant l'âge d'admission, s'appuie sur le vote unanime du Conseil supérieur du Travail. Les représentants les plus qualifiés du patronat et des ouvriers et employés, qui forment ce Conseil, ont été sans réserve d'accord pour préconiser ces deux réformes.

Nous avons confiance que cette unanimité se retrouvera au Parlement pour sanctionner le projet de loi ci-après, destiné à donner effet à ces vœux.

PROJET DE LOI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER. — Il est inséré, dans le livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, avant le titre 1^{er}, les dispositions préliminaires ci-après :

Dispositions préliminaires.

SECTION UNIQUE. — *Déclaration des établissements industriels et commerciaux.*

« Art. 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la présente section les établissements industriels et commerciaux et leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

« Art. 1^{er} a. — Toute personne qui se propose d'occuper du personnel, quel qu'en soit l'importance, dans un établissement visé à l'article 1^{er}, doit, avant d'occuper ce personnel, en faire la déclaration.

« Une déclaration préalable doit être faite en outre :

« 1^o Si un établissement, ayant cessé d'occuper du personnel pendant six mois au moins, se propose d'en occuper à nouveau;

« 2^o Si un établissement occupant du personnel change d'exploitant;

« 3^o Si un établissement occupant du personnel est transféré sur un autre emplacement ou s'il est l'objet d'extension ou de transformations entraînant une modification dans les industries ou commerces exercés;

« 4^o Si un établissement, n'occupant pas d'enfants âgés de moins de 18 ans ou de femmes, se propose d'en occuper;

« 5^o Si un établissement, n'utilisant pas de force motrice ou d'outillage mécanique, se propose d'en utiliser;

« Art. 1^{er} b. — La déclaration prévue à l'article 1^{er} a ci-dessus doit être effectuée par l'employeur, et, dans le cas prévu au numéro 2 du paragraphe 2 dudit article, par le nouvel employeur, au moyen d'une carte-lettre recommandée adressée à l'inspecteur du travail.

« Le récépissé de cette carte-lettre recommandée doit être représenté par le chef d'établissement ou son préposé, sur la demande de l'inspecteur du travail, à sa première visite.

« La déclaration devra préciser auxquels des cas prévus à l'article 1^{er} a ci-dessus elle répond et indiquer les nom et adresse du déclarant, l'emplacement de l'établissement, la nature exacte des industries ou des commerces exercés et, s'il y a lieu, l'emploi d'enfants âgés de moins de 18 ans ou de femmes et l'utilisation de force motrice ou d'outillage mécanique.

« La déclaration devra être datée, certifiée exacte et signée par le déclarant. »

ART. 2. — L'article 1^{er} du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale précité constituera désormais l'article 2.

A cet article, aux mots : « usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance », sont substitués les mots : « établissements visés à l'article 1^{er} ci-dessus ».

ART. 3. — L'article 2 du même livre constituera désormais le premier paragraphe de l'article 3, dont le texte de l'article 3 actuel constituera le second paragraphe.

ART. 4. — L'article 21, § 1^{er}, du même livre, sera désormais rédigé comme suit :

« Les enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. »

ART. 5. — A l'article 29 du même livre aux mots « article 1^{er} » sont substitués les mots « article 21 ».

ART. 6. — L'article 52 du même livre sera désormais rédigé comme suit :

« Les enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier. »

ART. 7. — A l'article 74 du même livre, sont supprimés les mots : « par dérogation au paragraphe 3 de l'article 1^{er} ».

ART. 8. — A l'article 86 du même livre, aux mots : « des articles 1^{er} à 5, 14 à 16, 20 à 25 » sont substitués les mots : « des articles 2 à 5, 14 à 16, 21 à 25 ».

ART. 9. — A l'article 182 du même livre, aux mots : « des articles 1^{er} à 5, 14 à 16, 20 à 25 », sont substitués les mots : « des articles 2 à 5, 14 à 16, 21 à 28 ».

RAPPORT

fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner le projet de loi *portant modification des articles 1^{er}, 2, 3, 21, § 1^{er}, 29, 52, 74, 86 et 182 du livre II du Code du travail*, par M. CHABRUN, député ⁽¹⁾.

MESSIEURS,

Le Conseil supérieur du Travail a émis, dans sa session de 1926, les deux vœux suivants :

1^o DÉCLARATION OBLIGATOIRE DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX.

a) En ce qui concerne la déclaration obligatoire des établissements:

Une déclaration au service de l'inspection du travail devra être faite avant l'ouverture de tout établissement industriel ou commercial devant occuper du personnel, quelle que soit l'importance du personnel à occuper.

La déclaration devra faire connaître la nature exacte de l'industrie ou du commerce à exercer dans l'entreprise et indiquer si l'établissement doit occuper des femmes ou des enfants.

En ce qui concerne les établissements déjà ouverts, une déclaration devra être faite lorsqu'il s'agira d'exercer dans l'établissement une industrie autre que celle précédemment déclarée, ou bien lorsque le chef d'entreprise voudra commencer à employer des femmes ou des enfants.

L'inspecteur du travail n'a pas d'autorisation à accorder, mais il devra accuser réception au chef d'entreprise de sa déclaration, en lui faisant connaître les prescriptions légales et réglementaires auxquelles il aura à se conformer.

2^o AGE D'ADMISSION DES ENFANTS DANS LES ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX.

b. En ce qui concerne l'âge d'admission des enfants au travail :

Le Conseil supérieur du Travail adopte le principe de l'extension au commerce et, en général, à toutes les professions autres que les professions agricoles, de la limite d'âge actuellement appliquée dans l'industrie.

L'emploi des enfants de moins de 18 ans doit être interdit dans les entreprises industrielles et commerciales :

Pour la conduite des voitures à moteur;

Pour la conduite des chevaux et voitures hippomobiles;

Pour la perception des places dans les transports en commun.

⁽¹⁾ Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 10 décembre 1927 (Doc. parl. n^o 5210.)

Le Conseil supérieur du Travail émet l'avis qu'il y a lieu de fixer légalement :

1° A 18 ans, l'âge d'admission des enfants et des adolescents, occupés au service de la clientèle, dans les débits de boissons, cafés, bars, casinos, maisons de jeu, salles de spectacles, cafés-concerts et dancings;

2° A 18 ans pour les filles occupées au service de la clientèle et à 15 ans pour les garçons occupés à ce service l'âge d'admission des enfants et des adolescents dans les auberges, hôtels, restaurants et buffets. L'âge de 16 ans fixé pour les garçons dans les établissements précités comporte pour ces enfants, et jusqu'à l'âge de 18 ans, l'interdiction du travail entre 21 heures et 7 heures du matin.

La vente des journaux, fleurs ou autres marchandises est interdite aux filles et garçons mineurs dans tous les établissements désignés aux deux précédents paragraphes.

Le Conseil supérieur du travail émet l'avis que peuvent être employés dans les établissements visés les enfants des deux sexes âgés de 15 ans travaillant sous la surveillance de leurs père, mère ou tuteurs légaux. Cette dérogation ne s'applique pas aux casinos, maisons de jeu, salles de spectacles, cafés-concerts et dancings.

L'emploi des enfants de l'un et l'autre sexe pour les hôpitaux et maisons de santé doit être interdit :

1° Dans les services où le personnel est en rapport avec les malades;

2° Pour tous les travaux où le personnel est exposé à des risques de contagion (blanchissage du linge des malades, etc.).

Le Ministre du Travail a examiné quelle suite pourrait être donnée à ces vœux du Conseil supérieur du travail.

Pour ce qui concerne les restrictions de l'emploi des enfants visées dans les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 du second vœu, il a paru qu'il y pouvait être satisfait par la voie réglementaire. L'article 72 du livre II du Code de travail, modifié par la loi du 7 décembre 1926, stipule : « Pour tous les établissements désignés à l'article 1^{er}, à l'article 30 et à l'article 65, les différents genres de travail présentant des causes de dangers, ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui sont interdits aux enfants âgés de moins de 18 ans et aux femmes, sont déterminés par des règlements d'administration publique ».

Les termes « établissements désignés à l'article 1^{er}, à l'article 30 et à l'article 65 » couvrent l'ensemble des établissements industriels et commerciaux. Il est donc possible de prendre des règlements d'administration publique spécifiant les travaux qui seront interdits, en raison des dangers qu'ils présentent pour la santé ou la moralité, aux enfants n'ayant pas atteint l'âge prévu, dans chaque cas, par le vœu du Conseil supérieur du travail.

Il ne saurait être procédé de même en ce qui concerne la mesure d'ordre général que réclame le premier paragraphe du vœu. Ici l'intervention du législateur est indispensable. Elle l'est également pour consacrer l'obligation de la déclaration préalable.

La question s'est posée de savoir sous quelle forme devaient se présenter les additions ou modifications au Code du travail répondant à ces deux objets.

L'obligation de la déclaration préalable, s'appliquant à l'ensemble des établissements industriels et commerciaux, n'a pu rentrer dans aucune des divisions actuelles du livre II (Titre I^{er}. Conditions du travail; Titre II. Hygiène et sécurité des travailleurs; Titre III. De l'Inspection du travail; Titre IV. Des pénalités). C'est donc comme « Dispositions préliminaires », avant le titre premier, que figureraient les stipulations relatives à la déclaration obligatoire.

L'extension à l'ensemble des professions de la réglementation de l'âge d'admission, présentement limitée aux professions *industrielles* désignées à l'article 1^{er}, appelait une simple modification du champ d'application ainsi défini. Les « dispositions préliminaires », relatives à la déclaration obligatoire devant s'appliquer à l'ensemble des établissements industriels et commerciaux, il a suffi de substituer au champ d'application de l'article 1^{er} actuel celui de ces dispositions préliminaires.

*
* *

Les stipulations relatives à la déclaration obligatoire constituent la « section unique » des dispositions préliminaires, section comprenant trois articles numérotés de 1 à 1 *b*.

L'article 1^{er} définit les établissements soumis aux dispositions de cette section. Ce sont « les établissements industriels ou commerciaux et leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance ». Cette énumération est celle qui figure déjà à l'article 6 du même livre (loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures).

Aux termes de l'article 1^{er} a, § 1^{er}, « toute personne qui se propose d'occuper du personnel dans un établissement visé à l'article 1^{er} doit, quelle que soit l'importance du personnel à occuper, avant d'occuper ce personnel, en faire la déclaration ».

Cette déclaration préalable ayant pour objet essentiel de permettre à l'industriel d'être renseigné par l'inspecteur du travail sur les lois et règlements de protection ouvrière applicables à la profession exercée, il a paru que la déclaration devait être exigée, non pas avant l'ouverture de l'établissement, mais avant d'occuper du personnel dans l'établissement. Comme conséquence logique de ce principe, la déclaration est obligatoire, non seulement dans le cas d'un établissement qui va pour la première fois occuper du personnel, mais dans cinq autres cas spécifiquement définis par le paragraphe 2 du même article : 1° si un établissement, ayant cessé d'occuper du personnel pendant six mois au moins, se propose d'en occuper à nouveau; 2° si un établissement occupant du personnel change d'exploitant; 3° si un établissement occupant du personnel est transféré sur un autre emplacement ou s'il est l'objet d'extension ou de transformations entraînant une modification dans les industries ou commerces exercés; 4° si un établissement n'occupant pas d'enfants âgés de moins de 18 ans ou de femmes, se propose d'en occuper; 5° si un établissement n'utilisant pas de force motrice ou d'outillage mécanique, se propose d'en utiliser.

L'article 1^{er} b précise la forme que doit prendre la déclaration et les indications qu'elle doit contenir.

La déclaration doit être effectuée par l'employeur, ou, dans le cas où un établissement change d'exploitant, par le nouvel employeur, au moyen d'une carte-lettre recommandée adressée à l'inspecteur du travail. Le récépissé de cette carte-lettre recommandée doit être représenté par le chef d'établissement ou son préposé, sur la demande de l'inspecteur du travail, à sa première visite.

La procédure d'envoi d'une carte-lettre recommandée est celle qui comporte le minimum de formalités. La carte-lettre a cet avantage que le texte de correspondance est inséparable de la suscription portée sur le côté réservé à l'adresse, et que la date d'envoi est attestée par le cachet de la poste apposé sur ce même côté. La carte sera recommandée, afin que l'envoyeur ait entre les mains une preuve de l'envoi de la déclaration, qui sera le récépissé de recommandation. En effet, l'identification de la carte-lettre reçue par l'inspecteur avec celle dont le récépissé est entre les mains du déclarant est assurée par la confrontation du numéro d'enregistrement porté sur le récépissé et reproduit par l'administration des postes sur le côté de la carte-lettre réservé à l'adresse.

Ainsi l'employeur, *sans avoir à attendre un accusé de réception* de l'inspecteur du travail, s'est acquitté de l'obligation de la déclaration par le seul fait de l'envoi de la carte-lettre recommandée. Il doit seulement conserver le récépissé de recommandation au moins jusqu'à la première visite de l'inspecteur, et cela, dans son propre intérêt, pour attester l'envoi de la déclaration au cas où l'inspecteur contesterait l'avoir reçue. Il est, dès ce moment, en droit d'occuper du personnel dans son établissement s'il ne lui convient pas d'attendre les bons avis que l'inspecteur pourrait lui fournir touchant les obligations légales diverses qu'entraîne l'emploi du personnel protégé par les lois ouvrières.

Le paragraphe 3 de ce même article 1b définit le contenu de la déclaration.

La déclaration devra préciser auxquels des cas prévus à l'article précédent elle répond. Elle devra indiquer les nom et adresse du déclarant, l'emplacement de l'établissement, la nature exacte des industries ou des commerces qui y seront exercés. Elle devra préciser s'il doit y être employé des enfants âgés de moins de 18 ans ou des femmes et s'il doit y être utilisé un outillage mécanique.

La déclaration devra être datée, certifiée exacte et signée par le déclarant.

Ainsi la déclaration contiendra en principe tous les renseignements utiles pour éclairer l'inspecteur du travail sur les conditions d'emploi du personnel dans l'établissement et lui permettre d'aider de ses conseils le chef d'entreprise.

A cet égard, le Conseil supérieur du travail, dans son vœu rappelé plus haut, demandait que l'inspecteur du travail fit connaître au chef d'entreprise les prescriptions légales et réglementaires auxquelles il aura à se conformer. Il n'a pas paru possible d'inscrire dans la loi une obligation aussi absolue à la charge de l'inspecteur du travail. Celui-ci, au surplus, jusqu'à sa première visite, ne connaît la profession exercée que par les termes de la déclaration. Celle-ci, quelle que puisse être la bonne foi qui aura présidé à sa rédaction, pourra omettre de préciser tels détails qui appelleraient des instructions spéciales. L'inspecteur du travail n'aurait pu, dans ce cas, fournir *exactement* les prescriptions légales et réglementaires auxquelles l'établissement aurait à se conformer. L'industriel qui aurait méconnu une obligation lui incombant serait alors fondé à imputer à l'inspecteur une part de responsabilité.

Il semble qu'il y ait lieu de déterminer les limites de l'intervention de l'inspecteur. Il appartiendra au Ministre du Travail d'y pourvoir par voie d'instructions. L'inspecteur devra, suivant l'opportunité, donner au chef d'établissement, soit par lettre, soit après une visite et par inscription sur le registre d'usine, des indications permettant au chef d'établissement de s'éclairer sur les dispositions légales et réglementaires qui s'imposent à lui. Il lui fournira les références des textes généraux applicables, et si la déclaration est assez précise pour le lui permettre, des textes *spéciaux* concernant l'exercice de la profession exercée.

Les « dispositions préliminaires » relatives à la déclaration obligatoire constituant le nouvel article 1^{er}, l'article 1^{er} actuel deviendrait article 2. La rédaction du premier paragraphe de cet article prendrait la forme suivante, qui répond au vœu du Conseil supérieur du travail :

« Les enfants ne peuvent être employés, ni être admis *dans les établissements nisés à l'article 1^{er}* avant l'âge de 13 ans révolus. »

Pour restreindre autant que possible le remaniement du numérotage des articles, nous vous proposons de fondre en un seul article les articles 2 et 3.

Il est d'autant plus facile de réunir ces deux articles qu'ils étaient, avant la codification, réunis dans le même article de la loi du 2 novembre 1892 (art. 2, § 2 et 3).

L'article 3 nouveau serait donc rédigé comme suit :

« Toutefois, les enfants munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 peuvent être employés à partir de 12 ans.

« Aucun enfant âgé de moins de 13 ans ne pourra être admis au travail dans les établissements ci-dessus visés, s'il n'est muni d'un certificat d'aptitude physique, délivré, à titre gratuit, par l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge ou l'un des médecins inspecteurs des écoles, ou tout autre médecin chargé d'un service public, désigné par le préfet. Cet examen sera contradictoire, si les parents le réclament. »

Cet exposé reproduit les termes des motifs du projet de loi.

Votre Commission du travail a été d'avis que ce projet devait être adopté dans la teneur où il était présenté. Toutefois, elle tient à spécifier que les déclarations, en ce qui concerne notamment les changements survenus dans une industrie ou un commerce, ne devraient être exigées que lorsqu'il y avait un changement véritable, et que cette formalité, dont elle reconnaît le bien fondé, ne devrait en aucun cas dégénérer en tracasseries contre les assujettis. Elle demande au Ministre du Travail de bien vouloir insister sur ce point dans les règlements d'application.

*
* *

En ce qui concerne la structure du texte, des remaniements ont dû être apportés à un ensemble d'articles du Code du travail afin de faire du tout un ensemble harmonieux.

Ces remaniements ont conduit à la rédaction suivante que votre Commission du travail vous demande d'adopter.

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — Il est inséré, dans le livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, avant le titre 1^{er}, les dispositions préliminaires ci-après :

SECTION UNIQUE. — *Déclaration des établissements industriels et commerciaux.*

« Art. 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la présente section les établissements industriels et commerciaux et leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

« Art. 1^{er} a. — Toute personne qui se propose d'occuper du personnel, quel qu'en soit l'importance, dans un établissement visé à l'article 1^{er}, doit, avant d'occuper ce personnel, en faire la déclaration.

« Une déclaration préalable doit être faite en outre :

« 1^o Si un établissement, ayant cessé d'occuper du personnel pendant six mois au moins, se propose d'en occuper à nouveau;

« 2^o Si un établissement occupant du personnel change d'exploitant;

« 3^o Si un établissement occupant du personnel est transféré sur un autre emplacement ou s'il est l'objet d'extension ou de transformations entraînant une modification dans les industries ou commerces exercés;

« 4^o Si un établissement, n'occupant pas d'enfants âgés de moins de 18 ans ou de femmes, se propose d'en occuper;

« 5^o Si un établissement, n'utilisant pas de force motrice ou d'outillage mécanique, se propose d'en utiliser.

« Art. 1^{er} b. — La déclaration prévue à l'article 1^{er} a ci-dessus doit être effectuée par l'employeur, et, dans le cas prévu au numéro 2 du paragraphe 2 dudit article, par le nouvel employeur, au moyen d'une carte-lettre recommandée adressée à l'inspecteur du travail.

« Le récépissé de cette carte-lettre recommandée doit être représenté par le chef d'établissement ou son préposé, sur la demande de l'inspecteur du travail, à sa première visite.

« La déclaration devra préciser auxquels des cas prévus à l'article 1^{er} a ci-dessus elle répond et indiquer les nom et adresse du déclarant, l'emplacement de l'établissement, la nature exacte des industries ou des commerces exercés et, s'il y a lieu, l'emploi d'enfants âgés de moins de 18 ans ou de femmes et l'utilisation de force motrice ou d'outillage mécanique.

« La déclaration devra être datée, certifiée exacte et signée par le déclarant. »

ART. 2. — L'article 1^{er} du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale précité constituera désormais l'article 2.

A cet article, aux mots : « usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance », sont substitués les mots : « établissements visés à l'article 1^{er} ci-dessus ».

ART. 3. — L'article 2 du même livre constituera désormais le premier paragraphe de l'article 3, dont le texte de l'article 3 actuel constituera le second paragraphe.

ART. 4. — L'article 21, § 1^{er}, du même livre, sera désormais rédigé comme suit :

« Les enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. »

ART. 5. — A l'article 29 du même livre, aux mots « article premier » sont substitués les mots « article 21 ».

ART. 6. — L'article 52 du même livre sera désormais rédigé comme suit :

« Les enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier. »

ART. 7. — A l'article 74 du même livre, sont supprimés les mots : « par dérogation au paragraphe 3 de l'article 1^{er} ».

ART. 8. — A l'article 86 du même livre, aux mots « des articles 1^{er} à 5, 14 à 16, 20 à 25 » sont substitués les mots « des articles 2 à 5, 14 à 16 21 à 25 ».

ART. 9. — A l'article 182 du même livre, aux mots « des articles 1^{er} à 5, 14 à 16, 20 à 28 » sont substitués les mots « des articles 2 à 5, 14 à 16, 21 à 28 ».

SEANCE DU 20 JANVIER 1928 (¹).

(Adoption sans débat.)

SÉNAT.

PROJET DE LOI

adopté par la Chambre des députés *portant modification des articles 1^{er}, 2, 3, 21, § 1^{er}, 29, 52, 74, 86 et 182 du livre II du Code au travail*, présenté au nom de M. GASTON DOUMERGUE, Président de la République française, par M. André FALLIÈRES, Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. (*Renvoyé à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes* (²).)

EXPOSE DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Un projet de loi, portant modification des articles 1^{er}, 2, 3, 21, § 1^{er}, 29, 52, 74, 86 et 182 du livre II du Code du travail, a été présenté à la Chambre des députés, qui l'a adopté dans sa séance du 20 janvier 1928.

(¹) J. O. du 21 janvier 1928.

(²) Annexe au procès-verbal de la séance du 31 janvier 1928. Doc. parl. n° 34.

Nous avons l'honneur de vous demander aujourd'hui de vouloir bien donner votre haute sanction à ce projet.

Nous n'avons rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi et dont la distribution a été faite à MM. les Sénateurs en même temps qu'à MM. les Députés.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté au Sénat par le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, qui sera chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — Il est inséré, dans le livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, avant le titre 1^{er}, les dispositions préliminaires ci-après :

SECTION UNIQUE. — *Déclaration des établissements industriels et commerciaux.*

« Art. 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la présente section les établissements industriels et commerciaux et leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

« Art. 1^{er} a. — Toute personne qui se propose d'occuper du personnel, quel qu'en soit l'importance, dans un établissement visé à l'article 1^{er}, doit, avant d'occuper ce personnel, en faire la déclaration.

« Une déclaration préalable doit être faite, en outre :

« 1^o Si un établissement, ayant cessé d'employer du personnel pendant six mois au moins, se propose d'en occuper à nouveau;

« 2^o Si un établissement occupant du personnel change d'exploitant;

« 3^o Si un établissement occupant du personnel est transféré sur un autre emplacement ou s'il est l'objet d'extension ou de transformations entraînant une modification dans les industries ou commerces exercés;

« 4^o Si un établissement, n'occupant pas d'enfants âgés de moins de 18 ans ou de femmes, se propose d'en occuper;

« 5^o Si un établissement, n'utilisant pas de force motrice ou d'outillage, se propose d'en utiliser.

« Art. 1^{er} b. — La déclaration prévue à l'article 1^{er} a ci-dessus doit être effectuée par l'employeur, et dans le cas prévu au numéro 2 du paragraphe 2 dudit article, par le nouvel employeur, au moyen d'une carte-lettre recommandée adressée à l'inspecteur du travail.

« Le récépissé de cette carte-lettre recommandée doit être représenté par le chef d'établissement ou son préposé, sur la demande de l'inspecteur du travail, à sa première visite.

« La déclaration devra préciser auxquels des cas prévus à l'article 1^{er} a ci-dessus elle répond et indiquer le nom et adresse du déclarant, l'emplacement de l'établissement, la nature exacte des industries ou des commerces exercés et, s'il y a lieu, l'emploi d'enfants âgés de moins de 18 ans ou de femmes et l'utilisation de force motrice ou d'outillage mécanique.

« La déclaration devra être datée, certifiée exacte et signée par le déclarant. »

ART. 2. — L'article 1^{er} du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale précité constituera désormais l'article 2.

A cet article, aux mots : « usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance », sont substitués les mots : « établissements visés à l'article 1^{er} ci-dessus ».

ART. 3. — L'article 2 du même livre constituera désormais le premier paragraphe de l'article 3, dont le texte de l'article 3 actuel constituera le second paragraphe.

ART. 4. — L'article 21, § 1^{er}, du même livre, sera désormais rédigé comme suit :

« Les enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. »

ART. 5. — A l'article 29 du même livre, aux mots « article 1^{er} » sont substitués les mots « article 21 ».

ART. 6. — L'article 52 du même livre sera désormais rédigé comme suit :

« Les enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier. »

ART. 7. — A l'article 74 du même livre, sont supprimés les mots : « par dérogation au paragraphe 3 de l'article 1^{er} ».

ART. 8. — A l'article 86 du même livre, aux mots « des articles 1^{er} à 5, 14 à 16, 20 à 25 » sont substitués les mots « des articles 2 à 5, 14 à 16, 21 à 25 ».

ART. 9. — A l'article 182 du même livre, aux mots « des articles 1^{er} à 5, 14 à 16, 20 à 28 » sont substitués les mots « des articles 2 à 5, 14 à 16, 21 à 28 ».

RAPPORT

fait au nom de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, *portant modification des articles 1^{er}, 2, 3, 21, § 1^{er}, 29, 52, 84, 86 et 182 du livre II du Code du travail*, par M. Louis PASQUET, sénateur ⁽¹⁾.

MESSIEURS,

Dans sa trentième session, de novembre 1926, le Conseil supérieur du Travail a émis, notamment, deux vœux relatifs :

L'un à la déclaration des établissements industriels et commerciaux;
L'autre, à l'âge d'admission des enfants dans les établissements commerciaux.

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 16 mars 1928. Doc. parl. n° 455.

Le premier de ces deux vœux est ainsi conçu :

Une déclaration au service de l'Inspection du travail devra être faite avant l'ouverture de tout établissement industriel ou commercial devant occuper du personnel, quelle que soit l'importance du personnel à occuper.

La déclaration devra faire connaître la nature exacte de l'industrie ou du commerce à exercer dans l'entreprise et indiquer si l'établissement doit occuper des femmes ou des enfants.

En ce qui concerne les établissements déjà ouverts, une déclaration devra être faite lorsqu'il s'agira d'exercer dans l'établissement une industrie autre que celle précédemment déclarée, ou bien lorsque le chef d'entreprise voudra commencer à employer des femmes ou des enfants.

L'inspecteur du travail n'a pas d'autorisation à accorder, mais il devra accuser réception au chef d'entreprise de sa déclaration, en lui faisant connaître les prescriptions légales et réglementaires auxquelles il aura à se conformer.

Le second vœu se compose de deux parties.

Dans la première, le Conseil :

Adopte le principe de l'extension au commerce et, en général, à toutes les professions autres que les professions agricoles, de la limite d'âge actuellement appliquée dans l'industrie.

Dans la seconde, il émet l'avis :

a. Que l'emploi des enfants de moins de 18 ans doit être interdit dans les entreprises industrielles et commerciales :

Pour la conduite des voitures à moteur;

Pour la conduite des chevaux et voitures hippomobiles;

Pour la perception des places dans les transports en commun.

b. Qu'il y a lieu, en outre, de fixer :

1° A 18 ans, l'âge d'admission des enfants et des adolescents, occupés au service de la clientèle, dans les débits de boisson, cafés, bars, casinos, maisons de jeux, salles de spectacle, cafés-concerts et dancings;

2° A 18 ans pour les filles occupées au service de la clientèle et à 16 ans pour les garçons occupés à ce service l'âge d'admission des enfants et des adolescents dans les auberges, hôtels, restaurants et buffets. L'âge de 16 ans fixé pour les garçons dans les établissements précités comporte pour ces enfants, et jusqu'à l'âge de 18 ans, l'interdiction du travail entre 21 heures et 7 heures du matin;

c. Que la vente des journaux, fleurs ou autres marchandises doit être interdite aux filles et garçons mineurs dans tous les établissements désignés aux deux précédents paragraphes.

Il estime cependant :

Que peuvent être employés dans les établissements visés les enfants des deux sexes âgés de 15 ans travaillant sous la surveillance de leurs père, mère ou tuteurs légaux. Cette dérogation ne s'applique pas aux casinos, maisons de jeu, salles de spectacle, cafés-concerts et dancings.

Il est enfin d'avis que :

L'emploi des enfants de l'un et l'autre sexes pour les hôpitaux et maisons de santé doit être interdit :

1° Dans les services où le personnel est en rapport avec les malades;

2° Pour tous les travaux où le personnel est exposé à des risques de contagion (blanchissage du linge des malades, etc.).

Telle est la teneur des deux vœux qui ont été émis à l'unanimité par le Conseil supérieur du Travail.

* *

La mise en œuvre du premier, celui qui pose le principe de la déclaration obligatoire préalable à l'ouverture des établissements industriels et commerciaux, nécessite l'intervention du législateur.

Le second, par contre, qui vise l'âge d'admission des enfants dans les établissements commerciaux, peut être réalisé tout au moins, en ce qui concerne sa deuxième partie, par la voie réglementaire. En effet, l'article 72 du livre II du Code du travail, modifié par la loi du 7 décembre 1926, stipule que :

Pour tous les établissements désignés à l'article 1^{er}, à l'article 30 et à l'article 65 (c'est-à-dire l'ensemble des établissements industriels et commerciaux) les différents genres de travail présentant des causes de dangers ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui sont interdits aux enfants âgés de moins de 18 ans et aux femmes, sont déterminés par des règlements d'administration publique.

Par contre, la mesure d'ordre général que réclame le premier paragraphe du vœu exige aussi l'intervention du législateur.

Le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre le 3 novembre 1927, sous le n° 4949 répond à cet objet.

Il tend, d'une part, à introduire dans le livre II du Code du travail, avant le titre I^{er}, sous forme de dispositions préliminaires, des dispositions prescrivant la déclaration, préalable à l'ouverture, des établissements commerciaux et industriels. Il exige une déclaration analogue en cas de changement dans l'exploitation.

Il apporte, d'autre part, des adjonctions aux dispositions du livre II du même Code, en vue d'étendre les prescriptions relatives à l'âge d'admission des enfants dans les établissements industriels aux établissements commerciaux.

Ce projet a fait l'objet, au nom de la Commission du travail, d'un rapport de M. Chabrun, député, rapport déposé le 10 décembre suivant (Doc. parlementaire n° 5210).

Ce rapport concluait à l'adoption pure et simple du projet du Gouvernement. Il contenait une seule réserve, en ce qui concerne la déclaration des établissements. Il demandait à cet égard que le Ministre du Travail veuille bien préciser dans les règlements d'application, qu'en cas de modification dans la nature de l'exploitation, la déclaration ne soit exigée que lorsqu'il y aura « un changement véritable ». La Commission de la Chambre, tout en reconnaissant le bien-fondé de la déclaration, a voulu éviter, par cette réserve, que cette formalité ne dégénère « en tracasserie contre les assujettis ».

Sous bénéfice de cette réserve, le texte proposé par le Gouvernement a été voté par la Chambre le 28 janvier 1928 et le Sénat en a été saisi le 31 du même mois.

* *

La déclaration préalable des établissements commerciaux et industriels nous est apparue comme d'une utilité incontestable. Elle sera aussi utile pour les employeurs que pour les employés; elle permettra d'éviter les erreurs ou négligences qui sont fréquentes lors de la construction ou de l'installation de nouveaux établissements; elle donnera aux industriels la possibilité de recevoir, avant de s'installer, tous conseils utiles pour

se conformer aux règlements, ce qui évitera aux intéressés des dépenses faites inutilement ou plutôt maladroitement.

La déclaration constituera un avantage indéniable pour les travailleurs; elle assurera le contrôle de l'Inspection du Travail; elle est absolument indispensable pour assurer l'observation et l'application efficace de la législation protectrice du travail.

Il convient d'ajouter qu'en Alsace et Lorraine, cette déclaration est actuellement obligatoire.

En ce qui concerne la fixation d'une limite d'âge unique pour toutes les professions non encore réglementées autres que les professions agricoles, cette mesure favorisera la fréquentation de l'école. Or il y a un grand intérêt à ce que l'enfant puisse acquérir une instruction suffisante avant d'entreprendre le travail professionnel. La limite doit être unique, car les mêmes abus sont à craindre dans toutes les professions. D'autre part, s'il y a plusieurs limites d'âge pour retirer les enfants de l'école, le plus tôt possible, les parents placeront leurs enfants dans les professions où la limite d'âge est la moins élevée.

Pour tous ces motifs, votre Commission ne peut que conclure à l'adoption du texte qui vous est soumis.

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — Il est inséré, dans le livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, avant le titre 1^{er}, les dispositions préliminaires ci-après :

Dispositions préliminaires.

SECTION UNIQUE. — *Déclaration des établissements industriels et commerciaux.*

« Art. 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la présente section les établissements industriels et commerciaux et leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

« Art. 1^{er} a. — Toute personne qui se propose d'occuper du personnel, quel qu'en soit l'importance, dans un établissement visé à l'article 1^{er}, doit, avant d'occuper ce personnel, en faire la déclaration.

« Une déclaration préalable doit être faite, en outre :

« 1^o Si un établissement, ayant cessé d'occuper du personnel pendant six mois au moins, se propose d'en occuper à nouveau;

« 2^o Si un établissement occupant du personnel change d'exploitant;

« 3^o Si un établissement occupant du personnel est transféré sur un autre emplacement ou s'il est l'objet d'extension ou de transformations entraînant une modification dans les industries ou commerces exercés;

« 4^o Si un établissement, n'occupant pas d'enfants âgés de moins de 18 ans ou de femmes, se propose d'en occuper;

« 5^o Si un établissement, n'utilisant pas de force motrice ou d'outillage, se propose d'en utiliser.

« Art. 1^{er} b. — La déclaration prévue à l'article 1^{er} a ci-dessus doit être effectuée par l'employeur, et dans le cas prévu au numéro 2 du paragraphe 2 dudit article, par le nouvel employeur, au moyen d'une carte-lettre recommandée adressée à l'inspecteur du travail.

« Le récépissé de cette carte-lettre recommandée doit être représenté par le chef d'établissement ou son préposé, sur la demande de l'inspecteur du travail, à sa première visite.

« La déclaration devra préciser auxquels des cas prévus à l'article 1^{er} a ci-dessus elle répond et indiquer les nom et adresse du déclarant, l'emplacement de l'établissement, la nature exacte des industries ou des commerces exercés

et, s'il y a lieu, l'emploi d'enfants âgés de moins de 18 ans ou de femmes et l'utilisation de force motrice ou d'outillage mécanique.

« La déclaration devra être datée, certifiée exacte et signée par le déclarant. »

ART. 2. — L'article 1^{er} du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale précité constituera désormais l'article 2.

A cet article, aux mots : « usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance », sont substitués les mots : « établissements visés à l'article 1^{er} ci-dessus ».

ART. 3. — L'article 2 du même livre constituera désormais le premier paragraphe de l'article 3, dont le texte de l'article 3 actuel constituera le second paragraphe.

ART. 4. — L'article 21, § 1^{er}, du même livre, sera désormais rédigé comme suit :

« Les enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. »

ART. 5. — A l'article 29 du même livre, aux mots « article 1^{er} » sont substitués les mots « article 21 ».

ART. 6. — L'article 52 du même livre sera désormais rédigé comme suit :

« Les enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier. »

ART. 7. — A l'article 74 du même livre, sont supprimés les mots : « par dérogation au paragraphe 3 de l'article 1^{er} ».

ART. 8. — A l'article 86 du même livre, aux mots « des articles 1^{er} à 5, 14 à 16, 20 à 25 » sont substitués les mots « des articles 2 à 5, 14 à 16, 21 à 25 ».

ART. 9. — A l'article 182 du même livre, aux mots « des articles 1^{er} à 5, 14 à 16, 20 à 28 » sont substitués les mots « des articles 2 à 5, 14 à 16, 21 à 28 ».

PREMIERE SEANCE DU 24 JUIN 1928 (¹).

(Adoption sans débat.)

LOI DU 30 JUIN 1928

portant modification des articles 1^{er}, 2, 3, 21, § 1^{er}, 29, 52, 74, 86 et 182 du livre II du Code du travail (²).

(¹) J. O. du 25 juin 1928.

(²) Voir ci-dessus, p. 11.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DE LA LOI DU 19 JUILLET 1928

MODIFIANT LES ARTICLES 34, 34 a, 35, 37 ET 39 DE LA SECTION II DU TITRE III DU LIVRE 1^{er} DU CODE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE, ET LES ARTICLES 100 ET 107 DU MÊME LIVRE.

(Conventions relatives aux salaires en matière de tissage et de bobinage.)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PROJET DE LOI

tendant à modifier les articles 34, 34 a, 35, 37, 39 de la section II du titre III du livre 1^{er} du Code du travail et de la Prévoyance sociale, et les articles 100 et 107 du titre V du même livre
(Conventions relatives aux salaires en matière de tissage et de bobinage), présenté au nom de M. GASTON DOUMERGUE, Président de la République française, par M. André FALLIÈRES, Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et par M. Louis BARTHOU, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. *(Renvoyé à la Commission du travail)* ⁽¹⁾.

EXPOSE DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre tend à apporter diverses modifications à certains des textes du livre 1^{er} du Code du travail qui déterminent les « moyens de constater les conventions relatives aux salaires en matière de tissage et de bobinage ».

Avant d'aborder l'examen des modifications proposées, il paraît indispensable de rappeler la teneur de ces textes qui sont la codification de

⁽¹⁾ Annexe au procès-verbal de la séance du 3 novembre 1927. Doc. parl. n° 4946.

la loi du 7 mars 1850 sur le même objet, codification réalisée par la loi du 28 décembre 1910 et le décret du 12 janvier 1911 portant codification des lois ouvrières (livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale).

a. Les articles 34, 34 a, 35, 37 et 39 sont conçus comme suit :

Art. 34 (art. 1^{er} codifié de la loi du 7 mars 1850). — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre des fils pour être tissés est tenu d'inscrire, au moment de la livraison, sur un livret spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains :

1° Le poids et la longueur de la chaîne;

2° Le poids de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface de tissu;

3° La longueur et la largeur de la pièce à fabriquer;

4° Le prix de façon, soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu.

Art. 34 a. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre des fils pour être bobinés est tenu d'inscrire sur un livret spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains :

1° Le poids brut et le poids net de la matière à travailler;

2° Le numéro du fil;

3° Le prix de façon, soit au kilogramme de matière travaillée, soit au mètre de longueur de cette même matière.

Art. 35 (art. 3 codifié de la loi du 7 mars 1850). — Le prix de façon sera indiqué en monnaie légale, sur le livret, par le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire.

Toute convention contraire sera mentionnée, par lui, sur le livret.

.....
Art. 37 (art. 5 codifié de la loi du 7 mars 1850). — Le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire inscrira sur un registre d'ordre toutes les mentions portées au livret spécial de l'ouvrier.
.....

Art. 39 (art. 7 codifié de la loi du 7 mars 1850). — A l'égard des industries spéciales auxquelles serait inapplicable la fixation du prix de façon, soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur de la trame introduite dans le tissu, ou bien soit au kilogramme de matière travaillée, soit au mètre de longueur de cette même matière, le pouvoir exécutif peut déterminer un autre mode par des arrêtés en forme de règlements d'administration publique, après avoir pris l'avis des chambres de commerce, des chambres consultatives et des conseils de prud'hommes et, à leur défaut, des conseils de préfecture.

Il peut, pareillement, par des arrêtés rendus en la même forme, étendre les dispositions de la présente section et des articles 100 et 101 aux industries qui se rattachent au tissage et au bobinage.

En l'un et l'autre cas, ces arrêtés seront soumis à la sanction législative dans les trois ans qui suivront leur promulgation.

b. Les articles 100 et 107 sont relatifs aux sanctions applicables et aux autorités chargées d'assurer l'exécution des diverses dispositions du livre I^{er} du Code du travail.

Nous ne rappellerons pas ici dans quelles conditions était intervenue la loi du 7 mars 1850. Il semble qu'après une première période d'application correcte, cette loi ait été peu à peu perdue de vue; nombre d'industriels recommencèrent à payer leurs ouvriers « à la pièce » et négligèrent d'assurer la tenue régulière des livrets de comptes.

C'est dans ces conditions que, le 6 décembre 1904, fut déposé à la Chambre des députés par M. Mirman, un projet de résolution invitant le Gouvernement à assurer la stricte application de la loi du 7 mars 1850.

Ce projet de résolution, accepté par le Gouvernement, fut adopté par la Chambre.

D'autre part, le même jour, le Ministre du Commerce, en vue de permettre un contrôle plus efficace de l'application de la loi, déposait sur le bureau de la Chambre des députés un « projet de loi tendant à charger les inspecteurs du travail de l'application des lois du 7 mars 1850 et du 21 juillet 1856 ». La loi du 21 juillet 1856 (aujourd'hui codifiée : art. 40 à 42 du livre I^{er} du Code du travail) prévoyait une procédure de constatation des salaires, analogue à la procédure de la loi de 1850, applicable à la coupe de velours de coton, ainsi qu'à la teinture, au lanchiment et à l'apprêt des étoffes. Le projet, adopté par la Chambre le 9 février 1905, fut transmis au Sénat le 21 février de la même année.

Le Ministre du Commerce entamait, par ailleurs, une enquête auprès des chambres de commerce, des conseils de prud'hommes, des syndicats professionnels patronaux et ouvriers et un projet de loi tenant compte des indications fournies par l'enquête fut déposé le 4 novembre 1909 par le Ministre du Travail sur le bureau du Sénat. Dans ce projet avaient été incluses les dispositions, votées par la Chambre, chargeant les inspecteurs du travail d'assurer l'exécution de la loi.

Ce projet, renvoyé à la Commission déjà chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à charger les inspecteurs du travail de l'application des lois des 7 mars 1850 et 21 juillet 1856, n'a pas fait l'objet d'un rapport de cette Commission.

Nous le reprenons aujourd'hui, pour répondre aux vœux exprimés par les organisations ouvrières. Le texte que nous vous proposons diffère du projet de 1909, d'une part en ce qu'il se présente sous la forme de modifications à des articles du Code du travail — et non plus des lois de 1850 et 1856, abrogées par la codification de 1910 — d'autre part, en ce qu'il y a été tenu compte des précisions fournies par les nouvelles enquêtes auxquelles il a été procédé. Sous sa forme dernière, il paraît de nature à donner satisfaction aux organisations patronales et ouvrières intéressées.

*

* *

Les modifications que le présent projet apporterait aux dispositions actuellement en vigueur sont les suivantes :

A l'article 34, il serait introduit une disposition précisant les conditions dans lesquelles se fera, dans le *tissage en usine*, le contrôle du salaire de l'ouvrier. On a, en effet, parfois contesté que la loi de 1850 fût applicable dans le *tissage mécanique en usine*, au même titre que dans le tissage à domicile. On se fondait sur cet argument que le tissage mécanique était peu développé au moment où la loi avait été votée et qu'au surplus, c'était surtout dans le tissage à domicile que des abus avaient été signalés, motivant l'intervention protectrice de la loi. Cependant, rien dans les travaux préparatoires de la loi de 1850 ne permet de penser qu'elle ait exclu de son champ d'application le tissage en usine.

Certaines organisations patronales ont élevé des objections, non pas contre le principe même de l'application de la loi de 1850 au tissage mécanique, mais au sujet de la pratique de cette application, qui n'irait pas sans rencontrer certaines difficultés si les termes de la loi devaient être exactement les mêmes pour le tissage en usine que pour le tissage à domicile. On a exposé, par exemple, qu'en ce qui concerne le tissage mécanique, le livret serait plus logiquement afférent au métier qu'afférent à l'ouvrier. On a fait valoir à ce sujet les raisons suivantes : « Dans le tissage en usine, le livret doit être considéré comme un accessoire du métier,

dont il consigne pièce par pièce les détails de fabrication. Si un ouvrier, quittant le métier emporte avec lui le livret, son successeur ne possédera aucun élément lui permettant de se renseigner sur le travail fourni par ce métier; or, il arrive qu'un ouvrier, pour une raison ou pour une autre, commence une pièce et ne la termine pas; le travail est repris par un autre ouvrier; plusieurs ouvriers peuvent ainsi se succéder dans la confection d'une même pièce. D'autre part, les ouvriers ont le plus souvent plusieurs métiers à conduire, sur lesquels, quelquefois, sont montés des tissus différents. »

Tenant compte de cette observation, et consacrant un usage déjà admis dans un grand nombre d'établissements, où il donne toute satisfaction, le présent projet permet, si le tissage est effectué chez l'employeur, de « substituer au livret une fiche attachée au métier de l'ouvrier ». Les mentions portées sur la fiche « seront obligatoirement reportées par l'employeur sur un livret qui sera tenu à la disposition des ouvriers appelés à conduire le métier et ce, non seulement pendant que le livret est en usage, mais encore pendant une durée de six mois à compter de la date de la dernière mention inscrite sur le livret ».

Si nous ajoutons que, grâce à la nouvelle rédaction de l'article 39, il sera possible pour le tissage mécanique, comme pour tout autre mode de tissage d'ailleurs, d'être dispensé d'inscrire sur le livret les mentions qui seraient reconnues inutiles; si nous ajoutons encore que, grâce aux nouvelles dispositions du 4^e de l'article 34, § 1^{er}, le paiement pourra être fait légalement d'après le nombre de duites, on conviendra que si nous avons maintenu le principe de la loi à l'égard du tissage en usine, nous nous sommes, d'autre part, efforcés, par les modalités que nous proposons d'introduire dans la loi, de la rendre pratiquement applicable à cette industrie.

L'une des questions posées par l'enquête était relative à l'obligation de l'inscription du *nombre de fils de chaîne* sur les livrets. La très grande majorité des organisations consultées s'est prononcée en faveur de cette obligation. Le nombre de fils de chaîne, en effet, influe dans la plupart des cas sur le travail de l'ouvrier; il constitue un des éléments du prix de façon et, comme tel, sa constatation par écrit paraît indispensable.

Aussi a-t-il paru qu'on devait faire figurer le nombre des fils de chaîne à côté des autres mentions dont la loi impose l'inscription sur le livret; nous l'avons ajouté au 1^o de l'article 34, § 1^{er}.

Le nombre à inscrire doit être le nombre total, et non pas seulement le nombre des portées, dont la valeur est très variable.

On demandait également dans l'enquête s'il y avait lieu d'autoriser d'autres modes de fixation des prix de façon que ceux qui sont prévus par la loi en vigueur. L'enquête a montré que, dans un très grand nombre de cas, notamment dans le tissage mécanique, l'usage s'était généralisé de payer les ouvriers tisseurs d'après le nombre de duites introduites dans le tissu. Nous avons pensé que ce mode de fixation du salaire, qui paraît donner généralement satisfaction aux industriels et aux ouvriers, pouvait être autorisé par la loi et on l'a inscrit dans le projet, au 4^e de l'article 34, § 1^{er}, à côté des autres modes actuellement autorisés.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, l'enquête a révélé que les mêmes raisons qui, en 1850, avaient poussé le législateur à prescrire l'usage du livret de compte existent encore à l'heure actuelle; aujourd'hui, comme il y a soixante-dix-sept ans, aussi bien pour le tissage mécanique que pour le tissage à la main, l'ouvrier, comme le disait, en 1850 M. Cunin-Gridaine dans son rapport, a besoin de se rendre compte des éléments « qui, ayant une influence sur le travail, doivent en avoir une sur le prix ». Le livret seul peut remplir ces conditions : l'ouvrier doit pouvoir comparer les prix de façon qui lui sont payés pour des ouvrages successifs.

On a pensé, en conséquence, qu'il y avait lieu d'interdire que des feuil-

Iets fussent détachés du livret, ce qui se pratique quelquefois, ainsi que l'enquête l'a montré. Le livret, lorsque les feuillets remplis antérieurement en sont détachés, n'est plus qu'une simple fiche, qui ne répond nullement au but poursuivi par la loi. C'est pourquoi on a ajouté, à l'article 37, une disposition rendant obligatoire la pagination des livrets et interdisant d'en arracher les feuillets.

L'article 35 stipule que les prix de façon doivent être indiqués sur le livret en monnaie légale. Mais un second paragraphe prévoit que « toute convention contraire sera mentionnée sur le livret ». Cette dernière disposition, admissible sous le régime de la législation de 1850, est inconciliable avec les règles posées par le Code du travail (art. 43 et suivants) sur le paiement des salaires, règles qui sont d'ordre public et contre lesquelles aucune convention ne saurait prévaloir. Nous vous proposons l'abrogation pure et simple de ce second paragraphe de l'article 35.

*
* *

Telles sont les modifications d'ordre général qui ont été introduites dans le projet de loi.

Mais les organisations qui ont répondu à l'enquête ont proposé un grand nombre d'autres modifications, souvent très intéressantes. Ces modifications ne pouvaient cependant pas, à notre avis, prendre place dans le texte de la loi. Les unes ne pourraient s'appliquer qu'à certaines spécialités de tissage, d'autres ne pourraient avoir d'utilité que dans certaines localités ou régions. Ça aurait été détruire toute l'économie de la loi que d'y faire entrer de nombreuses dispositions nouvelles, ne s'appliquant chacune qu'à des cas tout à fait spéciaux et dont quelques-unes ne pourraient être généralisées sans inconvénient grave.

Aussi a-t-on pensé qu'il valait mieux laisser à des décrets le soin d'autoriser des dérogations à certaines dispositions de la loi, dans les cas particuliers où le besoin s'en ferait sentir.

Déjà l'article 39 prévoyait que la fixation des prix de façon pourrait, dans certains cas et sous certaines conditions, être mentionnée sur les livrets suivant d'autres bases que celles que prévoient les articles 34 et 34 a.

On a remanié complètement, dans le projet, cet article 39. Les décrets pourront autoriser, pour certaines spécialités de l'industrie du tissage et pour certaines localités ou régions, la substitution d'autres mentions aux mentions prévues par l'article 34.

On remarquera que les décrets ainsi prévus ne pourront, en aucun cas, apporter d'obligations nouvelles; ils pourront seulement autoriser des dérogations.

Il est d'ailleurs bien entendu qu'il ne s'agira que d'une faculté accordée aux industriels et aux ouvriers et qu'il leur sera toujours loisible de n'en pas user et de s'en tenir purement et simplement aux dispositions des articles 34 et 34 a.

C'est donc par la voie de ces décrets qu'il pourra être donné satisfaction, s'il y a lieu, après étude particulière de chaque cas, aux desiderata exprimés par les organisations ayant répondu à l'enquête.

*
* *

Il restait à incorporer dans le projet de loi les dispositions votées par la Chambre des députés le 9 février 1905, aux termes desquelles les inspecteurs du travail sont chargés de l'application des dispositions des lois de

1850 et 1856 et des décrets pris pour exécution, et de prévoir les pénalités applicables.

Ceci ne pouvait s'opérer que par un remaniement des articles 100 et 107 du livre I^{er} du Code du travail.

Les pénalités prévues sont les pénalités applicables en matière d'infractions générales aux dispositions réglementant le travail (art 159 et suivants du livre II du Code du travail).

Quant à la compétence des inspecteurs du travail, elle est consacrée par l'insertion, dans l'énumération des articles du livre premier du Code du travail dont le contrôle leur est confié, concurremment avec les officiers de police judiciaire, de la référence aux articles 34 à 38 et aux décrets pris en exécution de l'article 39.

Telles sont les dispositions du projet de loi ci-après, que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations.

PROJET DE LOI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, et par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion :

ARTICLE PREMIER. — L'article 34 de la section II du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

« Art. 34. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui fera effectuer par un ouvrier un travail de tissage à domicile sera tenu d'inscrire, au moment où le travail est donné, sur un livret spécial fourni par l'employeur et laissé entre les mains de l'ouvrier :

« 1^o Le poids, la longueur et le nombre total de fils de chaîne;

« 2^o Le poids de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface de tissu;

« 3^o Les longueur et largeur de la pièce à fabriquer;

« 4^o Le prix de façon, soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de trame introduite dans le tissu, soit au nombre de duites introduites dans le tissu.

« Si le tissage est effectué chez l'employeur, celui-ci aura la faculté de substituer au livret une fiche attachée au métier de l'ouvrier, contenant les mentions visées ci-dessous :

« 1^o Le nombre de fils de chaîne par largeur ou par compte;

« 2^o Le numéro de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface;

« 3^o La largeur de la pièce à fabriquer;

« 4^o Le prix de façon au mètre de tissu fabriqué;

« 5^o La longueur prévue des pièces.

« Les mentions portées sur la fiche seront obligatoirement reportées par l'employeur sur un livret qui sera tenu à la disposition des ouvriers appelés à conduire le métier et ce, non seulement pendant que le livret est en usage, mais encore pendant une durée de six mois à compter de la date de la dernière mention inscrite sur le livret.

« Le livret devra être paginé et aucun feuillet n'en devra être détaché; il devra contenir le texte des articles 34 à 39 de la présente section. »

ART. 2. — L'article 34 a de la même section est modifié comme suit :

« Art. 34 a. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre

des fils pour être bobinés est tenu d'insérer sur un livret spécial fourni par lui et laissé entre les mains de l'ouvrier :

« 1^o, 2^o, 3^o »

ART. 3. — Le second paragraphe de l'article 35 de la même section est abrogé.

ART. 4. — L'article 37 de la même section sera désormais rédigé comme suit :

« Art. 37. — Le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire insérera sur un registre d'ordre toutes les mentions portées au livret spécial prévu aux articles 34, § 1^{er}, et 34 a.

« Ce registre d'ordre devra être paginé et aucun feuillet ne devra être détaché. »

ART. 5. — L'article 39 de la même section est modifié comme suit :

« Art. 39. — Les décrets pris après avis des chambres de commerce, des chambres consultatives des arts et manufactures, des conseils de prud'hommes, des syndicats patronaux et des syndicats ouvriers intéressés pourront, pour certaines spécialités et pour certaines régions ou localités déterminées, autoriser la substitution d'autres mentions aux mentions à porter sur les livrets en vertu de l'article 34 de la présente section.

« Les dispositions de la présente loi pourront, par des décrets, être étendues aux industries qui se rattachent au tissage et au bobinage. »

ART. 6. — L'article 100, § 1^{er}, du titre V du même livre est modifié comme suit :

« Art. 100. — Seront punis d'une amende de 11 à 15 francs :

« 1^o ;

« 2^o Les contraventions à la disposition finale de l'article 37 et aux décrets pris en exécution de l'article 39. »

ART. 7. — L'article 107, alinéa 1^{er}, du même livre, est modifié comme suit :

« Les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution des articles 34 à 38 et des décrets pris en exécution de l'article 39, des articles 40 à 42, des articles 75, 76 et 77, et, en ce qui concerne le commerce et l'industrie, des articles 43, 44, 45, du présent livre. »

ART. 8. — La présente loi sera applicable six mois après la date de sa promulgation.

ANNEXE.

Code du travail et de la prévoyance sociale.

Livre I^{er}. — Des conventions relatives au travail.

TITRE III.

CHAPITRE PREMIER.

SECTION II. — DES MOYENS DE CONSTATER LES CONVENTIONS RELATIVES AUX SALAIRES EN MATIÈRE DE TISSAGE, DE BOBINAGE, DE COUPE DU VELOURS DE COTON, DE TEINTURE, BLANCHIMENT ET APPRÊT DES ÉTOFFES.

§ 1^{er}. — *Tissage et bobinage.*

ART. 34. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre des

fil pour être tissés est tenu d'inscrire, au moment de la livraison, sur un livret spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains :

- 1° Le poids et la longueur de la chaîne;
- 2° Le poids de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface de tissu;
- 3° La longueur et la largeur de la pièce à fabriquer;
- 4° Le prix de façon, soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu.

ART. 34 a. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre des fils pour être bobinés est tenu d'inscrire sur un livret spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains :

- 1° Le poids brut et le poids net de la matière à travailler;
- 2° Le numéro du fil;
- 3° Le prix de façon, soit au kilogramme de matière travaillée, soit au mètre de longueur de cette même matière.

ART. 35. — Le prix de façon sera indiqué en monnaie légale, sur le livret, par le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire.

Toute convention contraire sera mentionnée, par lui, sur le livret.

ART. 36. — L'ouvrage exécuté sera remis au fabricant, commissionnaire ou intermédiaire, de qui l'ouvrier a directement reçu la matière première.

Le compte de façon sera arrêté au moment de cette remise.

Toute convention contraire aux deux paragraphes précédents sera mentionnée sur le livret par le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire.

ART. 37. — Le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire inscrira sur un registre d'ordre toutes les mentions portées au livret spécial de l'ouvrier.

ART. 38. — Le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire tiendra constamment exposés aux regards, dans le lieu où se règlent habituellement les comptes entre lui et l'ouvrier :

- 1° Les instruments nécessaires à la vérification des poids et mesures;
- 2° Un exemplaire des dispositions des articles 33 à 39, 100 et 101 du présent livre en forme de placard.

ART. 39. — A l'égard des industries spéciales auxquelles serait inapplicable la fixation du prix de façon soit au mètre du tissu fabriqué, soit au mètre de longueur de la trame introduite dans le tissu, ou bien soit au kilogramme de matière travaillée, soit au mètre de longueur de cette même matière, le pouvoir exécutif peut déterminer un autre mode, par des arrêtés en forme de règlements d'administration publique, après avoir pris l'avis des chambres de commerce, des chambres consultatives et des conseils de prud'hommes et, à leur défaut, des conseils de préfecture.

Il peut, pareillement, par des arrêtés rendus en la même forme, étendre les dispositions de la présente section et des articles 100 et 101 aux industries qui se rattachent au tissage et au bobinage.

En l'un et l'autre cas, ces arrêtés seront soumis à la sanction législative dans les trois ans qui suivront leur promulgation.

§ 2. — Coupe du velours de coton, blanchiment et apprêt des étoffes.

ART. 40. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre à un ouvrier une pièce de velours de coton pour être coupée est tenu d'inscrire, au moment de la livraison, sur un livre spécial appartenant à l'ouvrier, et laissé entre ses mains :

- 1° Les longueur, largeur et poids de la pièce à couper;
- 2° Le prix de façon, au mètre de longueur.

ART. 41. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre à un ouvrier une pièce d'étoffe pour être teinte, blanchie ou apprêtée, est tenu

d'inscrire, au moment de la livraison, sur un livre spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains :

- 1° Les longueur, largeur et poids de la pièce à teindre, blanchir ou apprêter;
- 2° Le prix de façon soit au mètre de longueur de la pièce, soit au kilogramme de son poids.

ART. 42. — Les articles 35, 36, 37, 38, 100 et 101 du présent livre sont applicables à la coupe de velours de coton, ainsi qu'à la teinture, au blanchiment et à l'apprêt des étoffes.

TITRE V.

ART. 100. — Seront punies d'une amende de 11 à 15 francs :

1° Les contraventions aux articles 33, 34, 35, 37, 38, 40, 41 et 42 du présent livre;

2° Les contraventions à la disposition finale de l'article 36 et aux arrêtés pris en exécution de l'article 39.

Il sera prononcé autant d'amendes qu'il aura été commis de contraventions distinctes.

.....

ART. 107. — Les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution des articles 75, 76, 77, et, en ce qui concerne le commerce et l'industrie, des articles 43, 44, 45 du présent livre.

Les inspecteurs du travail sont, en outre, chargés de l'application des articles 32 a, 32 d, 33 a, 33 b et 33 c, dans les conditions prévues audits articles.

Les contraventions audits articles sont constatées dans les conditions indiquées par les articles 105 à 107 du livre II du présent Code.

.....

RAPPORT

fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner le projet de loi *tendant à modifier les articles 34, 34 a, 35, 37, 39 de la section II du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociales, et les articles 100 et 107 du titre V du même livre (Conventions relatives aux salaires en matière de tissage et de bobinage)*, par M. LEBAS, député ⁽¹⁾.

.....

MESSIEURS,

Le projet de loi que nous rapportons tend à modifier, en la mettant au point, la loi du 7 mars 1850 reproduite dans quelques articles du livre I^{er} du Code du travail.

Pour comprendre les raisons qui justifient les modifications proposées, il est nécessaire de faire un bref historique de la loi.

(1) Annexe au procès-verbal de la deuxième séance du 10 février 1928. Doc. parl. n° 5497.

Historique.

En janvier 1850, l'Assemblée nationale législative fut saisie d'un projet de loi ainsi libellé : « Projet de loi relatif au moyen de constater les conventions entre patrons et ouvriers, en matière de tissage et de bobinage ». Ce projet avait été déposé à la suite de vives réclamations émanant des côtés les plus divers : ouvriers, chambres de commerce, chambres consultatives des arts et manufactures, conseils de prud'hommes, conseils municipaux, préfets, etc. Les ouvriers se plaignaient de ne pas recevoir la rémunération correspondant au travail qu'ils avaient fourni. Jusqu'alors, la règle générale voulait que l'ouvrier tisseur fût payé sur la base d'un prix fixé pour une pièce d'une longueur déterminée, variable suivant les régions.

Les réclamations patronales trouvaient leur justification dans les difficultés créées par la concurrence de plus en plus victorieuse du tissage mécanique qui incita les patrons faisant tisser à la main à recourir, pour se défendre, au procédé que voici : puisque le prix de façon était établi pour une pièce, ils payèrent le même prix mais pour des pièces dont la longueur dépassait de beaucoup la longueur ordinaire. Cela revenait, en effet, à réduire sensiblement le prix du travail du tisserand qui s'aperçut bientôt de la tricherie dont il était victime. Et il éleva sa protestation en réclamant, non plus le paiement à la pièce de tissu, mais au mètre de tissu.

Nous croyons utile de reproduire les arguments principaux du rapporteur et du président de la Commission.

A la séance du 29 janvier 1850 de l'Assemblée nationale législative, Cunin-Gridaine, rapporteur, défend le projet de loi dans les termes que voici :

Un tissu est une surface formée par l'entrelacement régulier des fils soumis à une certaine tension. Les uns sont tendus longitudinalement, c'est ce qu'on nomme la chaîne, les autres sont lancés transversalement, c'est ce qu'on nomme la trame; la trame entrelace les fils de la chaîne et remplit graduellement l'espace vide sur toute leur longueur.

Une pièce est tissée quand la trame a rempli tout ce vide. Le prix de façon se paye généralement à la pièce, sans que la longueur de la chaîne soit toujours bien déterminée.

A cet égard, permettez-moi de rappeler à l'assemblée ce que disait l'exposé des motifs de la loi présentée par l'honorable M. Lanjuinais :

« Le prix du travail est généralement réglé à la pièce, sans que la longueur de la chaîne ait été mesurée. La pièce est censée avoir toujours la même longueur, celle que l'usage détermine.

« Anciennement, il existait sur chaque place une règle précise qui était scrupuleusement observée. Mais sous l'influence de causes diverses, les chaînes ont été successivement allongées; là où elles étaient de 80 mètres on les a portées à 100; là où elles étaient de 120 mètres on les a portées à 140, et quelquefois même, dit-on, à 160, 180 et jusqu'à 200 mètres. Le prix du travail a continué cependant à être réglé sur la foi des anciens usages. »

Eh bien, Messieurs, reprenait le rapporteur, c'est cet abus grave que la loi que nous défendons veut faire disparaître. Le prix de façon se paye également au mètre de tissu fabriqué. C'est ce mode régulier, juste, que la loi veut généraliser.

.....

Le paiement des tisserands à la pièce, j'ai eu l'honneur de vous le prouver tout à l'heure par l'exposé des motifs de la loi, a eu cette conséquence de faire allonger successivement la chaîne, à ce point que l'ouvrier peut ignorer souvent l'étendue du travail qu'il doit exécuter; d'où résulte qu'il est privé d'un des éléments essentiels de son salaire. Si la longueur de la chaîne est allongée, sans que le prix de façon soit augmenté en proportion, le salaire se trouve diminué sans le consentement, à l'insu de l'ouvrier. Savez-vous ce qui résulte de là ?

Une concurrence, exceptionnelle sans doute, mais frauduleuse, n'a pas tardé à naître; l'intelligence, l'activité, l'expérience n'ont plus suffi dans cette lutte qui s'exerce aux dépens du salaire...

Voici ce qui arrive alors : l'industriel honnête souffre de ces faits déloyaux; il lutte contre eux; il fait des sacrifices, il en fait encore, puis il se trouve dans l'impossibilité d'écouler ses produits ou dans la nécessité de perdre toujours...

A son tour, le Président de la Commission, Mimerel, député du Nord, intervient pour indiquer la cause initiale de la fraude que le projet de loi a pour objet d'éviter : la concurrence, qu'il qualifie d'impitoyable, faite au tissage à la main par le tissage mécanique dont les progrès réduisent rapidement l'importance.

Je viens vous dire les faits qui ont déterminé la présentation de la loi. Voici le premier :

A Rouen, les manufacturiers payaient autrefois le tissage à la mesure, et les pièces avaient toutes une longueur égale, lorsque la concurrence s'établit entre le tissage mécanique et le tissage manuel. La mécanique était alors dans un état très imparfait, et la concurrence était possible à soutenir. Mais ses progrès furent incessants, et bientôt quelques malheureux petits patrons ruinés par la concurrence, obligés de congédier les ouvriers avec lesquels ils avaient vécu, imaginèrent de substituer le paiement à la pièce au paiement à la mesure. Il fallait que le tissage manuel abaissât ses prix, qu'il les abaissât dans ses frais généraux, qu'il les abaissât dans le salaire, qu'il les abaissât dans le bénéfice du fabricant; et comme on voulait que cette résolution passât inaperçue, on allongea la pièce, on la fit d'abord de 110 mètres au lieu de 100 : c'était un abaissement de 10 p. 100 dans les frais généraux; c'était un abaissement égal dans le salaire, puisque l'ouvrier ne recevait pour 110 mètres que ce qu'il recevait auparavant pour 100 mètres.

Cette révolution industrielle s'opéra d'abord sans beaucoup de résistance : tout le monde comprenait la nécessité qui l'avait introduite. Mais la concurrence, elle, est impitoyable; les petits fabricants ne pouvaient pas monter d'ateliers s'ils étaient aux prises avec cette nouvelle industrie. S'il y avait 5.000 métiers mécaniques en 1834, il y en avait 31.000 en 1844. Chaque fois que les petits patrons voyaient le tissage mécanique les poursuivre, et à mesure qu'il gagnait du terrain sur eux, ils tâchaient de le joindre en allongeant la pièce; tant et si bien que les tisserands en étaient venus à recevoir pour 160 mètres le même prix qu'ils recevaient pour 100 mètres...

Voilà les faits dans toute leur sincérité.

Maintenant, que veut la loi ? Elle veut que le mètre soit la mesure, que le kilogramme soit le poids. Elle ne veut pas qu'à Lille on puisse user de l'aune de 26 pouces, de celle de 44 pouces à Paris et de celle de 50 pouces à Grenoble; elle ne veut pas de toutes ces mesures qui se raccourcissent ou s'allongent au gré du caprice et de la spéculation; elle veut que les conventions entre les patrons et les ouvriers soient réglées de la même manière que la loi de 1837 a réglé les conventions entre l'acheteur et le vendeur; elle veut des mesures constantes, certaines, qui permettent toujours d'apprécier le rapport entre le salaire et l'ouvrage à exécuter.

Et l'Assemblée vota la loi sur les moyens « de constater les conventions entre patrons et ouvriers, en matière de tissage et de bobinage ». Désormais, les ouvriers devaient avoir toutes les indications sur les dimensions et le poids des matières qu'ils avaient à travailler et leur salaire serait calculé au mètre ou au kilo.

Les mêmes garanties furent données aux ouvriers, pour la vérification de leurs salaires, dans les travaux de teinture, de blanchiment et d'apprêt des étoffes, de coupe de velours de coton, par la loi du 21 juillet 1856.

La loi inappliquée.

La loi du 7 mars 1850 fut-elle respectée dans la période qui suivit sa promulgation ? Non, car les patrons revinrent bientôt au paiement des

ouvriers à la pièce et firent semblant d'ignorer le livret et les mentions à y inscrire. Cette violation de la loi devint la règle et continua pendant des dizaines d'années puisque vers 1900 les réclamations ouvrières s'élevèrent dans tous les centres textiles et eurent leur écho dans les congrès ouvriers et à la Chambre des députés.

Dans son dernier congrès, tenu avant la guerre, en août 1913 à Limoges, la Fédération nationale ouvrière de l'industrie textile adopta une résolution par laquelle elle s'élevait une fois de plus contre « les abus se multipliant dans les usines de l'industrie textile où les travailleurs de toutes catégories sont frustrés d'une partie de leurs salaires par des moyens contre lesquels la justice devrait avoir recours » et invitait « le Gouvernement à assurer la stricte application de la loi du 1850, à activer devant le Sénat l'adoption du projet déposé à la Chambre le 6 décembre 1904 et voté le 6 février 1905, projet précisant les conditions dans lesquelles doivent être pesées et mesurées les matières produites par les ouvriers de l'industrie textile payés aux pièces et indiquant un contrôle régulier pour tous les instruments de mesure employés à cet usage ».

Dans un intéressant rapport soumis au congrès, le secrétaire général avait rappelé deux faits, deux jugements qui prouvent combien il était difficile d'obtenir l'application de la loi de 1850.

Le 27 juin 1906 le juge de paix de Fraize avait à se prononcer sur la plainte déposée par des ouvriers tisseurs de Plainfaing contre leur patron, M. B..., qui ne tenait aucun compte de la loi. Il rendit un jugement tout à fait favorable au patron dont il acceptait la thèse : la loi du 7 mars 1850 ne vise pas le tissage mécanique, mais seulement le tissage à la main. En 1908, une action fut intentée par le syndicat ouvrier contre M. A..., fabricant de draps à Lavelanet, qui se refusait à appliquer la loi. Le juge de paix de cette ville se prononça par un jugement semblable à celui du juge de Fraize et pour le même motif. Le syndicat ouvrier estima qu'il ne pouvait accepter ce jugement dont la conséquence était de laisser sans garantie, sans protection aucune, les tisseurs dont le travail à façon était arbitrairement payé, et il porta l'affaire devant la Cour de cassation qui rendit l'arrêt suivant :

La Cour,

Sur le moyen unique de cassation, pris en violation des articles 1^{er}, 2, 3, 6 de la loi du 7 mars 1850 :

Vu lesdits articles ;

Attendu que la loi susvisée a eu pour objet d'organiser le contrôle des conventions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage ; qu'elle a institué à cet effet un livret spécial qui appartient à l'ouvrier et doit être laissé entre ses mains sur lequel tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre des fils pour être tissés, est tenu d'inscrire, au moment de la livraison, le poids et la longueur de la chaîne, le poids de la trame, la longueur et largeur de la pièce à fabriquer et le prix de la façon en monnaie légale ; qu'elle a édicté des prescriptions analogues pour le bobinage, et qu'elle impose au patron l'inscription sur un registre d'ordre de toutes les mentions portées au livret spécial de l'ouvrier ;

Attendu qu'il a été constaté par des procès-verbaux réguliers en date des 12 et 19 mars 1908 que les ouvriers tisserands travaillant pour le compte d'A..., fabricant de draps à Lavelanet, n'étaient pas pourvus du livret spécial prescrit par l'article 1^{er} de la loi précitée et que ce fabricant ne tenait pas exposé aux regards, dans les lieux où se règlent habituellement les comptes entre lui et les ouvriers un exemplaire de ladite loi, contrairement aux prescriptions de l'article 6 ;

Attendu que, pour relaxer le prévenu, le jugement attaqué déclare que la loi du 7 mars 1850 s'applique exclusivement au tissage et au bobinage à la main, et a laissé en dehors de ses prévisions le tissage et le bobinage mécaniques ; que, dès lors, A..., qui emploie pour son industrie textile des ouvriers travaillant à l'aide de métiers mécaniques, n'est pas soumis à son application ;

Mais attendu qu'il résulte du texte de la loi susvisée et des documents législatifs qui s'y réfèrent qu'elle vise les conventions entre les fabricants et les ouvriers tisserands ou bobineurs qui travaillent à façon, c'est-à-dire qui reçoivent du fabricant ou de l'intermédiaire des fils pour être tissés ou bobinés, et qui remettent ensuite l'ouvrage exécuté à celui de qui ils ont reçu la matière première, qu'elle règle les modes de constatations de ces contrats de travail, sans s'occuper de procédé, manuel ou mécanique, à l'aide duquel l'industrie du tissage est exercée; que ces dispositions à cet égard sont générales et ne distinguent pas suivant la nature du moyen employé pour l'exécution du travail;

Et attendu qu'il résulte des procès-verbaux visés dans le jugement entrepris, qu'A..., fabricant de draps, livre des fils pour être tissés à ses ouvriers travaillant à façon, qui les emportent pour les travailler dans leurs locaux, qui lui remettent ensuite l'ouvrage exécuté et font encaisser chaque quinzaine par le secrétaire du syndicat ouvrier, chez le fabricant, le montant du travail effectué; que les conditions du travail industriel ainsi constatées rentrent dans les prévisions de la loi du 7 mars 1850 et sont soumises à ses prescriptions; d'où il suit qu'en réfutant, en cet état des faits, d'appliquer aux infractions ci-dessus spécifiées les pénalités édictées par l'article 8 de cette loi, par le motif que l'industrie textile du prévenu était exercée à l'aide de métiers mécaniques, le juge de police a faussement appliqué et, par suite, violé les dispositions de la loi visée au moyen;

Par ces motifs,

Casse.

.....
Ce rappel de quelques jugements de juges de paix montre à quelles hostilités se heurtaient les ouvriers qui réclamaient simplement en 1906 et en 1908 le bénéfice d'une loi votée en 1850. Aussi comprend-on que pour défendre leur salaire ils aient été obligés, parfois, de recourir au moyen extrême de la cessation du travail. Nous ne parlerons que des tisserands de Bailleul (Nord) dont l'action provoqua un débat à la Chambre des députés et le vote d'un projet de loi.

La violation de la loi du 7 mars 1850 créa un tel mécontentement chez les ouvriers de cette localité qu'en 1903 ils se mirent en grève; le mouvement se termina par la signature d'une convention qui fixait la longueur de la pièce qui serait payée à l'ouvrier, de 128 mètres à 133 mètres. Quelques mois à peine s'étaient écoulés et déjà les ouvriers s'apercevaient que la convention était violée : le salaire qu'ils recevaient correspondait à une pièce de tissu de la longueur ci-dessus, mais en réalité elle avait 150, 160, 180 mètres et même plus. Ce procédé aboutissait, en fait, à une réduction importante des salaires que ne pouvaient pas accepter les ouvriers. Aussi, en novembre 1904, les tisserands de Bailleul étaient-ils encore en grève. Ce nouveau mouvement fut l'objet d'un débat à la Chambre des députés, le 6 décembre 1904, au cours duquel on apprit que le procédé illégal dont se plaignaient avec raison les ouvriers de Bailleul soulevait aussi les protestations des tisserands à la main des régions lyonnaise, de Saint-Etienne, du Cambrésis et des tisserands à la mécanique de nombreux centres textiles.

La conclusion de ce débat fût le dépôt d'un projet de loi tendant à charger les inspecteurs du travail de veiller à l'application des lois du 7 mars 1850 et du 21 juillet 1856, et que la Chambre adoptait le 9 février 1905.

Le Sénat en fut saisi le 21 février, c'est-à-dire immédiatement.

Au lieu de prier la Haute Assemblée de se prononcer sur ce projet voté par la Chambre, le Ministre du Commerce procéda à une enquête auprès des Chambres de commerce, des Conseils de prud'hommes, des Syndicats patronaux et ouvriers dont les réponses servirent à élaborer un nouveau projet de loi qui fut déposé au Sénat le 4 novembre 1909.

Ce projet, de même que celui voté par la Chambre, ne fut jamais rapporté par la Commission sénatoriale.

Le projet dont nous sommes saisis et qui fait l'objet du présent rapport reprend les dispositions principales des deux précédents et contient quelques modifications nouvelles réclamées au cours d'une nouvelle enquête par les organisations patronales et ouvrières consultées.

Examen du projet.

Examinons maintenant les articles du projet de loi. Rappelons d'abord que les lois du 7 mars 1850 et du 21 juillet 1856, incorporées dans le Code du travail, sont reproduites respectivement, l'une aux articles 34 à 39, l'autre aux articles 40 à 42 de la section II du titre III du livre I^{er}.

Il est certain que la première a pour origine et justification les abus dont furent victimes les ouvriers tisseurs à la main payés à la pièce et non au mètre de tissu; d'autre part, ainsi que nous l'avons établi au début de ce rapport, la cause de ces abus doit surtout être recherchée dans la concurrence de plus en plus victorieuse du tissage mécanique faite au tissage à la main. Et c'est ce qui explique que même après 1900 les fabricants et des juges de paix soutenaient la thèse que la loi de 1850 avait été faite seulement pour le tissage à la main.

A l'appui de cette thèse quelques organisations, parmi lesquelles les Chambres de commerce de Roubaix et de Lille, ont même répondu à l'enquête que la preuve que la loi de 1850 ne pouvait s'appliquer au tissage mécanique, c'est qu'à cette époque ce procédé de tisser n'existait pas.

Une pareille erreur historique est étonnante.

Nous avons cité un passage du discours prononcé, le 29 janvier 1850 par le président de la Commission, Mimerel, à l'Assemblée nationale législative, dans lequel, pour montrer les progrès des métiers mécaniques et leur concurrence aux métiers à la main, il donnait les chiffres de 5.000 métiers mécaniques en 1834 et 31.000 en 1844.

Quelques documents de cette période sont utiles à consulter pour être renseignés sur ce point.

Dans le rapport du jury central de l'Exposition de 1834 on lit : « la multiplication des métiers mécaniques (pour le tissage du coton), leur meilleure construction, leur emploi mieux compris, a rendu les opérations plus économiques et les travaux plus réguliers ». Le rapport du jury de l'Exposition de 1839 signale aussi l'extension prise par le tissage mécanique en ce qui concerne notamment le tissage du coton : « Depuis 1834 l'emploi des métiers mécaniques a fait de grands progrès; on les a encore perfectionnés; on a appris à s'en servir pour les étoffes les plus fines; *l'augmentation des métiers mécaniques entraîne nécessairement la suppression d'une partie des métiers qui marchaient à la main...* »

Enfin, le rapport du jury de l'Exposition de 1844 montre l'emploi du métier mécanique se généralisant. A Reims, les métiers mécaniques ont été introduits pour le tissage de la laine, à Lyon et dans la région, pour la soie. En ce qui concerne le coton le rapport évalue à 18.000 le nombre des métiers mécaniques en Alsace et à 9.000 en Normandie. Dans la liste des récompenses on relève les principaux tissages avec le nombre des métiers mécaniques qu'on y trouve.

D'après un relevé établi par Emile Dolfus en 1856, la grande région cotonnière de l'Est dont Mulhouse est le centre (Haut-Rhin, Bas-Rhin, Vosges, Haute-Saône, Meurthe) possédait 33.472 métiers mécaniques et 10.854 métiers à la main.

Il n'est donc pas possible de contester l'existence du tissage mécanique en 1850 et il est certain que le législateur en a tenu compte.

A la vérité, rien dans la loi ne l'indique formellement, mais, pour qu'il ne puisse plus y avoir aucun doute sur ce point, et puisque, de

toute évidence, la loi doit protéger à la fois l'ouvrier travaillant à la machine et l'ouvrier travaillant à la main, celui qui tisse dans une fabrique et celui qui tisse à domicile, l'article 34 a été modifié en conséquence. Le texte nouveau vise les deux modes de travail qu'il désigne d'une façon précise : l'un le « tissage à domicile », l'autre « le tissage effectué chez l'employeur » c'est-à-dire la manufacture ou la fabrique. Pour l'un et l'autre les conditions de vérification des salaires sont nettement indiquées. Elles ne sont pas tout à fait semblables parce que les façons de travailler sont différentes.

En ce qui concerne le tissage à domicile, le patron devra porter sur le livret « laissé entre les mains de l'ouvrier » une indication supplémentaire que nous croyons intéressant de souligner. Tandis que le texte ancien dit : « 1° Le poids et la longueur de la chaîne; », le texte nouveau ajoute « et le nombre total des fils de chaîne ».

Cette addition fut proposée à l'Assemblée législative le 7 mars 1850 par le député Duché qui défendit son amendement dans les termes que voici : « Je demande que dans l'article premier, après ces mots : « le poids, la longueur de la chaîne » on mentionne également le nombre des fils de la chaîne, car vous comprenez, citoyens, que la chaîne peut être plus ou moins pénible et difficile, selon que le nombre des fils sera plus ou moins considérable. Je crois donc qu'il est très important de mentionner le nombre des fils de la chaîne. Il est évident qu'un tissu dans lequel vous feriez entrer 2.000 fils doit être distingué de celui où vous n'en ferez entrer que 1.000. Du reste, il est d'usage dans les villes de fabriques, de mentionner sur les livrets qu'on délivre aux ouvriers le nombre des fils de la chaîne. Il ajouta : « A Lyon et à Saint-Etienne, on mentionne toujours le nombre des fils de la chaîne. » Malgré la force de ces arguments auxquels le rapporteur ne put rien répondre si ce n'est que la majorité de la Commission repoussait l'amendement, celui-ci ne fut pas adopté. Mais il est aujourd'hui repris, introduit dans le projet de loi.

L'article 34 ancien stipule que le patron devra indiquer sur le livret le prix de façon établi « soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu ».

Il y a un autre élément de calcul du salaire du tisserand, c'est le nombre de duites; la modification proposée en tient compte dans l'addition suivante : « soit au nombre de duites introduites dans le tissu ».

Lorsque l'opération du tissage est faite « chez l'employeur », c'est-à-dire à la manufacture ou à la fabrique, il arrive assez fréquemment que l'ouvrier qui a commencé une pièce quitte l'établissement avant de la terminer. Des dispositions spéciales doivent donc être prises qui donneront aux ouvriers qui se succéderont sur un même métier les garanties nécessaires qui font l'objet même de la loi. Dans ce cas, le patron peut remplacer le livret par une fiche « attachée au métier de l'ouvrier » et sur laquelle doivent être portées les indications suivantes :

- 1° Le nombre de fils de la chaîne par largeur ou par compte;
- 2° Le numéro de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface;
- 3° La longueur de la pièce à fabriquer;
- 4° Le prix de façon au mètre de tissu fabriqué;
- 5° La longueur prévue des pièces.

Quand nous disons que la fiche peut remplacer le livret, ce n'est pas tout à fait exact, car si elle supprime le livret que l'employeur doit « laisser entre les mains de l'ouvrier », la nouvelle rédaction de l'article 34 stipule que « les mentions portées sur la fiche seront obligatoirement reportées par l'employeur sur un livret qui sera tenu à la disposition des ouvriers appelés à conduire le métier et ce, non seulement pendant que le livret est en usage, mais encore pendant une durée de

six mois, à compter de la date de la dernière mention inscrite sur le livret ». Ainsi, le tisserand chargé de conduire un métier peut facilement, en consultant le livret, se rendre compte des conditions qui ont été faites à ceux qui l'ont précédé et établir une comparaison avec celles dans lesquelles il travaille.

Mais cela n'est possible que si le livret reste complet, c'est-à-dire conserve tous ses feuillets numérotés.

Par conséquent, interdiction formelle d'en détruire un seul; c'est ce que dit le dernier alinéa de l'article 34 : « Le livret devra être paginé et aucun feuillet n'en devra être détaché. »

La même disposition, et pour les mêmes motifs, figure à l'article 37 qui fait une obligation à l'employeur de reporter sur un « registre d'ordre » toutes les indications qui figurent au livret de l'ouvrier occupé au tissage ou au bobinage.

L'article 35 ancien stipule que le prix de façon est indiqué sur le livret en monnaie légale; mais il admet qu'il puisse en être autrement en son deuxième alinéa ainsi conçu : « Toute convention contraire sera mentionnée par lui sur le livret. » Or, cette disposition est en contradiction évidente avec l'article 43 du livre I^{er} du Code du travail qui dit : « Les salaires des ouvriers et employés doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire à peine de nullité » et doit par conséquent être abrogée.

Au cours de l'enquête, les organisations consultées ne se bornèrent pas souvent à répondre aux questions relatives aux articles du Code du travail visés par le projet de loi; elles demandèrent d'autres modifications concernant des spécialités de tissage, ou ayant un caractère nettement régional ou même local. Il n'a pas paru possible d'en tenir compte en les introduisant dans les dispositions générales s'appliquant à toute une industrie. Mais, l'article 39 remanié prévoyait que des décrets « pourront, pour certaines spécialités et pour certaines régions ou localités déterminées, autoriser la substitution d'autres mentions aux mentions à porter sur les livrets en vertu de l'article 34 de la présente section ».

L'article 39 ancien qui prévoyait aussi que des « arrêtés en forme de règlements d'administration publique » pouvaient indiquer d'autres moyens de fixer le prix de façon les faisait précéder d'une consultation des chambres de commerce, des chambres consultatives, des conseils de prud'hommes ou, à leur défaut, des conseils de préfecture. L'article nouveau supprime l'avis de ces derniers dont on peut aujourd'hui parfaitement se passer, et ajoute celui des organisations des intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire des syndicats patronaux et ouvriers. Ces dernières sont évidemment les plus qualifiées pour demander que l'on substitue aux dispositions des articles 34 et 34 *a* d'autres dispositions justifiées par la spécialité du travail ou par des raisons locales. Les décrets pris dans ces conditions le seraient donc après avis conforme des deux parties.

Le second alinéa de l'article 39 nouveau stipule que « les dispositions de la présente loi pourront, par des décrets, être étendues aux industries qui se rattachent au tissage et au bobinage ». Il va de soi que ces décrets devront être précédés, comme ceux dont nous venons de parler, d'une consultation des organisations intéressées. Il est certain qu'en fait ils seront toujours demandés, provoqués, soit par les deux parties, soit par l'une ou l'autre partie, ainsi qu'il résulte des réponses faites par les organisations consultées à l'enquête faite par le Ministère du Travail.

Nous proposons simplement de remplacer, à cet alinéa, le mot « loi » par le mot « section », le projet que nous rapportons modifiant non pas une loi, mais des articles de la section II du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale.

Dans notre exposé, nous avons rappelé que, le 9 février 1905, la

Chambre vota un projet de loi chargeant les inspecteurs du travail d'assurer l'application des lois du 7 mars 1850 et du 21 juillet 1856, aujourd'hui codifiées; mais que le Sénat ne vota ni celui-là, ni un autre analogue, déposé par le Gouvernement sur le bureau de la Haute Assemblée le 4 novembre 1909. Ces projets sont repris sur ce point important en modifiant l'article 107 du livre I^{er} ainsi qu'il suit : « Les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution des articles, etc... »

Il est évident que les dispositions que contiennent ces articles qui reproduisent les lois de 1850 et de 1856 et qui visent à donner aux ouvriers les moyens de vérifier l'exactitude de leurs salaires, risquent d'être méconnues, si le service de l'Inspection du Travail n'est pas chargé de contrôler leur application. On a le droit d'être étonné qu'une chose aussi simple et, nous le répétons, d'une telle évidence, n'ait pas encore été reconnue légalement. La modification proposée à l'article 107 est le seul moyen d'éviter les abus contre lesquels les ouvriers et leurs organisations n'ont cessé de protester depuis bientôt quatre-vingts ans.

Sans doute, il en résultera pour le corps des inspecteurs du travail, déjà si surchargé, un accroissement de besogne. Mais ce sera une raison de plus, qui s'ajoutera à tant d'autres, de réorganiser profondément l'Inspection du travail. On se souvient que, dans sa dernière session, le Conseil supérieur du Travail se prononça nettement dans ce sens.

Les pénalités prévues font l'objet de l'article 100, qui n'est légèrement modifié que pour viser le second alinéa de l'article 37 (registre d'ordre qui doit être paginé et dont aucun feuillet ne doit être détaché) et 39 qui concerne les décrets.

En résumé, le projet de loi modernise la loi du 7 mars 1850 codifiée et charge l'Inspecteur du travail de contrôler son application. Il est le résultat d'une consultation nouvelle des organisations des parties intéressées : patrons et ouvriers. Il est, depuis de longues années, attendu par les travailleurs de l'industrie textile qui, par leurs congrès corporatifs, n'ont cessé d'en réclamer le vote. Votre Commission du travail vous demande, Messieurs, de leur donner les garanties auxquelles ils ont droit en adoptant le texte ci-après :

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — L'article 34 de la section II du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

« Art. 34. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui fera effectuer par un ouvrier un travail de tissage à domicile sera tenu d'inscrire, au moment où le travail est donné, sur un livret spécial fourni par l'employeur et laissé entre les mains de l'ouvrier :

- « 1° Le poids, la longueur et le nombre total de fils de chaîne;
- « 2° Le poids de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface de tissu;
- « 3° Les longueur et largeur de la pièce à fabriquer;
- « 4° Le prix de façon, soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu, soit au nombre de duites introduites dans le tissu.

« Si le tissage est effectué chez l'employeur, celui-ci aura la faculté de substituer au livret une fiche attachée au métier de l'ouvrier, contenant les mentions visées ci-dessous :

- « 1° Le nombre de fils de chaîne par largeur ou par compte;
- « 2° Le numéro de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface;
- « 3° La largeur de la pièce à fabriquer;

« 4° Le prix de façon au mètre de tissu fabriqué;

« 5° La longueur prévue des pièces.

« Les mentions portées sur la fiche seront obligatoirement reportées par l'employeur sur un livret qui sera tenu à la disposition des ouvriers appelés à conduire le métier et ce, non seulement pendant que le livret est en usage, mais encore pendant une durée de six mois à compter de la date de la dernière mention inscrite sur le livret.

« Le livret devra être paginé et aucun feuillet n'en devra être détaché; il devra contenir le texte des articles 34 à 39 de la présente section. »

ART. 2. — L'article 34 *a* de la même section est modifié comme suit :

« Art. 34 a. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre des fils pour être bobinés est tenu d'inscrire sur un livret spécial fourni par lui et laissé entre les mains de l'ouvrier :

« 1° ..., 2° ..., 3° »

ART. 3. — Le second paragraphe de l'article 35 de la même section est abrogé.

ART. 4. — L'article 37 de la même section sera désormais rédigé comme suit :

« Art. 37. — Le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire inscrira sur un registre d'ordre toutes les mentions portées au livret spécial prévu aux articles 34, § 1^{er}, et 34 *a*.

« Ce registre d'ordre devra être paginé et aucun feuillet ne devra être détaché. »

ART. 5. — L'article 39 de la même section est modifié comme suit :

« Art. 39. — Les décrets pris après avis des chambres de commerce, des chambres consultatives des arts et manufactures, des conseils de prud'hommes, des syndicats patronaux et des syndicats ouvriers intéressés pourront, pour certaines spécialités et pour certaines régions ou localités déterminées, autoriser la substitution d'autres mentions aux mentions à porter sur les livrets en vertu de l'article 34 de la présente section.

« Les dispositions de la présente section pourront, par des décrets, être étendues aux industries qui se rattachent au tissage et au bobinage. »

ART. 6. — L'article 100, § 1^{er}, du titre V du même livre est modifié comme suit :

« Art. 100. — Seront punis d'une amende de 11 à 15 francs :

« 1°;

« 2° Les contraventions à la disposition finale de l'article 37 et aux décrets pris en exécution de l'article 39. »

ART. 7. — L'article 107, alinéa 1^{er}, du même livre, est modifié comme suit :

« Les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution des articles 34 à 38 et des décrets pris en exécution de l'article 39, des articles 40 à 42, des articles 75, 76 et 77, et, en ce qui concerne le commerce et l'industrie, des articles 43, 44, 45, du présent livre. »

ART. 8. — La présente loi sera applicable six mois après la date de sa promulgation.

DEUXIEME SEANCE DU 7 MARS 1928 (¹).

(Adoption sans débat.)

(¹) J. O. du 8 mars 1928.

SÉNAT.

PROJET DE LOI

adopté par la Chambre des députés *tendant à modifier les articles 34 3/4 a, 35, 37, 39 de la section II du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la Prévoyance sociale, et les articles 100 et 107 du titre V du même livre (Conventions relatives aux salaires en matière de tissage et de bobinage)*, présenté au nom de M. GASTON DOUMERGUE, Président de la République française, par M. André FALLIÈRES, Ministre du Travail, de l'Hygiène et de la Prévoyance sociales, et par M. Louis BARTHOU, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. (*Renvoyé à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes.*)⁽¹⁾

EXPOSE DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Un projet de loi, tendant à modifier les articles 34, 34 a, 35, 37, 39 de la section II du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale, et les articles 100 et 107 du titre V du même livre (Conventions relatives aux salaires en matière de tissage et de bobinage), a été présenté à la Chambre des députés, qui l'a adopté dans sa séance du 7 mars 1928.

Nous avons l'honneur de vous demander aujourd'hui de vouloir bien donner votre haute sanction à ce projet.

Nous n'avons rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi et dont la distribution a été faite à MM. les Sénateurs en même temps qu'à MM. les Députés.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté au Sénat par le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, et par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — L'article 34 de la section II du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

« Art. 34. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui fera effectuer par un ouvrier un travail de tissage à domicile sera tenu d'inscrire,

(1) Annexe au procès-verbal de la première séance du 9 mars 1928. Doc. parl. n° 303.

au moment où le travail est donné, sur un livret spécial fourni par l'employeur et laissé entre les mains de l'ouvrier :

- « 1° Le poids, la longueur et le nombre total des fils de chaîne;
- « 2° Le poids de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface de tissu;
- « 3° Les longueur et largeur de la pièce à fabriquer;
- « 4° Le prix de façon, soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu, soit au nombre de duites introduites dans le tissu.

« Si le tissage est effectué chez l'employeur, celui-ci aura la faculté de substituer au livret une fiche attachée au métier de l'ouvrier, contenant les mentions visées ci-dessous :

- « 1° Le nombre de fils de la chaîne par largeur ou par compte;
- « 2° Le numéro de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface;
- « 3° La largeur de la pièce à fabriquer;
- « 4° Le prix de façon au mètre de tissu fabriqué;
- « 5° La longueur prévue des pièces.

« Les mentions portées sur la fiche seront obligatoirement reportées par l'employeur sur un livret qui sera tenu à la disposition des ouvriers appelés à conduire le métier et ce, non seulement pendant que le livret est en usage, mais encore pendant une durée de six mois à compter de la date de la dernière mention inscrite sur le livret.

« Le livret devra être paginé et aucun feuillet n'en devra être détaché; il devra contenir le texte des articles 34 à 39 de la présente section. »

ART. 2. — L'article 34 *a* de la même section est modifié comme suit :

« Art. 34 *a*. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre des fils pour être bobinés est tenu d'inscrire sur un livret spécial fourni par lui et laissé entre les mains de l'ouvrier :

- « 1° ..., 2° ..., 3° ... »

ART. 3. — Le second paragraphe de l'article 35 de la même section est abrogé.

ART. 4. — L'article 37 de la même section sera désormais rédigé comme suit :

« Art. 37. — Le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire inscrira sur un registre d'ordre toutes les mentions portées au livret spécial prévu aux articles 34, § 1^{er}, et 34 *a*.

« Ce registre d'ordre devra être paginé et aucun feuillet ne devra être détaché. »

ART. 5. — L'article 39 de la même section est modifié comme suit :

« Art. 39. — Les décrets pris après avis des chambres de commerce, des chambres consultatives des arts et manufactures, des conseils de prud'hommes, des syndicats patronaux et des syndicats ouvriers intéressés pourront, pour certaines spécialités et pour certaines régions ou localités déterminées, autoriser la substitution d'autres mentions aux mentions à porter sur les livrets en vertu de l'article 34 de la présente section.

« Les dispositions de la présente section pourront, par des décrets, être étendues aux industries qui se rattachent au tissage et au bobinage. »

ART. 6. — L'article 100, § 1^{er}, du titre V du même livre est modifié comme suit :

« Art. 100. — Seront punis d'une amende de 11 à 15 francs :

- « 1°;
- « 2° Les contraventions à la disposition finale de l'article 37 et aux décrets pris en exécution de l'article 39. »

ART. 7. — L'article 107, alinéa 1^{er}, du même livre, est modifié comme suit :

« Les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution des articles 34 à 38 et des décrets

pris en exécution de l'article 39, des articles 40 à 42, des articles 75, 76 et 77, et, en ce qui concerne le commerce et l'industrie, des articles 43, 44, 45, du présent livre.»

ART. 8. — La présente loi sera applicable six mois après la date de sa promulgation.

RAPPORT

fait au nom de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, *tendant à modifier les articles 34, 34 a, 35, 37, 39 de la section II du titre III du Code du travail et de la prévoyance sociale, et les articles 100 et 107 du titre V du même livre (Conventions relatives aux salaires en matière de tissage et de bobinage)*, par M. LOUIS PASQUET, sénateur⁽¹⁾.

MESSIEURS,

Votre Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, a été saisie d'un projet de loi, voté par la Chambre des députés dans sa séance du 7 mars 1928 et transmis au Sénat le 9 mars suivant, projet qui tend à modifier un certain nombre d'articles de la section II du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale, se rapportant aux *conventions relatives aux salaires en matière de tissage et de bobinage*.

Les articles ainsi modifiés constituent la codification d'une loi du 7 mars 1850 sur le même objet.

Nous allons indiquer dans quelles conditions cette loi était intervenue, pour quels motifs son texte était devenu inopérant et dans quelle mesure le projet voté par la Chambre permettra de remédier aux inconvénients signalés.

I. — La loi du 7 mars 1850.

Avant l'apparition du tissage mécanique, les salaires des ouvriers tisserands se réglaient généralement sur la base d'un prix fixé pour une pièce d'une longueur déterminée, variable suivant les régions.

La concurrence faite aux métiers à la main par les métiers mécaniques incita de nombreux patrons à profiter de ce que le paiement de l'ouvrier s'opérait ainsi à la pièce pour allonger la longueur de la chaîne, sans modifier le salaire, ce qui revenait, en fait, à réduire ce dernier sans le consentement de l'ouvrier.

A la suite de nombreux incidents et de très vives protestations de la part des intéressés, l'Assemblée nationale législative vota, sur le rapport de Cussin-Gridaine, la loi du 7 mars 1850 sur les moyens « de constater

(¹) Annexe au procès-verbal de la séance du 28 juin 1928. Doc. parl. n° 582.

les conventions entre les patrons et ouvriers, en matière de tissage et de bobinage ».

Cette loi, complétée par celle du 21 juillet 1856 qui en applique les dispositions aux industries de teinture, blanchiment et apprêts des étoffes et de coupe de velours de coton, a pour but de régler les rapports entre patrons et ouvriers des industries visées et de permettre à ces derniers de vérifier le salaire qui leur est alloué, en leur donnant toutes indications sur les dimensions et le poids des matières à travailler, et sur l'unité devant servir à la détermination du salaire (mètre ou kilo).

Les articles du Code du travail, qui reproduisent cette loi, sont les suivants :

Libre I^{er}. — Des conventions relatives au travail.

TITRE III.

CHAPITRE PREMIER.

SECTION II. — DES MOYENS DE CONSTATER LES CONVENTIONS RELATIVES AUX SALAIRES EN MATIÈRE DE TISSAGE, DE BOBINAGE, DE COUPE DU VELOURS DE COTON, DE TEINTURE, BLANCHIMENT ET APPRÊT DES ÉTOFFES.

§ 1^{er}. — *Tissage et bobinage.*

ART. 34. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre des fils pour être tissés est tenu d'inscrire, au moment de la livraison, sur un livret spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains :

- 1° Le poids et la longueur de la chaîne;
- 2° Le poids de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface de tissu;
- 3° La longueur et la largeur de la pièce à fabriquer;
- 4° Le prix de façon, soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu.

ART. 34 a. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre des fils pour être bobinés est tenu d'inscrire sur un livret spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains :

- 1° Le poids brut et le poids net de la matière à travailler;
- 2° Le numéro du fil;
- 3° Le prix de façon, soit au kilogramme de matière travaillée, soit au mètre de longueur de cette même matière.

ART. 35. — Le prix de façon sera indiqué en monnaie légale, sur le livret, par le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire.

Toute convention contraire sera mentionnée, par lui, sur le livret.

ART. 36. — L'ouvrage exécuté sera remis au fabricant, commissionnaire ou intermédiaire, de qui l'ouvrier a directement reçu la matière première.

Le compte de façon sera arrêté au moment de cette remise.

Toute convention contraire aux deux paragraphes précédents sera mentionnée sur le livret par le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire.

ART. 37. — Le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire inscrira sur un registre d'ordre toutes les mentions portées au livret spécial de l'ouvrier.

ART. 38. — Le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire tiendra constamment exposés aux regards, dans le lieu où se règlent habituellement les comptes entre lui et l'ouvrier :

- 1° Les instruments nécessaires à la vérification des poids et mesures;
- 2° Un exemplaire des dispositions des articles 33 à 39, 100 et 101 du présent livre en forme de placard.

ART. 39. — A l'égard des industries spéciales auxquelles serait inapplicable la fixation du prix de façon soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de

longueur de la trame introduite dans le tissu, ou bien soit au kilogramme de matière travaillée, soit au mètre de longueur de cette même matière, le pouvoir exécutif peut déterminer un autre mode, par des arrêtés en forme de règlements d'administration publique, après avoir pris l'avis des chambres de commerce, des chambres consultatives et des conseils de prud'hommes et, à leur défaut, des conseils de préfecture.

Il peut, pareillement, par des arrêtés rendus en la même forme, étendre les dispositions de la présente section et des articles 100 et 101 aux industries qui se rattachent au tissage et au bobinage.

En l'un et l'autre cas, ces arrêtés seront soumis à la sanction législative dans les trois ans qui suivront leur promulgation.

§ 2. — Coupe du velours de coton, blanchiment et apprêt des étoffes.

ART. 40. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre à un ouvrier une pièce de velours de coton pour être coupée est tenu d'inscrire, au moment de la livraison, sur un livre spécial appartenant à l'ouvrier, et laissé entre ses mains :

- 1° Les longueur, largeur et poids de la pièce à couper;
- 2° Le prix de façon, au mètre de longueur.

ART. 41. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre à un ouvrier une pièce d'étoffe pour être teinte, blanchie ou apprêtée, est tenu d'inscrire, au moment de la livraison, sur un livre spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains :

- 1° Les longueur, largeur et poids de la pièce à teindre, blanchir ou apprêter;
- 2° Le prix de façon soit au mètre de longueur de la pièce, soit au kilogramme de son poids.

ART. 42. — Les articles 35, 36, 37, 38, 100 et 101 du présent livre sont applicables à la coupe de velours de coton, ainsi qu'à la teinture, au blanchiment et à l'apprêt des étoffes.

TITRE V.

ART. 100. — Seront punies d'une amende de 11 à 15 francs :

1° Les contraventions aux articles 33, 34, 35, 37, 38, 40, 41 et 42 du présent livre;

2° Les contraventions à la disposition finale de l'article 36 et aux arrêtés pris en exécution de l'article 39.

Il sera prononcé autant d'amendes qu'il aura été commis de contraventions distinctes.

ART. 107. — Les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution des articles 75, 76, 77, et, en ce qui concerne le commerce et l'industrie, des articles 43, 44, 45 du présent livre.

Les inspecteurs du travail sont, en outre, chargés de l'application des articles 32 *a*, 32 *d*, 33 *a*, 33 *b* et 33 *c*, dans les conditions prévues audits articles.

Les contraventions auxdits articles sont constatées dans les conditions indiquées par les articles 105 à 107 du livre II du présent Code.

II. — Le droit et le fait.

Mais il ne suffit pas qu'une loi soit votée; il faut qu'elle soit respectée, et elle ne l'est généralement que si son texte même renferme des dispositions assurant ce respect.

A ce double égard, la loi de 1850 se révéla promptement insuffisante :

1° Prétextant que les abus signalés avaient été relevés particulièrement dans le tissage à domicile et que, par suite, les dispositions légales ne visaient pas le tissage mécanique en usine — thèse qui fut consacrée,

d'ailleurs, par plusieurs décisions de justice de paix — les patrons s'étaient peu à peu dispensés d'assurer la tenue des livrets de comptes de leurs ouvriers et avaient recommencé à pratiquer le paiement « à la pièce »;

2° Comme les syndicats ouvriers n'avaient pas, à cette époque, d'existence légale, et ne pouvaient, en conséquence, poursuivre la répression des abus renaissants; que, d'autre part, aucune autorité n'était spécialement désignée pour constater et assurer l'application de la loi, celle-ci tomba à peu près complètement en désuétude.

Le 6 décembre 1904, la Chambre, émue de cette situation, adopta un projet de résolution invitant le Gouvernement « à assurer la stricte application de la loi du 7 mars 1850 ».

Le même jour était déposé par le Ministre du Commerce un projet de loi tendant à charger les inspecteurs du travail de l'application des lois des 7 mars 1850 et 21 juillet 1856.

A la suite d'une enquête entreprise par le Gouvernement auprès des chambres de commerce, des conseils de prud'hommes et des syndicats professionnels patronaux et ouvriers, un projet de loi qui, tenant compte des réponses obtenues de ces collectivités, complétait sur certains points la loi de 1850, fut déposé le 4 novembre 1909 sur le bureau du Sénat. Ce projet ne fut pas rapporté, non plus que celui relatif à l'intervention des inspecteurs du travail, que la Chambre avait voté le 9 février 1905.

C'est ce texte de 1909, légèrement modifié, qui a été repris par le Gouvernement, voté par la Chambre, et qui fait l'objet du présent rapport de votre Commission du commerce.

III. — Examen du projet.

Ce projet tend à modifier les articles 34, 34 a, 35, 37, 39, de la section II du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale, et les articles 100 et 107 du titre V du même livre.

Les modifications portent sur les points suivants :

1° Pour mettre fin à des interprétations divergentes, le nouvel article 34 précise que la loi s'applique à la fois au tissage *à domicile* et au tissage *en usine*;

2° La procédure de garantie des droits de l'ouvrier diffère légèrement pour chacune de ces deux hypothèses :

S'il s'agit de *tissage à domicile ou de bobinage*, l'employeur remet à l'ouvrier, qui le conserve, un livret spécial indiquant les conditions de son travail; les indications du livret sont reportées par le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire, sur un registre d'ordre paginé et dont aucun feuillet ne devra être détaché⁽¹⁾;

S'il s'agit, au contraire, de *tissage à l'usine*, l'employeur peut substituer au livret une fiche attachée au métier du tisserand et contenant des mentions analogues à celles du livret. Ces mentions sont obligatoirement reportées par l'employeur sur un livret tenu à la disposition des ouvriers appelés à conduire le métier; ce livret peut être consulté pendant six mois à compter de la date de la dernière mention qui y est inscrite. Il doit être paginé et aucune feuille n'en doit être détachée⁽²⁾.

Ces dispositions résultent des desiderata exprimés par les intéressés au cours de l'enquête effectuée en 1909.

La distinction du régime des tisserands à domicile et des tisserands

(1) Art. 34, § 1^{er}, 34 a et 37 nouveaux.

(2) Art. 34, § 2, nouveau.

en usine se justifie par le fait que, dans le tissage en usine, le livret doit être considéré « comme un accessoire du métier, dont il consigne pièce par pièce les détails de fabrication. Si un ouvrier, quittant son métier, emporte avec lui le livret, son successeur ne possédera aucun élément lui permettant de se renseigner sur le travail fourni par ce métier. Or, il arrive qu'un ouvrier, pour une raison ou pour une autre, commence une pièce et ne la termine pas; le travail est repris par un autre ouvrier; plusieurs ouvriers peuvent ainsi se succéder dans la confection d'une même pièce. D'autre part, les ouvriers ont le plus souvent plusieurs métiers à conduire, sur lesquels, quelquefois, sont montés des tissus différents... ».

C'est pour ces multiples raisons, exposées d'ailleurs par des organisations patronales aussi bien que par les syndicats ouvriers, que le projet de loi substitue, pour le tissage en usine, au livret individuel une fiche attachée au métier;

3° La grande majorité des collectivités consultées a également demandé que, parmi les indications à porter sur les livrets, figurât *le nombre de fils de la chaîne*. Le travail à effectuer est, en effet, plus ou moins pénible, plus ou moins difficile, selon que le nombre des fils est plus ou moins considérable. Ce nombre constitue ainsi un des éléments essentiels à la détermination du salaire et doit, comme tel, être inscrit au livret. Il s'agit, bien entendu, du nombre *total* des fils et non pas seulement du nombre des portées⁽¹⁾, dont la valeur est très variable. Cette modification a été apportée à l'article 34, § 1^{er};

4° Aux modes de fixation des salaires qui figuraient dans le texte de la loi de 1850 (d'après le mètre de tissu fabriqué, ou bien le mètre de longueur ou le kilogramme de la trame introduite dans le tissu), le projet de loi propose d'ajouter le nombre de *duites*⁽²⁾ introduites dans le tissu. Le texte consacrera ainsi un usage qui est pratiqué dans de nombreux endroits;

5° Après avoir indiqué, dans le premier paragraphe de l'article 35, que les prix de façon sont inscrits au livret en *monnaie légale*, la loi de 1850 disposait, au paragraphe 2 du même article, que « toute convention contraire sera mentionnée sur le livret ».

Cette prescription paraît inconciliable avec l'article 43 du livre I^{er} du Code du travail, aux termes duquel : « les salaires des ouvriers et employés doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité ».

En conséquence, le texte qui nous est soumis supprime ce paragraphe de l'article 35;

6° L'article 7 prévoit l'intervention des inspecteurs du travail dans l'application de la loi. La pratique a montré que cette intervention constituait une condition *sine qua non* de la mise en vigueur régulière de ce texte;

7° L'article 39 actuel a été complètement remanié.

Cet article prévoyait que, pour les industries spéciales auxquelles serait inapplicable la fixation du prix de façon indiquée à l'article 34, les arrêtés « en forme de règlements d'administration publique » peuvent déterminer un autre mode de paiement, après consultation des chambres

(1) La portée est l'unité dont on se sert pour évaluer le nombre de fils que contient la chaîne d'un tissu. Elle se compose de 40 fils, de sorte qu'une chaîne ou un tissu de 70 P. renferme 70 fois 40 fils, c'est-à-dire 2.800 fils dans sa largeur entière.

(2) La duite est la longueur de trame déroulée et insérée par la navette, depuis une lisière jusqu'à l'autre, dans l'angle d'ouverture de la chaîne.

de commerce, des chambres consultatives et des conseils de prud'hommes, ou, à défaut, des conseils de préfecture.

L'intervention de ces derniers, au moins inattendue, peut être supprimée sans inconvénient et remplacée par celle des syndicats patronaux et ouvriers, mieux qualifiés pour donner un avis autorisé.

Désormais, les décrets pourront autoriser, pour certaines spécialités du tissage, et pour certaines localités ou régions, la substitution d'autres mentions aux mentions visées par l'article 34. Ces décrets seront pris après consultation des collectivités que nous venons d'énumérer.

L'enquête de 1909 avait, en effet, révélé que, selon les régions ou les localités, des coutumes s'étaient établies, régissant les conditions du tissage ou s'adaptant à certaines spécialités, dont il était impossible de ne pas tenir compte, mais dont, néanmoins, en raison de leur diversité on ne pouvait songer à faire mention dans le texte d'une loi destinée à définir un principe. L'article 39 nouveau laisse le soin de régler ces cas à un décret pris après consultation des collectivités intéressées.

Par décrets également, les dispositions de la présente section du Code du travail peuvent être étendues aux industries qui se rattachent au tissage et au bobinage;

8° Enfin l'article 100, § 1^{er} du titre V du livre I^{er} du Code du travail relatif aux sanctions est légèrement remanié par l'article 6 du projet de loi, de façon à viser le second alinéa de l'article 37 (registre d'ordre devant être paginé et dont aucun feuillet ne doit être détaché) et à sanctionner également l'application des décrets pris en exécution de l'article 39.

Conclusions.

L'enquête instituée en 1902 par le Gouvernement dans les milieux de l'industrie du tissage a permis de se rendre compte à la fois que la loi protectrice de 1850 y était perdue de vue, et qu'un assez grand nombre de modifications devaient être apportées à ce texte pour le rendre opérant.

Ces modifications sont consacrées par le projet de loi qui fait l'objet du présent rapport. Rédigées après consultations des intéressés, elles sont vivement attendues par les milieux ouvriers.

C'est pourquoi votre Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes vous propose de sanctionner de votre vote le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — L'article 34 de la section II du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

« Art. 34. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui fera effectuer par un ouvrier un travail de tissage à domicile sera tenu d'insérer, au moment où le travail est donné, sur un livret spécial fourni par l'employeur et laissé entre les mains de l'ouvrier :

« 1° Le poids, la longueur et le nombre total de fils de chaîne;

« 2° Le poids de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface de tissu;

« 3° Les longueur et largeur de la pièce à fabriquer;

« 4° Le prix de façon, soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu, soit au nombre de duites introduites dans le tissu.

« Si le tissage est effectué chez l'employeur, celui-ci aura la faculté de substituer au livret une fiche attachée au métier de l'ouvrier, contenant les mentions visées ci-dessous :

« 1° Le nombre de fils de la chaîne par largeur ou par compte;

« 2° Le numéro de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface ;

« 3° La largeur de la pièce à fabriquer ;

« 4° Le prix de façon au mètre de tissu fabriqué ;

« 5° La longueur prévue des pièces.

« Les mentions portées sur la fiche seront obligatoirement reportées par l'employeur sur un livret qui sera tenu à la disposition des ouvriers appelés à conduire le métier et ce, non seulement pendant que le livret est en usage, mais encore pendant une durée de six mois à compter de la date de la dernière mention inscrite sur le livret.

« Le livret devra être paginé et aucun feuillet n'en devra être détaché ; il devra contenir le texte des articles 34 à 39 de la présente section. »

ART. 2. — L'article 34 *a* de la même section est modifié comme suit :

« Art. 34 *a*. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre des fils pour être bobinés est tenu d'inscrire sur un livret spécial fourni par lui et laissé entre les mains de l'ouvrier :

« 1° ..., 2° ..., 3° »

ART. 3. — Le second paragraphe de l'article 35 de la même section est abrogé.

ART. 4. — L'article 37 de la même section sera désormais rédigé comme suit :

« Art. 37. — Le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire inscrira sur un registre d'ordre toutes les mentions portées au livret spécial prévu aux articles 34, § 1^{er}, et 34 *a*.

« Ce registre d'ordre devra être paginé et aucun feuillet ne devra être détaché. »

ART. 5. — L'article 39 de la même section est modifié comme suit :

« Art. 39. — Les décrets pris après avis des chambres de commerce, des chambres consultatives des arts et manufactures, des conseils de prud'hommes, des syndicats patronaux et des syndicats ouvriers intéressés pourront, pour certaines spécialités et pour certaines régions ou localités déterminées, autoriser la substitution d'autres mentions aux mentions à porter sur les livrets en vertu de l'article 34 de la présente section.

« Les dispositions de la présente section pourront, par des décrets, être étendues aux industries qui se rattachent au tissage et au bobinage. »

ART. 6. — L'article 100, § 1^{er}, du titre V du même livre est modifié comme suit :

« Art. 100. — Seront punis d'une amende de 11 à 15 francs :

« 1° ;

« 2° Les contraventions à la disposition finale de l'article 37 et aux décrets pris en exécution de l'article 39. »

ART. 7. — L'article 107, alinéa 1^{er}, du même livre, est modifié comme suit :

« Les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution des articles 34 à 38 et des décrets pris en exécution de l'article 39, des articles 40 à 42, des articles 75, 76 et 77, et, en ce qui concerne le commerce et l'industrie, des articles 43, 44, 45, du présent livre. »

ART. 8. — La présente loi sera applicable six mois après la date de sa promulgation.

SEANCE DU 6 JUILLET 1928.

(Adoption sans débat)^[1].

LOI DU 19 JUILLET 1928

modifiant les articles 34, 34 a, 35, 37, 39 de la section II du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale et les articles 100 et 107 du titre II du même livre (Conventions relatives aux salaires en matière de tissage et de bobinage)^[2].

TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA LOI DU 14 DÉCEMBRE 1928

MODIFIANT LA SECTION I^{re} DU CHAPITRE I^{er} DU TITRE III
DU LIVRE I^{er} DU CODE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE
SOCIALE.

*(Du salaire des ouvriers exécutant à domicile des travaux
rentrant dans l'industrie du vêtement.*

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PROJET DE LOI

*tendant à modifier la section I du chapitre I^{er} du titre III du livre I^{er}
du Code du travail et de la prévoyance sociale (Du salaire des
ouvrières exécutant à domicile des travaux rentrant
dans l'industrie du vêtement) présenté au nom de
M. GASTON DOUMERGUE, Président de la République française,
par M. André FALLIÈRES, Ministre du Travail, de l'Hygiène, de*

⁽¹⁾ J. O. du 7 juillet 1928.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 17.

l'Assistance et de la Prévoyance sociales, et par M. Louis BARTHOU, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. (*Renvoyé à la Commission du Travail.*)

EXPOSE DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre a pour objet de modifier un certain nombre d'articles du titre III (section 1, chap. I^{er}) du livre I^{er} du Code du travail, relatifs aux salaires des ouvrières à domicile de l'industrie du vêtement.

Ces articles ont été introduits dans le Code par la loi du 10 juillet 1915.

A maintes reprises, les syndicats et associations pour la défense des ouvrières à domicile ont formulé des critiques touchant un certain nombre de dispositions de cette section du Code.

Le Ministre du Travail, après une enquête effectuée dans les milieux intéressés, a estimé qu'un certain nombre de ces critiques méritaient d'être retenues. Il les a en conséquence soumises au Conseil supérieur du travail en y joignant les propositions de modification élaborées par l'administration.

Le Conseil supérieur du travail a délibéré sur la question, au cours de sa 29^e session, qui s'est tenue au mois de novembre 1925, et il a émis les vœux suivants :

« La loi devra étendre aux hommes travaillant à domicile la protection accordée par la loi du 10 juillet 1915, même lorsqu'il s'agit de professions exclusivement masculines.

« Les comités d'expertise pourront comprendre un ouvrier et une ouvrière ou bien encore deux ouvriers selon la nature de l'industrie.

« Lorsqu'un comité de salaires ne peut se constituer, le Préfet doit pouvoir faire appel à un patron d'un département voisin pour constituer ce comité, ou bien déterminer le salaire minimum dans les conditions prévues par le décret du 10 août 1899.

« Il convient de mettre à la charge soit des départements, soit des communes intéressés, l'attribution des jetons de présence aux membres ouvriers des comités de salaires.

« L'article 33 *d* doit être modifié par la substitution d'une durée de huit heures à celle de dix heures actuellement prévue.

« Les comités de salaires utiliseront pour leurs opérations les renseignements recueillis et les constatations faites par les inspecteurs du travail dans la limite de leurs attributions actuelles.

« Les comités de salaires et les comités d'expertise auront le droit de faire appel au concours des inspecteurs du travail qui pourraient être appelés à siéger dans les comités avec voix consultative.

Le délai d'appel de la décision du comité de salaires publiée par le préfet sera réduit à un mois au lieu de trois mois prévus par l'article 33 *h*.

« Les associations autorisées en vertu de l'article 33 *k* auront le droit de recours prévu à l'article 33 *h*.

« Une pénalité sera inscrite dans la loi pour réprimer le défaut de paiement du minimum de salaire légalement fixé ⁽¹⁾.

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 12 novembre 1926 (doc. parl. n° 3499).

(2) Il doit y avoir concordance du salaire affiché avec le salaire minimum tel qu'il résulte des décisions du comité de salaires et des comités d'expertise.

Une pénalité plus forte sera prévue dans le cas de fraude caractérisée en matière de minimum de salaire (2).

Les inspecteurs du travail auront qualité pour constater dans des procès-verbaux les infractions ci-dessus qui donneront lieu à l'ouverture de poursuites pénales.

Le délai de prescription pour les actions intentées par les travailleurs à domicile au sujet de l'application des tarifs établis par jugement devra être fixé uniformément à un mois, qu'il s'agisse d'un tarif d'espèce ou d'un tarif général.

Le projet ci-joint s'inspire aussi étroitement que possible de ces vœux. Il comporte trois articles que nous allons examiner.

L'article 1^{er} a pour objet la modification de l'intitulé de la section par la substitution du mot « ouvriers » au mot « ouvrières ».

L'article 2 vise les modifications apportées aux articles 33 *a* à 33 *k*, 33 *m* et 33 *n* de la première section du chapitre 1^{er} du titre III du livre 1^{er} du Code du travail.

Ces modifications sont les suivantes :

1° Le bénéfice de la loi étant, conformément au vœu du Conseil supérieur du Travail, étendu à la main-d'œuvre masculine travaillant à domicile, il y a lieu d'ajouter partout, au mot « ouvrière », le mot « ouvrier ». C'est ce qui fait l'objet des paragraphes 1°, 2°, 3° et 10° dudit article 2.

L'extension envisagée a paru utile notamment pour protéger ceux des mutilés de guerre qui ne possèdent pas la force physique nécessaire pour travailler en atelier.

Le paragraphe 4° ajoute à l'article 33 *c* une disposition stipulant « qu'en aucun cas les salaires payés ne sauraient être inférieurs aux salaires portés sur les bulletins ou carnets ». L'employeur qui enfreindrait cette nouvelle prescription se rendrait coupable d'une infraction présentant nettement le caractère de fraude, car il ne pourrait invoquer l'ignorance, la négligence ou l'erreur, il y aurait véritablement, de sa part, volonté de léser l'ouvrier ou l'ouvrière. Dans ce cas, ainsi qu'il est dit plus loin, il serait passible d'une pénalité plus forte, comme l'a demandé le Conseil supérieur du Travail.

Au paragraphe 5° on lit que les mots « huit heures » sont substitués aux mots « dix heures », contenus à l'article 33 *d*, c'est-à-dire que, désormais, c'est une durée journalière de travail de huit heures qui servira de base au calcul du salaire minimum. C'est encore là une modification de pure forme car, pratiquement, les comités de salaires fixent un minimum horaire et ce minimum est fixé d'après le salaire payé à l'heure en atelier, quel que soit le nombre d'heures effectuées dans la journée. Néanmoins, la modification proposée se justifie par ce fait que la journée légale de travail est maintenant de huit heures.

Plus importantes sont les modifications apportées soit à la procédure des comités, soit aux moyens employés pour assurer le respect de la loi.

On sait que les conseils du travail sont pratiquement inexistants. Ce sont donc les comités de salaires qui, en fait, remplissent partout, conformément aux prévisions de l'article 33 *f*, les attributions des conseils du travail. Or, il est arrivé que des comités de salaires n'ont pu être constitués, soit par suite d'abstention volontaire de l'une ou l'autre des parties, soit parce qu'il n'existait dans le département visé qu'un seul établissement de l'industrie en cause et qu'il était, par suite, impossible de trouver deux patrons appartenant à cette industrie, minimum fixé par l'article 33 *f*, § 2.

(2) Notamment lorsqu'il y a défaut de concordance entre le salaire réellement payé et le salaire affiché ou inscrit sur les livrets, sur les bulletins ou les souches.

C'est en vue de remédier à cet inconvénient que le paragraphe 7° de l'article 2 donne au préfet la possibilité de faire appel à un employeur d'un département voisin pour siéger au comité en qualité de second membre patron.

Si, malgré cette facilité, la constitution d'un comité de salaires ne peut encore être réalisée, une nouvelle disposition, insérée également au paragraphe 7° de l'article 2, permet au préfet de fixer lui-même le salaire minimum, en s'inspirant de la procédure employée pour l'application des décrets du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics, c'est-à-dire qu'il devra se munir de tous renseignements utiles auprès des groupements et personnalités compétentes, notamment auprès des inspecteurs du travail.

Le concours des inspecteurs du travail est également assuré aux comités de salaires et d'expertise par la disposition contenue au paragraphe 9° (2° alinéa). Cette disposition permet aux comités de s'adjoindre les inspecteurs ou inspectrices du travail de leur circonscription, qui leur communiqueront les renseignements qu'il auront recueillis et les constatations qu'ils auront faites concernant l'objet des délibérations des comités, où ils auront voix consultative.

Cette consultation des inspecteurs évitera toute erreur d'interprétation de la loi de la part des comités et entourera par conséquent de plus de garanties la constatation du minimum de salaire. D'autre part, leurs fonctions permettent aux inspecteurs de recueillir tous renseignements utiles aux comités et ceux-ci les ont plus d'une fois consultés officieusement avec avantage. Ils pourront désormais solliciter leur concours officiellement.

Le même paragraphe 9° (3° alinéa) prévoit l'inscription au budget départemental des dépenses occasionnées par l'attribution de jetons de présence aux membres des comités de salaires et d'expertise.

Jusqu'ici aucun dédommagement n'était accordé aux ouvrières qui consacrent leur temps à participer aux travaux des comités. Cette lacune de la loi a pu causer dans certains cas l'abstention de l'élément ouvrier. La nouvelle disposition facilitera le bon fonctionnement des comités en assurant d'une façon plus générale la présence des membres ouvriers aux réunions.

Aux termes du paragraphe 10°, le délai imparti aux intéressés pour faire appel à la commission centrale de la décision du comité de salaires publiée par le préfet est réduit de trois mois à un mois.

Si l'on tient compte du temps qui s'écoule entre la date de la décision d'un comité de salaires et la date à laquelle elle est publiée, c'est-à-dire portée à la connaissance des maires, juges de paix et conseils de prud'hommes, par la voie du *Recueil des actes administratifs*, on s'aperçoit que le minimum de salaire ne devient obligatoire que longtemps après qu'il a été fixé.

La modification envisagée permet de réduire la durée de la période pendant laquelle la décision du comité de salaire n'est pas légalement applicable.

Par contre (§ 12°) il est accordé aux ouvriers et ouvrières visés au premier paragraphe de l'article 33 j un mois au lieu de quinze jours après le paiement de leurs salaires, pour formuler leurs réclamations touchant le tarif appliqué aux travaux par eux exécutés. Le délai de quinze jours est apparu comme trop court pour leur permettre d'avoir une connaissance suffisante des tarifs.

Le paragraphe 13° prévoit l'addition à l'article 33 l d'un paragraphe stipulant que les syndicats et associations admis par la loi à introduire des actions civiles en cas d'inobservation du minimum de salaires, pourront également exercer le recours prévu à l'article 33 h, c'est-à-dire qu'ils pourront faire appel de la décision des Comités de salaires devant la Commission centrale.

Grâce à cette faculté accordée auxdits syndicats et associations, la Commission centrale pourra être saisie même dans le cas où les ouvriers, par crainte de se faire tort dans l'esprit de leurs employeurs n'auraient pas cru devoir protester contre une décision qu'ils jugeraient mal fondée.

Le paragraphe 15° donne une nouvelle rédaction de l'article 33 *n*, qui interdit désormais expressément aux fabricants, commissionnaires, intermédiaires ou préposés de payer aux ouvrières ou ouvriers occupés par eux à domicile des prix de façon déterminés dans les conditions prévues par les articles 33 *g* et 33 *l*.

L'article 3 vise les pénalités encourues par l'employeur qui ne se conformerait pas aux prescriptions de l'article 33 *n* précité.

Actuellement, le défaut de paiement du minimum de salaires, qui constitue cependant l'infraction la plus grave à la loi, n'entraîne que des sanctions civiles. Il a paru nécessaire d'ajouter à celles-ci des sanctions pénales en rendant applicables aux contrevenants les dispositions de l'article 99 *a* du livre I^{er} du Code du travail modifié en conséquence.

Aux termes de cet article modifié, l'employeur qui aura enfreint les prescriptions de l'article 33 *n*, sera puni d'une amende de 5 à 15 francs par contravention. En cas d'infraction au sixième paragraphe de l'article 33 *c*, c'est-à-dire en cas de fraude caractérisée, c'est d'une amende de 16 à 100 francs par contravention qu'il sera passible.

C'est aux inspecteurs du travail qu'est naturellement confié le soin de vérifier si les travailleurs à domicile touchent bien le salaire qui leur est dû. La modification de l'article 107 (§ 2) du livre I^{er} du Code du travail est donc envisagée pour permettre à ces fonctionnaires de relever dans des procès-verbaux donnant ouverture aux poursuites pénales prévues ci-dessus, les infractions à l'article 33 *n* qu'ils seraient amenés à constater.

Telle est, Messieurs, l'économie du projet que nous vous demandons de bien vouloir voter. L'unanime approbation qu'il a reçue au Conseil supérieur du travail où sont représentés les patrons et les ouvriers des professions visées, montre que les modifications apportées par ce projet à la loi du 10 juillet 1915 étaient attendues dans les milieux intéressés. Ces modifications ne sont que des perfectionnements à une loi qui, aujourd'hui, a fait ses preuves et qui n'a nullement eu pour conséquence d'atteindre le travail à domicile, comme certains l'avaient craint, mais seulement de protéger ceux dans l'intérêt desquels elle a été votée.

PROJET DE LOI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, et par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion :

ARTICLE PREMIER. — La section I^{re} du chapitre I^{er} du titre III du livre I^{er} du Code du travail sera désormais intitulée comme suit : du salaire des ouvriers exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement.

ART. 2. — Les articles 33 *a* à 33 *k*, 33 *m* et 33 *n* de la section précitée sont modifiés comme suit :

1° A l'article 33, les mots « à toutes les ouvrières » sont remplacés par les mots « aux ouvriers et ouvrières ».

2° A l'article 33 *a*, les mots « de chacune des ouvrières ainsi occupées » sont remplacés par les mots « de chaque ouvrière ou ouvrier ainsi occupé ».

3° Aux articles 33 b, 33 c, 33 d, 33 e, 33 f, 33 l et 33 m, les mots « ouvrière », « ouvrières » et « une ouvrière », sont remplacés respectivement par les mots « ouvrière ou ouvrier », « ouvrières ou ouvriers » et « une ouvrière ou un ouvrier ».

4° A l'article 33 c il est ajouté un paragraphe conçu comme suit : « En aucun cas, les salaires payés ne sauraient être inférieurs aux salaires portés sur les bulletins ou carnets. »

5° A l'article 33 d, les mots « dix heures » sont remplacés par les mots « huit heures ».

6° A l'article 33 e, § 3, après le mot « journalière » sont ajoutés les mots « ou, s'il y a lieu, du journalier ».

7° L'article 33 f est complété par l'addition des deux paragraphes 5 et 6 ci-après :

« Lorsque, par suite de l'absence dans le département d'un nombre suffisant de représentants patronaux de l'industrie en cause, le comité ne peut se constituer, le préfet peut faire appel à un employeur d'un département voisin appartenant à l'une des industries visées par la présente loi, pour siéger au comité en qualité de second membre patron. »

« Si, pour quelque raison que ce soit, il n'est pas possible de constituer le comité, le préfet détermine le salaire minimum en utilisant les renseignements recueillis auprès des groupements et personnalités compétents, notamment auprès des inspecteurs du travail. »

8° L'article 33 g, § 2, sera rédigé comme suit :

« Chacun de ces comités comprend deux patrons (hommes ou femmes), deux ouvrières ou deux ouvriers, ou bien une ouvrière et un ouvrier, selon la nature de l'industrie. Ces quatre membres doivent appartenir aux industries visées par la présente loi et exercer leur profession dans le département. »

9° L'article 33 g est complété par les deux paragraphes 9 et 10 ci-après :

« Les comités de salaires et les comités d'expertises peuvent appeler avec voix consultative, à participer à leurs délibérations, les inspecteurs ou inspectrices du travail de leur circonscription, qui leur communiqueront les renseignements qu'ils auront recueillis et les constatations qu'ils auraient faites concernant l'objet des délibérations des comités. »

« Des jetons de présence sont alloués aux membres ouvriers des comités de salaires ou d'expertises. Les dépenses en résultant sont portées au budget départemental comme dépense obligatoire. »

10° A l'article 33 h, § 2, 8 et 9, les mots de « trois mois » sont remplacés par les mots « d'un mois ».

11° L'article 33 i, § 2, sera désormais rédigé comme suit :

« La différence constatée en moins entre le salaire payé et celui qui aurait dû l'être doit être versée à l'ouvrière ou à l'ouvrier insuffisamment rétribué, sans préjudice de l'indemnité à laquelle l'employeur pourra être condamné au bénéfice de celle-ci ou de celui-ci. »

12° L'article 33 j, § 1^{er}, sera désormais rédigé comme suit :

« Les réclamations des ouvrières ou ouvriers touchant le tarif appliqué au travail par eux exécuté ne sont recevables qu'autant qu'elles se seront produites au plus tard un mois après le paiement de leurs salaires. »

13° L'article 33 k est complété par un paragraphe 3 ainsi conçu :

« Les mêmes associations autorisées peuvent également exercer le droit de recours prévu à l'article 33 h. »

14° Le premier paragraphe de l'article 33 m est supprimé.

15° L'article 33 n sera désormais rédigé comme suit :

« Art. 33 n. — Il est interdit aux fabricants, commissionnaires, intermédiaires ou préposés de payer aux ouvrières ou ouvriers occupés par eux à domicile des prix de façon inférieurs aux prix de façon déterminés dans les conditions prévues par les articles 33 g et 33 l. »

ART. 3. — Le titre V du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est ainsi modifié :

1° L'article 99 a sera rédigé comme suit :

« Art. 99 a. — Les fabricants, commissionnaires, intermédiaires ou leurs préposés qui auront contrevenu aux dispositions des articles 33 a, 33 b, 33 c, § 1^{er} à 5 inclus, et 33 n du présent livre seront punis d'une amende de 5 francs à 15 francs.

« En cas d'infraction aux prescriptions de l'article 33 c, § 6, le contrevenant sera puni d'une amende de 16 francs à 100 francs.

« Dans le cas de contravention aux articles 33 c et 33 n, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes à l'égard desquelles les prescriptions desdits articles n'auront pas été observées. »

(Le reste de l'article sans changement.)

2° Le deuxième paragraphe de l'article 107 est modifié comme suit :

« Les inspecteurs du travail sont, en outre, chargés de l'application des articles 32 a, 32 d, 33 a, 33 b, 33 c et 33 n, dans les conditions prévues auxdits articles. »

RAPPORT

fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner le projet de loi *tendant à modifier la section I du chapitre I^{er} du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la Prévoyance sociale (Du salaire des ouvrières exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement)*, par M. CHASSAING, député ⁽¹⁾.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui a été déposé par le Gouvernement et renvoyé à la Commission du travail a pour but de modifier un certain nombre d'articles du titre III (Section I, chap. 1^{er}) du livre I^{er} du Code de travail, relatifs aux salaires des ouvrières à domicile de l'industrie du vêtement.

Votre Commission vous propose de donner votre sanction aux dispositions du projet. Les modifications proposées par le Gouvernement portent tout d'abord sur le champ d'application de la loi dont l'extension est demandée en faveur des ouvriers travaillant à domicile. Cette extension paraît utile et logique pour les raisons suivantes. Les ouvriers exécutant à domicile les mêmes travaux que les ouvrières, méritent de participer à la même protection légale. Ainsi seront évités des abus à l'égard des travailleurs isolés et sans défense; ainsi sera mieux sauvegardé l'intérêt de la main-d'œuvre féminine qui n'aura pas à redouter la concurrence d'une main-d'œuvre masculine payée moins cher pour des travaux exécutés dans les mêmes conditions.

(1) Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 7 mars 1928. (Doc. parl. n° 5782.)

Il est à remarquer que parmi les ouvriers à domicile figurent actuellement un certain nombre de mutilés de guerre que la nature de leur infirmité empêche, soit de supporter les fatigues de l'atelier, soit d'effectuer les déplacements nécessités par l'éloignement de l'usine.

L'idée de cette extension n'est d'ailleurs point nouvelle. Déjà en 1913, la question avait été posée de savoir si les règles prescrites pour les ouvrières devaient être étendues aux ouvriers. « Votre Commission, disait le rapporteur M. Berthod, au nom de la Commission du travail, a vu dans cette extension non pas une dérogation aux principes qu'elle s'était posée, mais leur conséquence nécessaire. »

C'est pour de simples raisons de méthode, c'est pour aboutir à une solution rapide et sans prendre parti sur le fond que le rapporteur a demandé d'écarter les amendements ayant directement trait à cette extension. Nous disons « directement » car les ouvriers peuvent invoquer le bénéfice des dispositions de l'article 33 *m* dont le premier alinéa est ainsi libellé : « Dans le cas où des ouvriers appartenant aux industries visées à l'article 33 et exécutant à domicile les mêmes travaux que les ouvrières, recevraient un salaire inférieur au minimum établi pour celles-ci, le relèvement de ce salaire jusqu'à concurrence dudit minimum pourra être demandé par les conseils de prud'hommes, ou en justice de paix, dans les mêmes conditions que pour les ouvrières elles-mêmes. »

En modifiant l'intitulé de la section par la substitution du mot ouvrier au mot ouvrière et en ajoutant partout au mot « ouvrière » le mot « ouvrier » on rend ainsi immédiatement applicables aux ouvriers comme aux ouvrières les tarifs élaborés par les comités de salaires et les comités d'expertises. L'alinéa premier de l'article 33 *m* devenant ainsi sans objet est à supprimer.

A l'article 33 *c* il est ajouté une disposition stipulant « qu'en aucun cas les salaires payés ne sauraient être inférieurs aux salaires portés sur les bulletins ou carnets ».

L'article 33 *d* est modifié par la substitution des mots « huit heures » aux mots « dix heures », la journée légale de travail étant maintenant de « huit heures ».

L'article 33 *f* est complété par une addition donnant au préfet, au cas où un comité de salaires ne pourrait se constituer, le pouvoir de faire appel à un employeur de l'industrie en cause d'un département voisin, ou bien de déterminer le salaire minimum en utilisant les renseignements recueillis auprès des groupements et personnalités compétentes, notamment auprès des inspecteurs du travail.

A l'article 33 *g*, § 2, il est prévu que le comité professionnel d'expertise pourra comprendre deux patrons (hommes ou femmes), deux ouvrières ou deux ouvriers ou bien une ouvrière et un ouvrier selon la nature de l'industrie.

L'article 33 *g* est complété par deux paragraphes dont l'un autorise les comités de salaires et les comités d'expertises à faire appel au concours des inspecteurs ou inspectrices du travail et dont l'autre met à la charge du département les jetons alloués aux membres ouvriers des comités de salaires ou d'expertises.

A l'article 33 *h* une disposition réduit de trois à un mois le délai imparti aux intéressés pour faire appel, ce qui permettra de réduire la période pendant laquelle la décision du comité de salaires n'est pas légalement applicable.

A l'article 33 *j* le délai de quinze jours, après le paiement de leurs salaires, est porté à un mois pour les ouvriers et ouvrières qui auraient à formuler leurs réclamations touchant le tarif nouveau appliqué aux travaux par eux exécutés.

L'article 33 *k* est complété par une disposition donnant aux syndicats professionnels, ainsi qu'aux associations admises par la loi le droit, en

cas d'inobservation du minimum de salaires, de faire appel de la décision des comités de salaires devant la Commission centrale.

La nouvelle rédaction de l'article 33 *n* interdit aux fabricants, commissionnaires, intermédiaires ou préposés de payer aux ouvrières ou ouvriers occupés par eux, à domicile, des prix de façon inférieurs aux prix de façon déterminés dans les conditions prévues par les articles 33 *g* et 33 *l*.

L'article 3 du projet de loi vise les pénalités encourues par l'employeur « qui ne se conformerait pas aux prescriptions de l'article 33 *n* précité.

« Actuellement, le défaut de paiement du minimum de salaires, qui constitue cependant l'infraction la plus grave à la loi, n'entraîne que des sanctions civiles. Il a paru nécessaire d'ajouter à celles-ci des sanctions pénales en rendant applicables aux contrevenants les dispositions de l'article 99 *a* du livre I^{er} du Code du travail modifié en conséquence.

« Aux termes de cet article modifié, l'employeur qui aura enfreint les prescriptions de l'article 33 *n* sera puni d'une amende de 5 à 15 francs par contravention. En cas d'infraction au sixième paragraphe de l'article 33 *c*, c'est-à-dire en cas de fraude caractérisée, c'est d'une amende de 16 à 100 francs par contravention qu'il sera passible.

« C'est aux inspecteurs du travail qu'est naturellement confié le soin de vérifier si les travailleurs à domicile touchent bien le salaire qui leur est dû. La modification de l'article 107 (§ 2) du livre 2 du Code du travail est donc envisagée pour permettre à ces fonctionnaires de relever dans des procès-verbaux donnant ouverture aux poursuites pénales prévues ci-dessus, les infractions à l'article 33 *n* qu'ils seraient amenés à constater ».

Telle est, Messieurs, l'économie du projet que votre Commission vous demande de vouloir bien voter dans son intégralité. A la fin de l'exposé des motifs du projet de loi il est dit ceci : « L'unanime approbation que le projet a reçue au Conseil supérieur du travail où sont représentés les patrons et les ouvriers des professions visées, montre que les modifications apportées par ce projet à la loi du 19 juillet 1914 étaient attendues dans les milieux intéressés. Ces modifications ne sont que des perfectionnements à une loi qui, aujourd'hui, a fait ses preuves et qui n'a nullement eu pour conséquence d'atteindre le travail à domicile, comme certains l'avaient craint, mais de protéger ceux dans l'intérêt desquels elle a été votée ».

Qu'il nous soit permis d'ajouter à notre tour que ces perfectionnements, si modestes soient-ils, contribueront à assurer une rémunération plus équitable et, sans doute, une meilleure organisation du travail à domicile. Ne nous le dissimulons pas, il ne s'agit que d'une simple étape dans la voie de l'amélioration du sort des ouvrières et ouvriers à domicile. Leur nombre pour la France seule n'est pas inférieur à trois millions, et parmi eux, il est aisé de découvrir les plus malheureux, les plus mal lotis des travailleurs.

Un gain de quelques mètres sur le terrain de la misère n'est point à dédaigner. A chaque législature comme à chaque jour suffit sa tâche. En une matière aussi délicate, aussi complexe, aussi mouvante que celle de la fixation de salaires minima, il est difficile au législateur d'arrêter, du premier coup, des formules parfaites. La prochaine législature sera certainement appelée à se prononcer sur des propositions complémentaires. Elle aura, en particulier, à apprécier l'œuvre du Bureau international du travail qui a inscrit à l'ordre du jour de la prochaine Conférence internationale du travail, la question des salaires minima dans les industries à domicile. Souhaitons que les projets de conventions ou de recommandations, qui seront élaborés, apportent des solutions internationales satisfaisantes. Justice sociale nationale, justice sociale internationale se confondent.

Sous la réserve d'une légère modification apportée sur le paragraphe 7^o de l'article 2 et de la suppression d'une référence à l'article 33, votre Commission vous propose d'adopter le texte présenté par le Gouvernement.

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — La section 1^{re} du chapitre 1^{er} du titre III du livre 1^{er} du Code du travail sera désormais intitulée comme suit : du salaire des ouvriers exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement.

ART. 2. — Les articles 33 *a* à 33 *k*, 33 *m* et 33 *n* de la section précitée sont modifiés comme suit :

1° A l'article 33, les mots « à toutes les ouvrières » sont remplacés par les mots « aux ouvriers et ouvrières ».

2° A l'article 33 *a*, les mots « de chacune des ouvrières ainsi occupées » sont remplacés par les mots « de chaque ouvrière ou ouvrier ainsi occupé ».

3° Aux articles 33 *b*, 33 *c*, 33 *d*, 33 *e*, 33 *f*, 33 *l* et 33 *m*, les mots « ouvrière », « ouvrières » et « une ouvrière », sont remplacés respectivement par les mots « ouvrière ou ouvrier », « ouvrières ou ouvriers » et « une ouvrière ou un ouvrier ».

4° A l'article 33 *c* il est ajouté un paragraphe conçu comme suit : « En aucun cas, les salaires payés ne sauraient être inférieurs aux salaires portés sur les bulletins ou carnets. »

5° A l'article 33 *d*, les mots « dix heures » sont remplacés par les mots « huit heures ».

6° A l'article 33 *e*, § 3, après le mot « journalière » sont ajoutés les mots « ou, s'il y a lieu, du journalier ».

7° L'article 33 *f* est complété par l'addition des deux paragraphes 5 et 6 ci-après :

« Lorsque, par suite de l'absence dans le département d'un nombre suffisant de représentants patronaux de l'industrie en cause, le comité ne peut se constituer, le préfet peut faire appel à un employeur d'un département voisin appartenant à l'une des industries visées par la présente loi, pour siéger au comité en qualité de second membre patron. »

« S'il n'est pas possible de constituer le comité, le préfet détermine le salaire minimum en utilisant les renseignements recueillis auprès des groupements et personnalités compétentes, notamment auprès des inspecteurs du travail. »

8° L'article 33 *g*, § 2, sera rédigé comme suit :

« Chacun de ces comités comprend deux patrons (hommes ou femmes), deux ouvrières ou deux ouvriers, ou bien une ouvrière et un ouvrier, selon la nature de l'industrie. Ces quatre membres doivent appartenir aux industries visées par la présente loi et exercer leur profession dans le département. »

9° L'article 33 *g* est complété par les deux paragraphes 9 et 10 ci-après :

« Les comités de salaires et les comités d'expertise peuvent appeler avec voix consultative, à participer à leurs délibérations, les inspecteurs ou inspectrices du travail de leur circonscription, qui leur communiqueront les renseignements qu'ils auront recueillis et les constatations qu'ils auraient faites concernant l'objet des délibérations des comités. »

« Des jetons de présence sont alloués aux membres ouvriers des comités de salaires ou d'expertises. Les dépenses en résultant sont portées au budget départemental comme dépense obligatoire. »

10° A l'article 33 *h*, § 2, 8 et 9, les mots de « trois mois » sont remplacés par les mots « d'un mois ».

11° L'article 33 *i*, § 2, sera désormais rédigé comme suit :

« La différence constatée en moins entre le salaire payé et celui qui aurait dû l'être doit être versée à l'ouvrière ou à l'ouvrier insuffisamment rétribué, sans préjudice de l'indemnité à laquelle l'employeur pourra être condamné au bénéfice de celle-ci ou de celui-ci. »

12° L'article 33 *j*, § 1^{er}, sera désormais rédigé comme suit :

« Les réclamations des ouvrières ou ouvriers touchant le tarif appliqué au

travail par eux exécuté ne sont recevables qu'autant qu'elles se seront produites au plus tard un mois après le paiement de leurs salaires.»

13° L'article 33 *k* est complété par un paragraphe 3 ainsi conçu :

« Les mêmes associations autorisées peuvent également exercer le droit de recours prévu à l'article 33 *h*. »

14° Le premier paragraphe de l'article 33 *m* est supprimé.

15° Est supprimée au deuxième paragraphe du même article la lettre *m*.

16° L'article 33 *n* sera désormais rédigé comme suit :

« Art. 33 *n*. — Il est interdit aux fabricants, commissionnaires, intermédiaires ou préposés de payer aux ouvrières ou ouvriers occupés par eux à domicile des prix de façon inférieurs au prix de façon déterminés dans les conditions prévues par les articles 33 *g* et 33 *l*. »

ART. 3. — Le titre V du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est ainsi modifié :

1° L'article 99 *a* sera rédigé comme suit :

« Art. 99 *a*. — Les fabricants, commissionnaires, intermédiaires ou leurs préposés qui auront contrevenu aux dispositions des articles 33 *a*, 33 *b*, 33 *c*, § 1^{er} à 5 inclus, et 33 *n* du présent livre seront punis d'une amende de 5 francs à 15 francs.

« En cas d'infraction aux prescriptions de l'article 33 *c*, § 6, le contrevenant sera puni d'une amende de 16 francs à 100 francs.

« Dans le cas de contravention aux articles 33 *c* et 33 *n*, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes à l'égard desquelles les prescriptions desdits articles n'auront pas été observées. »

(Le reste de l'article sans changement.)

2° Le deuxième paragraphe de l'article 107 est modifié comme suit :

« Les inspecteurs du travail sont, en outre, chargés de l'application des articles 32 *a*, 32 *d*, 33 *a*, 33 *b*, 33 *c* et 33 *n*, dans les conditions prévues auxdits articles. »

SEANCE DU 13 MARS 1928.

(Adoption sans débat)^[1].

SÉNAT.

PROJET DE LOI

adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier la section I du chapitre I^{er} du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale (Du salaire des ouvrières exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'in-

(1) J. O. du 14 mars 1928.

dustrie du vêtement), présenté au nom de M. GASTON DOUMERGUE, Président de la République française, par M. André FALLIERES, Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, et par M. Louis BARTHOUD, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. (*Renvoyé à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes* ⁽¹⁾).

EXPOSE DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Un projet de loi tendant à modifier la section I du chapitre I^{er} du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale (du salaire des ouvrières exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement), a été présenté à la Chambre des députés, qui l'a adopté dans sa séance du 13 mars 1928.

Nous avons l'honneur de vous demander aujourd'hui de vouloir bien donner votre haute sanction à ce projet.

Nous n'avons rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait ce projet de loi et dont la distribution a été faite à MM. les Sénateurs en même temps qu'à MM. les Députés.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté au Sénat par le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, et par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — La section I^{re} du chapitre I^{er} du titre III du livre I^{er} du Code du travail sera désormais intitulée comme suit : du salaire des ouvriers exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement.

ART. 2. — Les articles 33 *a* à 33 *k*, 33 *m* et 33 *n* de la section précitée sont modifiés comme suit :

1^o A l'article 33, les mots « à toutes les ouvrières » sont remplacés par les mots « aux ouvriers et ouvrières ».

2^o A l'article 33 *a*, les mots « de chacune des ouvrières ainsi occupées » sont remplacés par les mots « de chaque ouvrière ou ouvrier ainsi occupés ».

3^o Aux articles 33 *b*, 33 *c*, 33 *d*, 33 *e*, 33 *f*, 33 *l* et 33 *m*, les mots « ouvrière », « ouvrières » et « une ouvrière », sont remplacés respectivement par les mots « ouvrier ou ouvriers », « ouvrières ou ouvriers » et « une ouvrière ou un ouvrier ».

4^o A l'article 33 *c* il est ajouté un paragraphe conçu comme suit : « En aucun cas, les salaires payés ne sauraient être inférieurs aux salaires portés sur les bulletins ou carnets. »

(¹) Annexe au procès-verbal de la séance du 15 mars. (Doc. parl. n° 392.)

5° A l'article 33 *d*, les mots « dix heures » sont remplacés par les mots « huit heures ».

6° A l'article 33 *e*, § 3, après le mot « journalière » sont ajoutés les mots « ou, s'il y a lieu, du journalier ».

7° L'article 33 *f* est complété par l'addition des deux paragraphes 5 et 6 ci-après :

« Lorsque, par suite de l'absence dans le département d'un nombre suffisant de représentants patronaux de l'industrie en cause, le comité ne peut se constituer, le préfet peut faire appel à un employeur d'un département voisin appartenant à l'une des industries visées par la présente loi, pour siéger au comité en qualité de second membre patron. »

« S'il n'est pas possible de constituer le comité, le préfet détermine le salaire minimum en utilisant les renseignements recueillis auprès des groupements et personnalités compétentes, notamment auprès des inspecteurs du travail. »

8° L'article 33 *g*, § 2, sera rédigé comme suit :

« Chacun de ces comités comprend deux patrons (hommes ou femmes), deux ouvrières ou deux ouvriers, ou bien une ouvrière et un ouvrier, selon la nature de l'industrie. Ces quatre membres doivent appartenir aux industries visées par la présente loi et exercer leur profession dans le département. »

9° L'article 33 *g* est complété par les deux paragraphes 9 et 10 ci-après :

« Les comités de salaires et les comités d'expertises peuvent appeler avec voix consultative, à participer à leurs délibérations, les inspecteurs ou inspectrices du travail de leur circonscription, qui leur communiqueront les renseignements qu'ils auront recueillis et les constatations qu'ils auraient faites concernant l'objet des délibérations des comités. »

« Des jetons de présence sont alloués aux membres ouvriers des comités de salaires ou d'expertises. Les dépenses en résultant sont portées au budget départemental comme dépenses obligatoires. »

10° A l'article 33 *h*, § 2, 8 et 9, les mots de « trois mois » sont remplacés par les mots « d'un mois ».

11° L'article 33 *i*, § 2, sera désormais rédigé comme suit :

« La différence constatée en moins entre le salaire payé et celui qui aurait dû l'être doit être versée à l'ouvrière ou à l'ouvrier insuffisamment rétribué, sans préjudice de l'indemnité à laquelle l'employeur pourra être condamné au bénéfice de celle-ci ou de celui-ci. »

12° L'article 33 *j*, § 1^{er}, sera désormais rédigé comme suit :

« Les réclamations des ouvrières ou ouvriers touchant le tarif appliqué au travail par eux exécuté ne sont recevables qu'autant qu'elles se seront produites au plus tard un mois après le paiement de leurs salaires. »

13° L'article 33 *k* est complété par un paragraphe 3 ainsi conçu :

« Les mêmes associations autorisées peuvent également exercer le droit de recours prévu à l'article 33 *h*. »

14° Le premier paragraphe de l'article 33 *m* est supprimé.

15° Est supprimée au deuxième paragraphe du même article la lettre *m*.

16° L'article 33 *n* sera désormais rédigé comme suit :

« Art. 33 *n*. — Il est interdit aux fabricants, commissionnaires, intermédiaires ou préposés de payer aux ouvrières ou ouvriers occupés par eux à domicile des prix de façon inférieurs aux prix de façon déterminés dans les conditions prévues par les articles 33 *g* et 33 *l*. »

ART. 3. — Le titre V du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est ainsi modifié :

1° L'article 99 *a* sera rédigé comme suit :

« Art. 99 *a*. — Les fabricants, commissionnaires, intermédiaires ou leurs préposés qui auront contrevenu aux dispositions des articles 33 *a*, 33 *b*, 33 *c*, § 1^{er} à 5 inclus, et 33 *n* du présent livre seront punis d'une amende de 5 francs (5 fr.) à 15 francs (15 fr.). »

« En cas d'infraction aux prescriptions de l'article 33 c, § 6, le contrevenant sera puni d'une amende de 16 francs (16 fr.) à 100 francs (100 fr.). »

« Dans le cas de contravention aux articles 33 c et 33 n, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes à l'égard desquelles les prescriptions desdits articles n'auront pas été observées. »

(Le reste de l'article sans changement.)

2° Le deuxième paragraphe de l'article 107 est modifié comme suit :

« Les inspecteurs du travail sont, en outre, chargés de l'application des articles 32 a, 32 d, 33 a, 33 b, 33 c et 33 n, dans les conditions prévues auxdits articles. »

RAPPORT

fait au nom de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, *tendant à modifier la section I du chapitre I^{er} du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale (Du salaire des ouvrières exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement)*, par M. Mario ROUSTAN, sénateur⁽¹⁾.

MESSIEURS,

Le projet de loi soumis à la Commission a été voté, sans débat, par la Chambre des députés, dans sa séance du 13 mars 1928, comme avaient été votés à l'unanimité et presque sans débat, dans la séance du Conseil supérieur du travail du 16 novembre 1925, les vœux dont ce projet est, en quelque sorte, la suite.

L'unanimité qu'il a rencontrée, tant au sein de la Commission permanente du Conseil supérieur du travail que devant le Conseil lui-même, siégeant en session ordinaire, s'explique par la nature même des modifications qu'il a pour but d'apporter à la loi du 10 juillet 1915 sur le salaire des ouvrières à domicile, codifiée dans les articles 33 à 33 n du livre I^{er} du Code du travail.

C'est l'application même de la loi, durant les dix premières années, qui a fait apparaître la nécessité de ces modifications et qui les a rendues possibles.

On n'a pas oublié les conditions dans lesquelles fut votée la loi du 10 juillet 1915. Tant au Conseil supérieur du travail, qui avait étudié le premier avant-projet, qu'à la Chambre et au Sénat, l'introduction du principe du minimum de salaire dans l'industrie à domicile n'avait pas été sans provoquer certaines appréhensions. On craignait que cette réglementation, en rendant plus onéreuse pour les employeurs la production à domicile, ne risquât de les amener à renoncer à utiliser la main-d'œuvre familiale et à faire exécuter la totalité de leur production en usine. Cela

⁽¹⁾ Annexe au procès-verbal de la séance du 20 novembre 1928. (Doc. parl. n° 694.)

aurait entraîné la disparition de l'atelier de famille; les travailleurs à qui des circonstances familiales ou des infirmités personnelles interdisent le travail hors du logis, auraient dû renoncer à tirer de leur travail les ressources nécessaires à leur existence.

Aussi la loi avait-elle strictement limité son champ d'application, d'une part aux ouvrières (réserve faite du cas prévu par l'article 33 m, « où des ouvriers appartenant aux industries visées à l'article 33 et exécutant à domicile les mêmes travaux que les ouvrières recevaient un salaire inférieur au minimum établi pour celles-ci »); d'autre part, aux seules ouvrières travaillant à domicile *dans l'industrie du vêtement*. Cependant, l'article 33 m, § 2, permettait d'étendre le bénéfice de la loi « après avis du Conseil supérieur du travail et en vertu d'un règlement d'administration publique », à des ouvrières à domicile appartenant à d'autres industries (?).

(?) Une première extension avait été réalisée par un décret du 10 août 1922; une seconde avait été réclamée par le Conseil supérieur du travail, dans cette même séance du 16 novembre 1925 et un décret du 30 juillet 1926 avait sanctionné ce vœu.

L'article 33, à sa promulgation, était ainsi rédigé :

« Les dispositions de la présente section sont applicables à toutes les ouvrières exécutant à domicile des travaux de vêtements, chapeaux, chaussures, lingerie en tous genres, broderie, dentelles, plumes, fleurs artificielles et tous autres travaux rentrant dans l'industrie du vêtement. »

Le décret du 10 août 1922 stipulait, par son article 1^{er} :

« Les dispositions des articles 33 a, b, c, d, e, f, g, h, i, j, k, l, m, de la section 1^{re} du chapitre 1^{er} du titre III du livre 1^{er} du Code du travail sont applicables à toutes les ouvrières exécutant à domicile des travaux accessoires de l'industrie du vêtement, tels que bretelles, jarretelles, cravates, ceintures, etc., ainsi que des travaux de couture, de lingerie, de broderie en tous genres et en toutes matières, dentelles, plumes, fleurs artificielles, que ces travaux soient ou non destinés au vêtement.

« Les dispositions précitées sont, dans les mêmes conditions, également applicables à toutes les ouvrières exécutant à domicile des travaux de tricotage de ou sur tissus à mailles, chapelets, sautoirs, croix, médailles et articles de bijouterie, parapluies ou similaires et postiches, confection et réparation de tapisserie à l'aiguille, travaux de perles et de paillettes sur toutes matières (fleurs, feuilles, feuillages, carcasses, colliers, colifichets, sacs, chenillage, franges de foulard, de tapis et d'ameublement, résilles).

« Ne sont pas compris dans les travaux ci-dessus les travaux de ou sur tissus à mailles qui sont exécutés par des ouvrières à domicile employées directement et sans intermédiaire par l'industriel ayant fabriqué les tissus dans son établissement, et qui ont pour objet de mettre le produit qui en dérive en état de vente. »

Le décret du 30 juillet 1926 ajoutait (art. 1^{er}) :

« Les dispositions des articles 33 a, b, c, d, e, f, g, h, i, j, k, l, m, de la section 1^{re} du chapitre 1^{er} du titre III du livre 1^{er} du Code du travail sont applicables à toutes les ouvrières exécutant à domicile des travaux rentrant dans les catégories d'industries ci-après :

« Fabrication de papier à lettres, enveloppes et sacs en papier, tubes en papier, confection de cahiers de papier à cigarettes, gaufrage de papiers; découpage de papiers à l'emporte-pièce; fabrication de boîtes et tubes en carton et cartonnages en tous genres et tous articles en papier et carton pour cotillon; fabrication d'étiquettes, d'abat-jour, d'éventails, de lanternes vénitienes; travaux de publicité (confectionneuses d'adresses, copistes, plieuses); coloriage et enluminage d'images et de cartes, retouche, repiquage et coloriage de clichés ou épreuves photographiques et de films;

« Habillage de produits alimentaires et d'articles de confiserie;

« Montage de boîtes en bois mince (notamment boîtes à fromage);

Les craintes que l'on avait pu concevoir furent reconnues vaines assez rapidement. Loin d'être menacé de disparition, le travail à domicile n'a cessé de se développer, dans les industries même visées par la loi de 1915.

Dans ces conditions le Conseil supérieur du travail a été amené à penser unanimement qu'il était possible de donner satisfaction à certaines des demandes formulées par les associations constituées pour la protection des travailleurs à domicile, et à apporter à la loi certaines rectifications dont la pratique avait fait apparaître le besoin.

Le vœu du Conseil supérieur était conçu comme suit :

La loi devra étendre aux hommes travaillant à domicile la protection accordée par la loi du 10 juillet 1915, même lorsqu'il s'agit de professions exclusivement masculines.

Les comités d'expertises pourront comprendre un ouvrier et une ouvrière ou bien encore deux ouvriers selon la nature de l'industrie.

Lorsqu'un comité de salaires ne peut se constituer, le préfet doit pouvoir faire appel à un patron d'un département voisin pour constituer ce comité, ou bien déterminer le salaire minimum dans des conditions prévues par le décret du 10 août 1899.

Il convient de mettre à la charge soit des départements, soit des communes intéressées, l'attribution des jetons de présence aux membres ouvriers des comités de salaires.

L'article 33 doit être modifié par la substitution d'une durée de huit heures à celle de dix heures actuellement prévue.

Les comités de salaires utiliseront pour leurs opérations les renseignements recueillis et les constatations faites par les inspecteurs du travail dans la limite de leurs attributions actuelles.

Les comités de salaires et les comités d'expertises auront le droit de faire appel au concours des inspecteurs du travail qui pourraient être appelés à siéger dans les comités avec voix consultative.

Le délai d'appel de la décision du comité de salaires publiée par le préfet, sera réduit à un mois au lieu de trois mois prévus par l'article 33 h.

Les associations autorisées en vertu de l'article 33 k auront le droit de recours prévu à l'article 33 h.

Une pénalité sera inscrite dans la loi pour réprimer le défaut de paiement du minimum de salaire légalement fixé.

Une pénalité plus forte sera prévue dans le cas de fraude caractérisée en matière de minimum de salaire.

Les inspecteurs du travail auront qualité pour constater dans des procès-verbaux les infractions ci-dessus qui donneront lieu à l'ouverture de poursuites pénales.

Le délai de prescription pour les actions intentées par les travailleurs à domicile au sujet de l'application des tarifs établis par jugement devra être fixé uniformément à un mois, qu'il s'agisse d'un tarif d'espèce ou d'un tarif général.

Avant d'examiner les divers articles du projet de loi nous recherchons rapidement quelles sont les raisons qui ont motivé l'intervention du Conseil supérieur du travail.

Que le bénéfice de la loi soit étendu aux hommes, sans qu'il soit besoin qu'ils exécutent les mêmes travaux que les femmes, c'est là une extension de la loi qui avait été demandée, par voie d'amendement, au cours de la discussion du projet qui est devenu la loi de 1915. Autant il avait pu paraître prudent, à cette époque, de ne pas généraliser précipitamment une expérience qui paraissait à certains grosse de périls, autant il était

« Vannerie, clissage de bouteilles et de bonbonnes; cannage et empaillage de chaises;

« Gainerie, maroquinerie;

« Travail des soies de porc, brosseur (y compris ébarbage et polissage de montures de brosses); balais, fabrication de pinceaux;

« Triage, finition et encartage de boutons;

« Brunissage de métaux fins et de métaux communs argentés et dorés. »

légitime, après dix années de fonctionnement de la loi, de mettre les travailleurs à domicile du sexe masculin sur le même pied que les ouvrières. Les raisons qui justifiaient l'intervention du législateur en faveur de celles-ci — notamment l'isolement de ces travailleurs et, partant, l'absence de groupement permettant l'action pour la conclusion de conventions collectives de salaires — gardaient la même force quand il s'agissait des ouvriers.

Comme l'article 33 g § 2 prévoit que chaque comité d'expertise comprend deux *ouvrières* et deux patrons (hommes ou femmes), il était logique de modifier cette disposition pour ouvrir aux hommes l'accès des comités d'expertise.

La difficulté de constituer les comités de salaires avait été constatée dans certains départements, le vœu suggère de faire appel à un patron d'un département voisin ou de recourir à la procédure prévue par le décret du 10 août 1899 (consultation de personnes compétentes) et aussi, pour assurer l'assiduité des ouvriers aux séances, d'attribuer des jetons de présence aux membres ouvriers.

L'article 33 d prévoit que le tarif payé à l'ouvrière doit lui permettre de gagner en *dix heures* le salaire minimum; il va sans dire que la durée normale prévue par la loi du 23 avril 1919 pour le travail en atelier étant huit heures, maintenir le mot « dix » serait prolonger un anachronisme. En fait, il s'agit d'une modification de pure forme car, dans la pratique, les comités avaient d'eux-mêmes tenu compte de la situation nouvelle créée par la loi du 23 avril 1919 sur la durée de la journée de travail.

L'appel aux renseignements recueillis et aux constatations faites par les inspecteurs du travail pour la constitution des comités de salaires et d'expertise, s'explique par le crédit que ces fonctionnaires ont acquis auprès des employeurs et des salariés; nous n'avons qu'à rappeler ici l'hommage unanime rendu au corps de l'Inspection par le Conseil supérieur du travail ou sa Commission permanente en diverses circonstances récentes. Les inspecteurs du travail sont, en effet, mieux placés que n'importe qui pour se procurer les indications relatives aux salaires et tarifs applicables aux travaux visés.

L'article 33 h, § 2 prévoit que la décision du comité de salaires pourra, dans un délai de trois mois, être déférée à la Commission centrale siégeant au Ministère du Travail. Pendant ces trois mois, la décision reste en suspens. Il a paru que c'était là un bien long délai. Le Conseil supérieur a proposé de réduire ce délai à un mois.

En revanche, pour faciliter le recours à la Commission centrale, il a émis le vœu que les associations autorisées par décret en vertu de l'article 33 k puissent jouir du droit de recours.

Il faut prêter une attention particulière à la disposition par laquelle le Conseil supérieur du travail a demandé qu'aux sanctions civiles déjà prévues par la loi pour le cas de défaut de paiement du salaire minimum fussent ajoutées des sanctions *pénales*, celles-ci devant être spécialement aggravées en cas de fraude caractérisée.

Cette pénalisation implique l'intervention d'un agent verbalisateur qui est, naturellement l'inspecteur du travail. Il n'est pas douteux qu'il y ait là un moyen de renforcer l'action de la loi. Si l'ouvrier lésé hésite à attaquer le patron qui lui donne du travail, par crainte d'être remercié dans la suite, l'employeur peut, sans grand risque, contrevenir à la loi. Il en est autrement si le défaut de paiement du minimum légal constitue une infraction passible de poursuites pénales après constatation par l'inspecteur du travail.

Enfin, le Conseil supérieur du travail a eu à se prononcer sur une réclamation formulée par les défenseurs des ouvrières à domicile, à la suite d'un arrêt de la Cour de cassation du 22 mai 1917, relatif à l'application de l'article 33 j.

Cet article stipule :

« Art. 33 j. — Les réclamations des ouvrières touchant le tarif appliqué au travail par elles exécuté ne sont recevables qu'autant qu'elles se seront produites au plus tard quinze jours après le paiement de leurs salaires.

Le délai ainsi fixé ne s'applique pas à l'action intentée par l'ouvrière pour obtenir à son profit l'application d'un tarif d'espèce établi par un précédent jugement et publié comme il est dit à l'article 33 l.

Le court délai de prescription prévu au premier alinéa de cet article 33 j se justifiait par la raison suivante (rapport de M. le Conseiller Feuilloley, à la Cour de cassation).

Le législateur ne pouvait pas, sans s'exposer à léser les intérêts légitimes du patronat, laisser les employeurs sous le coup d'actions multiples qui auraient pu leur être intentées pendant un temps indéterminé, ou même pendant le délai de six mois qui est celui, selon le droit commun (art. 2271 du Code civil), de la prescription de l'action des ouvriers et gens de travail pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires.

Mais les comptes en redressement de salaires, lorsqu'il s'agit pour l'ouvrier d'obtenir l'application, à son profit, d'un « tarif d'espèce » établi par un précédent jugement, échappent à cette prescription des quinze jours.

La jurisprudence établie par l'arrêt de la Cour de cassation du 22 mai 1917 a prononcé, que ne constituent des tarifs d'espèce, que « ceux qui, ayant pour objet des travaux particuliers et non prévus par les tarifs généraux, ont été établis par des jugements rendus publics par affichage à la porte du prétoire ».

Ainsi « tarif d'espèce » aurait le sens étroit de tarif établi pour des travaux particuliers qui ne sont pas effectués de façon courante en série.

La prescription, dans le cas de tarif fixé par jugement, jouerait alors de la façon suivante :

a. S'il s'agit d'un tarif d'espèce établi pour un travail particulier et résultant d'un jugement affiché à la porte du prétoire : six mois;

b. S'il s'agit d'un tarif général, établi pour un travail en série par des décisions de comités de salaires et d'expertise et appliqué par un jugement : quinze jours.

Une telle distinction n'était pas, semble-t-il, dans la pensée du législateur de 1915. Rien, du moins, dans les travaux préparatoires ou les débats parlementaires, ne permet de le supposer. La raison qui justifiait la fixation du délai de quinze jours était que, dans les cas où ce délai serait appliqué, l'ouvrière aurait pu avoir une suffisante connaissance des tarifs, en raison de la publicité reçue par eux, de façon que rien ne justifiait le retard qu'elle apporterait à l'introduction de son action.

Mais dans le cas d'un tarif fixé par jugement, dont la publicité est restreinte, le délai de quinze jours a paru trop court et la prescription de six mois joue. Or, il n'est pas douteux que le tarif fixé par jugement, qu'il porte sur une « espèce » (au sens de travaux particuliers ne s'effectuant pas en série) ou qu'il porte sur des travaux courants, effectués en série, reçoit dans l'un et l'autre cas la même publicité restreinte et qu'un même traitement doit être réservé à l'ouvrière dans l'un et l'autre cas.

Tenant compte de ces considérations, le Conseil supérieur proposait de modifier l'article 33 j sur ce point.

*
* *

Comment le projet du Gouvernement, adopté sans modification par la Chambre des députés, a-t-il traduit les vœux du Conseil supérieur du travail ?

L'article premier du projet modifie l'intitulé de la section en substituant le mot « ouvriers » au mot « ouvrières ».

L'article 22 vise des modifications aux articles 33 *a* à 33 *k*, 33 *m* et 33 *n*, sur les points suivants :

1° Le mot « ouvrier » est ajouté partout au mot « ouvrière », ce qui étend le bénéfice de la loi aux travailleurs du sexe masculin, dans les conditions envisagées par le Conseil supérieur du travail;

2° A l'article 33 *c* serait ajoutée une disposition aux termes de laquelle « en aucun cas les salaires payés ne sauraient être inférieurs aux salaires portés sur les bulletins ou carnets ». Ceci donne satisfaction au paragraphe 10 du vœu du Conseil supérieur, en conférant un caractère conventionnel au défaut de paiement du salaire porté sur les bulletins ou carnets;

3° Il est substitué « huit heures » à « dix heures » à l'article 33 *d*;

4° L'article 33 *f* est complété par deux paragraphes nouveaux; le premier permet au préfet, lorsque le comité de salaires ne peut être constitué parce qu'on ne trouve pas, dans le département, un nombre suffisant de représentants patronaux de l'industrie en cause, de faire appel à un employeur d'un département voisin appartenant à l'une des industries visées par la loi; le second paragraphe prévoit, s'il n'est pas possible de constituer le comité, l'obligation pour le préfet de déterminer le salaire minimum « en utilisant les renseignements recueillis auprès des groupements et personnalités compétentes, notamment auprès des inspecteurs du travail ». C'est la procédure usitée en matière de constatation du taux normal et courant des salaires, pour l'application des décrets du 10 août 1899;

5° L'article 33 *g* est modifié en vue de l'introduction d'ouvriers du sexe masculin dans le comité de salaires, de l'admission des inspecteurs ou inspectrices du travail, avec voix consultative, dans les comités de salaires ou d'expertise, de l'attribution de jetons de présence aux membres ouvriers de ces comités, la dépense étant portée au budget départemental comme dépense obligatoire;

6° Le délai d'appel à la Commission centrale, est, à l'article 33 *h*, réduit de trois mois à un mois;

7° Le paragraphe 1^{er} de l'article 33 *j* qui stipulait : « Les réclamations des ouvrières touchant le tarif appliqué au travail par elles exécuté ne sont recevables qu'autant qu'elles se seront produites au plus tard quinze jours après le paiement de leurs salaires » est modifié comme suit : « Les réclamations des ouvrières ou des ouvriers touchant le tarif appliqué au travail par eux exécuté, ne sont recevables qu'autant qu'elles se seront produites au plus tard *un mois* après le paiement de leurs salaires ». Cette modification répond au vœu provoqué par la jurisprudence de la Cour de cassation, rappelée plus haut;

8° A l'article 33 *k* relatif aux associations autorisées par décret à exercer toutes actions civiles en cas de violation de la loi, il est ajouté un paragraphe habilitant ces associations à « exercer le droit au recours prévu à l'article 33 *h* », c'est-à-dire à déférer à la Commission centrale des salaires les décisions des comités qui seraient jugées contestables;

9° Le premier paragraphe de l'article 33 *m* qui prévoit l'extension du bénéfice du salaire minimum aux ouvriers exécutant à domicile les mêmes travaux que les ouvrières, est abrogé comme étant devenu sans objet puisque la loi s'appliquerait désormais aux ouvriers et ouvrières de toutes les industries considérées;

10° L'article 33 *n* qui se bornait à déclarer nulles et de nul effet toutes conventions contraires à la loi, c'est-à-dire à affirmer le caractère « d'ordre public » des stipulations de cette loi, est remplacé par un texte plus rigoureux, conférant le caractère d'infractions aux manquements à la loi. « Il est interdit aux fabricants... de payer aux ouvrières ou ouvriers occupés par eux à domicile des prix de façon inférieur aux prix de façon déterminés dans les conditions prévues par les articles 33 *g* et 33 *l*. »

L'article 3 du projet complète les articles du même livre (titre V) relatifs aux sanctions pénales, en y introduisant les références aux articles modifiés par le présent projet qui comporteront désormais des sanctions pénales et en étendant la compétence des inspecteurs du travail aux infractions commises.

*
* *

Telles sont les dispositions du projet de loi. La Commission ne peut qu'en proposer l'adoption au Sénat en considération de l'unanimité qui s'est faite, entre patrons et ouvriers, sur le texte des amendements à apporter à la loi actuelle; elle espère que la Haute Assemblée n'hésitera pas à lui donner son approbation. C'est dans cet espoir que votre Commission du commerce et du travail vous demande de voter le texte du projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — La section I^{re} du chapitre I^{er} du titre III du livre I^{er} du Code du travail sera désormais intitulée comme suit : Du salaire des ouvriers exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement.

ART. 2. — Les articles 33 *a* à 33 *k*, 33 *m* et 33 *n* de la section précitée sont modifiés comme suit :

1° A l'article 33, les mots « à toutes les ouvrières » sont remplacés par les mots « aux ouvriers et ouvrières ».

2° A l'article 33 *a*, les mots « de chacune des ouvrières ainsi occupées » sont remplacés par les mots « de chaque ouvrière ou ouvrier ainsi occupés ».

3° Aux articles 33 *b*, 33 *c*, 33 *d*, 33 *e*, 33 *f*, 33 *l* et 33 *m*, les mots « ouvrière », « ouvrières » et « une ouvrière », sont remplacés respectivement par les mots « ouvrière ou ouvrier », « ouvrières ou ouvriers » et « une ouvrière ou un ouvrier ».

4° A l'article 33 *c* il est ajouté un paragraphe conçu comme suit : « En aucun cas, les salaires payés ne sauraient être inférieurs aux salaires portés sur les bulletins ou carnets. »

5° A l'article 33 *d*, les mots « dix heures » sont remplacés par les mots « huit heures ».

6° A l'article 33 *e*, § 3, après le mot « journalière » sont ajoutés les mots « ou, s'il y a lieu, du journalier ».

7° L'article 33 *f* est complété par l'addition des deux paragraphes 5 et 6 ci-après :

« Lorsque, par suite de l'absence dans le département d'un nombre suffisant de représentants patronaux de l'industrie en cause, le comité ne peut se constituer, le préfet peut faire appel à un employeur d'un département voisin appartenant à l'une des industries visées par la présente loi, pour siéger au comité en qualité de second membre patron. »

« S'il n'est pas possible de constituer le comité, le préfet détermine le salaire

minimum en utilisant les renseignements recueillis auprès des groupements et personnalités compétentes, notamment auprès des inspecteurs du travail. »

8° L'article 33 g, § 2, sera rédigé comme suit :

« Chacun de ces comités comprend deux patrons (hommes ou femmes), deux ouvrières ou deux ouvriers, ou bien une ouvrière et un ouvrier, selon la nature de l'industrie. Ces quatre membres doivent appartenir aux industries visées par la présente loi et exercer leur profession dans le département. »

9° L'article 33 g est complété par les deux paragraphes 9 et 10 ci-après :

« Les comités de salaires et les comités d'expertises peuvent appeler avec voix consultative, à participer à leurs délibérations, les inspecteurs ou inspectrices du travail de leur circonscription, qui leur communiqueront les renseignements qu'ils auront recueillis et les constatations qu'ils auraient faites concernant l'objet des délibérations des comités. »

« Des jetons de présence sont alloués aux membres ouvriers des comités de salaires ou d'expertises. Les dépenses en résultant sont portées au budget départemental comme dépenses obligatoires. »

10° A l'article 33 h, § 2, 8 et 9, les mots de « trois mois » sont remplacés par les mots « d'un mois ».

11° L'article 33 i, § 2, sera désormais rédigé comme suit :

« La différence constatée en moins entre le salaire payé et celui qui aurait dû l'être doit être versée à l'ouvrière ou à l'ouvrier insuffisamment rétribué, sans préjudice de l'indemnité à laquelle l'employeur pourra être condamné au bénéfice de celle-ci ou de celui-ci. »

12° L'article 33 j, § 1^{er}, sera désormais rédigé comme suit :

« Les réclamations des ouvrières ou ouvriers touchant le tarif appliqué au travail par eux exécuté ne sont recevables qu'autant qu'elles se seront produites au plus tard un mois après le paiement de leurs salaires. »

13° L'article 33 k est complété par un paragraphe 3 ainsi conçu :

« Les mêmes associations autorisées peuvent également exercer le droit de recours prévu à l'article 33 h. »

14° Le premier paragraphe de l'article 33 m est supprimé.

15° Est supprimée au deuxième paragraphe du même article la lettre m.

16° L'article 33 n sera désormais rédigé comme suit :

« Art. 33 n. — Il est interdit aux fabricants, commissionnaires, intermédiaires ou préposés de payer aux ouvrières ou ouvriers occupés par eux à domicile des prix de façon inférieurs au prix de façon déterminés dans les conditions prévues par les articles 33 g et 33 l. »

ART. 3. — Le titre V du livre 1^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est ainsi modifié :

1° L'article 99 a sera rédigé comme suit :

« Art. 99 a. — Les fabricants, commissionnaires, intermédiaires ou leurs préposés qui auront contrevenu aux dispositions des articles 33 a, 33 b, 33 c, § 1^{er} à 5 inclus, et 33 n du présent livre seront punis d'une amende de 5 francs à 15 francs.

« En cas d'infraction aux prescriptions de l'article 33 c, § 6, le contrevenant sera puni d'une amende de 16 francs à 100 francs.

« Dans le cas de contravention aux articles 33 c et 33 n, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes à l'égard desquelles les prescriptions desdits articles n'auront pas été observées. »

(Le reste de l'article sans changement.)

2° Le deuxième paragraphe de l'article 107 est modifié comme suit :

« Les inspecteurs du travail sont, en outre, chargés de l'application des articles 32 a, 32 d, 33 a, 33 b, 33 c et 33 n, dans les conditions prévues auxdits articles. »

SEANCE DU 7 DECEMBRE 1928 (¹).

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier la section I du chapitre I^{er} du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale (Du salaire des ouvrières exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement).

J'ai à donner connaissance au Sénat du décret suivant :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

Vu l'article 6, § 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les Ministres peuvent se faire assister devant les deux Chambres par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — M. Charles Picquenard, Conseiller d'Etat en service extraordinaire, Directeur du Travail, est désigné, en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, au Sénat, dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la section I^{re} du chapitre I^{er} du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale (du salaire des ouvriers exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement).

ART. 2. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 décembre 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUCHEUR.

M. Mario ROUSTAN, *rapporteur*. — J'ai l'honneur de demander au Sénat de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la Commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'urgence est déclarée.

La parole est à M. le rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, c'est un long martyrologe que l'histoire du travail en chambre, c'est-à-dire du *sweating system* dont les ouvriers isolés sont constamment les victimes, surtout quand ils ne sont pas en relations immédiates avec les chefs d'industrie, mais sont obligés

(¹) *Journal officiel* du 8 décembre 1928.

de passer par un certain nombre d'intermédiaires, de courtiers de grands magasins ou de grandes fabriques. Dévaluation du salaire, surmenage, conditions d'hygiène très défectueuses, les inconvénients ont paru si graves que les économistes autrichiens et allemands ont édicté une réglementation très rigoureuse du travail à domicile, en allant même jusqu'à l'interdire partout où il n'était pas absolument indispensable. (*Mouvements divers.*)

Et voici, messieurs, ce que disait un inspecteur du travail français :

« Il ne faut pas que le domicile de l'ouvrier puisse être la prolongation de l'atelier. La tolérance du travail à domicile est la fissure par où s'échappe toute l'énergie des prescriptions légales. » (*Très bien ! très bien !*)

Messieurs, le projet de loi qui vous est soumis apporte au travail à domicile un certain nombre de garanties que l'expérience a démontrées comme indispensables.

Je le dis sans aucune hésitation, je suis loin de partager les idées de ces économistes qui pensent que, conformément à la loi d'airain, l'idéal pour l'humanité consiste à enrégimenter le maximum d'ouvriers dans le minimum d'usines.

Je crois, au contraire, que, grâce à la collaboration des municipalités et des chefs d'industrie, le petit atelier doit être reconstitué, le petit atelier qui est beaucoup plus facile à contrôler que le travail à domicile. (*Très bien !*)

Et pourtant, je ne pense pas que le travail à domicile soit un mode arriéré de la production. Les Allemands ont dit : « Une forme arriérée et barbare. » C'est une erreur.

Il faut le répéter : suivant une formule qui me paraît très heureuse, nous sommes au delà du marxisme. Nous avons dépassé le marxisme. Il est loin d'être établi qu'avec l'électrification des campagnes, avec le développement de la houille blanche, avec tous les progrès accomplis dans le transport de la force à domicile, la grande usine doive fatalement, nécessairement, tuer l'atelier. (*Très bien ! très bien !*)

D'ailleurs, cela n'est pas vrai, cela n'a jamais été vrai pour des industries comme celles de la dentelle, de la broderie, de la soierie, de la rubannerie, de l'armurerie, de l'horlogerie, de l'article de Paris, que sais-je encore ? (*Très bien !*)

Que sera-ce demain, quand l'artisan de nos villages pourra recevoir à son domicile la force dont il a besoin ? Ce sera l'intérêt même des patrons de remplacer ces immenses usines, dans lesquelles l'ouvrier n'est qu'un numéro, par une foule de petits ateliers de famille qui seront disséminés sur tous les points du territoire. (*Très bien ! très bien !*)

Mais quel serait alors l'intérêt des travailleurs si, une fois isolés de leurs camarades, ils étaient constamment exposés à ne recevoir que des salaires insuffisants, salaires qui, d'ailleurs, auront toujours une répercussion sur ceux des ouvriers qui seront restés dans l'usine ?

Oui, nous devons nous réjouir de voir la fabrique dispersée. Oui, nous devons nous féliciter que ce soit là un moyen d'enrayer cet exode rural que nous déplorons tous et de maintenir le foyer domestique. (*Très bien ! très bien !*) Mais quel serait le gain pour la collectivité, si des salaires insuffisants condamnaient des familles à une sous-alimentation dangereuse, si la maison était un taudis, si la femme usait inconsidérément ses forces et ses yeux surtout, si les petits enfants étaient mis trop tôt à la besogne ? Il y avait là des abus d'autant plus cruels, d'autant plus criants que l'ouvrière lésée pouvait craindre d'être privée de son travail le jour où elle dénonçait celui qui le lui fournissait.

La loi de 1915 a ouvert la voie en instituant le minimum de salaire, en autorisant les syndicats ouvriers à vérifier l'application du texte, et en confiant à des associations le soin de vérifier si ce texte était respecté.

Ces associations, vous les connaissez : c'est la Ligue sociale des acheteurs, c'est la Fédération des organismes du travail, c'est surtout l'Office français du travail à domicile, qui est peut-être le plus actif et le plus vigilant. *(Très bien !)*

Si l'on avait écouté l'Office du travail, on serait allé très loin dans la voie où l'on s'était engagé. Certes, ni les syndicats ni les associations ouvrières n'avaient le droit de se substituer aux ouvrières lésées, mais ces groupements faisaient entendre constamment des protestations contre les violations de la loi auxquelles ils assistaient : pourquoi, demandaient-ils, pourquoi refuser aux inspecteurs et aux inspectrices du travail qui assistent à la violation de la loi le droit de dresser des procès-verbaux, en vue de poursuites contre les patrons indécents, ou contre les courtiers malhonnêtes ?

Pourquoi la réparation des accidents du travail, qui s'étend aux ouvriers étrangers, n'était-elle pas accordée aux ouvriers français qui travaillent en France, dans leur patrie, dans leur propre domicile ? Pourquoi les ouvrières injustement lésées n'avaient-elles que quinze jours pour protester, et non pas un mois, et non pas deux, et non pas trois ? *(Applaudissements.)*

Messieurs, le Ministère du Travail a fait de longues enquêtes. Le Conseil supérieur du Travail a, pour ainsi dire, tamisé les réclamations qui étaient présentées par les associations et les syndicats. A l'unanimité, il a approuvé les modifications qui vont vous être présentées aujourd'hui.

Délégués des patrons et délégués des ouvriers se sont mis d'accord sur tous les points; méthode excellente, méthode que nous avons toujours préconisée, convaincus que la paix sociale avait tout à gagner à une procédure de ce genre. *(Très bien ! très bien !)*

Au point de vue de l'inspection et du contrôle, au point de vue du minimum du salaire, au point de vue du contrôle général du travail à domicile, il faut bien le reconnaître, notre pays est fort en retard sur beaucoup de nations. Notre loi, très nettement inspirée de la loi anglaise de 1909, ne protégeait jusqu'à ce jour que les ouvrières à domicile, les ouvrières travaillant aux industries du vêtement.

Il y a bien, il est vrai, un article 33 *m* dans la loi qui porte ceci :

« Dans le cas où des ouvriers... » — et non plus des ouvrières — « ...appartenant aux industries visées à l'article 33 et exécutant à domicile les mêmes travaux que les ouvrières... » — retenez bien ceci, parce que cette restriction va disparaître du nouveau texte de loi — « ...recevraient un salaire inférieur au minimum établi pour celles-ci, le relèvement de ce salaire jusqu'à concurrence dudit minimum pourra — j'insiste sur ce mot — être demandé devant les conseils de prud'hommes ou en justice de paix dans les mêmes conditions que pour les ouvrières elles-mêmes. »

Il y a un second paragraphe ainsi libellé :

« Les dispositions des articles 33 et suivants pourront, après avis du Conseil supérieur du Travail et en vertu d'un règlement d'administration publique, être rendues applicables à des ouvrières à domicile appartenant à d'autres industries non visées à l'article 33. »

Ainsi, possibilité, pour les ouvriers appartenant à l'industrie du vêtement et travaillant à domicile, d'obtenir un certain nombre de garanties qui ont été accordées aux ouvrières et, d'autre part, possibilité, pour les ouvrières appartenant à d'autres industries que celle du vêtement, d'obtenir les garanties accordées par la loi du 10 juillet 1915.

C'était sans doute quelque chose, mais c'était trop peu. Le texte actuel de la loi est vraiment insuffisant; au contraire, celui que j'ai l'honneur de rapporter devant vous au nom de la Commission du commerce et du travail, apporte à la fois des améliorations et des compléments indispensables. *(Très bien ! très bien !)*

Désormais, la protection s'étendra aux ouvriers aussi bien qu'aux ouvrières. Elle s'étendra aux ouvriers sans qu'ils aient besoin d'exécuter les mêmes travaux que les ouvrières qui sont protégées par la loi. Il y a tant de mutilés de guerre obligés de travailler à domicile parce qu'ils n'ont pas la résistance physique pour travailler à l'usine ou à l'atelier. N'est-il pas plus nécessaire, aujourd'hui qu'hier, de garantir ces mutilés contre les abus ? (*Très bien ! très bien !*)

Sur les pénalités à appliquer aux patrons qui verseraient à leurs employés des sommes inférieures à celles inscrites sur les bulletins ou les carnets, sur les facilités données à la constitution et au fonctionnement des comités de salaires, qui pourront désormais — c'est tout naturel — avoir le concours précieux des inspecteurs du travail, sur les jetons de présence alloués à des ouvriers qui prennent sur leur temps de travail pour assister aux travaux des comités de salaires — les ouvrières n'avaient jusqu'ici droit à aucune espèce d'indemnité — sur l'admission des syndicats à introduire des actions civiles dans le cas où les employés pourraient redouter des représailles de la part de leurs employeurs, sur d'autres dispositions encore, le nouveau texte introduit des modifications dont nous avons le droit d'attendre d'heureuses conséquences.

La Chambre des députés, frappée de l'accord unanime des employés et des employeurs que je vous signalais tout à l'heure, a voté sans débat le projet de loi, le 13 mars dernier. Le Sénat n'hésitera pas davantage.

La question tend à devenir internationale, comme tout ce qui concerne la réglementation du travail.

Faut-il rappeler, messieurs, l'admirable préambule de la partie XIII du traité de Versailles « Organisation du travail », proclamant que la non-adoption par une nation quelconque d'un régime de travail réellement humain fait obstacle aux efforts des autres nations désireuses d'améliorer le sort des travailleurs de leur propre pays. (*Très bien !*)

La réglementation du travail à domicile a déjà fait l'objet d'une des conférences provoquées par le Bureau international du travail. Il serait inadmissible, en effet, que les pays qui s'emploient à corriger les abus du travail à domicile fussent placés en état d'infériorité à l'égard des nations concurrentes moins généreuses, disons le mot, moins équitables envers la classe des travailleurs. (*Très bien ! très bien !*)

Le Bureau international du travail a élaboré au sujet des salaires minima un avant-projet de convention et un projet de recommandation.

La France, lorsqu'elle aura introduit dans son Code du travail les améliorations que nous vous proposons aujourd'hui, fera bonne figure dans le concert des nations civilisées. Il lui restera beaucoup à faire, sans doute, pour protéger le travail à domicile conformément au sentiment de la justice, conformément au sentiment de la solidarité sociale.

On m'a dit — je n'ai pas pu vérifier le chiffre — qu'il y avait en France près de trois millions d'ouvriers et d'ouvrières à domicile. C'est donc là que l'effort doit porter plus particulièrement. (*Très bien !*)

Je m'excuse, Messieurs, d'avoir été peut-être un peu trop long. (*Non ! non ! — Parlez ! parlez !*) Laissez-moi simplement vous rappeler ce qu'on nous avait objecté en 1916. Les partisans du laisser-passer, du laisser faire, du laisser mourir, nous avaient dit : « en légiférant, vous avez tué le travail à domicile ». Et les partisans du chambardement général ajoutaient : « Tant mieux, plus le travail à domicile disparaîtra, plus les ouvriers seront concentrés dans les usines, plus les foules seront malheureuses, et plus vite arrivera le grand soir. » (*Mouvements divers.*)

Eh ! bien, Messieurs, en légiférant, nous n'avons pas tué le travail à domicile. En fait, nous sommes en train de l'organiser, étape par étape, et quand nous aurons réalisé les progrès que nous espérons, je dirai même que nous entrevoyons, alors une entente internationale viendra couronner

cette œuvre et l'humanité aura fait un pas de plus vers un avenir plus juste et plus humain. (*Vifs applaudissements sur tous les bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. François-Saint-Maur.

M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR. — Messieurs, je m'excuse d'apporter au Sénat quelques observations évidemment beaucoup moins éloquentes et beaucoup moins bien préparées que celles de notre collègue M. Mario Roustan; mais il me serait difficile de laisser passer ce projet de loi, non pas sans m'opposer à son principe, car, sur ce point, je crois que nous nous mettrions facilement d'accord, mais sans faire tout au moins quelques réserves et sans signaler au Sénat que nous mettons ici le pied sur un terrain nouveau et peut-être assez dangereux. Voici pourquoi.

Lorsque le législateur de 1915 a envisagé qu'il devait être pris des mesures de précautions particulières pour les ouvrières à domicile, il était encore ému de toutes les horreurs de ce qu'on a appelé le *sweating system*. Mais le législateur avait limité aux femmes les bienfaits de la loi, parce qu'il les considérait comme atteintes d'une sorte de faiblesse congénitale qui ne leur permet ni de voter ni de se défendre. Il estimait qu'en vertu de cette faiblesse elles avaient droit à l'appui des législateurs.

Aujourd'hui, on étend aux ouvriers cette loi protectrice, qui, dans certains cas, a été une véritable libération.

Ma première question serait, messieurs, pour vous dire : « Savez-vous à combien d'ouvriers votre loi doit s'étendre ? »

En effet, il y a, parmi les ouvriers à domicile, des catégories très distinctes et qu'il ne faut pas confondre.

Autrefois, on avait en surtout en vue les ouvrières du vêtement, parce que c'était parmi elles que le *sweating system* sévissait le plus. Mais aujourd'hui, depuis que l'électricité a permis de maintenir l'atelier au foyer, le travail à domicile a pris une autre allure : souvent il n'est plus le fait de pauvres hères isolés, misérables, mais d'ouvriers parfaitement organisés, syndiqués, qui peuvent très bien se défendre et contre lesquels aucune espèce d'abus n'est à craindre.

Ce que je crains, c'est que, en soumettant tous les ouvriers à domicile à la réglementation prévue, vous n'arriviez à franchir une étape vers un salaire minimum généralisé dont on peut, je crois — et, pour ma part, je le pense — appréhender certains effets.

Je voudrais donc émettre quelques réserves et avoir quelques garanties. L'expression « ouvriers à domicile » a un sens large, elle comprend des catégories essentiellement différentes les unes des autres, les unes parfaitement dignes de l'attention protectrice du législateur, les autres, qui en sont tout aussi dignes, si vous le voulez, mais qui, véritablement, n'en ont pas besoin et qu'on doit considérer comme des ouvriers en usine, parce qu'ils ont les mêmes organisations syndicales, la même force, et qu'en réalité, ils n'ont pas à se plaindre des inconvénients, regrettables et signalés, du travail à domicile tel qu'on l'envisageait au moment du vote du projet de loi sur la protection des femmes.

Cela dit sur la portée générale de la loi, je voudrais présenter deux observations de détail, sur lesquelles M. le rapporteur voudra bien, je pense, et pourra, je l'espère, m'apporter quelques apaisements.

Vous déclarez que le salaire minimum qui devra être envisagé, salaire qui, en 1915, était de dix heures, doit être aujourd'hui envisagé comme salaire de huit heures, puisque la journée de huit heures est la journée normale de travail.

Prenez garde, messieurs ! La journée de huit heures est la journée normale de travail à l'usine. Or, à domicile, la journée de travail est discontinuë. Si l'ouvrier, si l'ouvrière travaillent à domicile, c'est pour pouvoir faire ce qu'ils ne peuvent faire à l'usine, c'est-à-dire utiliser leurs moments

perdus, en dehors des travaux de ménage, du soin des enfants et du foyer. Par conséquent, vous aurez de la peine à déterminer la durée de la journée de travail et à faire la discrimination entre la journée effective et la journée nominale.

En outre — c'est peut-être ici que mon observation a le plus de poids — ne craignez-vous pas d'ouvrir la porte à la fraude, non pas pour les ouvriers à domicile, qui sont fortement organisés, mais pour les autres ?

Vous allez prévoir un salaire minimum de huit heures. Envisageons la fraude. Le patron va verser un salaire de huit heures. Qui vous dira qu'il ne s'agit pas, en réalité, d'un travail de dix heures ?

Si vous mainteniez le salaire de dix heures, vous seriez au moins certain qu'il n'y aurait pas de fraude de ce côté.

Voici une autre de mes craintes. Comment s'établiront les contraventions ?

L'Inspection du Travail est parfaitement qualifiée pour les constater, nous dit notre collègue.

Où et quand pourra-t-elle intervenir ? Je regrette particulièrement de ne voir ici aucun représentant du Ministère du Travail qui pourrait me donner sur ce point des précisions.

Comment interviendra l'inspecteur du travail ? Lorsqu'il s'agit d'une usine, d'un établissement, d'un atelier, il le connaît, il est signalé, il peut y entrer. Ici, rien de pareil. L'atelier est, en effet, au domicile privé, dans le foyer même.

Vous allez alors ouvrir la porte de tous les foyers à l'Inspection du Travail ? Vous allez autoriser les inspecteurs du travail à entrer partout, dans toutes les habitations privées, car la caractéristique du travail à domicile, c'est qu'il s'effectue au foyer.

Il y avait des raisons particulières, je l'ai dit, d'avoir une législation pour les femmes, mais vous voulez l'étendre dans une proportion infiniment plus grande pour les hommes, je crois qu'il y a là un danger.

Je vais plus loin. Je suppose que l'Inspection du travail veuille agir, elle ne le pourra pas. Lorsqu'un ouvrier se plaint de n'avoir pas touché le salaire auquel il a droit, il adresse une plainte, il présente des états de paiement de son patron et il fait constater que celui-ci a manqué, soit au contrat individuel qu'ils ont passé, soit, dans tous les cas, aux obligations de la loi. J'admets très bien qu'à ce moment-là l'inspecteur du travail intervienne, parce qu'alors il est alerté, il connaît la personnalité même de l'ouvrier qui s'est plaint, il sait où il peut le trouver.

Mais vous allez autoriser l'inspecteur du travail à entrer partout, dans tous les foyers, et il ne le connaît pas ! Comment vont-ils être portés à sa connaissance ?

Vous me disiez tout à l'heure, mon cher rapporteur, que vous croyiez que l'employeur devait établir une liste sur laquelle il portait toutes ses ouvrières à domicile ; vous allez donc faire la même chose pour les ouvriers ? En êtes-vous sûr ? (*M. le rapporteur fait un signe d'assentiment.*)

Une fois que vous aurez avisé et alerté l'inspecteur du travail en lui remettant cette liste, vous lui donnerez le droit d'entrer dans trois millions de foyers de France, c'est le chiffre que vous avez donné tout à l'heure.

M. LE RAPPORTEUR. — Je vous ai dit : « Trois millions d'ouvriers et d'ouvrières », et, malheureusement, en France, cela ne fait pas trois millions de foyers, je le regrette autant que vous.

M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR. — C'est entendu, mais les chiffres que vous avez indiqués montrent que voilà un pas nouveau vers une sorte, je ne dirai pas de socialisme, car je sais que c'est tout à fait loin de votre pensée, et même les dernières paroles que vous avez dites ont parfaitement indi-

qué qu'il s'agissait, précisément, d'enlever en quelque sorte une clientèle au socialisme...

M. LE RAPPORTEUR. — Non, au communisme, ce qui n'est pas la même chose.

M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR. — ...c'est entendu — en lui donnant toutes les satisfactions légitimes qu'elle peut désirer. Je suis de votre avis sur toutes les satisfactions légitimes, car j'estime que beaucoup d'idées dangereuses pour notre pays ne naîtraient pas si tous ceux dont elles relèvent faisaient peut-être toujours leur devoir. (*Très bien ! très bien !*) Mais je crois qu'il faut se garder d'aller trop loin et trop vite. Ouvrir une porte toute grande, comme vous nous proposez de le faire, permettre l'intrusion de l'Inspection du Travail dans tous les foyers des ouvrières et des ouvriers à domicile, donner carrière à toutes les difficultés qui peuvent naître sur la portée même du salaire, ainsi que je l'indiquais dans la première partie de mes observations, je crois qu'il y a là une inconnue qui peut être pleine de dangers.

Je n'en dis pas plus. Je ne demande pas de modification et je réponds simplement, en terminant, à une dernière idée qu'a soulevée tout à l'heure l'honorable M. Roustan, en ce qui concerne la législation internationale du travail.

Nous sommes d'accord, M. le rapporteur et moi, pour dire que, dans beaucoup de cas, la garantie du travail national n'est pas toujours sur le territoire même du pays. Elle se trouve très souvent en dehors de ses frontières, à cause de la concurrence internationale.

Quelquefois, le seul moyen que nous ayons de faire régner la justice, l'équité, j'irai plus loin, la charité, dans nos relations de travail à l'intérieur de notre pays, c'est de nous assurer que ces mêmes notions de justice et de charité sont observées en dehors de nos frontières. Sur ce point, pas de discussion entre nous. (*Très bien !*)

Prenez garde tout de même; mettez-vous bien d'accord avec les voisins avant de partir, car il ne faut pas que la France soit éternellement dupe de tous les bons sentiments, qu'elle prenne elle-même des initiatives généreuses qui sont portées à son crédit moral et quelquefois à son débit matériel. Si nous sommes prêts à faire autant, sinon plus que ceux qui veulent internationalement faire les mêmes gestes que nous, il faut prendre garde afin de ne pas voir certaines mesures généreuses et d'apparence très belles se retourner parfois contre ceux qui les prennent.

Je voulais dégager ma responsabilité personnelle du vote d'un texte que je considère, non pas comme mauvais, mais comme peut-être insuffisamment étudié, et dont certaines conséquences dangereuses m'effrayent aussi bien pour la concurrence générale de l'industrie de mon pays que pour ceux-là mêmes que nous voulons protéger. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est M. le président de la Commission.

M. LOUIS SERRE, *président de la Commission du commerce*. — Messieurs, je n'ai pas été surpris d'entendre les observations de l'honorable M. François-Saint-Maur, dont la compétence dans les questions du travail est universellement reconnue au Sénat. (*Très bien !*)

M. François-Saint-Maur nous dit que nous venons de mettre le pied sur un terrain nouveau. Incontestablement, à chaque modification que nous voulons apporter aux lois sociales en France, cela nous arrive.

En 1915, quand on a fait la première modification, c'était une nouveauté; on aurait pu, en ce moment-là, avoir des craintes; mais aujourd'hui, tout le monde se félicite de ce qui a été fait par cette loi de 1915. Si nous nous trompons, comme vous le croyez, si notre erreur devait être trop

grossière, nous ferions machine en arrière. Mais ce n'est pas notre pensée; et si, dans le détail, si, dans l'application de la loi qui est soumise à votre vote, il se présente quelques difficultés, nous serons prêts à la modifier, si cela est nécessaire.

Vous disiez, mon cher collègue, qu'il y a, dans ce projet de loi, toute une catégorie d'ouvriers. Non, les ouvriers prendront, ou la formule des faconniers, et c'est une règle spéciale qui s'applique, ou celle des artisans, et ils seront encore soumis à une réglementation particulière, ou bien enfin ils seront réellement des ouvriers, et c'est pour ceux-là que la loi fonctionnera.

Ils sont syndiqués, dites-vous ? Tant mieux ! Ils auront le moyen de se défendre, et j'en suis très heureux.

M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR. — Moi aussi.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Vous nous dites que cette loi va être une source de fraudes, parce que, jusqu'ici, les salaires avaient été basés sur dix heures de travail, et qu'ils le seront à l'avenir sur huit heures. Vous dites qu'on mélangera huit heures et dix heures dans le calcul des salaires. Mais vous savez bien que le travail à domicile est un travail à la tâche; c'est un travail à façon. Or, il est très facile de calculer dans l'intérieur de l'usine ce que peut faire un ouvrier d'usine en huit heures et de voir si la production en huit heures doit être la même à domicile, aujourd'hui où, comme vous l'avez très bien dit, il y a l'électricité, où l'on pourra mettre des machines.

Dès lors, plus de difficulté. Lorsque les ouvriers, d'un côté, et les patrons, de l'autre, après l'expérience faite, décideront que, pour huit heures, le salaire moyen d'un ouvrier ou d'une ouvrière moyenne doit être de tant, on appliquera cette mesure, qu'il s'agisse de l'usine ou de l'atelier à domicile.

Le travail ne peut pas être fait autrement, car il n'y aurait plus de contrôle possible.

Une ouvrière ne peut pas dire : « J'ai travaillé deux heures ce matin, ou j'ai travaillé cet après-midi de une heure à trois heures. » Le travail se fait à la tâche, dans des conditions semblables; par conséquent, ces difficultés doivent disparaître.

M. François-Saint-Maur a émis des craintes au sujet de l'entrée possible de l'inspecteur du travail dans un certain nombre de foyers. Je reconnais que l'autorisation donnée à l'inspecteur du travail de pénétrer dans les foyers particuliers, dans ce qui n'est pas proprement parler l'usine, peut choquer; mais, ici, la discussion se fera sur pièces, et le jugement sera rendu dans les mêmes conditions.

M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR. — Dans ces conditions, l'inspecteur ne pénétrera pas dans les foyers.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — On jugera sur le bulletin de salaire.

M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR. — Je suis heureux de vous l'entendre dire, monsieur le Président de la Commission, et je suis ainsi récompensé de mon intervention.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Muni du bulletin de salaire que lui aura remis l'ouvrier, l'inspecteur du travail se présentera à l'usine, on contrôlera, on verra.

On pourra, de la sorte, se rendre compte si l'ouvrière ou l'ouvrier travaillant à domicile a un salaire égal à celui qui travaille à l'usine. (*Très bien !*)

M. François-Saint-Maur nous a dit encore : « Oui ! mais les mesures internationales sont très gênantes et peuvent placer un pays dans une situation d'infériorité au point de vue de la concurrence. » Vous avez mille fois raison.

Mais vous avez ajouté — et je prends les mots tels que vous les avez prononcés — qu'il faut de la justice, de l'équité, et même de la charité, et que vous ne voulez pas que notre pays soit seul à prodiguer à ses ouvriers les grands principes dont vous parliez. Encore une fois, vous avez raison. Mais, si j'avais à choisir et si je devais être quelque peu dupe au prix de l'application des trois principes que vous indiquiez, je préférerais être la dupe. (*Très bien ! très bien !*).

M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. François-Saint-Maur.

M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR. — Messieurs, je remercie M. le Président de la Commission de ses explications et je prends acte des dispositions du projet de loi, qui me donnent satisfaction. Il est entendu que l'inspecteur du travail agira sur pièces.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Le plus souvent.

M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR. — Nous sommes d'accord : il peut y avoir quelques exceptions, mais il est entendu que ce sera sur la production du bordereau de salaires et sur la constatation d'une fraude, d'une contrevention, que l'inspecteur du travail pourra agir. J'ai par là toute satisfaction, puisque, dans 99 cas sur 100, l'intrusion que je craignais au foyer ne se produira pas. Je serai donc récompensé de mon intervention par ce seul fait que j'aurai obtenu cette garantie.

Je suis d'accord avec M. le Président de la Commission du commerce et du travail pour dire qu'en effet, lorsque nous avons le choix entre des mesures qui sont vraiment mauvaises et douloureuses et des mesures généreuses, même si ces dernières nous coûtent quelques sacrifices, l'hésitation d'une âme haute ne se comprendrait pas.

Sur ce point, s'il est un pays qui puisse invoquer son passé comme garantie de ce qui peut être fait dans l'avenir, c'est la France, dont la législation sociale est certainement une des plus humaines et des plus compréhensives qui soient.

Il n'y a donc pas de difficulté entre nous, Monsieur le Président de la Commission. Le seul point sur lequel j'ai émis une réserve et sur lequel vous ne m'avez pas donné raison, au moins publiquement, c'est que le problème a une autre face. Il ne faut pas oublier que, malgré ces mesures généreuses, la question pécuniaire est une question vitale pour ceux qui vivent à la sueur de leur front et qu'il ne faut pas les mettre en face de difficultés dont ils seraient les premières victimes.

Sous cette réserve, à propos de laquelle je ne vous demande pas de prendre acte de notre accord indirect, car ce serait peut être indiscret, je vous remercie des satisfactions et des garanties que vous m'avez données en ce qui concerne l'intégrité du foyer familial. (*Très bien ! très bien ! à droite et au centre.*)

M. PIERRE MARRAUD, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre de l'Instruction publique.

M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — Messieurs, au nom de M. le Ministre du Travail, que des circonstances imprévues empêchent d'assister à la séance, j'apporte l'adhésion du Gouvernement à la proposition de loi sur laquelle vous êtes appelés à délibérer. Elle a, d'ailleurs, été étudiée par la commission compétente, en présence des représentants du Ministère du Travail; l'accord s'est fait entre la Commission et le Gouvernement, et je n'outrepasse pas ma mission en acceptant, au nom du Ministre du Travail, l'intégralité des dispositions de la loi.

M. François-Saint-Maur a exprimé tout à l'heure le regret qu'un fonctionnaire du Ministère du Travail ne fût pas à mes côtés. Je ne suis pas en mesure, mon cher collègue, de répondre à un questionnaire qui serait trop serré; je regrette, comme vous, qu'on me laisse un peu seul à ce banc, avec un projet qui m'a été remis il y a quelques minutes, mais je connais assez les intentions du Ministre du Travail et celles du Gouvernement pour apporter devant le Sénat, comme je le fais, cette adhésion complète.

Comment pourrait-il y avoir, sur la question de principe même, une hésitation quant à l'extension du travail à domicile ? Monsieur François-Saint-Maur, vous désirez comme nous, que la vie familiale soit consolidée dans toute la mesure du possible.

Si j'avais eu l'honneur de discuter avec vous d'une question qui viendra bientôt devant le Sénat, celle du vote féminin, un des arguments principaux que j'aurais invoqués c'est qu'à mon sens, et sans vouloir empiéter sur un débat qui s'ouvrira bientôt, ce vote aurait pu porter atteinte à cette vie familiale que je voudrais sauvegarder et consolider.

Si vous voulez, comme nous tous, assurer l'extension de ce travail à domicile — que quelques-uns d'entre vous ont vu dans les régions industrielles qu'on citait tout à l'heure et qui vivent dans un état social pacifié —, si vous voulez comme nous, cette extension du travail à domicile, vous devez bien l'admettre avec tous les contrôles indispensables pour que les abus ne se produisent pas; vous devez donc admettre une assimilation complète, un régime absolument analogue, au point de vue des garanties, à celui des ouvriers travaillant à l'usine. (*Très bien!*)

Vous avez affaire, d'ailleurs, à une commission qui n'apporte pas d'intransigeance dans ses formules, qui reconnaît que si, à l'usage, quelques difficultés, quelques inconvénients se présentent, d'un commun accord, nous chercherons une mise au point.

J'entendais tout à l'heure vos critiques relatives au travail et à l'inspection; si ces conditions peuvent prêter à discussion, est-ce que, aujourd'hui, avec une participation plus réduite au travail à domicile, les mêmes arguments de droit et les mêmes préoccupations n'ont pas leur raison d'être ?

Quoi qu'il en soit, au nom du Gouvernement, je demande au Sénat, à l'unanimité du Sénat, de voter ce projet, qui se présente avec cette garantie d'avoir l'appui des intéressés et l'accord des patrons qui les occupent.

C'est, messieurs, à mon sentiment, une excellente occasion d'assurer une législation sur laquelle les différents intérêts en présence sont absolument d'accord et aussi, de réaliser une œuvre d'intérêt social, sur laquelle, je l'espère, vous serez unanimes à apporter votre vote. (*Applaudissements.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, je remercie M. le Ministre de l'Instruction publique d'avoir apporté ici une adhésion qui nous est précieuse, la sienne; elle nous est d'autant plus chère qu'elle est plus imprévue : nous savions très bien, en effet, quels étaient les sentiments de M. Marraud,

sénateur; il nous est agréable de constater qu'ils n'ont pas changé depuis qu'il est Ministre, et la Commission le remercie d'avoir bien voulu lui apporter l'appui de sa parole autorisée et toujours écoutée au Sénat. (*Très bien!*)

J'aurais à répondre à M. François-Saint-Maur, sur un assez grand nombre de points; si j'avais plus de temps devant moi, je répondrais plus longuement à M. François-Saint-Maur; mais je lui demande la permission d'aller très vite et de me borner à quelques observations.

Vous avez, mon cher collègue, divisé les ouvriers en deux catégories, ceux qui ont besoin de la loi et ceux qui n'en ont pas besoin. Je crains que votre pensée — et vous seriez le premier à le regretter — ne soit interprétée de la façon suivante: les ouvriers se répartissent en deux catégories, ceux qui ont le sentiment de la solidarité sociale et ceux qui ne l'ont pas.

Je sais bien que tel n'est pas votre sentiment.

M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR. — Assurément!

M. LE RAPPORTEUR. — Laissez-moi donc vous déclarer en toute franchise: si nous estimions que le travail à domicile pût affaiblir dans l'esprit de l'ouvrier ce sentiment de solidarité que nous respectons partout où il se trouve, nous aurions fait, nous-mêmes, des réserves lorsque nous avons présenté le texte de loi (*Très bien!*)

D'autre part, permettez-moi d'ajouter ceci:

Pour la première fois, en abordant la question des salaires minima, le Bureau international du travail s'est placé sur un terrain nouveau, celui du paiement de l'ouvrier. Vous avez émis, mon cher collègue, un certain nombre de craintes sur le rôle que pourraient jouer les pays qui, poussés par des idées humaines, compromettraient leur situation économique à l'égard d'autres pays concurrents beaucoup moins généreux qu'eux.

Je vous demande — je suis sûr que vous le ferez — de lire le compte rendu des délibérations du Bureau international du travail sur cette question. Je vous demande de le lire, non pas en ce moment, car la bousculade approche et le budget vous prendra bientôt tous vos instants, mais plus tard, dans le calme et le silence; je vous prie de vous mettre face à face avec ces textes, et je suis sûr que vous admirerez la modération, la sagesse et la prudence des idées, de l'attitude, des paroles des délégués ouvriers. Vous verrez, j'en suis sûr, qu'une très grande partie de vos craintes sont injustifiées. La France, je vous le certifie, ne sera pas sacrifiée en face d'autres nations plus lentes à introduire la justice dans leur Code de la législation du travail. (*Très bien! très bien!*)

M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR. — Je le souhaite.

M. EMMANUEL DE LAS CASES. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. de Las Cases.

M. EMMANUEL DE LAS CASES. — Messieurs, il est quelquefois pénible de vieillir; pourtant, la vieillesse a aussi ses joies. (*Sourires*). Il y a vingt ans, nous avons discuté au Sénat cette question, il y a vingt ans qu'au Sénat je plaçais la cause de l'ouvrière à domicile et du minimum de salaire, j'ai même été traité par un Ministre — oui, par un Ministre — de dangereux hérétique... Si le mot de communiste ne fut pas prononcé, c'est qu'il n'existait pas encore.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Il vous connaissait bien mal!

M. EMMANUEL DE LAS CASES. — Je vous assure que, malgré cela, je suis rentré chez moi avec la conscience d'avoir rempli mon devoir et l'espé-

rance qu'un jour j'aurais ma revanche. Je la dois aujourd'hui à M. Mario Roustan et à mon excellent ami, M. François-Saint-Maur. Vous voyez qu'il y a des joies dans la vieillesse! (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale? Elle est close.

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'article 1^{er} :

ARTICLE PREMIER. — La section 1^{re} du chapitre 1^{er} du titre III du livre 1^{er} du Code du travail sera désormais intitulée comme suit : du salaire des ouvriers exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement.

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT :

ART. 2. — Les articles 33 *a* à 33 *k*, 33 *m* et 33 *n* de la section précitée sont modifiés comme suit :

1° A l'article 33, les mots « à toutes les ouvrières » sont remplacés par les mots « aux ouvriers et ouvrières ».

2° A l'article 33 *a*, les mots « de chacune des ouvrières ainsi occupées » sont remplacés par les mots « de chaque ouvrière ou ouvrier ainsi occupé ».

3° Aux articles 33 *b*, 33 *c*, 33 *d*, 33 *e*, 33 *f*, 33 *l* et 33 *m*, les mots « ouvrière », « ouvrières » et « une ouvrière », sont remplacés respectivement par les mots « ouvrière ou ouvrier », « ouvrières ou ouvriers » et « une ouvrière ou un ouvrier ».

4° A l'article 33 *c* il est ajouté un paragraphe conçu comme suit : « En aucun cas, les salaires payés ne sauraient être inférieurs aux salaires portés sur les bulletins ou carnets. »

5° A l'article 33 *d*, les mots « dix heures » sont remplacés par les mots « huit heures ».

6° A l'article 33 *e*, § 3, après le mot « journalière » sont ajoutés les mots « ou, s'il y a lieu, du journalier ».

7° L'article 33 *f* est complété par l'addition des deux paragraphes 5 et 6 ci-après :

« Lorsque, par suite de l'absence dans le département d'un nombre suffisant de représentants patronaux de l'industrie en cause, le comité ne peut se constituer, le préfet peut faire appel à un employeur d'un département voisin appartenant à l'une des industries visées par la présente loi, pour siéger au comité en qualité de second membre patron. »

« S'il n'est pas possible de constituer le comité, le préfet détermine le salaire minimum en utilisant les renseignements recueillis auprès des groupements et personnalités compétentes, notamment auprès des inspecteurs du travail. »

8° L'article 33 *g*, § 2, sera rédigé comme suit :

« Chacun de ces comités comprend deux patrons (hommes ou femmes), deux ouvrières ou deux ouvriers, ou bien une ouvrière et un ouvrier, selon la nature de l'industrie. Ces quatre membres doivent appartenir aux industries visées par la présente loi et exercer leur profession dans le département. »

9° L'article 33 *g* est complété par les deux paragraphes 9 et 10 ci-après :

« Les comités de salaires et les comités d'expertise peuvent appeler avec voix consultative, à participer à leurs délibérations, les inspecteurs ou inspectrices du travail de leur circonscription, qui leur communiqueront les renseignements qu'ils auront recueillis et les constatations qu'ils auraient faites concernant l'objet des délibérations des comités. »

« Des jetons de présence sont alloués aux membres ouvriers des comités de salaires ou d'expertise. Les dépenses en résultant sont portées au budget départemental comme dépenses obligatoires. »

10° A l'article 33 *h*, § 2, 8 et 9, les mots de « trois mois » sont remplacés par les mots « d'un mois ».

11° L'article 33 *i*, § 2, sera désormais rédigé comme suit :

« La différence constatée en moins entre le salaire payé et celui qui aurait dû l'être doit être versée à l'ouvrière ou à l'ouvrier insuffisamment rétribué, sans préjudice de l'indemnité à laquelle l'employeur pourra être condamné au bénéfice de celle-ci ou de celui-ci. »

12° L'article 33 *j*, § 1^{er}, sera désormais rédigé comme suit :

« Les réclamations des ouvrières ou ouvriers touchant le tarif appliqué au travail par eux exécuté ne sont recevables qu'autant qu'elles se seront produites au plus tard un mois après le paiement de leurs salaires. »

13° L'article 33 *k* est complété par un paragraphe 3 ainsi conçu :

« Les mêmes associations autorisées peuvent également exercer le droit de recours prévu à l'article 33 *h*. »

14° Le premier paragraphe de l'article 33 *m* est supprimé.

15° Est supprimée au deuxième paragraphe du même article la lettre *m*.

16° L'article 33 *n* sera désormais rédigé comme suit :

« Art. 33 *n*. — Il est interdit aux fabricants, commissionnaires, intermédiaires ou leurs préposés de payer aux ouvrières ou ouvriers occupés par eux, à domicile, des prix de façon inférieurs au prix de façon déterminés dans les conditions prévues par les articles 33 *g* et 33 *l*. »

M. LE RAPPORTEUR. — Je ferai observer au Sénat qu'une proposition de loi tendant à modifier l'article 33 du livre I^{er} du Code du travail relatif au salaire des ouvriers et ouvrières travaillant à domicile a été déposée à la Chambre, à la date du 6 novembre 1928. Elle obtient satisfaction par la substitution que nous faisons dans le texte des mots « huit heures » aux mots « dix heures ».

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble de l'article 2.
(L'article 2 est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT.

ART. 3. — Le titre V du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est ainsi modifié :

1° L'article 99 *a* sera rédigé comme suit :

« Art. 99 *a*. — Les fabricants, commissionnaires, intermédiaires ou leurs préposés qui auront contrevenu aux dispositions des articles 33 *a*, 33 *b*, 33 *c*, § 1^{er} à 5 inclus, et 33 *n* du présent livre seront punis d'une amende de 5 francs à 15 francs.

« En cas d'infraction aux prescriptions de l'article 33 *c*, § 6, le contrevenant sera puni d'une amende de 16 francs à 100 francs.

« Dans le cas de contravention aux articles 33 *c* et 33 *n*, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes à l'égard desquelles les prescriptions desdits articles n'auront pas été observées. »

2° Le deuxième paragraphe de l'article 107 est modifié comme suit :

« Les inspecteurs du travail sont, en outre, chargés de l'application des articles 32 *a*, 32 *d*, 33 *a*, 33 *b*, 33 *c* et 33 *n*, dans les conditions prévues auxdits articles. »

(Le reste de l'article sans changement.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 3.

(L'article 3 est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Le regret, exprimé tout à l'heure, de l'absence de tout commissaire du Gouvernement, bien qu'un décret fût signé et annoncé, me fournit l'occasion d'adresser à M. le Ministre de l'Instruction publique une requête d'ordre général.

Dans la délibération de beaucoup de projets inscrits à nos derniers ordres du jour et pour lesquels les Ministres, en s'excusant de ne pouvoir être présents, ont fait désigner des commissaires du Gouvernement, ceux-ci n'ont pas cru devoir assister à la séance.

Je serais obligé à M. le Ministre d'en faire part au Gouvernement, afin qu'il n'en soit plus de même à l'avenir et que les fonctionnaires nommés commissaires du Gouvernement assistent aux travaux de l'Assemblée pour lesquels ils ont été désignés. (*Approbation unanime.*)

M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — Je n'y manquerai pas Monsieur le Président; il s'agit certainement d'un simple oubli.

LOI DU 14 DECEMBRE 1928

modifiant la section I du chapitre 1^{er} du titre III du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale (Du salaire des ouvriers exécutant à domicile des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement⁽¹⁾).

PRINCIPES À CONSULTER

POUR L'EMPLOI

DES COMBUSTIBLES DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES⁽²⁾.

Les études faites par les spécialistes les plus qualifiés ont montré que la carbonisation était, pour les houilles susceptibles d'être distillées, le procédé par lequel on en tirait le meilleur rendement.

La distillation donne, en effet, des sous-produits tels que les benzols, la naphthaline, le sulfate d'ammoniaque, qui sont utiles à notre industrie, nécessaires à la défense nationale, et dont il est, par conséquent, indispensable de favoriser la production.

Mais toutes les houilles ne sont pas distillables et, pour préciser, nous rappellerons la classification introduite par M. Gruner qui est la plus classique et fait autorité. Cette classification est basée sur la teneur des houilles en matières volatiles et sur la qualité du coke qu'elles produisent

(¹) Voir ci-dessus, p. 19.

(²) Note adoptée par la Commission de la carbonisation.

par distillation. On trouvera en regard, à titre d'indication, les pouvoirs calorifiques supérieurs moyens de chaque catégorie de houille.

Par conséquent, dans tous les foyers, sauf les cas d'impossibilité absolue on n'utilisera que les combustibles ayant une teneur en matières volatiles inférieure à 18 p. 100.

Il est évident qu'une telle règle ne saurait avoir une rigueur absolue. Il est, en effet, certaines houilles qui, tout en ayant plus de 18 p. 100 de matières volatiles, n'ont aucun pouvoir agglutinant et donneraient, par conséquent, des cokes pulvérulents non agglomérés et sans utilisation possible.

Mais, d'autre part, la carbonisation de la houille donne comme produit le « coke », dont les disponibilités augmenteront parallèlement au développement de la carbonisation. Suivant la qualité des houilles distillées et le mode de distillation, on obtiendra des cokes de différentes qualités; soit le véritable « coke métallurgique », dur, lourd, destiné à être employé dans les hauts fourneaux; soit un coke plus léger, ayant une dureté moins grande et dont le type sera le coke provenant des usines à gaz. Ce dernier coke constitue un excellent combustible maigre, propre à remplacer la houille, dans la plupart de ses emplois domestiques et industriels.

En résumé, les nécessités de l'économie nationale demandent la suppression de l'emploi à l'état cru des houilles grasses contenant 18 p. 100 ou plus de matières volatiles, et leur remplacement par d'autres combustibles, que l'on cherchera à utiliser aussi rationnellement que possible.

Ces combustibles de remplacement sont : les houilles maigres, le coke, les qualités inférieures de charbons (agglomérés ou non) et les combustibles secondaires employés seuls ou en mélange (tourbe, tannés, sciure de bois, etc.).

LE CONDITIONNEMENT DES COMBUSTIBLES.

Le conditionnement des combustibles est un procédé général permettant de réaliser une économie importante et certaine dans l'utilisation des combustibles. Il comprend deux opérations distinctes :

1° Le classement en catégories de grosseurs soigneusement déterminées;

2° Le triage ou lavage, destiné à enlever du combustible les schistes ou matières inertes.

Par le classement, on améliore la combustion quel que soit le genre de foyer sur lequel le combustible est brûlé : sur une grille, dans des gazogènes, etc. Plus le combustible est homogène comme dimension, plus le rendement s'élève, ce qui se conçoit très bien, car, si tous les morceaux sont d'égale grosseur, il y aura dans la couche de combustible une répartition homogène de filets d'air, ce qui donnera un feu régulier, sans à-coups, facile à surveiller et à entretenir.

Avant la guerre, les mines françaises classaient plus du tiers de leur production. A l'heure actuelle, certaines installations n'ayant pas encore été reconstruites, il n'y a plus guère que le quart des charbons qui soit classé. Il serait souhaitable, non seulement de voir revenir la proportion d'avant guerre, mais encore qu'elle fût largement dépassée.

Les charbons non classés sont vendus à l'état de tout-venant; cependant, pour satisfaire la demande, certaines mines, après classement, effectuent des mélanges de diverses catégories pour obtenir les tout-venants 20/25, 30/35, etc. On dit qu'un tout-venant est à 25 p. 100 lorsqu'il renferme 25 p. 100 de morceaux n'ayant pas traversé une grille à barreaux longs, espacés de 30 millimètres, ou une tôle à trous ronds de 50 millimètres de diamètre.

Les dénominations de charbons classés varient suivant les régions.

On trouvera ci-après, à titre d'exemple, les dénominations le plus généralement employées en Belgique et dans le Nord de la France :

MILLIMÈTRES.		
Gros.....	Gros à la main ou grosse gailleterie.....	au-dessus de 150
	Gailleterie.....	60-150
	Gailletin.....	50- 60
Mi-gros.....	Tête de moineau.....	25- 50
Menus.....	Noisettes.....	15- 25
	Braisettes.....	8- 20
	Grains.....	5- 10
	Fines.....	0- 5
	pour les charbons gras.....	0- 5
	pour les 1/2 gras et les maigres.	0- 50

Pour les cokes, la classification est plus uniforme et, exception faite des cokes métallurgiques, les cokes de gaz sont vendus en France sous les dénominations suivantes :

MILLIMÈTRES.	
Poussier.....	0-13
Grésillon.....	13-20
N° 0.....	20-35
N° 1.....	35-45
N° 2.....	au dessus de 45

Pour le coke métallurgique, on se contente, en général, de séparer le gros coke (au-dessus de 70 millimètres) destiné à être employé dans les hauts fourneaux ou les cubilots; cependant il existe des cokes cassés ou calibrés qui ont généralement de 40 à 70 millimètres.

Par le triage ou le lavage des combustibles, on économise le transport et la manutention des matières stériles, qui peuvent atteindre facilement 10 ou 15 p. 100 du poids total du combustible brut. D'autre part, l'enlèvement des matériaux incombustibles facilite la combustion en réduisant la proportion des cendres, lesquelles étant toujours plus ou moins fusibles, produisent le mâchefer qui obstrue les arrivées d'air de combustion.

Le lavage est inutile pour les charbons contenant moins de 7 p. 100 de cendres et pour les grosses catégories, pour lesquelles on peut se contenter d'un simple épierrage à la main. Par contre, il est certaines catégories de combustibles que, seul, le lavage permet d'utiliser. A titre d'exemple, les mines belges avaient autrefois les plus grandes difficultés à se débarrasser de certains charbons. Par classement et lavage, on en obtient aujourd'hui les « grains lavés », combustible très homogène et très pur, qui est employé en quantité considérable.

Comme conclusion, on peut établir qu'il y a intérêt pour le consommateur à utiliser les combustibles classés et les combustibles propres qui donneront, en général, et malgré la différence de prix, une économie appréciable sur les combustibles bruts.

RÉPARTITION DE LA CONSOMMATION DE LA HOUILLE.

Les tonnages de houille consommés en 1913 étaient répartis comme suit, d'après la statistique de l'industrie minérale :

	TONNES.		P. 100.
Grosse métallurgie.....	12.545.000	soit	19,4
Usines à gaz.....	4.656.000	—	7,2
Industrie des mines.....	5.054.000	—	7,8

	TONNES.		P. 100.
Marine marchande.....	1.720.000	soit	2,6
Chemins de fer.....	9.069.000	—	14,0
Consommation domestique.....	11.979.000	—	18,5
Industries diverses.....	19.811.000	—	30,5

Dans ce tableau, les deux premières catégories sont basées (en partie pour la première, en totalité pour la seconde) sur la carbonisation de la houille.

Dans l'industrie des mines, on absorbe sur place le combustible extrait et, pour une raison commerciale très logique, les mines cherchent sur-tout à utiliser les qualités inférieures.

Dans la marine, l'emploi des combustibles est régi par des considérations d'ordres divers et l'importance de ce tonnage est d'ailleurs relativement faible.

Dans les chemins de fer, on ne peut guère songer à l'emploi des combustibles maigres ou du coke que pour les installations fixes et pour les locomotives de manœuvre ou des lignes de banlieue. Cependant, ce mode d'utilisation présente un certain intérêt puisque, avant la guerre, les Compagnies de chemins de fer utilisaient déjà annuellement environ 115.000 tonnes de coke.

Il reste donc deux catégories importantes d'emploi des combustibles, dans lesquelles il est nécessaire d'examiner successivement et en détail les possibilités d'utilisation des combustibles maigres qui ont été préconisées au premier chapitre du présent rapport.

L'EMPLOI DES COMBUSTIBLES SUR GRILLE DANS LES FOYERS DIVERS.

La consommation de houille dans les industries diverses atteint, comme il a été dit plus haut, un chiffre approximatif d'environ 20 millions de tonnes, soit 30 p. 100 du tonnage total consommé en France.

Ce chapitre de la consommation mérite une attention spéciale pour les deux raisons suivantes :

1° Une grande quantité de ce combustible est brûlée dans les chaufferies des petites usines, où les rendements sont en général assez médiocres, et où de très grandes économies pourraient, par conséquent, être faites.

Cette étude sortirait du cadre du présent rapport; elle a d'ailleurs déjà été faite avec toute l'autorité et la compétence que l'on pouvait souhaiter, par la Commission interministérielle des économies de combustibles.

2° La plus grande partie du combustible utilisée dans ces industries l'est en vue de la production de vapeur. On y emploie généralement les tout-venants demi-gras ou trois quarts gras, du type des charbons Cardiff.

Il importe donc d'examiner si l'application de la règle de ne pas brûler de charbon à plus de 18 p. 100 de matières volatiles ne peut être une cause de gêne pour les usagers, et de voir si les appareils existants peuvent fonctionner aussi bien avec des combustibles maigres qu'avec ceux qu'on a employés jusqu'alors.

Avant tout, il est intéressant de remarquer que les matières volatiles sont généralement fort mal utilisées dans la plupart des grilles. En effet, lorsqu'on opère un chargement avec du charbon gras, il est brusquement soumis à une forte élévation de température et commence à distiller : les matières volatiles se dégagent brutalement, en entraînant une quantité appréciable de particules de combustible solide. Il est impossible de faire arriver l'air en quantité suffisante pour réaliser la combustion complète de tous les hydrocarbures dégagés, et surtout d'assurer le mélange

intime des gaz combustibles et du comburant. On a donc une perte importante de combustible non utilisé évacué par la cheminée, sous la forme de fumées noires et épaisses dégagées après chaque période de chargement. La règle de brûler des combustibles à basse teneur en matières volatiles, qui avait été formulée au nom de l'intérêt national, est donc également en accord avec les intérêts particuliers.

On a vu plus haut que les houilles maigres avaient des pouvoirs calorifiques sensiblement égaux à ceux des houilles grasses. Une remarque s'impose au sujet du coke, dont le pouvoir calorifique est généralement inférieur à 7.000 calories. Cependant, il ne faudrait pas croire, comme on pourrait être tenté de le faire à première vue, qu'il en résulte sur une grille une diminution sensible de la puissance de vaporisation. En effet, par suite de sa teneur très basse en matières volatiles, les pertes dans les fumées par chaleur latente des gaz sont extrêmement réduites. D'autre part, le pouvoir rayonnant du coke, joint à ses qualités de tenue au feu, contribue à en améliorer le rendement.

En fait, il a été constaté que les quantités de charbon et de coke consommées pour un même travail sont égales en poids avec un coke dont le pouvoir calorifique varie entre 6.800 et 7.000 calories, et un charbon à 7.400 calories (Rapport de M. Colmet-Daage, chef du Service des eaux et de l'assainissement de la Ville de Paris).

Il est bon de noter que la densité du coke étant d'environ moitié de celle de la houille, le volume de coke à manipuler est, pour des poids égaux, double de celui de la houille. Pour éviter aux chauffeurs une manutention supplémentaire, on aura donc soin de les munir de pelles très larges, à bords légèrement relevés.

On a souvent reproché au coke de contenir des quantités importantes de soufre qui corrodent les chaudières et les mettent rapidement hors d'usage.

D'une façon générale, on peut dire que la teneur en soufre du coke est sensiblement la même que celle de la houille dont il provient. La distillation enlève, en effet, une partie très appréciable du soufre du charbon. Le soufre qui est parti est naturellement celui qui se trouvait sous la forme la plus volatile, la plus immédiatement active; celle qui reste est, au contraire, plus stable et il est, par conséquent, logique de conclure que le coke est moins dangereux que la houille dans les foyers industriels.

Grilles ordinaires à chargement à main. — Les grilles à chargement à main, soufflées ou non, constituent encore le grand nombre des dispositifs utilisés dans les chaufferies actuelles; elles peuvent parfaitement employer les charbons maigres ou le coke, sous réserve des quelques observations ci-après :

Alors que, pour les houilles grasses, la somme des intervalles vides des grilles doit être environ le tiers de leur surface totale, elle doit être réduite au 1/4 ou au 1/5^e pour les houilles maigres. Par contre, elle doit être de 1/2 pour l'antracite, le coke et les lignites.

L'intervalle des barreaux de grille dépend moins de la qualité que du classement du combustible employé : il sera de 3 à 10 millimètres pour les charbons fins et les tout-venants, de 10 à 15 millimètres pour les gros morceaux. Pour le coke, il sera de 6 à 8 millimètres pour le poussier, de 8 à 10 millimètres pour le grésillon, de 10 à 12 millimètres pour le n° 0 et le n° 1, de 15 à 18 millimètres pour le gros coke.

L'épaisseur de la couche de combustible est également un facteur important : elle doit être d'autant plus forte que le combustible est en plus gros morceaux. Avec un tout-venant moyen, on prendra une épaisseur de 12 à 15 centimètres. Cette épaisseur sera plus grande encore avec le coke, on la prendra approximativement de 8 centimètres pour

le poussier, 12 centimètres pour le grésillon, 15 à 20 centimètres pour le n° 0 et le n° 1, et 25 centimètres pour le gros coke.

Il est évidemment, pour chaque grille, une allure de combustion donnée, fonction du tirage et du combustible utilisé. Cette allure, que l'on définit par le poids de combustible brûlé par heure et par mètre carré de surface de grille est un peu plus faible avec la houille maigre qu'avec la houille grasse. A titre d'exemple, sur une grille à main non soufflée, on peut considérer comme moyenne une allure de combustion de 55 kilogrammes par mètre carré de grille et par heure, avec une houille de 10 à 15 p. 100 de matières volatiles. L'allure serait sensiblement la même avec le coke.

Le tirage doit être plus fort avec les combustibles maigres qui, par suite de leur faible teneur en matières volatiles, s'allument plus difficilement. Il est, du reste, avantageux d'employer les procédés de tirage mécanique qui donnent une plus grande souplesse de marche; grâce à eux, on pourra, avec un combustible donné, forcer l'allure de combustion presque jusqu'à la doubler. On pourra également, avec certaines dispositions spéciales des grilles, employer avantageusement les combustibles menus, les fines maigres ou quart-grasses, les fines d'anhracite, les grésillons ou poussiers de coke.

Enfin, il est un dernier point à noter : l'espace réservé dans le foyer au-dessus de la couche de combustible doit être d'autant plus grand qu'il y a plus de matières volatiles et, par conséquent, plus de flammes. Si la paroi du récepteur est trop rapprochée, les gaz s'éteignent et sont évacués sans avoir été complètement brûlés. Dans tous les foyers où on emploie des houilles grasses, on pourra donc, sans aucune difficulté, employer les houilles maigres, quelquefois même en retirant de ce chef un avantage appréciable.

C'est, par exemple, le cas des chaudières à foyer intérieur où l'espace libre entre la partie supérieure de la couche de combustible et le ciel du foyer est relativement restreint. Cependant, et surtout avec les eaux incrustantes, il faut éviter d'employer le coke lorsque la hauteur libre entre le dessus de la grille et le ciel du foyer, ou la partie inférieure du bouilleur, est inférieure à 60 millimètres. On pourrait, en effet, risquer des coups de feu dus au rayonnement trop intense du coke. Dans certains cas, on peut d'ailleurs, par un léger abaissement des sommiers de barreaux de grille, obvier à cette difficulté.

Il est enfin une pratique à recommander avec tous les foyers, c'est celle qui consiste à mettre de l'eau dans les cendriers, ce qui a pour but de refroidir, par le dégagement de vapeur produit, la partie inférieure des barreaux de grille et d'atténuer le rayonnement trop intense dans le cas du coke; on éteint également ainsi les particules de combustible enflammées qui passent à travers la grille et qui brûlent en rayonnant de la chaleur dans le cendrier.

En résumé, sur toutes les grilles à chargement à main, la substitution des houilles maigres ou du coke aux charbons riches en matières volatiles ne présente pas de difficultés ou, tout au plus, des difficultés minimes. Par contre, le travail du chauffeur sera réduit, puisque les houilles ne s'agglomérant pas, il n'y a plus de piquages à faire, mais simplement un régalage de la partie supérieure de la couche de combustible.

Grilles mécaniques. — Jusqu'à ces dernières années, les grilles mécaniques ne pouvaient donner de résultats intéressants qu'avec les combustibles relativement riches en matières volatiles : certains constructeurs indiquaient comme minimum le chiffre de 25 p. 100, pour être sûrs que l'allumage se faisait régulièrement et qu'il n'y avait pas d'imbrûlés à l'extrémité de la grille. Avec les perfectionnements récents, les grilles

mécaniques actuelles permettent, grâce à un réglage approprié du soufflage et à certaines dispositions particulières des voutes, d'utiliser les combustibles inférieurs, aussi dépourvus de matières volatiles que le sont les fines d'anhracite ou les poussières de coke. L'emploi des combustibles maigres sur les grilles mécaniques ne présente donc aucune difficulté, sauf dans le cas des installations anciennes qui peuvent être facilement modernisées en réalisant une économie qui payerait rapidement les frais de transformation.

D'une manière générale, on voit donc qu'il est facile, dans l'industrie, de s'en tenir, pour le chauffage des générateurs à vapeur, aux combustibles maigres non susceptibles d'être carbonisés. Il est inutile d'insister sur les combustibles employés pour les autres usages; il suffira de signaler qu'en ce qui concerne les gazogènes, les combustibles maigres, et en particulier le coke, permettent d'alimenter les appareils les plus divers.

LA CONSOMMATION DOMESTIQUE.

On a vu que la consommation domestique s'élevait à environ 12 millions de tonnes par an. Quoique moins importante en valeur absolue que la consommation industrielle, il est probable que c'est dans cette catégorie que les plus fortes économies pourront être réalisées.

Il suffit, pour s'en rendre compte, d'examiner la moyenne des rendements des divers appareils de chauffage :

P. 100.

Cheminées ordinaires au bois.....	Inf. à 5
Cheminées avec grille.....	5 à 10
Cheminées Fondet.....	15
Poêles ordinaires.....	20 à 40
Poêles calorifères.....	50 à 70

D'une manière générale, les combustibles employés dans le chauffage domestique sont, en dehors du bois, de la tourbe et des agglomérés divers, les anhracites, les charbons anhraciteux et le coke. Il n'y a guère que pour la cuisine que l'on emploie éventuellement les charbons gras.

Non seulement il serait souhaitable de voir cesser ce dernier usage, mais il faudrait également réduire dans toute la mesure du possible l'emploi des véritables anhracites, qui sont pour la plupart des combustibles d'importation.

Si l'on s'en tient uniquement aux charbons anhraciteux ou maigres, aux cokes et aux agglomérés, on peut néanmoins satisfaire aux usages les plus divers et nous examinerons dans ce but les différents modes de chauffage pour étudier cette question plus en détail.

Dans les grilles des cheminées, on peut employer soit les agglomérés, soit le coke dont le pouvoir rayonnant est supérieur à celui de tous les autres combustibles, ce qui augmente sensiblement le rendement.

Le coke de gaz peut également être utilisé dans tous les modèles de grilles, cheminées et poêles, lorsque ceux-ci ont une capacité suffisante pour permettre une combustion régulière, sans nécessiter des rechargements trop fréquents. De même, les appareils plus simples et plus frustes, tels que les poêles « tortue », poêles d'ateliers, de chantiers, qui sont en général d'assez grandes dimensions, conviennent parfaitement à l'emploi du coke.

Les poêles continus se sont considérablement répandus, surtout depuis que le fonctionnement en a été notablement amélioré. Ces appareils ont généralement été prévus pour l'emploi de véritables anhracites ou grains d'anhracite; cependant, ils fonctionnent également avec le coke ou les

charbons maigres français et belges, que l'on dénomme souvent, pour la circonstance, anthracites.

Nous pouvons donner des résultats d'essais comparatifs faits sur un poêle continu, dans lequel on employa successivement du coke n° 0 et de l'anthracite. Ces essais ont eu tous les deux une durée de vingt-quatre heures. Dans chacun des essais, on utilisa strictement la même quantité de combustible.

Or, le rendement de l'appareil, qui était de 71,5 p. 100 pour la marche à l'anthracite, fut de 78,3 p. 100 avec le coke n° 0, donnant, par conséquent, une meilleure utilisation des calories du combustible.

En Angleterre, des essais extrêmement précis, faits sur des foyers ouverts, ont montré que des coques moyens avaient un pouvoir rayonnant supérieur de 4 à 5 p. 100 à des charbons moyens.

Dans tous les appareils de chauffage, le choix de la catégorie de combustible à utiliser est extrêmement important : c'est de lui que dépend la bonne combustion. Si le calibre est trop petit, on aura insuffisance de chaleur et extinctions fréquentes; s'il est trop gros, on aura une mauvaise combustion, avec dangers de coups de feu qui pourraient user plus rapidement les appareils.

Le fonctionnement des appareils n'est évidemment pas identique avec les combustibles maigres (en particulier avec le coke), qu'avec les charbons gras. Mais un apprentissage de quelques jours donne très rapidement les divers tours de main nécessaires dont voici quelques exemples :

Pour l'allumage, disposer le bois sur la grille de l'appareil en un petit tas, sans l'éparpiller, de manière à concentrer la chaleur. Le feu étant bien pris, ajouter d'abord une petite quantité de coke, une autre quelques minutes après, et n'achever de charger que lorsque toute la masse est devenue incandescente.

Lorsqu'un feu est allumé, n'y toucher que de temps à autre par en-dessous, pour le décrocher quand la chose est nécessaire, mais éviter de remuer toute la masse incandescente de combustible.

Pour faire dormir le feu, le couvrir avec des cendres plutôt qu'avec du poussier.

Dans les poêles à feu continu, pour éviter les extinctions la nuit, ouvrir, le soir, les entrées d'air pour faire fonctionner l'appareil à plein tirage, afin de mettre en ignition une grande quantité de combustible. Au bout de quelques minutes, fermer toutes les arrivées d'air et l'appareil se mettra peu à peu en sommeil, mais le feu se prolongera sans arrêt jusqu'au lendemain.

Chauffage central. — Le chauffage central a été un perfectionnement considérable dans le chauffage domestique. On a cependant prétendu que, s'il était plus agréable, il n'apportait pas une plus grande économie de combustible par suite de la difficulté du réglage de la température des divers locaux. Il est exact que souvent on ne modère pas le chauffage et que, pour diminuer la température, on se contente d'ouvrir les fenêtres par intermittence, ce qui est un gaspillage de calories. Ceci prouve simplement que le chauffage central n'est pas encore au point, qu'il faut rechercher et développer l'emploi des dispositifs de réglage en même temps qu'il faut documenter et instruire le public.

Les premières installations de chauffage central consistaient en calorifères à air chaud, généralement constitués par des foyers à grilles ordinaires. Sur ces grilles, on brûlera des combustibles maigres, ainsi qu'il a été indiqué pour les emplois industriels.

D'autres appareils assez anciens sont constitués par des dalles superposées et ont été établis spécialement pour l'utilisation des combustibles de qualité inférieure. On y brûlera soit des fines maigres ou demi-grasses, soit des poussières de coke qui donneront un chauffage régulier et économique.

A l'heure actuelle, toutes les installations de chauffage central fonctionnent à l'eau chaude et à la vapeur. Dans les chaudières qui alimentent ces installations, il était, avant la guerre, d'un usage courant en France d'employer presque exclusivement l'anhracite.

Par contre, en Allemagne et en Suisse, où le chauffage central était beaucoup plus développé, on employait exclusivement le coke.

Mais, depuis la guerre, le marché charbonnier a subi des fluctuations considérables et on ne pourrait être plus explicite qu'en donnant, à titre d'exemple, les prix de vente au détail des combustibles dans la région parisienne :

COMBUSTIBLES.	[PRIX]		AUGMENTATION par rapport aux prix d'avant-guerre. — p. 100.
	Hiver 1913-1914.	Octobre 1922.	
	fr. c.	fr. c.	
Anthracite anglais..... la tonne.	82 00	370 00	350
Charbons anthraciteux... —	72 00	260 00	260
Coke métallurgique..... —	68 00	215 00	215
Coke de gaz..... l'hectolitre.	2 50	7 25	190

Il est inutile d'insister sur la hausse des anthracites anglais, hausse due en grande partie aux dénivellations du change. D'autre part, les achats de charbon étranger contribuent à augmenter le déficit de notre balance commerciale et l'intérêt national demande de les réduire au minimum.

Quant aux charbons anthraciteux, ils produisent, par suite de leur teneur en matières volatiles, des suites qui encrassent les carneaux et les conduits de fumée, généralement assez étroits dans les chaudières de chauffage.

Le véritable combustible de chauffage central est donc le coke, tant au point de vue économique qu'à celui de l'intérêt général.

Dans les chaudières de chauffage central comme dans les autres foyers, il est indispensable que le coke soit bien classé et que la catégorie utilisée corresponde aux dimensions de la chaudière et surtout à celles des barreaux de grille. On ne devra utiliser le grésillon que si les barreaux ont un écartement maximum de 10 millimètres; le n° 0 et le n° 1 conviendront pour un espacement de barreaux de 10 à 12 millimètres. Dans les chaudières où les conduits d'alimentation en combustible sont de faible section et où la grille est d'un modèle spécial, on pourra, même si les chaudières sont d'une forte dimension, employer avec avantage le grésillon. Mais, d'une manière générale, on utilisera plutôt le n° 0 et le n° 1 : le premier, pour les chaudières petites ou moyennes; le deuxième, pour les grandes.

A titre d'exemple de comparaison entre des charbons anthraciteux (généralement qualifiés d'anhracites français ou belges) on trouvera ci-après les résultats d'essais effectués autrefois dans un hôpital militaire.

Les combustibles employés successivement étaient :

1° Une houille anthraciteuse à 9 p. 100 de cendres, ayant un pouvoir calorique de 7.830 calories;

2° Un coke ordinaire de 14,5 p. 100 de cendres, ayant un pouvoir calorique absolu de 6.730 calories.

Dans des conditions absolument identiques : même température extérieure, même température intérieure, les consommations constatées ont été de 1.745 kilogrammes d'anhracite, contre 1.440 kilogrammes de coke, soit une économie de 17,4 p. 100 en faveur du coke.

L'explication de ces différences est très simple et due à la différence

des pertes par chaleur latente; en effet, avec le charbon anthraciteux, la teneur des fumées en CO² était de 8,5 p. 100 alors qu'elle était d'environ 10 p. 100 avec le coke. Ceci est la conséquence des teneurs en matières volatiles des deux combustibles : environ 10 p. 100 pour le charbon, contre une teneur inférieure à 1 p. 100 pour le coke. On trouve là encore une confirmation du fait que les matières volatiles sont pratiquement mal utilisées au cours de la combustion.

Il est exact d'ajouter que le nombre de chargements dut être plus grand avec le coke qu'avec le charbon anthraciteux, mais cet inconvénient pouvait être en l'occurrence facilement supprimé en rehaussant le magasin de combustible, de manière à lui donner une plus grande capacité.

Dans la pratique, l'emploi du coke rencontre cependant certaines difficultés, dues au fait que les installations existantes, datant généralement d'avant-guerre, ont été construites à une époque où le prix des meilleurs anthracites n'était pas très élevé. On pouvait donc les employer, parce qu'ils permettaient de choisir les chaudières petites et, par conséquent, peu coûteuses, mais dans lesquelles il est difficile aujourd'hui de consommer un autre combustible.

En fait, on peut diviser les installations en trois catégories :

1° Celles dans lesquelles la chaudière avait été largement calculée, où l'on peut généralement brûler le coke sans aucun changement, ou tout au plus avec des modifications de détail, par exemple un changement de grille;

2° Celles dont la capacité est trop faible et exige, malgré une marche très poussée de la chaudière, les meilleurs combustibles sous le plus faible volume, c'est-à-dire les anthracites.

L'intérêt du consommateur lui commande, dans ce cas, d'étudier une augmentation de la puissance de sa chaudière : il semble que la meilleure solution à envisager soit d'y adjoindre une nouvelle chaudière, pour que la puissance des deux appareils atteigne celle qui est nécessaire pendant les périodes les plus froides; pendant les périodes douces, au contraire, on pourra n'employer qu'une seule des deux chaudières. De toute façon, elles ne marcheront qu'à allure modérée, c'est-à-dire dans les meilleures conditions de rendement; il est, en effet, utile de rappeler que le rendement d'une bonne chaudière de chauffage central, qui est de 70 à 80 p. 100 à allure normale, tombe à 50 p. 100 et même moins lorsqu'on en force l'allure. Il est ainsi facile de constater combien la dépense nécessitée par l'installation de la deuxième chaudière peut être rapidement amortie par l'emploi d'un combustible plus économique et par l'augmentation du rendement.

3° Enfin, dans quelques chaudières de trop petites dimensions, il est pratiquement impossible de brûler du coke, le foyer n'ayant pas la capacité nécessaire pour contenir à la fois une quantité suffisante de combustible en ignition.

On trouvera ci-après les indications générales pour la surveillance d'une chaudière de chauffage central :

1° *Pour la sécurité*, surveiller d'une façon constante ses niveaux d'eau et ses soupapes de sûreté, dont les organes doivent être entretenus de façon irréprochable.

2° *Pour la marche régulière*, alimenter de combustible et faire les dégrasages à intervalles réguliers, en entretenant des feux clairs.

3° *Pour l'économie*, surveiller le bon fonctionnement des régulateurs automatiques, leur réglage pour la pression de marche et leur parfait

entretien. Passer la brosse d'acier dans les tubes à fumée dès qu'ils paraissent s'encrasser.

4° *Pour la conservation des grilles*, entretenir constamment une couche d'eau dans le cendrier; ne le laisser jamais à sec.

La cuisine. — Dans les fourneaux de cuisine, on a souvent recommandé l'emploi des combustibles donnant une flamme assez longue, par conséquent relativement riche en matières volatiles.

Les matières volatiles, en effet, facilitent l'allumage. Elles permettent, lorsqu'un foyer a été maintenu au ralenti, d'augmenter très rapidement l'allure de la combustion par une charge de combustible et une ouverture du réglage de l'air; c'est là une qualité précieuse pour les « coups de feu » à donner au moment des repas.

Sans avoir toute la souplesse désirable, les charbons maigres ou le coke permettent de répondre à la plupart des emplois avec, au surplus, une appréciable économie. Dans les cas exceptionnels où on ne pourrait obtenir la souplesse nécessaire, la cuisine au gaz est alors toute indiquée et les applications multiples et nouvelles qui en sont faites tous les jours en apportent la preuve.

Tous les fourneaux de cuisine peuvent utiliser le coke si les foyers ont la profondeur suffisante, environ 20 centimètres par suite du rayonnement du coke, le four chauffe mieux qu'avec le charbon. Enfin le coke est d'un usage infiniment plus propre que n'importe quelle houille.

Dans les cuisines importantes des hôtels, des hôpitaux, des casernes, le coke est d'un usage courant. En 1911 et 1912 des essais eurent lieu à Paris, par deux Commissions nommées par le Ministre de la Guerre, d'abord à la caserne de Latour-Maubourg, puis à la caserne de Clignancourt. Les essais de préparation d'aliments furent faits avec les cuisinières régimentaires type « Cubain » et « Vaillant », de 500 rations, et les essais de chauffage des chambrées avec des poêles de différents modèles : cylindrique, ordinaire, à cloche et type « Godin ». Voici les conclusions exactes de la Commission :

Le coke de gaz s'est montré nettement supérieur à la houille à laquelle il peut se substituer sans aucune difficulté.

Il est homogène et sans poussier.

Il donne une chaleur radiante plus élevée.

Il est d'un usage plus commode et plus propre.

Il n'encrasse pas les appareils.

A poids égal et à prix égal, il semble devoir apporter une économie très notable dans les dépenses de chauffage des corps de troupes.

La Commission signale l'emploi qui a été fait du grésillon de coke de gaz, toujours moins cher que le coke classé et qui a donné de bons résultats.

D'autres essais furent faits dans divers corps de troupes; c'est à la suite des résultats obtenus, tous concordants, que la Direction de l'Intendance modifia l'article 56 du règlement sur le chauffage des corps de troupes, qui devint le suivant :

Emploi du coke pour les fourneaux de cuisine. — Le coke est un combustible qui ne donne pas de flamme et exige généralement pour l'allumage un temps plus long que la houille.

D'après les expériences faites par la maison François Vaillant, le tableau suivant montre les résultats obtenus avec des fourneaux de campagne :

NUMÉROS des fourneaux.	CONSOMMATION		TEMPS POUR L'ÉBULLITION		CONTENANCE des marmites à soupe.
	de houille.	de coke.	avec la houille.	avec le coke.	
	kilogr.	kilogr.	h. m.	h. m.	litres.
3	26	17	1 20	2 20	50
4	29	25	1 40	2 35	75
5	32	27	1 50	2 45	100

Des expériences faites avec divers appareils de cuisine plus perfectionnés que les fourneaux de campagne ont montré que, dans nombre de places, en raison de la diminution actuelle du prix du coke par rapport à celui de la houille, l'emploi du coke peut présenter de sérieux avantages.

Le coke est homogène, sans poussière, d'un usage commode et propre. S'il est un peu long à allumer, s'il ne donne pas de flamme, il développe néanmoins une chaleur très intense.

Il nécessite un foyer assez grand et assez profond; mais la plupart des fourneaux de cuisine en usage dans les corps remplissent ces conditions et peuvent, par conséquent, brûler indifféremment de la houille ou du coke.

Le coke à employer doit être de grosseur moyenne : coke n° 0 (20-35 millimètres) ou coke n° 1 (35-45 millimètres). »

CONCLUSIONS.

On a vu par la présente étude, forcément superficielle, que, à quelques rares exceptions près, les combustibles maigres ou le coke pouvaient être utilisés dans tous les appareils de consommation.

Sans préjuger des dispositions qui pourraient être prises pour développer l'emploi des combustibles maigres, il appartient aux grandes Administrations publiques et, en général, à tous les services dépendant d'un organisme d'Etat, de donner l'exemple et de se conformer d'une manière absolue aux trois règles suivantes :

1° Ne brûler aucune houille renfermant 18 p. 100 ou plus de matières volatiles et susceptible d'être économiquement distillée;

2° Eviter l'emploi des anthracites de provenance étrangère;

3° Remplacer, selon les cas, les combustibles précédents par les charbons maigres ou le coke.

En premier lieu, les cahiers des charges sont pour la plupart à réviser et à refondre suivant les indications précitées. Dans beaucoup d'administrations, les mêmes formules servent depuis de nombreuses années. C'est ainsi que certains cahiers des charges imposent des fournitures de houilles trois quarts grasses ou grasses ou de houilles sèches à longue flamme, pour des poêles domestiques.

Au point de vue du chauffage central, dans les grandes administrations où ce mode de chauffage existe, il faudra prévoir l'emploi du coke et modifier éventuellement les cahiers des charges en conséquence.

Lorsque les installations existantes n'ont pas les dimensions suffisantes pour permettre l'emploi du coke, il y a lieu d'en envisager la modification, ainsi qu'il a été dit plus haut. Ces modifications représentent des dépenses supplémentaires que les administrations publiques ne devront pas hésiter à engager sur leur budget, étant donnée la certitude que les modifications apportées permettront de réaliser des économies qui amortiront rapidement ces dépenses.

Enfin, certaines administrations continuent à employer le bois ou la houille dans de simples cheminées. Etant donné le rendement déplorable de ces dispositifs, leur défaut de sécurité, les frais de manutention considérables qu'ils entraînent et la malpropreté qui en résulte, il semble que de tels procédés devraient cesser au plus tôt, car il appartient aux administrations publiques d'économiser les deniers de l'Etat et de donner en même temps l'exemple aux particuliers.

Il y aura donc lieu, pour ces administrations, d'envisager l'emploi du chauffage central au coke. La formule indiquée pour le choix des installations est celle du concours qui suscite l'émulation entre les constructeurs, auxquels on devra laisser toute l'initiative désirable, et dont les projets devront être examinés par des spécialistes compétents, spécialement au point de vue de l'économie de combustible.

LES CANCERS PROFESSIONNELS⁽¹⁾.

Le rôle de certains agents dans la genèse des cancers est, à l'heure actuelle, bien établi et l'on sait qu'il est des professions particulièrement exposées aux irritations d'agents cancérigènes. Le cancer a donc aujourd'hui droit de cité dans le cadre des maladies professionnelles.

C'est là une notion qui, sans être nouvelle, est encore peu répandue, en France notamment. Elle est cependant d'importance au double point de vue prophylactique et médico-légal.

En Angleterre, Archibald Leitch et Kenneway ont poursuivi, au Cancer hospital de Londres, une série d'intéressantes recherches sur ce sujet; à Copenhague, Bang a plus spécialement étudié le cancer des ramoneurs.

I. — LE CANCER DES RAMONEURS.

Le cancer de la suie est relativement fréquent en Angleterre et dans le Pays de Galles, où il fut décrit pour la première fois. C'est, en effet, Percival Pott qui, en 1775, montra que l'affection décrite sous le nom de *chimney sweep disease* était un cancer, alors que jusque là elle était confondue avec la syphilis.

Cette découverte a d'autant plus de mérite qu'elle date d'une époque où régnait la théorie lymphatique du cancer et où l'on ne connaissait pas les cancers d'origine exogène.

Le cancer des ramoneurs s'observait surtout au temps où l'on faisait nettoyer les cheminées par des enfants, les « climbing boys », qui devaient être jeunes (4 à 5 ans), pour pouvoir pénétrer dans les méandres plus ou moins compliqués des anciennes cheminées. Ce travail, assez dangereux et toujours pénible, s'effectuait dans de très mauvaises conditions d'hygiène.

Depuis l'application des lois sur la protection de l'enfance, et surtout en raison des moyens modernes utilisés pour nettoyer les cheminées, les « petits ramoneurs » ont presque complètement disparu. Le cancer des ramoneurs est devenu plus rare, mais il n'en est pas moins vrai qu'il persiste dans certains pays comme l'Angleterre, où il fournit, encore aujourd'hui, une mortalité assez importante.

Suivant Butlin, il est mort à Londres, dans les années 1880-1882, 242 ramoneurs, dont 49 de cancer (202 par 1.000 décès). D'après Newsholme, en 1881-1890, les ramoneurs comptent 156 décès sur 1.000 décès cancer.

Les statistiques plus récentes marquent une diminution légère de la mortalité; mais Logge trouve encore pour les cancers de 1900 à 1902 : 133 décès par cancer chez les ramoneurs.

En Europe, en dehors de la Grande-Bretagne, le cancer des ramoneurs semble être exceptionnel. Butlin, qui a examiné, en 1892, les rapports de quelques hôpitaux des grandes villes, ne trouve aucun cas mentionné durant les années précédentes, dans les hôpitaux de Paris, de Berlin, de Vienne, de Prague et de Boston. En France, dans les services spécialisés ou dans les centres anticancéreux, on n'en voit guère d'exemple.

(¹) Par MM. G. Roussy, professeur à la Faculté de médecine et A. Héreau, préparateur à la Faculté de médecine.

Ce cancer survient ordinairement fort longtemps après le début du contact avec la suie, puisque les ramoneurs sont des enfants et que le cancer n'apparaît que chez l'adulte (de 20 à 25 ans, d'après Henry Earle; de 35 à 40 ans d'après Curling). Lorsqu'il fut interdit par la loi anglaise d'employer des apprentis au-dessous de 16 ans, on vit l'éclosion du cancer se faire entre 40 et 45 ans (Butlin). Ceci met bien en évidence le fait que l'âge n'a pas l'influence qu'on lui attribue généralement dans l'étiologie du cancer.

Le cancer des ramoneurs siège au scrotum; il peut intéresser secondai-
rement les testicules et le pénis. Dans la majorité des cas, il apparaît sur
des lésions cutanées bénignes, papillomateuses, qui sont fréquentes chez
les ramoneurs.

Il s'agit de cancer à forme ulcérée qui bientôt s'accompagne d'une
atteinte de l'état général et aboutit à la mort par généralisation, ou parfois
par hémorragie causée par des ulcérations vasculaires.

Les métastases intéressant les ganglions inguinaux ne sont pas fré-
quentes; elles sont exceptionnelles au niveau des autres viscères. Dans
quelques cas, rares d'ailleurs (Paget-Lawson), le cancer siège au niveau
de la région inguinale, sans localisation scrotale primitive.

Histologiquement, se sont toujours des épithéliomas spino-cellulaires;
on ne trouve pas de sarcomes mentionnés dans la littérature. Après inter-
vention chirurgicale, les récides (Curling, Paget, Lebert), plutôt rares,
se font à la peau, sur la cicatrice opératoire ou ailleurs.

Quant à la cause première de ces cancers, il paraît avéré aujourd'hui
que l'on doit incriminer l'action cancérogène de la suie comme l'avait
fait, pour la première fois, Percival Pott. Les faits cités dans la littérature :
cancer du dos de la main, apparu chez un jardinier qui arrosait ses
plantes avec de la suie (Curling); cancer du pied chez les femmes tra-
vaillant dans le charbon (Wil), ou encore cancer de l'oreille chez les ou-
vriers portant des sacs de charbon, plaident en faveur de cette théorie.

Peut-être le goudron doit-il être mis en cause ?

La fréquence du cancer des ramoneurs s'expliquerait, d'après les auteurs
anglais, de la façon suivante : l'usage du « coin de feu » à foyer ouvert,
chauffé ordinairement à la houille, si répandu en Angleterre, produit
une grande quantité de suie; et comme la combustion de la houille, dans
ces cheminées ouvertes, est imparfaite, il s'ensuit un dégagement excessif
de produits tels que le « goudron de houille » qui s'accumule dans les
tuyaux de cheminées.

La localisation élective au scrotum, alors que la surface du corps
entier est exposée à l'influence de la suie, peut s'expliquer, d'après Leitch,
par le fait que la peau mince et ridée de cette région, fixe plus particuliè-
rement les particules de la suie; grâce aux sécrétions des glandes séba-
cées, le principe actif en est plus facilement dissous.

Cet auteur a pu reproduire expérimentalement, au bout de neuf à seize
mois, du cancer chez les lapins dont le scrotum avait été imprégné d'un
mélange de suie et de la matière sébacée d'un kyste de l'ovaire, le tout
filtré et mis à la température du corps. Mais il est vraisemblable que chez
l'homme, la pression et le frottement des vêtements, pendant le ramonage
jouent aussi leur rôle à titre de facteurs de localisation.

II. — LE CANCER DES GOUDRONNEURS.

Le cancer du goudron, goudron de houille et goudron de poix, est aussi,
parmi les cancers professionnels, un des plus fréquemment rencontrés,
surtout en Angleterre, en Allemagne et en Amérique.

En France, on n'en connaît que quelques rares observations : 6 cas

depuis 1909 (Thibierge et Pellier). Courmont et Poty avaient autrefois insisté sur la rareté de ces cancers.

Leur siège est variable suivant le produit en cause : le goudron de houille provoque le plus souvent, comme chez les ramoneurs, un cancer du scrotum; la poix détermine des cancers de la face et du cou avec prédominance au niveau des lèvres, des joues et des paupières. Certaines régions du corps telles que les doigts, les jambes, les pieds et le tronc sont rarement atteintes, quoique très exposées.

Ces cancers affectent toutes les formes des épithéliomas de la peau, avec prédominance du type spino-cellulaire. Ils apparaissent chez les ouvriers après une longue exposition à l'action du goudron; exceptionnellement ils peuvent prendre la forme aiguë. C'est ainsi que Bang a vu se développer un cancer aigu à type spino-cellulaire chez un ouvrier, quelques semaines après le contact d'une parcelle de goudron chaud, tombée accidentellement sur la muqueuse nasale.

III. — LE CANCER DES PARAFFINEURS.

Décrit, pour la première fois, par Volkman, en 1874, il a été récemment étudié, en Ecosse, par Scott (1923) dans un grand centre d'industrie de paraffine.

Le cancer des paraffineurs débute habituellement vers le milieu de la vie, chez des ouvriers qui comptent de vingt-cinq à trente ans de service; il se développe ordinairement sur des lésions épidermiques, telles que les verrues ou les papules squameuses fréquentes sur le scrotum et les parties découvertes de la peau. Toutefois, la transformation cancéreuse est relativement rare, par rapport à la fréquence des dermites chez les paraffineurs. Sur 5.000 ouvriers qu'emploie la Scottich Oil Ltd, Scott a noté, pendant deux années, un pourcentage de cancer de 1 et demi p. 100.

L'âge optimum oscille de 37 à 79 ans et la localisation la plus fréquente est le scrotum (47,7 p. 100), puis les avant-bras (32,3 p. 100) et les jambes (1,6 p. 100).

Le cancer de la paraffine débute soit au niveau d'une verrue, soit d'une papule de dermite. Si c'est au niveau d'une verrue, on la voit s'hypertrophier, atteindre les dimensions d'un demi-pouce, s'indurer à sa base. La transformation cancéreuse d'une papule est plus longue et peut durer quelques années. Il se produit une exulcération, qui se transforme bientôt un large cratère entouré de tissus enflammés et saigne au moindre contact.

Les métastases ganglionnaires se font tardivement, sauf pour les cancers de la région inguinale.

Au point de vue histologique, les cancers de la paraffine sont du type malpighien spino-cellulaire.

Quant à la cause déterminante, il est certain que ces cancers sont dus à l'action directe de la paraffine, ainsi que le prouvent les recherches expérimentales de A. Leitch qui a pu les reproduire chez la souris. Mais comme pour le goudron, on ignore encore quel est ou quels sont les agents cancérogènes essentiels.

IV. — LE CANCER DES FILEURS DE COTON.

Les fileurs de coton paient en Angleterre un lourd tribut au cancer. Aucun autre groupement professionnel, hormis celui des ramoneurs, n'atteint un chiffre aussi élevé. C'est ainsi, d'après Kenneway, qu'en 1913-1914, parmi 90 sujets morts de cancer du scrotum, 18 étaient des fileurs de coton. En 1921-1923, on comptait, sur 107 cancers, 26 chez les

fileurs, dont 15 en 1923, ce qui donne un pourcentage total de 11,8 p. 100 par an. Il y a donc, à n'en pas douter, une prédisposition spéciale créée par cette profession, prédisposition qui était passée inaperçue jusqu'à ces dernières années et qui fut récemment mise en lumière par Southam et Wilson.

Ces auteurs, en relevant la liste des cancers du scrotum admis à l'infirmerie royale de Manchester, ont noté que c'était surtout les « mule spinners » c'est-à-dire les ouvriers travaillant à la machine à filer, qui étaient le plus fréquemment atteints. En voici les raisons : chaque fileur travaille sur deux machines appelées « mule » dont une partie, le charriot, supportant des fuseaux sur lesquels le fil de coton est enroulé, avance et recule. Devant cette rangée de fuseaux qui tournent sur eux-mêmes, se trouve une forte lame d'acier horizontale, placée à 80 centimètres du sol environ. Quand le fil casse, l'ouvrier, pour le rattacher, s'appuie sur cette lame constamment lubrifiée par une huile minérale, qui peu à peu pénètre dans les tissus du pantalon. Comme d'autre part, en raison de la chaleur humide entretenue à dessin dans l'usine, les vêtements sont légers, l'huile ne tarde pas à imprégner la partie supérieure de la cuisse, le scrotum et la partie inférieure de l'abdomen. Elle joue alors le rôle d'agent cancérigène au lieu même de son action, le plus souvent au niveau du scrotum.

Dans le domaine expérimental, sur 30 des 75 souris traitées par les différentes huiles du groupe des huiles de houille A. Leitch a pu déterminer des épithéliomas et quelquefois des sarcomes. Il semblerait d'après cet auteur que les huiles les moins raffinées, les plus lourdes (huile de graissage, huile à lubrifier, huile à graisser) soient les plus cancérigènes, tandis que les produits les plus volatils, raffinés à une température assez basse, comme l'huile de lampe, n'ont pas le pouvoir de créer du cancer. Leur action chez la souris est plus lente que celle du goudron, mais une fois la tumeur apparue, l'accroissement est aussi rapide qu'avec toute autre substance cancérigène. Les animaux, comme le lapin, le rat et le cobaye, sont complètement réfractaires.

Reste à expliquer, chez l'homme, la localisation exclusive au scrotum, alors que l'aine et les mains sont généralement en contact avec l'huile. La question n'est pas encore tranchée. On ne voit pas, par exemple, pourquoi les fileurs de laine, qui travaillent sur des machines semblables et qui usent des mêmes huiles, sont indemnes de cancer. Il faut remarquer toutefois, avec A. Leitch, que la température des usines de filature du coton est forcément élevée et humide, ce qui n'est pas le cas des usines de laine; peut-être la chaleur, en relâchant les fibres lisses du scrotum, facilite-t-elle la pénétration de l'huile dans les glandes sudoripares et sébacées.

V. — LE CANCER DES RAFFINEURS DE PÉTROLE.

Cette variété de cancer est beaucoup moins fréquente que celles que nous venons d'étudier.

Kenneway n'a pu réunir dans la littérature que les quelques faits suivants :

Derville et Guermontez notent, en 1890, dans des usines du Nord de la France, sur 400 ouvriers, 4 cas de lésions verruqueuses de la main et de l'avant-bras et 1 cas de papillome du scrotum; celui-ci par suite de cautérisation à l'acide phénique, se transforma en un énorme épithélioma ulcéreux. Ehrlich trouve, sur 110 ouvriers d'une raffinerie de Tchéco-Slovaquie, 5 cancers du scrotum (1918). Davis observe un cas d'épithélioma greffé sur une verrue chez un ouvrier d'une raffinerie de Chicago (1914). Ullmann, visitant en 1910 de nombreuses raffineries de Hongrie,

de Silésie et de Galicie, de même que les puits de pétrole de Boryslaw-Tustanowice, ne trouve qu'un seul cas de cancer chez des raffineurs (scrotum).

Il relève 13 cas de cancer du scrotum en dix ans dans 20 autres raffineries de pétrole.

Les statistiques relatives à ces cancers sont certainement incomplètes; elles semblent prouver néanmoins que le cancer des pétroliers est rare, voire même exceptionnel; mais les documents statistiques sont insuffisants encore pour permettre de se prononcer. A côté du cancer des raffineurs de pétrole, il faut signaler que le mazout peut être, lui aussi, à l'origine du cancer.

Une observation d'Huguenin, qui a trait à un cancer aigu survenu chez un chauffeur d'un four à mazout, est particulièrement démonstrative.

Il s'agissait d'un homme jeune, qui avait été maintes fois brûlé par des gouttelettes de liquide en ignition, sans que jamais il ne se produisit autre chose qu'une plaie insignifiante à cicatrisation rapide. Un jour, une goutte du liquide tombe sur la cicatrice d'une vaste brûlure, nullement due au mazout. Dès le lendemain, apparaît un petit module, qui en trois semaines atteint le volume d'une noix. Le contrôle histologique démontre qu'il s'agit d'un cancer spino-cellulaire typique, avec cette réserve cependant que la néoplasie est encore relativement bien limitée.

Remarques sur les cancers professionnels du goudron et de ses dérivés.

— Une première motion s'impose : tous ces cancers siègent avec une prédilection marquée au niveau de la peau du scrotum. Sur 260 cancers du scrotum collationnés en Angleterre, de 1913 à 1923, A. Leitch a noté que les ramoneurs, les ouvriers du textile, les ouvriers manipulant le goudron, les huiles minérales, représentent une imposante majorité. Viennent ensuite les manœuvres, les ouvriers métallurgistes, les petits employés; en dernier lieu, les agriculteurs qui, par leurs travaux, ne sont pas exposés aux poussières des grandes villes, si saturées de suie.

On s'est demandé, bien entendu, quelle pouvait être la cause de cette localisation électorale au scrotum.

Certains ont pensé que les anfractuosités de la peau des bourses renaient plus facilement les poussières. Mais on pourrait en dire autant des orteils, de l'ombilic et de quelques régions de la face. L'irritation du scrotum par les vêtements imprégnés d'huile ne peut être prise en considération, puisque, comme le fait observer Kenneway, l'aîne, la racine de la cuisse, le bas-ventre, la verge sont tout aussi imprégnés que le scrotum et ne font pas de cancer.

On a pensé aussi, nous l'avons vu, que l'abondance des glandes sébacées du scrotum était susceptible de favoriser la pénétration des substances irritantes. Mais cette hypothèse ne concorde pas avec la fréquence égale du cancer du scrotum et de la paupière chez les ouvriers qui manipulent de la poix; les glandes sébacées sont aussi nombreuses au niveau du périnée et de l'aile du nez, toutes régions épargnées par le cancer.

On a encore mis en cause les fibres musculaires du dartos qui, en se contractant, favoriseraient l'aspiration des glandes sébacées; c'est là, une hypothèse comme les précédentes, toute gratuite. La question demeure entière.

L'agent du transfert des substances irritatives au niveau du scrotum semble être tantôt les vêtements, tantôt les mains, d'où la nécessité de mesures de précaution faciles à édicter.

Il faut remarquer encore que tous les cancers du goudron et de ses dérivés suivent à très longue échéance le premier contact professionnel; c'est un point très important et qu'il faut souligner.

Enfin, quelques auteurs ont affirmé qu'il existait des rapports étroits

entre les cancers du goudron et les cancers observés dans l'intoxication par l'arsenic.

Bayer, notamment, a soutenu cette opinion qui s'appuie sur un parallélisme évident entre la symptomatologie de la maladie du goudron et celle de l'arsenicisme chronique et aussi sur les données de l'analyse chimique. Des arguments chimiques démontreraient, d'après Bayet et Slosse, l'identité du cancer arsenical et du cancer du goudron. L'un et l'autre se développent sur des hyperkératoses, affectent une prédilection pour le scrotum; l'un et l'autre sont souvent multiples et apparaissent entre 40 et 46 ans.

Par la méthode de Stzyzowsky, ces mêmes auteurs ont dépisté de fortes proportions d'arsenic (10 à 20 mgr. par kilogramme), non seulement dans le brai manipulé, mais encore dans le sang, dans les urines, dans les cheveux des ouvriers dont la teneur en arsenic dépasse notablement le taux physiologique. Par contre, cet excès d'arsenic ne se retrouvait pas chez les ouvriers qui habitaient la même localité et ne manipulaient pas le brai.

L'étude chimique des tissus d'animaux (lapins) mis en expérience a montré que l'organisme recélait des quantités d'arsenic infiniment supérieures au taux normal. Bayet croit pouvoir en conclure que le cancer expérimental du goudron n'est pas le résultat d'une simple action locale d'irritation, mais une maladie complexe qui débute par des troubles marqués de l'état général.

Cette opinion a été vivement combattue. Toutes les recherches de contrôle effectuées par Fibiger et par d'autres auteurs n'ont pas confirmé les données de Bayet et Slosse. Les goudrons, que l'on utilise pour faire du cancer chez les animaux, ne contiennent que des proportions infimes d'arsenic, tout à fait insuffisantes à déterminer une intoxication chronique. Aussi de l'avis presque unanime des cancérologues, le cancer de l'arsenic et le cancer du goudron ne peuvent être assimilés.

VI. — LE CANCER DES TEINTURIERS D'ANILINE.

Ce cancer est relativement rare, puisque Nassauer et Lauenberger, qui l'ont étudié, n'en ont relevé qu'une centaine d'observations.

Localisé surtout à la vessie, principalement dans la région des orifices urétéraux (13 fois sur 32 cas de cancer de la vessie), il est d'une extrême rareté au niveau du rein. La cause initiale de ce cancer est encore obscure.

Pour certains auteurs, pour Jaff en particulier, ce ne serait pas l'aniline inhalée seule, qui en serait la cause première, mais un produit formé par l'organisme sous l'influence de l'aniline, et qui, éliminé par les urines, aurait la propriété d'irriter constamment la vessie et de provoquer ainsi un véritable état pré-cancéreux. D'après Lauenberger, les complexes aromatiques, en particulier, ceux de la série amido-hydroxylée auraient une grande importance dans l'étiologie de ces cancers de la vessie.

Cliniquement, il est intéressant de signaler que la période latente, souvent fort longue, peut s'étager sur dix à quinze années et même davantage. On a remarqué (Nassauer) que cette période d'incubation dépend du degré de concentration des vapeurs d'aniline. C'est ainsi que les ouvriers exposés par leur travail à inhaler des vapeurs d'aniline presque pures font du cancer très tardivement; chez d'autres, qui travaillent dans des locaux avoisinants où les émanations d'aniline sont plus ou moins mélangées à l'air, la période de latence est beaucoup plus courte.

Histologiquement, le cancer de l'aniline se présente sous de multiples formes. Lauenberger, sur 18 cas examinés, a rencontré : 4 endothéliomes

papillaires, 9 épithélio-sarcomes, 1 sarcome, 2 tumeurs imprécisées, 1 épithélioma du rein et de la vessie.

Dans certains cas, l'épithélioma se greffe sur un papillome; d'autres fois, il est primitif.

A toutes ces variétés histologiques, s'ajoutent des lésions inflammatoires banales de la muqueuse vésicale, qui signent l'irritation chronique et y jouent vraisemblablement le rôle d'état pré-cancéreux.

Au moyen de l'expérimentation, on a cherché à élucider la pathogénie des cancers d'aniline. Jaffé a fait inhaler à des animaux de laboratoire, pendant des mois, les diverses substances incriminées comme cause de ces cancers, telles que la toluidine, l'aniline, la naphtylamine et la benzidine. Il a utilisé les inhalations afin de se rapprocher le plus possible des conditions de la clinique, et d'éviter la toxicité des injections qui sont très toxiques.

Parmi les séries mises en expérience, un seul animal a survécu six mois, tous les autres sont morts rapidement d'intoxication. Chez aucun d'entre eux, l'autopsie n'a décelé l'existence de cancer, au niveau de la vessie ou ailleurs. Il existait des lésions de broncho-pneumonie ou d'abcès pulmonaires, de dégénérescence ou de nécrose hépatique, de myocardite ou d'altérations spléniques plus ou moins considérables. Peut-être ces expériences mériteraient-elles d'être reprises sur une plus grande échelle.

VII. — LE CANCER DES MINEURS DU SCHNEEBERG.

Un des exemples de cancers professionnels les plus anciennement connus est celui du poumon qui apparaît chez les mineurs du Schneeberg (Saxe), le « Schneeberger Lungshrebs » des auteurs allemands.

Signalés déjà dans les écrits du xvi^e siècle, la première étude d'ensemble est due à Harding et Hesse (1879). On a publié dans ces dernières années, en Allemagne, un assez grand nombre d'observations (Weigert, Wagner, Anke, Cohnheim, Uhlig, etc.).

En 1922, une Commission de médecins, présidée par le Conseiller Weber, fut envoyée sur place pour procéder à une enquête complète sur la question. D'après Rostoki, Saupe et Schmorl, la fréquence du cancer du poumon chez les mineurs du Schneeberg est grande. Sur un nombre total de 154 mineurs, et sur 21 décès survenus en quarante mois, ces auteurs ont relevé, à l'autopsie, 13 cancers du poumon.

Ce cancer survient en général vers l'âge de 55 ans, chez les ouvriers qui ont travaillé pendant longtemps dans la mine, quinze à vingt années environ. Le début est insidieux et revêt l'aspect d'un catarrhe bronchique; puis surviennent des signes de condensation pulmonaire, accompagnés de compression médiastinales diverses. Bientôt la cachexie est extrême et la mort survient en six à dix-huit mois.

Au point de vue histologique, l'on avait cru d'abord qu'il s'agissait de tumeurs conjonctives, en particulier de lymphosarcome (Wagner, Anke), mais l'étude récente de Schmorl, portant sur 21 cas, a montré que l'on a affaire, presque toujours, à des épithéliomas. D'après ces auteurs, la tumeur siège le plus souvent à gauche (12 fois sur 21). Elle débute, soit par les grosses bronches (9 cas), soit en plein tissu pulmonaire (6 cas), soit enfin en des points indéterminés.

Un fait, qui constitue une des particularités du cancer du Schneeberg, est le suivant : il est souvent bilatéral (25 p. 100 des cas) et envahit fréquemment la péricarde et le cœur.

L'étiologie de ces cancers du poumon n'est pas encore élucidée. Pour les anciens auteurs, pour Hesse et Harting, en particulier, l'inhalation journalière des poussières de colbat arsenical, jointe à une hérédité spéciale, en serait une cause suffisante pour expliquer sa fréquence.

Mais Conheim a justement discuté le rôle de cette hérédité, et Ankke a incriminé l'action cancérigène de l'arsenic qui favoriserait le développement tumoral.

D'après les recherches de Rostoski, Saupe et Schmorl, on tendrait à faire jouer un rôle primordial à la pneumokoniose, qui atteint presque tous les mineurs du Schneeberg et qui est causée par l'inhalation de poussières contenant des particules tranchantes. Cette pneumokoniose contrôlée par les rayons X, l'autopsie et le microscope jouerait le rôle des états précancéreux en général. Mais il faut tenir compte aussi, d'après ces auteurs, des mauvaises conditions hygiéniques de travail dans les mines du Schneeberg et aussi du fait que les poussières contiennent jusqu'à 0,45 p. 100 d'arsenic.

Il est évident que la sclérose pulmonaire seule ne saurait fournir une explication suffisante. Les pneumokonioses sont, en effet, fréquentes chez tous les mineurs qui travaillent la houille ou le fer, et pourtant, le cancer du poumon est chez eux exceptionnel. Tout ceci nous amène à cette conclusion, que le cobalt doit être rangé parmi les divers agents cancérigènes connus à l'heure actuelle; introduit dans l'organisme par inhalation, il porte ses effets sur l'appareil broncho-pulmonaire.

VIII. — LE CANCER DES RAYONS X.

Il est, au plus premier chef, le type des cancers professionnels.

Peu de temps après la découverte de Roentgen et l'introduction de la radiologie en clinique, Friebe en présenta le premier cas à la Société médicale de Hambourg (1902). Il s'agissait d'un homme de 33 ans chez lequel, après un traitement par les rayons X, apparut une ulcération chronique du dos de la main qui se transforma en cancer et nécessita l'amputation du bras. La connaissance de ce cancer d'un type nouveau suscita de vives discussions, puis les observations des malheureuses victimes de l'action des rayons X, médecins et manipulateurs, se multiplièrent dans tous les pays.

On l'observe surtout chez les radiographes de la première heure qui ignoraient à la fois le danger de l'action des rayons X et les moyens de s'en protéger. S. Feygin, dans sa thèse (Paris 1914), a pu en réunir 104 observations. On en connaît aujourd'hui de nombreux exemples, quoique les procédés modernes de protection en diminuent certainement la proportion, par rapport au grand nombre des sujets soumis à l'action des rayons.

Il faut remarquer que le cancer des rayons X n'est pas toujours un cancer professionnel. On l'observe aussi chez les malades traités inconsidérément par radiothérapie pour certaines dermites.

Le cancer des radiologistes survient ordinairement après un temps de latence relativement long, qui peut varier de quatre à quatorze ans. Son siège d'élection est la face dorsale de la main et des doigts, mais il peut apparaître à la face ou ailleurs. L'âge de prédilection est de 35 à 50 ans.

Il se développe sur des lésions anciennes de radiodermite atrophique ou plus souvent hypertrophique.

Le cancer roentgénien est souvent multiple et peut se localiser à plusieurs doigts de la main, en même temps qu'à la face. Sa marche est toujours lente et progressive, exception faite de quelques cas à évolution aiguë.

L'examen par biopsie montre que l'on a affaire ordinairement à un épithélioma malpighien du type spino-cellulaire ou intermédiaire, rarement à un baso-cellulaire.

L'action cancérigène des rayons X est donc bien connue aujourd'hui;

elle s'appuie d'ailleurs, comme les autres cancers ci-dessus étudiés, sur des résultats expérimentaux. Il y a bien des années que Clunet produisit chez le rat, par action prolongée des rayons X, des sarcomes parfaitement authentiques et greffables en série. Bruno Bloch a apporté au Congrès de Strasbourg, en 1923, le premier exemple d'épithélioma expérimental par rayons X chez le lapin.

Les mêmes considérations s'appliquent aux rayons du radium qui, eux aussi, déterminent des lésions cutanées chroniques qui peuvent se transformer en cancer. Mais, et il faut y insister, les cas d'épithéliomas développés chez les personnes manipulant les appareils radioactifs sont extrêmement rares. M^{me} Laborde n'en rapporte, dans son livre, qu'une seule observation : il s'agissait d'une infirmière qui, à l'époque des premiers traitements par le radium, était chargée de maintenir les appareils radio-actifs destinés au traitement des lésions superficielles et laissant passer la presque totalité du rayonnement. Au bout de quelques mois, il se développa une radiodermite chronique qui, se transformant en cancer, nécessita l'amputation de deux doigts.

Daels (de Gand) a pu produire, par le radium, des épithéliomas de différents types chez l'animal.

*
* * *

Les faits que nous venons de rappeler montrent que par leur fréquence relative et leur importance, les cancers professionnels mériteraient d'être mieux connus qu'ils ne le sont jusqu'ici, en France du moins. L'emploi de plus en plus répandu du goudron dans les travaux de voirie devrait, dès maintenant, susciter des mesures d'hygiène et de prophylaxie comparables à celles qui sont en usage dans certaines grandes usines de l'étranger.

Ces mesures consistent surtout dans les soins de propreté nécessaires, au moyen d'établissements de bains bien aménagés, dans la protection de l'épiderme au moyen de vêtements appropriés et dans l'examen médical cancérigènes.

Il serait désirable que la question des cancers professionnels attirât le plus tôt possible, dans notre pays, l'attention des pouvoirs publics.

RAPPORT

SUR LES ÉRUPTIONS DUES À LA LAQUE JAPONAISE ⁽¹⁾.

L'attention de l'Académie ayant été attirée sur un certain nombre de laque, vous avez chargé une Commission spéciale d'étudier la question. C'est en son nom que j'ai l'honneur de vous présenter ce rapport.

Il y a lieu tout d'abord d'établir une discrimination entre deux ordres de faits distincts :

(1) Présenté par une Commission composée de MM. Jeanselme, Balthazard et Darier, rapporteur, à l'Académie de médecine, séance du 5 juin 1928. *Bulletin de l'Académie de médecine* n° 23, p. 598.

La plupart des laques et vernis utilisés dans l'industrie sont des dissolutions de diverses résines dans des solvants très variés, parfois additionnées de matières colorantes; toutes sont capables de provoquer des éruptions chez les ouvriers qui les manient. En pareil cas, il est d'ordinaire très délicat de juger si l'on doit incriminer une vertu véritablement toxique du produit et de ses excipients, ou au contraire accuser une sursensibilité particulière, idiosyncrasique ou acquise du sujet atteint. Ces éruptions artificielles dues à des irritants divers sont d'observation courante et d'ordre banal; elles ne nous ont pas paru rentrer dans le sujet qui nous a été proposé.

Il en est autrement des accidents imputables à la *laque japonaise*, car ce produit paraît doué d'une toxicité spéciale qui a été signalée à maintes reprises.

La laque japonaise est constituée par la sève desséchée de *Rhus vernicifera*; cet arbre appartient à la famille des anacardiacees, laquelle comprend un grand nombre d'espèces vénéneuses; qu'il nous suffise de citer *Rhus toxicodendron* et *radicans* (poison ivy), *Rhus venenata* (poison sumak), *Rhus diversiloba* (poison oak), etc. D'une incision faite à l'écorce d'un *Rhus vernicifera* s'écoule une sève claire qui se condense à l'air en une masse noire: c'est la laque. La substance nocive que contient cette laque paraît être l'*huile d'Urushi*, isolée par Majima et incriminée par Toyama Sendi (Dohi's Festschrift, 1917); on affirme qu'elle ne serait pas volatile; sa nature chimique est indéterminée. En ce qui concerne le poison des arbres d'espèces voisines, celui de *Rhus toxicodendron* et d'autres sumaks serait pour Simpson un glucoside, selon Nair il serait composé de deux polyhydrophénols, le toxicodendrol et le lobinol.

La « *maladie de la laque* » a été étudiée surtout par des auteurs japonais; les éruptions dues à d'autres rhus et sumaks ont fait l'objet de nombreuses recherches aux Etats-Unis. Les résultats de ces travaux ont été rassemblés dans un grand ouvrage sur les dermatoses professionnelles récemment publié en Allemagne et en Autriche (*Schädigungen der Haut durch Beruf und gewerbliche Arbeit*, par MM. Oppenheim, Rille et K. Ullmann, Leipzig, 1926).

De ces diverses recherches il ressort que sont exposés à la maladie de la laque: les bûcherons, les récolteurs de la laque, les ouvriers laqueurs et marchands d'objet en laque, notamment de jeux de Mah-Jong. On prétend que des objets en laque, même de fabrication ancienne, peuvent être dangereux à manier quand ils sont mouillés.

Les manifestations morbides n'apparaissent qu'après une période de latence ou d'incubation qui est en moyenne de quarante-huit heures, mais dont la durée peut varier de quelques heures à plusieurs jours. Les éruptions de cette origine ne se distinguent par aucun caractère tranché des dermites artificielles banales; elles affectent la forme d'érythèmes plus ou moins ortiés, qui peuvent se couvrir de vésicules et prendre nettement l'aspect eczémateux. Elles se produisent surtout sur les régions exposées aux contacts nocifs, à savoir aux mains et avant-bras; mais souvent on a noté concurremment un œdème congestif de la face et des organes génitaux externes. L'évolution des accidents est aiguë ou chronique, et parfois assez durable.

Il y a lieu de se demander quel est, dans la pathogénie de ces éruptions, le rôle respectif de la toxicité spéciale au produit, d'une part, et, d'autre part, celui de l'idiosyncrasie congénitale ou de la sensibilisation des sujets. L'intervention du facteur individuel nous semble nettement indiquée par le nombre relativement restreint des cas qui se produisent parmi les ouvriers occupés à un même travail. Toutefois, pour pouvoir en préciser l'importance, il faudrait des enquêtes minutieuses et des statistiques qui jusqu'ici n'ont été qu'ébauchées.

Une enquête, poursuivie à notre demande dans la région parisienne par M. Frois, inspecteur du travail, a porté sur deux ateliers assez importants où sont occupés une cinquantaine d'Annamites. Elle a démontré la réalité des accidents que nous venons de signaler; mais en même temps elle a établi qu'un petit nombre seulement des ouvriers présentaient des dermatoses, et cela toujours d'une façon transitoire, malgré le retour à la manipulation de la laque. Il ne semble donc pas qu'il y ait là un grand danger, ni par le nombre des ouvriers atteints (deux ou trois par atelier), ni par la gravité des accidents observés.

Il nous a paru utile d'indiquer ici quels sont les moyens de défense dont nous disposons contre ces éruptions, dites « maladie de la laque ».

La première place appartient à la prophylaxie. On doit conseiller aux ouvriers le port de gants protecteurs, ou tout au moins le graissage des mains avant le travail; quand ils quittent l'atelier, il est de haute importance d'obtenir d'eux qu'ils se lavent et savonnent très soigneusement toutes les régions tégumentaires qui peuvent avoir été exposées aux contacts nocifs. L'efficacité de ces précautions peut être légitimement supposée, puisque le poison ne semble pas volatil et que son action est toujours plus ou moins retardée; mais il y a plus : cette efficacité a été démontrée dans les chantiers et ateliers où ces mesures ont été adoptées.

Pour le traitement des éruptions de la laque on a recommandé des pansements humides avec des solutions très faiblement alcalines. En l'absence d'indications spéciales, il nous paraît rationnel de recourir aux pansements qui sont usités en cas de dermites artificielles quelconques, c'est-à-dire aux poudres inertes, aux pâtes à l'eau glycinée, etc.; il sera bon d'accorder un repos professionnel de quelques jours.

Chez les sujets qui ont une première fois, ou surtout à plusieurs reprises, été atteints d'éruptions de la laque on pourrait être tenté de chercher à provoquer une désensibilisation ou immunisation. Les procédés dont on disposerait dans ce but sont de deux ordres : la désensibilisation générale, par exemple par l'autohémothérapie qui réussit si souvent dans des dermatoses professionnelles analogues, ou l'immunisation spécifique. Cette dernière pourrait très probablement être réalisée par une méthode analogue à celle de Strickler, qui, aux Etats-Unis, a réussi par l'ingestion ou l'injection d'extraits de la substance active à prémunir les sujets sensibles contre la « poison oak dermatitis ». A notre connaissance, il n'a pas été fait d'expériences de ce genre avec le poison de la laque.

Dans l'état actuel de notre législation sur les maladies professionnelles, l'assimilation aux accidents du travail en ce qui concerne l'indemnisation des ouvriers ne saurait être envisagée que, d'une part, pour des accidents entraînant de sérieuses incapacités de travail, et assez caractéristiques, d'autre part, pour pouvoir être imputés avec une vraisemblance suffisante à la manipulation d'un corps toxique. Quand cette dernière condition est réalisée, il devient possible d'accorder à l'ouvrier le bénéfice d'une présomption d'origine, alors qu'il lui serait à lui-même presque toujours impossible de démontrer d'une façon précise les rapports de sa dermatose avec la profession. En ce qui concerne la profession de laqueur il ne semble pas que les dommages causés aux ouvriers soient assez fréquents et assez importants pour retenir l'attention du législateur. De plus, les dermatoses observées sont d'une banalité telle qu'il est en général impossible de les imputer avec certitude à la laque plutôt qu'à d'autres irritants, tels, par exemple, que les produits chimiques utilisés comme dissolvants.

Dans ces conditions, votre Commission vous propose les conclusions suivantes :

Conclusions. — Les éruptions occasionnées par le travail de la laque

japonaise n'ont pas de caractères spéciaux qui permettent de les distinguer à coup sûr de celles qui relèvent d'autres produits irritants.

Elles sont évitables. Il est recommandé aux travailleurs qui se trouvent en contact avec la laque, avec les matières dont elle provient ou avec les objets dans la fabrication desquels elle entre, de se soumettre à des précautions de propreté individuelle minutieuses. Les chefs de chantier, d'atelier ou de magasin dans lesquels on manie ces produits ou objets sont invités à mettre à la disposition des travailleurs les moyens de protection et de nettoyage nécessaires.

Les éruptions de la laque se traitent comme les éruptions professionnelles banales.

Il n'y a pas lieu de réclamer une législation ni une réglementation spéciales pour le travail de la laque japonaise.

CONFÉRENCE DE M. FROIS,

INGÉNIEUR CIVIL DES MINES,

SUR

LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

L'Union des Industries Métallurgiques et Minières a inauguré son Service de prévention des accidents du travail par une conférence de M. Frois, Ingénieur civil des mines, expert pour la sécurité au Bureau international du travail.

Le texte de cette conférence est reproduit intégralement ci-après.

I. — UNE PLAIE SOCIALE.

Les conditions économiques actuelles, la concurrence étrangère chaque jour plus ingrate exige que notre pays, s'il veut maintenir sa suprématie dans le monde, tire le meilleur profit de ses forces productives.

Tout gaspillage d'énergie, à plus forte raison toute destruction de puissance vive, doivent être considérés comme des atteintes graves à l'œuvre de redressement national à laquelle nous sommes, les uns et les autres, si fermement attachés. C'est, d'ailleurs, pénétrés de ce sentiment que vous avez, Messieurs, reconnu la nécessité de perfectionner chaque jour davantage votre outillage mécanique et que beaucoup d'entre vous ont adopté des méthodes de travail conduisant à un rendement optimum.

Etude scientifique du travail, rationalisation de la production symbolisent des idées que la guerre n'a certes pas fait éclore — comme on le dit souvent par erreur, — mais qui se sont développées pendant la guerre et depuis la guerre sous l'empire des besoins les plus pressants.

⁽¹⁾ Le texte de cette conférence a été publié par l'Imprimerie Lafolye et J. de Lamarzelle à Vannes.

Elles ont fait du chemin ces idées, surtout dans ces dernières années, et, dans les milieux où elles ont été accueillies avec faveur, des résultats indiscutables ont été obtenus. On peut seulement regretter qu'elles n'aient pas reçu de plus fréquentes applications.

D'autre part, on constate aussi, que quelle que soit la valeur de ces résultats, ils pourraient être encore meilleurs, si l'analyse du travail professionnel avait été également poussée dans tous les domaines; n'a-t-on pas trop négligé les points de vue physiologique et psychologique dans l'organisation scientifique du travail? N'a-t-on pas un peu oublié cette grave question des accidents du travail qui n'a pas toujours été examinée avec l'attention qu'elle mérite et sur laquelle je vous demande la permission de m'arrêter quelques instants.

Cette grave question des accidents du travail? L'expression n'a certes pas dépassé ma pensée, et je suis convaincu que je vous ferai partager mon opinion à cet égard.

Les accidents du travail?

Ne sommes-nous pas trop portés à les envisager comme une rançon inéluctable du travail?

Ne les considérons-nous pas souvent comme les conséquences d'une fatalité inexorable devant laquelle nous devons nous incliner?

Ce que coûte au pays l'accident du travail. — Sans doute il n'est pas un d'entre vous, Messieurs, qui reste indifférent à un accident sérieux, parce qu'il fait immédiatement surgir dans votre esprit la vision atroce des souffrances de la victime, parce que vous songez au cortège de misère et de douleur, qui brusquement pénètre dans le foyer éprouvé, parce que vous êtes des conducteurs d'hommes dont vous devez partager les joies et les peines. Mais peut-être — tant de problèmes, tant de soucis accaparent votre temps — ne vous êtes-vous pas suffisamment appesantis sur les conséquences sociales, nationales, des accidents pris en général, sur ce que coûtent à notre pays ces interruptions de travail, ces incapacités permanentes, partielles ou absolues, ces destructions d'énergie humaine.

Faisant taire tout sentiment, examinons donc les accidents d'un point de vue matériel et prenons, voulez-vous, le plus banal d'entre eux, et disséquons-le en pleine lumière.

Supposons un ouvrier tourneur qui s'est légèrement blessé aux engrenages de son tour. Blessure sans grande perte de substance, dont personne ne s'inquiète le plus souvent. L'accident est déclaré, les détails administratifs sont réglés par des employés; la compagnie d'assurance paye les indemnités prévues par la loi et l'affaire est ainsi réglée dans la majorité des cas. Toutefois, comme l'ouvrier s'est fait prendre les doigts dans un engrenage, il est possible qu'il y ait une intervention administrative et qu'une sanction pénale, très bénigne d'ailleurs, frappe le chef d'industrie pour inobservation des prescriptions légales. Je ne veux pas m'attarder sur ce détail. En matière de prévention des accidents du travail, ce n'est pas tant les décrets et les lois que nous devons invoquer que le sentiment du devoir et la juste compréhension de notre propre intérêt solidaire de celui du pays. J'ai souvenir de cette forte maxime de mon éminent et regretté maître de l'Ecole des Mines, l'Inspecteur général Cheyssou, qui dans son cours nous disait : « La loi est la conscience de ceux qui n'en ont pas. » Rien de plus juste.

Revenons à notre accident; dans la pratique, suivons la marche de l'événement.

L'ouvrier blessé s'est arrêté, il a pu débrayer son tour; il prévient son chef d'équipe ou son contre-maître. Ce dernier, lui aussi, va interrompre ses occupations pour faire une enquête plus ou moins rapide sur les causes de l'accident; il relève les noms des témoins de l'accident et adresse ces renseignements à l'employé chargé de faire la déclaration

à la mairie dans les formes voulues. Ainsi, bien qu'il ait acquitté sa prime d'assurance, le patron va subir une perte supplémentaire du fait de cet accident bénin. Cette perte, nous pouvons la chiffrer en la décomposant comme suit :

- 1° Arrêt du tour, l'ouvrier blessé quitte son poste de travail;
- 2° Déplacement d'un chef d'équipe ou du contremaître pour une enquête rapide;
- 3° Transmission des pièces à l'employé chargé des déclarations à la mairie;
- 4° Expédition des pièces à la mairie, à la compagnie d'assurances, etc.;
- 5° Désorganisation plus ou moins profonde de la marche de la production.

Passons aux évaluations; l'ouvrier peut être blessé à toute heure de la journée; prenons la moyenne et puisqu'il travaille huit heures, supposons qu'il ait perdu quatre heures; ces quatre heures lui sont généralement payées.

Le contremaître et l'employé perdront au moins une demi-heure chacun. Au total, comme perte de temps, le jour de l'accident, nous trouvons un minimum de cinq heures, et je laisse de côté, à dessein, la perte qu'occasionne l'arrêt du tour, le remplacement éventuel de l'accidenté, etc.

Recherchons quelle sera la durée de l'incapacité de travail? Nous pouvons la connaître.

Le service du Contrôle des assurances privées au Ministère du Travail publie, en effet, les résultats généraux relatifs aux opérations effectuées par ces établissements; dans ces documents on trouve, pour chaque année, à côté du nombre des victimes, le montant des indemnités payées correspondant à l'indemnité temporaire; en prenant un salaire moyen, on arrive à fixer la moyenne de la durée de l'incapacité temporaire d'un accident du travail. Le calcul fait sur plusieurs années donne *18 à 20 jours de chômage* par accident déclaré.

D'autre part nous savons à quel chiffre s'élève le nombre annuel des accidents du travail.

Actuellement, d'après les données puisées aux sources les plus sûres, il atteint *le million* en ce qui concerne les accidents déclarés au Ministère du Travail, mais ce chiffre doit être *majoré de 50 p. 100* au moins, parce que n'y figurent pas les accidents survenus dans les mines et les carrières, et beaucoup d'autres non déclarés, comme les accidents survenus dans l'enceinte des chemins de fer donnant lieu à incapacité temporaire. On est plus près de la vérité en prenant le chiffre de *1.500.000* comme nombre total des accidents survenus au cours d'une année. Restons sur ce chiffre; étant donné que chaque accident provoque environ 20 jours de chômage, ce million et demi d'accidents occasionne une perte de *30 millions de journées de travail*.

Les victimes, de leur côté, perdent le salaire correspondant à 15 millions de journées de travail, puisqu'elles ne touchent que le demi-salaire, soit en moyenne, 400 millions par an, en chiffres ronds.

La production perd enfin plus de 3 milliards 100 millions correspondant à la valeur du travail qui aurait été produit pendant les 30 millions de journées.

Les assurés enfin, le montant des primes payées, soit — je prends le chiffre de 1925 — 1 milliard 39 millions.

L'ensemble fait un total de plus de *5 milliards* en négligeant les millions, et c'est, je le répète, une évaluation extrêmement modérée, le

nombre des accidents étant *sans aucun doute* supérieur à 1.500.000 par an et tous les chiffres que j'ai pris étant au-dessous de la vérité ⁽¹⁾.

J'ai d'ailleurs négligé bien d'autres facteurs qui accroitraient beaucoup la perte. Peu important, au surplus, comme je l'ai déjà dit, quelques millions en plus ou en moins, j'ai simplement cherché à concrétiser par des chiffres se rapprochant le plus possible de la vérité des constatations singulièrement troublantes et que l'on peut résumer ainsi :

Actuellement les accidents du travail font perdre au pays *30 millions de journées de travail* qui, envisagées au triple point de vue des victimes, des assurés et de la production représentent une charge de plus de *cinq milliards de francs*.

Or, l'expérience prouve que l'on peut arriver à diminuer considérablement le nombre des accidents, dans la proportion de 80 ou 90 p. 100, prétendent les Américains, mais admettons 30 p. 100, il faut commencer par être modeste; cette proportion, qui peut être beaucoup plus élevée, se traduirait déjà par une économie énorme de plus d'un *milliard et demi* par an, et par une production accrue de plus d'un milliard.

A côté de ces chiffres empreints tous d'un saisissant réalisme, j'aurais aussi le devoir de m'appesantir sur le côté moral des accidents du travail et d'invoquer le sort douloureux de ces morts qui se chiffrent par milliers, des victimes d'accidents graves, des mutilés du travail, des familles soudainement privées de leur soutien et de leurs ressources normales; ne devrais-je pas envisager les répercussions sociales de toute nature dont il faut reporter l'origine aux accidents du travail? je ne veux pas insister plus qu'il ne sied sur ce sujet en présence de chefs d'industrie qui sont conscients de leur responsabilité et de leurs obligations à cet égard.

Mais j'ai bien le droit d'affirmer énergiquement que les accidents du travail constituent pour notre pays une plaie sociale dont nous devons chercher à atténuer les ravages; c'est une nécessité économique; que dis-je? C'est un grand devoir social à remplir.

Par quels moyens?

C'est ce que je me propose de rechercher.

Analyse des causes qui provoquent les accidents. — Il est bien entendu, Messieurs, que nous n'arriverons jamais à supprimer tous les accidents, mais nous pouvons, certes, en diminuer le nombre, nous pouvons atténuer leur gravité.

De cela vous ne doutez pas, car vous avez déjà pris dans vos usines et dans vos chantiers les mesures de sécurité que commande la plus élémentaire prudence.

Mais de très bonne foi il est certaines de ces mesures qui échappent à votre clairvoyance, à celle de vos ingénieurs.

Et c'est pourquoi je me permettrai de vous signaler, dans un instant, comment vous pourrez embrasser plus efficacement tout le problème de la sécurité du travail et apporter ainsi votre large contribution à l'œuvre de la prévention du travail. Il nous faut, tout d'abord, reconnaître les grandes causes des accidents.

Les statistiques à cet égard vont nous être d'un très précieux secours.

Elles prouvent tout d'abord que si le nombre des accidents va en augmentant, cette progression n'est pas régulière, elle est intimement liée à l'activité économique. J'ai fait le relevé des accidents du travail pendant plus de dix ans pour toute la France; je l'ai fait séparément,

⁽¹⁾ Cette évaluation, en effet, ne tient compte que des accidents donnant lieu à une incapacité temporaire. Si on y faisait figurer les morts et les incapacités permanentes il faudrait doubler les chiffres obtenus.

d'une part, pour trois départements, la Seine, la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne; d'autre part, pour une commune industrielle, celle de Saint-Denis, les résultats sont concordants, et on peut les traduire ainsi :

Le nombre des accidents est fonction de l'activité économique, croît avec elle, diminue lorsqu'elle fléchit.

Cette variation annuelle du nombre des accidents avec l'activité industrielle se retrouve au cours du mois, de la semaine, de la journée, dans tous les établissements, exception faite — j'insiste particulièrement sur ce point — pour les établissements où la prévention des accidents a fait l'objet d'une étude systématique suivie de réalisations immédiates.

La variation du nombre des accidents au cours de la journée de travail est très caractéristique; si on trace la courbe de la production horaire ou de la quantité de travail, et la courbe du nombre des accidents, suivant les heures de travail, ces deux courbes affectent des formes paraboliques presque superposables.

Les accidents du travail et la fatigue industrielle. — Le professeur Imbert en a conclu jadis que le nombre des accidents varie avec l'intensité de la fatigue occasionnée chez l'ouvrier par le travail. Il ne semble pas que cette déduction soit absolument exacte. Imbert a reconnu d'ailleurs lui-même le point faible de sa théorie. Si ses conclusions avaient été fondées, le nombre des accidents devrait croître à la fin de la matinée et à la fin de la soirée; or, c'est le contraire qui se produit, et Imbert a été alors bien obligé d'admettre que cette diminution était due à une moindre activité.

Il n'est pas juste non plus de dire que la fatigue progresse d'heure en heure chez l'ouvrier à partir de la première heure de travail; le cas peut se produire pour une tâche particulièrement pénible exécutée sans repos, mais c'est là l'exception. En général, l'ouvrier arrive à sa production maxima progressivement et la fatigue ne manifeste pas ses effets brutalement. La fatigue normale est, en effet, le résultat d'une intoxication passagère qui se traduit par une diminution de l'activité fonctionnelle. Mais cette fatigue ne devient pathologique que si le travail est anormal, excessif, car, en général, l'organisme se charge par ses sécrétions de détruire, d'éliminer, au fur et à mesure de leur production, les substances ponogènes qui se forment au cours du travail. Autrement dit, il se produit pendant le travail musculaire, deux phénomènes simultanés, un de formation ou de réfection, l'autre de désagrégation ou de destruction. Ces réactions incessantes sont réversibles, mais ce n'est que dans des cas exceptionnels, à l'occasion d'un travail forcé, que l'une s'effectue rapidement aux dépens de l'autre; la plupart du temps, surtout pendant les trois premières heures de travail, le travail est salubre; les fonctions s'accomplissent rationnellement, et on peut considérer le fait que la consommation d'oxygène est plus forte, mais sans excès, et la circulation du sang plus active comme particulièrement favorables à l'organisme. C'est la période où le travail donne un sentiment de bien-être très caractéristique.

Et au cours de la quatrième heure, la fatigue, si tant est qu'elle existe, ne doit pas accuser normalement des effets durables, c'est-à-dire provoquer du surmenage. Cependant, dans les cas où la véritable fatigue pathologique entre en jeu, elle a des conséquences néfastes pour l'organisme et la production.

Au point de vue des accidents du travail, le fait est à retenir, car il il peut être l'origine d'une incoordination dans les mouvements, d'une diminution de l'élasticité des fibres musculaires, toutes causes sérieuses d'accidents. Et ceci corrobore cette opinion que dans ces cas exceptionnels, les accidents graves relevés pendant les dernières heures de travail, soit

de la matinée, soit de la soirée, sont provoqués en grande partie par la fatigue.

Résumons-nous; au début de la journée, il y a progression des accidents, bien qu'il n'y ait pas de fatigue avérée, et cela parce que l'activité va croissant. Quant à la nature des accidents, pendant cette période de travail, ce sont surtout des éboulements, des chutes d'objets, des glissades, des piqures, des éclats aux yeux.

A la fin des périodes de travail, on constate, au cours de travaux pénibles, un ralentissement de l'activité qui est provoqué par une manifestation de la fatigue, tout comme on reconnaît parallèlement une diminution du nombre des accidents ordinaires. Il semble aussi — mais ceci demande à être vérifié de très près —, que ce soit l'heure des accidents plus graves, accidents provoqués par une diminution de l'élasticité musculaire et par une fatigue du système nerveux central entraînant de l'incoordination dans les mouvements.

J'ai tenu à mettre bien en évidence l'influence de la fatigue professionnelle sur les accidents du travail en raison de l'importance qu'on lui attribue; examinons les autres causes des accidents. La plus intéressante est, sans aucun doute, l'insuffisance des mesures de protection, les statistiques le prouvent et il y aurait mauvaise grâce à ne pas le reconnaître loyalement. Cette insuffisance de protection se complique souvent de déficiences chez l'ouvrier d'ordre physiologique ou psychologique, quelquefois des deux. Je m'explique : voici un homme électrocuté par contact avec un conducteur électrique; la tension entre le conducteur et la terre ne dépassant pas 110 volts en alternatif, c'est un courant à faible tension. La principale cause de la mort est un mauvais isolement du conducteur. Mais a-t-on recherché si la victime n'avait pas d'habitude les mains moites, ce qui, comme on le sait, aggrave singulièrement les chances d'électrocution puisque la conductibilité du corps est ainsi très augmentée?

Que penser de cet ouvrier qui oublie sa tête entre le poinçon et la matrice d'une presse qu'il réglait et qui est tué en la mettant en marche?

Voici un troisième cas, celui d'un manœuvre chargé de la surveillance des portes extérieures d'un sas à air et qui, par distraction, ouvre inopinément les portes et cause ainsi la mort de deux hommes. Combien d'autres victimes dont il faut rattacher l'origine de la mort accidentelle à des déficiences physiologiques et psychologiques! On conçoit par suite qu'à défaut d'une rigoureuse sélection, les mesures de protection doivent être d'autant plus sévères.

Quelques chiffres. — J'ai essayé de faire une analyse aussi exacte que possible de quelques cas mortels survenus dans les départements de la Seine, de la Seine-et-Oise, de la Seine-et-Marne. Voici les résultats auxquels je suis arrivé; sur 242 cas mortels :

48, soit 20 p. 100 étaient dus à des causes fortuites ou plutôt à des causes difficiles à prévoir, par exemple emballement d'un cheval, éclatement d'une conduite, d'un tuyau;

90, soit 37 p. 100, étaient dus à une absence de mesures préventives, et 104, soit 43 p. 100 avaient pour véritable origine, une mauvaise adaptation de l'ouvrier à son travail aggravée par une protection insuffisante.

Sur ces 104 victimes :

25 p. 100 étaient des ouvriers non qualifiés techniquement et dont la mort avait été occasionnée par de fausses manœuvres;

28 p. 100 des ouvriers qui, physiologiquement, n'auraient pas dû être occupés à leurs postes de travail (sujets à des vertiges, cardiaques, sourds, vision défectueuse). Et enfin,

47 p. 100 des ouvriers dont les facultés psychiques ne correspondaient pas aux travaux dont ils avaient la charge (défaut d'attention, manque

de sang-froid, absence de discernement, mauvaise appréciation des distances).

Les enquêtes que j'ai faites dans de grosses industries tendraient à prouver que les proportions que j'ai trouvées pour les cas mortels se retrouvent pour les accidents graves.

Je vous ai dit qu'à défaut d'une sélection rigoureuse du personnel, sélection qui est bien difficile à obtenir pour de multiples raisons, la nécessité d'une protection de plus en plus efficace s'imposait, non seulement en raison des déficiences possibles du point de vue physiologique et psychologique, mais aussi parce que nous ne disposons pas toujours d'une main-d'œuvre qualifiée. Ainsi, avec des hommes simplement spécialisés, les accidents de toute nature sont à redouter, surtout pendant les premières semaines de leur embauchage.

La qualification de l'ouvrier est presque indispensable pour certains travaux et dans les industries dangereuses — comme dans les scieries de bois — et aussi dans les industries de métaux, pour un grand nombre d'opérations industrielles.

Enfin, disons-le franchement, s'il y a autant d'accidents, c'est parce que les chefs d'ateliers, les contremaîtres et les chefs d'équipe ne portent pas aux questions de sécurité l'attention désirable, parce que les ouvriers ne suivent pas les instructions qu'on leur donne et négligent volontiers d'utiliser les appareils de protection qu'on met à leur disposition. Les uns et les autres sont d'ailleurs imbus de l'idée que la production souffre beaucoup de la sécurité, ce qui est presque toujours parfaitement inexact. Il arrive aussi que les intéressés ne sont pas au courant des meilleurs dispositifs de protection et cette ignorance occasionne des milliers d'accidents inévitables.

Vous connaissez les accidents mortels provoqués par les courants électriques dits à basse tension. Chaque année, c'est environ 100 morts que causent ces courants. Il a fallu une propagande active, des affiches, dont j'ai rédigé la dernière en date, au nom de la Commission présidée par M. d'Arsonval, pour convaincre le public du danger de ces courants.

Les effets de l'électricité statique sont encore aujourd'hui bien méconnus, en particulier dans les industries où l'on manipule de la benzine.

J'en trouve encore la preuve dans la question de la protection des presses à découper et à emboutir que j'ai rapportée, en qualité d'expert, devant la Commission de sécurité du Bureau international du Travail. Au cours de l'enquête que j'ai effectuée, j'ai pu constater que sous l'influence conjuguée de l'Inspection du Travail et de l'Association des industriels de France, des progrès très notables avaient été réalisés.

Au surplus, les accidents causés par l'outillage mécanique proprement dit ne sont pas de beaucoup les plus nombreux; on estime qu'ils ne dépassent pas 30 p. 100 du total; mais c'est 30 p. 100 de trop et chez Krupp, le nombre des accidents provoqués par l'outillage mécanique n'atteint pas 5 p. 100.

Voici déterminées les grandes causes des accidents. Quelles qu'elles soient, si l'on veut atténuer leurs effets, il faut que ceux que la question intéresse unissent leurs efforts pour combattre efficacement ce danger social.

Je suis certain que lorsque la gravité de la situation sera reconnue par tous, nous ne manquerons pas de concours pour entreprendre cette croisade moderne contre les accidents du travail. Si, par hasard, il se trouvait encore des sceptiques sur son utilité, il suffirait de leur rappeler ces quelques constatations :

1° Les accidents du travail font perdre à la production nationale, chaque année, la valeur de 30 millions de journées de travail;

2° *Les accidents du travail font peser sur le pays une charge annuelle de cinq milliards et demi de francs;*

3° *85 p. 100 du nombre des accidents sont évitables;*

4° *Une simple réduction annuelle de 30 p. 100 du nombre des accidents du travail constituerait pour le pays une économie de plus de un milliard et demi de francs et sa capacité de production s'élèverait d'un milliard;*

5° *La raison commande et le devoir impose la lutte contre les accidents du travail.*

II. — LA LUTTE CONTRE LES ACCIDENTS.

Les chiffres que je viens de donner suffisent à montrer que les accidents du travail constituent une plaie sociale dont il convient d'arrêter les progrès d'abord, qu'il faut guérir ensuite.

Nous devons donc chercher à diminuer le nombre des accidents du travail, nous devons nous efforcer d'atténuer leur gravité.

Des efforts méritoires ont déjà été faits dans cette voie, il est juste de le reconnaître, et je saisis l'occasion qui m'est offerte pour rendre un public hommage à tous ceux qui, depuis des années, participent activement à l'œuvre de la prévention des accidents, aux :

Associations contre les accidents du travail, en particulier à l'Association des industriels de France, à l'Association normande, à l'Association du Nord de la France, aux Associations françaises des propriétaires d'appareils à vapeur, aux grands groupements, sociétés ou syndicats, aux chefs d'industrie à qui l'on doit souvent des initiatives éclairées, aux chefs d'atelier, contremaîtres et ouvriers dont l'esprit inventif s'est souvent manifesté de la manière la plus heureuse.

Mais les résultats obtenus sont néanmoins insuffisants, tout le monde est d'accord là-dessus. Nous devons faire plus et mieux.

Comment ?

C'est ce que nous allons maintenant examiner.

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire, en l'espèce, de rechercher des méthodes inédites, du moins pour commencer.

Actuellement, l'essentiel c'est de courir vite au but en profitant des expériences faites dans les autres pays, car vous entendez bien que le mal dont nous souffrons n'a pas épargné les diverses nations industrielles, mais elles ont entamé la lutte contre les accidents du travail bien avant nous. Nous pourrions donc mettre en application la plupart des principes adoptés à cet effet, en particulier par les Etats-Unis d'Amérique, l'Angleterre et l'Allemagne.

Dans chacun de ces pays, la lutte contre les accidents du travail a été engagée avec suite et méthode. Il résulte de l'examen des dispositions qu'ils ont prises qu'il faut, d'abord, créer, dans l'opinion publique un état d'esprit favorable à la prévention des accidents du travail, j'aurais volontiers dit : des accidents tout court, si je n'avais limité à dessein l'objet de cet exposé.

C'est là une condition essentielle de réussite; il est indispensable que du haut en bas de l'échelle sociale, chacun soit pénétré de cette idée que l'on doit chercher à éviter l'accident quel qu'il soit, au lieu de le considérer comme une éventualité dont on n'est pas maître. Dans ce but, de grands comités nationaux ont été créés où figurent, à côté de fonctionnaires, les plus grands noms de l'industrie, des sociétés d'assurances, des associations contre les accidents du travail.

Aux Etats-Unis, le *National Safety Council*;

En Grande-Bretagne, le *National Safety First*;

Au Japon, *Safety Society of Japan*, etc.

En France, nous sommes riches en commissions de toute nature, en conseils, en comités, il y aurait peut-être lieu d'en instituer un de plus qui pourrait jouer un grand rôle sous le nom de Comité national de la sécurité du travail.

Ces divers conseils ou comités — qui, à l'étranger, sont dotés de ressources considérables par les particuliers — ont une influence énorme sur les pouvoirs publics et la population. Ils arborent fièrement leur objectif et la plupart inscrivent sur leur drapeau de belles devises :

Sécurité d'abord, disent les Américains.

Safety first ! c'est le cri de ralliement de ceux qui, en Angleterre, mènent la lutte contre les accidents du travail.

Think Safety ! disent les associations industrielles du Canada contre les accidents. *Songez à votre sécurité !*

Nous pourrions prendre comme devise :

Guerre aux accidents !

Ce sont ces comités nationaux qui ont pris en mains la question des accidents du travail; ce sont eux qui ont créé cette ambiance favorable aux idées de prévention et qui ne peut d'ailleurs être définitivement acquise que si les groupements industriels et ouvriers, les compagnies d'assurances et les associations pour la prévention des accidents veulent délibérément se placer à l'avant-garde de cette campagne et la soutenir de toute leur autorité, de tous leurs pouvoirs, sans aucune arrière-pensée.

Des conférences instructives sur les accidents du travail dans les grands centres industriels pourraient alors déclencher un mouvement d'opinion dans les milieux intéressés.

Il conviendrait de l'entretenir par la formation de comités locaux. Ces comités examineraient à leur tour les meilleurs moyens pour aboutir au résultat cherché : affiches illustrées montrant le danger de certaines manœuvres, de certains appareils utilisés sans dispositifs de protection, distributions de tracts, attributions de prix, etc.

L'enseignement de la sécurité. — La lutte contre les accidents une fois engagée, il faut l'organiser sans défaillance : c'est là une œuvre de longue haleine que l'on doit envisager clairement, avec sang-froid, et avec des moyens suffisants. Nul ne pense, en effet, qu'après quelques conférences, le nombre des accidents diminuera comme par enchantement : nous aurons simplement préparé le terrain, il restera à l'ensemencer, si l'on veut plus tard récolter.

Ensemencer le terrain se traduit ici par instruire tous ceux qui, à un titre quelconque, ont qualité pour faire de la prévention, c'est-à-dire les industriels certes, mais surtout leurs préposés, leurs ingénieurs, leurs chefs d'atelier, leurs contremaîtres, leurs chefs d'équipe, les ouvriers qui ne comprennent pas souvent la portée des mesures que l'on prend pour eux, pour leur sauvegarde, et qui ne suivent pas toujours les ordres qu'ils reçoivent.

Cet enseignement de la sécurité constitue évidemment la partie la plus lourde, la plus difficile et la plus ingrate de la lutte contre les accidents du travail. Car il suppose chez le maître une documentation technique assez forte alliée à un sens psychologique très affiné. A l'étranger, il a revêtu les formes les plus diverses et les Américains, après des constatations nombreuses, des expériences variées, estiment aujourd'hui que l'enseignement de la sécurité ne doit pas être réservé à une élite, mais, au contraire, être donné à tous, être répandu dans tous les milieux, aux élèves des écoles primaires comme aux étudiants de nos grandes écoles avec des modalités différentes bien entendu. Les Américains partent aujourd'hui de ce principe que c'est aux enfants qu'il faut inculquer *d'abord* des principes de sécurité, parce qu'ils les retiennent, parce qu'ils restent gravés dans leur esprit et qu'ils les conservent ensuite au cours

de leur apprentissage; on leur apprend, par exemple, à ne pas risquer un accident inutile en traversant une voie fréquentée par des voitures, un passage à niveau, à ne pas se servir d'essence près du feu, etc., etc., on organise entre eux des équipes de sécurité au cours d'une promenade, que sais-je ! l'imagination peut ici se donner libre carrière et produire d'excellents résultats ou de très médiocres suivant l'ingéniosité du maître. Pour faciliter sa tâche, il existe d'ailleurs des manuels tout préparés.

A un stade plus élevé, ce sont les notions techniques qui forment la base de l'enseignement de la sécurité. Le programme des écoles professionnelles étant déjà très chargé, on ne donne pas à l'enseignement de la sécurité un trop grand développement; il est donc condensé en quelques leçons où l'on montre l'importance de la prévention et où sont traitées les grandes lignes de la prévention dans l'industrie, protection des moteurs, des organes de transmission des principales machines-outils, de quelques appareils de levage, notions contre les dangers inhérents aux courants électriques à haute et basse tension.

Enfin, dans les écoles supérieures, dans les universités, l'enseignement de la sécurité reçoit son entier développement, et cet enseignement est d'autant plus efficace et plus apprécié par les auditeurs qu'il est donné dans des musées consacrés à la prévention des accidents, parfaitement outillés, et où les démonstrations immédiates suivent l'exposé fait par le professeur.

En France, malgré tout l'intérêt d'une organisation aussi complète, il convient peut-être d'envisager un programme un peu plus simple : commençons par créer dans le pays cette atmosphère favorable à la prévention des accidents dont je parlais il y a un instant, encourageons nos associations contre les accidents du travail, instituons aussi un large enseignement de la sécurité destiné à faciliter la tâche de ceux qui se préoccupent du nombre et de la gravité des accidents du travail, et donnons un certain développement à notre unique Musée de la Prévention. Nous aurons déjà fait quelque chose d'utile.

L'œuvre de prévention dans les établissements. — Messieurs, créer une ambiance propice au développement de l'esprit de la sécurité, enseigner la sécurité, encourager tous ceux qui contribuent par des initiatives, des inventions, des concours, aux progrès de la sécurité du travail, c'est déjà remplir une grande partie de la tâche immense que comporte la lutte contre les accidents du travail. Il en est une autre, et non la moins essentielle, qui consiste à répandre dans chaque établissement, les méthodes d'organisation scientifique de lutte contre les accidents du travail; elles ont été mises à l'épreuve à l'étranger et même chez nous où elles ont donné d'excellents résultats. Je les ai indiquées, dès 1919, dans mon ouvrage sur la « *Fatigue et le rendement de la main-d'œuvre* ».

Vous exposer dans le détail ces méthodes m'entraînerait aujourd'hui beaucoup trop loin; mais je puis vous en donner les éléments :

- 1° Création d'une infirmerie d'usine, ou plus simplement installation d'une salle de pansements où des soins immédiats sont donnés à tout accidenté;
- 2° Recherche, avant tout accident, des causes possibles d'accidents;
- 3° Installation et entretien des dispositifs de protection;
- 4° Après un accident, examen critique des observations auxquelles il peut donner lieu;
- 5° Mise en œuvre de tous moyens propres à en éviter le retour;
- 6° Enseignement de la prévention dans l'établissement.

Pour veiller à l'exécution de ce plan d'ensemble, et d'une manière générale à l'amélioration des conditions du travail du personnel, il est

utile de constituer un ou plusieurs comités techniques composés d'ingénieurs, chefs de service, contremaîtres et d'ouvriers qualifiés de l'établissement.

En Amérique, ces comités ont été accueillis avec grande faveur, leur fonctionnement n'a suscité aucune difficulté; je tiens à vous signaler qu'en France, dans les quelques usines métallurgiques de l'Est où ils ont été constitués, d'abord à Pompey, leur action bienfaisante s'est fait très vite sentir.

Actuellement il en existe :

Aux aciéries de Pompey, aux fonderies de Pont-à-Mousson, aux fonderies d'Aubrives à Villerupt, aux forges de la Providence à Rehon, aux aciéries de la Marine à Homécourt, aux aciéries de la Chiers à Longwy.

D'autres établissements prendront à bref délai les mêmes initiatives, si j'en crois M. Babaud, Inspecteur du travail à Nancy, dont l'activité se manifeste très heureusement en faveur de la prévention des accidents.

Suivant l'importance des établissements, il y a pour chaque usine ou groupe d'usines un comité composé de 4 à 12 membres, parmi lesquels figurent toujours le chef d'entretien, le chef du personnel, des ingénieurs et des contremaîtres.

Jusqu'ici, à une ou deux exceptions près, l'élément ouvrier n'est pas représenté dans ces comités; je crois que la pratique démontrera qu'il y a intérêt à associer directement l'ouvrier à l'œuvre de prévention et que, sous réserve de choisir les représentants ouvriers, en raison de leur compétence, il n'y a rien à redouter, bien au contraire, des conseils qu'ils peuvent être appelés à donner. L'expérience à l'étranger a été concluante, la présence d'ouvriers dans ces conseils a été extrêmement utile et les bienfaits de cette collaboration ont eu leur répercussion dans d'autres circonstances.

Le comité de sécurité doit, en principe, se réunir chaque semaine et, bien entendu, à l'occasion de chaque accident sérieux. Il a l'initiative de toutes les mesures de protection qu'il soumet directement à la Direction; ses avis sont purement consultatifs, mais une fois les décisions prises par la Direction, le comité doit s'assurer de leur exécution.

Enfin, on a reconnu qu'en dehors du chef de l'entretien et du personnel, il y a des avantages à renouveler assez souvent les membres qui composent le comité de sécurité, environ tous les six mois, de manière qu'à tour de rôle, ingénieurs, chefs de service et contremaîtres puissent exposer leurs idées sur la prévention des accidents. J'ai dit qu'en Amérique, cette institution avait contribué dans une large mesure à faire diminuer progressivement le nombre des accidents. La littérature abonde en exemples favorables et on a constaté des diminutions du nombre des accidents variant de 40 à 85 p. 100. En France, leur création est beaucoup trop récente pour que l'on puisse se prononcer définitivement.

Voici toutefois des résultats encourageants.

En mai 1927, aux aciéries de Pompey, pour 495.828 heures de travail, le temps perdu par les ouvriers victimes d'accidents du travail était de 9.200 heures, soit une perte de 1,81 p. 100.

Le comité de sécurité créé aux aciéries de Pompey entre en fonctions; voici les relevés pour les mois suivants :

En juin, 8.200 heures perdues pour 476.476 heures de travail, soit une perte de 1,72 p. 100;

En juillet, 7.600 pour 473.056, soit 1,60 p. 100;

En août, 6.656 pour 484.707, soit 1,37 p. 100;

En septembre, 6.000 pour 461.329, soit 1,30 p. 100;

En octobre, 6.480 pour 500.000, soit 1,29 p. 100;

En novembre, 4.416 pour 450.761, soit 0,97 p. 100.

On a donc obtenu en six mois un résultat remarquable, puisqu'on a pu

aboutir à une diminution de près de 50 p. 100 du nombre des heures perdues par suite d'accidents du travail. Ceci laisse deviner les heureuses conséquences qui résulteraient pour la production, si la lutte contre les accidents du travail pouvait être menée ainsi partout.

Je pourrais multiplier les exemples en les prenant surtout à l'étranger.

J'aurais mauvaise grâce à le faire, d'autant que je ne veux pas abuser de votre bienveillante attention. Mais avant de terminer cet exposé peut-être un peu long, permettez-moi, très simplement, Messieurs, d'espérer qu'il n'aura pas été inutile. Vous êtes déjà tout à fait acquis aux grandes idées de solidarité sociale, aussi suis-je convaincu que vous prêterez votre appui le plus large à tous ceux qui veulent mener le bon combat contre les accidents du travail. Vous nous aiderez avec cette foi agissante qu'est la vôtre.

Avec votre concours, une grande œuvre peut être accomplie. Par le prestige qui s'attache à vos personnes, par l'autorité dont vous jouissez dans vos milieux respectifs, vous pouvez aider puissamment à la diffusion des principes de sécurité et à leur application.

Vous contribuerez ainsi non seulement à la prospérité de vos établissements, mais en même temps à celle de la France.

APPLICATION PENDANT L'ANNÉE 1927

DE LA LOI DU 25 OCTOBRE 1919

SUR

LES MALADIES PROFESSIONNELLES.

Depuis l'année précédente a été rendu, en date du 19 février 1927, un décret⁽²⁾ abrogeant et remplaçant le décret du 4 mai 1921, relatif à la déclaration obligatoire des maladies d'origine professionnelle par application de l'article 12 de la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles.

Désormais, la déclaration obligatoire des maladies professionnelles n'est plus limitée aux seules intoxications saturnine et hydrargyrique; elle est étendue à toutes les maladies ayant un caractère professionnel causées :

Par les hydrocarbures et leurs dérivés chlorés et nitrés, notamment le benzène, le tétrachlorétane, le tétrachlorure de carbone, l'éthylène perchloré, l'éthylène trichloré, l'éthylène dichloré, le chloroforme, l'éthane pentachloré, les nitrobenzènes;

Par l'aniline et ses dérivés;

Par le sulfure de carbone;

Par les vapeurs nitreuses, le chlore et autres gaz chlorés, le brome, l'acide fluorhydrique, le gaz sulfureux, l'hydrogène sulfuré et le sulfhydrate d'ammoniaque, l'acide cyanhydrique, l'oxyde de carbone, l'oxychlorure de carbone (gaz phosgène), les formaldéhydes;

(2) *Journal officiel* du 21-22 février 1927.

Par le phosphore blanc et l'hydrogène phosphoré;
 Par l'hydrogène arsénié et autres composés de l'arsenic;
 Par l'action des brais, goudrons, huiles minérales, bitume, ciments, chaux et autres produits caustiques;

Par l'action de l'acide chromique et des chromates alcalins;

Par l'action des rayons X et des substances radioactives.

Hormis cette extension des déclarations obligatoires rien n'a été modifié dans la procédure des déclarations. Comme jadis, toute maladie professionnelle, dont la victime demande réparation, doit être, par ses soins déclarée, dans les quinze jours qui suivent la cessation du travail, au maire de la commune, qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

Un certificat du médecin indiquant la nature de la maladie et ses suites probables doit compléter cette déclaration.

Copie certifiée de cette déclaration est transmise immédiatement par le maire au chef de l'entreprise qui occupait l'ouvrier malade et à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

D'autre part, la déclaration de toute maladie ayant un caractère professionnel et comprise dans la liste établie par le décret précité du 19 février 1927 est obligatoire pour tout docteur en médecine ou officier de santé qui en constate l'existence.

Cette déclaration est adressée au Ministre du Travail par l'intermédiaire de l'inspecteur du travail ou de l'ingénieur ordinaire des mines.

On rappelle que — dans l'état actuel de la législation — les déclarations des intéressés n'ont lieu que pour certaines manifestations saturnines ou hydrargyriques prévues dans le tableau annexé à la loi du 25 octobre 1919 et survenues dans l'une des industries ou travaux énumérés audit tableau tandis que les déclarations médicales sont obligatoires pour toutes les intoxications d'origine professionnelle survenues dans une industrie mettant en œuvre l'une des substances énumérées par le décret du 19 février 1927 et quelle que soit la nature du travail effectué par la victime.

Il n'y a donc pas coïncidence entre ces deux catégories de déclarations: les premières ont pour but de permettre à la victime de faire valoir ses droits à réparation; quant aux secondes, elles sont faites en vue de contribuer à l'étude de la prévention des maladies professionnelles et de l'extension ultérieure de la loi.

Contrairement à ce qui semblerait devoir se produire les déclarations transmises par les mairies sont toujours plus nombreuses que les déclarations médicales. Il serait à souhaiter que les médecins fissent dans tous les cas une déclaration directe au service de l'Inspection du travail car ils contribueraient, en agissant ainsi, à rendre plus efficace la protection des ouvriers susceptibles d'être victimes de maladies professionnelles.

On examinera à part les intoxications saturnines et hydrargyriques suivant le cadre des années précédentes, et ensuite, les autres intoxications déclarées en vertu du décret du 19 février 1927; les cas faisant l'objet d'une double déclaration ne comptant que pour une unité.

DÉCLARATIONS DE L'ANNÉE 1927.

I. — Saturnisme.

Pour la première fois depuis la mise en vigueur de la loi du 25 octobre 1919, le nombre des cas de saturnisme déclarés est en régression, et en

régression notable, sur les années précédentes, ainsi que le montre le tableau ci-après :

ANNÉES.	NOMBRE de cas déclarés.
1921.....	144
1922.....	797
1923.....	1.025
1924.....	1.249
1925.....	1.343
1926.....	1.505
1927.....	1.040

CAS DE SATURNISME DÉCLARÉS EN 1927.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS ou travaux.	TOTAL.	CIRCONSCRIPTIONS D'INSPECTION DIVISIONNAIRE DU TRAVAIL.											Als. rt Lor.
		1 ^{re} .	2 ^e .	3 ^e .	4 ^e .	5 ^e .	6 ^e .	7 ^e .	8 ^e .	9 ^e .	10 ^e .	11 ^e .	
Fonderie de métaux.....	34	15	1	1	9	"	1	2	"	"	"	5	"
Fonderie de plomb.....	69	"	"	"	"	47	"	"	"	6	3	13	"
Fonderie et laminage de plomb.....	60	"	"	"	"	"	"	60	"	"	"	"	"
Fabrication de tuyaux en plomb.....	2	"	"	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"
Fabrication de siphons en plomb.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"
Métallisation.....	1	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Commerce et triage de métaux.....	5	2	"	"	"	3	"	"	"	"	"	"	"
Traitement des cendres de métaux pré- cieux.....	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Imprimerie.....	38	6	2	1	1	"	6	1	4	9	4	4	"
Couverture, plomberie.....	15	4	1	"	1	"	4	1	1	"	1	2	"
Fumisterie, chauffage.....	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Chantiers maritimes.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"
Soudure.....	3	1	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Soudure autogène.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fabrication de tubes en étain.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fabrication de compteurs.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Construction mécanique.....	6	5	1	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Chaudronnerie.....	3	"	"	2	"	"	"	"	"	"	1	"	"
Découpage au chalumeau.....	5	4	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"
Fabrication et réparation d'accumula- teurs.....	322	244	4	1	2	54	"	"	1	2	"	15	"
Industries chimiques.....	4	3	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"
Fabrique de céruse, minium.....	37	1	"	"	"	14	1	"	7	"	14	"	"
Fabrication d'acétate de plomb.....	4	"	"	"	"	"	4	"	"	"	"	"	"
Verreries, cristalleries.....	3	1	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Céramique.....	2	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Industries chromocéramiques.....	5	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Peinture en bâtiment.....	26	13	"	3	1	3	2	2	"	"	"	2	"
Peinture en voitures.....	11	7	"	"	3	1	"	"	"	"	"	"	"
Peinture maritime.....	3	"	"	"	"	"	3	"	"	"	"	"	"
Peinture sur métaux.....	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Peinture de meubles.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Émaillerie.....	335	34	9	2	249	5	7	"	"	"	"	29	"
Faïencerie.....	15	"	"	"	"	11	"	"	"	2	2	"	"
Imperméabilisation de toiles de coton.....	2	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"
Fabrique de mèches à briquet.....	3	"	"	"	"	3	"	"	"	"	"	"	"
Divers.....	16	12	"	"	1	1	"	"	"	"	"	2	"
TOTAUX.....	1.040	360	24	11	270	145	30	68	14	19	27	72	"

Cette diminution est surtout accusée pour les quatrième et cinquième circonscriptions (270 et 145 cas en 1927 contre respectivement 533 et 244 cas en 1926).

A quelles causes convient-il de rapporter cette diminution ? Diminution de l'activité économique ? Amélioration des conditions d'hygiène dans les industries dangereuses ?

L'inspecteur divisionnaire de la cinquième circonscription (Lille) a fourni sur la diminution du nombre des cas dans sa circonscription les observations suivantes :

La diminution assez sensible du nombre des maladies professionnelles déclarées au cours de 1927 paraît provenir à la fois d'un certain ralentissement dans l'activité des établissements où ces maladies se produisent et des améliorations apportées aux conditions de travail des ouvriers exposés à ces maladies.

Sur l'instigation pressante du service d'Inspection et avec son concours, la direction de l'usine T... (fabrique d'accumulateurs), en particulier, s'est livrée à une étude approfondie des méthodes de prévention. Le résultat de cette étude a permis de conclure que les intoxications, pour leur nombre et leur gravité, étaient fonction directe de l'importance de la production des poussières toxiques.

Elle a donc recherché la meilleure méthode d'élimination de ces poussières. Ayant fixé son choix sur la participation électrique, elle s'est attachée à l'étude de l'appareil le mieux adapté à la nature de ces poussières : les résultats obtenus ont dépassé les espérances.

D'autre part, les poussières provenant du fonctionnement des appareils mécaniques ont été plus intégralement captées.

Enfin, en réduisant au minimum le nombre des manutentions et manipulations diverses, on a réduit dans une proportion appréciable les poussières provenant de ces opérations.

Dans un autre établissement, on est arrivé à diminuer le nombre des accidents saturnins grâce à une installation d'aspiration de vapeurs plombifères.

L'inspecteur divisionnaire de la quatrième circonscription (Nancy) attribue de même la diminution des cas de saturnisme à la fois à un ralentissement de l'activité des émailleries de la région des Ardennes en même temps qu'à une amélioration des conditions hygiéniques, amélioration consistant surtout dans l'emploi de plus en plus considérable d'émaux sans plomb.

Au point de vue du diagnostic, les cas de saturnisme déclarés pendant l'année 1927 se répartissent ainsi qu'il suit d'après les indications fournies sur chaque déclaration :

Colique saturnine simple.....	686
Colique saturnine avec anémie.....	28
Colique saturnine avec asthénie.....	1
Colique saturnine avec hypertension.....	1
Colique saturnine avec subictère.....	2
Colique saturnine avec anémie et subictère.....	1
Colique saturnine avec tremblement.....	1
Colique saturnine avec anémie et tremblement.....	1
Colique saturnine avec anémie et artério-sclérose.....	1
Colique saturnine avec myalgie.....	12
Colique saturnine avec arthralgie.....	4
Colique saturnine avec myalgie-arthralgie.....	13
Colique saturnine avec anémie et myalgie-arthralgie.....	3
Colique saturnine avec myalgie-arthralgie et tremblement.....	1
Colique saturnine avec anémie et myalgie.....	1
Colique saturnine avec rhumatisme saturnin.....	6
Colique saturnine avec anémie et rhumatisme.....	2
Colique saturnine avec anémie et azotémie légère.....	1
Colique saturnine avec troubles visuels et légère anémie.....	1
Colique saturnine avec congestion rénale.....	1
Colique saturnine avec insuffisance rénale.....	1

Report.....	768
Colique saturnine avec anémie et néphrite.....	1
Colique saturnine avec néphrite.....	1
Colique saturnine avec néphrite et tremblement.....	1
Colique saturnine avec encéphalopathie.....	2
Colique saturnine avec anémie, encéphalopathie et tremblement..	1
Colique saturnine avec cachexie.....	1
Stomatite.....	1
Légère congestion hépatique.....	1
Ictère toxique.....	1
Ictère catarrhal; légers signes d'imprégnation saturnine.....	1
Entérite saturnine.....	2
Rhumatisme saturnin.....	3
Rhumatisme avec anémie.....	1
Pseudo-rhumatisme des petites articulations.....	1
Douleur rhumatismale du gros orteil droit. Bradycardie.....	1
Rhumatisme saturnin avec parésie des membres inférieurs et supérieurs.....	1
Myalgie saturnine.....	2
Myalgie arthralgie.....	1
Douleurs épigastriques; vertiges; arthralgie.....	1
Anémie saturnine.....	8
Anémie avec subictère et congestion du foie.....	1
Anémie et myalgie.....	1
Anémie avec faiblesse musculaire et déchéance physique.....	1
Anémie avec début de paralysie et tremblement.....	1
Anémie et tremblement.....	2
Anémie et néphrite chronique.....	1
Paralysie saturnine.....	1
Paralysie bilatérale des muscles de la loge postérieure de l'avant-bras et de la loge antéro-externe de la jambe.....	1
Paralysie faciale droite. Hypertension artérielle. Albuminurie légère. Vertiges.....	1
Monoplégie brachiale droite.....	1
Troubles moteurs des doigts.....	1
Flexion du médius et de l'annulaire droit avec impossibilité d'extension active.....	1
Névrite du membre inférieur gauche.....	1
Polynévrite des membres inférieurs avec parésie des muscles de la loge antéro externe de la jambe. Hypertension artérielle....	1
Encéphalopathie saturnine.....	3
Encéphalopathie saturnine avec tendances syncopales.....	1
Néphrite saturnine.....	4
Néphrite avec albuminurie.....	2
Néphrite avec ulcération de l'œil gauche.....	1
Néphrite et paralysie saturnine.....	1
Néphrite avec myalgie-arthralgie.....	1
Néphrite saturnine. Parotidite bilatérale. Début de polynévrite....	1
Albuminurie. Azotémie. Arthrite saturnine.....	1
Goutte saturnine.....	1
Tremblement saturnin.....	1
Diagnostic insuffisant ou absence de diagnostic.....	208
TOTAL.....	1.040

Le liséré de Burton a été observé et signalé chez 135 de ces malades.

148 cas ont fait l'objet d'une déclaration par le médecin seulement.

787 cas ont fait l'objet d'une déclaration de la mairie, sans déclaration de médecin.

105 cas ont fait l'objet d'une double déclaration, tant du médecin que de la mairie.

Ces 1.040 déclarations intéressent 963 hommes et 77 femmes.

Les incapacités prévues par ces déclarations se répartissent de la façon suivante :

Aucune interruption de travail.....	7
Incapacité de moins de 8 jours.....	18
Incapacité de 8 à 15 jours.....	693
Incapacité de 16 à 30 jours.....	76
Incapacité supérieure à 1 mois.....	9

2 déclarations portent : incapacité permanente partielle.

1 déclaration porte : droit à pension.

1 déclaration porte : 20 jours d'incapacité de travail avec incapacité permanente partielle.

1 déclaration porte : 30 jours d'incapacité de travail avec incapacité permanente probable.

Dans deux cas l'intoxication s'est terminée par le décès.

Enfin, 230 déclarations ne donnaient aucune indication sur la durée probable de l'incapacité.

II. — Hydrargyrisme.

4 cas d'hydrargyrisme ont été déclarés en 1927.

Ces cas sont survenus : 3 dans les couperies de poils, et 1 dans une fabrique d'accumulateurs spéciaux au fer-nickel.

Toutes ces déclarations ont été faites par la mairie; elles ne concernent que des hommes.

Au point de vue du diagnostic, elles se répartissent de la façon suivante :

Intoxication aiguë.....	1
Intoxication chronique.....	1
Stomatite tremblement.....	1
Tremblement.....	1

Au point de vue de l'incapacité : 1 déclaration indique une incapacité d'un mois; 1 déclaration indique une incapacité de 42 jours; 2 déclarations ne portent aucune indication.

III. — Autres maladies professionnelles.

Les autres cas de maladies professionnelles déclarés en vertu du décret du 19 février 1927, au nombre de 36, se répartissent ainsi que le montre le tableau suivant quant à leur cause, la nature de l'industrie, le diagnostic et l'incapacité :

PRODUITS TOXIQUES.	NOMBRE DE CAS.	NATURE DE L'INDUSTRIE.	DIAGNOSTIC.	INCAPACITÉ.
Hydrocarbures	1	Chantier maritime	Non précisé	15 jours.
Chlorure de méthyle	2	Fabrique de produits chimiques.	Congestion cérébrale	Non indiquée.
		<i>Idem.</i>	Non précisé	12 jours.
Aniline	2	Teinturerie	<i>Idem.</i>	30 jours.
		Fabrique de pipes	Lésions eczémateuses des mains.	Non indiquée.
Vapeurs nitreuses et CO.	1	Chaudronnerie	Douleurs intestinales, tachycardie, anorexie.	<i>Idem.</i>
Oxyde de carbone	2	Usine hydraulique	Non précisé	15 jours.
		Faculté (chauffage)	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Chlore	5	Fabrique de superphosphates .	<i>Idem.</i>	10 jours.
		Fabrique de parfums	<i>Idem.</i>	15 jours.
		Fabrique de produits chimiques.	Tuberculose pulmonaire . . .	30 jours.
		<i>Idem.</i>	Non précisé	Non indiquée.
		<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Hydrogène sulfuré	1	Fabrique de sulfure de carbone.	<i>Idem.</i>	12 jours.
Anhydride sulfureux	1	Fabrique de glace (brasserie) .	Congestion pulmonaire . . .	Non indiquée.
Phosphore blanc	3	Fabrique de jouets détonants .	Nécrose phosphorée	<i>Idem.</i>
		<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
		<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	Décès par broncho-pneumonie.
Huiles minérales	1	Industrie céramique	Eczéma de la face	Non indiquée.
Brais	7	Manutention (déchargement de bateaux)	Conjonctivite	<i>Idem.</i>
		<i>Idem.</i>	Brûlure de la face	<i>Idem.</i>
		<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
		<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
		<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
		<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
		<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Ciments	6	Fabrique de ciments	Bronchite chronique	<i>Idem.</i>
		Arsenal Cherbourg	Pyodermite des mains	45 jours.
		Bâtiment	Plaie par contact prolongé du ciment.	15 jours.
		<i>Idem.</i>	Plaies eczématoïdes des mains.	Non indiquée.
		<i>Idem.</i>	Brûlure des mains	<i>Idem.</i>
		<i>Idem.</i>	Gale des cimentiers	8 jours.
Caustiques	3	Fabrique d'ustensiles en tôle galvanisée.	Anémie, amaigrissement, douleurs rhumatoïdes.	Non indiquée.
		Peinture en bâtiment	Brûlures avec pyodermite des mains.	<i>Idem.</i>
		Chantier maritime	Dermite des mains	6 jours.
Goudrons	1	Fabrication de billes métalliques.	Papillomatose des avant-bras avec dégénérescence cancéreuse. Amputation d'un membre supérieur. (Maladie des tourneurs d'obus.)	Incapacité permanente.

Ces mêmes cas, envisagés au point de vue de leur répartition territoriale par circonscription divisionnaire, s'établissent comme suit :

DÉSIGNATION.	TOTAL.	CIRCONSCRIPTIONS												
		D'INSPECTION DIVISIONNAIRE DU TRAVAIL.												
		1 ^{re} .	2 ^e .	3 ^e .	4 ^e .	5 ^e .	6 ^e .	7 ^e .	8 ^e .	9 ^e .	10 ^e .	11 ^e .	Als. et Lor.	
Hydrocarbures	1	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	
Chlorure de méthyle.....	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"
Aniline.....	2	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Vapeurs nitreuses et CO	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"
Oxyde de carbone.....	5	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	1	"
Chlore.....	2	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"
Hydrogène sulfuré.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Anhydride sulfureux.....	1	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Phosphore blanc.....	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3	"
Huile minérale.....	1	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Brais.....	7	"	"	"	"	"	"	7	"	"	"	"	"	"
Ciments.....	6	"	"	"	1	"	3	"	"	"	2	"	"	"
Produits caustiques.....	3	"	"	"	"	"	1	2	"	"	"	"	"	"
Goudrons.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX.....	36	3	1	1	1	"	8	9	"	"	3	10	"	"

ENQUÊTE

SUR

LES CAS DE CHARBON PROFESSIONNEL

PENDANT L'ANNÉE 1927.

Le Service de l'Inspection du Travail poursuit, depuis 1910, une enquête permanente sur les cas de charbon professionnel portés à sa connaissance. Les résultats de cette enquête ont été groupés annuellement et publiés au *Bulletin de l'Inspection du Travail et de l'Hygiène industrielle*.

81 cas ont été déclarés au cours de l'année 1927.

Les 81 cas de charbon susvisés ont eu lieu : 24 à

Denis (Seine); 9 à Marseille; 9 à Saint-Amans-Valtoiret (Tarn); 3 à Barjols (Var); 3 à Annonay (Ardèche); 3 à Saint-Amans-Soult; 3 à Pont-de-l'Arn (Tarn); 2 au Havre (Seine-Inférieure); 1 dans chacune des localités ci-après désignées : Paris, Saint-Junien (Haute-Vienne), Mouzon (Ardennes), Rennes (Ille-et-Vilaine), Sarlat (Dordogne), Bergerac (Dordogne), Castres (Tarn), Aussillon (Tarn), Labruguière (Tarn), Calvin (Bouches-du-Rhône), Cavaillon (Vaucluse), Lingolsheim (Bas-Rhin).

Ces 81 cas se sont produits : 30 dans des délainages, 20 dans des mégisseries, 4 dans des délainages-mégisseries, 3 dans des lavages de laine, 3 dans des entreprises de transport

3 dans des vanneries, 2 dans des triages de peaux, 2 dans des entreprises

de commerce de peaux, 1 dans chacune des entreprises ou travaux dénommés ci-après : Filature de laine, filature, magasin de laine, fabrique de feutre de laine, tannerie-marroquinerie, déchargement des navires, raffinerie, menuiserie, électricité, boucherie, engrais.

Les victimes sont réparties comme suit, par catégories professionnelles :

13 manœuvres dans des entreprises diverses (mégisserie, 6; tannerie, 2; tannerie-marroquinerie, 1; délainage de peaux de moutons, 1; raffinerie, 1; camionnage, 1; transports, 1).

12 marragos (délainage, 10; magasin de laines, 1; engrais, 1).

10 peleurs (mégisserie, 7 [dont 4 peleuses]; délainage-mégisserie, 3).

5 rogneurs (mégisserie).

4 sabreurs (délainage).

4 classeurs (délainage, 2; commerce de peaux, 2).

3 mégissiers (mégisserie).

3 trieuses (triage de laines, 2; lavage de laines, 1).

2 étendeurs (délainage).

2 rogneurs (mégisserie).

2 corroyeurs (mégisserie).

2 menuisiers (vannerie, 1, menuiserie, 1).

2 conducteurs (vannerie, 2).

2 charretiers (délainage, 1; entreprise de transports et camionnage, 1).

1 dans chacune des spécialités ou professions suivantes : Mégissier (délainage-mégisserie); chauffeur de camion (délainage); fileur (filature de laine); laveur (délainage); chevilleur (boucherie); employé à une ouvreuse de laine (mégisserie); dévideuse (mégisserie); manutentionnaire (triage de peaux); déchargement de navires (doker); pileur (délainage); ouvrier tanneur (tannerie); électricien (électricité); trieur de peaux (triage de peaux); trieur de laine (fabrique de feutre de laine); journalière (mégisserie).

Au point de vue du sexe et de l'âge, les victimes se répartissent en : 63 du sexe masculin, dont 12 de moins de 18 ans, et 18 du sexe féminin dont 2 de moins de 15 ans.

Au point de vue de la nature des matières travaillées, les cas se répartissent comme suit :

38 pour les peaux de mouton;

14 pour les peaux de chèvre;

5 pour les peaux sèches;

5 pour les laines;

3 pour les cuirs;

3 pour les peaux (sans indication d'animal);

2 pour les chevreaux;

1 pour la rubrique manutention de cuirs secs; poils de chèvre; peaux de bœuf; laines et suins; laine (fil); laines lavées; os et noir animal; manutention de balles de coton; bœuf; lot de fèves; 1 sans indication.

En ce qui concerne le pays d'origine des matières travaillées ayant occasionné l'infection, il convient de remarquer qu'un même établissement met souvent en œuvre des matières premières provenant de pays différents et que, dans ces conditions, il est malaisé de préciser la provenance des matières travaillées qui ont pu être la cause de l'infection.

En 1927, dans 9 cas le pays d'origine des matières premières n'a pu être déterminé d'une façon précise.

Pour les 72 autres cas l'origine a été déterminée de la façon suivante :

4 cas sont attribués à l'Espagne, 3 à la France, 1 à la France ou à la Turquie d'Asie; 28 à l'Afrique (Afrique sans autre indication : 9; Cap, 6, Nord

de l'Afrique, 4; Maroc, 2; Est africain, 2; Abyssinie, 1; Guinée française, 1; Algérie, 1; Abyssinie ou Cap, 1; Maroc ou Cap, 1; 7 à l'Asie; Inde, 3; Chine, 3; Bagdad, 1; 19 à l'Amérique (Buenos-Ayres, 7; Montevideo, 6; Brésil, 2; Bahia, 1; Buenos-Ayres ou Rio de Janero, 1; Amérique du Nord, 1; Amérique du Sud, 1); 10 à l'Australie (sans autre indication).

Pour 80 cas les matières premières sont mentionnées comme travaillées à l'état brut. Pour 1 cas après lavage industriel.

La forme médicale de l'accident est : Pustule dans 74 cas, oedème dans 7 cas.

Le siège de la lésion est la tête dans 39 cas (joue, 11; région frontale, 7; menton, 5; lèvre [supérieure ou inférieure], 3; paupière, 2; nuque, 2; nez, 2; œil, 1; région de l'oreille, 1; face, 1; lèvre supérieure et nez, 1; région cervicale postérieure, 1; bouche et fosses nasales, 1; sous-maxillaire, 1); le cou dans 13 cas; le flanc dans 1 cas; le membre supérieur dans 18 cas (épaule et bras, 1; bras, 4; coude, 1; avant-bras, 7; poignet, 2; main, 2; pouce, 1); le membre inférieur dans 10 cas (cuisse, 5; genou, 1; jambe, 2; mollet, 1; pied, 1).

L'examen bactériologique a été pratiqué dans 51 cas. 4 cas ont été mortels; les 77 autres cas se sont terminés par la guérison.

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

NOTE

SUR

UN PRINCIPE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE DU TRAVAIL TENDANT À DIMINUER LA FATIGUE

ET À AMÉLIORER LES CONDITIONS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ

PAR M. BABAUD, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, A NANCY.

Si l'on en jugeait par le nombre des ouvrages et des articles de journaux consacrés à l'organisation scientifique du travail, sous ses formes multiples, on serait porté à penser que les applications de cette science se sont généralisées, depuis plusieurs années déjà, dans le plus grand nombre des entreprises.

A vrai dire, il existe, vraisemblablement, peu d'établissements où la production a été intensifiée par une application méthodique et simultanée d'un nombre minimum des principes d'organisation scientifique du travail. Parmi les entreprises que l'on cite en exemple, les unes obtiennent d'excellents résultats par substitution du travail à la machine au travail à la main ou par une suite bien ordonnée d'opérations industrielles réduisant le nombre des manutentions; d'autres, par une étude de la tâche, une décomposition de tous les mouvements élémentaires nécessaires à son exécution, de manière à fixer les temps à allouer pour un travail déterminé; parfois, par une élimination des temps perdus ou encore grâce au mode de rémunération adopté, agissant comme excitant à la besogne; ailleurs, c'est le travail à la chaîne, obligeant le travailleur à suivre le mouvement d'un mécanisme réglant, une fois pour toutes, la vitesse d'exécution du labeur; plus exceptionnellement, des résultats sont attribuables à un choix, à une sélection de travailleurs réunissant toutes les aptitudes requises pour tenir dans les meilleures conditions un emploi où un minimum de force ou d'adresse est nécessaire.

Des exemples d'usines où des résultats intéressants auraient été obtenus par souci d'éviter la fatigue et le surmenage sont plus rarement cités. Dans les usines métallurgiques possédant des laminoirs où, en raison des exigences de certaines fabrications, on n'est pas encore parvenu à substituer la machine à l'homme, la durée du travail effectif de l'ouvrier est souvent de six heures environ sur huit heures de présence, parce que la limite des forces humaines impose immédiatement après chaque période de travail de 30 à 40 minutes un repos d'une durée presque égale. Il semble bien que si l'influence des repos intercalaires, tant en ce qui regarde l'augmentation de la production que la diminution de la fatigue et, par conséquence, la santé du travailleur, est soupçonnée par les physiologistes, elle est surtout mise en évidence par des travaux de laboratoires.

C'est une opinion très répandue dans les milieux industriels, qu'en matière d'organisation du travail tout le possible a été fait lorsque, dans de vastes ateliers, on emploie des machines puissantes et perfectionnées et que, pour stimuler le travailleur, on a institué un mode de rémunération à primes ou aux pièces. Sur ce plan, de nombreuses et très louables initiatives ont été prises; mais il existe peu d'usines où le personnel dirigeant accepte de fournir l'effort persévérant d'organisation et de contrôle que demande la mise en œuvre de méthodes plus rationnelles de travail.

L'exemple que nous nous proposons de décrire ne représente également qu'un aspect du problème. Il nous paraît cependant présenter un réel intérêt, parce que n'excluant pas le côté physiologique, parce qu'il est nouveau et, enfin, qu'il est susceptible d'applications dans diverses industries, dans lesquelles il pourrait être introduit progressivement, au fur et à mesure que ses avantages s'affirmeraient, sans exiger un effort considérable du personnel dirigeant.

ORIGINE DE LA MÉTHODE.

A la base de la méthode dont il s'agit se place une observation fort simple faite par son auteur, M. Brun, directeur des aciéries de la Marine, à Homécourt, alors qu'en 1917, ingénieur dans un établissement se livrant aux fabrications de guerre, il était chargé du fonctionnement d'un atelier d'emboutissage d'obus de petit diamètre, suivant les directives de M. Charpy⁽¹⁾, membre de l'Institut.

Cet ingénieur avait été rapidement amené à constater qu'une presse produisant en période de marche normale 3 obus au moins à la minute ne donnait qu'une production totale de pièces, en fin de journée, tout juste égale au nombre de minutes de travail. En suivant la fabrication de plus près, il se rendit compte que ceci était dû au fait que les blocs d'acier étaient emboutis à des températures inégales, souvent trop basses, ce qui avait pour effet de transformer le métal dans de très mauvaises conditions: les organes de la presse s'abîmaient vite, ce qui entraînait de longs arrêts pour l'exécution des réparations; et, pendant la durée d'emboutissage des pièces à température insuffisamment élevée, malgré l'effort supplémentaire qu'ils devaient fournir, les ouvriers n'obtenaient pas le résultat voulu, d'où préoccupations et ennuis anormaux faisant naître un état d'énervement, de mauvaise humeur et une fatigue supplémentaire, préjudiciables aux intérêts de la production.

Pour mettre fin aux irrégularités de fabrication, M. Brun décida, malgré l'opposition des ouvriers, qui, rémunérés aux pièces, étaient persuadés qu'une réduction de salaire allait s'ensuivre, de limiter la production à deux obus par minute. Un ouvrier de plus fut adjoint à l'équipe d'une presse, ayant simplement pour mission de donner toutes les demi-minutes un signal auquel un bloc d'acier devait être sorti du four et embouti, tandis qu'un nouveau bloc froid devait être introduit à la suite de ceux déjà placés dans la chambre de chauffe.

L'expérience fut concluante. Grâce à un travail régulier, sans à-coups, la production fut très sensiblement doublée. De leur côté, les ouvriers furent satisfaits de l'augmentation de salaire en résultant et de la diminution de fatigue éprouvée en fin de journée.

Ce résultat ne doit pas paraître surprenant, la régularité dans le travail industriel étant une cause d'accroissement du rendement.

(1) M. Charpy, qui a joué un rôle éminent pendant la guerre dans les problèmes de technique industrielle, avait, antérieurement à 1914, organisé rationnellement le fonctionnement d'une station de gazogènes.

Le rendement maximum des moteurs inanimés et des machines s'obtient, en effet, dans des conditions déterminées. Vouloir obtenir d'eux un rendement momentanément plus élevé est une cause de fatigue pour les organes, qui s'usent prématurément, s'échauffent, grippent ou se rompent. De même, si l'on veut ménager le moteur humain, il faut éviter, le plus possible, les occasions où il doit développer des efforts musculaires intenses, plus communément appelés des coups de collier.

Le rythme d'une fabrication étant convenablement réglé, non seulement la fatigue du travailleur est limitée, mais elle tend à diminuer du fait, ainsi que le démontrent les physiologistes⁽¹⁾, que certains mouvements cessent d'être inspirés par la volonté pour devenir tellement involontaires qu'ils sont exécutés presque sans y penser. Les mouvements à accomplir pour l'exécution d'un travail ne nécessitent plus l'intervention du cerveau. Il n'y a plus de fatigue résultant de l'action de muscles antagonistes. L'homme, comme entraîné, éprouve alors une moindre fatigue musculaire.

Dans ces conditions, le travail étant exécuté presque automatiquement, et, par ailleurs, le cerveau étant libéré de certaines préoccupations, la vitesse de production peut être augmentée progressivement, jusqu'au point constituant un juste milieu entre le travail monotone et celui demandant un effort excessif, susceptible de provoquer une trop grande fatigue et du surmenage.

DIFFICULTÉS POUR INTRODUIRE UNE MÉTHODE RÉGLANT LA VITESSE DE FABRICATION DANS UNE USINE MÉTALLURGIQUE.

Dans les usines de grosse métallurgie, si les ouvriers travaillent souvent très irrégulièrement, on doit attribuer cette habitude à une survivance des anciennes méthodes de travail, du temps relativement peu éloigné, 20 ou 30 années au plus, où les ateliers de fours à puddler et de fours à réchauffer alimentaient des marteaux-pilons ou des petits laminoirs travaillant « à la chaude ».

Depuis, on a construit des fours continus, mais l'habitude est restée parce que l'ouvrier, qui fournit généreusement la quantité de travail demandée, entend travailler à sa guise et que tout contrôle lui est désagréable. Il lamine ou forge le plus vite possible et s'arrête dès que les premiers lingots ne sont plus à température voulue pour être transformés. Sans se soucier de sa santé, il préfère fournir, par à-coups, la somme de travail qu'il doit, travaillant à une allure qu'il ne peut soutenir, mais permettant des périodes d'arrêt assez prolongées, « la belle » : celles-ci prédisposant à une flânerie d'autant plus contraire aux préceptes d'hygiène, qu'à cette occasion, l'ouvrier s'expose à des refroidissements successifs, souvent très prolongés.

L'habitude est également restée par manque de prévision au moment des changements de fabrication. Si tout n'a pas été prévu dans le détail, on peut, en effet, à un moment donné, manquer de force motrice, d'eau sous pression, d'air comprimé, etc. C'est précisément le rôle du chef de service, du chef de division, du directeur même, d'organiser la prévision dans le détail, comme dans les rouages importants réagissant sur la marche d'un ensemble d'ateliers.

⁽¹⁾ Parmi les ouvrages traitant cette question, voir : *Physiologie du travail*, par MM. Frois et Caubet; *L'Industrie organisée* (chapitre 3), par V. Cambon; *Organisation physiologique du travail*, par J. Amar.

En ce qui regarde la prévision, une usine métallurgique n'est nullement comparable aux ateliers de constructions mécaniques ou électriques cités le plus souvent comme exemples de bonne organisation. Ce qui suit suppose d'ailleurs, une connaissance, superficielle au moins, de cette industrie, décrite dans de nombreux ouvrages techniques⁽¹⁾.

Nous rappellerons simplement qu'une des principales difficultés vient de l'interdépendance des divers services de l'usine métallurgique, dont chacun constitue, à lui seul, une usine déjà importante : fours à coke produisant le combustible nécessaire à la marche des hauts fourneaux; hauts fourneaux produisant la fonte avec laquelle on alimente l'aciérie Thomas et, partiellement, l'aciérie Martin; aciéries produisant les lingots entretenant la marche des laminoirs; hauts fourneaux et fours à coke producteurs du gaz devant être réparti et consommé aux fours à réchauffer, aux fours Martin, dans les foyers des chaudières à vapeur et dans les moteurs à gaz donnant la force motrice devant elle-même être judicieusement distribuée.

MESURES PRISES A L'USINE DE LA MARINE.

Malgré les difficultés de la tâche, M. Brun, sous-directeur de l'usine de la Marine, au moment de la remise en marche des laminoirs, en 1923⁽²⁾, s'appliqua à introduire le principe exposé ci-dessus dans cet établissement, qu'il dirige maintenant. En collaboration étroite avec M. Charpy, membre de l'Institut, il a parfaitement adapté aux besoins d'une usine de grosse métallurgie un système de signalisation important comprenant un bureau central et un poste intermédiaire dans chaque service organisant ainsi la production d'une manière rationnelle : système d'ailleurs susceptible d'améliorations constantes, du fait qu'une marche étant prévue, le poste de signalisation devient non seulement un organe de commandement, mais également de contrôle, qui enregistre toutes les erreurs, toutes les causes imprévues des retards dans le travail, auxquelles on est ainsi en mesure de remédier.

DESCRIPTION SUCCINCTE DU BUREAU CENTRAL DE SIGNALISATION.

La nécessité d'établir une liaison entre les divers services de fabrication, de manière à utiliser rationnellement toutes les énergies en jeu, et de disposer d'un organe de renseignements permettant de régler la marche des services de façon à éviter tout accident et à diminuer les risques dans l'utilisation des gaz de hauts fourneaux, ont conduit à la création d'un poste central, au centre de l'usine.

Dans celui-ci sont groupés des appareils représentés (fig. 1) permettant de se rendre compte :

- 1° De la marche de l'épuration du gaz des hauts fourneaux;
- 2° De la disponibilité de gaz de fours à coke;
- 3° De la pression de vapeur aux groupes de chaudières;
- 4° De l'alimentation en eau de l'usine;

(1) Le fonctionnement du haut-fourneau a notamment été exposé très sommairement dans une note publiée dans le *Bulletin de l'Inspection du Travail*, année 1925.

(2) L'usine de la Marine avait été presque entièrement détruite pendant la guerre 1914-1918.

5° De la pression du gaz des hauts fourneaux au collecteur des chaudières;

6° Des variations du pouvoir calorifique du gaz des hauts fourneaux (au moyen d'un wattmètre enregistreur branché sur une dynamo actionnée par un petit moteur à gaz de hauts fourneaux dont le régulateur a été bloqué);

7° De la température moyenne de la journée;

8° De l'état hygrométrique.

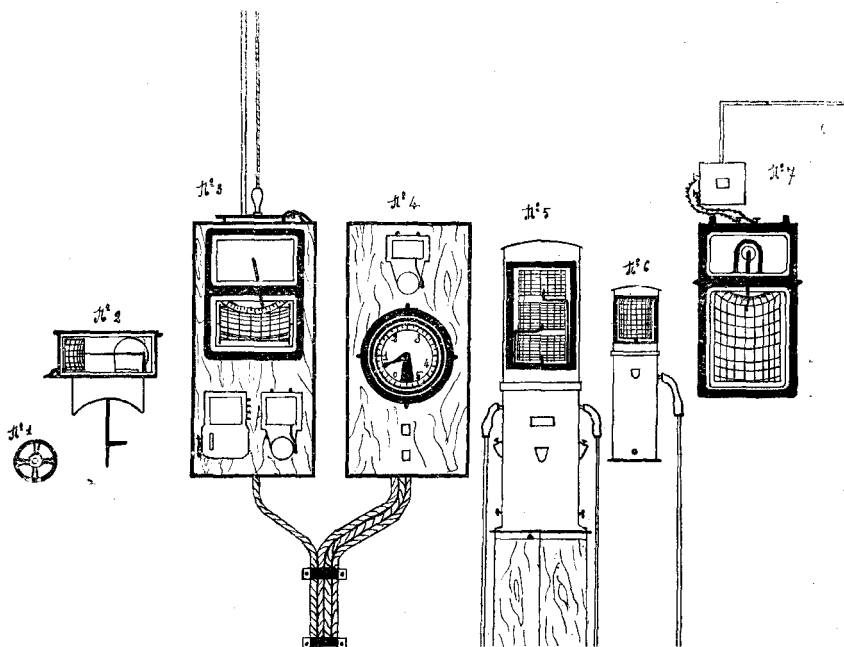


Fig. 1. — Bureau central de signalisation. — Ensemble schématique de la disposition des appareils principaux.

N° 1, Manette de la sirène; n° 2, Pression de vapeur aux chaudières; n° 3, Indicateur de gazomètre (gaz des fours à coke); n° 4, Indicateur du réservoir d'eau de l'usine; n° 5, Pression de gaz à l'épuration; n° 6, Pression de gaz aux chaudières; n° 7, Moteur à gaz d'essai (gaz de hauts fourneaux).

Les pressions de gaz de hauts fourneaux sont notamment enregistrées par un appareil triplex (fig. 1, appareil n° 5), qui inscrit la pression du gaz :

- a. A l'arrivée au Zschoche (enregistreur du bas);
- b. Au collecteur d'aspiration des laveurs Theisen ou au refoulement des Zschoche (enregistreur du milieu);
- c. Au collecteur de refoulement des Theisen (gaz fin pour moteurs) [enregistreur du haut].

Cet appareil permet à tout moment de vérifier la marche de l'épuration et d'en corriger le réglage, s'il y a lieu.

Outre les divers appareils enregistreurs, le bureau dispose d'un standard téléphonique qui lui assure les communications directes avec les services de fabrication et la centrale électrique, de façon à recevoir et à transmettre très rapidement tous renseignements nécessaires à la marche des différents services.

Le bureau central assure aux services l'eau et le gaz nécessaires. Il répartit l'énergie, veille à l'utilisation totale des gaz disponibles et contrôle en même temps la consommation de ce gaz. Il fournit à la comptabilité des relevés périodiques de consommation permettant d'établir les prix de revient dans chaque service. Enfin, il établit des graphiques comparatifs des marches journalières successives, ainsi que des graphiques montrant la disponibilité de force motrice pour la vente à l'extérieur.

Les diagrammes tracés par les appareils enregistreurs et les graphiques établis permettent de tirer d'utiles conclusions relatives à l'amélioration de la marche de l'usine, qui apparaîtraient nombreuses s'il y avait place dans cette courte note pour énumérer tous les rapports existant entre ce bureau et les divers services et appareillages de l'usine.

DESCRIPTION SUCCINCTE DU POSTE DE SIGNALISATION DE LA TÔLERIE.

Le chauffage et le laminage des lingots sont commandés par signaux sonores et lumineux, suivant les indications d'un état de prévision préparé par l'ingénieur du service.

L'ouvrier signalisateur se tient dans une cabine dont l'aspect extérieur est représenté par la photographie (fig. 2). Il dispose d'une lanterne électrique de projection et de son écran, d'une horloge, d'une table, d'un four en réduction et d'un signal sonore. Pour le passage d'un lingot, aux heures indiquées sur l'état de prévision, il donne successivement :

1° Pour le défournement :

- a. Un signal sonore pour attirer l'attention;
- b. Un signal lumineux indiquant le côté du four à défourner;
- c. Un signal sonore pour exécution;

2° Pour le laminage :

- a. Un signal sonore pour attirer l'attention;
- b. Un signal lumineux indiquant l'épaisseur du lingot, afin que le cylindre soit levé à hauteur suffisante pour éviter tout accident matériel;
- c. Un signal lumineux, qui reste en place pendant presque toute la durée du laminage, indiquant au lamineur la largeur de tôle et son épaisseur et, au tireur de tôles, le numéro de coulée, le numéro de commande, les dimensions commandées.

Au fur et à mesure qu'il opère, le signalisateur enregistre les commandements qu'il a passés et les incidents de marche qui peuvent se présenter sur un imprimé spécial, divisé en huit parties correspondant chacune à une heure de laminage. L'espace correspondant à une durée de une heure est divisé en 30 parties, subdivisées en cinq lignes pour y noter les commandements : la première est réservée à la marche proprement dite, inscrite en traits conventionnels simples, les quatre autres à l'inscription des arrêts, de tous les incidents de fabrication, avec leur cause et leur durée.

Un coup d'œil sur cet imprimé permet à l'ingénieur de se rendre immédiatement compte où en est le travail, quels lingots vont suivre et s'il

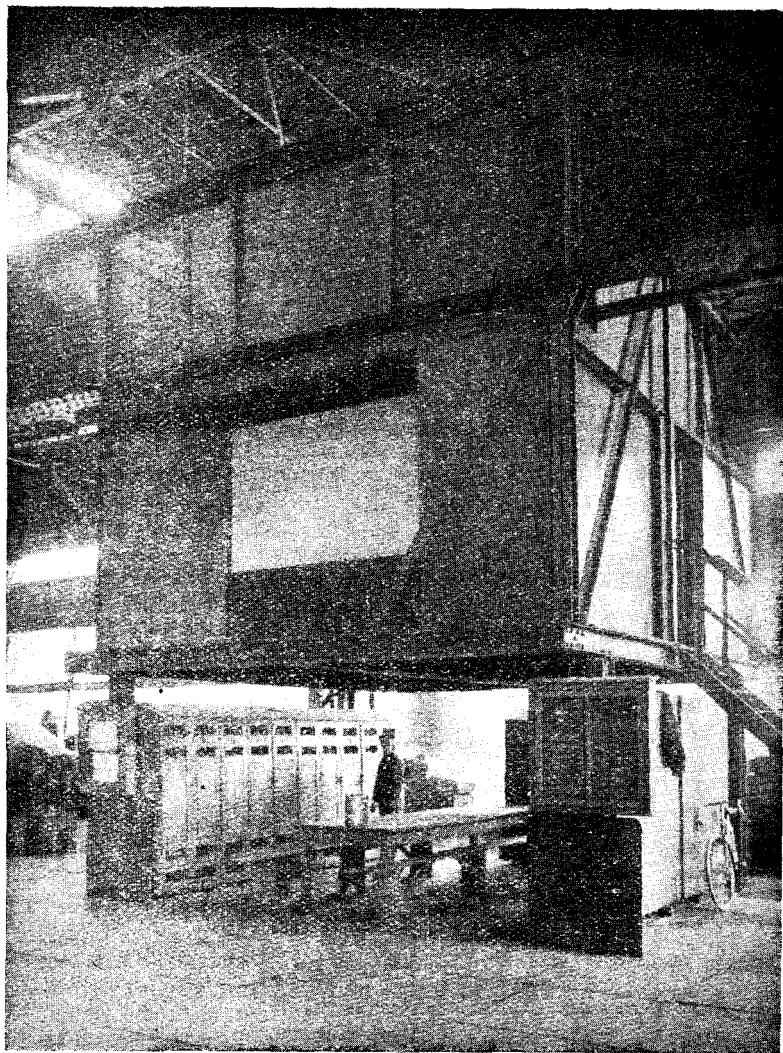


Fig. 2. — Vue extérieure du poste de signalisation de la tôlerie.

convient de modifier la cadence. Une lecture plus approfondie indique tous les incidents de marche et permet de contrôler si la cadence correspond bien aux moyens du four et du train. Enfin, les résultats horaires sont une indication précise pour fixer judicieusement les primes à allouer aux lamineurs, aux chauffeurs, aux pontonniers et aux machinistes.

La photographie (fig. 3) représente l'intérieur d'un poste de signalisation commandant un train Morgan et des fours à réchauffer.

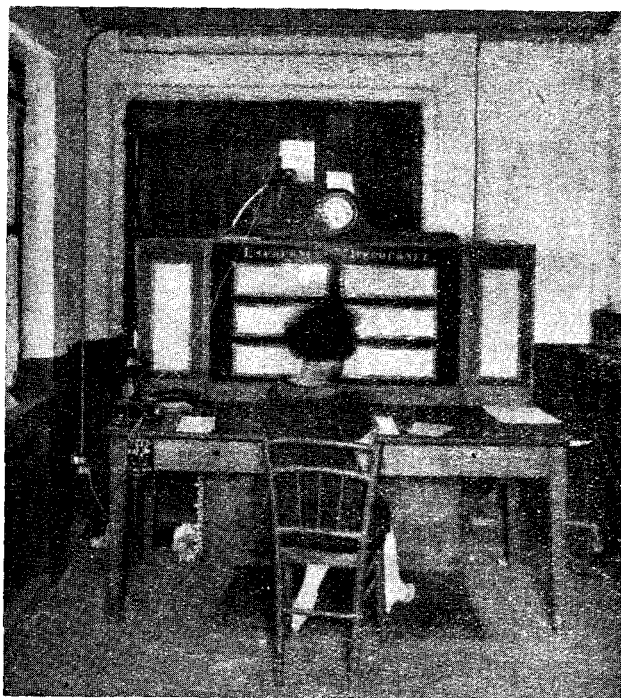


Fig. 3. — Vue intérieure du poste de signalisation commandant un train Morgan et des fours à réchauffer. Sur la table sont disposés des boutons électriques sur lesquels appuie le signalisateur pour commander les diverses opérations. Face à celui-ci, les signaux donnés sont reproduits sur un écran de contrôle.

AVANTAGES DE LA SIGNALISATION.

Avantages techniques. — La signalisation n'est pas un organe de commandement impératif, mais simplement énergique, obligeant à chercher la cause de l'écart par rapport à l'état de prévision, afin de la faire disparaître, si possible, et à coordonner les mouvements, le travail de toute une équipe, puisque les signaux sont perçus par tout le personnel.

Cet organe de contrôle, qui relève tous les incidents de marche ayant modifié l'ordre fixé à l'avance, constitue, en même temps, un moyen de chronométrage, permettant d'améliorer constamment les temps alloués pour l'exécution d'un travail déterminé.

La signalisation peut être considérée comme un organe d'études, parce qu'enregistrant tous les retards, elle révèle des particularités non soupçonnées entravant la fabrication. A cet égard, elle contribue à conjurer toutes causes conduisant à de fortes irrégularités de production.

Avantages au point de vue de la diminution de fatigue et de l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité. — Comme organe de

contrôle et de répartition de la production gazeuse des hauts fourneaux, le poste central de signalisation s'efforce d'obtenir la consommation complète de toute la disponibilité, soit pour les besoins de l'usine, soit pour produire le courant électrique vendu au secteur⁽¹⁾. Il évite ainsi, dans la mesure du possible, que ce gaz, mélange d'oxyde de carbone et d'acide carbonique perdu dans l'atmosphère, vienne modifier la composition de l'air, car, quelle que soit la hauteur des cheminées, le nuage toxique ou irrespirable peut se rabattre sur l'usine, lorsque les conditions atmosphériques et le vent sont défavorables à son ascension. Etant en mesure, à tout moment, de mesurer les énergies disponibles, il peut donner des ordres en vue de prendre des dispositions afin d'éviter certains accidents dont des ouvriers pourraient être victimes. C'est ainsi, notamment, que les renseignements fournis par l'appareil triplex (fig. 1, n° 5) permettent de répartir le gaz et de fixer sa consommation de façon à éviter des entrées d'air, des explosions dans les conduites, qui, en soulevant les clapets ou en rompant les joints, sont une cause d'abondantes fuites de gaz, en quantités suffisantes pour intoxiquer parfois des ouvriers éloignés du point où la conduite est ouverte, indépendamment du risque auquel cette explosion expose les ouvriers chargés de refermer les clapets ou de réparer les conduites ou encore de luter les fuites⁽²⁾.

Les soulèvements de clapets sont fréquents dans la plupart des usines de hauts fourneaux. A l'usine de la Marine, c'est au fonctionnement du poste central de signalisation que l'on attribue leur rareté.

Les grandes halles des ateliers de forgeage et de laminage ne peuvent être chauffées et aérées très convenablement : parce que, en premier lieu, communiquant directement entre elles, puis, ensuite, pour cette raison que pour évacuer les fumées s'échappant des portes des fours ou des cheminées de locomotives, ainsi que pour assurer le passage continu des engins de manutention et de traction, ponts roulants et locomotives, de larges ouvertures sont nécessaires, qui entretiennent des courants d'air. Or, c'est précisément dans ces ateliers qu'on demande aux ouvriers les efforts physiques les plus considérables. Devant le four à réchauffer, à la chaleur du lingot, la transpiration se produit. Pour être plus à l'aise, le vêtement devient de plus en plus léger et, en même temps, les causes possibles de refroidissement se multiplient.

La marche très intensive de quelques heures suffit à exagérer la fatigue et à diminuer l'état de résistance de l'organisme. Pendant la durée de l'arrêt succédant à celle-ci, l'ouvrier prend exceptionnellement la précaution de se vêtir. Fréquemment, on voit, à ce moment, s'il fait chaud, l'équipe groupée devant une porte, s'exposant à un courant d'air frais qui semble bienfaisant, et, s'il fait froid, les ouvriers se porter au voisinage d'un four. Cette mauvaise hygiène ne peut avoir que des résultats funestes pour l'appareil respiratoire.

Il est bien évident qu'un poste de commande qui, dans un atelier de laminoirs, fixe la vitesse de passage des lingots, de manière à laisser entre chaque lingot un intervalle de repos d'une durée constante, a pour effet : d'une part, de s'opposer au coup de collier, à l'effort considérable qui provoque une abondante sudation, et, d'autre part, de diminuer les

(1) La plupart des stations centrales des usines métallurgiques lorraines sont reliées à un secteur électrique : « La Sidérurgie Lorraine », qui achète le courant produit en excédent et qui, en cas de besoin, peut également en débiter aux usines.

(2) Dans une note publiée au *Bulletin de l'Inspection du Travail* de 1925, nous avons signalé cinq accidents, dont un occasionna la mort de deux ouvriers et l'intoxication grave de quatre autres ouvriers et d'un ingénieur, qui furent la conséquence de soulèvements de clapets.

Le 14 septembre 1927, à l'usine de M..., un ouvrier fut encore intoxiqué mortellement, pendant qu'il lutait, au moyen de terre glaise, une fuite résultant d'un soulèvement de clapet.

graves refroidissements prolongés, puisque l'organisme a été soumis à un effort limité et que la pause est devenue plus courte, mais plus fréquente.

Bien mieux que tous les appareils ingénieux, imaginés pour mesurer la fatigue, les ouvriers qui s'observent, tout comme les chefs ayant participé à l'exécution matérielle de travaux, ont pu enregistrer la fatigue intense éprouvée après chaque période de très dur labeur. Dans les ateliers, on constate même — c'est là une observation courante — que l'ouvrier ayant fourni son effort maximum dans la période de travail du matin est souvent incapable d'un effort moyen pendant la période de travail de l'après-midi.

Par le contrôle qu'elle exerce, le chronométrage pourrait-on dire, la signalisation, telle qu'elle est pratiquée à l'usine de la Marine, tend à éliminer tous les mouvements inutiles, notamment ceux susceptibles de provoquer le plus d'accidents. De même, les ouvriers d'une même équipe étant simultanément prévenus par les signaux sonores ou lumineux des manœuvres sur le point d'être effectuées sont en mesure de prévoir ce qui va se passer et de prendre leurs dispositions en vue d'éviter les accidents auxquels peut donner lieu la mise en marche d'un train de laminaires, le passage d'un pont-roulant, etc. Elle supprime les commandements à la voix, souvent mal compris au cours du laminage bruyant. Enfin, il n'est pas sans intérêt d'ajouter que l'appareil à projections et son écran peuvent être utilisés dans le but d'éveiller l'esprit préventif des ouvriers, comme cela se fait dans l'établissement dont il s'agit, en profitant des arrêts pour faire passer sur l'écran des formules brèves, rappelant des mesures de précaution à prendre, telles que :

Ne traversez pas les rouleaux en marche;

Mettez vos masques pour laminer;

Soyez prudents;

Un peu d'attention suffit à éviter bien des accidents.

Il aurait été intéressant de montrer, au moyen d'états comparatifs, la diminution du nombre de journées de travail perdues pour cause d'accidents ou de maladies due à la signalisation. Malheureusement, nous ne pouvons disposer de termes de comparaison probants, car, d'une part, la méthode a été mise en application au fur et à mesure de la remise en marche des services et, d'autre part, l'effectif du personnel s'est accru dans la proportion de 1 à 3 1/2 de 1920 à 1927.

M. Brun, qui estime toutefois que les chiffres ci-après ne doivent pas être généralisés, aurait constaté, au cours de ses premières expériences, en 1917, que la régularité dans le travail, en adaptant de mieux en mieux l'ouvrier, avait permis de diminuer les heures perdues par suite d'accidents dans le rapport de 4 à 1. Des résultats à peu près identiques auraient été obtenus en ce qui regarde les heures perdues pour cause de maladie.

Les seuls termes de comparaison dont nous disposons ont été établis par le chef de service des fours à coke de l'usine. Il s'agit de relevés d'absences, d'une part, pendant les mois de mars, avril et mai 1924, avant l'emploi de la signalisation dans ce service; d'autre part, pendant les mois de juillet, août, septembre 1924 et février, mars, avril 1925.

	NOMBRE de blessures dans le mois.	JOURNÉES D'ABSENCE	
		pour blessures.	pour maladies.
		p. 100.	p. 100.
Mars 1924.....	4	1,3	2,3
Avril 1924.....	6	1,6	2,0
Mai 1924.....	3	1,4	2,3
Moyenne.....	4,33	1,43	2,15

	NOMBRE de blessures dans le mois.	JOURNÉES D'ABSENCE	
		pour blessures.	pour maladies.
		p. 100.	p. 100.
Juin 1924	7	1,935	7
Juillet 1924	4	0,265	0,9
Août 1924	3	1,77	0,6
Septembre 1924	1	0,8	0,6
Février 1925	6	2,1	4,1
Mars 1925	6	1,3	2,2
Avril 1925	4	1,8	0,5
MOYENNE	4	1,39	1,35

On ne peut tirer du tableau précédent aucune certitude quant à la diminution des accidents, dont le nombre est passé de 4,33 à 4 par mois, avec un pourcentage de journées d'absence pour blessures de 1,43 à 1,39, ni de la diminution du pourcentage de journées d'absence pour maladies passé de 2,15 à 1,35, car, non seulement, on compare des mois différents et en nombres inégaux, mais, de plus, au début de 1925, on employait, en supplément, des ouvriers inexpérimentés dans le travail des cokeries.

CONCLUSION.

Certes, nous ne méconnaissons pas que, dans l'industrie de la grosse métallurgie, la marche d'une usine est conditionnée avant tout par la puissance de l'outillage dont on dispose; mais nous restons persuadé que, pour obtenir le meilleur rendement des machines, il faut d'abord les mieux connaître, afin de ne pas demander aux ouvriers qui les dirigent des efforts disproportionnés avec les résultats à obtenir. Le système de signalisation que nous venons de décrire tend précisément à améliorer les conditions de travail, sans diminuer la production, bien au contraire. C'est pourquoi, l'organisation méthodique du travail dans la métallurgie, en ce qui regarde le facteur humain, n'apparaissant pas impossible à réaliser malgré l'importance des éléments à discipliner (coordination de la marche des services), il serait désirable que cet exemple pût susciter parmi les métallurgistes la volonté de rechercher et d'appliquer des méthodes de travail de plus en plus rationnelles, permettant d'améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité des travailleurs, tout en leur épargnant des fatigues excessives.

NOTE

SUR UN DISPOSITIF GUIDE-NAVETTE

POUR MÉTIER À TISSER

PAR M. H. BARET, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL à SAINT-ETIENNE.

Afin de protéger le personnel contre le saut des navettes qui dévient de leur course normale, on munit les métiers à tisser de pare-navettes constitués par des grillages de toile métallique ou des filets de corde. Ces dispo-

sitifs ne jouent un rôle efficace que si la navette est retenue par le grillage ou le filet, ce qui est problématique; il importe que leurs dimensions ne soient pas trop restreintes. Le pare-navettes est encombrant, l'ouvrière le déplace si elle est gênée, il est peu pratique et inesthétique.

Le saut de la navette est un accident rare si le métier est bien réglé; ce n'est pas le cas des petits tissages qui s'installent souvent sans un gareur professionnel.

Les coups de navette sont faciles à constater par le relevé des points d'impact sur les filets, les grilles, les murs. Les baies vitrées situées dans le plan des battants doivent être grillagées.

Au lieu de cueillir la navette déviée de son parcours, le guide-navette la renvoie dans sa boîte. Il joue le rôle d'organe préventif de l'accident et non d'appareil protecteur. Le dispositif que M. Marius Martin, tisseur à Bourg-Argental (Loire) a fait breveter est essentiellement constitué par des règles de guidage disposées parallèlement à la traverse supérieure du battant, et au peigne appelé *ros* en terme de métier. Ces règles sont assujetties en position, relativement l'une à l'autre, par suite de leur fixation sur des flasques latéraux, lesquels sont montés sur des ferrures appartenant aux poignées du battant; ces flasques étant disposés de manière qu'ils puissent être soit rapprochés ou éloignés du *ros*, soit déplacés angulairement par rapport aux ferrures qui les portent.

Sur le dessin, la figure 1 est une coupe verticale.

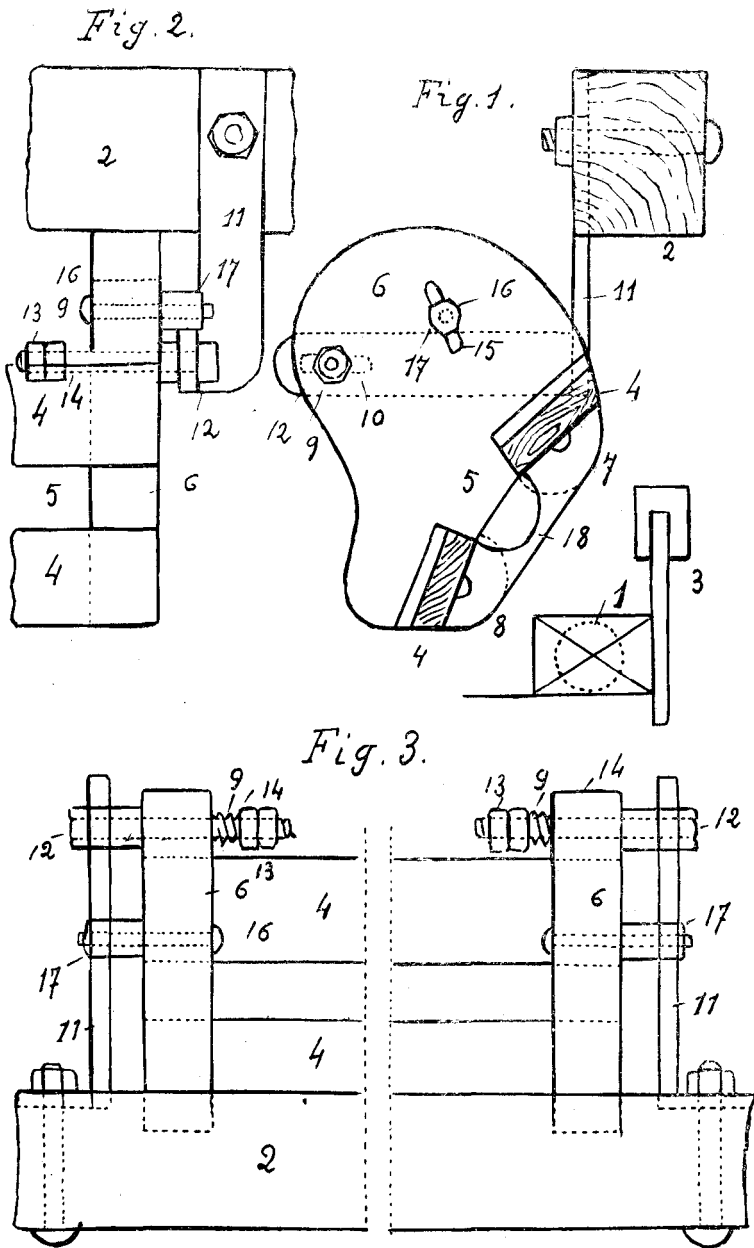
La figure 2 en est une vue de profil.

La figure 3 est une vue de face.

Le dispositif est destiné à maintenir la navette 1 dans sa direction normale de déplacement. Dans ce but on réalise une garde qui s'étend parallèlement à la traverse supérieur du battant 2 et au *ros* 3, cette garde étant établie de manière à former, en combinaison, avec le *ros* 3 et la chaîne, une sorte de couloir dans lequel évolue la navette 1 et hors duquel elle ne peut sortir.

Pratiquement, cette garde est formée par un certain nombre de règles 4 (deux, de préférence) constituée par des liteaux en bois. Ces règles 4 sont disposées parallèlement, à un certain intervalle l'une et l'autre; la largeur de cet intervalle 5 étant, toutefois de largeur inférieure à celle de la navette 1 de manière à parer à tout échappement fortuit de cette dernière. Ces règles 4 sont assujetties à leurs extrémités sur des flasques latéraux 6; des entretoises les réunissent étant également disposés de place en place, de façon à maintenir leur écartement constant. Ces flasques latéraux 6 sont conformés de manière que les plans des règles 4, qui se fixent sur eux, fassent entre eux un angle obtus. On réalise ainsi une garde à surface polygonale, dont les arêtes supérieure et inférieure ne ménagent entre le *ros* 3 et la chaîne que les intervalles 7, 8, de largeur suffisante pour donner issue à la navette 1.

Pour son montage, chacun des flasques 6 de cette garde s'engage sur un boulon de fixation 9 qui se règle d'autre part, dans une mortaise oblongue 10, pratiquée sur la branche horizontale d'une ferrure d'équerre 11. Ce boulon 9 se fixe, en position convenable, dans cette mortaise 10 au moyen de l'écrou 12. A son extrémité, des écrous 13 forment butée, de position réglable, pour un ressort 14 s'épaulant, d'autre part, au fond d'un logement pratiqué dans la face correspondante du flasque 6. Ce dernier possède également une rainure segmentaire 15 dont l'axe est confondu



Dispositif guide-navette pour métier à tisser.

Fig. 1 : Coupe verticale. — Fig. 2 : Vue de profil. — Fig. 3 : Vue de face.

avec celui du boulon. Dans cette rainure 15 peut être assujéti, en position réglable, un boulon 16 dont l'écrou cylindrique 17 repose sur le bord supé-

rieur de la branche horizontale de la ferrure 11. La branche verticale de **chacune de ces dernières** est fixée sur les poignées du battant 2.

L'ensemble de ces dispositions permet donc :

1° En déplaçant le boulon 9 dans la mortaise horizontale 10 de la ferrure 11, de rapprocher ou d'éloigner la garde du chemin que parcourt la navette 1;

2° En déplaçant le boulon 16 dans la mortaise segmentaire 15, de produire les déplacements angulaires de la garde autour de l'axe des boulons 9, ce qui détermine son élévation ou son abaissement relativement à la navette 1, ainsi que son inclinaison par rapport à cette dernière.

En plus des dispositions qui précèdent, la garde comporte à ses extrémités, un guide destiné à conduire la navette 1 pour sa rentrée dans la boîte. Ce guide est formé par une paroi cylindrique dont les génératrices sont indiquées par rapport à la direction que suit la navette 1, de sorte que cette dernière peut glisser le long de la surface de guidage ainsi réalisée. Chaque guide est constitué par une tôle découpée en forme d'Y. Cette tôle est cambrée et elle est assujettie en position en fixant les extrémités des branches obliques sur les liteaux 4 constituant la garde. La troisième branche étant fixée sur le bord correspondant du flasque 6, contre lesdits liteaux 4.

Le système décrit assure une protection efficace, il ne nécessite l'emploi d'aucun lubrifiant, ce qui évite les maculatures du tissu. Enfin, il suffit de le soulever légèrement pour passer les fils manquants, de sorte qu'il n'apporte aucune entrave au travail du métier.

RÉSUMÉ.

Le dispositif de pare-navette pour métier à tisser de M. Marius Martin à Bourg-Argental est caractérisé en ce que :

a. On dispose, parallèlement à la direction des déplacements de la navette 2, une garde qui, en combinaison avec la chaîne et le ros 3, forme un couloir où évolue ladite navette;

b. La garde est constituée par deux règles parallèles 4, qui réservent d'une part entre elles, d'autre part entre les règles extrêmes, la chaîne et le ros, des passages dont les largeurs sont inférieures à l'épaisseur de la navette;

c. Les règles, qui forment les faces d'une surface polygonale, sont assujetties, par leurs extrémités, sur des flasques verticaux 6, ces derniers étant réglables horizontalement et angulairement par rapport à la traverse supérieure du battant qui les porte;

d. Le battant 2 porte deux ferrures d'équerre dont les branches horizontales possèdent des rainures oblongues recevant les boulons de fixation, de positions réglables, sur lesquels les flasques de la garde sont appliqués élastiquement; ces flasques comportent, en outre, des rainures segmentaires, dont le centre est sur l'axe du boulon de fixation correspondant et dans lesquelles pénètre un boulon, dont la position peut être modifiée

à volonté et dont la tête repose sur le bord supérieur de la branche horizontale de la ferrure en équerre;

e. La garde possède, à chacune de ses extrémités, des taquets de renvoi conduisant la navette vers sa boîte, ces taquets étant formés par des tôles, en forme d'Y, qui sont cambrées pour former une surface cylindrique et dont les branches se fixent sur les règles, ainsi que sur les bords du flasque correspondant.

NOTE

SUR

LE DÉPOUSSIÉRAGE

D'UNE FABRIQUE DE CIMENT PORTLAND ARTIFICIEL

PAR LA PRÉCIPITATION ÉLECTRIQUE

PAR M. J. BARET, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL A CASTRES.

Dans une note parue au *Bulletin de l'Inspection du Travail* (¹), je signalais ce qu'avait fait la Société des chaux et ciments du Languedoc dans ses usines de Ranteil, près d'Albi, pour améliorer les conditions d'hygiène du travail de ses ouvriers. J'indiquais que dans la construction des usines les derniers perfectionnements avaient été apportés; que la société s'était attachée à soigner particulièrement l'installation du dépoussiérage par ventilation aspirante, principalement au concassage du calcaire, au séchage du mélange argile-calcaire-oxyde de fer, au broyage de la matière crue, au broyage des masses cuites; qu'elle avait créé une équipe spéciale chargée de visiter régulièrement les appareils mécaniques, de s'assurer fréquemment du bon état des canalisations, de contrôler l'application des instructions données au personnel en vue d'éviter les manipulations inutiles, de veiller à ce que la fermeture des regards placés sur les machines et les conduits d'évacuation soit toujours effectuée. Et je concluais que par la substitution du travail mécanique au travail à la main, par la simplification des appareils mécaniques, par la réalisation d'installations rationnelles, par l'adoption du four vertical à cheminée plongeante, système Candlot, les établissements de Ranteil avaient obtenu la suppression presque totale des poussières, des gaz et des fumées.

Cette situation, très favorable au début de la fabrication, ne tarda pas cependant à se modifier. Sous l'influence de causes diverses : augmentation du simple au double de la production, accumulation des poussières dans les canalisations, détérioration rapide des conduits d'évacuation, etc., l'installation du dépoussiérage devint insuffisante et en peu de temps complètement inefficace.

La Société des chaux et ciments du Languedoc, que cette question d'évacuation des poussières préoccupait à juste titre, apporta bien quelques

(¹) *Bulletin de l'Inspection du Travail*, 1923, p. 180.

modifications à ses installations, en rendant notamment absolument étanches les transporteurs mécaniques à secousses, mais il n'en résulta aucune amélioration sensible.

De plus, non seulement elle était talonnée par le Service de l'Inspection du Travail, qui se faisait de plus en plus pressant pour obtenir l'assainissement des ateliers de fabrication, mais elle se trouvait encore en présence d'une autre difficulté provenant de l'intervention de l'inspection des établissements classés, qui insistait, elle aussi, pour la suppression de l'évacuation des poussières dans l'atmosphère et de leur déversement journalier sur le voisinage.

La direction des usines de Ranteil avait donc un double problème à résoudre, qu'elle ne pouvait plus éluder : pas de poussières à l'intérieur des locaux de travail, pas de poussières, ni de fumées à l'extérieur.

Aussi bien, la captation des poussières par aspiration mécanique s'étant montrée à l'usage pratiquement sans effet, malgré d'importantes dépenses d'entretien qui ne suffirent pas à éviter l'usure excessive des pièces mécaniques et des canalisations en contact avec les poussières de ciment éminemment abrasives, il était inutile de persister dans cette voie. Et les autres moyens connus pour déterminer la précipitation des poussières : emploi de l'eau pulvérisée, emploi de tissus filtrants, appareils dans lesquels on utilise la force centrifuge, etc., étaient pareillement inemployables, en raison de la nature et de l'abondance des poussières.

La Société du Languedoc n'avait donc plus que la ressource de recourir au procédé de filtration électro-statique haute tension. C'est ce qu'elle fit, non sans quelques hésitations bien compréhensibles étant donné le coût d'une installation de dépoussiérage électrique; elle s'adressa, à cet effet, à une maison spécialisée.

Ce procédé est appliqué, en France, depuis plusieurs années pour récupérer les poussières de nature et de valeurs diverses. De nombreuses applications en ont été faites dans différentes industries chimiques (la récupération de vésicules d'acide sulfurique contenues dans les gaz avant filtration, de l'acide phosphorique), dans les industries métallurgiques (oxyde de plomb, d'étain, de cuivre, d'aluminium, poussières de grillage de pyrite), dans les industries diverses (noir de fumée, cendres, sel de potasse, talc, phosphates). Mais, à ma connaissance, à part les usines de Ranteil, aucune installation de ce genre ne fonctionne encore dans les fabriques de ciments⁽¹⁾.

Le principe de la précipitation électrique des poussières dérive du phénomène connu du déplacement, dans un champ électrique créé à cet effet, d'une particule chargée d'électricité⁽²⁾.

Un précipitateur électrique comprend :

- a. Une série de pointes émettrices qui, dans l'obscurité, manifestent cette émission par les lueurs violacées qui en émanent;
- b. Une ou plusieurs surfaces de dépôt de poussières qui, dans la pratique, sont constituées par des groupes d'électrodes parallèles ou concentriques chargées à des potentiels différents et créant entre elles un champ électrique.

Pratiquement, les pointes émettrices sont formées de tiges métalliques étirées à arêtes vives, ou de simples fils fins.

⁽¹⁾ Deux autres installations du même procédé sont en cours de montage à Beaumont-sur-Oise et à Hagondange. Elles fonctionneront vraisemblablement à brève échéance.

⁽²⁾ Voir note sur la purification par l'électricité des gaz industriels rejetés dans l'atmosphère, par M. Doidic, dans *Bulletin de l'Inspection du Travail*, 1923, p. 219.

Le filtre électrique à poussières est, en résumé, composé soit de faisceaux tubulaires disposés verticalement dans une chambre rectangulaire, soit de plaques parallèles.

Il est alimenté par un groupe électrique producteur de courant redressé haute tension, capable d'élever à 50.000 ou 100.000 volts le courant primaire alternatif dont dispose en général l'industriel chez lequel est réalisée l'installation.

La haute tension négative est mise continuellement en relation avec les électrodes émissives de l'appareil de précipitation proprement dit et la haute tension positive est mise à la terre.

Ainsi succinctement rappelé, voyons dans quelles conditions le principe de l'appareil de précipitation a été appliqué dans les usines de Ranteil.

On sait que dans une fabrique de ciment Portland artificiel trois opérations déterminent surtout une abondante et fine poussière : le séchage du mélange argile-calcaire-oxyde de fer, le broyage de la matière crue, le broyage des masses cuites.

C'est dans chacune de ces trois parties distinctes de l'établissement que la filtration électrique a été réalisée. Les trois installations étant identiques, il suffit donc de décrire l'une d'elles, celle qui a été appliquée au cas des deux séchoirs, par exemple, pour avoir une idée d'ensemble du fonctionnement de l'appareil de dépoussiérage.

Les deux séchoirs sont mis séparément en communication avec une ventilation aspirante énergique qui prend les poussières au point même de leur formation. Une partie de ces poussières est recueillie dans un cyclone intercalé entre les séchoirs et la chambre de précipitation; l'autre arrive dans cette chambre⁽¹⁾.

Le courant gazeux s'y détend, puis passe entre les électrodes perpendiculairement au champ qui existe entre les électrodes émissives et les parois de dépôt, d'un bout à l'autre du filtre électrique, en s'élevant verticalement de bas en haut.

Les poussières, chargées électriquement par l'ionisation des électrodes émissives, sont soumises à l'action du champ électrique et s'éloignent de plus en plus de l'axe du tube jusqu'à ce qu'elles viennent frapper sa paroi.

A ce moment, les poussières perdent leurs charges électriques et un simple ébranlement de cette paroi suffit à les en détacher. Elles tombent alors dans une trémie placée à la partie inférieure de l'appareil de précipitation d'où elles sont retirées et ensachées.

Le courant gazeux ainsi dépoussiéré est évacué à l'extérieur au moyen d'une cheminée surmontant la chambre de précipitation.

J'ai vu fonctionner les appareils de dépoussiérage de Ranteil, et qui connaissait à quel point les conditions d'hygiène et de salubrité étaient devenues défectueuses dans cette fabrique de ciment Portland artificiel, reste absolument émerveillé en présence des résultats surprenants qui ont été obtenus dans le domaine de l'assainissement des ateliers de fabrication. Plus la moindre trace de poussières, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des usines. Ainsi, le double problème qu'avait à résoudre la Société des chaux et ciments du Languedoc a reçu une heureuse solution.

Le prix d'une telle installation de dépoussiérage par précipitation électrique est certes, élevé. Mais si l'on songe que les usines de Ranteil perdaient journellement en poussières plus de cinq tonnes de ciment, que 98 p. 100 de ces poussières, dont la valeur est loin d'être négligeable, sont désormais récupérées, on imagine aisément que le capital engagé dans l'installation sera amorti en un temps relativement court.

(¹) A l'inverse de ce qui se passe dans les deux autres installations, la chambre de précipitation est mise ici en dépression, car les gaz poussiéreux étant encore chauds on n'a pas à craindre de condensation.

NOTE

RELATIVE À DES PHÉNOMÈNES ÉLECTRO-STATIQUES

CAUSES D'INCENDIES DES HYDROCARBURES LIQUIDES

PAR M. P. BELLON, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL A MARSEILLE.

Le développement considérable, au cours de ces dernières années, des industries faisant emploi du pétrole et de l'essence, et tout particulièrement de l'automobilisme et de l'aviation, a nécessité le stockage, l'emmagasinement et le transport de quantités de plus en plus importantes de ces hydrocarbures. La plupart des dangers qui se présentent dans leurs manipulations, tout particulièrement de ceux qui ont un point d'éclair relativement peu élevé, sont bien connus de tous. La réglementation spéciale les concernant a assurément contribué pour beaucoup à la mise en pratique de précautions particulières en vue de limiter les risques d'explosion et d'incendie par des corps en ignition, par des étincelles que peuvent provoquer les courants électriques industriels ou destinés à l'éclairage; mais il existe d'autres causes d'explosion ou d'incendie, ayant déjà provoqué de graves sinistres, qui n'ont pas toujours suffisamment attiré l'attention, même des spécialistes; nous voulons parler des phénomènes électro-statiques qui se produisent dans les manipulations, transvasements et transports de l'essence et du pétrole.

On se rend immédiatement compte combien la question est d'importance : de nombreux incendies de réservoirs contenant des quantités importantes de ces hydrocarbures ont été enregistrés dans plusieurs pays, et il semble bien démontré aujourd'hui que l'on doive, pour plusieurs, en attribuer la cause à des décharges disruptives de l'électricité statique.

La présente note nous a été suggérée par un important incendie survenu récemment dans un grand entrepôt de pétrole et d'essence de Port-de-Bouc, dans les circonstances que nous allons indiquer :

Le 3 août 1928, dans l'après-midi, on procédait au déchargement de la cargaison de pétrole d'un vapeur amarré le long d'un appontement du port. La qualité de pétrole transporté était celle qui est désignée sous l'appellation « pétrole lampant de luxe » (densité d'environ 0,800 à 0,810, point d'éclair = 50 à 52° C.).

L'opération s'effectuait par « les moyens du bord », c'est-à-dire qu'une pompe aspirante et refoulante du navire transporteur, fonctionnant par la vapeur produite dans une de ses chaudières, aspirait le pétrole dans les « tanks » pour le refouler dans les réservoirs spéciaux de l'entrepôt. Cet entrepôt, exploité par la dame veuve L. B..., est très important : il comprend de nombreux réservoirs de pétrole et d'essence, ainsi que de grands magasins et ateliers où l'on procède au remplissage des récipients, de diverses contenances, livrés à la clientèle. Il n'occupe pas moins de 300 personnes des deux sexes. Les grands réservoirs de pétrole étaient au nombre de quatre. Ils étaient installés sur le terre-plein du port, isolés des autres parties de l'entrepôt par un mur de clôture entourant complètement leur emplacement, de forme carrée, mesurant 30 mètres de côté. Chacun de ces réservoirs ou tanks, de forme cylindrique, placé verticalement, mesurait 11 mètres de diamètre et 6 m. 70 de hauteur. Ils étaient

construits en forte tôle d'acier doux et reposaient simplement sur une construction en pierres maçonnées, sans aucune précaution spéciale en vue d'assurer leur bonne conductibilité électrique avec la terre. En partant du navire en déchargement, la canalisation de refoulement comprenait d'abord un tuyau flexible, en caoutchouc, se raccordant, d'une part, avec le tuyautage de la pompe et, d'autre part, avec la canalisation en fer, fixée à demeure, appartenant à l'entrepôt. Le tuyau principal mesurait un diamètre de 20 centimètres intérieurement; il se ramifiait par des branchements de 12 centimètres de diamètre intérieur raccordés à la partie inférieure de chaque réservoir à pétrole. Le remplissage de tous ces réservoirs s'effectuait donc par le bas.

On avait commencé par refouler le pétrole dans deux tanks réunis ensemble par la canalisation de 12 centimètres. Les deux autres réservoirs n'étaient pas entièrement vides : ils contenaient encore plusieurs mètres cubes de pétrole. On peut estimer que le pétrole refoulé dans la canalisation principale y circulait avec une vitesse de près de 2 mètres par seconde.

Vers 6 heures 1/2 du soir, c'est-à-dire peu de temps après le commencement de l'opération du remplissage des deux tanks, une forte détonation fut entendue par les ouvriers et par le directeur. Celui-ci accourut immédiatement vers l'entrepôt. Le dôme ou calotte, de forme sphérique, du tank n° 1, en chargement, avait été arraché par la déflagration des gaz : la déchirure de la tôle s'était opérée suivant la ligne des rivets la raccordant avec la partie cylindrique. Il avait été projeté sur le côté du réservoir. Le pétrole qui venait de lui être envoyé par pompage avait immédiatement pris feu après l'explosion. Les secours locaux, d'abord, arrivèrent de suite. Puis on demanda l'aide des sapeurs-pompiers des Martigues, du camp d'aviation d'Istres, de Marseille; le bateau-pompe de ce port s'y rendit également. Malgré les puissants moyens d'action pour engager la lutte contre l'incendie, les trois autres tanks de l'enclos explosèrent et prirent feu successivement. Un bâtiment voisin, dans lequel s'effectuait le remplissage de bidons de pétrole (bidons de 5 litres) fut entièrement détruit : on ne réussit à sauver qu'un certain nombre de bidons venant d'être remplis.

On dut se borner à préserver les autres bâtiments, ateliers et réservoirs de l'entrepôt, c'est-à-dire ceux qui renfermaient des essences particulièrement inflammables (liquides inflammables de la première catégorie, d'après la nomenclature des établissements classés).

La quantité de pétrole qui a été détruite par cet incendie est d'au moins 400.000 litres. Il est heureux de n'avoir à enregistrer aucun accident de personnes.

Appelé à enquêter sur les circonstances de ce sinistre, survenu dans un établissement rangé dans la première classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, nous dûmes, après une étude approfondie de la question, écarter toutes les hypothèses envisagées par la direction.

La cheminée du générateur de vapeur du bateau pétrolier, située à 150 mètres environ, à vol d'oiseau, du tank ayant explosé le premier, n'a pu envoyer une particule charbonneuse qui se serait maintenue en ignition sur un aussi long parcours : en tenant compte de la vitesse du vent au moment de l'explosion, cela supposerait près de trente secondes pour atteindre le but. En outre, les gaz se dégageant dans l'air à la partie supérieure du tank en remplissage n'étaient assurément plus inflammables à leur sortie, tout au moins par un corps incandescent. Peut-on envisager des phénomènes de catalyse ou d'inflammation spontanée par des matières grasses ? Rien ne permet de telles suppositions.

Nous ajouterons que la chaudière à vapeur de l'entrepôt avait ses feux éteints.

Il ne reste que l'hypothèse de phénomènes électro-statiques, se produisant par le frottement du pétrole circulant dans les canalisations.

Le pétrole pompé dans les réservoirs du navire était refoulé dans les tuyaux avec une vitesse relativement grande, comme nous l'avons indiqué; ce qui avait pour effet, d'une part, de provoquer des charges importantes d'électricité dans ce liquide non conducteur et, en outre, de faire bouillonner, de produire une agitation plus ou moins vive, tumultueuse, du pétrole dans les tanks en remplissage. Il a dû alors se produire ceci : en supposant que l'électricité de même nom que celle qui était transportée par le pétrole ait pu se dégager dans le sol, des éclaboussures de liquide en choquant contre les parois intérieures, dont des plages étaient à un potentiel élevé, ont provoqué une étincelle disruptive par combinaison des électricités de nom contraire; le tank formait en quelque sorte cylindre de Faraday. Donc, sa face interne possédait une charge par électro-influence qui était égale à la propre charge du pétrole reçu, et celle-ci s'accroissait sans cesse au fur et à mesure du remplissage du réservoir. Il y avait bien là, en effet, une réalisation de la multiplication de la charge électrique transportée par le pétrole, qui se trouvait électrisé par frottement dans les canalisations parcourues. Le frottement du liquide contre les parois du tank contribuait au surplus à le charger électriquement.

Il faut bien comprendre ceci : lorsque deux corps arrivent à frotter l'un sur l'autre, si l'un d'eux est non conducteur il emportera la presque totalité de la charge électrique, puisque celle-ci ne peut être conduite à travers le corps isolant. Par induction, la charge opposée sera aussi retenue sur la matière conductrice. Les charges peuvent ainsi se former jusqu'à ce qu'elles atteignent un tel potentiel que la résistance offerte par l'air de l'espace entre les supports des deux charges soit vaincue avec production d'une étincelle. Cette étincelle a une température élevée. Elle est le résultat de la séparation des éléments positifs et négatifs de l'atome par frottement, opération qui n'a pu se produire qu'avec une dépense d'énergie.

Ici, les phénomènes dynamiques dus à l'explosion ont été d'autant plus grands qu'au moment où elle s'est produite le réservoir n'était même pas rempli au quart. L'opération du remplissage des deux réservoirs n^{os} 1 et 2 avait commencé depuis peu de temps.

Des incendies de cette nature, précédés d'explosions, ont été déjà enregistrés dans des entrepôts d'hydrocarbures. Il faut tenir compte que, dans certaines circonstances, le pétrole n'expose pas moins à ce danger que les huiles plus légères. Il importe donc, au premier chef, de prendre des précautions toutes particulières en tenant compte de la cause envisagée, afin de prévenir de pareils sinistres. On peut bien dire qu'ici la sécurité ouvrière est tout autant intéressée que celle du voisinage, sans tenir compte des dégâts matériels, qui peuvent parfois atteindre une importance exceptionnelle.

L'incendie à Port-de-Bouc, survenant après d'autres de même nature, doit inciter les pouvoirs publics à exiger la mise en pratique de moyens propres à lutter contre l'accumulation de charges électro-statiques, soit dans les entrepôts d'hydrocarbures, soit encore quand ces liquides inflammables sont manipulés, transvasés ou transportés dans des citernes spéciales, tant par voie de terre que par voie de fer.

Il n'y a pas, en effet, que les opérations du transvasement des hydrocarbures qui offrent du danger par la production de phénomènes d'électricité statique, les opérations de transport du pétrole, ou de l'essence par simple camion-citerne doivent toujours être conduites en en tenant le plus grand compte.

L'exemple suivant nous paraît tout à fait topique :

Dans une grande société marseillaise approvisionnant d'essence et de pétrole une clientèle nombreuse et disséminée, le directeur eut un jour son attention mise en éveil par les conducteurs d'un camion citerne, ser-

vant au transport de l'essence, qui venaient lui déclarer que l'un d'eux avait reçu une secousse électrique en touchant le réservoir métallique contenant ce carburant. Se rendant de suite compte qu'il s'agissait là de charges électriques accumulées et de tout le danger que présentait cette électricité statique sur ce réservoir monté sur un châssis isolé du sol par les bandages en caoutchouc entourant les roues, il prit immédiatement la décision de faire fixer à l'essieu d'arrière une chaîne en fer, pendant librement et venant traîner constamment sur le sol pendant le parcours du véhicule et aussi dans les opérations de transvasement de l'essence ou du pétrole. En plus de cette précaution, lorsque le camion-citerne arrive chez le client pour lui livrer le carburant dont il a besoin, les meilleures dispositions sont prises afin d'assurer la mise à la terre non seulement du réservoir, mais encore de toutes les parties métalliques du tuyautage. Un fil conducteur relie le robinet de la citerne transporteuse à la buse du tuyau servant à l'écoulement du liquide. On évite ainsi toute accumulation de charge d'électricité statique.

Ce danger d'électrisation de corps non conducteurs par les phénomènes subséquents qui en résultent est tel qu'on est arrivé à recommander de ne pas filtrer l'essence à travers une peau de chamois ou du feutre; un tamis à mailles métalliques serrées doit seul être employé.

Dans certains pays, — et cela surprendra bon nombre d'automobilistes, — il existerait même une réglementation prohibitive de l'emploi de la peau de chamois ou du feutre pour cette opération du filtrage de l'essence.

Lorsqu'on fait usage de tuyaux en caoutchouc pour le transvasement des hydrocarbures, ils doivent toujours être terminés par des parties métalliques susceptibles de les maintenir constamment en contact électrique avec la terre.

Lorsqu'un récipient doit être rempli de pétrole, ou d'essence au moyen d'une manche en matière non conductrice d'électricité, il importe que l'extrémité de cette dernière soit constituée par une buse métallique, maintenue en contact avec le réservoir et couplée électriquement par un fil de cuivre avec le raccord métallique de l'autre extrémité. Les deux réservoirs, celui que l'on vide et celui qui est à remplir, doivent être constamment maintenus en bonne terre. Nous avons pu constater que cette pratique était suivie dans les importants entrepôts de la Société des huiles de pétrole, à Lavera, commune de Les Martigues (Bouches-du-Rhône).

Lorsqu'on doit soutirer certaines quantités d'essence au moyen de pompes et par l'intermédiaire de seaux, il importe d'éviter de se servir de seaux en bois. S'il est nécessaire de faire usage d'entonnoirs, ceux-ci doivent être maintenus en bon contact électrique avec le récipient récepteur, lequel doit toujours se trouver relié en bonne terre.

Richter recommande de n'employer que des chiffons de coton ou de lin, pour le nettoyage des parois des réservoirs d'essence ou de pétrole; des chiffons en fibres d'origine animale, emmagasinaient l'électricité positive et l'hydrocarbure, l'électricité négative.

Dans la réglementation actuellement en vigueur en matière d'établissements classés (dépôts de liquides inflammables), il semble bien que l'on se soit préoccupé de tout autre danger que celui que peuvent occasionner les phénomènes électro-statiques; en effet, on vise habituellement le mode d'éclairage par lampes électriques à incandescence, leur enveloppement, l'installation des conducteurs d'électricité en vue de prévenir les courts-circuits, l'emplacement des commutateurs et coupe-circuits, etc.; mais aucune prescription particulière ne concerne le danger des étincelles pouvant être produites par l'électricité statique engendrée par le frottement des hydrocarbures contre les parois des récipients ou des canalisations. Nous venons de voir que, dans ce frottement, il peut en

résulter des charges électriques à potentiel élevé, capables de produire des étincelles disruptives, à une température suffisante pour provoquer l'inflammation des vapeurs hydrocarburiques, ou faire détoner un mélange convenable de ces vapeurs avec l'air.

Toutes ces considérations nous ont conduit à formuler les recommandations suivantes, qui devraient être observées dans les manipulations, transports et emmagasinement tant de l'essence que du pétrole.

Pendant le remplissage d'essence ou de pétrole d'un camion-citerne, une chaîne métallique reliée à un piquet enfoncé dans le sol ou à une pièce métallique en bonne terre devra toujours être fixée aux robinets de la citerne et le tuyau de transvasement devra constamment demeurer en contact direct avec le métal au point de remplissage du récipient ou réservoir, de façon à faciliter l'écoulement dans le sol de toute charge d'électricité statique.

Tout auto-camion transportant un réservoir contenant de l'essence ou du pétrole devra être muni d'une chaîne reliée électriquement audit réservoir et traînant constamment sur le sol, en cours de route.

Les camions-citernes destinés à alimenter d'essence ou de pétrole les réservoirs des dépositaires devront être munis d'un tuyau agencé de telle manière que le contact soit toujours maintenu d'une façon parfaite entre le bec métallique de ce tuyau et la partie du raccord du réservoir utilisé pour son remplissage.

Pour toutes opérations de remplissage ou de vidage des réservoirs d'essence ou de pétrole, les tuyaux flexibles employés devront être entourés d'un fil conducteur d'électricité, raccordant le robinet du réservoir à la buse du tuyau, laquelle doit être en métal.

Lorsque la chaîne fixée au camion-citerne en vue d'assurer l'écoulement au sol du fluide électrique devra frotter soit sur l'asphalte, soit sur tout autre revêtement non conducteur de la chaussée, il sera préférable de compléter cette mesure de sécurité par la fixation, à la partie supérieure du réservoir, de pointes métalliques, toujours bien maintenues à l'abri de l'oxydation. Le métal de ce réservoir transporteur formant chambre de Faraday, la décharge d'électricité statique se produira lorsque le potentiel de la charge aura atteint une valeur déterminée. Ces pointes, devant être nombreuses, pourraient être implantées à la façon des filaments d'une brosse.

Nous ne devons pas perdre de vue que si le réservoir est entièrement lisse et isolé (ce qui est généralement la règle dans les camions-citernes), il accumulera la charge d'électricité statique jusqu'au moment où son potentiel permettra la production d'une étincelle dangereuse entre le corps du châssis du véhicule et n'importe quel conducteur voisin ou amené près de lui.

Dans l'opération du remplissage des réservoirs par du pétrole, de d'essence ou d'autres hydrocarbures, on devra observer les précautions les plus minutieuses, tout particulièrement pendant la saison chaude, afin que le liquide inflammable *circule lentement dans les canalisations et tuyautages* (*) et ne provoque, à son débouché dans le réservoir récepteur, une agitation tumultueuse, un clapotement, pouvant être la cause d'une étincelle électrique de décharge entre l'hydrocarbure emmagasiné et les parois du réservoir, étincelle capable de provoquer une explosion ou un incendie.

(*) Dans les installations où l'on se préoccupe beaucoup du danger des phénomènes électro-statiques, on s'attache à limiter entre 1 m. 50 et 1 m. 80 par seconde la vitesse de l'essence ou du pétrole dans les canalisations. Il faut tenir compte que la fluidité de ces huiles minérales est sensiblement égale à celle de l'eau (1 centi-poise, à 20° c.).

Avant de terminer cette courte note, nous ne saurions mieux faire que de reproduire ici de quelle manière la question a été résumée par MM. C. L. Naylor et H. E. Ramsey, de l'Atlantic Refining Company (voir p. 50, du numéro de mars 1924, revue *Petroleum World*) :

L'électricité statique est simplement un de ces phénomènes particuliers de la nature qui nous sont très communs, mais qui nous paraissent plus ou moins mystérieux. Sa présence, dans la manipulation des essences et autres hydrocarbures, n'a pas été comprise dans beaucoup de cas, et des incendies ont été attribués à d'autres causes qu'à des phénomènes qu'elle a produits. Si la plupart des incendies des huiles minérales légères n'ont pas toujours pu leur être imputés, il n'en est pas moins incontestable que, même dans les manipulations des huiles lourdes, on a pu les déceler.

Il est donc très important, au point de vue de la sécurité et du danger d'incendie, que dans les précautions à prendre avec n'importe quel hydrocarbure liquide, on reconnaisse l'électricité statique comme une cause importante de danger. Si nous ne pouvons pas toujours empêcher sa production, devons-nous, tout au moins, avoir recours à l'emploi de moyens dont l'efficacité est certaine pour prévenir tout danger d'explosion ou d'incendie.

NOTE

SUR

LA SÉCURITÉ DES CÂBLES MÉTALLIQUES

DANS LES APPAREILS DE LEVAGE

PAR M. P. BELLON, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, A MARSEILLE.

Au cours de ces dernières années, l'emploi des câbles métalliques s'est beaucoup répandu. On peut bien dire que, dans les appareils de levage, ils ont presque partout remplacé les chaînes.

On considère généralement que ce remplacement a grandement servi la sécurité : en effet, la surveillance des chaînes est relativement difficile à exercer, en raison des saletés qui les recouvrent souvent (matières grasses, poussières, cambouis, etc). On se trouve dans l'obligation, pour opérer une bonne vérification, de démonter les chaînes et de les passer au feu, même au risque d'altérer les soudures.

Les chaînes ont le grave défaut de ne pas prévenir avant de rompre. Nous pouvons conclure avec les auteurs qui ont traité de la question, que la chaîne est beaucoup plus dangereuse que le câble.

Mais il ne faudrait cependant pas croire que ce remplacement de la chaîne par le câble doit s'opérer sans tenir compte de certaines règles qui ont été bien précisées par les constructeurs et les spécialistes en la matière. Si l'on se préoccupe uniquement de la charge que, statiquement, le câble peut supporter en toute sécurité (par exemple, en se limitant au $1/6^e$ de la charge capable de provoquer la rupture), on s'expose à de graves mécomptes : il faut prendre en considération non pas seulement la tension de charge, mais encore ce que l'on nomme l'*effort d'incurvation* ou la *tension d'incurvation*. Cette tension d'incurvation, même avec des câbles en parfait état, peut provoquer des ruptures relativement brusques, la charge soulevée étant encore de beaucoup inférieure à la limite maximum prévue.

Il est utile à l'inspecteur du travail de pouvoir se rendre compte, lorsqu'il se trouve en présence d'un appareil de levage employant un câble en acier pour soulever la charge, de quelle manière la sécurité est assurée, en tenant compte de la charge limite inscrite sur l'appareil. En effet, aux termes de l'article 11 du décret du 10 juillet 1913, tout appareil de levage doit porter l'indication du maximum de poids qu'il peut soulever. Il faut donc qu'il puisse se livrer à une vérification de l'appareil dans le but de savoir si, en toute sécurité, il pourra bien manœuvrer la charge indiquée.

Pour cette vérification, il y a des formules pratiques que l'on trouve dans des ouvrages spéciaux et qui sont adoptées tant en France qu'à l'étranger; nous allons les faire connaître.

Si un câble métallique n'avait qu'à supporter la charge devant être soulevée, il pourrait résister un temps presque indéfini, en supposant l'effort de traction constant et égal à une fraction rationnelle de sa charge de rupture. Mais, dans un appareil de levage, tout câble métallique doit forcément s'enrouler sur une surface cylindrique, et l'on peut dire qu'un nombre déterminé de flexions sur un cylindre amène irrémédiablement la rupture des fils soumis à cette épreuve.

La principale cause de détérioration plus ou moins rapide des câbles métalliques réside dans les fréquents passages sur des tambours d'enroulement ou des poulies de renvoi.

Il est donc indispensable, dans le calcul d'un câble, de faire intervenir le rayon de son enroulement. Dans la pratique, on admet souvent la relation $D \geq 1.000 d$, et, pour les câbles à fils particulièrement fins, la relation similaire $D \geq 400 d$, où D représente le diamètre de l'enroulement (poulie, tambour), et d , le diamètre du fil élémentaire.

Mais, de telles formules, purement empiriques, ne sauraient donner aucune idée du taux de fatigue auquel le métal est soumis du fait de la flexion du câble.

Certains auteurs, Reuleaux en particulier, détermine le travail unitaire des fils entrant dans la composition d'un câble en appliquant simplement la formule de flexion plane, bien connue, admise pour une poutre et que nous rappelons :

$$R = \frac{E \cdot d}{D}$$

où

R = taux de travail,
 E = module d'élasticité,
 d = diamètre du fil,
 D = diamètre moyen d'enroulement.

Cette formule doit conduire à des résultats manifestement inexacts; en effet, elle implique que les axes des fils soient rectilignes dans la position du câble au repos. Mais, avec les fils d'un câble, on n'a pas des barres droites, mais bien des barres courbes. En général, les axes des fils constituent des hélices du second ordre, c'est-à-dire en chaque point l'axe d'un fil a un rayon de courbure variable et forme avec l'axe du câble un angle également variable d'un point à un autre.

D'autre part, la flexibilité d'un câble dépend non seulement de la grosseur des fils, mais aussi de leur assemblage, et particulièrement aussi du pas de l'hélice suivant laquelle les divers fils sont courbés (commettage). En outre, sous l'influence de la force de traction, les fils métalliques se serrent les uns contre les autres et contre les âmes, et des forces de frottement entrent en jeu.

Pour tenir compte de toutes ces objections, Bach a introduit dans la formule de Reuleaux un terme correctif.

Dans son ouvrage faisant autorité dans la question des câbles (Éléments de machines, leur calcul, leur construction), Bach arrive, en pro-

cédant par comparaison, à fixer à 3/8 le coefficient de correction à appliquer à la valeur de la tension d'incurvation donnée plus haut.

En conservant la notation de l'auteur, l'effort total pour un câble s'enroulant sur une surface cylindrique est dès lors :

$$K = \frac{T}{n \cdot \frac{\pi}{4} \cdot \delta^2} + \frac{3}{8} \frac{1}{\alpha} \cdot \frac{\delta}{D}$$

Dans cette formule :

T = force de traction agissant sur le câble,

δ = diamètre des fils isolés (en centimètres),

n = nombre de fils,

D = diamètre de la poulie ou du tambour (en centimètres),

α = coefficient d'extension du métal employé ⁽¹⁾.

Cette formule est très employée à l'étranger où, dans quelques pays, elle a reçu une consécration officielle. Elle est évidemment beaucoup plus avantageuse que celle de Reuleaux. Mais elle présente des conditions de sécurité minima, qu'il n'est pas permis de dépasser.

A titre d'indication, nous rappellerons la formule ci-après employée par certaines maisons de construction d'appareils de levage, et dans laquelle intervient précisément, non seulement la charge statique, mais une évaluation du travail d'incurvation :

$$\text{Rupture} \geq 4,5 \text{ à } 5 \times \left(P + 7,500 \cdot S \cdot \frac{d}{D} \right),$$

où :

P représente l'effort direct sur le câble;

S, la section en millimètres carrés;

d, le diamètre du fil en millimètres;

D, celui du tambour ou poulies de renvoi, en millimètres également.

Il faut tenir le plus grand compte de la perte de résistance à la rupture des fils après câblage. Cette perte ne doit pas dépasser en moyenne 3 à 5 p. 100 pour les câbles en fils d'acier fondu de résistance normale, c'est-à-dire de 140 à 160 kilos par millimètre carré, suivant le diamètre des fils et la composition des câbles. La loi suivante a pu être énoncée à la suite de nombreux essais :

Si on soumet un fil d'acier aux épreuves dites de flexion, la résistance de ce fil subit après un nombre très restreint de pliages sur mors de 5 à 10 millimètres de rayon une perte variant de 2 à 10 p. 100; la résistance du fil se maintient ensuite à peu près constante pendant toute la durée de l'épreuve de flexion, mais décroît rapidement au voisinage du nombre de pliages amenant la rupture.

Il ne suffit pas de prévoir de bonnes conditions de sécurité dans l'établissement d'un appareil de levage utilisant le câble métallique, mais il est très important de prendre des précautions tout d'abord lors de sa mise en place, puis en cours du service d'exploitation.

Il faut éviter la formation de boucles qui auraient pour conséquence de compromettre la solidité. Il faut supprimer tout effort de torsion dans le câble et lui imposer une légère tension entre les appareils d'enroulement et de déroulement.

⁽¹⁾ $\alpha = \frac{1}{2.150.000}$ pour les câbles en acier.

Le graissage fréquent des câbles animés de mouvements circulaires a pour but non seulement de protéger ceux-ci contre la rouille, mais d'augmenter leur souplesse et de diminuer leur usure, en facilitant le glissement des fils les uns sur les autres pendant les périodes d'incurvation.

Les câbles des appareils de levage doivent être soigneusement graissés dès leur mise en service, fréquemment pendant la première période de fonctionnement, et de temps en temps par la suite, de façon qu'une couche de graisse soit toujours apparente entre les torons ou les fils du câble.

Le danger des câbles métalliques, même dans les entreprises où ils sont l'objet d'une surveillance toute particulière, est parfois mis en évidence par de graves accidents de personnes. C'est ainsi qu'à la date du 13 septembre 1928, dans un chantier de débarquement d'un navire amarré dans un bassin du port de Marseille, la rupture d'un câble en acier d'une grue hydraulique a occasionné un grave accident multiple.

Voici dans quelles circonstances cet accident est survenu :

Vers deux heures du matin on procédait au déchargement du blé contenu dans les cales d'un vapeur. A un moment donné, le câble métallique destiné à soulever la benne de déchargement vint à se rompre presque subitement et, celle-ci pleine, retomba dans la cale où étaient occupés les ouvriers préposés à son remplissage. Un d'entre eux fût tué sur le coup; un autre décéda dans l'après-midi; un troisième fut atteint de très graves lésions qui entraîneront fatalement une impotence fonctionnelle permanente.

La grue cause de l'accident a une puissance de 1.250 kilos; elle est actionnée par de l'eau en pression. Le câble en acier qui s'est rompu était constitué par 6 torons de 37 fils chacun, entourant une âme en chanvre (âme centrale). Ces fils, en acier fondu, mesuraient 9/10^{es} de millimètre de diamètre. Ce câble avait été fourni par une très importante maison française, spécialisée dans la fabrication des câbles métalliques. La garantie du fabricant portait sur une résistance statique à la rupture de 14.000 kilos. Ce câble mesurant une section utile de :

$$\frac{\pi \times 0,9 \times 37 \times 6}{4} = 140 \text{ millimètres carrés.}$$

il s'ensuit que la charge de rupture garantie était d'environ 100 kilogrammes par millimètre carré de section utile.

Ledit câble s'enroulait sur 6 poulies mouflées (palan en 6); en outre, il passait dans la gorge de poulies de renvoi, en haut et en bas du palan et à la partie supérieure de la volée.

Toutes ces poulies avaient un diamètre de 45 centimètres.

Nous ferons remarquer que les câbles des appareils de levage de l'entreprise sont soigneusement et fréquemment visités; on n'hésite pas à les remplacer lorsque des traces d'usure se présentent ou quand il y a des fils rompus. Un registre est même tenu afin de connaître le nombre d'heures de travail pour chaque câble en service.

Appelé à enquêter sur les circonstances de cet accident multiple, nous avons reconnu que le câble métallique qui s'est rompu travaillait avec un coefficient de sécurité trop faible. La tension d'incurvation était trop élevée pour un câble de 20 millimètres de diamètre s'enroulant sur des poulies mouflées de 45 centimètres de diamètre.

En appliquant la formule de Bach, qui est la plus avantageuse pour l'exploitant, nous arrivons à un effort total de 2.457 kilos par centimètre carré, soit donc un travail du quart environ de la charge-limite capable d'amener la rupture.

Nous avons admis que la charge soulevée au moment de l'accident devait être d'environ 1.200 kilogrammes (d'après les renseignements recueillis au cours de notre enquête).

Prenons la formule :

$$(1) \quad \text{Rupture} \geq C \cdot \left(P + 7500 S \cdot \frac{d}{D} \right);$$

elle nous montre que, pour arriver à la rupture du câble, il suffit que C, coefficient de sécurité, atteigne 4,24.

Pour arriver seulement à un coefficient de sécurité compris entre 4,5 et 5, il aurait fallu, pour ce câble, prévoir des poulies de 54 centimètres de diamètre. Ce diamètre est celui qui est donné dans ce cas par des établissements fabriquant des câbles en acier pour appareils de levage.

La formule de Bach conduit, pour ce diamètre des poulies de 54 centimètres, à un coefficient voisin de 5. Il y a donc ici une concordance suffisante des deux formules.

Un coefficient de sécurité de 6, comme le prévoit l'article 6 du décret du 9 août 1925 pour les appareils de levage des chantiers du bâtiment et des travaux publics, n'aurait pu être obtenu que par des poulies du palan et de renvoi ayant 85 centimètres, selon la formule de Bach, et de 83,4 avec la formule empirique.

Comme on le voit, ces résultats sont très sensiblement conformes.

Il était donc important, dans le cas de la grue hydraulique ayant provoqué l'accident multiple du 13 septembre 1928, de diminuer l'effort d'incurvation du câble; pour cela, deux moyens se présentaient : faire usage d'un câble plus souple, c'est-à-dire dont les fils élémentaires auraient eu un plus faible diamètre, ou placer des poulies d'un plus grand diamètre pour recevoir le câble.

Nous ne saurions trop insister sur l'utilité qu'il y a au point de vue de la sécurité des câbles métalliques de toujours les faire travailler dans des conditions telles que la tension d'incurvation n'atteigne pas une valeur trop grande. Les formules généralement appliquées peuvent utilement renseigner sur la valeur de cet effort dans un appareil de levage faisant emploi du câble en acier. Nous estimons que cette question est d'importance, surtout si nous prenons en considération le grand développement dans l'emploi desdits câbles pour les appareils de levage en général. Nous sommes d'avis qu'une réglementation concernant ces appareils devrait limiter l'effort total d'un câble en service, en tenant compte non seulement des efforts statiques, mais encore de la tension d'incurvation due à l'enroulement de ce câble autour d'un tambour de treuil ou autour d'une poulie quelconque.

NOTE

SUR

UN PROCÉDÉ D'ÉLIMINATION DE L'HYDROGÈNE SULFURÉ

DANS L'INDUSTRIE DU CAOUTCHOUC

PAR M. A. CHARDIN, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL A BESANÇON.

Le décret du 10 juillet 1913, qui est le statut général de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, dit, en son article 7, que « pour les industries désignées par arrêté ministériel après avis du Comité consultatif des

Arts et Manufactures, les gaz incommodes et insalubres et les poussières seront condensés ou détruits ».

Un tel texte donne la possibilité d'éviter des conflits entre la réglementation qui protège les ouvriers dans leur travail et celle qui protège le public autour des usines; en vertu de la première, en effet, l'inspection du travail oblige les industriels à évacuer hors des locaux de travail les gaz nuisibles et les poussières, alors qu'en vertu de la seconde un autre service interdit à ces mêmes industriels de répandre hors de leurs usines des résidus susceptibles de porter atteinte à la santé ou même à la simple commodité des voisins. Si ces résidus, par transformation, condensation, pouvaient perdre leurs propriétés nuisibles au moment même où ils viennent d'être retirés des locaux de travail, les deux questions, hygiène des travailleurs et hygiène publique, seraient résolues à la satisfaction générale.

Aucun arrêté ministériel n'a encore été pris en vertu de l'article de règlement que nous venons de citer; cela tient à ce qu'il n'existe encore que peu de moyens pratiques de condenser ou de détruire dans le sens voulu les résidus industriels.

Dans cet ordre d'idées, nous venons de constater une innovation qui paraît être très heureuse; il s'agit de la destruction de l'hydrogène sulfuré à la fabrique d'ébonite de MM. Paul Jeantet et Cie, à Sainte-Claude (Jura). Depuis la création de cette usine, qui remonte à une vingtaine d'années, l'atmosphère de la ville était souillée par les résidus sulfurés gazeux provenant de la cuisson du caoutchouc, et la population était continuellement incommodée par une odeur insupportable, qui laissait aussi un souvenir déplorable aux touristes qui viennent nombreux pour admirer la curieuse et pittoresque ville de Saint-Claude. MM. Paul Jeantet et Cie se sont mis à la recherche d'un procédé susceptible, sinon de supprimer, du moins d'atténuer sensiblement ces inconvénients et ils ont réussi à mettre au point dans le domaine pratique un dispositif de désodorisation qui fonctionne depuis un an dans l'usine de façon satisfaisante. Ces industriels nous ont obligeamment montré ce dispositif dans tous ses détails et ont bien voulu nous autoriser à le décrire dans la présente note. Nous les en remercions vivement.

Nous n'entrerons pas ici dans les détails de la fabrication de l'ébonite; il nous suffira de dire que les réactions qui interviennent entre les matières (caoutchouc et soufre) mises en présence sous pression de vapeur d'eau dans des autoclaves donnent, par journée de travail, environ de 50 à 70 kilogrammes d'hydrogène sulfuré⁽¹⁾ qui est évacué par la tuyauterie de purge, tant en dissolution dans de l'eau que mélangé à de la vapeur d'eau. Le tout était autrefois conduit directement à la rivière qui passe au pied de l'usine; une partie de l'hydrogène sulfuré se détendait librement dans l'atmosphère, l'autre partie demeurait en dissolution dans l'eau, donnant lieu à de nouveaux dégagements dans l'air lors d'une diminution de la pression barométrique.

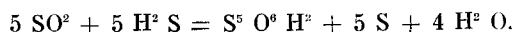
Le système employé pour la suppression de cet hydrogène sulfuré est basé sur la propriété réductrice de ce gaz. On sait que si l'on met en présence un volume d'anhydride sulfureux et deux volumes d'hydrogène sulfuré on a la réaction suivante :



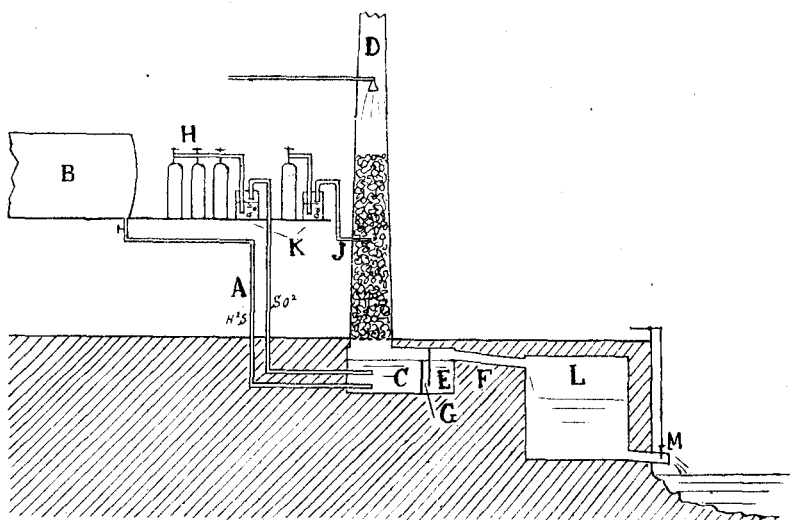
à la condition toutefois que les gaz soient bien secs et portés à une haute température. Mais si l'on opère sur des volumes égaux de ces gaz conte-

(1) Cet hydrogène sulfuré est accompagné d'une petite quantité de divers autres gaz sulfurés.

nant en outre de l'humidité, même à l'état de traces, il y a formation d'acides thioniques, notamment d'acide pentathionique, en même temps que formation d'eau et dépôt de soufre; la réaction principale peut s'écrire ainsi :



A la fabrique d'ébonite de Saint-Claude, c'est l'anhydride sulfureux qui est ainsi mis en présence de l'hydrogène sulfuré; mais on ne pouvait songer à se servir de la première des deux formules ci-dessus, car l'hydrogène sulfuré est ici accompagné d'une forte quantité d'eau, et, pratiquement, on aurait eu quelque difficulté à réaliser des appareils à marche continue qui permettent le séchage et le chauffage convenable des gaz et l'extraction du soufre à mesure de son dépôt. C'est donc l'action réciproque des deux gaz en présence de l'eau qui a été utilisée. La mise en pratique du procédé s'effectue de la façon suivante :

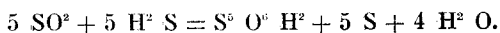


Destruction de l'hydrogène sulfuré dans la fabrication de l'ébonite.
Coupe schématique des appareils.

La conduite de purge A des autoclaves B aboutit à une fosse cimentée C située à quelques mètres au-dessous des autoclaves; cette fosse mesure 1 mètre de profondeur sur 1 m. 65 de longueur et 1 mètre de largeur; elle porte, à l'une des extrémités de sa paroi supérieure, une ouverture carrée surmontée d'une tour à coke D, tronc de pyramide de section carrée et mesurant 9 mètres de hauteur, 0 m. 90 de côté à la base et 0 m. 50 à la partie supérieure; cette tour est en bois; elle est séparée de la fosse par un plancher en bois perforé sur lequel repose le coke qui garnit la tour jusqu'à une hauteur de 4 mètres.

La fosse recueille l'eau chargée d'hydrogène sulfuré provenant des autoclaves, et aussi de l'eau additionnelle qui arrive en pluie au sommet de la tour à raison de trois à quatre mètres cubes à l'heure. Le mélange passe dans une autre fosse E, plus petite, avant d'aller dans le canal d'évacuation F. La communication entre ces deux fosses comporte deux cloisons en chicane G destinées à provoquer le brassage du liquide et à favoriser

ainsi la réaction qui doit s'accomplir dans les fosses; les orifices de déversement de l'eau vers le canal d'évacuation sont disposés de telle sorte que le niveau de l'eau dans les fosses se maintienne à 75 centimètres du fond environ. L'arrivée de l'eau et de la vapeur contenant l'hydrogène sulfuré se fait dans la première fosse, à la partie inférieure de la couche d'eau; vers le milieu de cette couche arrive l'anhydrique sulfureux provenant de bouteilles métalliques H où il est emmagasiné sous pression, à l'état liquide. C'est au sein de la masse d'eau, surtout dans la première fosse, que s'accomplissent en grande partie les réactions, dont la principale, ainsi que nous l'avons dit plus haut, peut s'écrire :



Le soufre solide se dépose dans les fosses et l'acide pentathionique demeure en dissolution dans l'eau. L'expérience montre que c'est vers 75° centigrades que la réaction s'effectue le mieux. L'eau qui arrive des autoclaves ayant à peu près 100°, on règle la température de l'eau additionnelle de façon que le mélange final soit à 75°, en tenant compte aussi que la transformation de l'hydrogène sulfuré doit en partie s'effectuer dans la tour elle-même. En effet, des gaz échappent à la réaction dans la première fosse; les cloisons en chicane forment fermeture hydraulique et les empêchent de passer dans la deuxième fosse, d'où ils pourraient ensuite passer dans l'atmosphère, contrairement au but poursuivi; ils demeurent donc emprisonnés au-dessus de l'eau de la première fosse et ne peuvent que s'élever dans la tour, où, divisés par le coke et largement humidifiés par l'eau en pluie, ils donnent lieu aux mêmes réactions que dans la fosse; le soufre se dépose sur le coke et l'acide pentathionique descend avec l'eau. Comme l'hydrogène sulfuré, plus léger et moins soluble que l'anhydrique sulfureux, tend à s'élever plus que ce dernier gaz, les proportions qu'exige la réaction complète n'existeraient plus dans la tour si on ne prenait le soin de les rétablir par une arrivée supplémentaire J d'anhydride sulfureux au milieu de la colonne de coke.

Le réglage du débit de l'anhydride sulfureux a présenté quelques difficultés; il n'a d'ailleurs pu, jusqu'à maintenant, être réalisé automatiquement. La réaction dans les autoclaves est en effet très irrégulière; elle s'amorce doucement sous une pression de 1 à 2 kilogrammes; à ce moment-là, les valves de purge sont fermées et il n'y a d'autre écoulement résiduaire que celui qui provient de fuites accidentelles, plus ou moins inévitables; puis la réaction devient violente, et, comme elle est fortement exothermique, la pression des gaz (gaz provenant de la masse en travail et vapeur d'eau) augmente considérablement; il faut ouvrir la valve de purge et il y a alors écoulement abondant d'eau et de vapeur avec hydrogène sulfuré. C'est uniquement à la main, en agissant sur le petit volant qui commande la valve de chaque bouteille d'anhydride sulfureux, que l'on règle le débit de ce gaz; on s'est borné à rendre visible le passage du gaz pour pouvoir le doser approximativement; à cet effet, les bouteilles aboutissent à un flacon de verre K à deux tubulures aux trois quarts remplis d'eau; le tuyau venant des bouteilles de SO^2 descend, par une tubulure à travers un bouchon hermétique, presque jusqu'au fond de l'eau; les bulles de SO^2 traversent l'eau, crèvent à la surface, et le gaz s'échappe, par le tube dont est munie la seconde tubulure, vers la fosse ou vers la tour à coke. La fréquence des bulles donne une idée du débit et permet en quelque sorte de le mesurer; suivant les besoins, on augmente ou on diminue cette fréquence en manœuvrant les valves des bouteilles, et on met aussi plus ou moins de bouteilles en fonctionnement.

Au sortir de la deuxième fosse E, les eaux résiduaires passent, avons-nous dit, dans un canal d'évacuation F. Ce canal, avant de s'ouvrir sur la rivière, traverse une fosse en ciment L de 15 mètres cubes environ, qui a

pour but de permettre la neutralisation des eaux résiduaires et la régularisation de leur écoulement à la rivière. Ces eaux sont en effet acides; l'acide pentathionique, très instable, se dédouble en acide sulfurique et en acide sulfureux, qui ne sauraient, même dilués, être rejetés dans un cours d'eau sans une neutralisation préalable; c'est dans la fosse L, à l'aide d'un peu de chaux, que l'on effectue cette neutralisation. D'autre part, la réaction en autoclave étant très irrégulière, il en est de même du débit des résidus, qui est important pendant quelques heures par jour et insignifiant pendant le reste du temps; déversés directement, ces résidus arriveraient parfois à la rivière à dose massive très meurtrière pour le poisson; ils sont donc retenus dans la fosse L, et, par le conduit M muni d'une vanne, on en répartit l'écoulement sur les 24 heures ou on règle cet écoulement selon le débit de la rivière de manière à obtenir un degré de dilution qui assure l'innocuité des matières rejetées.

Tel est le dispositif grâce auquel on a pu atténuer de façon très sensible les mauvaises odeurs provenant de la fabrication de l'ébonite à Saint-Claude.

Au point de vue économique, le procédé conduit à un déficit. La dépense en anhydride sulfureux est importante et la quantité de soufre récupérée est minime; une partie du soufre est, en effet, perdu avec les acides sulfurique et sulfureux qui se forment à la dernière phase des opérations, et la partie qui se dépose à la surface et dans les pores du coke ne peut être pratiquement recueillie; seul le soufre précipité dans les fosses est récupérable et repasse dans la fabrication. Le coke de la tour, soit environ 3.000 kilogrammes par charge, doit être renouvelé tous les quatre mois et ne peut, après usage, être brûlé sans inconvénient sous les chaudières. Mais, s'il y a encore matière à des perfectionnements dans la voie d'une meilleure utilisation des résidus, il est avant tout à retenir que l'installation remplit convenablement son principal objet, qui est l'assainissement de l'atmosphère.

NOTE

SUR

L'INCINÉRATION DES ORDURES MÉNAGÈRES

PAR M. CHATELARD, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL A TOULOUSE.

La destruction des ordures ménagères est un des problèmes les plus délicats et les plus complexes qu'aient à résoudre les municipalités et les architectes urbanistes.

La ville de Toulouse vient de résoudre ce problème par la construction d'une usine munie des perfectionnements les plus récents et qui pourra passer pour un modèle du genre. Avant d'étudier le fonctionnement de cette usine et pour permettre d'apprécier le progrès accompli, notamment au point de vue de l'hygiène et de la sécurité du personnel, il ne nous paraît pas inutile de jeter un coup d'œil d'ensemble sur la question et d'examiner les procédés employés jusqu'à ce jour.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

On désigne sous le nom d'ordures ménagères les déchets variés provenant du fonctionnement de la vie domestique : résidus de cuisine, escarbilles de fourneau, vieux papiers, vieilles boîtes de conserve, débris de verrerie, de poterie, ustensiles hors d'usage, etc.

On estime communément la quantité produite à 0 k. 500 par jour et par personne, ce qui correspond en volume à un décimètre cube, soit un mètre cube par jour et par 1.000 habitants. Ce résidu est donc fort encombrant et dans toute ville de quelque importance, l'administration municipale doit envisager l'enlèvement et l'éloignement de ce déchet. Dans la plupart des cas, le problème est résolu de façon simpliste : on cherche aux abords de la ville, le plus près possible pour diminuer les frais de transport, un terrain vague sur lequel on déverse le contenu des tombereaux. C'est là une solution peu acceptable : les gadoues, en effet, contenant des éléments putrescibles, dégagent rapidement, surtout en été, des odeurs nauséabondes qui se répandent fort loin en empestant la banlieue et les faubourgs voisins. Cet inconvénient n'est d'ailleurs pas le seul : les dépôts de gadoues servent de refuge à des légions de rats qui, y trouvant une nourriture abondante, y pullulent rapidement; et on sait que les rats sont les propagateurs de maladies épidémiques fort graves.

D'autre part, les dépôts d'ordures servent aussi d'asile à des nuées de mouches dont les inconvénients ne sont pas moindres.

Le simple dépôt, d'ailleurs inesthétique, n'est donc pas acceptable pour toute ville quelque peu soucieuse de l'hygiène de ses habitants.

Est-il possible d'utiliser ces gadoues encombrantes ? La gadoue a une valeur fertilisante faible, mais non négligeable. Elle est donc utilisable comme engrais et, en fait, elle a été ainsi employée pendant longtemps. Mais il faut reconnaître que l'emploi de la gadoue comme engrais présente de nombreux inconvénients : elle renferme des éléments dangereux tels que tessons de bouteilles, qui risquent de blesser les hommes et les animaux et des éléments encombrants qu'il est impossible de répandre sur les cultures; un triage préalable est donc nécessaire, dont les produits finissent par occuper une surface non négligeable.

Il est possible d'améliorer ce produit; en laissant les ordures en tas pendant plusieurs mois, la matière fermente et se transforme en un produit noirâtre qui finit par perdre son odeur; un triage mécanique ou à la main le débarrasse des matières étrangères; on obtient ainsi ce qu'on appelle le « poudreau noir », engrais plus maniable que la gadoue du départ sans être plus riche. Mais la valeur fertilisante de ce poudreau ne justifie pas le prix élevé des manutentions dont il a été l'objet. D'ailleurs, l'agriculture ne consomme les engrais que pendant quelques mois de l'année; la production étant continue, l'hypothèse de la vente de la gadoue comme engrais conduirait à emmagasiner des stocks énormes de matières sans être assuré d'en avoir l'écoulement. Les engrais chimiques sont, en effet, d'un emploi plus facile et sont, avec raison, préférés aux gadoues.

Une ville de quelque importance ne pouvant donc ni vendre ses gadoues à l'agriculture, ni en constituer indéfiniment des dépôts, est amenée à envisager le problème de leur destruction.

Pratiquement, cette destruction ne peut être effectuée que par le feu et dans des fours spéciaux. Contrairement à ce que l'on pourrait supposer, la gadoue même fraîche brûle assez bien, ainsi qu'on peut s'en assurer dans un simple fourneau de cuisine. Pendant la guerre, alors que le combustible était rare, des appareils ont été préconisés pour fabriquer avec les ordures ménagères des briquettes brûlant dans les cuisinières ordinaires. Mais il a fallu assez longtemps pour obtenir des appareils industriels pratiques et économiques.

DESCRIPTION DE QUELQUES FOURS.

Les premiers essais d'incinération ont été faits en Angleterre, en 1870; ce procédé fut adopté ensuite à Bruxelles et à Hambourg, et essayé à Paris en 1895.

Les premiers fours employés furent inspirés des fours de l'industrie métallurgique : compartiment unique et de grandes dimensions, grille à barreaux mobiles, tirage naturel par la cheminée, charge par la porte du fourneau.

Four Meldrum. — C'est l'un des plus anciens fours à incinérer. La chambre de combustion est de grandes dimensions; la grille est fixe, l'alimentation se fait soit par les portes, soit par des trémies; le défournement des mâchefers se fait au ringard. Entre autres inconvénients, le four Meldrum présente les suivants :

- La grille s'encrasse facilement;
- Les manœuvres sont très pénibles pour le personnel;
- La température est faible, la combustion irrégulière et insuffisante.

Four Heenan et Froude. — C'est un perfectionnement du précédent sur lequel il présente les avantages suivants :

1° La grille est sectionnée par des cloisons verticales; la chambre de combustion forme ainsi des cellules, ce qui favorise la charge et le décrassage;

2° L'air du tirage forcé est préalablement chauffé par les gaz d'échappement, ce qui élève la température de la combustion;

3° L'extraction des mâchefers se fait au moyen d'un bouclier restant dans le foyer et qu'il suffit de tirer vers l'avant pour défourner.

Four Boussange. — C'est comme le précédent un four à petites cellules groupées sous une même voûte. Il comporte quelques perfectionnements intéressants :

1° Le chargement se fait par une goulotte munie d'une vanne formant sas;

2° L'extraction du mâchefer est obtenue au moyen d'une pousseuse hydraulique qui refoule d'arrière en avant le gâteau de mâchefer; celui-ci tombe par la porte du fourneau dans une goulotte le conduisant dans le sous-sol où se fait l'extraction.

Four Brechot. — La caractéristique du four Brechot réside dans la grille et le mode d'évacuation du mâchefer. La grille est constituée par des sortes de corbeilles en fonte pouvant tourner autour d'un axe horizontal. Pour défourner, il suffit de tourner ces éléments de grille de l'extérieur; le mâchefer tombe dans le cendrier sans fatigue pour le personnel et sans dégagement de poussières. L'air du tirage forcé arrive par l'axe de rotation qui est creux.

L'inconvénient du système est la fragilité du mécanisme de rotation qui, comme toutes les parties mécaniques exposées à un feu violent, se détériore rapidement.

Four Herbetz. — Les incinérateurs précédents sont employés dans les usines de la région parisienne. Le suivant est utilisé dans plusieurs villes allemandes. Le four Herbetz est à cellules séparées, de petites dimensions; la grille est remplacée par une boîte en fonte percée de trous à

sa partie supérieure donnant passage à l'air de la soufflerie. Pour éviter les inconvénients de la mise en tas des ordures, celles-ci sont reçues et emmagasinées dans de vastes silos placés au-dessus des fours. A la base de ces silos des vannes, placées près des trémies de chargement, sont ouvertes au moment voulu et doivent laisser écouler les gadoues avec le minimum de manutention. Pratiquement, il n'en est pas toujours ainsi : les gadoues se présentent mal devant les vannes de sortie et s'écoulent difficilement; l'ouvrier est fréquemment obligé de pénétrer dans le silo; ce travail est, on le comprend sans peine, pénible, repugnant et dangereux.

HYGIÈNE DU PERSONNEL.

Les deux opérations principales de l'incinération des gadoues sont le chargement des fours et l'escarbillage. En principe, les gadoues brûlent, lorsque le four est allumé et chaud, sans addition d'autre combustible. Il importe seulement de faire des charges modérées, fréquentes et régulières, surtout dans les modèles ne comportant pas de sole de séchage. Mais le combustible gadoue étant peu riche, laisse dans le four un résidu considérable sous forme d'un épais gâteau de mâchefer, dont il importe de débarrasser fréquemment la grille.

a. *Chargement des fours.* — Par analogie avec le mode de chargement des fours ordinaires de l'industrie, la charge des incinérateurs s'est d'abord faite (et se fait encore dans certains modèles) par l'avant. Les gadoues sont déchargées sur le sol de l'usine à proximité des fours; elles sont prises à la pelle par le chauffeur et lancées sur la grille par la porte ouverte. Ce mode d'opérer est anti-hygiénique au premier chef. Les gadoues déversées en masse des tombereaux sur le sol, dégagent, à chacune de ces opérations des nuages de poussières. N'oublions pas que ces poussières peuvent contenir des germes infectieux provenant de contact avec des crachats, des objets de pansements, des balayures de chambre de malades, etc. D'autre part, ces gadoues séjournant dans l'atmosphère surchauffée des chambres de chauffe, à proximité des portes de fours fréquemment ouvertes et des escarbilles sortant des grilles, fermentent rapidement, répandant des odeurs nauséabondes.

Dans certains modèles d'incinérateurs, la charge se fait par l'arrière; au point de vue de l'hygiène du personnel, l'amélioration est peu sensible.

Un progrès apparent a consisté à introduire la charge par une trémie surmontant l'avant du four. Les tombereaux sont conduits par des plans inclinés sur une plate-forme surmontant les incinérateurs; ils sont basculés à proximité des trémies où les chauffeurs n'ont plus qu'à les pousser. Les inconvénients signalés plus haut subsistent encore; ils sont souvent aggravés par les dégagements malodorants s'échappant des fours par les trémies. Il s'y ajoute une grave cause d'insécurité : les trémies s'engorgeant fréquemment, l'ouvrier doit se tenir à côté pour les dégager en cas de besoin; des chutes mortelles se sont produites pendant cette opération.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, l'adjonction d'un silo de réception présente également des inconvénients au point de vue de l'hygiène.

b. *Escarbillage.* — Nous avons vu que le résidu de la combustion est une sorte de gâteau de mâchefer; toutes les deux heures environ, il est nécessaire d'extraire ce résidu qui obstrue la grille. Cette opération se fait généralement à la main : à l'aide d'un ringard, l'ouvrier fractionne la masse en ignition, la ramène en avant et la projette sur le sol où elle est éteinte par projection de seaux d'eau. Elle peut aussi être reçue dans des wagonnets qui permettent de faire l'extinction à l'air libre.

Les constructeurs ont cherché, par divers procédés, à faciliter ce travail : fractionnement de la grille, barre de tirage, pousseuse hydraulique, grilles à godets renversables. Mais dans tous ces systèmes, sauf le dernier, le mâchefer doit être projeté sur le parquet de chauffe. Cette opération est donc généralement très pénible.

En résumé, tous les incinérateurs en usage jusqu'à ce jour exigent une manutention manuelle considérable; le personnel y est astreint à un travail extrêmement pénible dans les conditions hygiéniques les plus défectueuses.

USINE DE TOULOUSE.

Les explications qui précèdent permettront d'apprécier les améliorations obtenues par l'usine d'incinération des ordures ménagères de Toulouse. L'installation est outillée pour détruire 180 à 200 tonnes de gadoues par 24 heures. Le constructeur s'est proposé de résoudre les problèmes suivants :

- 1° Suppression absolue de tout triage;
- 2° Manutention des gadoues et du mâchefer entièrement mécanique;
- 3° Suppression absolue de toutes poussières et mauvaises odeurs;
- 4° Récupération des calories dégagées par la combustion;
- 5° Utilisation des mâchefers pour la fabrication d'agglomérés.

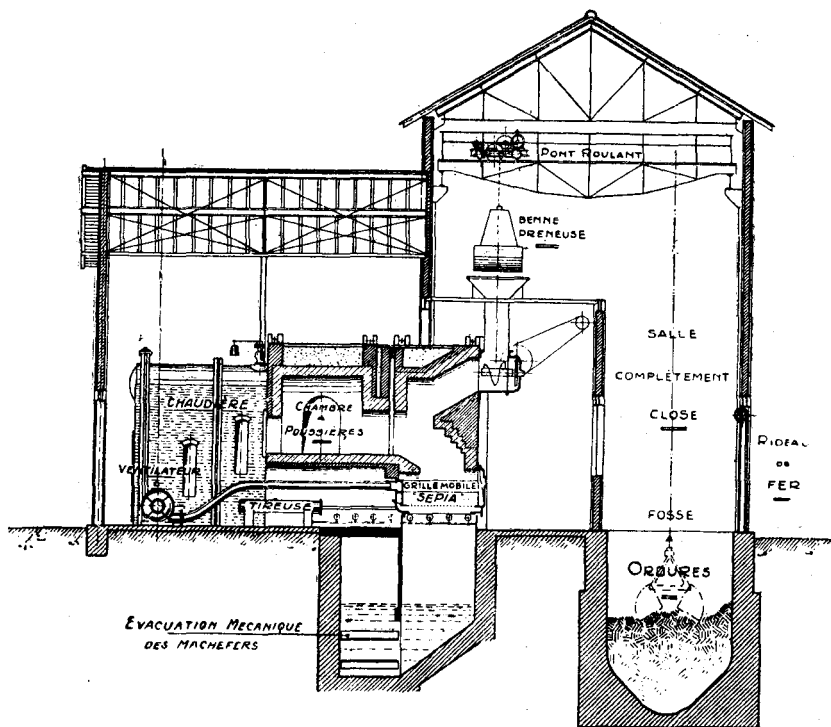


Fig. 1. — Usine d'incinération d'ordures ménagères à Toulouse.
Récepteur des ordures et manutention.

a. *Réception des ordures et manutention.* — L'usine de Toulouse a été installée, à dessein, sur un terrain de peu d'étendue ne permettant pas

le dépôt en plein air; les gadoues sont déversées par les camions dans une fosse cimentée, parfaitement étanche et surmontée d'un bâtiment fermé, sa capacité est suffisante pour recevoir la collecte d'une journée. Chaque jour, cette fosse doit être vidée pour en permettre le nettoyage et la désinfection. Après le déversement de camions, la fosse est fermée par des rideaux métalliques.

La manutention mécanique des gadoues est un problème assez délicat; en raison de la diversité et parfois de l'encombrement des objets recueillis, les appareils mécaniques tels que norias, courroies sans fin, etc., fonctionnent mal et nécessitent l'intervention incessante de la main de l'homme. A Toulouse, la manutention est effectuée de la façon suivante : à la partie supérieure de la chambre de dépôt circulent deux ponts-roulants électriques munis de puissantes bennes preneuses à griffes; celles-ci plongent dans la masse et recueillent leur charge (500 à 800 kilos) quels que soient le volume et la forme des objets rencontrés; la charge est déposée directement dans les trémies d'alimentation des fours sans aucune intervention manuelle. Ces ponts-roulants sont commandés à distance, d'une cabine vitrée dans laquelle l'ouvrier est tout à fait à l'abri des poussières.

A la base de chaque trémie, une vis sans fin pousse la gadoue d'une façon lente et continue sur la sole de séchage d'où elle tombe sur la grille.

Le déversement des camions produit un dégagement considérable de poussières, surtout au début de l'opération, lorsque les gadoues tombent au fond de la fosse, de toute la profondeur de celle-ci. Il est vrai qu'à ce moment les rideaux métalliques sont relevés, de sorte que cette opération se passe à peu près en plein air.

Par contre, la reprise des gadoues par les bennes et le déversement dans les trémies ne doit donner qu'un assez faible dégagement.

La bonne marche des fours exige que les trémies soient constamment remplies, ou presque remplies afin que l'alimentation se fasse régulièrement et pour éviter des rentrées d'air qui refroidiraient l'atmosphère du four. Les conducteurs des ponts-roulants ont pour mission essentielle d'y veiller scrupuleusement. De leur poste, ils peuvent d'ailleurs surveiller le contenu des trémies.

Les bennes se déversant dans les trémies d'une très faible hauteur ne produisent en ce point que peu de poussière.

Bien entendu, le dispositif que nous venons de décrire supprime absolument le chiffonnage à l'usine tel qu'il se pratique dans certaines villes et notamment à Paris. Il est probable que le chiffonnage sera également interdit en ville, dans les boîtes aux ordures. Il semble que l'on perdra ainsi des matières ayant une certaine valeur : os, papiers, chiffons, fer blanc, etc. Mais il convient de remarquer que plusieurs de ces articles sont constitués par des matières combustibles, on a donc intérêt à les conserver pour obtenir le maximum possible de calories. Enfin, au point de vue hygiénique, on ne peut que se féliciter d'une telle solution, le chiffonnage étant une opération malpropre et insalubre entre toutes.

b. Fours. — Les fours comportent quelques-uns des dispositifs des fours décrits plus haut, ainsi que quelques innovations très intéressantes. L'installation comprend deux fours de trois cellules chacun. La grille, de petites dimensions, a 1 m. 80 sur 0,80. Elle est formée, comme dans le système Herbetz, par un caisson en tôle en communication avec la soufflerie; la face supérieure de ce caisson est percée de trous. Les parois des foyers sont également formées par des panneaux métalliques creux qui s'ouvrent sur la façade des fours; l'appel d'air se fait par ces panneaux qui se refroidissent tout en élevant la température de l'air à 150°. Le réglage de la ventilation se fait par un papillon placé sur le refoulement du ventilateur; il est commandé par le chauffeur.

L'évacuation des mâchefers constitue une des parties les plus originales de l'installation. La grille, constituée comme nous l'avons dit, est mobile sur des galets latéraux et peut être rappelée en arrière par le piston d'un vérin hydraulique. La simple manœuvre d'un distributeur

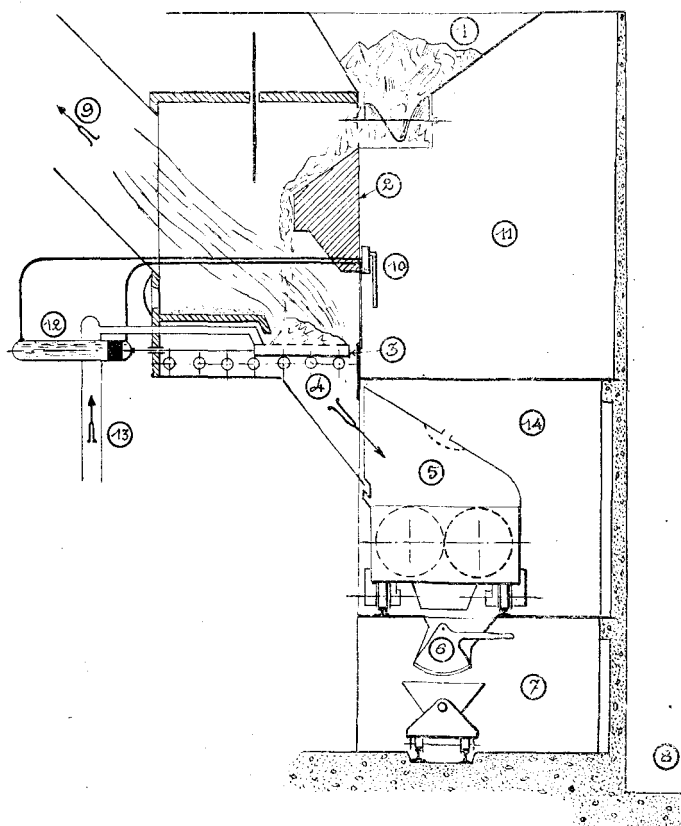


Fig. 2. — Usine d'incinération d'ordures ménagères à Toulouse. — Fours. — 1, Trémie de chargement; 2, Sole de séchage; 3, Grille mobile; 4, Evacuation des mâchefers; 5, Broyeurs à mâchefers; 6, Trémie de vidange des mâchefers; 7, Tunnel d'évacuation des mâchefers; 8, Fosse à ordures; 9, Gaz de la combustion allant à la chaudière; 10, 12, Commande hydraulique de la grille; 11, Chambre de chauffe; 13, Arrivée de l'air soufflé; 14, Couloir de broyage.

commandé par un levier placé sous la main du chauffeur permet d'effectuer ce mouvement. La grille, se retirant, laisse tomber la portion de mâchefer ainsi dégagée.

Dans les premiers appareils, le mâchefer incandescent tombait directement dans une cuve remplie d'eau, placée sous la grille; il s'y granulait et était repris par un élévateur à godets. A Toulouse, ce mode d'évacuation a été perfectionné.

Le mâchefer de chaque four tombe dans une goulotte inclinée; les goulottes d'évacuation des six cellules débouchent dans un couloir situé sous la chambre de chauffe et dans lequel circule un broyeur-concasseur

monté sur un chariot et mû électriquement. Cet appareil comporte deux moteurs, l'un actionnant le concasseur et l'autre le déplacement du chariot. Ces deux moteurs sont commandés de la plate-forme de chauffe; à cet effet, le chariot est relié électriquement aux commutateurs de manœuvre par un câble souple.

Un dispositif de signalisation indique au chauffeur la position exacte de l'appareil; ce dispositif fonctionne de la façon suivante : le chariot du concasseur porte un trolley à deux contacts frottant sur deux conducteurs, l'un de ces conducteurs est continu, l'autre est sectionné; les diverses sections correspondent aux lampes d'un tableau placé sous les yeux du chauffeur. L'allumage d'une lampe indique la place exacte de l'appareil.

Enfin, le concasseur est surmonté d'un capot s'adaptant aux goulottes de déversement des mâchefers; à la sortie de ces goulottes et à la partie supérieure, une rampe d'arrosage permet d'inonder d'eau le mâchefer incandescent au moment de sa sortie.

Il reste à évacuer le mâchefer éteint et broyé. A cet effet, sous le couloir de broyage, se trouve un tunnel d'évacuation dans lequel circulent des wagonnets. Le mâchefer sortant du broyeur, tombe par des ouvertures pratiquées dans le sol du couloir, entre les rails du chariot, dans des sas correspondant à chaque position de broyage. Des sas, le mâchefer est reçu dans les wagonnets et conduit à l'extérieur.

En résumé, la manœuvre d'extraction du mâchefer d'une cellule est la suivante.

Le chauffeur arrête le fonctionnement de la vis d'arrivée des ordures en débrayant la commande; il arrête le tirage forcé en fermant le papillon du refoulement, il amène le chariot du broyeur-concasseur en face de la cellule considérée, il met en marche le moteur de concassage et ouvre l'arrivée de l'eau d'extinction. Enfin, par la manœuvre du vérin hydraulique, il chasse la grille en arrière de la quantité voulue; le mâchefer tombe dans la goulotte, puis dans le broyeur; il est éteint et broyé et tombe automatiquement dans le sas d'évacuation; le chauffeur fait ensuite les manœuvres inverses : mise en place de la grille, mise en marche du tirage forcé, embrayage de la vis d'alimentation; les gadoues, arrivant sur la portion du mâchefer incandescent resté au fond de la grille, s'enflamment et le four reprend sa marche.

L'extinction du mâchefer produit une quantité importante de vapeur et de poussières, qu'il importe d'évacuer; à cet effet, le couloir de broyage est en communication avec une cheminée spéciale d'évacuation des buées de 20 mètres de hauteur. Le constructeur déclare que le tirage naturel sera suffisant pour amener une évacuation convenable de buées; nous pensons toutefois qu'il y aurait eu intérêt à activer cette évacuation par une aspiration mécanique.

De ce qui précède, il résulte donc que, depuis le déversement des ordures dans la fosse jusqu'au moment où les escarbilles sont reçues dans les wagonnets d'évacuation, toutes les opérations sont effectuées mécaniquement en appareils clos, et commandées à distance; elles se font sans aucun dégagement de poussière ou d'odeur pouvant incommoder le personnel. Incontestablement, le progrès réalisé au point de vue de l'hygiène ouvrière est considérable.

c. Utilisation des calories dégagées par la combustion. — Primitivement, on n'envisageait dans le problème des ordures ménagères que leur destruction pure et simple. La température n'était d'ailleurs pas assez élevée pour en permettre une utilisation rationnelle. Plus tard, à mesure que les fours se perfectionnaient, on songea que la chaleur développée dans l'incinération pourrait être utilisée et devenir une source de revenus.

Dans l'usine de Toulouse, chaque four est complété par une chaudière

tubulaire chauffée par les gaz de la combustion, celle-ci est elle-même suivie d'un réchauffeur de l'eau d'alimentation. La vapeur produite fait fonctionner deux groupes turbo-alternateurs de 500 kilowatts chacun; le courant triphasé de 13.500 volts est relié au secteur de l'usine municipale voisine.

Une chaudière auxiliaire chauffée au charbon permettra, le cas échéant, de régulariser la fourniture du courant.

d. *Utilisation des mâchefers.* — Comme nous l'avons dit, la combustion des gadoues laisse sur la grille un épais résidu sous forme de mâchefer. Les gadoues donnent 30 à 40 p. 100 de leur poids de mâchefer. Ce sous-produit est donc encore encombrant et on a cherché à en tirer le meilleur parti. On peut soit l'employer tel que comme ballastage, cailloutis, etc., soit l'utiliser pour la fabrication d'agglomérés.

C'est cette dernière solution qui a été adoptée à Toulouse où une fabrique d'agglomérés a été annexée à l'usine d'incinération. Nous n'insisterons pas sur cette fabrication quelque intéressante qu'elle soit, cette question n'ayant aucun rapport avec l'hygiène de l'incinération.

Nous dirons seulement quelques mots sur les opérations effectuées jusqu'au stockage des escarbilles, précédant la fabrication proprement dite des agglomérés; ces opérations constituant une annexe de l'incinération.

Les wagonnets recevant les mâchefers provenant du broyeur-concas-seur sont amenés par le tunnel à un monte-charge. A partir de ce moment, toutes les opérations suivantes vont de nouveau s'effectuer automatiquement; le monte-charge déverse les mâchefers dans un premier broyeur, un élévateur les reprend, les fait passer par un trieur qui les classe en deux catégories; les mâchefers subissent ensuite un deuxième broyage (broyeur finisseur). En sortant de ce broyage, ils sont distribués sur un tapis transporteur et soumis à l'action d'un séparateur magnétique qui retient toutes les parcelles ferrugineuses. En sortant de ce séparateur, ils tombent dans une fosse d'où une benne de pont-roulant les reprend pour les conduire au parc de stockage.

Dans cette partie de l'usine, la manutention manuelle est donc réduite au strict minimum.

e. *Tirage forcé.* — Dans une installation d'incinération d'ordures, la question du tirage est primordiale. Les premiers fours à incinérer étaient à tirage naturel. Ils ne pouvaient, pour cette raison, donner de bons résultats; la variation dans la nature des gadoues et leur épaisseur sur la grille rendent la circulation de l'air difficile dans cette masse. Comme nous l'avons dit pour obtenir une combustion complète, il est nécessaire d'utiliser le tirage forcé par insufflation d'air sous la grille, cet air étant préalablement réchauffé pour élever la température de la combustion. Ce réchauffage s'obtient en faisant l'appel d'air par des bouches latérales au foyer.

En raison du circuit compliqué parcouru par les gaz dans les faisceaux tubulaires, le tirage est activé par un ventilateur aspirant placé à la base de la cheminée.

f. *Evacuation des poussières de la combustion.* — La combustion des gadoues dégage des quantités importantes de poussières qui se déposent sur le parcours des gaz de la combustion. A chaque point de dépôt ont été disposés des entonnoirs prolongés par des conduits verticaux, conduisant la poussière dans le sous-sol. Les poussières non déposées passent ensuite dans un pulvo-capteur, placé à la base de la cheminée, qui achève de les recueillir et les évacue de la même façon.

Ici encore, ces opérations se font automatiquement.

g. *Installation sanitaire.* — Bien entendu, l'usine sera pourvue d'une installation moderne comprenant : vestiaires, lavabos, bains, douches, w.-c.

CONCLUSIONS.

En résumé, le procédé pour l'incinération des ordures ménagères employé à Toulouse se caractérise par :

a. *Du point de vue de l'hygiène.* — 1° Dépôt des gadoues à l'usine en salle complètement fermée; 2° suppression du chiffonnage; 3° manutention des gadoues et évacuation des mâchefers par procédés entièrement mécaniques et commandés à distance; donc suppression des manœuvres pénibles, nécessaires dans les installations du même genre; 4° combustion rapide et complète des ordures; 5° suppression des odeurs et poussières tant à l'intérieur de l'usine qu'à l'extérieur.

b. *Du point de vue économique.* — 1° Réduction importante de la main-d'œuvre; 2° marche régulière; 3° récupération rationnelle des sous-produits : chaleur de la combustion, mâchefers.

Cette installation nous paraît réaliser, à l'heure actuelle, tant du point de vue de l'hygiène que du point de vue économique, une des meilleures solutions du problème de la destruction des ordures ménagères.

NOTE

SUR

[LES EXTINCTEURS D'INCENDIE

ET LES PRÉCAUTIONS À PRENDRE DANS LEUR EMPLOI

PAR M. DECAILLY,

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL A LILLE.

Dans l'espace de deux années, et pour la région de Lille seulement, trois explosions d'appareils extincteurs d'incendie ont été enregistrées, entraînant mort d'homme dans deux cas. Simple constatation dont la gravité légitime la vulgarisation de quelques observations sur la construction et le fonctionnement de ces engins, généralement utilisés par des personnes mal renseignées à leur endroit, ou encore, trop uniquement préoccupées de l'incendie à combattre pour apporter à leur manœuvre toute la prudence indispensable.

Appareils à réaction chimique. — Le type le plus ancien et le plus répandu des extincteurs d'incendie utilise la production d'anhydride carbonique par réaction de l'acide sulfurique sur une solution de bicarbonate de sodium :



Un récipient métallique pouvant résister à la pression reçoit la solution de bicarbonate (environ 500 grammes de sel pour 10 litres d'eau) dans laquelle se trouve plongé un tube métallique recouvert d'une gaine de plomb, ou une ampoule de verre, contenant l'acide sulfurique ordinaire (53° Baumé représentant environ 65 p. 100 d'acide pur).

Au moment de l'utilisation, un choc sur la tige de percussion brisera l'ampoule d'acide, provoquant une réaction brutale avec production instantanée de CO_2 . Le gaz, exerçant une forte pression sur le liquide de la solution, le projette avec violence sur le foyer à éteindre, à travers un ajutage ménagé dans l'enveloppe. Il est facile de se rendre compte que l'agent extincteur est l'eau plus que le gaz qui, dissous ou expulsé en bulles mélangées au liquide, n'atteint pas le foyer en quantité suffisante, en raison de sa densité relativement faible et de sa dispersion rapide. On doit noter, d'autre part, que le jet chargé d'électrolytes est très bon conducteur de l'électricité : d'où la nécessité d'éviter l'emploi de ces extincteurs près des appareils ou conducteurs électriques sous tension. Les recommandations à ce sujet devraient être inscrites en caractères très apparents sur les extincteurs eux-mêmes.

Ces engins se construisent en plusieurs dimensions, les plus volumineux étant montés sur roues. A chaque capacité correspondent des charges (acide et sel de soude) qui doivent être rigoureusement dosées, afin d'éviter les surpressions accidentelles. La cause d'une des explosions enregistrées dans le Nord a résidé dans la substitution, par suite d'erreur, d'une ampoule de 0 l. 2 d'acide sulfurique à 66° Baumé à une autre de 0 l. 15 d'acide à 53°, charge normale d'un appareil de 10 litres.

Pour une même capacité de 10 litres, on préparera 8 litres 75 de solution bicarbonatée, de façon à conserver après immersion de l'ampoule un espace vide d'un litre permettant l'expansion du gaz libéré. Le ménagement d'un espace libre suffisant est capital au point de vue prévention des accidents, car s'il est vrai que l'eau dissout une certaine quantité de CO_2 , la majeure partie du gaz en émission va s'accumuler dans l'espace resté vide, exerçant une pression inversement proportionnelle au volume qu'il occupe. Dans un appareil de 10 litres, par exemple, où on emploie une ampoule de 0 l. 15 de $\text{SO}_4 \text{H}_2$ à 53° Baumé, la réaction produira 88 grammes de CO_2 , soit 45 litres environ à la pression atmosphérique. L'expérience prouve qu'avec un vide d'un litre la pression est susceptible d'atteindre de 10 à 15 kilogrammes, selon la rapidité de la réaction. Mais supposons l'espace libre réduit à 0 l. 5, par exemple, on voit de suite que pourront être atteints des taux très élevés, généralement insoupçonnés, et incompatibles avec la résistance de l'enveloppe.

La pression est, d'ailleurs, en variation constante, dépendant tant du taux de l'émission gazeuse que de l'augmentation de l'espace vide par suite de la sortie du liquide, ou mieux, de la relation entre ces deux données. Que la réaction soit trop brutale ou que s'obstrue l'orifice de projection, et l'équilibre se trouvant rompu, la pression intérieure monte rapidement.

Un constructeur a pensé utiliser l'acide chlorhydrique, d'action moins rapide, et cette substitution paraît judicieuse. Mais le dispositif le plus généralement adopté par les constructeurs pour amortir la réaction consiste à remplacer la percussion brutale par un débouchage partiel du tube à acide, qui ne laisse filtrer que progressivement le corrosif. Ces appareils sont dits à renversement, la mise en action s'obtenant en retournant l'engin; ils sont très répandus à l'heure actuelle. Il est cependant difficile d'obtenir une obturation complète du tube d'acide, et des fuites peuvent se produire, elles neutralisent progressivement la solution qui n'est plus utilisable au moment voulu. On évite cet inconvénient en remplaçant l'acide fumant par le produit concentré à 66° Baumé. Un récipient métallique insuffisamment plombé pourra aussi être rongé par l'acide et perdre

son étanchéité. Si, par contre, on utilise un tube de verre, un choc intempesitif, une chute de l'appareil fort explicable dans l'émotion que peut provoquer le foyer d'incendie brusquement révélé, pourront briser le tube et provoquer la surpression brutale que l'on cherche à éviter. La sécurité relative que l'on reconnaît aux extincteurs à renversement n'est point de ce fait exempte de tout aléa, et le constructeur doit en tenir compte dans son calcul de résistance de l'enveloppe.

Le risque d'obturation accidentelle de l'ajutage de déversement du jet extincteur est généralement difficile à éliminer. On parvient cependant à le réduire en opérant la charge avec soin. Le bicarbonate de sodium n'est pas d'une solubilité très accusée dans l'eau, surtout dans l'eau calcaire, et sa dissolution doit être consciencieusement surveillée. On l'effectuera de préférence en eau de pluie tiède et on filtrera avec soin la solution avant de la verser dans l'appareil, afin d'éviter la présence de grumeaux non dissous et de retenir les impuretés provenant soit du sel, soit de l'eau, toutes matières pouvant obturer l'orifice de dégagement. Il est inutile de recommander au surplus de nettoyer consciencieusement l'extincteur avant de le recharger. Neuf, il peut contenir des débris métalliques provenant de l'étamage ou du plombage intérieur; déjà utilisé, il doit être débarrassé du sulfate de sodium, résidu des réactions antérieures.

Eu cours d'émission, ce sulfate de sodium pâteux pourra gêner la projection, mais il semble que les obturations observées dans les appareils consciencieusement rechargés depuis un certain temps soient occasionnées par l'évaporation qui se produit à la longue au détriment de la solution, dans tout appareil, surtout s'il est placé en milieu chaud et sec. Cette évaporation s'opère par l'ajutage; par suite de la sursaturation, le sel se dépose sur la paroi au long de laquelle il grimpe, pouvant venir occluser l'ajutage. La production de « sels grimpants » est bien connue des spécialistes, dont certains cherchent à supprimer l'évaporation en recouvrant la solution d'une pellicule isolante, d'un film d'huile de paraffine, par exemple.

Mais le chargement est le plus souvent fait par les usagers à qui sont fournies les charges préparées. Les notices des constructeurs concernant les soins à prendre pour le chargement devraient insister sur la nécessité de bien mesurer la solution de remplissage, afin de ne pas dépasser le niveau au-delà duquel l'expansion du gaz ne dispose plus du volume minimum indispensable. Trop de praticiens ont tendance à élever le niveau du liquide pour tenir compte de l'évaporation.

Qu'au bout de plusieurs mois, le niveau d'un appareil trop rempli soit devenu normal, la chose est possible, mais les nécessités peuvent obliger à l'emploi d'un appareil fraîchement équipé.

Certains constructeurs indiquent, il est vrai, que par sa position même sur l'enveloppe dans les appareils à renversement, l'ajutage ouvert à l'air libre limite le niveau de la solution. Il conviendrait, cependant, de vérifier expérimentalement si cette limitation correspond bien à un taux de pression pouvant être supporté par l'appareil, en admettant l'hypothèse toujours possible d'une obstruction du jet de sortie. Mentionnons, pour illustrer notre pensée sur ce point, que le dernier accident mortel que nous avons enregistré a été provoqué par un appareil qui, au cours d'une démonstration, et d'après les témoignages recueillis, venait d'être chargé sous les yeux du représentant même du constructeur, sans jaugeage du liquide, ni filtration préalable de la solution. Au moment où fut provoquée la réaction par le renversement de l'extincteur, le jet ne put fuser, l'ajutage étant obturé. L'appareil était à ce moment devenu très dangereux. La partie plane, visiblement trop mince et trop peu résistante, de son bouchon fileté, ayant cédé à la pression, l'engin fut lui-même projeté en arrière. Frappant mortellement au visage l'infortuné manœuvre préposé à son nettoyage, il allait retomber ensuite 20 mètres plus loin.

Les deux accidents que nous venons de relater suffiraient à établir la nécessité d'un contrôle officiel de la résistance des enveloppes d'extincteurs. Cette épreuve préalable a, d'ailleurs, déjà été sollicitée par un constructeur qui utilise des enveloppes ainsi timbrées à 16 kilogrammes. Cependant, à moins d'exiger une pression d'essai considérable, on ne saurait parer par là au danger des surpressions accidentelles provenant d'erreurs ou d'imprudences, et il semble indispensable de munir ces appareils d'une soupape de sûreté calée à la pression du timbre apposé par le Service des Mines.

Appareils à mousse. — Un perfectionnement très intéressant a été apporté aux extincteurs à réaction, par l'adjonction à la charge d'une matière saponifiante formant dans le feu des bulles très stables d'acide carbonique. Au lieu de se dissiper en partie dans l'atmosphère, le gaz incomburant vient recouvrir la surface en ignition, et l'efficacité de son action s'en trouve considérablement augmentée. Cette utilisation d'une mousse stabilisatrice constitue une application fort ingénieuse des lois de l'adsorption telles qu'elles ont été énoncées par les savants de la génération actuelle.

Une émulsion stable ne peut être obtenue que si la pellicule entourant les bulles est suffisamment visqueuse pour empêcher qu'elles ne s'agglomèrent. On se servira donc de certaines matières grasses organiques, comme la saponite ou encore le bois de Panama. La matière organique à l'état solide et finement pulvérisée est mélangée au bicarbonate de soude. La dissolution du sel ne s'en trouve point facilitée, et les grumeaux se forment plus nombreux encore. La mousse qui surnage interdit le contrôle exact du niveau atteint lors du transvasement dans l'extincteur : d'où nécessité encore plus absolue de n'opérer qu'avec une quantité de liquide soigneusement jaugée et une solution bien filtrée.

Dans ces appareils du type à renversement, pour les modèles portatifs tout au moins, l'acide est remplacé par une solution de sulfate d'aluminium donnant une réaction sensiblement plus lente et, partant, une émission moins tumultueuse. Par contre, le dégagement gazeux s'accompagne de la mise en liberté d'alumine colloïdale, qui vient au cours de la réaction se déposer avec le sulfate de soude au fond de l'appareil, c'est-à-dire dans le voisinage de l'ajutage. Les risques d'obstruction s'en trouvent accrus, d'autant plus que le sulfate d'alumine s'accompagne toujours de sulfate de fer provoquant dépôt de fines particules métalliques.

Sous l'influence de chocs imprimés à un appareil sous pression, la mousse foisonne et la pression tend à s'élever davantage. C'est là une propriété des écumes et un fait d'expérience que l'on peut facilement vérifier en frappant du couteau une bouteille de vin mousseux débouchée et fusant mal. Le choc provoque la formation de mousse qui déborde rapidement du goulot. Aussi, doit-on se garder de jeter brutalement ou de frapper, pour le déboucher, un appareil à mousse resté en pression par suite d'obturation de son ajutage d'échappement.

Le dernier accident mortel que nous avons enregistré a été provoqué par un appareil de ce genre. En essayant de dévisser le bouchon à coups de marteau, pendant que l'engin était sous forte pression, la victime en a sans doute hâté, sinon provoqué l'explosion.

Il est nécessaire de recharger assez souvent les extincteurs à mousse, les matières organiques saponifiantes étant susceptibles de fermenter. Et somme toute, leur manipulation nous paraît être aussi dangereuse que celle des appareils primitifs à réaction.

Par contre, le déversement de mousse sur un foyer est d'une efficacité reconnue. Il a été constaté que l'écume extinctrice est très adhérente, même aux surfaces verticales, et que sa durée est suffisamment longue pour parer à un réveil du foyer. Aussi, a-t-on cherché à généraliser le

procédé, et à en utiliser les avantages incontestables dans les pompes à incendie. Pour cela, on introduit progressivement le mélange des charges en quantité proportionnée à la vitesse d'écoulement dans la canalisation de refoulement des pompes.

Mentionnons, à titre documentaire, une autre catégorie d'extincteurs à poudre, projetant du carbonate de chaux sur le foyer. Ces appareils, officiellement essayés dans la marine anglaise, il y a quelque vingt ans, n'ont pas donné des résultats très encourageants, avec une pression de chasse plus forte, obtenue par exemple par le débouchage d'un tube d'acide carbonique liquéfié, ils paraissent retrouver une certaine faveur, là où la projection d'eau est nettement contre indiquée par la nature du travail.

Les extincteurs devant les Compagnies d'assurances. — Qui pourrait apprécier l'efficacité des procédés de lutte contre l'incendie avec plus d'autorité que les compagnies qui en assurent le risque ? Depuis longtemps, ces sociétés témoignent de l'intérêt qu'elles portent aux améliorations du matériel de protection, sous la forme de remises conditionnelles d'un pourcentage donné des primes d'assurances, consenties à la clientèle la plus soucieuse d'éviter les sinistres.

Or, le Syndicat général des Compagnies d'assurances à primes fixes contre l'incendie, reconnaissant les services que peuvent rendre les extincteurs malgré leur imperfection, a décidé, le 7 mars 1927, d'accorder une remise légère aux assurés lorsque leurs installations répondent à des prescriptions déterminées.

Une partie de ce règlement vise la distribution des appareils et leur entretien en bon état de fonctionnement. Elle stipule notamment

Les extincteurs chimiques doivent être vérifiés annuellement et rechargés après leur usage. Avant le rechargement, toutes les parties de l'appareil doivent être lavées à l'eau. La vérification annuelle doit être effectuée par le constructeur ou le fournisseur (agréé du syndicat) et en présence du personnel appelé à se servir des appareils, afin de se familiariser avec leur emploi.

La recharge périodique est nécessitée par l'évaporation et la neutralisation plus ou moins accusées de la solution alcaline au contact d'atmosphères de conditions physiques et chimiques variées. Mais surtout les solutions bicarbonatées ne sont pas d'une parfaite stabilité, surtout quand elles ont été préparées avec une eau calcaire, et elles se déposent progressivement avec cristallisation du sel. L'efficacité d'un appareil étant ainsi fonction de son temps de charge, nous aimerions que la date de sa dernière visite fut obligatoirement inscrite sur son enveloppe.

On profite du remplacement de la charge pour s'assurer du fonctionnement de l'extincteur. La procédure est fort judicieuse qui confie ces opérations aux soins d'un spécialiste et le convie à les effectuer en présence du personnel à éduquer. La prévention des accidents ne peut, d'ailleurs, que gagner à cette prudence. En cas d'obstruction de l'ajutage, par exemple, l'opérateur peut être amené à dévisser le bouchon d'un appareil resté sous pression généralement réduite mais encore dangereuse. Or, les sels bloquent souvent le filetage du couvercle et opposent une grande résistance à cette opération. Citons le cas d'un contremaître d'usine textile qui ayant, pour ce faire, appuyé le fond de l'engin contre sa poitrine reçut, au moment où s'arracha le dernier filet, un tel choc qu'il dut s'en aliter pendant quinze jours. Il serait sage d'adapter à ces appareils des dispositifs de fermeture mieux étudiés.

Les risques d'accidents introduits par ces instruments bien imparfaits que sont les extincteurs n'ont, d'ailleurs, pas échappé aux Compagnies d'assurances contre l'incendie. Un chapitre important du règlement syndical du 7 mars 1927 énumère les conditions de sécurité que doit assurer la construction de ces appareils.

Les extincteurs à main ou montés sur roues devront être solidement construits en tôle d'acier ou de laiton rivetée ou soudée à l'autogène. Ils devront tous être éprouvés à une pression égale à une fois et demie la pression normale qui se développe pendant leur fonctionnement ⁽¹⁾, et porter une plaque indiquant qu'ils ont subi cette épreuve avec succès. Cette épreuve sera faite sur un appareil-type sortant de l'usine du constructeur, au laboratoire de Bellevue; elle donnera lieu à délivrance d'un certificat. Tous les appareils du même système construits dans l'usine devront être soumis à cette même épreuve par les soins du constructeur, avant d'être délivrés à la clientèle. Tous les appareils devront être construits de telle manière qu'on puisse, par une manœuvre simple, vérifier leur maintien en bon état de fonctionnement.

Pour intéressante et méritoire qu'elle soit, venant d'un organisme qui en l'édicant sortait du domaine de ses préoccupations ordinaires, cette réglementation embryonnaire ne nous donne point tout apaisement. Elle repose, en effet, presque entièrement sur la conscience professionnelle du fabricant et de ses agents, dont, maints exemples malheureux nous le prouvent, la prudence n'est pas toujours exempte de défaillances regrettables. Clients et fournisseurs, éloignés par le retentissement d'accidents graves, s'accordent actuellement à penser qu'une intervention officielle en la matière apaiserait bien des craintes. Faut-il ajouter que si les prescriptions à intervenir étaient assez rigoureuse pour amorcer une certaine standardisation des modèles, tout en faisant reposer sur des bases techniques une fabrication dont la diversité ne le cède qu'à l'empirisme, la protection des usagers contre les accidents possibles en serait doublement assurée. Réforme limitée, sans doute, mais en matière de prévention est-il un progrès négligeable dès l'instant où il est économiquement réalisable?

Extincteurs au tétrachlorure de carbone. — L'emploi de l'eau comme agent extincteur d'incendie offre souvent de grands inconvénients, et au point de vue prévention des accidents la conductibilité électrique du liquide n'est pas un des moindres. Il importait donc de trouver un fluide de densité élevée, incomburent stable aux températures élevées et mauvais conducteur.

L'anhydride carbonique mis à part, le meilleur agent chimique d'extinction semble être actuellement le tétrachlorure de carbone. C'est tout au moins le plus employé; sous le nom de « Pyrène », ce liquide extrêmement volatil, est utilisé notamment dans les extincteurs pour véhicules automobiles où les appareils à réaction, trop sensibles aux chocs, ne peuvent guère être retenus. De tous les composés chlorés qui produisent en quantité importante une vapeur lourde incomburente, le tétrachlorure est le plus stable et le plus indifférent à l'action de la chaleur comme aux conditions chimiques variées qui prennent naissance dans un incendie. Le chlorure de méthyle, dont le pouvoir réfrigérant est intense, pourrait également être adopté, et de préférence additionné de bromure. Mais il s'agit là d'un produit extrêmement volatil, nocif et d'un prix très élevé au surplus.

Le tétrachlorure, solvant énergique, dissout les graisses et rend le cuir inutilisable. A l'état pur, il n'attaque cependant pas les enveloppes métalliques et n'est pas conducteur de l'électricité, mais le produit trouvé dans le commerce est rarement pur; il contient d'autres chlorures, du sulfure de carbone et des traces d'humidité. Ces impuretés favorisent la production d'acide chlorhydrique susceptible de corroder l'enveloppe de l'ex-

(1) L'expression semble prêter à confusion. S'il s'agit simplement de la pression, ajustage débouché, le taux de sécurité risque d'être dépassé en cas d'obturation.

tincteur. En outre, le produit impur devient conducteur, ce qui interdit son emploi dans les centrales et les usines à force motrice électrique.

On sait qu'une élévation accentuée de température facilite la dissociation moléculaire et tend à la formation de corps simples, les groupements moléculaires se reformant au cours du refroidissement et engendrant des composés variables avec les conditions d'équilibre du moment et quelquefois nocifs.

Le Bureau des Mines en Angleterre a étudié les dissociations auxquelles se trouve soumis le tétrachlorure au contact des flammes et des matières carbonées incandescentes. Il a été ainsi démontré qu'il y a généralement production de chlorure de carbone et formation d'acide chlorhydrique. Au contact du fer rouge, il peut se former du chlore, mais toujours en quantités faibles. Ces produits corrosifs attaquant le cuir et aussi l'acier, il convient de bien essuyer les pièces métalliques qui ont pu être soumises à leur action.

Le produit le plus nocif qui puisse être engendré au cours de ces réactions est l'oxychlorure de carbone au phosgène. Certains cas d'intoxication observés au cours d'un incendie combattu par projection de tétrachlorure ont été attribués à la formation de ce redoutable poison. Il convient d'indiquer que ces intoxications se sont produites en milieu confiné sans aération, et ne semblent pas s'être renouvelées. Retenons, cependant, que si le tétrachlorure est le moins offensif des hydrocarbures chlorés, les produits plus toxiques de sa décomposition pyrogénée offrent l'inconvénient d'être d'une odeur fade n'avertissant pas du danger, et que l'oxychlorure de carbone en particulier exerce une action très active sur les centres nerveux de l'odorat qu'elle insensibilise rapidement. Et cette constatation explique que, dans une note récente, M. le colonel Poudeuroux, des sapeurs-pompiers de Paris, fasse quelques réserves concernant l'emploi du tétrachlorure pour combattre les feux de cheminées.

Il a été indiqué que c'est surtout quand le tétrachlorure contient de petites quantités de sulfure de carbone ou de chloroforme que de tels accidents peuvent survenir. Les impuretés du produit compromettent ainsi de diverses manières la sécurité des sauveteurs, et il importe qu'en vue de son utilisation dans les appareils extincteurs il soit convenablement épuré. Il serait d'ailleurs très désirable que cette épuration fût officiellement contrôlée à la suite de judicieux prélèvements opérés dans les extincteurs eux-mêmes.

Dans les appareils pour véhicules automobiles, la pression est fournie par pompage à main ou par décapsulage d'un petit tube intérieur de CO_2 liquéfié. Le règlement syndical des Compagnies d'assurances-incendie prescrit que ces extincteurs, construits en laiton ou en tôle plombée, d'une épaisseur minima de 5/10^{es}, devront être absolument étanches et seront soumis à une épreuve officielle effectuée sur appareil-type, dans les mêmes conditions que les extincteurs à réaction. L'épreuve des appareils à pompe sera effectuée à la pression d'un kilogramme par centimètre carré maintenue pendant douze heures.

La lutte contre l'incendie dans les centrales électriques. — La diffusion des appareils électriques a introduit de nouveaux risques industriels et révélé de nouveaux aspects de la lutte contre l'incendie. Citons notamment le cas trop fréquent, en cas de surcharge, d'incflammation des bobinages de gros alternateurs de centrales électriques. Il s'agit là d'unités d'un prix élevé, dont il importe de limiter la détérioration dans le minimum de temps. On ne peut, cependant, rien tenter avant que le personnel de surveillance ait mis l'appareil hors circuit.

Mais dès cet instant la lutte sera entreprise en envoyant le fluide inflammant dans la canalisation même de ventilation qui assure le refroidisse-

ment des enroulements pendant la marche. Si on emploie le tétrachlorure, comme c'est le cas souvent en France, le liquide pulvérisé dans cette conduite se volatiliserait et rendrait l'air inflammable en quelques secondes. A cet effet, seront installés à demeure à proximité de l'alternateur un réservoir de tétrachlorure et un autre d'air comprimé. La simple ouverture de deux vannes permettra au moment voulu d'injecter le tétrachlorure, refoulé par la pression d'air comprimé. En même temps, un dispositif spécial à fonctionnement automatique assurera l'obturation de l'orifice d'entrée d'air de la canalisation ainsi envahie par le fluide extincteur. Ainsi seront évitées les déperditions de vapeurs inflammables, en même temps que les rentrées d'oxygène.

En espace clos, point n'est besoin d'employer une quantité énorme de tétrachlorure, un centimètre cube de liquide injecté rendant inflammable quatre litres d'air, par abaissement corrélatif de la teneur en oxygène. Mais, plus la température s'élève, plus s'abaisse le pourcentage d'oxygène qui suffit à entretenir la combustion, et davantage il faut envoyer de fluide. L'atmosphère doit être maintenue inflammable le temps nécessaire pour qu'un réveil d'activité du foyer ne soit plus possible, et d'autant plus longtemps que les masses métalliques auront été portées à une température plus élevée.

Dans les cabines de transformation, sous-stations ou postes de coupure, on peut, ainsi que le préconise un constructeur, par le jeu d'un contre-poids que libère un fusible en cas d'élévation de température, agencer un dispositif d'extinction automatique.

Les progrès intéressants ainsi réalisés dans la lutte contre l'incendie des appareils électriques semblent pouvoir être judicieusement étendus à d'autres industries. Il convient, néanmoins, de ne pas négliger les inconvénients des dérivés du tétrachlorure et du produit lui-même, tant pour le matériel que pour les sauveteurs, ce qui limite l'emploi du procédé et incite les usagers à revenir au gaz carbonique plus stable.

Eminemment compressible et facile à emmagasiner sous forme liquéfiée, l'anhydride carbonique constituerait l'agent d'extinction idéal si, par sa détente brusque produisant un froid intense, le fluide n'obstruait finalement la valve distributrice en y déposant de l'anhydride solidifié. De très nombreux chercheurs ont tenté de remédier à cette grave difficulté.

Il nous revient que l'invention récente d'un ingénieur suédois ferait réaliser un progrès immense au problème ainsi posé. Le procédé consisterait à obtenir une détente progressive à l'intérieur d'un tube placé dans la bouteille de gaz liquéfié et aboutissant à la vanne de distribution. A l'expérimentation, il aurait permis de vider un cylindre de 22 kilogrammes d'anhydride en 40 secondes, alors que jusque là il fallait plusieurs heures. Ainsi perfectionné, le système de protection par bouteilles d'anhydride carbonique comprimé doit trouver un emploi étendu, tout particulièrement dans l'industrie électrique. Il peut se prêter à l'agencement de dispositifs à déclenchement automatique dont certains que nous connaissons sont fort ingénieux. La disjonction de l'unité avariée peut être assurée par un jeu d'appareils se déclanchant dans l'ordre normal, sous l'action d'un thermostat ou d'un limiteur de tension.

L'étanchéité de tous appareils à émission de gaz ou de produits volatils doit être parfaitement assurée et régulièrement contrôlée. Un constructeur américain a trouvé un moyen ingénieux de déceler les fuites des tubes de gaz carbonique en les installant à demeure sur un plateau d'une balance à fléau dont les déplacements sont faciles à observer.

Extinction des hydrocarbures et produits chimiques inflammables. — La lutte devient plus difficile dès qu'il s'agit d'hydrocarbures inflam-

mables dont les dépôts, considérés comme fort dangereux il y a quelques années à peine, sont arrivés à se multiplier de façon inquiétante. Ici, si l'action du tétrachlorure est plus rapide, le déversement, automatique ou non, de mousse extinctrice sur le foyer paraît constituer la meilleure sauvegarde contre un retour offensif du fléau.

Les règlements anglais exigent l'installation d'appareils à mousse pouvant donner une couche extinctrice d'une épaisseur donnée sur la totalité du sol des chaufferies, et ce pour tous les navires à passagers qui pratiquent la chauffe au mazout. Une installation automatique d'extinction est indiquée dans les ateliers de cuisson des huiles, ceux notamment où on prépare les vernis gras par polymérisation. Le jet extincteur devra déboucher dans la hotte même qui recouvre et isole chaque chaudière.

L'inflammation d'un liquide se produisant sur la pellicule supérieure en contact avec l'air, il convient de noter que, dans nombre de cas (incendie d'un transformateur électrique par exemple), il semble possible de limiter les dégâts, et de hâter l'extinction en adaptant un dispositif spécial de vidange du récipient, qui permette de soustraire le combustible encore intact, à l'action du feu. La manœuvre de cette vidange s'effectuera de loin et pourra même être rendue automatique, le liquide étant envoyé au dehors dans une zone où son inflammation ne saurait présenter de danger.

Le développement de l'emploi de la nitrocellulose pour la fabrication des vernis celluloseux, de plus en plus utilisés en carrosserie, celle des films, des peignes ou autres objets en celluloid, a introduit dans la vie industrielle des risques encore plus graves. La nitrocellulose et ses dérivés contiennent, en effet, une grande quantité d'oxygène et ces corps d'une inflammabilité fort dangereuse peuvent se consumer sans apport extérieur d'oxygène. C'est ainsi que des pellicules de films continuent à brûler en étant plongées dans un récipient de tétrachlorure de carbone.

Dans ces différents cas, l'action extinctrice de l'anhydride carbonique serait d'autant plus efficace que sur la canalisation déversant le gaz pourrait venir se fixer un dispositif distributeur de mousse. Ainsi serait assurée la permanence de l'isolement du foyer, nécessaire à son apaisement définitif.

L'extinction des liquides émettant des vapeurs inflammables à faible température, celle des produits à la fois combustibles et comburants, constituerait un problème pratiquement insoluble, si on n'avait soin d'attaquer le fléau dès son origine, et avant que la température ambiante ne soit trop élevée. Aussi, est-ce surtout dans les dépôts d'hydrocarbures légers et les ateliers où se manipulent des nitrocelluloses, par exemple, que les appareils d'extinction doivent toujours être à portée de la main et prêts à fonctionner sur-le-champ. Chaque fois que les dispositions du travail le permettront, ils seront à fonctionnement automatique.

Les mêmes difficultés se rencontrent dans les incendies englobant des nitrates ou des chlorates, l'oxygène nécessaire à la combustion étant contenu dans ces produits eux-mêmes. Il est d'autres corps, comme le sodium par exemple, dont on ne peut combattre l'ignition par le tétrachlorure. Le sodium, en effet, se combine au chlore, mettant en liberté le carbone qui entretient l'incendie.

Dans son inlassable recherche de corps nouveaux et généralement instables à asservir à ses besoins toujours accrus, l'homme ne défierait-il point les éléments contre lesquels il semble le moins armé ? Et, ayant créé le danger, s'emploie-t-il suffisamment à le limiter ? Les efforts accomplis dans ce sens sont-ils assez nettement disciplinés et coordonnés pour assurer au mieux l'indispensable sauvegarde due aux travailleurs ? Questions angoissantes auxquelles la leçon des faits, seule, de temps à autre, fournit une réponse tragique. Alors nous apparaissent soudain nos

responsabilités collectives, et l'urgence de réalisations trop longtemps différées. Impression brutale comme l'éclair, mais trop souvent, hélas ! fugitive comme lui.

NOTE

SUR UNE CAUSE D'ACCIDENT PAR EXPLOSION

DANS L'ARGENTURE CHIMIQUE DES GLACES

PAR M. GAUDIOT, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL A NANCY.

Les circulaires ministérielles des 4 décembre 1926 et 17 janvier 1927 ayant appelé l'attention sur les dangers des poussières explosibles, il nous paraît d'un certain intérêt de signaler une cause possible d'accidents graves, par explosion, au cours du travail d'argenture chimique des glaces.

Cette opération qui s'est substituée à l'ancien procédé d'étamage dont les inconvénients, résultant de l'emploi du mercure, sont bien connus, a pour principe la réduction d'une solution alcaline de nitrate d'argent par un corps réducteur.

Dans la pratique industrielle, la composition exacte de la solution alcaline et la nature du réducteur varient quelque peu d'un établissement à l'autre, chaque chef d'établissement agissant d'après des données personnelles et d'après des formules qui lui sont propres. Cependant, ces réserves faites, on peut considérer l'argenture comme obtenue presque toujours, actuellement, par l'action d'une solution légèrement nitrique de saccharose sur une solution d'argent. Cette dernière résulte, elle-même, d'un mélange de deux liqueurs : la première composée d'azotate d'argent, d'eau et d'ammoniaque à 22° Beaumé, la seconde d'une solution de potasse caustique. La solution obtenue est allongée d'une certaine quantité d'eau. Elle est filtrée, puis déposée sur les glaces aussitôt après sa préparation, le liquide perdant ses propriétés utiles par évaporation, et demandant ainsi à être utilisé immédiatement.

Il y a deux ans, le directeur d'un important établissement de notre section, dans lequel l'argenture des glaces est pratiquée suivant ce mode opératoire, nous avait incidemment signalé un accident heureusement bénin, mais d'apparence bizarre, et dont la cause n'avait pu être clairement dégagée.

L'un des ouvriers de l'atelier d'argenture ayant constaté, le matin, au moment de commencer son travail, qu'un dépôt s'était formé sur son filtre, voulut l'en débarrasser au moyen d'un agitateur en verre. Mais, à peine ce dernier était-il en contact avec le filtre, qu'une détonation se produisait, accompagnée de projection de la matière en dépôt. L'ouvrier n'eut aucun mal; il eut toutefois le visage criblé de fines particules d'argent noirci, ayant donné lieu à une pigmentation de la peau du visage, visible sous forme de points noirs très nombreux.

L'opérateur n'ayant pas exposé très nettement les circonstances de cet accident, fut presque taxé d'imprudence, et l'on fut tenté de penser qu'il avait introduit, dans les ateliers, un produit fulminant.

Or, récemment, nous étaiant signalées des recherches effectuées en Allemagne à la suite de plusieurs explosions violentes, survenues dans

une fabrique de miroirs. Leur résultat a été donné dans la *Chemiker Zeitung*, et mentionné sommairement dans la *Technique Moderne* de décembre 1927.

Il résulte de cette enquête que les explosions constatées l'ont été dans un établissement pratiquant l'argenture par l'emploi des solutions que nous avons précédemment énumérées. L'auteur des recherches signale notamment, dans son étude des causes, le fait suivant : « Opérant, en été, on avait, par hasard, préparé d'avance du mélange concentré des deux solutions, d'où s'étaient déposés des flocons d'argent fulminant, que l'évaporation avait mis à sec. Des poussières organiques ont dû provoquer les accidents, heureusement en l'absence du personnel. »

Ces indications, rapprochées des circonstances dans lesquelles s'était produit l'accident survenu dans notre section, nous ont amené, ainsi, du reste, que le directeur de l'établissement en cause, à penser que l'on se trouvait en face d'un cas du même genre. Le dépôt resté sur le filtre était un dépôt sec de poussières ou de flocons d'argent fulminant, qui avaient détoné spontanément en présence de particules organiques, ou bien sous le choc de l'agitateur.

Au reste, attachant de l'importance à la question, ce directeur fit opérer des recherches dans les autres entrepôts de sa société, où l'argenture des glaces est également entreprise. Il put retrouver trace d'un autre accident par explosion spontanée, d'une certaine gravité, paraît-il, et remontant à une date déjà éloignée.

Suivant, d'ailleurs, les conclusions signalées par l'auteur de l'article de la *Chemiker Zeitung*, on a, dans la glacerie qui nous occupe, prescrit les mesures suivantes, dans le but de prévenir tout risque accidentel.

En premier lieu, il est interdit de travailler en liqueur concentrée, de façon à éviter les dépôts de flocons d'argent non dissous. Pour une raison identique, il y a lieu de ne jamais préparer le mélange d'avance, ce mélange abandonné à lui-même pouvant laisser déposer des flocons. Au cas, d'ailleurs, où ceux-ci se sépareraient de la solution, ils ne doivent pas être recueillis à sec, mais il est nécessaire de les redissoudre par addition d'ammoniaque. De même, on ne doit pas tolérer, sur les filtres secs,

Enfin, il est indiqué de se mettre à l'abri des poussières, au cours des préparations, et d'éviter toute agitation de l'air ambiant, pouvant soulever des poussières organiques et les mettre en contact avec les filtres. Ces précautions sont, d'ailleurs, de rigueur dans les locaux d'argenture où l'on vise à obtenir, dans l'intérêt même de la fabrication, une grande propreté et à éviter la moindre agitation de l'air des ateliers.

Les résidus restant sur les filtres sont, d'autre part, rassemblés dans des récipients métalliques ou dans des tonneaux, avant d'être vendus à des récupérateurs qui leur font subir un traitement spécial. Il est nécessaire de maintenir le contenu de ces tonneaux en atmosphère humide et de le soustraire aux poussières.

Ces mesures appliquées systématiquement semblent devoir prévenir des accidents susceptibles de présenter une réelle gravité, et dont il nous a paru non seulement intéressant, mais également utile de signaler l'éventualité.

NOTE

SUR

UN DISPOSITIF DE SIÈGE RÉGLABLE POUR OUVRIÈRES

PAR M. GAUDIOT,

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL A NANCY.

Nous avons eu l'occasion de signaler, dans le *Bulletin de l'Inspection du Travail* de 1923, une initiative prise par un industriel de notre section, pour donner satisfaction à l'article 8 du décret du 10 juillet 1913, en fournissant des sièges individuels aux ouvrières de sa filature.

Depuis cette date, des résultats intéressants du même ordre ont été acquis dans divers autres établissements, notamment dans plusieurs filatures et tissages de coton, où des dispositifs pratiques ont été adoptés.

A l'époque présente, alors que les questions d'organisation scientifique du travail et d'étude des mouvements retiennent particulièrement l'attention des milieux industriels, les chefs d'établissements éclairés ne mettent plus en doute l'intérêt qui s'attache à diminuer l'effort physique du personnel, en vue d'obtenir un effort plus régulier, et, partant, un meilleur rendement.

C'est en s'inspirant de ces idées que le directeur d'une brasserie de la région de Nancy a conçu et mis à la disposition de ses ouvrières, employées à la canetterie, un modèle de siège ingénieux, et qu'il nous paraît utile de décrire.

Les transformations apportées, depuis la guerre surtout, dans le matériel de brasserie, comme dans celui de la plupart des industries, d'ailleurs, ont eu pour conséquence la généralisation du soutirage automatique. Le remplissage des bouteilles, ou canettes, s'effectue, dès lors, sous la simple surveillance d'ouvrières chargées de mettre en place les bouteilles, de les boucher et de les enlever de la chaîne transporteuse. Le travail est régulier et continu. Il s'effectue généralement dans la position debout. Il exige du personnel une attention soutenue, continue, également des mouvements précis et répétés.

Dans le but de placer ses ouvrières dans les conditions les plus favorables pour fournir cet effort, le directeur de l'établissement visé leur a donné des sièges, disposés en bonne place, et étudiés en tenant compte de la position du corps requise par le genre de travail effectué.

Description. — A proximité de la chaîne de transport des canettes, un gros tube creux, en fonte, T est enfoncé et scellé dans le sol cimenté de l'atelier. Il supporte un second tube creux f, qui y pénètre, et y est fixé par un remplissage en ciment.

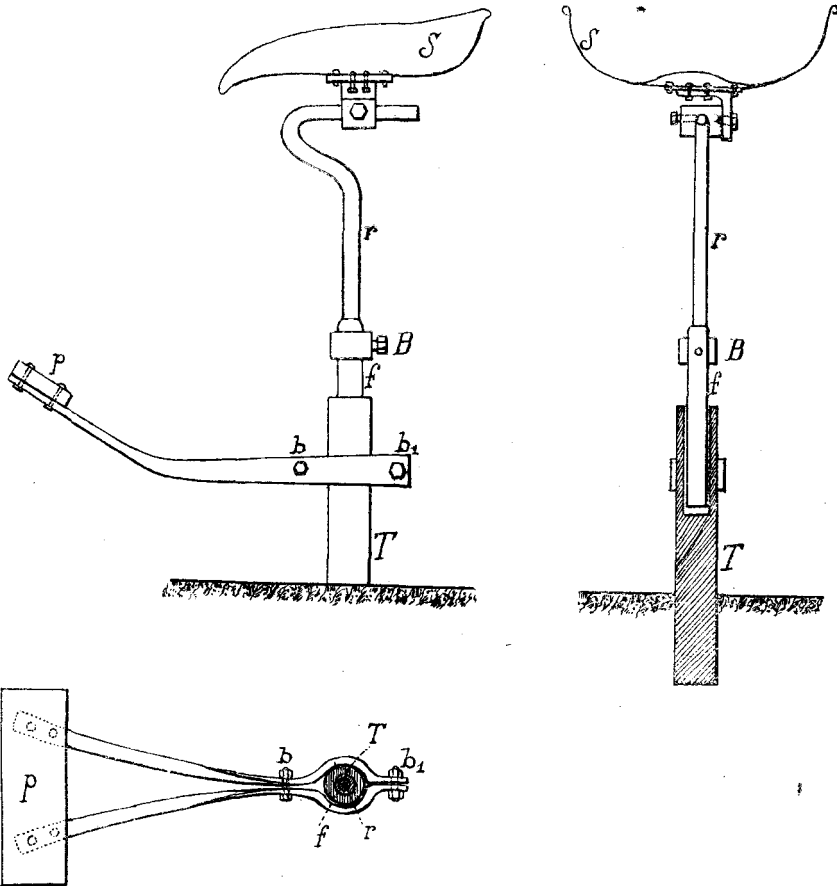
A l'intérieur de ce dernier tube, et pouvant y coulisser, s'engage un fer rond r, terminé par une sorte de col de cygne, supportant un vaste siège métallique S dont la forme est inspirée de celle des sièges couramment utilisés sur certaines machines agricoles. L'assise est très large et parfaitement confortable.

Une bague de fixation et un boulon B permettent de régler avec facilité la hauteur du siège au-dessus du sol, et suivant la taille de l'occupant.

D'autre part, on obtient, tout aussi aisément, un autre réglage dans le

sens horizontal, en faisant glisser le siège sur la partie supérieure du col de cygne. La fixation au point voulu se fait en serrant un second boulon *b*.

Enfin, l'ensemble du dispositif est complété par des repose-pieds, constitués par une armature en fer plat, dont l'une des extrémités formant



Croquis du dispositif de siège réglable pour ouvrières. T tube creux en fonte, scellé dans le sol, et supportant un second tube creux *f*, fixé dans le premier par un remplissage en ciment, *r* fer rond, terminé par un col de cygne servant au réglage du siège dans le sens horizontal; S, siège métallique à assise très large; B, bague de fixation et boulon permettant le réglage de la hauteur du siège au-dessus du sol; p, repose-pieds réglés en hauteur à l'aide des boulons *b* et *b*₁.

manchon, serre le tube creux de scellement. Les autres extrémités, écartées en éventail et légèrement relevées, soutiennent une planchette *p* disposée obliquement, et sur laquelle les pieds de l'ouvrière reposent dans une position naturelle.

Deux boulons (*b b*¹) assurent le réglage en hauteur du repose-pieds.

En définitive, les divers éléments du siège sont ajustables dans tous les sens et en rendent l'emploi vraiment très pratique.

La construction d'un semblable dispositif n'est ni compliquée, ni onéreuse. Elle peut être parfaitement entreprise dans tout atelier d'entretien, rattaché à une usine de quelque importance.

D'autre part, il résulte des renseignements qui m'ont été fournis, que l'emploi de ces sièges n'a aucunement ralenti la production et s'est trouvé compatible avec celui des nouvelles machines automatiques à laver et remplir les bouteilles.

NOTE SUR UN APPAREIL DE SÛRETÉ

POUR

OUVREUSES ET BATTEURS À COTON

PAR M. GAUDIOT, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL A NANCY.

Considérations sur les accidents dus aux changements de rouleaux des batteurs et ouvreuses. — On sait que les ouvreuses et les batteurs utilisés dans les filatures de coton ont pour but la formation d'une nappe de matière textile susceptible d'être ensuite débarrassée de ses impuretés et travaillée par les cardes.

A cet effet, le coton, à la sortie des tambours du batteur, et après son passage entre les rouleaux d'appel est saisi (fig. 1) entre les cylindres presseurs R^1 et R^2 , puis circule autour des autres cylindres R^3 , R^4 , R^5 , pour venir au contact de deux rouleaux cannelés C et C'. L'action de ces rouleaux, animés d'un mouvement de rotation en sens inverse l'un de l'autre, a pour but d'enrouler la nappe autour d'une broche traversant un mandrin M, qui constitue l'axe du rouleau de coton définitivement formé. Le mandrin M subit une forte pression de la part de deux crochets C, dits « crochets de pression », qui tendent à maintenir le rouleau en formation contre les cylindres cannelés qui lui donnent sa forme.

Lorsque le rouleau a atteint un poids ou un métrage déterminés, obtenus au bout d'un temps variable suivant la vitesse de marche du batteur, de 4 à 6 minutes en moyenne, la machine est mise à l'arrêt. Le rouleau formé est enlevé, facilement séparé, à la main, de la nappe encore peu consistante, et le mandrin sur lequel il s'est enroulé, sorti de son axe. Un autre rouleau doit, alors, être préparé.

L'ouvrier ayant remis en place un nouveau mandrin doit abaisser les crochets de pression C, enrouler ou tout au moins engager l'extrémité libre de la nappe autour du mandrin, puis, seulement, remettre le batteur en marche.

En procédant de cette façon, la manœuvre correspondant au changement de rouleaux se fait sans danger. Mais, parfois, les ouvriers descendent les crochets avant d'avoir enroulé la nappe. En repliant celle-ci sur le mandrin, alors qu'il est déjà en mouvement, ainsi que les cylindres cannelés, l'opérateur peut avoir la main entraînée entre cylindres et mandrin et se trouver blessé. En raison, d'une part, de la pression qui s'exerce sur M et, d'autre part, de l'adhérence entre M, C et C', l'accident peut avoir des suites graves. C'est ce que nous avons constaté à plusieurs

reprises dans diverses filatures de notre section et même récemment, alors que l'ouvrier, ainsi blessé, devait être amputé d'une partie de la main. Des amputations de l'avant-bras ou du bras, dues aux mêmes causes, survenues avant guerre, et depuis, nous ont été signalées dans plusieurs établissements, au cours de l'enquête que nous avons menée relativement à cette question.

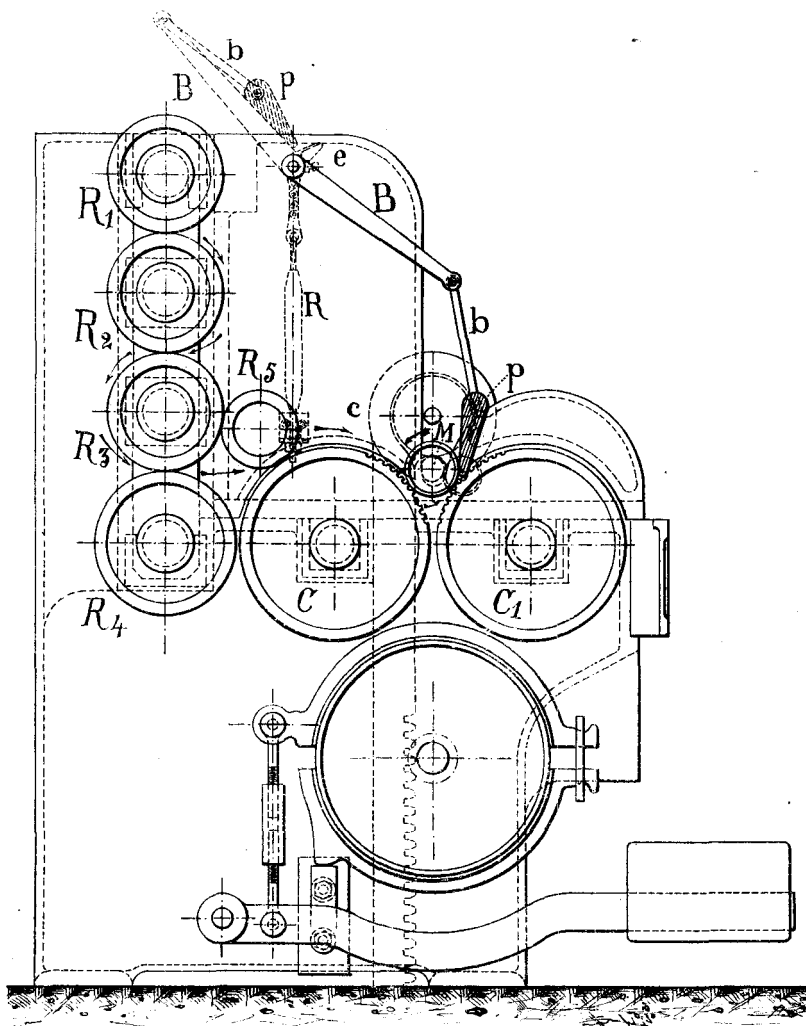


Fig. 1. — Sortie d'un batteur à coton équipé avec l'appareil Fiedler. — R^1 , R^2 , R^3 , R^4 , R^5 : Cylindres presseurs et cylindres d'appel tournant en sens inverse et conduisant le coton au contact des rouleaux cannelés C et C^1 ; M, mandrin sur lequel s'enroule la nappe sous l'action des rouleaux C et C^1 ; c, crochets de pression maintenant le rouleau de coton contre les cylindres cannelés.

En définitive, il est permis de dire que la manœuvre du changement de rouleaux peut être dangereuse si l'ouvrier ne l'effectue pas suivant la

règle. La fréquence des blessures qu'elle motive n'est pas, évidemment, considérable puisque l'opération se répète 80 ou 100 fois par jour environ, sans comporter de conséquence. Mais l'accident reste toujours possible et, presque toujours, comporte des suites graves entraînant une incapacité permanente.

Moyens de prévention. — En premier lieu, certains chefs d'établissements ont cherché à rappeler constamment aux ouvriers la façon correcte d'opérer un changement de rouleaux aux batteurs. Un directeur de filature a, notamment, fait apposer sur le couvre-tambour, une inscription très apparente, en lettres blanches, prescrivant de : « Ne descendre la crémailière que lorsque la nappe est engagée. »

De son poste de travail, l'ouvrier a cette inscription sous les yeux.

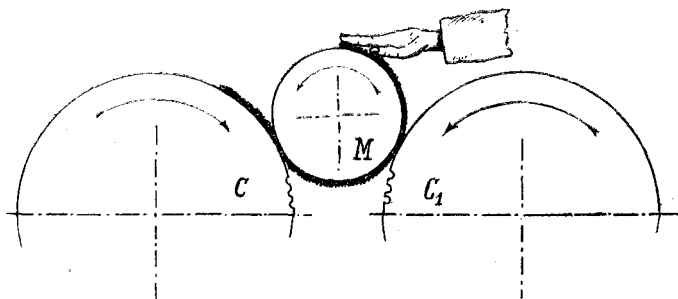


Fig. 2. — Bonne position de la main pour appliquer la nappe de coton contre le mandrin, les doigts étant joints et relevés.

Il est recommandable, d'autre part, d'appliquer la nappe contre le mandrin avec le plat de la main (fig. 2), les doigts joints et relevés, et non avec le bout des doigts (fig. 3). Dans ce dernier cas, la main se trouve, en effet, très facilement et très rapidement entraînée entre le mandrin et les cylindres cannelés. Cette recommandation a été rappelée également dans les mêmes conditions que la précédente par l'avis suivant : « *Attention : A chaque changement de rouleau, engager la nappe avec le plat de la main, les doigts relevés, et non avec le bout des doigts.* »

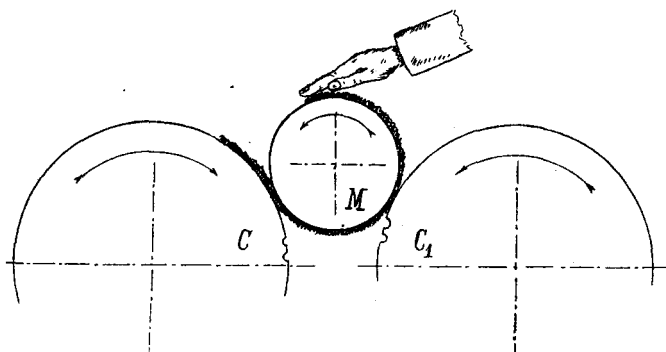


Fig. 3. — Mauvaise position de la main pour appliquer la nappe contre le mandrin, l'engagement s'effectuant avec le bout des doigts, en direction du point de concours du mandrin M et du cylindre cannelé C.

Mais il s'agit là, évidemment, d'instructions que l'ouvrier peut méconnaître, et l'on a étudié divers autres moyens de prévention. Un dispositif, préconisé anciennement, consiste à placer sous l'extrémité inférieure des crochets C, deux cales en bois, sur lesquelles elle repose, et de telle sorte qu'un intervalle de deux centimètres environ subsiste entre l'anse des crochets et le mandrin traversant le rouleau. Dans ces conditions, si l'opérateur enroule la nappe à la main, même après remise en marche du batteur, et se fait prendre, il ne subira que la pression due au simple poids du rouleau. Il pourra se dégager aisément et pratiquement sans mal, car la pression des crochets ne commencera à devenir effective qu'après quelques tours du mandrin.

Ce moyen facile n'est pas, semble-t-il, aussi souvent utilisé qu'il mériterait de l'être, en raison de sa simplicité.

Enfin, certains constructeurs se sont donnés pour but de faire effectuer à un appareil protecteur l'opération qu'accomplissent les mains, lorsqu'elles appliquent la nappe contre le mandrin pour faciliter son enroulement.

A notre connaissance, et d'après les renseignements que nous avons recueillis à différentes sources, deux dispositifs, dont l'un relativement automatique, ont été utilisés jadis dans les filatures des Vosges. Leur emploi semble avoir partout disparu. La cause en est incontestablement dans le fait que les appareils imaginés étaient encombrants, compliqués et masquaient la sortie du batteur. L'ouvrier, gêné dans son travail, ne les acceptait qu'avec difficulté.

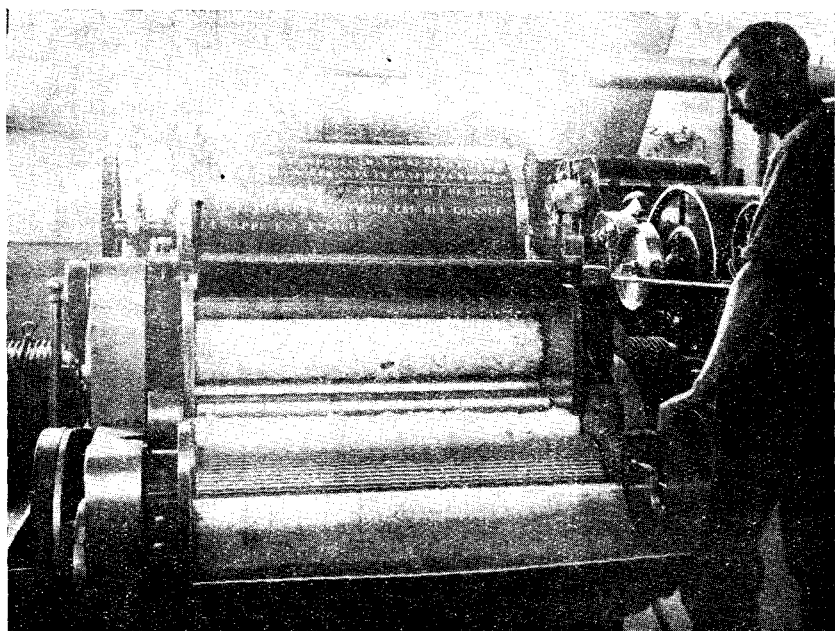


Fig. 4. — Installation de l'appareil Fiedler sur un batteur à coton. — L'appareil est à sa position de repos. La sortie du batteur reste complètement dégagée.

Nous avons eu cependant l'occasion de constater l'utilisation réelle d'un dispositif livré par une importante société de constructions mécaniques,

dit « Système Fiedler », et qui semble une variante perfectionnée de la planchette de sûreté, autrefois employée dans la région de Mulhouse. Sa simplicité, surtout, nous a incité à le décrire.

Le dispositif comprend essentiellement deux bras articulés B, munis d'avant-bras repliables *b*. Les extrémités libres des bras B sont articulées sur les deux côtés du bâti du batteur.

Les avant-bras *b* sont reliés par une planchette en bois dur *p*, de 12 centimètres de hauteur, de section triangulaire, à pointe légèrement arrondie, qui se trouve ainsi disposée parallèlement à l'axe des rouleaux C et C₁ et par suite du mandrin M, dont elle a même longueur.

Cette liaison est articulée et la planchette est mobile autour de ses axes de fixation sur les avant-bras.

Un ressort R, à tension assez faible, a tendance à relever et à maintenir l'ensemble du système dans la position de repos, figurée en pointillé, au-dessus du bâti du batteur. Un ergot *e*, prenant appui sur une saillie intérieure, limite ce mouvement de rappel.

Le fonctionnement du dispositif est le suivant : lorsque l'ouvrier a remis en place le mandrin M, engrené l'alimentation et descendu les crochets, il lui suffit de saisir avec une ou deux mains la planchette *p*, à sa position

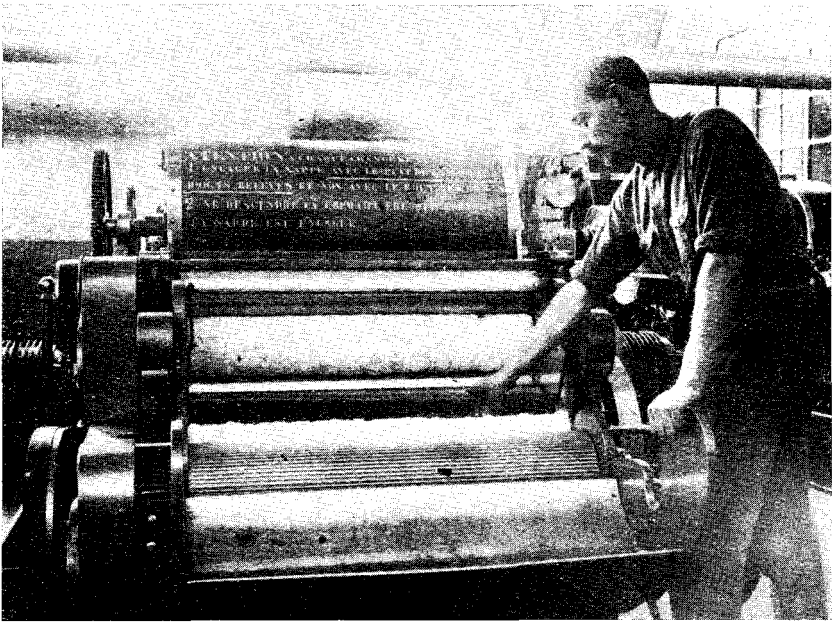


Fig. 5. — Emploi de l'appareil Fiedler après un changement de rouleau. -- L'ouvrier vient d'abaisser la planchette du dispositif et de l'amener au contact du mandrin. L'extrémité de la nappe en mouvement, buttant contre la planchette, est refoulée et s'enroule autour du mandrin, amorçant un nouveau rouleau de coton. — Remarquer les recommandations inscrites sur le couvercle du tambour du batteur et prescrivant les mesures à observer à chaque changement de rouleau.

haute, et de l'abaisser pour l'amener au contact du mandrin M. L'extrémité de la nappe en mouvement, buttant contre cette planchette, est refoulée sur le mandrin, autour duquel elle s'enroule, amorçant un nouveau

rouleau. Il suffit d'abandonner la planchette à elle-même pour que, sollicité par l'action du ressort R, le ras B, sur lequel se replie l'avant-bras, se relève et revienne à son emplacement primitif de repos.

L'action de l'appareil est sûre. Elle l'est beaucoup plus que celle des mains, qui ne s'exerce qu'en deux points, tandis que la planchette, sur toute sa longueur, tend à appliquer la nappe contre le mandrin.

Le dispositif est simple et robuste. Il est peu encombrant, présente le grand avantage de ne gêner en rien le service du batteur et ne cache aucun organe en mouvement. Enfin, son maniement extrêmement aisé ne ralentit en rien le travail. Ce sont les raisons pour lesquelles on l'a, depuis plusieurs années déjà, adopté dans une importante filature de coton de notre section, où il a aidé à la disparition complète des accidents dus aux changements de rouleaux.

NOTE

SUR

UN DISPOSITIF PROTECTEUR AUTOMATIQUE

POUR

MACHINES À SATINER, GRAINER, IMPRIMER,

EMPLOYÉES DANS L'INDUSTRIE DE LA TANNERIE

PAR M. GAUDIOT, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL A NANCY.

Notre attention a été retenue, au cours de 1927, par une série d'accidents survenus, dans une tannerie de notre section, à des ouvrières occupées sur des machines à satiner. Plusieurs de ces accidents ont présenté une certaine gravité, et l'un d'eux a même provoqué une incapacité permanente.

A la suite de nos enquêtes, l'industriel intéressé a mis à l'étude, puis réalisé, un dispositif protecteur à fonctionnement automatique, actuellement breveté, qu'il nous paraît intéressant de signaler.

Les machines à satiner, à imprimer ou à grainer, utilisées surtout dans les mégisseries, ont pour but de donner à la peau soit l'aspect satiné, que pourrait fournir un véritable repassage, soit un grain spécial, par impression d'un dessin gravé sur une plaque métallique. L'effet voulu est donc obtenu par une action purement mécanique, et sous l'influence d'une forte pression. Il peut l'être également à l'aide de presses à mâchoires, généralement mues hydrauliquement, et dont la protection a fait l'objet d'une note de M. Tournois, inspecteur départemental du travail à Marseille⁽¹⁾. Mais les mégisseries emploient en plus grand nombre, encore actuellement, les machines à satiner du type classique, d'une conception différente de celle des presses, et dont nous donnerons préalablement une description sommaire, pour faire comprendre plus clairement la nature des accidents causés par ces appareils.

(1) *Bulletin de l'Inspection du Travail* 1924, p. 402.

Description d'une machine à satiner. Fonctionnement. — Une machine à satiner du modèle courant, dit « à plaques », comprend un lourd bâti en fonte, reposant sur le sol par deux robustes montants. Entre ceux-ci, sont disposées, à hauteur convenable, deux demi-tables T (fig. 1) séparées par un intervalle dans lequel se meut un cylindre compresseur, en métal, ou rouleau R, de 40 centimètres de diamètre environ, solidaire d'un chariot C, qui peut lui-même se déplacer le long d'une vis sans fin V commandée directement en bout par une poulie.

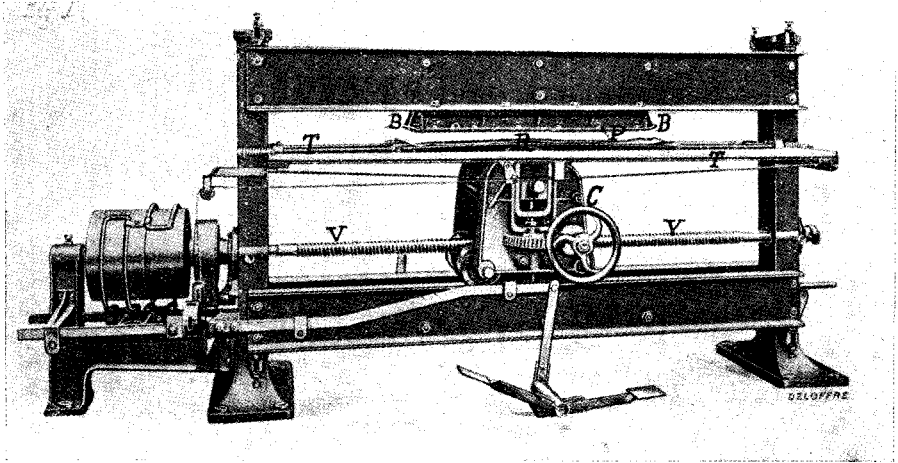


Fig. 1. — Aspect d'une machine à satiner; T, tables de travail; R, Cylindre compresseur en métal, se déplaçant dans l'intervalle des tables T; C, Chariot mobile solidaire du rouleau R; V, vis sans fin, transmettant le mouvement au système chariot-cylindre; B, Boîte ou réchauffeur, chauffée intérieurement à la vapeur; P, plaque servant à lisser, imprimer ou grainer les peaux, suivant le cas.

La traverse supérieure du bâti supporte une boîte B, dite « réchauffeur », dont le dessous est constitué par une plaque en cuivre P, parfaitement lisse, si l'on cherche un simple satinage des peaux ou, au contraire, peut recevoir — fixée par boulons — une surface métallique portant en relief les dessins à imprimer sur les cuirs travaillés, si l'on veut obtenir des effets de grainage ou d'impression. Cette boîte est chauffée intérieurement, soit à la vapeur, soit au gaz de ville ou parfois électriquement.

L'appareil est commandé par pédale. Il peut être muni d'un débrayage en un point quelconque de la course du chariot, à la volonté de l'ouvrier, ou d'un débrayage automatique à fin de course. Le mouvement du chariot, et par suite du cylindre, s'effectue alternativement dans les deux sens, de gauche à droite, puis de droite à gauche.

Le fonctionnement de la machine, assuré ordinairement par deux femmes, s'établit comme suit : Le chariot C est préalablement réglé, à l'aide d'un dispositif spécial de pression commandé par un volant visible sur la gravure, de telle sorte que le rouleau dont il est solidaire puisse venir presser contre le porte-plaques P.

Les ouvrières disposent ensuite dans l'entre-tables, sur un feutre porteur, et en prenant appui sur les tables T, les peaux à travailler qu'elles maintiennent en place avec les mains.

L'opératrice chargée de la manœuvre met en route la machine en appuyant sur la pédale d'embrayage. Le chariot C avance donc le long de la vis sans fin, d'abord de gauche à droite, par exemple, et le rouleau

soulève le feutre avec les peaux qui reposent sur lui et les appliquent fortement contre la plaque P. Le dispositif de débrayage, précédemment signalé, permet de renverser le mouvement du chariot et du cylindre, qui reviennent ensuite de droite à gauche. Ces déplacements alternatifs se répètent sans autres arrêts que ceux nécessités par le remplacement des peaux satinées par des peaux brutes.

On comprend facilement que le danger, pour les ouvrières, résulte de l'engagement possible de la main entre le rouleau presseur et la plaque du réchauffeur. Le fait peut se produire lorsque les mains sont engagées trop avant sous cette plaque pour maintenir le produit à travailler, et pour le lisser jusqu'à son extrême bord. Parfois aussi un pli s'étant formé dans la peau, mal placée sur le feutre, l'ouvrière, par un mouvement instinctif, cherche à l'effacer en laissant la machine en marche et se fait prendre la main.

Moyen de prévention. Description du dispositif protecteur adopté. —

L'une des opératrices seulement étant chargée du service de la pédale d'embrayage, sa camarade, située de l'autre côté du bâti, peut être surprise par l'avancement du rouleau qu'elle ne croyait pas encore devoir être mis en mouvement. Afin de remédier à cet état de choses, on eut d'abord recours au moyen suivant : à hauteur du visage de l'ouvrière et dans le milieu de la traverse supérieure du bâti, fut pratiqué un orifice donnant passage à un pavillon à double cornet. L'ouvrière procédant à la mise en route pouvait ainsi avertir très facilement — sans que sa voix fût couverte par les bruits de l'atelier — sa compagne du moment précis où le cylindre presseur commençait sa course.

Ce dispositif donna des résultats. Mais il ne pouvait nullement protéger les travailleuses contre leur propre imprudence ou leur inattention. De nouveaux accidents s'étant produits, le directeur de la tannerie qui nous occupe résolut de construire un protecteur fonctionnant automatiquement. Il étudia, en conséquence, un dispositif de chasse-main, dont le déplacement est commandé par le mouvement de la machine elle-même. Sa réalisation a été obtenue comme suit : (voir fig. 2, 3, 4). Un chariot 1 est monté sur quatre roues se déplaçant sur les longerons de la partie supérieure du bâti. Sa face avant porte deux supports 5 et 6 boulonnés et entretoisés, au bas desquels sont articulés deux bras mobiles 9 et 10 tournés en sens inverse, et situés de part et d'autre du rouleau presseur 4. Les bras mobiles butent, par une extrémité, contre l'entretoise 7 qui les maintient dans une position oblique. Ils sont terminés à leur autre extrémité par un galet 12 tournant librement sur son axe et venant affleurer, à sa position basse, la table de travail.

Le chariot 1 est commandé par un jeu de câbles, rattachés au bloc du rouleau satineur de manière à se déplacer en même temps que lui. Dans ce but, des poulies de renvoi 14 et 15 sont prévues aux extrémités du bâti de la machine, et deux autres 16 et 17 à hauteur de la table 24. L'un des câbles 18 attaché au côté droit du bloc presseur passe sur les galets 17, 14 et 15 et va rejoindre le côté gauche du bloc. L'autre, fixé en 22 sur le côté gauche du bloc, prend appui sur les poulies 16, 15 et 14 pour se fixer sur le côté droit du chariot.

On conçoit aisément qu'avec cette liaison tout déplacement, dans un sens ou dans l'autre, du cylindre 4 est transmis par les câbles 18 et 21 au chariot 1, qui supporte les bras mobiles. En conséquence, si la main de l'opératrice se trouve sur le passage du rouleau, le galet qui précède ce dernier la rencontre et la repousse. Il ne peut y avoir blessure ni contusion, car, d'une part, les galets sont essentiellement mobiles et, d'autre part, leurs supports peuvent se soulever du fait que leur pivot est légèrement en arrière de leur centre de gravité.

Il va sans dire que le dispositif peut être complété pour s'adapter aux deux postes de travail, correspondant aux deux faces de la machine à satiner.

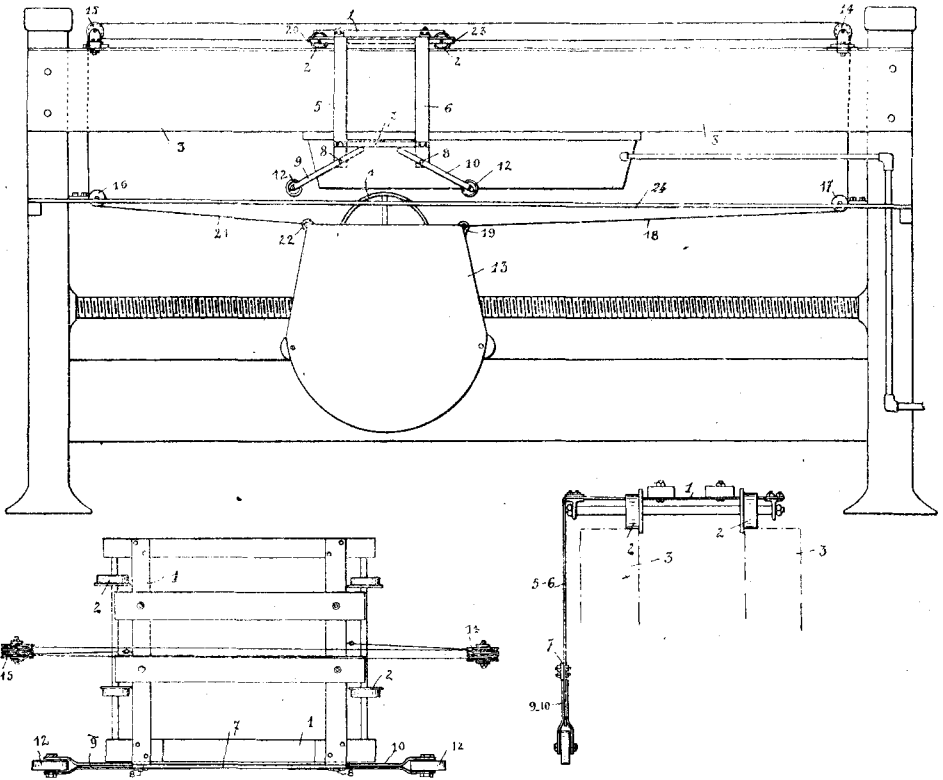


Fig. 2, 3 et 4. — Installation du dispositif protecteur automatique pour machine à satiner; 1, chariot mobile, circulant sur les longerons supérieurs du bâti de la machine à satiner; 5 et 6, supports entretoisés supportant les deux bras mobiles 9 et 10 situés de part et d'autre du rouleau-presseur 4; 12, galets mobiles faisant office de chasse-mains; 14, 15, 16, 17, Poulies de renvoi permettant la commande du chariot 1, par le jeu des câbles 18 et 21, fixés à la fois au chariot et au bloc presseur 13, et assurant la liaison des déplacements de ces deux organes.

Ce protecteur constitue donc un véritable avertisseur en même temps qu'un chasse-mains efficace.

La mise à l'essai d'un premier appareil a donné toute satisfaction. Aussi cette protection a-t-elle été systématiquement généralisée et étendue à six machines à satiner, imprimer ou grainer. Depuis qu'elle a été réalisée, c'est-à-dire depuis plus de six mois, les accidents précédemment enregistrés ont complètement cessé.

NOTE

SUR

L'EMPLOI DES EXPLOSIFS

DANS LES CHANTIERS DE TRAVAUX PUBLICS

PAR M. PEYPOUDAT,

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL A PAU.

L'aménagement des forces hydrauliques immenses, contenues en puissance dans les lacs supérieurs, les torrents et les gaves des Hautes et Basses-Pyrénées, et déjà exploitées par seize usines dont la puissance installée atteint 267.000 kilowatts et la capacité annuelle de production dépasse 920 millions de kilowatts-heure, a nécessité l'entreprise de gigantesques travaux s'échelonnant sur des centaines de kilomètres.

Ces travaux exigent en particulier, l'établissement de « conduites forcées », dont le cylindre en tôle d'acier, insensible aux pesées, aux chocs et aux ébranlements de l'eau captée qui se rue, s'ancre extérieurement sur d'énormes massifs de maçonnerie pour plonger le plus souvent dans le granit des montagnes au travers desquelles il apporte le mouvement générateur aux alternateurs des centrales électriques.

La construction de ce réseau réclame chaque jour un prodigieux effort humain auquel la montagne s'oppose. Il faut donc la forcer, la pénétrer, la sonder, la perforer, la miner, la dynamiter et ce travail ne s'accomplit pas sans que de nombreuses victimes jalonnent la route.

*
* *

Le percement d'un tunnel en rocher est obtenu en perforant à l'avancement un certain nombre de trous ou « chambres de mine » dont le nombre et la profondeur varient suivant la dureté de la roche. Il est admis que dans les terrains granitiques pyrénéens et pour un tunnel moyen de un mètre de rayon, on doit ordinairement prévoir quinze chambres de 1 m. 50 de profondeur et de 34 millimètres de diamètre.

Il est difficile de fixer par une règle l'emplacement des chantiers de mine; cette détermination demande une grande habitude. En principe, la partie à disloquer doit présenter moins de résistance que ses voisines. La forme de la paroi, le sens et l'étendue des fissures sont les éléments qui guident dans la position des coups de mine et ceux-ci sont appliqués à faire sauter les masses les mieux dégagées.

Dans les roches massives, la direction la plus avantageuse des trous de mine doit faire un angle de 45° avec la paroi par rapport à laquelle se mesure la ligne de moindre résistance. Dans les roches stratifiées régulièrement, les trous doivent être perpendiculaires aux couches superposées et la charge est entièrement comprise dans la substance rocheuse pour éviter qu'il y ait fuite et déperdition de force par le plan séparant deux couches successives.

Appareils de forage. — L'établissement des chambres de mine s'effectue au moyen d'appareils de forage spéciaux.

Lorsque ces chambres doivent avoir une longueur suffisante pour amener les charges à l'emplacement qu'elles doivent occuper, on les désigne sous le nom de « mines forées ».

Lorsque les forages sont employés pour l'extraction ou l'excavation du roc et de la maçonnerie, on leur donne une faible longueur et un très petit diamètre, et ils reçoivent des charges peu considérables. Les petits « fourneaux » ⁽¹⁾ ainsi établis prennent le nom de « pétards ».

Les appareils de forage généralement employés sont les suivants : La « barre à mine ordinaire » en acier fondu, de 1 m. 50 à 2 mètres de longueur présentant à chaque extrémité un diamant trempé, en forme de langue de carpe et d'une largeur un peu supérieure au diamètre de la barre.

Dans son travail, le mineur soulève et laisse retomber alternativement la barre à mine en lui imprimant à chaque coup un mouvement de rotation sur elle-même pour bien arrondir le trou. Il nettoie de temps en temps le forage à l'aide d'une curette et humecte le fond de l'excavation dès qu'elle atteint 0 m. 25 environ de profondeur.

Pour éviter la projection de l'eau au dehors, on place généralement autour de la barre, une rondelle de cuir ou une couronne de paille ou de corde;

Le « pistolet de mine » qui consiste en une barre d'acier de 0 m. 50 à 1 mètre de longueur, coupée carrément à une extrémité et se terminant à l'autre par un diamant simple comme la barre à mine ou par deux diamants croisés.

Ici, la mine est creusée par deux hommes, dont l'un tient le pistolet dans la direction du forage, tandis que l'autre frappe sur la tête de l'outil avec une masse. Après chaque coup, le premier homme tourne le pistolet sur lui-même dans le forage. Ce travail peut être effectué automatiquement au moyen du « marteau pneumatique » ;

Le « perforateur Guillat » qui comporte une mèche animée d'un mouvement de rotation et d'un mouvement d'avancement dû à une vis tournant dans un écrou fixe.

Le mouvement de rotation de la mèche, qui produit en même temps l'avancement de l'outil, est obtenu au moyen d'un levier à cliquet agissant sur une roue dentée. Le travail n'a lieu qu'au moment où le levier tourne dans un sens; au retour, le cliquet glisse sur les dents sans imprimer de mouvement à l'outil.

Les mèches employées sont des mèches torsadées à section rectangulaire pour les terrains durs et demi-durs, à section losange pour les terrains tendres.

La « perforatrice Mokeevsky » qui est un appareil électrique de 1 CV de puissance, muni d'un moteur pouvant être actionné par un courant continu de 110 ou de 220 volts et dont l'ensemble rappelle la perceuse électrique employée dans les industries du travail des métaux.

Des dispositifs spéciaux dont la description n'entre pas dans le cadre de cette étude, permettent, le cas échéant, d'augmenter la puissance et la portée des appareils-type ci-dessus énumérés.

Explosifs employés. — Les principaux explosifs employés dans l'extraction du roc, sont : La *poudre noire* ou *poudre de mine* composée de 75 parties de salpêtre, 12,5 de carbone et 12,5 de soufre. Elle est de couleur ardoise, non lissée, à grains durs et anguleux dont la plus grande

(1) On appelle « fourneau » la chambre de mine garnie de sa charge.

dimension mesure environ 2 millimètres. La poudre noire ne doit être employée, en principe, qu'en fourneaux disposés à l'intérieur des terrains ou des constructions à bouleverser et bourrés très fortement. On peut la verser directement dans les trous de forage ou, en terrains humides, en fabriquer des cartouches à l'aide de papier huilé.

La poudre fait explosion sous un choc violent ou au contact d'un corps en ignition. En raison de la facilité avec laquelle elle s'enflamme, sa manipulation exige les plus grandes précautions;

La *mélinite* qui est un explosif brisant, avantageusement employé pour les ruptures au moyen de charges superficielles, c'est-à-dire simplement placées au contact des objets à rompre et sous faible bourrage ou même sans bourrage (*);

La *mélinite pulvérulente* est composée de petits cristaux de couleur jaune paille et de saveur très amère. On peut la tasser dans une enveloppe résistante, par battage ou par compression et, suivant l'effort exercé, sa densité varie de 1,35 à 1,45.

La *mélinite fondue* qui se présente sous la forme d'une masse compacte, de couleur jaune, grisâtre ou brune, dont la densité est de 1,80.

La mélinite est très peu sensible au choc et peut brûler à l'air libre sans faire explosion. La mélinite pulvérulente sèche, convenablement tassée dans une enveloppe quelconque, détone toujours sous l'action d'une amorce fulminante, ou des cordeaux détonants à la mélinite, quand le contact entre les deux explosifs est bien établi. La détonation, dans les mêmes conditions, de la mélinite fondue, n'est au contraire, nullement assurée. Aussi n'emploie-t-on jamais la mélinite fondue sans une certaine quantité de mélinite pulvérulente dont la détonation entraîne celle de toute la charge. Les gaz provenant de la détonation de la mélinite sont très toxiques. Ils peuvent former avec l'air un mélange inflammable;

La *dynamite* qui est un mélange, en proportions variables, d'un explosif très violent : la nitroglycérine, et d'une matière absorbante inerte ou non : silice, sucre, sable fin, etc. C'est un explosif brisant, livré dans le commerce en cartouches de dimensions variées.

On emploie généralement la dynamite dite *gomme* ou *gélatinée*, se présentant le plus souvent sous forme de pâte onctueuse, dont la densité varie de 1,25 à 1,60. Elle est composée de : 90 à 92 p. 100 de nitroglycérine; 7 à 8 p. 100 de coton poudre; 1 à 3 p. 100 de camphre.

La dynamite-gomme n'exsude pas sa nitroglycérine comme la dynamite ordinaire, laquelle de ce fait, est plus dangereuse à manier. Elle est plus stable et plus puissante que celle-ci. La dynamite s'enflamme au contact d'un corps en ignition, sous l'action de l'étincelle électrique et lorsqu'on la porte brusquement à la température de 190 degrés. En petite quantité elle brûle à l'air libre sans faire explosion, mais cette explosion survient lorsqu'il s'agit de la combustion d'une masse plus considérable ou lorsqu'elle se trouve en vase clos. Elle fait explosion sous un choc entre corps durs, mais à l'air libre, la partie atteinte explose seule le plus souvent, tandis que les parties environnantes sont simplement dispersées. La détonation franche de la dynamite ne donne pas de gaz délétères, il n'en est pas de même de la détonation incomplète. Parmi les gaz dégagés dans ce cas, on doit signaler l'oxyde de carbone. Comme on n'est jamais certain que la détonation a été franche, on doit toujours après les explosions

(*) Le « bourrage » consiste à obturer la partie vide du fourneau, située entre la charge et l'extérieur, à l'aide de matériaux divers (herbes, chiffons, papier, terre, etc.).

de dynamite en atmosphère confinée, prendre les précautions spéciales indiquées à propos de ce gaz toxique;

La *cheddite* qui est un mélange chloraté (potasse et soude) en poudre très fine, incorporée, avec un hydrocarbure nitré (nitrobenzine, nitronaphtaline, acide picrique, cellulose, nitroglycérine) dans une solution huileuse. La cheddite est comparable à la dynamite, excepté sous l'eau, où sa puissance est moindre.

Une composition fréquente de la cheddite est la suivante : Chlorate de potasse : 79 parties; trinitrotoluène : 15 parties; mononitronaphtaline : 1 partie; huile de ricin : 5 parties.

Cet explosif est, en général, sensible aux chocs. On doit surtout éviter au moment de son emploi les coups glissants, c'est-à-dire les frottements énergiques ou les laminages brusques et violents entre une surface métallique et une autre surface dure quelconque (bois ou pierre), ou entre deux surfaces métalliques. La cheddite explose assez difficilement et doit être amorcée, par sûreté, au moyen de pétards de dynamite ou de mélinite. Les gaz provenant de l'explosion de la cheddite et en général des explosifs chloratés ou perchloratés sont moins toxiques que ceux qui proviennent de la détonation de la mélinite. Il faut néanmoins prendre des précautions à cet égard car, en cas d'explosion incomplète, il y a dégagement de gaz nocifs et de fréquentes intoxications. Les explosifs chloratés ou perchloratés ne doivent être employés, en principe, qu'en fourneaux disposés à l'intérieur des terrains ou des constructions à bouleverser et exigent un bourrage sérieux.

Il faut se garder de répandre de tels explosifs en petite quantité, sur le sol, les outils, les vêtements, etc., éviter les coups glissants et se conformer avec un soin particulier aux prescriptions concernant le port de vêtements spéciaux dont le lavage périodique est indispensable. Avec un sol entretenu constamment humide, les accidents sont généralement évités;

Enfin les *poudres Favier* qui sont composées de nitrate d'ammoniaque, de soude et de naphthaline. Ces explosifs sont très sûrs et résistent bien aux chocs. Ils nécessitent l'emploi de capsules de fulminate plus énergiques que celles qui sont employées pour la dynamite.

Procédés de mises de feu. — La mise de feu et la transmission du feu aux explosifs s'obtiennent au moyen d'engins connus sous le nom d'artifices. Ceux-ci sont dits pyrotechniques, lorsqu'ils ne font pas intervenir l'électricité; électriques, dans le cas contraire.

La *mèche lente ordinaire*, sert à donner le feu :

1° Aux charges peu éloignées du point de mise de feu : directement lorsqu'elles sont de poudre; par l'intermédiaire d'une amorce fulminante, lorsqu'elles sont de mélinite ou de dynamite à base inerte; au moyen d'une charge amorce pour les fourneaux de cheddite ou de dynamite-gomme;

2° Aux charges éloignées, par l'intermédiaire d'amorces fulminantes et du cordeau détonant.

La mèche lente est formée d'un filet continu de poudre fine fortement tassée dans un canal existant au centre d'une corde composée de deux enveloppes en fil goudronné, enroulées en spirale l'une sur l'autre et en sens contraire.

Cet artifice brûle avec une vitesse de 1 mètre en 90 secondes à l'air libre, et un peu plus lentement lorsqu'il est soumis à une forte compression.

On met le feu à la mèche lente au moyen de « boute-feux » brûlant lentement et sans flamme, afin d'éviter les accidents, et tels que le porte-feu Bickford, la mèche à briquet, l'amadou et la mèche à canon.

L'amorce fulminante sert à provoquer la détonation des explosifs et du cordeau détonant. On la désigne dans l'industrie sous le nom courant de détonateur. Elle consiste en un tube de cuivre embouti chargé de 1 gr. 5 de fulminate de mercure.

On la fait détoner elle-même sous le feu d'une fusée lente, engagée à l'intérieur jusqu'au fulminate ou sous l'action d'une autre amorce fulminante sur laquelle elle est liée, charge contre charge, ou sous l'action d'un cordeau détonant engagé à l'intérieur, jusqu'au fulminate.

Le cordeau détonant est formé par une âme en mélinite de 3 m/m 5 de diamètre, contenue dans un tube en étain ayant 5 m/m 4 de diamètre extérieur.

Le cordeau détonant agit par la transmission de la détonation et provoque ainsi l'explosion du fulminate de mercure, de la mélinite pulvérisée, des cheddites, des dynamites, de la poudre noire, par le moyen de son adaptation à un seul pétard du chapelet de charge auquel on a donné le nom de « pétard-amorce ». La vitesse de transmission de la détonation est de 7.000 mètres à la seconde, environ. On voit, par la suite, les graves conséquences qui pourraient résulter d'une confusion entre le mode d'utilisation de ce cordeau et celui de la mèche lente. Il ne reste rien du cordeau détonant après l'explosion. On remarque seulement des empreintes rappelant la forme du cordeau ou des traces très visibles, si la détonation se produit sur le sol. Pendant la détonation, il faut avoir soin de se garer à quelque distance du cordeau à cause des projections d'étain. Le cordeau ne détone généralement pas sous l'effet de l'inflammation directe de la mélinite ou du choc dû à une action mécanique. Cependant, une explosion partielle ayant été obtenue dans certaines circonstances, il est prudent d'admettre qu'il y a danger à exposer le cordeau à l'action d'une flamme ou d'un choc violent.

*
* *

Cet exposé permet de se rendre compte des risques nombreux auxquels sont exposés les rocteurs, les mineurs et d'une façon générale tous les ouvriers des travaux publics maniant des explosifs. Sur une période de deux années, 7 accidents mortels et 8 accidents très graves ont été ainsi relevés dans les chantiers d'aménagement des forces hydrauliques des départements des Hautes et Basses-Pyrénées.

Dans la vallée de Gavarnie, à Gèdre, la dynamite d'une mine n'ayant pas totalement explosé, le pan de rocher attaqué n'avait pu être détaché. Un ouvrier creusant alors à la foreuse électrique un nouveau trou de mine perpendiculaire à la direction du premier rencontra avec la mèche de son appareil une cartouche non retirée et provoqua son explosion. L'ouvrier et un de ses camarades furent tués, tandis qu'un troisième était grièvement blessé.

Quelques jours après et sur le même chantier, un ouvrier occupé au déblayage de débris de roches heurta avec sa pioche une cartouche perdue qui explosa, le blessant gravement avec un de ses camarades.

Un peu plus tard, trois ouvriers furent encore sérieusement atteints à la suite de l'explosion prématurée d'une mine de poudre noire. Ici, la cause de l'accident résidait dans la mauvaise qualité de la mèche qui, brûlant plus rapidement qu'à l'ordinaire, alluma la charge avant que les ouvriers aient eu le temps de se mettre à l'abri.

De très graves accidents ont également eu lieu sur les chantiers de la vallée d'Ossau, dont quatre ayant entraîné la mort.

Les deux premiers ont été provoqués, l'un dans la galerie souterraine de Gabas, l'autre dans celle d'Artouste, par les gaz asphyxiants provenant de la combustion de la dynamite : oxyde de carbone ou peroxyde d'azote.

Les deux autres ont été, ici aussi, provoqués par des cartouches non explosées, perdues dans les déblais et heurtées par les pioches ou les pelles des victimes.

Un septième accident mortel eut lieu tout récemment et dans des conditions identiques aux précédentes, dans un chantier de la vallée d'Aspe, non loin du Somport.

La présence de la dynamite dans les déblais s'expliquait par ce fait que les tubes d'étain des cordeaux détonants de deux fourneaux étant en contact, l'un avait sectionné l'autre au point même de ce contact, empêchant ainsi la transmission de la détonation à la deuxième charge. Cette charge étant restée dans un bloc de rocher tombé au déblai n'avait pu être décelée dans le tas et avait explosé intempestivement sous le choc de l'outil de l'ouvrier.

Enfin, dans la vallée d'Aure, deux accidents graves ont encore été provoqués, comme plus haut, par la combustion trop rapide de la mèche d'allumage.

Ces divers exemples établissent, avec l'expérience, que les accidents consécutifs à l'emploi d'explosifs divers procèdent généralement des causes suivantes :

- 1° L'explosion prématurée ou retardée des fourneaux de mine;
- 2° La présence de cartouches non explosées dans les déblais;
- 3° L'asphyxie par les gaz de combustion;
- 4° Les projections de déblais dans l'explosion normale;
- 5° L'explosion s'effectuant par le trou de mine.

Examinons successivement les précautions qu'il convient de prendre pour chacun des cas envisagés.

1° *Explosion prématurée ou retardée des fourneaux de mine.* — Il importe d'effectuer des mises de feu correctes, c'est-à-dire :

a. S'il s'agit de procédés pyrotechniques — de donner au mineur un morceau de mèche lente dont la longueur doit être suffisante pour lui permettre de se retirer sans précipitation pour se mettre à l'abri des effets de l'explosion.

Pour diminuer les risques d'accident, l'artificier qui allume au moyen d'un boute-feu une mèche lente préparée pour recevoir le feu, doit procéder comme suit : Tenir de la main droite, le boute-feu en ignition; se placer à droite de la mèche lente, la face tournée du même côté que l'extrémité libre de cette mèche; saisir celle-ci de la main gauche en évitant soigneusement de la diriger vers le visage; au signal donné, raviver la pointe en ignition du boute-feu en soufflant dessus; l'approcher immédiatement de l'allumeur ou l'engager de même dans la fente de la mèche; attendre que la mèche lente fuse, l'abandonner de la main gauche et se retirer vivement dans la direction prévue en conservant le boute-feu dans la main droite. Ne jamais placer la mèche lente verticalement, cette disposition pouvant toujours faire craindre une saute de feu par suite de la combustion directe de l'enveloppe;

b. S'il s'agit de procédés électriques, cette mise de feu étant instantanée — de placer le mineur qui en est chargé en un point abrité des effets de l'explosion et choisi ou organisé aussi près que possible des fourneaux.

En outre, il faut, avant de donner le feu : Faire retirer du chantier tous les ouvriers dont la présence n'est plus indispensable; ils emportent le matériel qui n'est plus utile et vont se mettre à l'abri de l'explosion;

Convenir d'un signal pour la mise du feu; ce signal sera acoustique (sifflet, trompe, cri, etc.) ou optique (drapeau, coiffure ou linge élevé en l'air, geste quelconque, etc.);

Faire enflammer à chacun des opérateurs un morceau de mèche lente afin qu'il se rende compte de sa vitesse de combustion;

S'assurer que chacun d'eux est muni des objets nécessaires à l'allumage de la mèche;

Faire reconnaître à chacun d'eux le chemin par lequel il devra se retirer après avoir donné le feu.

2° *Présence de cartouches non explosées dans les déblais.* — Il faut :

Disposer les cordeaux sans les tendre, mais en évitant les boucles, les ganses et les nœuds. Si, en effet, deux points du tube d'étain viennent à se toucher, la partie qui détone la première coupe la deuxième à l'endroit du contact et il arrive souvent que la détonation n'est pas transmise à cette dernière. Le bloc contenant la charge peut cependant se détacher à la suite de l'ébranlement général et rouler dans les déblais;

Ecouter les explosions et compter le nombre de coups afin de pouvoir se rendre compte si tous les coups sont partis, ou s'il y a eu des ratés d'allumage. Il peut cependant arriver que ce contrôle soit illusoire, si deux charges explosant en même temps confondent les bruits des deux détonations, mais il est toujours prudent de l'utiliser;

Assurer à la main l'enlèvement des déblais les plus considérables sans les faire rouler et manier les outils avec prudence pour ce qui concerne l'évacuation des débris plus légers;

Vérifier au moyen de baguettes de bois mou et en se servant au besoin de lampes baladeuses électriques à long manche, s'il ne reste pas de dynamite au fond des chambres de mine.

Lorsqu'un fourneau ou un système de fourneaux est amorcé à l'aide du cordeau détonant et de la mèche lente, on peut, en cas de raté, aller en reconnaître la cause à l'expiration d'un délai qu'il faut prendre assez large (au moins un quart d'heure) et même procéder immédiatement au débouillage, s'il y a lieu. Il suffit, par mesure de prudence, avant de commencer cette opération, de couper d'un seul coup le cordeau détonant, à quelques décimètres de son point de réunion avec la fusée lente.

En cas d'amorçage par les procédés électriques, il faut, avant que personne ne vienne auprès de l'emplacement des fourneaux, séparer complètement les conducteurs de la source d'électricité. Cette précaution prise, on peut aller immédiatement reconnaître les causes de l'insuccès. Avant de procéder au débouillage, on coupera, s'il y a lieu, le cordeau détonant comme il est indiqué ci-dessus.

3° *Asphyxie par les gaz de combustion.* — La combustion incomplète de la dynamite, peut donner naissance à des gaz violemment toxiques tels que l'oxyde de carbone ou le peroxyde d'azote. Il importe donc, lorsque le renouvellement de l'air des puits ou galeries ne peut plus être réalisé naturellement, c'est-à-dire au moyen de forages formant cheminées, ou de fenêtres, de recourir à la ventilation mécanique.

A cet effet, on peut employer soit des ventilateurs hélicoïdaux, soit, dans les galeries en cul de sac, des ventilateurs centrifuges. On peut employer également, avec succès, des compresseurs d'air fonctionnant sous pression de 7 à 8 atmosphères.

La ventilation mécanique doit être mise en action dès l'explosion des fourneaux et aucun travailleur ne doit pénétrer dans les galeries avant qu'une heure, au moins, se soit écoulée depuis cette explosion afin que

l'atmosphère ait toutes chances d'être assainie, ainsi que le prescrit le cinquième alinéa de l'article 3 du décret du 10 juillet 1913.

On doit toujours faire mettre aux hommes qui sont en tête d'un travail présentant quelque danger d'intoxication la ceinture de sûreté prévue à l'article 66 a du livre II du Code du travail (ceinture de gymnastique à l'anneau de laquelle est attaché le bout d'une corde).

On doit leur recommander d'abandonner le travail dès qu'ils ressentent les premiers symptômes de malaise.

Pour déceler les gaz délétères, on peut, indépendamment des appareils de dépistage habituels, employer comme témoins des oiseaux, des rats, des chiens, etc.

Si une asphyxie s'est produite dans une galerie, on y envoie deux travailleurs munis d'appareils respiratoires, marchant à quelques pas l'un de l'autre, et on les fait suivre par d'autres, échelonnés à dix pas environ. Ces hommes doivent être munis d'appareils sonores avertisseurs (trompes, klaxons, etc.) afin de pouvoir communiquer entre eux.

4° *Projection de déblais dans l'explosion normale.* — Pour se garer de telles projections, il faut calculer la longueur de la mèche lente ou des conducteurs électriques de telle manière qu'ils permettent au personnel, soit de se rendre dans un abri, soit de s'éloigner suffisamment. On a admis jusqu'ici que, toutes choses égales d'ailleurs, la distance-limite des chutes de projections est proportionnelle à la racine carrée de la charge, mais le coefficient de proportionnalité, dépendant d'un grand nombre d'éléments, est mal connu. A titre d'indication, un fourneau chargé de 300 kilogrammes de mélinite, dans la craie, a une distance-limite des projections voisine de 300 mètres.

Dans le cas où il n'y a pas d'abri et où l'on recherche la protection dans l'éloignement, il faut se diriger, lorsque le choix est possible, dans une direction où les éclats sont le moins à craindre. C'est ainsi, par exemple, que, dans le cas de la démolition d'un mur, il convient de s'éloigner dans la direction de celui-ci.

Enfin, lorsqu'on doit attendre l'effet d'une explosion à l'air libre, il faut éviter les groupes compacts et chacun doit regarder dans la direction du fourneau pour suivre autant que possible la chute des éclats.

Les projections métalliques sont de beaucoup les plus dangereuses, elles ont une portée qui dépasse considérablement, pour une charge donnée d'explosif, les projections de terre. De plus, à égalité de grosseur, elles sont plus dangereuses. Aussi convient-il, en cas de destruction de pièces métalliques, d'augmenter la sécurité en les recouvrant, dans la mesure du possible, de fascines, claies, etc.

Dans les travaux de roctage, on évite les projections dangereuses en prenant, par fourneau, la charge d'explosif strictement nécessaire. Cette charge est comprise entre celle qui donne le camouflet^(*) maximum et celle pour laquelle la ligne de moindre résistance (distance du centre de la charge au vide le plus voisin) est égale au rayon de dislocation du roc.

La distance de deux fourneaux successifs est évidemment au plus égale à la somme de leurs rayons de dislocation.

Le poids C de la charge est donné par la formule :

$$C = g H^3$$

dans laquelle H est la ligne de moindre résistance s'exprimant en centimètres ou en mètres suivant que la charge doit être fixée en grammes ou

(*) Le « camouflet » est l'effet produit par un fourneau qui éclate sans produire d'entonnoir.

en kilogrammes et g un coefficient, variable d'une roche à l'autre et, dans une roche homogène, suivant la position du trou de mine par rapport aux lits de stratification, aux fissures, etc. On le détermine par quelques expériences sachant qu'il peut varier entre 0,35 et 0,70 pour la poudre et les dynamites faibles; 0,12 et 0,35 pour les dynamites fortes.

Comme règle empirique à appliquer lors de la recherche de g , on peut admettre qu'il faut remplir la chambre de mine :

Avec la poudre : sur $1/4$ ou $1/3$ de sa profondeur, suivant que celle-ci est inférieure ou supérieure à 0 m. 60;

Avec la dynamite : sur $1/4$ dans les roches dures, $1/6^e$ à $1/8^e$ dans les roches plus favorables.

5° *Explosion s'effectuant par le trou de mine.* — Pour que l'explosion ne se fasse pas par l'orifice de la chambre de mine, il faut :

Percer une chambre de mine dont la profondeur varie entre 1,5 H et 2 H, lorsque H varie entre 1 et 2 mètres, H étant la ligne de moindre résistance;

Bourrer sur une longueur égale à 1 fois $1/2$ ou 2 fois celle de la charge.

Les bourrages sont faits, en général, avec de la terre glaise ou de la terre ordinaire comprimée avec un refouloir à tête de bronze pour éviter la production des étincelles, par choc avec les silex.

*
* *

Excepté les textes insérés aux pages 533 et suivantes du *Bulletin de l'Inspection du Travail* de l'année 1905 (1) et dont l'application est confiée aux ingénieurs des mines, la législation actuelle du travail ne comprend aucune prescription réglementant l'emploi d'explosifs dans les chantiers soumis au contrôle du service.

Il semble donc que le décret du 9 août 1925, ayant pour objet les mesures de protection et de salubrité nécessaires dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics, gagnerait à être complété sur ce point.

Des prescriptions nettes, justifiant la rédaction d'un titre supplémentaire permettraient sans doute d'apporter à des travailleurs particulièrement exposés, l'aide efficace qui ne leur a jamais été marchandée par le service, lorsqu'il s'est agi de sauvegarder leur sécurité et leur vie.

NOTE

SUR DES PERFECTIONNEMENTS

APPORTÉS A LA FABRICATION DU MINIMUM DE PLOMB

PAR M. TOURNOIS,

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL A MARSEILLE.

Parmi les industries présentant pour l'ouvrier des dangers d'intoxication saturnine, il en est une que l'on peut placer dans les premiers

(1) Loi de 1875 et décrets divers concernant la fabrication, le transport et la conservation de la dynamite, dans les exploitations souterraines.

rangs pour sa nocivité, c'est celle de la fabrication des couleurs plombiques, principalement de la *céruse* et du *minium*.

Les statistiques annuelles relatives aux cas de saturnisme déclarés conformément à la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles mentionnent que de 1922 à 1927, soit pendant six années, le nombre total des cas déclarés s'est élevé à 6.959.

Sur ce total, les fabriques de *céruse* et de *minium* ont fourni 594 cas. Ce chiffre vient immédiatement après celui des cas déclarés dans l'industrie de l'émaillerie des métaux (3.220) et dans la fabrication et l'entretien des accumulateurs (1.876).

Ces résultats suffiraient à eux seuls à montrer les dangers que présente la fabrication de la *céruse* et du *minium* au point de vue du saturnisme.

Il semble donc bien que tout effort entrepris, aussi bien que tout résultat obtenu, dans le sens d'une amélioration des conditions de travail des ouvriers occupés dans cette industrie, mérite d'être signalé.

Il nous a paru intéressant de décrire certains perfectionnements introduits dans une fabrique de *minium* du quartier des Chartreux, à Marseille, perfectionnements que la direction de cette usine a bien voulu nous autoriser à publier ici.

Il y a peu de temps, cet établissement fabriquait également de la *céruse*. Cette fabrication a été complètement abandonnée. Par contre, celle du *minium* a subi des transformations importantes qui feront d'objet de la présente note.

Fabrication du minium de plomb. — Le *minium* de plomb (mine orange ou rouge de Saturne) $[\text{Pb}^{\text{II}} \text{O}^{\text{II}} \text{ ou } \text{Pb} \text{O}^{\text{II}}, 2 \text{ Pb} \text{O}]$, est un oxyde de plomb qui se présente sous l'aspect d'une poudre de couleur rouge orangé vif.

Il est employé en peinture pour recouvrir les objets métalliques afin de les préserver des effets de l'oxydation, en cristallerie, ainsi que dans la fabrication des émaux de l'industrie céramique et dans celle des accumulateurs.

La peinture en bâtiment et la cristallerie en absorbent d'importantes quantités.

Le *minium*, en principe, est obtenu par oxydation du *massicot* ou de la *litharge*.

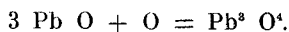
Le *massicot*, $\text{Pb} \text{O}$, est du protoxyde de plomb amorphe, qui n'a pas été porté à une température suffisante pour cristalliser.

La *litharge* est du protoxyde cristallisé.

Le *massicot* est une poudre d'un jaune verdâtre. La *litharge* se présente sous la forme de paillettes jaune orangé.

La *litharge*, comme le *massicot*, est utilisée pour la fabrication du *minium*, mais elle convient moins bien que ce dernier pour cette fabrication.

La réaction peut s'écrire :



Ancienne fabrication. — Nous examinerons rapidement tout d'abord les procédés utilisés, il y a peu de temps encore, dans l'usine des Chartreux, à Marseille.

Le plomb à l'état liquide était introduit sur la sole d'un four à réverbère chauffé latéralement par un foyer à houille à une température d'environ 380° (température un peu supérieure à la température de fusion).

L'alimentation du four en plomb liquide était obtenue par le moyen d'un couloir dans lequel les saumons de plomb étaient introduits et où ils se fondaient au fur et à mesure de leur introduction. Au moyen d'une buse située à l'arrière du four, on injectait de l'air au-dessus de la

masse en fusion. Le plomb oxydé venait couler sur le devant du four et tombait dans une coupe en terre réfractaire supportée par un petit chariot roulant sur des rails où il cristallisait par refroidissement sous forme de litharge.

La température en cours de fusion atteignait 850° environ par suite de la chaleur résultant de l'oxydation, ce qui permettait la cristallisation par refroidissement et l'obtention du protoxyde sous forme de litharge.

La litharge ainsi obtenue formait de véritables blocs, ou « pains », que l'on répandait sur le sol de l'atelier où elle était concassée grossièrement par pilonnage. Les ouvriers, munis de pilons à manches de longueur appropriée, tassaient la litharge jusqu'à ce qu'elle soit réduite en morceaux de la grosseur

un broyeur à marteaux, puis aspirée par ventilation et mise en caissettes.

Les caissettes étaient disposées sur des chariots comportant des cadres de support étagés et les chariots étaient alors introduits dans des fours à moufle chauffés au charbon par des foyers latéraux. La température de ces fours atteignait 400° environ.

On procédait ensuite au défournement. Les caissettes étaient vidées dans des coffres de réserve, d'où le minium était repris pour être embarpillé à la main, au fur et à mesure des besoins. Ces dernières opérations étaient effectuées à la pelle. Elles s'accompagnaient d'une abondante production de poussières.

Inconvénients de cette fabrication. — Les inconvénients et les dangers que présentaient ces procédés au point de vue de l'hygiène du personnel sont manifestes.

Les ouvriers se trouvaient exposés de plusieurs façons au péril de l'intoxication saturnine.

C'est d'abord au cours des opérations de manutention des saumons de plomb depuis leur arrivée à l'usine jusqu'au moment où ils étaient introduits dans le couloir du four à réverbère.

L'intoxication se produisant facilement par la peau, les manœuvres chargés de ces manipulations étaient particulièrement exposés à ce point de vue.

Il était nécessaire qu'un ouvrier ringardât fréquemment la masse en fusion sur la sole du four afin d'activer l'oxydation et aussi pour faciliter l'écoulement de la litharge sur le devant du four et jusque dans la coupe destinée à recevoir celle-ci. De ce fait, cet ouvrier respirait fatalement une quantité importante de vapeurs plombiques, la température du produit en fusion étant, du reste, plus que suffisante pour cela.

Le point probablement le plus dangereux était le concassage de la litharge. Les ouvriers appelés à répandre sur le sol les pains de litharge refroidie et à la concasser

atmosphère saturée de poussières plombifères.

Les autres ouvriers occupés aux diverses manipulations subies par la litharge une fois concassée : transport au broyeur, remplissage des caissettes à la main, enfournement et défournement des chariots, transport et déversement des caissettes pleines de minium dans les coffres de réserve, enfin et surtout embarillage à la main du produit fini, absorbaient d'une façon inévitable une quantité élevée de produits plombiques à l'état pulvérulent, soit par la peau, soit surtout par les voies respiratoires.

Au point de vue du rendement industriel, les inconvénients de ce mode de fabrication étaient également importants.

En effet, le produit de la première oxydation — la litharge — se présentant à la sortie du four en masse compacte devait, pour subir efficacement la deuxième oxydation, être pulvérisé et d'abord concassé. D'où nécessité d'avoir recours à une série d'opérations et de manipulations

qui auraient pu être supprimées si le produit s'était présenté sous forme de poudre.

Dans ce dernier cas, au contraire, et c'est ce qui a été réalisé avec le nouveau mode de fabrication, il est possible d'opérer en vase clos presque jusqu'à la fin. Il y a donc, de ce fait, une économie de main-d'œuvre et une déperdition bien moindre en produits finis ou intermédiaires.

Fabrication nouvelle. — Le principe de cette fabrication est toujours celui de la transformation du plomb en protoxyde par oxydation, puis de l'oxydation de ce protoxyde pour obtenir le minium.

Mais, ici, on transforme le plomb en protoxyde amorphe (massicot) au lieu de le transformer en protoxyde cristallisé (litharge).

Il faut, comme dans l'ancienne fabrication, distinguer deux phases essentielles :

- 1° Transformation du plomb en massicot;
- 2° Transformation du massicot en minium.

Fabrication du massicot. — (Fig. 1). — Le plomb utilisé est du plomb raffiné exempt de tout métal étranger.

Les saumons de plomb sont pris, dès leur arrivée à l'usine, par un transporteur mono-rail et introduits dans un chaudron de fusion J chauffé au gaz pauvre. Au-dessus de ce chaudron est disposée une hotte U destinée, grâce à un ventilateur aspirant, à assurer l'évacuation des vapeurs plombifères.

Le plomb est fondu à 350° environ, c'est-à-dire au voisinage de sa température de fusion, ce qui réduit au minimum l'émission de vapeurs dangereuses.

Au moyen d'un robinet à pointeau R, le plomb en fusion est introduit automatiquement par un siphon S à l'intérieur d'une cuve en fonte C, chauffée elle-même au gaz pauvre.

Cette cuve est fermée par un couvercle hermétique D et contient un agitateur à axe vertical.

En outre, on y envoie de l'air sous pression par un injecteur A disposé au-dessus de la cuve C.

L'intérieur de la cuve est en dépression par rapport à l'air extérieur grâce à un ventilateur aspirant V₁, qui communique également avec les divers appareils ci-après.

Le plomb à l'état liquide pénétrant dans la cuve est saisi par l'agitateur et oxydé par le courant d'air de l'injecteur. Il se forme de l'oxyde de plomb en surface et cet oxyde est entraîné sous forme de poussières dans une vaste chambre en maçonnerie E complètement étanche et toujours en dépression.

Dans cette chambre, les grosses poussières se déposent par gravité, tandis que les poussières plus fines sont entraînées plus loin.

Il faut alors distinguer deux circuits : celui des grosses poussières et celui des poussières fines.

a. *Circuit des grosses poussières.* — A la partie inférieure de la chambre E se trouve une vis sans fin v₁ qui collecte les grosses poussières et les emmène par l'intermédiaire de la goulotte g₁ et de la vis v₂, aux silos de stockage 1 et 3. La goulotte et les vis sont en tôle. Les joints boudonnés sont rendus étanches à l'aide de feuilles d'amiante et de mastic.

Tout le système est en dépression grâce au ventilateur V₁, ainsi qu'il est indiqué ci-après.

b. *Circuit des poussières fines.* — Les poussières fines, emportées par le courant d'air, passent par un circuit de vis sans fin v₂, disposées en

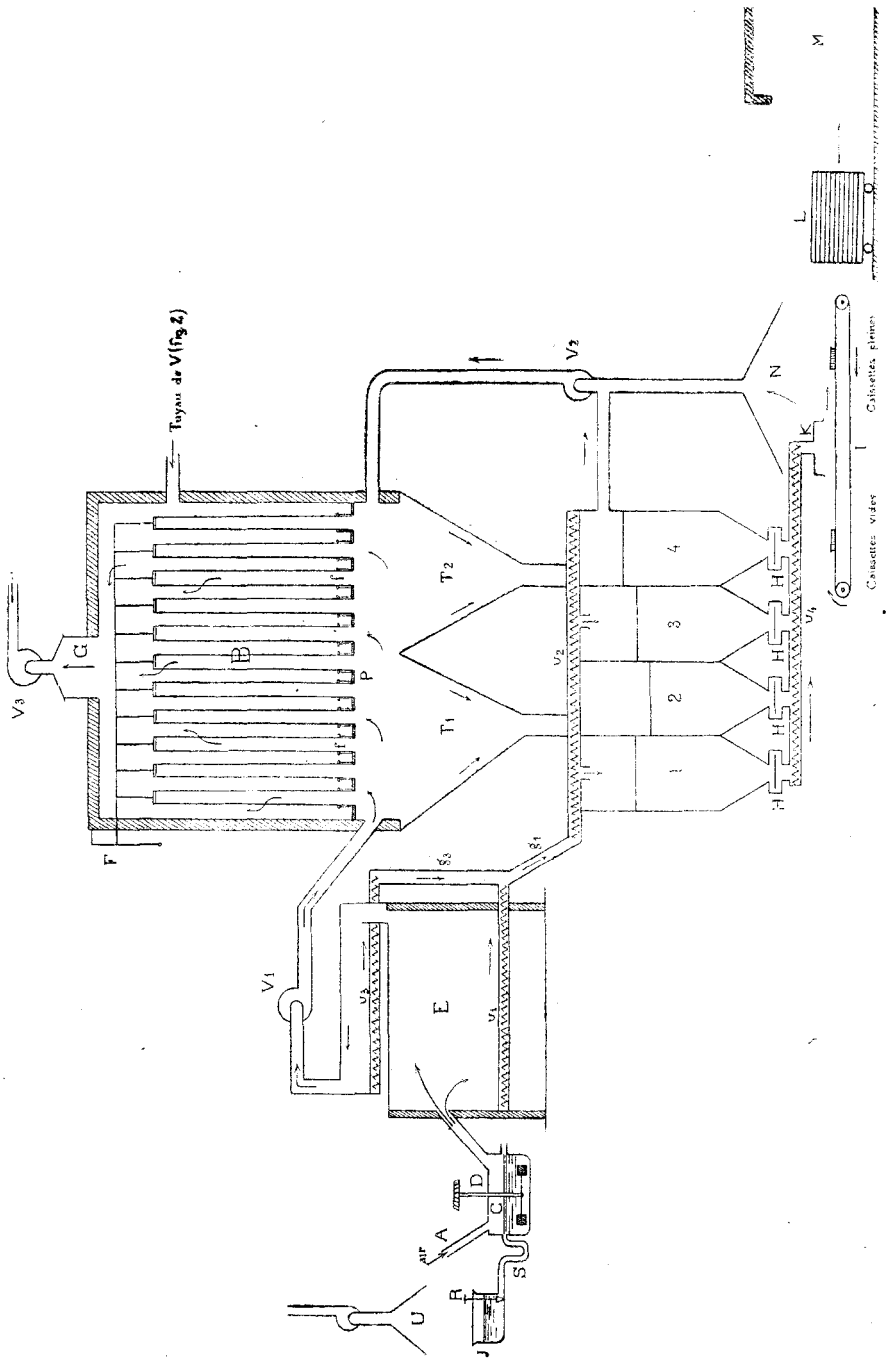


Fig. 1. — Fabrication du massicot.

chicanes. Les moins fines se déposent et vont rejoindre les grosses poussières dans les silos par la goulotte g.

Les poussières les plus fines sont enfin refoulées dans le bâtiment B en maçonnerie qui comprend une série de filtres à poussières.

Ce bâtiment est divisé en deux parties par un plancher P en fer constitué par des tôles à recouvrements jointées par des feuilles d'amiante. Ce plancher est percé de trous où sont soudés exactement des tubes en tôle. Sur ces tubes viennent s'adapter des sacs en flanelle f fixés par des ligatures très serrées assurant une parfaite étanchéité.

L'intérieur du bâtiment B est en dépression par rapport à l'air extérieur, la dépression étant créée par le ventilateur V₃, ce qui assure le passage de l'air au travers des sacs-filtres.

L'air chargé de poussières est débarrassé de celles-ci en traversant les sacs-filtres et il est, en outre, refoulé à l'extérieur par l'aspirateur V₃, en G.

Les filtres en flanelle présentent une surface filtrante de 1.000 mètres carrés environ. Ils occupent toute la partie supérieure du bâtiment.

A la partie inférieure de ce bâtiment se trouvent deux trémies T₁ et T₂. La tôle n'ayant pas donné l'étanchéité voulue, elles sont construites en bois bouveté qui assure une fermeture hermétique.

Ces trémies T₁ et T₂ communiquent directement avec les silos de stockage 2 et 4.

Les plus grosses poussières arrivant sous le plancher P tombent directement dans les trémies T₁ et T₂, tandis que les plus fines montent à l'intérieur des sacs-filtres où elles sont arrêtées. Elles s'y accumulent et sont périodiquement entraînées par gravité dans les trémies grâce à un dispositif de secouage F.

L'air complètement débarrassé des poussières sort par la cheminée centrale G, en passant par le ventilateur V₃. Des analyses n'y ont révélé aucune trace d'oxyde de plomb.

Des silos complètement clos 1, 2, 3 et 4, la matière est distribuée par des distributeurs H dans une vis v, également enfermée dans une enveloppe étanche et en dépression par rapport à l'air extérieur.

Le massicot arrive en K où il remplit automatiquement des caissettes en aluminium vides amenées par un chemin roulant I. Un ouvrier saisit alors les caissettes pleines, à l'extrémité du chemin roulant, et les place sur les chariots L.

Au-dessus du point K où a lieu le remplissage des caissettes, ainsi qu'au-dessus de l'extrémité du chemin roulant où les caissettes pleines sont prises par l'ouvrier, une hotte N, en communication avec un ventilateur V₂, permet de capter les poussières qui, sans cela, pourraient se répandre dans l'atelier. Ces poussières sont refoulées dans le bâtiment B.

Ce même ventilateur a, en outre, été raccordé à l'intérieur des silos de stockage 1, 2, 3, 4 et des vis de transport du massicot, de sorte que tous les appareils clos sont en dépression par rapport à l'air extérieur, ce qui écarte les inconvénients provenant des fissures inévitables par lesquelles la matière pulvérulente se répand, souvent d'une façon insidieuse, dans les ateliers.

La manutention des caissettes pleines par l'ouvrier qui est chargé de les placer sur les chariots pourra, dans un avenir prochain, être évitée au moyen d'un appareil de chargement automatique des chariots qui est actuellement à l'étude.

Fabrication du minium. — (Fig. 2). — Les chariots, une fois chargés de caissettes pleines de massicot, sont poussés mécaniquement sur rails dans un four à moufle en forme de tunnel M. Ce four est chauffé au gaz de gazogène. La température y atteint 430°. Elle suffit pour transformer le massicot en minium.

Une fois cette transformation opérée, c'est-à-dire au bout de quarante-huit heures environ, les chariots sont retirés du four et pris par un pont-roulant qui les amène auprès de l'appareil A. Là, les caissettes pleines de minium sont prises par un ouvrier et placées immédiatement dans cet appareil qui comporte une sorte de roue à aubes dans laquelle la caissette tourne, se renverse et ressort vide de l'appareil. Ce dernier est clos et étanche et raccordé lui aussi à un ventilateur V qui le met en communication avec le bâtiment B (voir fig. 1). Les orifices a et b sont fermés, à cet effet, par des volets en cuir appliqués par des ressorts et qui ne s'ouvrent que pour la rentrée ou la sortie des caissettes et sous la pression de celles-ci.

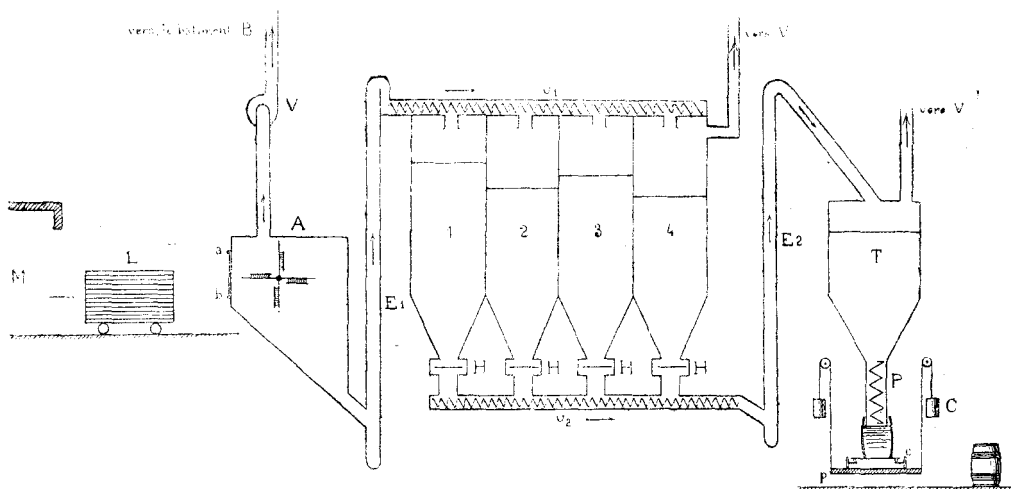


Fig. 2. — Fabrication du minium.

De A, le minium tombe dans l'élévateur à godets E_1 , d'où il est remonté dans la vis v_1 qui le distribue aux silos 1, 2, 3 et 4. L'élévateur E_1 et la vis v_1 sont construits en tôle à recouvrements avec joints en amiante au mastic. Ils sont également en dépression par rapport à l'air extérieur.

Des silos 1, 2, 3, 4, le minium est repris par des distributeurs H analogues à ceux qui sont employés pour la distribution du massicot. De ces distributeurs, le minium passe dans la vis v_2 , puis dans un second élévateur E_2 , et arrive enfin dans la trémie T.

Cette trémie est prolongée dans la partie inférieure par une vis P munie d'une enveloppe cylindrique s'adaptant exactement à l'ouverture des barils à remplir. Les barils sont supportés, pendant le remplissage, par une plate-forme p à contre-poids variables C.

En cours de marche, le minium se trouve tassé automatiquement dans le baril par la vis P, à mesure qu'il s'écoule de la trémie T.

Le baril, une fois plein, est retiré au moyen du petit chariot c sur lequel il est placé et muni aussitôt d'un couvercle.

L'embarillage a lieu, de sorte, sans dégagement de poussières et sans contact des mains de l'ouvrier avec le minium.

Résultats. — On peut constater assez facilement les résultats qu'a donné cette nouvelle installation par l'examen des déclarations de maladies professionnelles enregistrées dans l'usine depuis l'application de la loi du 25 octobre 1919.

Jusque-là, il est certain que des cas assez nombreux d'intoxication se produisaient dans l'usine des Chartreux, comme dans tous les établissements où le personnel est exposé aux dangers du saturnisme. Mais l'ouvrier, n'ayant aucun recours à sa disposition, en était réduit à se soigner par ses propres moyens sans espoir d'indemnité ni de réparation. Les cas de saturnisme restaient donc, pour la plupart, inconnus et une statistique exacte était très difficile, sinon impossible, à établir. Il n'en est plus de même aujourd'hui et déjà de très intéressants résultats peuvent être enregistrés grâce à la législation nouvelle.

Remarquons d'abord que la loi du 25 octobre 1919 n'a pas reçu son plein effet dès le début. Il y a eu une période d'adaptation pendant laquelle les ouvriers se sont en quelque sorte familiarisés avec les dispositions nouvelles dont ils ont peu à peu pris connaissance. Il en est résulté un accroissement très net et caractéristique du nombre des cas signalés.

Pour revenir aux statistiques que nous mentionnions au début, on constate que, de 1922 à 1928, le total annuel est successivement de :

797 en 1922;
1.025 en 1923;
1.249 en 1924;
1.343 en 1925;
1.505 en 1926;
1.040 en 1927;
1.525 en 1928.

Il ne faut donc pas déduire de cet accroissement que les conditions de travail sont devenues plus dangereuses pour le personnel ou plus défectueuses. L'augmentation régulière du nombre de cas déclarés tient plutôt à ce que la loi a été de mieux en mieux connue des intéressés.

En ce qui concerne plus particulièrement la fabrique de minium des Chartreux, il serait intéressant de considérer d'abord la période d'application de la loi comprise entre le début de cette application et l'année 1926 au cours de laquelle a été réalisée la transformation étudiée plus haut, ensuite la période actuelle, c'est-à-dire les années 1926, 1927 et 1928.

Mais une telle statistique ne peut fournir que des indications approximatives car, en dehors des raisons données ci-dessus d'après lesquelles la loi étant de plus en plus connue les déclarations se sont faites d'année en année plus nombreuses, il faut également remarquer que des transformations importantes ont eu lieu dans l'usine en 1926, époque à laquelle la fabrication de la céruse a été complètement abandonnée, ainsi que l'industrie accessoire de la fabrication des tuyaux de plomb.

Néanmoins, les chiffres qu'il est possible de réunir sont probants.

En 1923, nous relevons	3 cas de saturnisme déclarés;
En 1924, —	5 — —
En 1925, —	11 — —
En 1926, —	46 — —
En 1927, —	4 — —
En 1928, —	2 — —

On voit qu'il est permis de conclure, en dépit des imperfections de ces données, que le saturnisme est très nettement en régression depuis 1927, c'est-à-dire depuis les transformations et les améliorations introduites dans l'usine.

Il convient d'ajouter, pour terminer, que, parmi ces améliorations, les installations d'hygiène figurent en bonne place.

Les vestiaires, lavabos, bains-douches chauds, baignoires, masques, sur-touts de travail, mis à la disposition des ouvriers et dont ils sont tenus

de se servir, forment un ensemble répondant parfaitement aux prescriptions du décret du 1^{er} octobre 1913 sur l'intoxication saturnine. L'usage suivi de ces installations contribue évidemment aux progrès constatés dans l'état sanitaire du personnel.

NOTE

SUR

L'INSTALLATION DE LAMPES BALADEUSES

À BASSE TENSION

PAR M. TREGOUET, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL A PARIS.

Dans les ateliers des établissements Panhard et Levassor, 19, avenue d'Ivry, à Paris, l'installation d'éclairage électrique fonctionne avec du courant alternatif à 50 périodes et 220 volts.

Afin d'augmenter la sécurité du personnel employant pour ses travaux les lampes portatives du type dit baladeuses, la Direction a fait étudier un dispositif destiné à utiliser le courant sous une tension moins élevée; en outre l'isolement de ces appareils a été rendu plus efficace.

Les premières installations ont été faites sur les lampes dont se servent les ouvriers des chaufferies pour l'entretien et la visite intérieure des générateurs de vapeur; ce travail de nettoyage se faisant souvent dans l'humidité, présentait toutes les difficultés requises pour un essai.

Après plusieurs expériences la société décida d'adopter, d'une part, une transformation du courant électrique ayant pour effet d'abaisser la tension de 220 volts à 25 volts (les tensions supérieures n'ayant pas donné entière satisfaction); et d'autre part, pour les lampes baladeuses, l'isolement renforcé dont il est question plus loin.

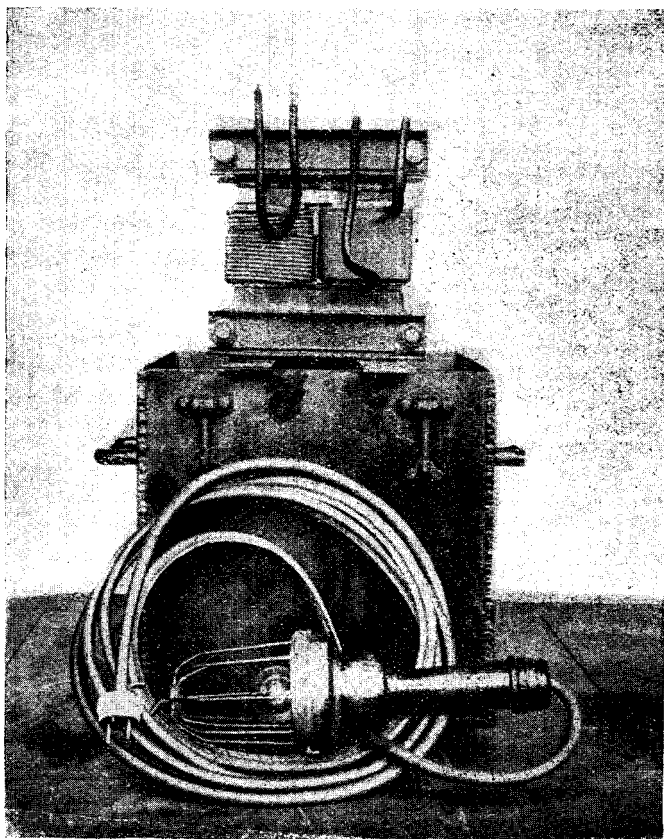
Le transformateur est du type fixe à bain d'huile. Il est constitué par une spire de tôle de forme rectangulaire portant sur deux des côtés du rectangle un enroulement primaire à 220 volts et un enroulement secondaire à 25 volts. Le bloc transformateur repose sur un cadre en bois de 2 centimètres d'épaisseur et est disposé dans une cuve étanche renfermant l'huile spéciale employée couramment pour les transformateurs à haute tension.

L'armature est formée de tôles de 40 millimètres de large et de 5/10^{es} de millimètre d'épaisseur, isolées au papier pour éviter les vibrations. On a utilisé ainsi 140 tôles de 130 millimètres de long formant les montants verticaux et 140 tôles de 100 millimètres de long formant les traverses. Ces tôles placées en chevauchement sont assemblées par 4 boulons isolés qui sont garnis de rondelles isolantes en fibre entre deux bras de la spire.

L'enroulement primaire est pris sur une phase du courant alternatif triphasé de l'usine, avec les dispositifs de sécurité habituels. C'est un fil de 8/10^{es} de millimètre isolé par deux couches de coton formant 880 spires et le fil sortant rejoint la deuxième phase du circuit d'alimentation. Cet enroulement absorbe 1 ampère 2.

L'enroulement secondaire qui crée le circuit d'éclairage des baladeuses, est formé par un fil de 22/10^{es} de millimètre isolé par deux couches de coton formant 112 spires. Cet enroulement fournit un débit de 5 ampères 5 sous 25 volts.

Le refroidissement naturel du transformateur suffit à empêcher tout échauffement de l'appareil.



Le transformateur est sorti de la cuve et repose sur deux planchettes. On voit notamment les boulons articulés qui fixent le couvercle de la cuve et les poignées permettant de transporter l'appareil. — Au premier plan : la lampe baladeuse munie de son câble.

La stabilité est assurée par deux cadres, un supérieur et un inférieur, constitués par des cales en bois noyant les têtes et écrous des boulons d'assemblage des tôles, et par des fers en U serrés par des boulons.

L'aération du transformateur a lieu par les orifices d'entrée et de sortie des câbles, orifices qui sont garnis de bagues isolantes.

La cuve est en tôle de 5 millimètres, elle a pour dimensions extérieures 40 centimètres sur toutes ses faces. Le joint du couvercle est formé par une bande de caoutchouc et il est serré par quatre boulons articulés garnis d'écrous à oreilles. Deux poignées permettent de transporter l'appareil.

La lampe baladeuse est montée à l'extrémité d'un câble souple et la douille support est noyée dans une poignée de bois garnie d'un protecteur métallique. Le câble souple est formé de deux conducteurs en 12/10^{es} isolés à 600 mégohms; ces conducteurs qui sont exposés à s'humidifier ou à se couper sont protégés par une gaine de cuir cousue sur toute leur longueur. La poignée de bois est très épaisse; à l'intérieur se trouve un tube taraudé à ses deux extrémités pour recevoir d'un côté la douille support et de l'autre un écrou de serrage, lequel est protégé par un bouchon en bois de grande hauteur. La poignée porte un protecteur métallique en forme de cage qui est fixé par un dispositif d'accrochage à baïonnette.

Pour augmenter l'isolement des poignées on les fait séjourner dans un bain de goudron chauffé à l'ébullition.

L'ensemble de ces dispositions a donné toute satisfaction et avec la basse tension aucun courant n'a pu être constaté à la poignée et à sa cage.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

Par décret du 1^{er} juin 1928, M. Louis LOUCHEUR, député, a été nommé Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, en remplacement de M. André FALLIÈRES.

Par décret du 11 novembre 1928, M. Louis LOUCHEUR, député, a été nommé Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales.

PERSONNEL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

Par arrêté en date du 4 janvier 1928, M. GAMBIER, inspecteur départemental du travail, hors classe, premier échelon, à Amiens, a été nommé, sur sa demande, à la résidence de Lille; M. Rappeneau, inspecteur départemental stagiaire à Lille, a été nommé, sur sa demande, à la résidence d'Amiens.

Par arrêté en date du 11 janvier 1928, M. GAMBIER, inspecteur départemental du travail hors classe, premier échelon, à Lille, inscrit au tableau d'avancement pour le grade d'inspecteur divisionnaire, a été nommé inspecteur départemental du travail chargé du contrôle dans la 5^e circonscription à dater du 16 janvier 1928.

Par arrêté en date du 16 janvier 1928, Mlle CHARRONDIÈRE, inspectrice départementale du travail, hors classe, premier échelon, a été maintenue en disponibilité, sur sa demande, pour une durée d'un an à dater du 16 janvier 1928.

Par arrêté en date du 19 janvier 1928, M. MEURDRA, inspecteur divisionnaire du travail de 2^e classe, a été promu à la 1^{re} classe à dater du 1^{er} janvier 1928; M. LE HEN, inspecteur départemental du travail de 3^e classe, a été promu à la 2^e classe à dater du 6 janvier 1928; Mme LE TERTRE et Mlle SAUVAGEOT, candidates admises à l'emploi d'inspectrice du travail, ont été nommées inspectrices départementales du travail stagiaires et affectées respectivement à la résidence de Nantes et à la résidence de Rouen.

Par arrêté en date du 26 janvier 1928, Mlle LÉVÊQUE (Ursule-Marie-Sophie), inspectrice départementale du travail hors classe, 2^e échelon, à Lille, a été admise, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite, à dater du 1^{er} mars 1928. Conformément à sa demande, Mlle LÉVÊQUE a cessé ses fonctions à la date de son admission à la retraite.

Par arrêté en date du 30 janvier 1928, Mlle AMAT, candidate admissible à l'emploi d'inspectrice du travail, a été nommée inspectrice départementale du travail stagiaire à la résidence de Lille.

Par arrêté en date du 28 février 1928, Mlle BOLLE, candidate admissible à l'emploi d'inspectrice du travail, a été nommée inspectrice départementale du travail stagiaire à la résidence de Lille à dater du 1^{er} mars 1928.

Par arrêté en date du 8 mars 1928, ont été promues à la 2^e classe de leur emploi les inspectrices du travail dont les noms suivent : Mlle MUGNEROT, à dater du 6 février 1928; Mlle GROS, à dater du 19 février 1928; Mme REVET, à dater du 26 février 1928; Mlle RAFFY, à dater du 28 février 1928.

Par arrêté en date du 28 mars 1928, la démission de M. FAXARD (Joanny-Pierre), inspecteur départemental du travail en disponibilité, a été acceptée à compter du 1^{er} août 1927.

Par arrêté du 30 mars 1928, M. AUBERTIE (Joseph-Léonard), inspecteur départemental du travail hors classe, 2^e échelon, à Poitiers, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à dater du 1^{er} avril 1928; M. AUBERTIE cessera ses fonctions à la date de la délivrance de son livret de pension.

Par arrêté en date du 15 mai 1928 :

M. VAYSSIÈRES, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé successivement inspecteur de 5^e et de 4^e classe, à dater du 6 avril 1927 (application des lois des 1^{er} avril 1923 et 17 avril 1924 : 3 ans de services militaires obligatoires ou de services de guerre);

M. BAZOIN, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé successivement inspecteur départemental du travail de 5^e et de 4^e classe à dater du 15 avril 1927 (application des lois du 1^{er} avril 1923 et 17 avril 1924 : 3 ans, 1 mois, 5 jours de services militaires obligatoires ou de services de guerre);

M. BOUBEL, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé successivement inspecteur départemental du travail de 5^e et de 4^e classe à dater du 25 avril 1927 (application des lois des 1^{er} avril 1923 et 17 avril 1924 : 4 ans, 2 mois et 17 jours de services militaires obligatoires ou de services de guerre);

M. LAMBERT, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé successivement inspecteur départemental du travail de 5^e et de 4^e classe à dater du 22 mai 1927 (application des lois des 1^{er} avril 1923 et 17 avril 1924 : 2 ans, 11 mois, 6 jours de services militaires obligatoires ou de services de guerre);

M. BONNET, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé successivement de 5^e, de 4^e et de 3^e classe à la date du 3 mai 1927 (application des lois des 1^{er} avril 1923 et 17 avril 1924 : 6 ans, 3 jours de services militaires obligatoires et de services de guerre);

M. PHILIPPEAUX, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé inspecteur de 5^e classe à la date du 5 mai 1928;

MM. VAYSSIÈRES, BOUBEL, BAZOIN, LAMBERT et BONNET, étant nommés par application des dispositions combinées des décrets des 8 juillet 1924 et 2 février 1925, sont venus en surnombre dans leur classe où ils ne seront pas remplacés lors de leur départ.

Par arrêté en date du 26 mai 1928, ont été promus dans le cadre des inspecteurs et inspectrices départementaux du travail : à la hors classe, 2^e échelon : M. MESSAC, à dater du 1^{er} mars 1928; à la hors classe, 1^{er} échelon : MM. CHAILLÉ, à dater du 25 avril 1928; VANDAMME, à dater du 17 mai 1928; à la 2^e classe : M. LEGATE, à dater du 19 mai 1928; à la 3^e classe : M. WAGNER, à dater du 16 avril 1928.

M. LEGATE ayant été promu par application des dispositions des décrets des 8 juillet 1924 et 2 février 1925, est entré en surnombre dans la 2^e classe où il ne sera pas remplacé lors de son départ.

Par décret en date du 28 juin 1928, M. DESVAUX, précédemment inspecteur départemental du travail, chef de section au Commissariat général de la République à Strasbourg, a été incorporé dans le cadre général de l'Inspection du Travail à la date du 1^{er} janvier 1924 en qualité d'inspecteur départemental hors classe, 2^e échelon.

Par arrêté en date du 17 août 1928, ont été promus dans le cadre des inspecteurs et inspectrices départementaux du travail : à la 2^e classe, Mme BORRELY, à dater du 3 juillet 1928; Mme LABERTHE, à dater du 5 juillet 1928; Mlle HELLER, à dater du 5 juillet 1928; à la 3^e classe, M. BEFVE, à dater du 1^{er} août 1929.

*
* *

TABLEAU COMPLEMENTAIRE D'AVANCEMENT

du personnel de l'Inspection du Travail pour l'année 1927.

(Arrêté du 6 novembre 1928.)

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu le décret du 3 mai 1907 réglant l'avancement et la discipline du corps de l'inspection du travail, modifié par les décrets des 11 mars 1909, 6 février, 20 novembre 1911, 13 juillet 1912, 30 novembre 1919, 23 avril 1920 et 5 juillet 1927;

Vu les lois du 1^{er} avril 1923 (art. 7), et du 17 avril 1924 relatives aux bonifications pour services militaires;

Vu la loi du 9 décembre 1927 (art. 23 et suivants, modifiés par la loi du 19 mars 1928) accordant des bonifications d'ancienneté aux fonctionnaires qui ont été mobilisés pendant la guerre;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1926, modifié par l'arrêté du 9 juin 1927, fixant le tableau d'avancement du personnel de l'inspection du travail pour l'année 1927;

Vu le procès-verbal de la réunion du 15 octobre 1928 de la commission de classement du personnel de l'inspection du travail;

Sur le rapport du conseiller d'Etat, directeur du travail,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — Le tableau d'avancement du personnel de l'Inspection du

Travail pour l'année 1927, fixé par l'arrêté du 31 décembre 1926, modifié par l'arrêté du 9 juin 1927, est complété comme suit :

I. — INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.

Inspecteurs divisionnaires de 2^e classe proposés pour la 1^{re} classe.

(Ancienneté.)

	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser au 1 ^{er} juillet 1927.	BONIFICATIONS ACCORDÉES en application de la loi du 9 décembre 1927 modifiée.
M. MEURDRA.....	5 m., 28 j.	1 a., 2 m., 9 j.

II. — INSPECTEURS ET INSPECTRICES DÉPARTEMENTAUX.

*Inspecteurs et inspectrices départementaux de hors classe, 1^{er} échelon,
proposés pour la hors classe, 2^e échelon.*

(Ancienneté.)

	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser au 1 ^{er} juillet 1928.	BONIFICATIONS ACCORDÉES en application de la loi du 9 décembre 1927, modifiée.
MM. MESSAG	"	3 m., 4 j.
DECAILLY	"	2 mois.
BACQUIÉ	"	6 m., 1 j.
DESESSARD	"	6 m., 27 j.
VALET	"	1 a., 8 m., 17 j.

*Inspecteurs et inspectrices départementaux de 1^{re} classe
proposés pour la hors classe, 1^{er} échelon.*

(Ancienneté.)

	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser au 1 ^{er} juillet 1927.	BONIFICATIONS ACCORDÉES en application de la loi du 9 décembre 1927, modifiée.
MM. CHAILLÉ	"	10 m., 10 j.
VANDAMME	"	5 m., 17 j.
BERNARD	7 jours.	1 a., 11 m. 4 j.
PEYPOUDAT	1 m., 6 j.	2 a., 2 m., 16 j.
FOURNIÉ	1 a., 1 m., 17 j.	1 a., 10 m., 7 j.
BRUGUIÈRE	"	2 a., 6 m., 2 j.

**Inspecteurs et inspectrices départementaux de 2^e classe
proposés pour la 1^{re} classe.**

(Ancienneté.)

	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser au 1 ^{er} juillet 1927.	BONIFICATIONS ACCORDÉES en application de la loi du 9 décembre 1927, modifiée.
MM. DURRAT	"	1 a., 8 m., 15 j.
MATTEL	"	2 a., 6 m., 10 j.
AUBIN	"	2 a., 1 m., 17 j.
TOURNOIS	2 m., 20 j.	2 ans.
CAILLÉ	"	2 a., 6 m.
ARVIEUX	3 m., 25 j.	2 a., 7 m., 2 j.
SARAZIN	1 m., 11 j.	1 a., 11 m., 25 j.
VINCENT	2 jours.	2 a., 3 m., 15 j.
COURTOT	1 m., 2 j.	2 a., 3 m., 15 j.
DUTHU	1 m., 16 j.	1 a., 11 m., 10 j.
ENGLER	2 m., 20 j.	2 a., 6 m., 7 j.
BONZOM	15 jours.	2 a., 5 m., 19 j.
SOST	11 jours.	2 a., 6 m., 10 j.
CHAUVIN	7 m., 13 j.	1 a., 11 m., 23 j.

**Inspecteurs et inspectrices départementaux de 3^e classe
proposés pour la 2^e classe.**

(Ancienneté.)

	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser au 1 ^{er} juillet 1927.	BONIFICATIONS ACCORDÉES en application de la loi du 9 décembre 1927, modifiée.
MM. FERRENBACH	"	2 a., 3 m., 29 j.
BOURLIER	10 m., 12 j.	2 a., 1 m., 15
SCHIPMAN	"	1 a., 9 m., 1 j.
BORDARIER	"	1 a., 9 m., 16 j.
LEGÂTE	1 a., 1 m., 7 j.	2 a., 6 m., 3 j.
PERLAT	"	1 a., 11 m., 14 j.
CROISIER	"	1 a., 1 m., 27 j.

*Inspecteurs et inspectrices départementaux de 4^e classe et stagiaires
proposés pour la 3^e classe.*

(Ancienneté.)

	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser au 1 ^{er} juillet 1927.	BONIFICATIONS ACCORDÉES en application de la loi du 9 décembre 1927, modifiée.
MM. BOUBEL	1 a., 2 m., 17 j.	1 a., 8 m., 14 j.
DEBRETAGNE ⁽¹⁾	7 a., 1 m., 8 j.	6 m., 17 j.

*Inspecteurs et inspectrices départementaux de 5^e classe et stagiaires
proposés pour la 4^e classe.*

(Ancienneté.)

	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser au 1 ^{er} juillet 1927.	BONIFICATIONS ACCORDÉES en application de la loi du 9 décembre 1927, modifiée.
M. DEBRETAGNE ⁽¹⁾	7 a., 1 m., 8 j.	6 m., 17 j.

ART. 2. — Le présent arrêté aura effet du 1^{er} juillet 1927.

NOTA. — L'ordre d'inscription sur les tableaux d'ancienneté est déterminé, provisoirement, d'après la seule ancienneté dans la classe au 1^{er} juillet 1927. Lors de chaque promotion à l'ancienneté, l'ordre d'ancienneté des différents inspecteurs susceptibles d'être promus sera déterminé, pour ladite promotion, en ajoutant à l'ancienneté dans la classe la durée des bonifications pour services militaires restant à utiliser (application des lois des 1^{er} avril 1923, art. 7, et 17 avril 1924) et la durée des bonifications résultant de l'application de la loi du 9 décembre 1927, modifiée.

Fait à Paris, le 6 novembre 1928.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Sous-Secrétaire d'Etat,

OBERKIRCH.

TABLEAU COMPLEMENTAIRE D'AVANCEMENT

du personnel de l'inspection du travail pour l'année 1928.

(Arrêté du 6 novembre 1928.)

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu le décret du 3 mai 1907 réglant l'avancement et la discipline du corps de l'inspection du travail, modifié par les décrets des 11 mars 1909, 6 février, 20 novembre 1911, 13 juillet 1912, 30 novembre 1919, 23 avril 1920 et 5 juillet 1927;

(²) Sous réserve de titularisation en temps utile.

Vu les lois du 1^{er} avril 1923 (art. 7) et du 17 avril 1924 relatives aux bonifications pour services militaires;

Vu la loi du 9 décembre 1927 (art. 23 et suivants, modifiés par la loi du 19 mars 1928) accordant des bonifications d'ancienneté aux fonctionnaires qui ont été mobilisés pendant la guerre;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1927 fixant le tableau d'avancement du personnel de l'inspection du travail pour l'année 1928;

Vu le procès-verbal de la réunion du 15 octobre 1928 de la commission de classement du personnel de l'inspection du travail;

Sur le rapport du conseiller d'Etat, directeur du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau d'avancement du personnel de l'inspection du travail pour l'année 1928, fixé par l'arrêté du 31 décembre 1927, est complété comme suit :

I. — INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.

Inspecteurs divisionnaires de 2^e classe proposés pour la 1^{re} classe. (Ancienneté.)

	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser au 1 ^{er} juillet 1927.	BONIFICATIONS ACCORDÉES en application de la loi du 9 décembre 1927, modifiée.
M. MEURDRA.....	5 m., 28 j.	1 a., 2 m., 9 j.

III. — INSPECTEURS ET INSPECTRICES DÉPARTEMENTAUX.

Inspecteurs et inspectrices départementaux de hors classe, 1^{er} échelon, proposés pour la hors-classe, 2^e échelon.

(Ancienneté.)

	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser au 1 ^{er} juillet 1927.	BONIFICATIONS ACCORDÉES en application de la loi du 9 décembre 1927, modifiée.
MM. MESSAC.....	"	3 m., 4 j.
DECAILLY.....	"	2 mois.
BACQUIÉ.....	"	6 m., 27 j.
DESESSARD.....	"	6 m., 1 j.
VALET.....	"	1 a., 8 m., 17 j.
LUCAS.....	"	2 m., 13 j.
TISSOT.....	"	5 m., 21 j.
GANDOIS.....	"	10 m., 9 j.
GARAUD.....	"	5 m., 8 j.
BARET (H.).....	"	5 m., 23 j.
SAUVAGE.....	"	1 a., 1 m., 1 j.
GUERNIER.....	11 jours.	1 a., 2 m.
LE GUILLOU.....	11 jours.	1 a., 8 m., 28 j.

*Inspecteurs et inspectrices départementaux de 1^{re} classe
proposés pour la hors-classe, 1^{er} échelon.*

(Ancienneté.)

	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser au 1 ^{er} juillet 1927.	BONIFICATIONS ACCORDÉES en application de la loi du 9 décembre 1927, modifiée.
MM. CHAILLÉ.....	11	10 m., 10 j.
VANDAMME.....	11	5 m., 17 j.
BERNARD.....	7 jours.	1 a., 11 m., 4 j.
PEYPOUDAT.....	1 m., 6 j.	2 a., 2 m., 16 j.
FOURNIÉ.....	1 a., 1 m., 17 j.	1 a., 10 m., 7 j.
BRUGUIÈRE.....	11	2 a., 6 m., 2 j.
GAUDIOT.....	8 jours.	1 a., 9 m., 18 j.
BABAUD.....	11	1 a., 9 m., 5 j.
DOIDIC.....	11	1 a., 2 m., 5 j.

*Inspecteurs et inspectrices départementaux de 2^e classe
proposés pour la 1^{re} classe.*

(Ancienneté.)

	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser au 1 ^{er} juillet 1927	BONIFICATIONS ACCORDÉES en application de la loi du 9 décembre 1927, modifiée.
MM. DURRAT.....	11	1 a., 8 m., 15 j.
MATTEL.....	11	2 a., 6 m., 10 j.
AUBIN.....	11	2 a., 1 m., 17 j.
TOURNOIS.....	2 m., 20 j.	2 ans.
CAILLÉ.....	11	2 a., 6 m.
ARVIEUX.....	3 m., 25 j.	2 a., 7 m., 2 j.
SARAZIN.....	1 m., 11 j.	1 a., 11 m., 25 j.
VINCENT.....	2 jours.	2 a., 3 m., 15 j.
COURTOT.....	1 m., 2 j.	2 a., 3 m., 15 j.
DUTHU.....	1 m., 16 j.	1 a., 11 m., 10 j.
ENGLER.....	2 m., 20 j.	2 a., 6 m., 7 j.
BONZOM.....	15 jours.	2 a., 5 m., 19 j.
SOST.....	11 jours.	2 a., 6 m., 10 j.
CHAUVIN.....	7 m., 13 j.	1 a., 11 m., 23 j.
FORGES.....	11	1 a., 7 m., 24 j.
REV.....	1 m., 22 j.	1 a., 29 j.

	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser au 1 ^{er} juillet 1927.	BONIFICATIONS ACCORDÉES en application de la loi du 9 décembre 1927, modifiée.
CADAUX	1 m., 9 j.	1 a., 8 m., 2 j.
PATTE	"	2 a., 1 m., 13 j.
REBILLET	"	1 a., 11 m., 19 j.
FERRENBACH ⁽¹⁾	"	2 a., 3 m., 29 j.
BOURLIER ⁽¹⁾	"	2 a., 1 m., 15 j.
LEGÂTE ⁽¹⁾	1 a., 1 m., 7 j.	2 a., 6 m., 3 j.

**Inspecteurs et inspectrices départementaux de 3^e classe
proposés pour la 2^e classe.**

.....
(Ancienneté.)
.....

	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser au 1 ^{er} juillet 1927.	BONIFICATIONS ACCORDÉES en application de la loi du 9 décembre 1927, modifiée.
MM. FERRENBACH	"	2 a., 3 m., 29 j.
BOURLIER	10 m., 12 j.	2 a., 11 m., 27 j.
SCHIPMAN	"	1 a., 9 m., 1 j.
BORDARIER	"	1 a., 9 m., 16 j.
LEGÂTE	1 a., 1 m., 7 j.	2 a., 6 m., 3 j.
PERLAT	"	1 a., 11 m., 14 j.
CROISIER	"	1 a., 1 m., 27 j.
PITON (M.)	"	4 m., 25 j.
BONNET	3 jours.	1 a., 4 m., 9 j.

**Inspecteurs et inspectrices départementaux de 4^e classe et stagiaires
proposés pour la 3^e classe.**

.....
(Ancienneté.)
.....

	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser au 1 ^{er} juillet 1927.	BONIFICATIONS ACCORDÉES en application de la loi du 9 décembre 1927, modifiée.
MM. BOUBEL	1 a., 2 m., 17 j.	1 a., 8 m., 14 j.
DEBRETAGNE ⁽²⁾	7 a., 1 m., 8 j.	6 m., 17 j.
PITON (E.)	"	5 m., 22 j.
LALLEMAND	1 m.; 28 j.	7 m., 11 j.

(¹) Sous réserve de sa nomination en 2^e classe en temps utile.

(²) Sous réserve de titularisation en temps utile.

*inspecteurs et inspectrices départementaux de 5^e classe et stagiaires
proposés pour la 4^e classe.*

(Ancienneté.)

	BONIFICATIONS pour services militaires restant à utiliser au 1 ^{er} juillet 1927.	BONIFICATIONS ACCORDÉES en application de la loi du 9 décembre 1927, modifiée.
M. DEBRETAGNE ⁽¹⁾	7 a., 1 m., 8 j.	6 m., 17 j.

ART. 2. — Le présent arrêté aura effet du 1^{er} juillet 1927.

NOTA. — L'ordre d'inscription sur les tableaux d'ancienneté est déterminé, provisoirement, d'après la seule ancienneté dans la classe au 1^{er} juillet 1927. Lors de chaque promotion à l'ancienneté, l'ordre d'ancienneté des différents inspecteurs susceptibles d'être promus sera déterminé, pour ladite promotion, en ajoutant à l'ancienneté dans la classe la durée des bonifications pour services militaires restant à utiliser (application des lois des 1^{er} avril 1923, art. 7, et 17 avril 1924) et la durée des bonifications résultant de l'application de la loi du 9 décembre 1927, modifiée.

Fait à Paris, le 6 novembre 1928.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Sous-Secrétaire d'Etat,

OBERKIRCH.

*
* *

Par arrêté en date du 30 novembre 1928, M. GILLET, inspecteur divisionnaire du travail, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à dater du 1^{er} décembre 1928. M. GILLET cessera ses fonctions à la date de la délivrance de son livret de pension.

Par arrêté du 18 décembre 1928, ont été déclarés admissibles à l'emploi d'inspecteur départemental stagiaire du travail, les candidats désignés ci-après, classés par ordre de mérite : *

MM. GATET, ARVIS, DENIS, DESPAS, AYMARD, CHABERT, LALÉOUSE, HOUDRÉ.

Par arrêté en date du 25 décembre 1928, M. DEBRETAGNE, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé dans son emploi et nommé à la 5^e classe à dater du 1^{er} décembre 1928.

Par arrêté en date du 25 décembre 1928, les majorations d'ancienneté pour services militaires prévues par les articles 23 et suivants de la loi du 9 décembre 1927, modifiées, ont été fixées comme suit en ce qui concerne les

(¹) Sous réserve de titularisation ultérieure.

inspecteur départementaux du travail appartenant à la hors classe 2^e échelon :

MM. GRILLET (1 an, 3 mois, 7 jours).
 MOREAU (2 mois, 14 jours).
 AUPETIT (5 mois, 24 jours).
 ROTH (1 mois, 26 jours).
 BASTIAN (4 mois, 16 jours).
 LÉVÊQUE (1 mois, 26 jours).
 CRISTOL (3 mois, 10 jours).
 CHEVALIER (2 an, 1 mois, 8 jours).
 POUILLOT (6 mois, 8 jours).
 MORIN (1 mois, 4 jours).
 TOURRETTE (4 mois, 18 jours).
 FOULON (1 an, 8 mois, 29 jours).
 SAMSON (1 an, 1 mois, 23 jours).

*
 * *

ARRETE DU 25 DECEMBRE 1928.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu le décret du 3 mai 1907, modifié, réglant l'avancement et la discipline du corps de l'inspection du travail;

Vu les lois des 1^{er} avril 1923 (art. 7) et 17 avril 1924 relatives aux bonifications d'ancienneté accordées pour services militaires;

Vu les décrets des 8 juillet 1924 et 2 février 1925 pris pour l'application dans le service de l'inspection du travail des deux lois susvisées;

Vu la décision du Conseil d'Etat au contentieux, du 30 juin 1926;

Vu les décrets des 6 novembre 1920 et 17 mai 1923 relatifs aux avantages de carrière accordés aux fonctionnaires des régions libérées;

Vu les articles 23 et suivants de la loi du 9 décembre 1927 modifiés par les articles 33 et 34 de la loi du 19 mars 1928, accordant de nouvelles majorations d'ancienneté aux fonctionnaires anciens combattants;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 portant modification du tableau d'avancement du personnel de l'inspection du travail pour l'année 1927 fixé par l'arrêté du 31 décembre 1926;

Sur le rapport du conseiller d'Etat, directeur du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — M. MEURDA, inspecteur divisionnaire du travail de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade à dater du 1^{er} juillet 1927. Il conservera, après cette promotion, un reliquat de bonifications de 1 an, 8 mois, 6 jours.

ART. 2. — Sont promus, dans le cadre des inspecteurs et inspectrices départementaux du travail :

RELIQUAT
 des bonifications
 pour services militaires
 restant à utiliser
 après la promotion.

A la hors classe 2^e échelon :

MM. MESSAC, à dater du 1 ^{er} juillet 1927.....	3 m., 3 j.
DECAILLY, à dater du 1 ^{er} juillet 1927.....	1 m., 29 j.

RELIQUAT
des bonifications
pour services militaires
restant à utiliser
après la promotion.

A la hors classe 1^{er} échelon :

MM. CHAILLÉ, à dater du 1 ^{er} juillet 1927	16 jours.
BERNARD, à dater du 16 septembre 1927	Néant.
PEYPOUDAT, à dater du 16 septembre 1927	1 m., 7 j.
VANDAMME, à dater du 30 novembre 1927	Néant.

A la 1^{re} classe :

MM. ARVIEUX, à dater du 1 ^{er} juillet 1927	4 m., 27 j.
GALOPEAUD, à dater du 1 ^{er} juillet 1927	Néant.
CAILLÉ, à dater du 1 ^{er} juillet 1927	6 jours.
CHAUVIN, à dater du 1 ^{er} juillet 1927	1 m., 6 j.
TOURNOIS, à dater du 10 août 1927	Néant.
AUBIN, à dater du 5 septembre 1927	Néant.
MATTEI, à dater du 5 septembre 1927	4 m., 20 j.
DURRAT, à dater du 3 décembre 1927	Néant.
ENGLER, à dater du 3 décembre 1927	4 m., 10 j.
COURTOT, à dater du 3 décembre 1927	1 mois.
VINCENT, à dater du 3 décembre 1927	2 m., 21 j.
DUTHU, à dater du 13 décembre 1927	Néant.

A la 2^e classe :

MM. BOURLIER, à dater du 1 ^{er} juillet 1927	1 a., 11 m., 28 j.
FERRENBACH, à dater du 1 ^{er} juillet 1927	7 m., 29 j.
LEGATE, à dater du 1 ^{er} juillet 1927	1 a., 6 m., 18 j.
SCHIPMAN, à dater du 1 ^{er} juillet 1927	4 jours.
BORDARIER, à dater du 1 ^{er} juillet 1927	23 jours.
PERLAT, à dater du 20 août 1927	Néant.
CROISIER, à dater du 6 décembre 1927	Néant.

A la 3^e classe :

MM. BOUBEL, à dater du 1 ^{er} juillet 1927	1 m., 7 j.
DEBRETAGNE, à dater du 1 ^{er} décembre 1927	1 a., 7 m., 25 j.

ART. 3. — Sont rapportés :

L'arrêté du 19 janvier 1928 en tant qu'il porte promotion de M. MEURDRA à la 1^{re} classe à dater du 1^{er} janvier 1928;

L'arrêté du 26 mai 1928, en tant qu'il porte promotion de M. MESSAC à la hors classe 2^e échelon, à dater du 1^{er} mars 1928; de MM. CHAILLÉ et VANDAMME à la hors classe 1^{er} échelon, à dater des 25 avril 1928 et 17 mai 1928 et de M. LEGATE à la 2^e classe, à dater du 19 mai 1928;

L'arrêté du 7 juillet 1927, en tant qu'il porte promotion de M. GALOPEAUD à la 1^{re} classe à dater du 1^{er} juillet 1927 et de M. FERRENBACH à la 2^e classe à dater du 16 juillet 1927;

L'arrêté du 29 août 1927, en tant qu'il porte promotion de M. BOURLIER à la 2^e classe à dater du 18 août 1927.

ART. 4. — Sauf M. GALOPEAUD, tous les inspecteurs ci-dessus sont promus dans les conditions fixées par le décret du 8 juillet 1924 et ne seront pas remplacés quand ils viendront à quitter la classe.

ARRETE DU 26 DECEMBRE 1928.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu le décret du 3 mai 1907, modifié, réglant l'avancement et la discipline du corps de l'inspection du travail;

Vu les lois des 1^{er} avril 1923 (art. 7) et 17 avril 1924 relatives aux bonifications d'ancienneté accordées pour services militaires;

Vu les décrets des 8 juillet 1924 et 2 février 1925 pris pour l'application dans le service de l'inspection du travail des deux lois susvisées;

Vu la décision du Conseil d'Etat au contentieux, du 30 juin 1926;

Vu les décrets des 6 novembre 1920 et 17 mai 1923 relatifs aux avantages de carrière accordés aux fonctionnaires des régions libérées;

Vu les articles 23 et suivants de la loi du 9 décembre 1927, modifiés par les articles 33 et 34 de la loi du 19 mars 1928, accordant de nouvelles majorations d'ancienneté aux fonctionnaires anciens combattants;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 portant modification du tableau d'avancement du personnel de l'inspection du travail pour l'année 1928 fixé par l'arrêté du 31 décembre 1927;

Vu l'arrêté du 25 décembre 1928 portant révision des promotions effectuées au titre de l'exercice 1927 dans le corps de l'inspection du travail;

Sur le rapport du conseiller d'Etat, directeur du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promus, dans le cadre des inspecteurs et inspectrices départementaux du travail :

RELIQUAT
des bonifications
pour services militaires
restant à utiliser
après la promotion.

A la hors classe 2^e échelon :

M. SÉGUI, à dater du 1^{er} mars 1928.

A la hors classe, 1^{er} échelon :

MM. GAUDIOT, à dater du 21 février 1928.....	Néant.
BABAUD, à dater du 16 mars 1928.....	Néant.
FOURNIÉ, à dater du 16 mars 1928.....	1 a., 2 m., 19 j.
BORDIER, à dater du 2 octobre 1928.....	Néant.
DOIDIC, à dater du 26 octobre 1928.....	Néant.
BRUGUIÈRE, à dater du 26 octobre 1928.....	10 m., 8 j.

BELIQUAT
des bonifications
pour services militaires
restant à utiliser
après la promotion.

A la 1^{re} classe :

MM. FORGES, à dater du 6 mars 1928	Néant.
SOST, à dater du 6 mars 1928	17 jours.
BONZOM, à dater du 6 mars 1928	9 m., 12 j.
REY, à dater du 9 août 1928	Néant.
SARAZIN, à dater du 9 août 1928	3 m., 25 j.
CADAUX, à dater du 9 août 1928	1 m., 16 j.
M ^{me} ARMAND, à dater du 1 ^{er} septembre 1928.	
MM. PATTE, à dater du 1 ^{er} septembre 1928	2 m. 1 j.
REBILLET, à dater du 1 ^{er} septembre 1928	29 jours.
BOURLIER, à dater du 1 ^{er} septembre 1928	1 m.,

A la 2^e classe :

M. LE HEN, à dater du 6 janvier 1928.	
M ^{lle} MUGNEROT, à dater du 6 février 1928.	
M ^{lle} GROS, à dater du 19 février 1928.	
M ^{me} RÉVET, à dater du 26 février 1928.	
M ^{lle} RAFFY, à dater du 28 février 1928.	
M ^{me} BORRELY, à dater du 3 juillet 1928.	
M ^{me} LABERTHE, à dater du 5 juillet 1928.	
M ^{lle} HELLER, à dater du 5 juillet 1928.	
M. PITON (Marius), à dater du 22 juillet 1928...	Néant.
M ^{lle} POUGET, à dater du 24 août 1928.	
M. TARTARY, à dater du 8 novembre 1928.	
M ^{lle} PAULIN, à dater du 13 décembre 1928.	
M ^{me} BORIES, à dater du 19 décembre 1928.	
M. BONNÉT, à dater du 21 décembre 1928.	Néant.

A la 3^e classe :

MM. WAGNER, à dater du 16 avril 1928.	
BEFVE, à dater du 1 ^{er} août 1928.	
M ^{lle} FABRE, à dater du 11 septembre 1928.	
MM. LALLEMAND, à dater du 19 septembre 1928...	Néant.
PITON (Émile), à dater du 26 décembre 1928.	Néant.

ART. 2. — Sont rapportés :

L'arrêté du 19 janvier 1928 en tant qu'il porte promotion de M. LE HEN à la 2^e classe à dater du 6 janvier 1928;

L'arrêté du 8 mars 1928, en tant qu'il porte promotion de M^{lles} MUGNEROT, GROS, M^{me} RÉVET et M^{lle} RAFFY à la 2^e classe à dater des 6, 19 et 28 février 1928;

L'arrêté du 26 mai 1928, en tant qu'il porte promotion de M. WAGNER à la 3^e classe à dater du 16 avril 1928;

Les arrêtés du 17 août 1928, en tant qu'ils ont porté promotion de M. BEFVE à la 3^e classe à dater du 1^{er} août 1928 et de M^{mes} BORRÉLY, LABERTHE et M^{lle} HELLER à la 2^e classe à dater des 3 et 5 juillet 1928.

ART. 3. — MM. GAUDIOT, BABAUD, FOURNIÉ, DOIDIC, BRUGUIÈRE, FORGES, SOST, BONZOM, REY, SARAZIN, CADAUX, PATTE, REBILLET, BOURLIER, PITON (Marius), BONNET, LALLEMAND et PITON (Emile) sont promus en surnombre dans leur classe et ne seront pas remplacés quand ils la quitteront.

CONSEIL DE DISCIPLINE POUR L'ANNÉE 1929.

DELEGUES ELUS PAR LE PERSONNEL :

Inspecteurs divisionnaires :

Délégués titulaires : MM. GRÉGOIRE, MARTIN.

Délégués suppléants : MM. BERTHIOT, GILLET.

Inspecteurs départementaux :

Délégués titulaires : CHAILLÉ, SÉGUI.

Délégués suppléants : M. FOULON, M^{me} LANGLOIS.

COMMISSION DE CLASSEMENT POUR L'ANNÉE 1929.

DELEGUES ELUS PAR LE PERSONNEL :

Inspecteurs divisionnaires :

Délégués titulaires : MM. GRÉGOIRE, MARTIN.

Délégués suppléants : MM. GILLET, BERTHIOT.

Inspecteurs départementaux :

Délégués titulaires : MM. ROBERT, DOIDIC.

Délégués suppléants : M^{me} PAULIN, M. VINCENT.

COMMISSION DE RÉFORME.

DELEGUES ELUS PAR LE PERSONNEL :

Inspecteurs départementaux :

Délégués titulaires : MM. AUBERTIE, CHAILLÉ.

Délégués suppléants : M. COURTOT, M^{me} HELLER.

TABLEAU D'AVANCEMENT
du personnel de l'inspection du travail pour 1929.

(Arrêté ministériel du 31 décembre 1928.)

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu le décret du 3 mai 1907, réglant l'avancement et la discipline du corps de l'inspection du travail, modifié par les décrets des 11 mars 1909, 6 février, 20 novembre 1911, 13 juillet 1912, 23 avril 1926 et 5 juillet 1927;

Vu l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923 relative au recrutement de l'armée;

Vu la loi du 17 avril 1924 réglant l'entrée en carrière et l'avancement des fonctionnaires et candidats fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers civils démobilisés de l'Etat;

Vu les articles 23 et suivants de la loi du 9 décembre 1927 modifiés par la loi du 19 mars 1928 accordant des bonifications d'ancienneté aux fonctionnaires qui ont été mobilisés pendant la guerre;

Vu le procès-verbal de la séance du 27 décembre 1928 de la commission de classement du corps de l'inspection du travail;

Sur le rapport du conseiller d'Etat, directeur du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le tableau d'avancement du personnel de l'inspection du travail pour l'année 1929 est arrêté conformément au tableau ci-dessous :

INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.

Inspecteurs divisionnaires de 1^{re} classe, proposés pour la hors-classe.

(Choix.)

MM. CAVAILLÉ.
SEGUIN.
MEURDRA.

(Ancienneté.)

MM. CAVAILLÉ.
SEGUIN.
MEURDRA, 1 an, 8 mois, 6 jours ⁽¹⁾.

Inspecteurs divisionnaires de 2^e classe proposés pour la 1^{re} classe.

(Choix.)

MM. GENET.
LENOBLE.

(Ancienneté.)

MM. GENET, 29 jours ⁽¹⁾.
LENOBLE.

Inspecteur divisionnaire de 3^e classe proposé pour la 2^e classe.

(Choix.)

M. GERVOIS.

(Ancienneté.)

M. GERVOIS, 10 mois, 14 jours ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Bonifications pour services militaires restant à utiliser (y compris les bonifications résultant de l'application de la loi du 9 décembre 1927).

INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX.

Inspecteurs départementaux proposés pour le grade d'inspecteur divisionnaire.

(Choix.)

MM. FROIS.
MAGNIER.
DUVAL.
POUILLOT.
BÉCRET.
TISSOT.
MESSAG.
GARAUD.
NODOT.
GAMBIER.

Inspecteurs départementaux proposés pour le grade d'inspecteur divisionnaire en vue de la nomination au poste d'inspecteur divisionnaire à Strasbourg (application du décret du 5 juillet 1927).

(Choix.)

MM. BOILEAU.
MOREL.

INSPECTEURS ET INSPECTRICES DÉPARTEMENTAUX.

Inspecteurs et inspectrices départementaux de hors classe, 1^{er} échelon, proposés pour la hors classe, 2^e échelon.

(Choix.)

MM. TRAPIER,
TISSOT.
GARAUD.
LUCAS.
DESESSARD.
GAMBIER.
NODOT.
M^{lle} LANGLOIS.
MM. GANDOIS.
BARET (H.).
MAINGONNAT.
VALET.
SAUVAGE.
GUERNIER..

(Ancienneté.)

MM. TRAPIER,
BORIES.
BACQUIÉ (6 mois, 27 jours) ^(*).
DESESSARD (6 mois, 1 jour).
M^{lle} LANGLOIS.
MM. LUCAS (2 mois, 13 jours).
TISSOT (5 mois, 21 jours).
GANDOIS (10 mois, 9 jours).
GARAUD (5 mois, 8 jours).

(*) Bonifications pour services militaires restant à utiliser (y compris les bonifications résultant de l'application de la loi du 9 décembre 1927).

BARET (H.), (5 mois, 23 jours).
GOUTTES.
MAINGONNAT.
GAMBIER (10 jours).
ORLIAC.
VALET (1 an, 8 mois, 17 jours).
NODOT (2 mois, 12 jours).
SAUVAGE (1 an, 1 mois, 1 jour).
BARET (J.) (1 mois, 19 jours).
GUERNIER (1 an, 2 mois, 11 jours).
LE GUILLOU (1 an, 9 mois, 9 jours).
FOURNIÉ (1 an, 2 mois, 19 jours).

*Inspecteurs et inspectrices départementaux de 1^{re} classe
proposés pour la hors classe, 1^{er} échelon.*

(Choix.)

MM. TRÉGOUET.
CHARDIN.
M^{me} DESLAURIER.
M. BOUC.
M^{lle} BOURAT.

(Ancienneté.)

MM. LACHMANN.
CLERC.
M^{me} DESLAURIER.
M^{lle} BOURAT.
MM. FLEURY (5 mois) ⁽¹⁾.
TRÉGOUET (8 mois, 18 jours).
CHARDIN (6 mois, 11 jours).
VERNHES (détaché) (3 mois, 8 jours).
BOUC (9 mois, 5 jours).

Inspecteurs départementaux de 2^e classe proposés pour la 1^{re} classe.

(Choix.)

MM. KALTENBACH.
ISCH.
LEGATE.

(Ancienneté.)

MM. KALTENBACH.
PERRET (4 mois, 18 jours) ⁽¹⁾.
ISCH (28 jours).
HILDEBRAND.
LEGATE (1 an, 6 mois, 18 jours).
FERRENBACH (7 mois, 29 jours).

*Inspecteurs et inspectrices départementaux de 3^e classe et stagiaires
proposés pour la 2^e classe.*

(Choix.)

Néant.

(Ancienneté.)

M^{lle} LACASSAGNE.
MM. DEBRETAGNE (1 an, 7 mois, 25 jours) ⁽¹⁾.
RAPPENEAU (stagiaire), 6 ans.

⁽¹⁾ Bonifications pour services militaires restant à utiliser (y compris les bonifications résultant de l'application de la loi du 9 décembre 1927).

*Inspecteurs départementaux de 4^e classe et stagiaires
proposés pour la 3^e classe.*

(Choix.)

MM. VAYSSIÈRES.
BAZAIN.

(Ancienneté.)

MM. VAYSSIÈRES (11 mois, 2 jours) ^(*).
BAZAIN (1 an, 1 mois, 16 jours).
RAPPENEAU, stagiaire (6 ans).

L'inscription de M. RAPPENEAU, inspecteur stagiaire, est faite sous réserve de titularisation ultérieure.

Inspecteur départemental stagiaire proposé pour la 4^e classe, sous réserve de titularisation ultérieure. (Les avancements à la 4^e classe ont lieu exclusivement à l'ancienneté.)

(Ancienneté.)

M. RAPPENEAU (6 ans).

NOTA. — L'ordre d'inscription sur les tableaux d'ancienneté est déterminé, provisoirement, d'après la seule ancienneté dans la classe au 1^{er} janvier 1929. Lors de chaque promotion à l'ancienneté, l'ordre d'ancienneté des différents inspecteurs susceptibles d'être promus sera déterminé, pour ladite promotion, en ajoutant à l'ancienneté dans la classe la durée des bonifications d'ancienneté pour services militaires (application de l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923, de la loi du 17 avril 1924 et des articles 23 et suivants de la loi du 9 décembre 1927, modifiés par la loi du 19 mars 1928).

En ce qui concerne l'application de la loi du 17 avril 1924 et de la loi du 9 décembre 1927, la durée des bonifications a été déterminée d'après les pièces officielles émanant des autorités militaires.

Les bonifications dont les inspecteurs peuvent bénéficier en 1929 sont inscrites en regard du nom de chacun d'eux.

(*) Bonifications pour services militaires restant à utiliser (y compris les bonifications résultant de l'application de la loi du 9 décembre 1927.)